



**HAL**  
open science

# Nicolás Sartorius : un exemple des modalités de l'action antifranquiste entre agonie du régime et construction démocratique (1956-1978)

Virginie Sudre

## ► To cite this version:

Virginie Sudre. Nicolás Sartorius : un exemple des modalités de l'action antifranquiste entre agonie du régime et construction démocratique (1956-1978). Littératures. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2021. Français. NNT : 2021MON30099 . tel-03714747

**HAL Id: tel-03714747**

**<https://theses.hal.science/tel-03714747v1>**

Submitted on 5 Jul 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# THÈSE

Pour obtenir le grade de  
Docteur

Délivré par l'**Université Paul Valéry Montpellier 3**

Préparée au sein de l'école doctorale 58  
Langues, Littératures, Cultures, Civilisations  
Et de l'unité de recherche ReSO  
Recherches sur les Suds et les Orients

Spécialité : **Études hispaniques et hispano-américaines**

Présentée par **Virginie SUDRE**

**Nicolás Sartorius : un exemple des  
modalités de l'action antifranquiste entre  
agonie du régime et construction  
démocratique (1956-1978)**

Soutenue le **11 décembre 2021** devant le jury composé de

Mme Florence BELMONTE, Professeure, Université Paul Valéry Montpellier 3	Directrice
M. Pierre-Paul GREGORIO, Professeur, Université de Bourgogne	Président du jury
Mme Maria LLOMBART-HUESCA, MCF, Université Paul Valéry Montpellier 3	Examinatrice
Mme Pilar MARTINEZ VASSEUR, Professeure émérite, Université de Nantes	Rapporteur
Mme Manuelle PELOILLE, Professeure, Université d'Angers	Rapporteur



NICOLÁS SARTORIUS,  
UN EXEMPLE DES MODALITES DE  
L'ACTION ANTIFRANQUISTE ENTRE  
AGONIE DU REGIME ET CONSTRUCTION  
DEMOCRATIQUE  
(1956-1978)

Thèse pour obtenir le grade de Docteur présentée par  
Virginie Sudre.

*A Juliette y Alice, las niñas de mis ojos.*

*A toutes celles qui m'ont tenu la main.*

## Remerciements

A ma mère, qui bien qu'elle n'aimât pas l'école et l'ait quittée trop tôt, m'a appris et donné le goût de lire.

A mes filles, qui sont nées et ont grandi parallèlement à ce travail de recherche. Bien que trop jeunes pour saisir en quoi consistait cette thèse et pourquoi elle accaparait autant de mon temps et de mon énergie, trop souvent à leurs dépens, je les remercie pour leur patience et leurs encouragements. J'espère que ce chemin parcouru leur montrera que la passion et la persévérance sont une des clefs de la réussite et de l'épanouissement professionnel. Je remercie également Maxime qui a supporté cette odyssee pendant ces sept années.

A Florence Belmonte, ma directrice de recherche, qui m'a toujours fait confiance, m'a accompagnée et m'aiguille avec indulgence et bienveillance depuis quatorze ans maintenant. Elle m'a initiée aux plaisirs de la recherche et m'en a montré les chemins. Ma gratitude à son égard est infinie.

Je remercie Nicolás Sartorius, qui a su se rendre disponible et m'a consacré le temps nécessaire pour répondre à mes questions, éclaircir mes doutes, toujours patient, disponible et aimable envers moi. Et pour m'avoir fait découvrir les meilleurs cafés de « son » Madrid.

A Marina, toujours présente malgré la distance. Je lui suis reconnaissante pour ses encouragements, son soutien moral et même logistique, et ce depuis de nombreuses années. Les meilleurs souvenirs de ces années de thèse resteront nos virées madrilènes, studieuses, émulatrices, que nous seules pouvions partager. A Aline, pour sa confiance et son aide, et qui bien que novice en la matière, est devenue la meilleure des nounous.

A Cécile, Isabelle, Nerea et Isabel, qui ont été présentes, m'ont aidée, m'ont soutenue inlassablement, et se sont toujours enquis de l'avancement de mon travail sans jamais s'inquiéter de voir le temps passer... A mon petit frère, Xavier, pour les soirées passées à faire les cartes qui illustrent ce travail, et à Ekatherina, pour ses relectures minutieuses. Et à tous ceux que je n'ai pas la place de citer ici, mais qui lorsqu'ils ont croisé ma route m'ont encouragée à aller au bout de cette thèse.

A mes grands-parents, qui n'ont pas eu la chance de fréquenter les bancs de l'école et s'étonnent de me savoir encore étudiante, à mon âge.

A mes collègues de travail du collège d'Arles-sur-Tech, enclave de dynamisme et de gaieté dans un coin de vallée reculée aux destins pas toujours épargnés. Ceux qui y sont passés, ceux qui y sont encore et ceux plus récemment arrivés, ils sont précieux. Je remercie également J. Olieu et S. Fichot d'avoir « exaucé mes vœux » afin de me dégager du temps dans la semaine pour que je puisse me consacrer à ce travail.

Je remercie très chaleureusement Victoria Ramos de l'AHPCE, María del Carmen Muñoz de l'AHT, Emilio Criado des archives du SUT, José Luis Hernandez Luis du CDMH, les archivistes de l'AGA, du Ministère de l'Intérieur, et des Archives de l'armée, les bibliothécaires de la BNE, ainsi que tous les employés chargés de reproduire les milliers de pages que je souhaitais ramener dans mes valises... Leur aide et leur complicité m'ont été ô combien précieuse. Je remercie également Pablo García Colmenares, pour sa généreuse contribution bibliographique.

A Francisco Campuzano, qui lorsque j'étais étudiante, m'a emmenée vers une première lecture politique et critique de l'histoire de l'Espagne contemporaine. Sa rigueur, sa générosité et son parcours resteront pour moi un modèle.

Je remercie l'ED 58, le laboratoire LLACS et la Société des Hispanistes Français qui ont contribué au financement des déplacements nécessaires à l'aboutissement de ce projet.

Je remercie également les membres du jury, Pierre-Paul Gregorio, María Llobart-Huesca, Pilar Martínez-Vasseur, et Manuelle Peloille, pour leur attention et le temps consacré à la lecture de cette thèse.

Enfin, à l'heure où je fais le bilan de ces dernières années, au-delà des personnes, nombreux sont les lieux qui me viennent en mémoire. Tous propices au travail et à la concentration, souvent lieux d'émulation dynamisants, ils m'ont accueillie et m'ont permis d'avancer : la Bibliothèque Nationale d'Espagne, majestueuse, les Archives Générales de l'Administration à Alcalá, le Centre Documentaire de la Mémoire Historique à Salamanque, les Archives des Armées à Madrid, la bibliothèque Ramon Llull, le bureau des doctorants du laboratoire LLACS, ainsi que la médiathèque Ludovic Massé. Ces lieux furent essentiels à l'aboutissement de ce travail.

# ABREVIATIONS

CC.OO.: *Comisiones Obreras*

CNS: *Confederación Nacional de Sindicatos*

DGS: *Dirección General de Seguridad*

FLP : *Frente de Liberación Popular*

HOAC: *Hermandades Obreras de Acción Católica*

NIU : *Nueva Izquierda Universitaria*

OSE: *Organización Sindical Española*

PCE: *Partido Comunista de España*

PSOE: *Partido Socialista Obrero Español*

SECED: *Servicio Central de Documentación*

SEU: *Sindicato Español Universitario*

SUT: *Servicio Universitario del Trabajo*

UCD: *Unión del Centro Democrático*

UGT: *Unión General de Trabajadores*

IU: *Izquierda Unida*

USO: *Unión Sindical Obrera*

# TABLE DES MATIÈRES

ABREVIATIONS .....	4
--------------------	---

<b><u>INTRODUCTION .....</u></b>	<b>11</b>
----------------------------------	-----------

<b><u>CHAPITRE1. DES MILIEUX PRIVILEGES AU CHOIX DE LA DISSIDENCE (1956-1959).....</u></b>	<b>25</b>
--	-----------

1.1. ANCRAGE FAMILIAL, GEOGRAPHIQUE, ET SOCIOPOLITIQUE .....	26
1.1.1. Les origines du régime franquiste (1936-1948).....	26
1.1.1.1. Configuration initiale de la Dictature.....	26
1.1.1.2. Institutionnalisation du Franquisme :.....	31
1.2. NICOLÁS SARTORIUS, « L'ARISTOCRATE ROUGE » .....	33
1.2.1. Enfance, origines familiales et géographique (1938-1956).....	33
1.3. LES « EVENEMENTS DE 1956 » : LE DECLIC .....	36
1.3.1. Emergence de la dissidence étudiante. ....	36
1.3.2.N. Sartorius rejoint la vague contestataire.....	41
1.3.3.Evolution de l'opposition étudiante. Une expérience initiatique. ....	48
1.4. PREMIERS PAS DANS LA DISSIDENCE (1956-1959) .....	52
1.4.1.Retour sur la situation de l'opposition à la dictature sous le Franquisme triomphant (1939-1956).....	53
1.4.2. (Re)naissance de groupes d'opposition étudiants.....	56
1.4.2.1.Réforme du système de représentativité étudiante.....	56
1.4.2.2.1957: N. Sartorius et la « Nueva Izquierda Universitaria».....	59
1.4.3. Formation intellectuelle : lectures, influences idéologiques.....	61

<b><u>CHAPITRE 2. LA FORGE D'UN OPPOSANT (1959-1962).....</u></b>	<b>66</b>
---	-----------

2.1. LE FRENTE DE LIBERACIÓN POPULAR : DE L'INITIATION POLITIQUE A L'ILLUSION DE LA REVOLUTION PACIFIQUE. ....	69
2.1.1. 1959: De la Nueva Izquierda Universitaria au Frente de Liberación Popular.....	69
2.1.2. L'échec de la Huelga Nacional Pacífica. ....	71
2.2. LA « CENTRAL DE PERMANENTES » : DE LA RADICALISATION AU « COUP D'ÉTAT ».....	74
2.3. LESERVICE UNIVERSITAIRE DU TRAVAIL : DU CHOC AU VIVIER DE RECRUTEMENT POUR LE FLP. ...	80
2.3.1. Le Servicio Universitario del Trabajo. ....	81
2.3.2. Recruter des étudiants. ....	85

2.3.3. Partir au contact du monde ouvrier. ....	88
2.3.4. Prise de conscience et impact à long terme. ....	91
2.4. LES SIRENES DE LA LUTTE ARMEE.....	93
2.5. 1962 : DE LA SERENDIPITE DES GREVES AUX ASTURIES.....	97
2.5.1. Dans la brèche des mobilisations ouvrières. ....	97
2.5.2. N. Sartorius et le FLP au cœur de la protestation. ....	104
2.5.3. Quelles conséquences pour N. Sartorius, le FLP, et le mouvement ouvrier ? .....	116

### **CHAPITRE 3. PRENDRE LA PLUME (1964- 1966).....123**

PREAMBULE. ....	124
Un virage idéologique .....	124
... et professionnel.....	127
3.1. LA LEGISLATION DE LA PRESSE AVANT ET APRES1966.....	131
3.2. ECRIRE POUR SAPER LES FONDEMENTS DE LA DICTATURE : L'EXEMPLE DE SIGLO 20 ET TRIUNFO. .....	135
3.2.1. Défier la censure pour mettre à mal la recherche de légitimité du régime franquiste. ....	139
3.2.2. Mettre en scène un simulacre de débat d'opinion.....	154
3.3. REPERCUSSIONS ET CONSEQUENCES. ....	158
3.3.1. Naissance d'une lame de fond. ....	158
3.3.2. Un parcours professionnel erratique.....	161

### **CHAPITRE 4. AUX CÔTES DE LA LUTTE OUVRIERE ET A L'AVANT-GARDE CONTRE LA DICTATURE. .164**

4.1. LA RENAISSANCE DU MOUVEMENT OUVRIER (1956-1975) .....	165
4.1.1. Flux et reflux de la contestation ouvrière en Espagne, de la fin de la Guerre Civile au décès du Dictateur. ....	165
4.1.2. Le virage stratégique du PCE. ....	175
4.2. NICOLÁS SARTORIUS, DIRIGEANT DES COMMISSIONS OUVRIERES : ETENDRE, COORDONNER ET DESSINER LES CONTOURS DU NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER (1964-1971). ....	180
4.2.1. «De lo fugaz a lo permanente»: implanter et développer les Commissions Ouvrières (1964-1966) .....	182
4.2.2. Convaincre pour croître : la phase de « la séparation ». ....	188
4.2.3. Penser et assumer le projet et les contours du nouveau mouvement ouvrier.....	192
4.2.4. Infiltrer les structures officielles de l'Etat. ....	198
4.2.5. Coordonner le mouvement ouvrier.....	202

4.2.6. La dialectique de la liberté : le bras de fer contre la dictature. ....	209
4.2.7. Quand le verbe est une arme. ....	221
4.2.7.1. Faire connaître leurs droits au travailleur, soutenir ceux qui se consacrent à leur défense : du <i>Boletín de Información de Legislación Laboral</i> à la <i>Gaceta de Derecho Social</i> . ....	221
4.2.7.2. Ecrire dans la presse « subversive » : l'exemple de <i>Mundo Social</i> et <i>Cuadernos para el Diálogo</i> . ....	228

## **CHAPITRE 5 : CONSEQUENCES ET REPERCUSSIONS DE LA LUTTE.....238**

5.1. L'ARSENAL LEGISLATIF DU REGIME CONTRE LE MOUVEMENT D'OPPOSITION. ....	239
5.1.1. L'arsenal juridique franquiste.....	240
5.1.2. Nicolás Sartorius sous le joug de la répression.....	246
5.2. L'EXPERIENCE COMBATTANTE : L'ENGAGEMENT ET SES CONSEQUENCES. ....	249
5.2.1. L'expérience physique de la lutte. ....	251
5.2.1.1. Le corps traqué.....	251
5.2.1.2. Le corps enfermé. Carabanchel .....	260
5.2.2. Conséquences psychologiques de l'engagement. ....	266
5.3. CONTINUER A SE BATTRE MALGRE L'ENFERMEMENT.....	276
5.3.1. Pour l'amélioration des conditions d'incarcération.....	276
5.3.2. Retourner les armes du régime contre lui : l'exemple du « procès 1001 ». ....	281
5.3.2.1. Un procès « boomerang » : du procès politique contre les dirigeants du mouvement ouvrier au réquisitoire contre la Dictature. ....	284
5.3.2.2. La campagne de solidarité.....	290

## **CHAPITRE 6 : LE BRAS DE FER CONTRE LA DICTATURE : SE BATTRE JUSQU'À L'AVENEMENT DE LA DEMOCRATIE (1976-1978). ....296**

6.1. A L'ASSAUT DES ULTRA-CONSERVATEURS (21 NOVEMBRE 1975- 3 JUILLET 1976).....	299
6.1.1. Une tempête de grèves. ....	301
6.1.2. La politique de la tache d'huile se teinte d'encre. ....	304
6.1.2.1. Etendre la mobilisation citoyenne : <i>Triunfo</i> , tribune du mouvement ouvrier. ....	305
6.1.2.2. Du répertoire d'actions pour la mobilisation collective au guide des pratiques démocratiques. ....	310
6.1.3. Victoire de la rue, destitution d'Arias Navarro. ....	313
6.1.4. De l'apprentissage de la démocratie. ....	318

6.2. POSER LES CONDITIONS DE L'AVENEMENT DE LA DEMOCRATIE (JUILLET 1976- DECEMBRE 1978).	321
6.2.1. La légalisation des Commissions Ouvrières	322
6.2.1.1. Sortir au grand jour, s'organiser et parvenir à l'unité syndicale	322
6.3.2. La mobilisation sociale en faveur de la légalisation du PCE	328
6.3.3. Les Pactes de la Moncloa	333
EPILOGUE : LES ELECTIONS CONSTITUANTES ET LE REFERENDUM	339

## **CHAPITRE 7: N. SARTORIUS, INTELLECTUEL ORGANIQUE OU PENSEUR DU NOUVEAU MOUVEMENT**

### **OUVRIER ESPAGNOL ?** 342

7.1. DE L'INTELLECTUEL UNIVERSEL A L'INTELLECTUEL ORGANIQUE	343
7.1.1. Un leg politique...	344
7.1.2. ...ou une aristocratie intellectuelle ?	348
7.2. N. SARTORIUS, PENSEUR DU NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER ET DU SYNDICAT D'UN NOUVEAU GENRE EN ESPAGNE ?	353
7.2.1. De l'indépendance du syndicat au mouvement socio-politique	356
7.2.2. Pratiques démocratiques.	357
7.3. LA COHERENCE DES IDEES, L'EXPERIENCE EN HERITAGE.	359

### **CONCLUSION** 365

### **ANNEXES** 371

1. N. Sartorius : un essayiste prolifique.	372
2. Programme du stage du SUT organisé à Matapozuelos, Semaine Sainte 1960.	373
3. Chronologie des grèves du printemps 1962 dans les Asturies, mis en parallèle avec l'action du FLP.	375
4. <i>Siglo 20</i> , rubrique « Nuestra realidad ». Exemple de contribution de N. Sartorius.	377
5. <i>Cuadernos para el Diálogo</i> . Exemple de contribution de N. Sartorius.	378
6. <i>Mundo Social</i> . Exemple de contribution de N. Sartorius.	381
7. <i>Triunfo</i> . Rubrique « Laboral ». Exemple de contribution de N. Sartorius.	386
8. Coupure de presse archivée à la DGS au sujet de la rencontre entre N. Sartorius, représentant des Commissions Ouvrières, et E. De la Mata, Ministre des Relations Syndicales, Pueblo, 8/09/1976.	

<b><u>SOURCES</u></b> .....	<b>392</b>
• ECRITS DE N. SARTORIUS .....	393
• FONDS D'ARCHIVES .....	396
• TEXTES DE LOI .....	401
<b><u>BIBLIOGRAPHIE DES OUVRAGES CITES</u></b> .....	<b>402</b>
• GUERRE CIVILE ET DICTATURE FRANQUISTE. OUVRAGES GENERAUX. ....	403
• TRANSITION. OUVRAGES GENERAUX. ....	403
• OPPOSITION AU FRANQUISME ET ACTIVISME POLITIQUE. OUVRAGES GENERAUX. ....	404
• OPPOSITION AU FRANQUISME DANS LE MILIEU ETUDIANT. FRENTE DE LIBERACIÓN POPULAR. SERVICIO UNIVERSITARIO DEL TRABAJO. ....	405
• OPPOSITION AU FRANQUISME DANS LE MILIEU JURIDIQUE. ....	405
• OPPOSITION AU FRANQUISME DANS LE MILIEU OUVRIER, COMMISSIONS OUVRIERES, ET CONFLICTIVITE SOCIALE. ....	406
• HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE. ....	407
• INTELLECTUELS ET MEDIAS. LA DISSIDENCE JOURNALISTIQUE. ....	408
• REPRESSION FRANQUISTE. ....	408
• SOCIOLOGIE ET SCIENCES POLITIQUES. OUVRAGES THEORIQUES.....	409
• MEMOIRES ET AUTOBIOGRAPHIES DE MILITANTS OU DE PERSONNALITES POLITIQUES DU FRANQUISME. ....	410
• JOURNAUX.....	410
• MEDIAGRAPHIE .....	411

*« Nicolás Sartorius: A la Constitución española no la hemos tratado bien. Los símbolos son importantes. No tenemos una gran avenida dedicada a la Constitución. Y en los colegios no se llega a estudiar porque está al final del temario.*

*XL Semanal. ¿No se ha explicado bien la Transición?*

- *El ciudadano cree que la democracia española es algo que trajo el rey. No es verdad.*
  - *La democracia...*
- *Hubo que pelearla mucho en las universidades, fábricas y barrios. Es grave no haberlo explicado bien.*
  - *¿A quién se la debemos los españoles?*
- *La democracia la trajo el pueblo español. Es su obra. La Constitución es una conquista, no es algo otorgado. El dictador murió en la cama, pero la dictadura murió en la calle<sup>1</sup>».*

---

<sup>1</sup>Fatima Urrubari, « Políticos y frases estúpidas con Nicolás Sartorius », *XL Semanal*, 20/10/2019. [En ligne : <https://www.xlsemanal.com/conocer/politica/20181030/frases-estupidas-politicos.html>]. Consulté le 18/02/2019.

# INTRODUCTION

## INTRODUCTION

En décembre 2007, le Sénat espagnol approuvait une loi, connue sous le nom de « *Loi de Mémoire Historique*<sup>2</sup>», qui reconnaissait et octroyait des droits aux victimes de la Guerre Civile et de la Dictature. A cette période, entre 2006 et 2008, des débats houleux jalonnèrent les négociations et divisèrent la société espagnole. On entendit la droite espagnole, avec le Parti Populaire à sa tête, accuser les partisans de cette loi, portée par le chef du gouvernement socialiste José Rodriguez Zapatero, de semer la discorde – par opposition à la concorde supposée régner depuis la Transition – , de procéder à une réécriture de l’Histoire, et de rouvrir les blessures du passé. Quelques mois plus tard, l’emblématique juge Baltasar Garçon ouvrait une instruction sur des disparitions survenues pendant la Guerre Civile et la Dictature, procédure qui provoqua une nouvelle levée de boucliers dans le camp conservateur. Après plusieurs enquêtes et procès à son encontre, le Tribunal Suprême le finit par le suspendre de ses fonctions jusqu’en 2023. La cabale montée contre le juge confirma que l’élite politique conservatrice n’était pas prête à revenir sur la loi d’amnistie de 1977<sup>3</sup>. C’est dans ce contexte que Pablo Casado, à la tête du Parti Populaire, s’était alors moqué de la gauche composée selon lui de « *ringards obsédés par la guerre de leur grand-père, ou par la fosse d’on ne sait qui*<sup>4</sup>». En 2018, une nouvelle polémique enfla lorsque Pedro Sánchez, chef du gouvernement socialiste, annonça sa volonté de déplacer la dépouille de F. Franco qui reposait dans le chœur du

---

<sup>2</sup>Ley 52/2007, de 26 de diciembre, por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura, BOE nº310 publié le 27/12/2007. [En ligne: <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2007-22296>]. Consulté le 16/09/2019.

<sup>3</sup>La loi de 1977 absout tous ceux qui avaient été reconnus coupables de délits politiques et assure une impunité de fait à tous les dirigeants, bourreaux ou petites mains du Franquisme

<sup>4</sup>Jorge Sastre, «"Las fosas de no sé quién" y otras perlas de la hemeroteca de Pablo Casado», *Eldiario.es*, 22/07/2018. [En ligne: [https://www.eldiario.es/rastreador/XXI-izquierdas-mejores-Pablo-Casado\\_6\\_795530443.html](https://www.eldiario.es/rastreador/XXI-izquierdas-mejores-Pablo-Casado_6_795530443.html)]. Consulté le 16/09/2019 :« *Son unos carcas que están todo el día con la guerra del abuelo, con la fosa de no sé quién*».

*Valle de los Caídos*, mausolée construit à la gloire du national-catholicisme. Santiago Abascal, dirigeant de *Vox* – parti d’extrême-droite qui a récemment remporté plusieurs succès électoraux – déclarait à ce sujet en janvier 2019 que les Espagnols en avaient assez de ce « débat infect ». Il affirmait également porter la voix de ceux dont les parents ou grands-parents avaient soutenu le coup d’état militaire et le dictateur, « *et qui se refusent à condamner les actes de leurs familles* <sup>5</sup> ». Cette prise de position ouvertement offensive de la part d’un élu vis-à-vis du Franquisme était jusqu’alors inédite dans l’Espagne démocratique.

Il est toujours surprenant pour un observateur français de constater les désaccords et les polémiques récurrentes autour de l’histoire de la Guerre Civile, du Franquisme et de la Transition. Plus de quarante années se sont écoulées depuis la mort du Généralissime<sup>6</sup>. Si dans d’autres démocraties, quatre décennies ont suffi aux historiens pour rendre compte d’un passé traumatique, et produire un récit qui fasse consensus, ce n’est toujours pas le cas en Espagne. Alors que d’autres démocraties, comme l’Italie ou la France, se sont construites sur le paradigme de l’antifascisme, la lutte pour la démocratie n’a pas fonctionné comme un ciment politique en Espagne. La transition pacifique – qui en réalité ne fut pas exempte de violence – et la réconciliation nationale, s’y sont, un temps, imposées comme les mythes fondateurs de l’Espagne démocratique. Il était en quelque sorte inopportun de revenir sur le passé récent, douloureux et conflictuel du pays. C’est d’ailleurs au cœur de cette mise à l’écart de l’Histoire, ainsi que des préjudices subis par les victimes de la Guerre Civile et de la Dictature, que se sont fixées les deux formules qui allaient habiter le débat désormais, le « pacte de l’oubli » ou le « pacte du silence ».

Certains historiens, comme Santos Julià, s’inscrivent en faux contre cette idée, s’appuyant sur l’abondante production littéraire et cinématographique qui n’a cessé de prendre le passé récent comme toile de fond, tant sous le Franquisme, que pendant la démocratie, et qui connut un point culminant à partir des années 2000<sup>7</sup>. De son côté, Paloma Aguilar, reprenant la terminologie existante, défend plutôt l’existence d’un « pacte de séparation » entre l’espace public et politique et

---

<sup>5</sup>Nicolás Pan-Montojo, «Abascal cree que la memoria histórica es un debate infecto», *El País*, 14/01/2019. [En ligne: [https://elpais.com/politica/2019/01/14/actualidad/1547461441\\_818774.html](https://elpais.com/politica/2019/01/14/actualidad/1547461441_818774.html) ]. Consulté le 16/09/2019 :« *Los españoles están hartos de este debate infecto. Somos la voz de aquellos que tuvieron padres en el bando nacional y se resisten a tener que hacer una condena de lo que hicieron sus familias. De aquellos que no quieren que se cambie el nombre de su calle por el fanatismo político de quienes quieren una España de memoria hemipléjica* ».

<sup>6</sup> Titre octroyé à Francisco Franco en septembre 1936 par les généraux putschistes, le plaçant ainsi à leur tête.

<sup>7</sup>Santos Julià et Paloma Aguilar Fernández, *Memoria de la guerra y del franquismo*, Madrid, Fundación Pablo Iglesias, Taurus, 2006.

les espaces de récit du passé : on pouvait parler de l'histoire récente dans le second, mais on ne devait pas y toucher dans le premier<sup>8</sup>. A ce tabou historique s'ajoute le fait qu'il a pendant longtemps été difficile pour les historiens d'entreprendre des recherches sur cette période. Jusqu'au milieu des années 1980, les responsables des archives renfermant des informations sur la répression des dernières décennies en limitaient l'accès, des documents « compromettants » ont été détruits, comme en témoignent Francisco Espinosa Maestre<sup>9</sup>, ou María Luisa Conde, ancienne directrice des Archives Générales de l'Administration<sup>10</sup>. C'est ainsi qu'une attitude de complaisance si ce n'est de connivence, vis-à-vis de la Dictature a pu être présentée comme une contribution à l'esprit de réconciliation, jusqu'à ce qu'une loi en 1985 régule l'accès aux archives. Il devenait officiellement impossible de consulter tout document contenant des données personnelles pouvant affecter la sécurité, l'honneur, ou nuire à l'image des personnes concernées sans leur consentement, et ce jusqu'à vingt-cinq ans après leur mort, ou cinquante ans après l'émission des dits documents<sup>11</sup>. Ainsi, non seulement les recherches sur le passé récent de l'Espagne s'apparentaient à un défi jusqu'à il y a peu, mais les conclusions des historiens sont, en outre, sans cesse remises en question par un pan de la société qui refuse de condamner un passé familial d'apolitisme, de complicité avec l'Etat franquiste, voire de participation active à la répression dictatoriale. A cela s'ajoute une offensive éditoriale menée par un groupe d'historiens autoproclamés – à l'instar de Pio Moa<sup>12</sup> – qui continue de connaître un succès indéniable en librairie. Ce courant révisionniste qualifie les historiens de représentants d'une gauche mystificatrice et belliqueuse, et élève ses propres conclusions au rang de vérités énoncées sans tabou. Leurs discours, relayés par les puissants médias conservateurs, séduisent un public partisan, ou peu, voire non averti.

---

<sup>8</sup>Paloma Aguilar Fernández, *Políticas de la memoria y memorias de la política: el caso español en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza, 2008.

Paloma Aguilar Fernández, *Memoria y olvido de la guerra civil española*, Madrid, Alianza Editorial, 1996.

<sup>9</sup>Francisco Espinosa Maestre, «La investigación del pasado reciente: un combate por la historia», *Actas de las VI Jornadas de Castilla-La Mancha sobre Investigación en Archivos*, Guadalajara, Vol. 2, 2004.

Francisco Espinosa Maestre, *Callar al mensajero: la represión franquista, entre la libertad de información y el derecho al honor*, Barcelona, Península, 2009.

<sup>10</sup>Gabrielle Knetsch, «La memoria de España duerme en Alcalá de Henares», *El País*, 29/05/1994. [En ligne: [https://elpais.com/diario/1994/05/27/madrid/770037878\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1994/05/27/madrid/770037878_850215.html)]. Consulté le 15/09/2019.

<sup>11</sup>*Ley del Patrimonio Histórico español, Ley 16/1985*, publiée dans le BOE n°155 du 27/06/1985. [En ligne: <https://www.boe.es/eli/es/l/1985/06/25/16/con>]. Consulté le 16/09/2019: « Artículo 57: c. Los documentos que contengan datos personales de carácter policial, procesal, clínico o de cualquier otra índole que puedan afectar a la seguridad de las personas, a su honor, a la intimidad de su vida privada y familiar y a su propia imagen, no podrán ser públicamente consultados sin que medie consentimiento expreso de los afectados o hasta que haya transcurrido un plazo de veinticinco años desde su muerte, si su fecha es conocida, o, en otro caso, de cincuenta años, a partir de la fecha de los documentos ».

<sup>12</sup>Pío Moa, *Franco: un balance histórico*, Barcelona, Planeta, 2005.

Nous sommes donc actuellement face à une Espagne où les conclusions des travaux historiographiques les plus récents ne sont pas adoptées par l'ensemble de la société, où règne l'absence de consensus autour d'un discours historique commun, et où tout un chacun peut élaborer sa propre interprétation du passé, quelle qu'elle soit, en dehors de toute prise en considération des résultats de la recherche historique. Comment s'étonner alors quand le fils d'un des « héros » de la Transition, Adolfo Suárez Illana, a soutenu, en novembre 2018, que si les Espagnols devaient la démocratie en partie à Santiago Carrillo, ancien dirigeant du Parti Communiste Espagnol, ils la devaient aussi à Francisco Franco.

*S'il n'en avait pas eu envie, la Transition ne se serait pas déroulée ainsi, c'est lui qui les a placés là tous les deux, Juan Carlos en tant que successeur et mon père en tant que Gouverneur. [...] N'oublions pas que la loi de réforme politique a été approuvée par le Parlement franquiste<sup>13</sup>.*

Cette interprétation a de quoi surprendre quand on sait que le dictateur avait depuis décembre 1973 confié les rênes du pouvoir à Carlos Arias Navarro, franquiste de la première heure. Surnommé « le boucher de Malaga » par les Républicains défaits après qu'il y eut orchestré le massacre de 4 300 dissidents, ému jusqu'aux larmes lorsqu'il annonça à la télévision la mort du dictateur, il avait refusé de céder aux pressions pour s'orienter vers une ouverture politique du régime, et fut finalement démis de ses fonctions par le roi Juan Carlos en juin 1976, qui, dans la presse étrangère, qualifia son action de « désastre absolu ». Ce n'est donc qu'à ce moment-là qu'Adolfo Suárez fut nommé à la tête du gouvernement. Il négocia pendant plusieurs mois avec les députés du parlement franquiste et les représentants de l'opposition la mise en œuvre d'une série de réformes. Elles aboutirent à la légalisation des partis politiques, et à la tenue d'élections pour former une assemblée constituante. Considéré comme l'un des héros de la Transition, un musée lui rend hommage dans sa province natale d'Avila<sup>14</sup>. A l'occasion de son décès, le 23 mars 2014, le quotidien *El País* titrait : « *Le leader qui a changé le cours de l'Histoire de l'Espagne*<sup>15</sup> ». Il semble juste de penser que ces deux appréciations de sa personnalité et de son action politiques reflètent assez fidèlement l'opinion d'une grande partie de la société espagnole convaincue que le développement économique qui fit suite au Plan de

---

<sup>13</sup>Marta Monforte Jaen, «Suárez Illana: "La democracia hoy en día se debe en parte a Carrillo y en parte a Franco"», *Público*, 20/11/2018. [En ligne : <https://www.publico.es/politica/adolfo-suarez-pp-suarez-illana-democracia-hoy-dia-debe-parte-carrillo-parte-franco.html>]. Consulté le 16/09/2019 :« *Si disfrutamos de la democracia hoy en día se debe en parte a Santiago Carrillo y en parte a Franco [...] si a Franco no le hubiera dado la gana de hacer la transición como se hizo no se hubiera hecho así, él puso a los dos allí, como sucesor a título de rey a Juan Carlos y a mi padre como Gobernador [...] se nos olvida que hubo una ley de reforma política que fue aprobada por unas cortes franquistas*».

<sup>14</sup>Museo Adolfo Suárez y la Transición, situé à Cebreros (Ávila). [Site web: <https://museoadolfosuarezylatransicion.com/>].

<sup>15</sup>Joaquín Prieto, « Muere Adolfo Suárez, el líder que cambió la historia de España », *El País*, 23/03/2014, [En ligne: [https://elpais.com/politica/2013/09/24/actualidad/1380044109\\_467419.html](https://elpais.com/politica/2013/09/24/actualidad/1380044109_467419.html) ]. Consulté le 13/01/2015.

Stabilisation de 1959, décidé par les responsables du franquisme, aurait, quasiment seul, créé les conditions nécessaires au changement politique et social du pays après la mort du dictateur ; dans cette logique, une poignée de dirigeants talentueux et visionnaires se seraient chargés, à eux seuls, de mener à bien la transition politique d'un régime dictatorial à un autre, démocratique. Contrairement aux Portugais et aux Grecs qui avaient contribué à la chute des régimes dictatoriaux auxquels ils étaient soumis, les Espagnols, majoritairement apolitiques, ne se seraient pas mobilisés contre le Franquisme qui serait mort avec son fondateur. Ainsi, le changement politique qui conduisit les Espagnols de la dictature à la démocratie aurait été une période sans heurts, orchestrée d'une main experte par l'élite politique d'alors<sup>16</sup>. La Transition devenait ainsi le mythe fondateur de l'Espagne démocratique, avec ses héros, exemplaires, qui s'étaient réconciliés et avaient tourné la page de leurs antagonismes tenaces grâce à leur aptitude exemplaire au consensus<sup>17</sup>.

#### *Etat de la question*

Il est vrai qu'un secteur important de la société espagnole avait collaboré avec la Dictature. La grande majorité des entreprises, des banques, des employés de l'administration tout comme l'armée étaient restées fidèle au régime. Certains soutiennent que sous le Franquisme, les Espagnols auraient fini par accepter une dictature qui leur garantissait un niveau de vie sans comparaison possible avec celui qu'ils avaient à l'issue de la Guerre Civile, et ce, bien que le prix à payer ait été l'absence de liberté fondamentale dont jouissaient leurs voisins européens<sup>18</sup>. Max Aub, qui en 1969 retourna en Espagne après trente ans d'exil, en brosse un portrait désabusé en qualifiant les Espagnols « *d'ignorants et de résignés* », et il dépeint des individus dépolitisés et conformistes face au « *silence et à l'oubli imposés par le régime*<sup>19</sup> ». Javier Tusell, plus nuancé, évoquait une Espagne plutôt éloignée de la politique :

---

<sup>16</sup>Juan J. Linz, Alfred Stepan, *Problems of democratic transition and consolidation : Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996.

Francisco Campuzano Carvajal, *L'élite franquiste et la sortie de la dictature*, Paris, L'Harmattan, 1997.

<sup>17</sup>Francisco Campuzano Carvajal, *Figures de la mythification dans l'Espagne du XXe siècle*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 2015.

<sup>18</sup>Josep Carles Clemente, *Historias de la Transición, 1973-1981, El fin del apagón*, Madrid, ED. Fundamentos, 1994.

<sup>19</sup>Max Aub, *La gallina ciega: Diario español*, México, Joaquín Mortiz, 1971, p.48: «[...]españoles sumisos y desinformados; desideologizados y despolitizados; ignorantes y resignados, que adoptan una actitud conformista y acomodaticia ante el silencio y el olvido impuestos por el régimen franquista».

*Le régime reposait non pas sur une majorité silencieuse, mais tout simplement absente. [...] Non pas que le régime soit accepté avec enthousiasme, mais plutôt avec apathie, suite à une répression qui avait laminé toute velléité d'opposition<sup>20</sup>.*

En revanche, nous savons aujourd'hui que la dictature franquiste se retrouva à partir des années soixante, obligée de faire face à toujours plus d'actions dissidentes. Une poignée de militaires, des avocats<sup>21</sup>, des prêtres et des intellectuels s'engagèrent et multiplièrent les actions contre la Dictature pendant les dix dernières années du régime. Les milieux ouvriers<sup>22</sup> et universitaires<sup>23</sup> furent les secteurs d'opposition les plus importants par la fréquence de leurs actions et en nombre de militants. Depuis le début des années 2000, plusieurs travaux – dont ceux de Carme Molinero et Pere Ysàs<sup>24</sup> – ont démontré que même si l'opposition ne réussit pas à elle seule à renverser le régime, elle contribua nettement à l'affaiblir et à le décrédibiliser tant en Espagne qu'auprès des démocraties occidentales. Et ils ne sont pas seuls à soutenir cette thèse, d'autres, dont Nicolás Sartorius, défendent également que c'est la mobilisation ouvrière et populaire qui explosa durant le premier semestre de 1976, qui permit de faire plier les députés franquistes et de les rallier au projet réformateur d'Adolfo Suárez :

*Sans la pression exercée par le mouvement ouvrier et étudiant, le harakiri du Parlement franquiste, prélude à l'approbation de la Loi de Réforme Politique, était inimaginable. Jamais [...] une classe politique ne s'est suicidée de cette façon<sup>25</sup>.*

---

<sup>20</sup>Javier Tusell, *Dictadura franquista y democracia, 1939-2004*, Barcelona, Crítica, 2005, p.24: « *Hubo quien, en los años sesenta, describió nuestra realidad no como franquista o antifranquista, sino ajena a la política. El régimen se basaba no en una mayoría silenciosa, sino sencillamente, ausente. [...] no en el sentido de que el régimen fuera aceptado con entusiasmo, sino de forma apática, tras una represión previa que laminó la oposición* ».

<sup>21</sup>José Gómez Alén et Rubén Vega García, *Materiales para el estudio de la abogacía antifranquista*, Madrid, GPS, 2010.

Claudia Cabrero Blanco, *Abogados contra el franquismo: memoria de un compromiso político, 1939-1977*, Barcelona, Crítica, 2013.

<sup>22</sup>Salvador Cruz Artacho, Julio Ponce Alberca, *El mundo del trabajo en la conquista de las libertades*, Jaén, Publicaciones de la Universidad de Jaén, 2011.

José Babiano, *Emigrantes, cronómetros y huelgas: un estudio sobre el trabajo y los trabajadores durante el franquismo (Madrid, 1951-1977)*, Madrid, Fundación Iº de Mayo, 1995.

<sup>23</sup> José Álvarez Cobelas, *Envenenados de cuerpo y alma. La oposición universitaria al franquismo en Madrid. (1939-1970)*, Madrid, Siglo XXI, 2004.

<sup>24</sup> Carme Molinero et Pere Ysàs, *La anatomía del franquismo: de la supervivencia a la agonía, 1945-1977*, Barcelona, Crítica, 2008.

Pere Ysàs, *Disidencia y subversión: la lucha del régimen franquista por su supervivencia, 1960-1975*, Barcelona, Crítica, 2004.

<sup>25</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa: sobre la dictadura de Franco*, Barcelona, Crítica, 2002, p.156 :« *Sin la presión ejercida por el movimiento obrero y estudiantil, hubiera sido impensable un harakiri como el realizado por las Cortes franquistas, preludio a la aprobación de la ley de reforma política. Nunca [...] se suicidó una clase política de la manera que lo hizo la franquista* ».

Le poids de la mobilisation sociale pendant le *tardofranquismo*<sup>26</sup> ne fait donc pas consensus. On la présente souvent comme importante, mais pas décisive dans l'avènement de la démocratie. Cependant, le mouvement des Commissions Ouvrières, pilier de l'opposition et de la construction démocratique, reste à ce jour assez peu étudié. Ces commissions de travailleurs, initialement d'ouvriers ou de mineurs, créées au début des années 1960 de façon temporaire et isolée, se transformèrent pourtant progressivement à partir de 1964 en un puissant syndicat structuré par branches et coordonné au niveau national. Nous savons par ailleurs que la majorité de ces hommes et de ces femmes qui s'engagèrent dans la lutte pour la démocratie s'organisèrent via le Parti Communiste d'Espagne (PCE). A partir des années 1960, le PCE devint même le principal parti de l'antifranquisme, le Parti par antonomase<sup>27</sup>. Et nombreux sont ceux qui qualifient l'engagement des militants communistes de remarquable. Déjà, en 1971, Guy Hermet écrivait :

*Leurs adversaires eux-mêmes rendent hommage au courage des communistes espagnols, hommes traqués qui font depuis plus de trente ans, par fidélité à un idéal politique, le sacrifice de leur liberté, et parfois encore de leur vie*<sup>28</sup>.

Et d'autres encore, comme Carme Molinero, soulignent l'importance décisive de l'appui du PCE au développement des nombreux mouvements sociaux qui finirent par ébranler la Dictature:

*Si les militants communistes n'avaient pas articulé les mouvements, ils n'auraient pas eu l'importance qu'ils ont eu ; leur existence même aurait été difficile dans le contexte dictatorial si aucune organisation relativement ample ne s'était investie dans le développement de ces mouvements sociaux qui, une fois consolidés, attirèrent des milliers de personnes disposées à les faire vivre*<sup>29</sup>.

---

<sup>26</sup> Le "tardofranquismo", ou « Franquisme tardif », est la période qui s'ouvre avec l'accès de Luis Carrero Blanco, bras droit de F.Franco, à la vice-présidence en 1967 puis à la présidence du gouvernement jusqu'à son assassinat en 1973, jusqu'à la mort du dictateur en novembre 1975.

<sup>27</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, « El partido del antifranquismo (1956-1977) », dans Manuel Bueno, Carmen García, et José Hinojosa, *Historia del PCE. I Congreso (1920-1977)*, vol.II, FIM, Madrid, 2007, p.13-32.

<sup>28</sup>Guy Hermet, *Les communistes en Espagne : étude d'un mouvement politique clandestin*, Paris, A. Colin, 1971.p.7.

<sup>29</sup>Carme Molinero, « Una gran apuesta. La oposición política a través de la movilización social », *Nosotros los comunistas: memoria, identidad e historia social*, p. 255-283, Fundación de Investigaciones Marxistas, 2009, p.257: «La política comunista fue decisiva para impulsar los movimientos sociales, pues sin su papel articulador de los militantes, los movimientos no hubieran tenido la importancia que adquirieron; la propia existencia de los movimientos hubiera sido difícil en el marco del franquismo si ninguna organización relativamente amplia se hubiera comprometido en su desarrollo que, una vez consolidados, atrajo a miles de personas dispuestas a dar vida a los movimientos sociales en sí mismos».

### Définition du sujet :

Cette thèse s'inscrit à la suite des travaux de Sebastian Balfour<sup>30</sup>, Pere Ysàs<sup>31</sup>, Carme Molinero<sup>32</sup>, ou Xavier Domenech<sup>33</sup>, qui tendent à démontrer l'importance du Parti Communiste d'Espagne et des mouvements sociaux conduits par les Commissions Ouvrières, dans l'affaiblissement des institutions franquistes, ainsi que leur poids dans les circonstances de l'avènement de la démocratie. Mais comment contribuer à ce travail et poursuivre dans l'évaluation du rôle et de l'impact de l'action du PCE, des Commissions Ouvrières et des mobilisations sociales dans la conquête de la démocratie ? La lecture d'ouvrages de sociologie a ouvert une piste pour répondre à ces questionnements. En effet, Max Weber affirmait que les phénomènes sociaux avaient leur siège dans les acteurs individuels, leurs actions, leurs décisions, leurs motivations et leurs croyances<sup>34</sup>. Raymond Boudon proposait quant à lui d'analyser les phénomènes collectifs comme étant la résultante d'une combinaison ou agrégation d'actions individuelles, et d'en saisir le sens, les motivations, les « bonnes raisons » pour lesquelles les acteurs avaient décidé de les effectuer. C'est ainsi que nous avons choisi de poursuivre l'analyse du mouvement ouvrier et de son impact sur la chute du régime franquiste, en suivant le parcours d'un des membres de l'opposition antifranquiste. Par ce biais, nous souhaitons mieux comprendre les mécanismes et les motivations qui sous-tendent l'engagement démocratique à l'échelle de l'individu, raison pour laquelle il nous est apparu pertinent de souligner le rôle d'une des personnalités clefs du *tardofranquismo* et de la Transition, d'analyser son parcours et son influence, les raisons et la nature de son engagement.

Nicolás Sartorius est une personnalité bien connue des historiens, et de ceux qui s'opposèrent à la dictature franquiste et qui vécurent la Transition démocratique. Nous pouvons aussi régulièrement lire ses chroniques dans *El País*, et plusieurs essais qu'il a co-écrit dans les années 2000 ont rencontré

---

<sup>30</sup>Sebastian Balfour, *La dictadura, los trabajadores y la ciudad: el movimiento obrero en el área metropolitana de Barcelona, 1939-1988*, Valencia, Ed. Alfons el Magnànim : Generalitat valenciana, Diputació provincial de València, 1994.

<sup>31</sup>Pere Ysàs, *Disidencia y subversión: la lucha del régimen franquista por su supervivencia, 1960-1975*, Barcelona, Crítica, 2004.

Pere Ysàs, *El régimen franquista frente a la oposición*, Madrid, CEU, 2007.

<sup>32</sup>Carme Molinero et Pere Ysàs, *La anatomía del franquismo: de la supervivencia a la agonía, 1945-1977.*, Barcelona, Crítica, 2008.

Carme Molinero et Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas: clase obrera y conflictividad laboral en la España franquista*, Madrid, Siglo XXI de España, 1998.

<sup>33</sup>Xavier Domenech Sampere, *Lucha de clases, dictadura y democracia*, Barcelona, Icaria, 2012.

<sup>34</sup>Bernard Valade, « INDIVIDUALISME MÉTHODOLOGIQUE, Encyclopædia Universalis », [En ligne : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/individualisme-methodologique/>]. Consulté le 4 octobre 2019.

un franc succès : *La memoria insumisa*<sup>35</sup>, *El final de la dictadura*<sup>36</sup>. Il fut une figure de proue de l'opposition et tint un rôle de premier plan durant la période charnière du passage de la dictature à la démocratie, entre 1976 et 1978. Né en 1938, il est issu d'une famille de la haute-bourgeoisie de Santander, monarchiste et catholique. Contrairement à son père, haut-gradé engagé aux côtés des putschistes pendant la Guerre Civile, il n'a pas vécu ce conflit. On sait que, comme d'autres jeunes gens de sa génération, il s'est démarqué dès 1956 de son milieu d'origine en adoptant des positions clairement progressistes, militant au sein d'un groupuscule monarchiste avant d'intégrer le *Frente de Liberación Nacional*. On sait aussi que sa contribution en 1962 à l'agitation ouvrière lors des grèves qui secouèrent les Asturies lui valut d'être arrêté et condamné une première fois à plus de deux ans de prison par un tribunal militaire qu'il fut membre du Parti Communiste d'Espagne, avocat, journaliste, et qu'il participa à la création des Commissions Ouvrières, qu'il finit par devenir l'un des principaux penseurs et dirigeants du mouvement ouvrier, membre du Comité Central du PCE et, à ce titre, fut arrêté et condamné à des années de prison dont il ne fut libéré qu'avec l'amnistie de décembre 1975. On comprend qu'on est en présence d'un militant de premier plan encore durant les négociations politiques de la transition démocratique.

### **Que révèle la trajectoire militante de Nicolás Sartorius de la mobilisation de la société civile dans la conquête et la construction de la démocratie espagnole entre 1956 et 1978 ?**

Sur les pas de Nicolás Sartorius, cette thèse se propose de mener à bien une reconstruction du contexte politique et social des deux dernières décennies du Franquisme, puis des années de transition politique qui s'achevèrent avec l'approbation par référendum du nouveau texte constitutionnel en 1978. Nos recherches débutent en 1956, année où l'étudiant N. Sartorius fait ses premiers pas dans l'opposition démocratique, et s'achèvent en 1978 avec l'approbation de la Constitution qui entérine l'avènement de la démocratie en Espagne et la fin de la lutte contre la dictature. Nous souhaitons comprendre la nature, les modalités, les raisons ainsi que la portée de l'engagement de cet important acteur politique. La mobilisation croissante des secteurs ouvriers entre 1966 et 1976 est un fait avéré, il s'agit ici de contribuer à analyser les rouages de ce mouvement collectif. Quelle a été la place de Nicolás Sartorius, de l'intellectuel, du journaliste, du juriste et du militant syndical sous la Dictature, puis pendant la Transition. Quel fut le poids des

---

<sup>35</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *op. cit.*

<sup>36</sup>Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *El final de la dictadura: la conquista de la democracia en España (noviembre de 1975-junio de 1977)*, Madrid, Temas de Hoy, 2007.

idéologies dans ses actes et sa pensée, quelles sont ses références intellectuelles, ses influences, ses modèles ? Quel était son réseau d'action, de pensée, dans le secteur juridique, journalistique, intellectuel et ouvrier ? Et enfin, quelle fut l'influence de cet homme, s'il est démontré qu'il en eut une, sur le cours de l'Histoire récente de l'Espagne ?

#### *Sources et démarche :*

Afin de répondre à ces questions et procéder à la reconstruction de l'itinéraire de N. Sartorius, mais également pour identifier les éléments structurants de sa pensée, nous avons commencé par l'étude de sa bibliographie récente. Il a rédigé une dizaine d'essais au total, certains sur le monde ouvrier – *El resurgir del movimiento obrero*<sup>37</sup>, *¿Qué son las Comisiones Obreras ?*<sup>38</sup> –, un autre sur la politique de la gauche – *Un nuevo proyecto político : contribución al debate en la izquierda*<sup>39</sup> –, deux centrés sur le Franquisme et son opposition – *La memoria insumisa*<sup>40</sup>, *El final de la dictadura*<sup>41</sup> –, et plus récemment sur l'actualité de l'Espagne ou l'actualité internationale – *La manipulación del lenguaje*<sup>42</sup>, *La nueva anormalidad*<sup>43</sup>. Il publie également des articles à intervalles réguliers dans le quotidien *El País*<sup>44</sup>, il participe à des émissions de radio et à des films documentaires produits par RTVE – *El Proceso 1001*<sup>45</sup>, *La memoria rebelde*<sup>46</sup>, *La transición silenciada*<sup>47</sup>, *La huelga del silencio*<sup>48</sup> –, et il est co-signataire d'études politiques, économiques et sociales publiées par la *Fundación Alternativas*.

Une fois esquissées les grandes lignes de son parcours, une étude précise du contexte dans lequel il avait évolué était indispensable. Plusieurs ouvrages sur l'histoire générale de la Dictature franquiste ont permis de poser un premier cadre pour nos recherches. C'est le cas notamment des travaux de

---

<sup>37</sup> Nicolás Sartorius, *El resurgir del movimiento obrero*, Barcelona, Laia, 1975.

<sup>38</sup> Nicolás Sartorius, *¿Qué son las Comisiones Obreras?*, Barcelona, La Gaya Ciencia, 1976.

<sup>39</sup> Nicolás Sartorius, *Un nuevo proyecto político : contribución al debate en la izquierda*, Madrid, Aguilar, El País, 1992.

<sup>40</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa: sobre la dictadura de Franco*, Barcelona, Crítica, 2002.

<sup>41</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *El final de la dictadura*, Temas de Hoy, Historia, Madrid, 2007.

<sup>42</sup> Nicolás Sartorius, *La manipulación del lenguaje*, Espasa, Barcelona, 2018.

<sup>43</sup> Nicolás Sartorius, *La nueva anormalidad*, Barcelona, Espasa, 2020.

<sup>44</sup> La plupart de ses articles sont rassemblés dans Nicolás Sartorius, *Siempre en la izquierda*, Madrid, Fundación 1º de Mayo, 2013

<sup>45</sup> *Proceso 1001*. Documentos RNE, diffusé le 13/08/2014.

[En ligne: <https://www.rtve.es/play/audios/documentos-rne/documentos-rne-proceso-1001-10-carabanchel-13-08-14/1691801/>]. Consulté le 14/07/2021.

<sup>46</sup> *La memoria rebelde*. Réalisé par Julio Diamante, 2012.

<sup>47</sup> *La Transición silenciada*. Andrés Armas et Miguel Ángel Nieto, réalisé par Carlos G. Ayudo, Diagrama producciones, 2017

<sup>48</sup> *La huelga del silencio*. Manuel Sánchez Pereira, Documentos RTVE, diffusé le 6/05/2012.

Santos Julia<sup>49</sup>, Enrique Moradiellos<sup>50</sup>, Jordi García et Miguel Ángel Ruiz Carnicer<sup>51</sup>, de Paul Preston<sup>52</sup> et de Javier Tusell<sup>53</sup>. Ont suivi la lecture de monographies consacrées à l'opposition étudiante des années 1950<sup>54</sup>, à l'opposition ouvrière<sup>55</sup> – dont la contribution de Carme Molinero et Père Ysàs est précieuse<sup>56</sup> –, sur l'histoire du Parti Communiste d'Espagne<sup>57</sup>, et sur la presse démocratique<sup>58</sup> –, l'ouvrage d'Isabelle Renaudet<sup>59</sup> constitue une référence dans ce domaine. Nous avons également collecté de nombreux articles sur ces questions, afin de compléter et d'actualiser ce panorama de l'opposition au Franquisme. C'est alors qu'est venu le moment de nous tourner vers les fonds d'archives en quête de sources premières. Les Archives Générales de l'Administration d'Alcalá de Henares et les Archives du Ministère de l'Intérieur nous ont permis de reconstituer une partie du parcours de N. Sartorius à partir de nombreux rapports de police. Les Archives Militaires de Madrid et le Centre Documentaire de la Mémoire Historique conservent pour leur part les pièces produites lors des différents procès intentés contre lui, qui contiennent des informations précieuses à l'heure de mieux comprendre les modalités exactes de son engagement. Les Archives du Parti Communiste d'Espagne ainsi que la Fondation *Primero de Mayo* détiennent les documents que les Communistes

---

<sup>49</sup>Santos Julia, *Historias de las dos Españas*. Madrid, Taurus, 2004.

Santos Julia, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez, Juan Pablo Fusi, *La España del siglo XX*, Madrid, Marcial Pons Historia, Bolsillo, 2007.

<sup>50</sup>Enrique Moradiellos, *La España de Franco (1939-1975), Política y sociedad*, Madrid, Editorial Síntesis, 2003.

<sup>51</sup>Jordi García, Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975). Cultura y vida cotidiana*, Madrid, Editorial Síntesis, 2004.

<sup>52</sup>Paul Preston, *Franco: caudillo de España*, Barcelona, Círculo de Lectores, 1994.

Paul Preston, *El holocausto español*, Barcelona, Penguin Random House, 2011.

Paul Preston, *Un pueblo traicionado*, Barcelona, Penguin Random House, 2019.

<sup>53</sup>Javier Tusell, *Dictadura franquista y democracia, 1939-2004*. Barcelona, Crítica, 2005.

<sup>54</sup>Miguel Angel Ruiz Carnicer, *El Sindicato Español Universitario (SEU), 1939-1965*, Madrid, Siglo XXI de España, 1996.

Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»: de Julio Cerón a la Liga Comunista Revolucionaria*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y constitucionales, 2001.

Pablo Lizcano, *La Generación del 56: La Universidad contra Franco*, Barcelona, Grijalbo, 1981.

Roberto Mesa, *Jaraneros y alborotadores. Documentos sobre los sucesos estudiantiles de febrero de 1956 en la UCM*, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 1982.

Javier Muñoz Soro, « La disidencia universitaria e intelectual en los años 50 », dans *La España de los cincuenta*, Madrid, Eneida, 2008.

<sup>55</sup>Xavier Domènech i Sampere, *Clase obrera, antifranquismo y cambio político*, Barcelona, Catarata, 2008. Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, Madrid, Fundación 1° de Mayo, 2012. *Historia de Comisiones Obreras (1958-1988)*, David Ruíz dir., Madrid, Siglo XXI, 1993.

<sup>56</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas. Clase obrera y conflictividad en la España franquista.*, Madrid, Siglo XXI, 1998. Ils ont également publié plusieurs ouvrages généraux sur l'opposition au Franquisme et sur la réponse de la Dictature, ainsi que de nombreux articles dont on peut retrouver les références, non exhaustives, dans la bibliographie de cette thèse.

<sup>57</sup>Gregorio Morán, *Miseria y Grandeza del Partido Comunista de España, 1939-1975*, Barcelona, Planeta, 1986. Guy Hermet, *Les communistes en Espagne*, Paris, Colin, 1971.

<sup>58</sup>Alicia Alted Vigil, Paul Aubert, « Triunfo » en su época, Madrid, Casa de Velázquez, 1995.

Javier Muñoz Soro, *Cuadernos para el Diálogo (1963-1976), Una historia cultural del segundo franquismo*, Barcelona, Marcial Pons, 2006.

<sup>59</sup>Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier*, Madrid, Casa de Velázquez, 2003.

et les ouvriers militants aux Commissions respectivement, ont pu conserver ou faire parvenir aux cellules basées en France malgré les difficultés qu'induisaient le travail dans la clandestinité et l'illégalité. Néanmoins, les traces de l'activité de ces opposants à partir des premiers mois de transition démocratique sont plus nombreuses. Plusieurs autres centres d'archives, plus modestes ou inattendus, ont servi à compléter ce travail documentaire. C'est le cas par exemple des fonds de *l'Asociación de Amigos del SUT*, des *Archivos de Fuentes Orales* de l'université d'Oviedo, de la *Fundación Felipe González*, de *l'Arxiu de Fonts Orals* des Commissions Ouvrières de Catalogne, et des fonds conservés par la Bibliothèque Nationale d'Espagne, la Bibliothèque Universitaire du campus Barri Vell de Gérone, et la Bibliothèque du Pavillon de la République à Barcelone. Parallèlement à cela, nous avons voulu retrouver les différentes publications susceptibles d'avoir accueilli la voix de N. Sartorius sous le Franquisme : des revues spécialisées – *Boletín de Información de Legislación Laboral*, *Gazeta de Derecho Social* – aux magazines d'information générale – *Cuadernos para el Diálogo*, *Mundo Social*, *Siglo 20*, et *Triunfo* –, en passant par la presse illégale – *Mundo Obrero*. Enfin, ce travail de dépouillement archivistique a été complété par une collecte de précieux témoignages écrits – mémoires, autobiographies, chroniques, échanges d'emails – ou oraux – dont celui de Nicolás Sartorius – qui m'ont permis de vérifier et de compléter le résultat de mes recherches, de le mesurer aussi à la lumière de son témoignage, et du témoignage d'autres acteurs politiques l'ayant accompagné dans son engagement ou s'étant opposés à lui.

L'analyse du corpus réuni a débouché sur l'organisation de cette thèse en six chapitres suivis d'un épilogue. Nous souhaitons dans un premier temps comprendre ce qui avait amené un jeune homme issu de la haute société espagnole et originaire d'une famille qui avait été du côté des Insurgés pendant la Guerre Civile, à s'engager dès son entrée à l'université contre la Dictature en 1956 puis aux côtés des plus humbles. Dans un second chapitre nous avons analysé les premiers pas de N. Sartorius dans la lutte politique clandestine à partir de 1959 : il s'agit d'une étape essentielle car c'est à cette époque que les valeurs et les idéaux qui le porteront tout au long de son parcours se sont affinés, et c'est également pendant ces années que s'est forgée sa ligne d'action. C'est aussi de ces premières expériences qu'il a tiré des leçons utiles dans son parcours ultérieur d'opposant. Le troisième chapitre se penche sur la production journalistique de N. Sartorius entre sa sortie de prison en 1964 jusqu'en 1966, au moment de la réforme de la loi régissant la presse. À ce stade, nous avons souhaité évaluer quel était le poids de sa contribution écrite dans son engagement contre la Dictature, et quels en étaient les ressorts. C'est dans le quatrième chapitre que nous abordons la période de son parcours la plus connue en Espagne : son action en tant que dirigeant des

Commissions Ouvrières. Nous verrons de quelle façon il en est venu à intégrer le mouvement ouvrier et analyserons les modalités précises de sa lutte à travers des exemples d'actions représentatives de la lutte du mouvement ouvrier contre la Dictature. Ce panorama s'arrête au moment de sa dernière arrestation, qui aboutira au non moins célèbre *Proceso 1001*. Ensuite, le cinquième chapitre se propose de faire une pause chronologique, pour se pencher sur les répercussions concrètes et plus intimes de l'engagement de N. Sartorius sur sa personne. Enfin, le sixième chapitre s'ouvre avec sa sortie de prison peu après la mort de F. Franco. Une période intense débutait pour l'opposition démocratique, et les Commissions Ouvrières avec notamment N. Sartorius, ont pris une part très active dans le bras de fer qui s'est ouvert contre les héritiers de la dictature ainsi que pour conduire à l'avènement de la démocratie. Ce chapitre est nécessaire à l'heure de mesurer l'impact du mouvement ouvrier sur l'agenda du gouvernement entre 1976 et 1978. En épilogue nous nous proposons d'évaluer quelle est la portée de la contribution théorique N. Sartorius dans le renouveau du mouvement ouvrier espagnol.

CHAPITRE 1. DES MILIEUX PRIVILEGIES  
AU CHOIX DE LA DISSIDENCE (1956-  
1959).

# CHAPITRE 1 : DES MILIEUX PRIVILEGIÉS AU CHOIX DE LA DISSIDENCE (1956-1959).

## 1.1. ANCRAGE FAMILIAL, GEOGRAPHIQUE, ET SOCIOPOLITIQUE

Il s'agit ici de se pencher sur les éléments structurants de ses années de jeunesse afin de mieux comprendre l'origine des choix de Nicolás Sartorius et les raisons de son engagement. Raymond Boudon, théoricien français de l'individualisme méthodologique<sup>60</sup>, a démontré qu'un « *moment essentiel de toute analyse sociologique consiste à " comprendre " le pourquoi des actions, des croyances ou des attitudes individuelles<sup>61</sup>* », et que ces mêmes comportements individuels doivent être « *situés dans un contexte social bien défini<sup>62</sup>* ». D'où vient-il ? Quelles ont été ses fréquentations ? Quelles ont été les lectures qui l'ont aidé à structurer sa pensée ? En premier lieu, il sera éclairant de rappeler le contexte social et politique des premières années de la dictature.

### 1.1.1. *Les origines du régime franquiste (1936-1948).*

#### 1.1.1.1. Configuration initiale de la Dictature

A la naissance de Nicolás Sartorius, en 1938 à Saint-Sébastien, en pleine Guerre Civile, l'Espagne vit depuis le 14 avril 1931, date de la proclamation de la Seconde République, des bouleversements profonds. A ce moment, et après plusieurs décennies de mobilisation, les partis républicains

---

<sup>60</sup>Pour rappel, l'individualisme méthodologique est un paradigme des sciences sociales qui analyse et vise à expliquer les phénomènes collectifs à partir des actions individuelles et de leurs interactions. Alain Laurent, *L'individualisme méthodologique*, Paris, Que-sais-je, 1994, passim.

<sup>61</sup>Raymond Boudon, « Théorie du choix rationnel ou individualisme méthodologique ? », *Revue du MAUSS*, n°24, 2004, p. 281.

<sup>62</sup>Bernard Valade, « Individualisme méthodologique », Encyclopaedia Universalis, [En ligne : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/individualisme-methodologique/>]. Consulté le 19 septembre 2019.

remportent les élections municipales dans les principales villes d'Espagne. Leurs habitants envahissent les rues, enthousiastes et pleins d'espoir, et la République est proclamée. Cependant, ce changement de régime et les réformes progressistes portées par les nouveaux gouvernants ne sont pas du goût des partisans de la tradition : l'enthousiasme fait rapidement place à l'instabilité politique et à la radicalisation des positions. Or, depuis la période de déclin de l'Ancien Régime au début du XIXe siècle, l'Armée espagnole s'était maintes fois chargée d'intervenir lorsque les autorités civiles s'avéraient incapables de garantir l'ordre social existant ou de préserver les institutions unitaires et centralisatrices de l'État. C'est ainsi que quelques mois avant le coup d'État du 18 juillet 1936, un des chefs de file de la droite monarchiste anti-républicaine, José Calvo Sotelo, appelait les militaires à se montrer à la hauteur de leur tradition prétorienne :

*L'armée est le socle de la Patrie. Elle s'est hissée d'une position de bras exécutant, aveugle, sourd et muet, à celle de colonne vertébrale [...]. Lorsque les hordes rouges du Communisme avancent, un seul frein est concevable : la force de l'État et l'application des vertus militaires – obéissance, discipline et hiérarchie – à la société même, pour qu'elles délogent les ferments malsains qu'a semés le Marxisme. C'est pourquoi j'invoque l'Armée et j'en appelle au patriotisme pour qu'il l'inspire<sup>63</sup>.*

La plupart des militaires insurgés étaient des généraux ultra-conservateurs majoritairement formés et promus pendant la guerre du Rif (1921-1925), la cruelle guerre coloniale conduite dix ans auparavant au Maroc. Ils étaient soutenus et encouragés par des réactionnaires de tous bords : Monarchistes, Catholiques, Phalangistes, mais également militaires, aristocrates, industriels ou propriétaires terriens, etc. La situation dégénère alors très vite en guerre civile, dès lors qu'une partie de la population progressiste (Républicains, Anarchistes, Socialistes ou Communistes), prend, elle aussi, les armes pour défendre la République et que les troupes insurgées décident de ne pas foncer immédiatement sur Madrid. L'Espagne se retrouve morcelée entre zones progressistes soutenant la République attaquée, et partisans de l'insurrection militaire conservatrice. Les Insurgés bénéficient du soutien logistique de l'Italie de B. Mussolini et de l'Allemagne d'A. Hitler, tandis que les Alliés, craignant les représailles de l'Axe, préfèrent se murer dans un principe de « non-intervention ». Le conflit armé dure jusqu'à l'aube du printemps 1939 avec la prise de Madrid, dernier bastion républicain. Durant ces trois longues années, un demi-million de personnes perdent la vie sur le

---

<sup>63</sup>Enrique Moradiellos, *La España de Franco (1939-1975) Política y sociedad*, Madrid, Síntesis, 2000. p. 13 : «Hoy el Ejército es la base de sustentación de la Patria. Ha subido de la categoría de brazo ejecutor, ciego, sordo y mudo, a la de columna vertebral, sin la cual no es posible la vida. [...] Cuando las hordas rojas del comunismo avanzan, solo se concibe un freno: la fuerza del Estado y la transfusión de las virtudes militares – obediencia, disciplina y jerarquía –, a la sociedad misma, para que ellas desalojen los fermentos malsanos que ha sembrado el marxismo. Por eso invoco al Ejército y pido al patriotismo que lo impulse ».

front, sous les bombardements, ou exécutées froidement<sup>64</sup>. A cela il faudrait bien entendu ajouter la surmortalité due à la famine et aux épidémies. N. Sartorius souligne d'ailleurs, à propos de ce conflit sanglant :

*Il ne faut pas oublier que le peuple espagnol fut à cette époque le seul à prendre les armes pour résister contre la montée du fascisme, qu'il en paya lourdement le prix, et que personne ne lui en sut gré par la suite<sup>65</sup>.*

Le 1<sup>er</sup> avril 1939 le général F. Franco proclame la victoire des Insurgés et la fin des combats. L'Espagne s'engouffre alors dans une longue période autoritaire, réactionnaire, et anti-réformiste. Le pays, pour retrouver sa « grandeur » et subordonner toutes ses forces conservatrices, a, selon les Vainqueurs, besoin d'un leader charismatique. Le général Francisco Franco est parmi les généraux insurgés celui qui, avant le coup d'État, a engrangé le plus de mérites sur les champs de bataille tout comme sur le terrain diplomatique. Une campagne de propagande conduite par les services du Nouvel État exalte alors en lui le héros victorieux, louant ses dons de gouvernement et ses compétences militaires. Dès septembre 1936, il est désigné par vote à la tête des forces armées mais aussi chef du gouvernement espagnol. Ses prérogatives sont progressivement étendues et, en avril 1937, il est non seulement chef de l'État, des Armées et du Gouvernement, mais aussi chef du parti unique, *Phalange Española Tradicionalista y de las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista (FET y de las JONS)*, récemment créé par un décret d'Unification des forces qui soutenaient le coup d'État. Aux yeux de ses partisans, Franco incarne désormais une sorte « *d'émissaire de la divine providence pour la défense de la patrie catholique menacée par l'athéisme communiste et l'antéchrist<sup>66</sup>* ». C'est ainsi que, peu à peu, il concentre tous les pouvoirs entre ses mains et se proclame responsable de son action uniquement devant Dieu et devant l'Histoire.

Le nouveau régime n'étant issue que de sa victoire par la force, F. Franco s'appuie sur ceux qui ont participé à la prise de pouvoir : l'Armée, les *Requetés* carlistes<sup>67</sup>, les Phalangistes, les Catholiques et les Monarchistes. F. Franco qui les a réunis dans un parti unique, fait rédiger et approuver un

---

<sup>64</sup>Santos Juliá, *Víctimas de la Guerra Civil*, Madrid, Booket, 2006, p. 411.

<sup>65</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa: sobre la dictadura de Franco*, Barcelona, Crítica, 2002, p. 15 :« *No conviene olvidar que el pueblo español fue el único, por aquel entonces, que resistió con las armas en la mano el ascenso del fascismo, pagando por ello un altísimo precio que nadie recompensó después* ».

<sup>66</sup>Enrique Moradiellos, *op. cit.*, p. 15 :« *La conversión del esfuerzo de guerra nacionalista en una «Cruzada por Dios y por España» fue así completada con la conversión de Franco en un Homo missu a Deo, un emisario de la Divina Providencia para la defensa de la patria católica amenazada por el ateísmo comunista y el antecristo* ».

<sup>67</sup>Les *Requetés* sont les membres d'une milice conservatrice et monarchiste. Leur devise est « Dieu, la Patrie et le Roi ». Leur nom est un héritage de la Guerre Carliste (1833-1839), guerre de succession qui éclata à la mort du roi Ferdinand VII pendant laquelle les partisans de la régente Marie-Christine, libéraux, s'opposèrent aux partisans de la monarchie absolue (dont les milices carlistes) qui soutenaient le frère du défunt, le prince Charles.

ensemble de lois en vue d'institutionnaliser la concentration de la totalité des pouvoirs étatiques entre ses mains. C'est ainsi qu'il parvient à soumettre ces différents groupes politiques réactionnaires en orchestrant un subtil équilibre de pouvoir et d'influence entre chacun : ils se voient confier ministères et postes-clefs. L'Église, en totale contradiction avec l'« *esprit de paix* » qu'elle affiche, tout comme avec ses affirmations selon lesquelles « *elle n'avait pas voulu la guerre* », choisit dès le début du conflit de se ranger du côté des Insurgés<sup>68</sup>. Elle bénit le coup d'État et définit la guerre civile qui en découle comme une juste croisade. L'armée se charge de réduire au silence toute velléité dissidente. Partis politiques et syndicats sont dissout. S'inspirant des dictatures italiennes et allemandes, le Mouvement (comme le Franquisme a coutume d'appeler *FET y de las JONS*), devient le parti unique de la dictature, chargé de contrôler et d'éduquer les masses. Les membres du Mouvement investissent les emplois dans l'administration laissés vacants par la disparition ou le renvoi systématique des partisans de la république, le chef provincial du Parti est nommé gouverneur civil. Plusieurs rouages du parti unique sont chargés de la discipline et du contrôle des mentalités et commencent alors à opérer : le *Frente de Juventudes* est responsable de l'encadrement et de l'endoctrinement des jeunes gens de 7 à 18 ans ; la *Sección Femenina* enseigne aux femmes comment être de bonnes catholiques, patriotes, mais aussi de bonnes épouses et surtout de bonnes mères qui se consacrent à leur mari et à leur famille<sup>69</sup>. Les orphelins de guerre du camp républicains sont placés sous la tutelle de l'Auxilio social. Le *Sindicato Español Universitario* (SEU) est l'instrument de contrôle social et politique des étudiants à l'Université ; enfin, l'adhésion à la *Organización Sindical Española* (OSE) est obligatoire pour tous les « producteurs », patrons, cadres et ouvriers, et permet l'imposition de conditions de travail et de salaire dictées par le patronat : un prétendu dialogue entre les différentes composantes de la chaîne de production étant officiellement instauré et encadré, toute protestation s'avère interdite. C'est ainsi que, parallèlement à l'élimination physique des vaincus, le nouveau régime installe une discipline de fer et un contrôle impitoyable sur l'ensemble du territoire espagnol, et qu'il tente d'annihiler tout courant de pensée divergeant en réduisant brusquement la population au silence.

---

<sup>68</sup>Extrait de la lettre collective de l'Épiscopat espagnol publiée le 1<sup>er</sup> juillet 1937: « *Que la Iglesia, a pesar de su espíritu de paz, y de no haber querido la guerra ni haber colaborado en ella, no podía ser indiferente en la lucha: se lo impedían su doctrina y su espíritu, el sentido de conservación y la experiencia de Rusia. De una parte se suprimía a Dios, [...] de la otra, cualesquiera que fuesen los defectos humanos, estaba el esfuerzo por la conservación del viejo espíritu, español y cristiano* », [En ligne : [https://es.wikisource.org/wiki/Carta\\_colectiva\\_de\\_los\\_obispos espa%C3%B1oles a los obispos de todo el mundo con motivo de la guerra en Espa%C3%B1a](https://es.wikisource.org/wiki/Carta_colectiva_de_los_obispos_espa%C3%B1oles_a_los_obispos_de_todo_el_mundo_con_motivo_de_la_guerra_en_Espa%C3%B1a) ]. Consulté le 15 novembre 2019.

<sup>69</sup>Elles se voyaient d'ailleurs octroyer un certificat de réalisation du Service National, document indispensable pour toute jeune femme voulant travailler, ou passer le permis de conduire, par exemple.

Lorsque les Alliés remportent la Seconde Guerre Mondiale en 1945, l'Espagne se retrouve isolée du reste de l'Occident. Afin d'atténuer l'animosité internationale, F. Franco tente d'effacer l'empreinte fasciste du régime. Déjà, lors d'une entrevue en 1944, il avait défini le régime comme étant une « *démocratie organique*<sup>70</sup> ». Partant, la représentation ne s'y fait pas via le suffrage universel, mais via les mandataires des différents organes corporatifs de la société : la famille, la municipalité, le syndicat, les *Cortes*, etc. La loi du 13 juillet 1945, el *Fuero de los Españoles*, pastiche de la Déclaration des Droits de l'Homme française ou du *Bill of Rights* étasunien, inventorie les droits et les devoirs des Espagnols : égalité en droit, accès à l'éducation, inviolabilité du domicile, liberté d'association, etc. Cependant, l'exercice de ces droits reste soumis au respect des principes fondamentaux de l'État et de l'unité spirituelle, nationale et sociale de l'Espagne, et plusieurs d'entre eux peuvent être suspendus au besoin. Puis, le 22 octobre 1945, une nouvelle norme autorise toute personne de plus de 21 ans à se prononcer par voie de référendum, dans le cas où le chef de l'État l'estimerait opportun. Mais ni les Espagnols ni leurs voisins européens ne croient en ce changement qui n'est que de façade.

En effet, F. Franco profite de l'ostracisme international pour consolider sa position dans son pays et pour désactiver les foyers d'opposition. Il maintient un discours anti-républicain et anti-communiste, leur impute la responsabilité de la Guerre Civile, et agite le spectre d'une conjuration franc-maçonne et bolchévique. Néanmoins, l'élimination de l'opposition monarchique est plus délicate : plusieurs généraux monarchistes avaient participé au coup d'État, des membres de l'aristocratie avaient contribué aux dépenses de guerre, et de nombreux membres de l'élite politique, économique et culturelle espèrent alors la restauration de la monarchie –ce qui est le cas du père de N. Sartorius. Le dictateur réussit alors à contenir les grondements monarchistes en promulguant la Loi de Succession à la Direction de l'État<sup>71</sup>. Elle établit que l'Espagne est un royaume, mais que le commandement de l'État lui est confié à vie, que la désignation du successeur au titre de roi ou de régent lui incombe et qu'il peut révoquer sa décision à tout moment. Ce dernier point lui permet ainsi de jouer avec les différents prétendants au trône, tout comme il le fait avec les différents secteurs politiques qui le soutiennent. Enfin, on donne une apparence démocratique à cette loi en la faisant approuver par référendum le 6 juillet 1947. En se proclamant régent à vie dans l'attente la restauration monarchique, F. Franco instaure de fait une sorte de monarchie autoritaire sans roi. Ce tour de passe-passe législatif ne surprend pas certains de ses proches à qui il aurait affirmé : « *Je ne commettrai*

---

<sup>70</sup>Entretien réalisé par *United Press* au mois d'octobre 1944, cité dans Enrique MORADIELLOS, *op. cit.*, p. 104.

<sup>71</sup> *Ley de Sucesión a la Jefatura del Estado de 26 de Julio de 1947*, [En ligne: <http://www.cervantesvirtual.com/obra/ley-de-sucesion-en-la-jefatura-del-estado-de-26-de-julio-de-1947/>]. Consulté le 17 janvier 2020.

*pas la même erreur que Primo de Rivera. Je ne démissionne pas, moi*<sup>72</sup> ». Avec la promulgation de cette loi, il était désormais clair pour tout le monde que le Caudillo avait bel et bien l'intention de se maintenir au pouvoir pour longtemps.

#### 1.1.1.2. Institutionnalisation du Franquisme :

Bien entendu, la Dictature dut évoluer tout au long de ses quarante années d'existence, mais il est possible de relever plusieurs marqueurs identitaires dont elle ne se départit jamais. Avant toute chose, nous remarquons qu'aucun des partis regroupés au sein du parti unique (*FET y de las JONS*) n'est source d'inspiration politique pour le Dictateur. Par contre, fortement bureaucratisé, il est partie intégrante de l'État, c'est l'instrument pour organiser, tout en les contrôlant, les partisans et encadrer la société. D'autre part, les militaires occupent une place prépondérante dans tous les rouages de l'État, de la haute administration au Conseil des Ministres en passant par le Parlement (les *Cortes*). Toutefois nous ne sommes pas face pas à une dictature militaire, mais à une dictature personnelle, incarnée par le général F. Franco<sup>73</sup>. Le Dictateur, qu'on surnomme le *Caudillo*, auréolé de sa victoire contre la République, mène une politique à court terme, dont l'objectif majeur est son maintien au pouvoir. Ses principes de commandement sont ceux du militaire qui s'est formé lors de la guerre coloniale au Maroc. Ses compatriotes sont désormais ses subalternes, et à l'image de ses troupes, ils lui doivent une obéissance sans faille :

*Franco avait une image de la société qui resta celle d'un soldat, professionnel et patriote. Les troupes, si elles sont bien commandées, obéissent ; si ce n'est pas le cas, les mutins doivent être châtiés. Les sujets, s'ils sont bien gouvernés, obéissent ; si ce n'est pas le cas, ils doivent subir les conséquences de leur sédition*<sup>74</sup>.

Malgré tout, plusieurs groupes politiques conservent une certaine influence dans la mise en œuvre des politiques économiques et sociales du Régime : Phalangistes, Carlistes, Monarchistes, et Catholiques ont participé au coup d'État et restent les principaux soutiens du Régime. A chaque remaniement ministériel, le général Franco procède à une sorte d'arbitrage, de rééquilibrage des forces entre ces différents groupes d'influence. Mais les décisions politiques, quel qu'en soit le

---

<sup>72</sup>Alberto Kindelan, *La verdad de mis relaciones con Franco*, Planeta, Barcelona, 1981, p. 287 :« *Yo no haré la tontería que hizo Primo de Rivera. Yo no dimito* ».

<sup>73</sup>Javier Tusell parle d'une dictature avec « concentration personnelle des pouvoirs », dans *Dictadura franquista y democracia, 1939-2004*, Barcelona, Crítica, 2005, p. 19 ; tandis que Enrique Moradiellos préfère la définir comme une « dictature militaire de pouvoir personnel et individualisé », *op. cit.*, p. 13.

<sup>74</sup>Raymond Carr, *España 1808-1975*, Barcelona, Ariel, 1992, p. 663 :« *La imagen de la sociedad que tenía Franco siguió siendo la de un soldado profesional y patriota. Las tropas, cuando se las manda bien, obedecen; si no lo hacen, se las debe castigar por amotinamiento. Los súbditos, bien gobernados, obedecen; si no lo hacen, deben sufrir las consecuencias de su sedición* ».

promoteur, sont toujours marquées du sceau d'un conservatisme social inflexible, traditionnaliste et réactionnaire<sup>75</sup>. Enfin, ce Régime nationaliste, catholique, et bien entendu antidémocratique, fait preuve d'une obsession anti-libérale qui se traduit par une authentique phobie des Communistes, des Francs-maçons et de tous leurs prétendus « *complices*<sup>76</sup> ».

En 1938 et 1942 sont approuvées les deux premières des huit Lois Fondamentales du Régime, toutes deux d'inspiration fascistes. La première, le *Fuero del Trabajo*<sup>77</sup>, instaure entre autres l'interventionnisme de l'État dans l'économie et déclare « libérer » les épouses des usines pour qu'elles retrouvent leur foyer. La seconde, la loi constituant les *Cortes*, prévoit que des députés désignés directement ou indirectement par le Dictateur, discutent et approuvent les textes de lois. En 1945 est rédigée la troisième Loi Fondamentale, le *Fuero de los Españoles* : cette Charte, élaborée à la manière du *Bill of Rights* étasunien, est censée donner un vernis démocratique au régime après la défaite de l'Axe. Mais la liste des droits reconnus aux Espagnols est bien mince comparée à ceux énoncés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme approuvée par l'ONU quelques années plus tard, en 1949. Par exemple, le texte onusien proclame la liberté d'expression dans son article 19, tandis que le texte franquiste limite ce même droit :

*Article 12 : Chaque Espagnol pourra exprimer librement ses idées tant que celles-ci ne porteront pas atteinte aux principes fondamentaux de l'Etat*<sup>78</sup>.

La même analyse vaut pour la restriction de la liberté de réunion et d'association énoncée dans l'article 20 du texte onusien. Alors que le *Fuero de los Españoles* limite cette liberté à ceux qui iront dans le sens du régime franquiste :

*Article 16 : Les Espagnols pourront se réunir et s'associer librement à des fins licites et en accord avec la loi*<sup>79</sup>.

Enfin, l'exercice des droits énoncés dans le *Fuero* est strictement conditionné :

*Article 33 : L'exercice des droits reconnus dans ce texte ne pourront pas porter atteinte à l'unité spirituelle, nationale et sociale de l'Espagne*<sup>80</sup>.

---

<sup>75</sup>Enrique Moradiellos, *La España de Franco (1939-1975) Política y sociedad*, Madrid, Síntesis, 2000, p.22.

<sup>76</sup>Javier Tussell, *Dictadura franquista y democracia, 1939-2004*, Barcelona, Crítica, 2005, p.15. CARR, R., *op. cit.*, p. 663.

<sup>77</sup>*Fuero del Trabajo* :Charte du travail.

<sup>78</sup>*Fuero de los Españoles de 17 de julio de 1945*: « Artículo 12: Todo español podrá expresar libremente sus ideas mientras no atenten a los principios fundamentales del Estado ».

<sup>79</sup>*Fuero de los Españoles de 17 de julio de 1945*: « Artículo 16: Los españoles podrán reunirse y asociarse libremente para fines lícitos y de acuerdo con lo establecido por las leyes ».

<sup>80</sup>*Fuero de los Españoles de 17 de julio de 1945*: « Artículo 33: El ejercicio de los derechos que se reconocen en este Fuero no podrá atentar a la unidad espiritual, nacional y social de España ».

Et ces droits peuvent être suspendus à tout moment par décret :

*Article 35 : L'application des articles douze, treize, quatorze, quinze, seize et dix-huit pourra être temporairement suspendue par le Gouvernement, intégralement ou en partie*<sup>81</sup>.

Le 12 décembre 1946, la jeune Organisation des Nations Unies approuve une résolution pour limiter les relations de ses cinquante-huit membres avec l'Espagne, la mettant ainsi au ban de la communauté internationale. La résolution 39 affirme que le régime de F. Franco est bien de nature fasciste, et ce malgré la série de réformes législatives entreprises visant à gommer cette empreinte initiale: il a triomphé avec l'aide de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, et bien que s'étant déclaré « neutre » pendant la quasi-totalité du conflit, il a appuyé les puissances de l'Axe en envoyant à l'Allemagne la tristement célèbre *División Azul*. On exclut donc l'Espagne de tous les organismes et conférences régies ou convoquées par l'ONU, et on recommande le retrait des délégations internationales au sein du pays. Néanmoins, les changements géopolitiques d'un monde qui est rapidement en train de se diviser en deux blocs d'influences, font que l'ostracisme international contre l'Espagne commence à s'estomper, dès 1948.

## 1.2. NICOLÁS SARTORIUS, « L'ARISTOCRATE ROUGE »

### 1.2.1. *Enfance, origines familiales et géographique (1938-1956).*

Nicolás Sartorius Álvarez de las Asturias Bohórques est né en pleine guerre, en 1938, à Saint-Sebastien, un lieu protégé où s'était réfugiée sa famille, tout comme une bonne part de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie. Avant-dernier d'une fratrie de onze enfants, il est surtout l'héritier d'une lignée d'hommes politiques d'influence. Son arrière-grand-père, Luis José Sartorius (1820-1871), était

---

<sup>81</sup>*Fuero de los Españoles de 17 de julio de 1945:« Artículo 35: La vigencia de los artículos doce, trece, catorce, quince, dieciséis y dieciocho podrá ser temporalmente suspendida por el Gobierno total o parcialmente mediante Decreto-Ley, que taxativamente determine el alcance y duración de la medida», [En ligne : <http://www.cervantesvirtual.com/obra/fuero-de-los-espanoles-de-17-de-julio-de-1945-/> ]. Consulté le 17 janvier 2020.*

une personnalité importante de ce que l'on appelle la « *Décennie Modérée*<sup>82</sup> » qui marque le début du règne d'Isabelle II (1833-1868). Il était le fondateur du journal *El Heraldo*, considéré comme le porte-parole officiel des libéraux-conservateurs de l'époque<sup>83</sup>. Mais surtout, il occupa les fonctions de président du conseil des ministres à trois reprises entre 1847 et 1854, et même de chef du gouvernement entre 1853 et 1854. En 1848 la souveraine lui octroya un titre de noblesse, le nommant Comte de San Luis<sup>84</sup>. Pour être au plus près de la reine Isabelle II et de sa cour, il fit construire un palais en bord de mer, la villa *San Luis*, à Zarautz (Pays Basque) : c'est là que presque un siècle plus tard, Nicolás Sartorius passe une partie de son enfance. Son grand-père, Fernando Sartorius y Chacón (1860-1926), était quant à lui colonel de cavalerie avant de poursuivre une longue carrière politique. Membre du parti conservateur, il fut élu député à dix reprises à partir de 1896. Plus tard il fut nommé directeur général du Ministère des travaux publics en 1903, ambassadeur d'Espagne à Lisbonne en 1908, et ministre de l'approvisionnement pour tenter de faire face à la crise en 1919<sup>85</sup>. Son père enfin, Fernando Sartorius y Díaz de Mendoza (1894-1972), était contre-amiral dans la Marine d'Espagne et pilote d'aviation. Homme de pouvoir, membre également du parti conservateur, il fut pendant quelques années gouverneur de Séville, mais également député de la province de Cuenca (1920), avant d'épouser en 1922 María del Carmen de las Asturias Bohórques<sup>86</sup>. Favorable à la restauration monarchique, pendant la Guerre Civile il s'engage aux côtés des Insurgés en tant que pilote d'avion de chasse. Nicolás Sartorius explique :

*Ma famille n'était pas Franquiste, parce qu'elle était Monarchiste. Mais mon père s'est battu du côté Franquiste parce qu'il était militaire. [...] Traditionnellement les marins sont monarchistes*<sup>87</sup>.

A l'issue du conflit, il est décoré – Croix du Mérite militaire, naval, et aéronautique, entre autres<sup>88</sup> – puis il est nommé à la tête de la zone aérienne des Baléares.

---

<sup>82</sup>Isabel II (1830-1904) commença à gouverner en 1843, en s'appuyant sur des hommes politiques libéraux conservateurs, les « Modérés » (opposés aux « Progressistes »). On désigne cette première étape de son règne la « Décennie Modérée ».

<sup>83</sup> Le journal est fondé en 1842. Voir la note rédigée par l'hémérothèque de la BNE, [En ligne : <http://hemerotecadigital.bne.es/details.vm?q=id:0003300333&lang=en>]. Consulté le 8 février 2020.

<sup>84</sup>Barbara Obtulowicz, « Luis José Sartorius. Conde de San Luis : leyenda y realidad », *Itinerarios*, Vol 15, Instituto de Estudios Ibéricos e iberoamericanos, Varsovie, 2012, p. 279-303, [En ligne : [http://itinerarios.uw.edu.pl/wp-content/uploads/2014/11/15\\_Obtulowicz\\_Itinerarios-15-E.pdf](http://itinerarios.uw.edu.pl/wp-content/uploads/2014/11/15_Obtulowicz_Itinerarios-15-E.pdf)]. Consulté le 8 février 2020.

<sup>85</sup> Biographie de Fernando Sartorius y Chacón réalisée par la *Real Academia de la Historia*, [En ligne : <http://dbe.rah.es/biografias/15386/fernando-sartorius-y-chacon> ]. Consulté le 19 février 2020.

<sup>86</sup>Diana Safford, « Boda aristocrática », *ABC*, 24/12/1922, p. 46.

<sup>87</sup>Extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Mi familia no era franquista, porque era monárquica. Pero mi padre luchó en el bando franquista porque era militar. Era una familia que había luchado del lado nacional, pero no eran franquistas, en el sentido de que tradicionalmente los marinos eran monárquicos* ».

<sup>88</sup>Avis de décès de don Fernando Sartorius Díaz de Mendoza, *ABC*, Madrid, 04/04/1972, p. 102.



Portrait de Luis José Sartorius (1820-1871),  
Arrière-grand-père de N. Sartorius,  
Accroché au Palais des Députés à Madrid<sup>89</sup>.

**Boda aristocrática.**

POR EV. SARRAEN

El día 16 de este mes se celebró la boda de María Álvarez de los Angeles Zubizarra, hija del duque de Gue y hija del conde de Gualqui perteneciente a una de las familias más ilustres de nuestra aristocracia, con D. Fernando Sartorius y Díaz de Mendiola, vizconde de Príncipe, príncipal de las condes de San Luis y nieto del anterior conde de Ribazore y de Lalang.

de marfil, y otro esculpido de terciopelo negro terminado de arrabida, y tres marmoles de Montebello. La novia de Álvarez de los Angeles Zubizarra y Gortázar vestía al viconte de Príncipe luto negro, y el conde de San Luis, un traje de perlas y brillantes y tres botones de rubí para la solapa.

El duque de Gue regala a su hija todo el que-

ha vivido entre el ejército, que realza su natural belleza, y la falta de inteligencia y ostentación del marino, que siempre se ha distinguido como marino y aviador, y el ilustrado como gobernador civil de Navarra, donde su actuación ha dejado grandes recuerdos.



Copie de l'article « Boda aristocrática »,  
Qui commente sur trois pages l'union des  
Parents de N. Sartorius, paru dans le journal ABC,  
le 24 décembre 1922.

Nicolás Sartorius passe son enfance et son adolescence entre Madrid où il est scolarisé dans les écoles où se concentre l'élite de l'époque, à l'école San François d'Assise, puis dans le prestigieux collège jésuite Ramiro de Maeztu. Pendant les vacances scolaires il séjourne à Zarautz (Pays Basque), dans la demeure familiale. Il affectionne ce lieu, synonyme pour lui de liberté et d'insouciance :

*(L'été à Saint-Sébastien), c'était le paradis. C'était la meilleure époque de l'année, la mer, la plage, ne pas avoir à étudier... la liberté en quelque sorte. La liberté de mouvement, tout le contraire de ma vie à Madrid, où je ne pouvais jamais me déplacer seul. En revanche, à Donostia, le vélo, le football sur la plage, la pelote basque, c'était la liberté. C'est là qu'a commencé ma relation étroite avec le pays basque<sup>90</sup>.*



Carte postale de Zarautz,  
Villas en bord de mer, 1947.



Carte postale de Zarautz, « Le tremlin », 1959.

<sup>89</sup>Portrait de Luis José Sartorius, arrière-grand-père de Nicolás Sartorius, réalisé par Vicente Esquivel, en 1867. Collection du Congrès des Députés, accroché au *Palacio de las Cortes*, Madrid.

<sup>90</sup>Ander Landaburu, « Entrevista a Nicolás Sartorius », *El País*, 20/06/2011, [En ligne : [https://elpais.com/diario/2011/06/20/paisvasco/1308598800\\_850215.html](https://elpais.com/diario/2011/06/20/paisvasco/1308598800_850215.html)]. Consulté le 19/02/2020: « *El veraneo en Donostia representaba el paraíso. Era la mejor época del año, el mar, la playa, y el no tener que estudiar...la libertad en cierto sentido. La libertad de movimiento, todo lo contrario de mi vida en Madrid, donde nunca ibas solo. En cambio, en Donostia el instrumento de esa libertad era la bicicleta, o el fútbol en la playa y la pelota. Ahí empieza mi relación estrecha con el País Vasco* ».

### 1.3. LES « EVENEMENTS DE 1956 » : LE DECLIC

Vingt ans après le début de la Guerre Civile, la situation interne semble en apparence être stabilisée, et la Dictature est à l'apogée de sa reconnaissance internationale. Mais cet équilibre fragile est sur le point d'être ébranlé. En effet, le système économique du pays, qui fonctionne depuis la naissance du régime en autarcie, est remis en question par une crise financière dont le pays ne parvient pas à se relever : l'inflation est soutenue, le pays menacé par une banqueroute, et les salaires qui augmentent moins que les prix provoquent la grogne des salariés. L'année 1956 voit éclater plusieurs foyers de protestations, avec d'une part les étudiants et les professeurs des universités qui demandent plus de liberté, et d'autre part les ouvriers qui réclament de meilleures conditions de travail et un salaire adapté à leurs besoins : c'est la première fois depuis le début de la Dictature qu'un mouvement de protestation et d'opposition hétérogène et d'une telle ampleur s'exprime publiquement.

Lorsque l'on mentionne les « événements de février 1956 », on fait référence à trois jours de violents affrontements entre étudiants progressistes et militants de la Phalange au cœur et aux abords de l'Université San Bernardo de Madrid. On se souvient également du cortège de centaines d'étudiants issus pour la plupart de la classe moyenne ou de milieux aisés, qui ont arpenté la *Gran Vía* sous le regard ébahi des Madrilènes qui l'avaient empruntée. On pense enfin à l'incarcération et au procès de plusieurs fils de familles connues. Ces événements ont été déterminants pour le pays, ils marquent également le point de départ de l'engagement de Nicolás Sartorius contre la Dictature.

#### 1.3.1. Emergence de la dissidence étudiante.

En 1955, Nicolás Sartorius s'inscrit à la Faculté de Droit de Madrid. Dans cette bâtisse historique, située rue San Bernardo en plein centre de la capitale, deux licences sont alors préparées : Droit au premier étage, et Sciences économiques et politiques au rez-de-chaussée. Ajoutons à cela que dans la vieille bâtisse de la rue San Bernardo, on croise des Phalangistes venus de tout le pays qui préparent leur diplôme d'instructeur et qui, quand ils ne sont pas à l'École de commandement José Antonio, assistent à des cours de Sciences politiques<sup>91</sup>. Après la Guerre Civile, le corps enseignant

---

<sup>91</sup>Témoignage d'Enrique Múgica (ancien homme d'Etat espagnol membre du PSOE), *Documentos RNE – 1956. La Universidad desafía a Franco*, 26/07/2014, (10'), [En ligne : [https://mediavod-ivlt.rtve.es/recursos/TE\\_SRDOCU/mp3/2/6/1370611292962.mp3](https://mediavod-ivlt.rtve.es/recursos/TE_SRDOCU/mp3/2/6/1370611292962.mp3)]. Consulté le 10 mai 2020.

ayant été « purgé »<sup>92</sup>, on a recruté de nouveaux professeurs dont le principal mérite était d'adhérer aux valeurs défendues par le Régime. Ainsi, au début des années 1950, les trois quarts des professeurs des universités ont accédé à leur poste via ces « *concours patriotiques* »<sup>93</sup>. Quant au public étudiant, on estime qu'à l'automne 1955, l'Espagne compte environ 53 000 inscrits répartis dans les douze universités que compte le pays<sup>94</sup>. La grande majorité d'entre eux est originaire de classes sociales plutôt favorisées. Une étude réalisée en 1949 révèle que 90% des étudiants madrilènes appartiennent à la classe moyenne d'alors : fils de commerçants, de militaires, de fonctionnaires, d'industriels ou de professions libérales diplômés des universités (avocats, médecins, pharmaciens, notaires, comptables, ingénieurs, etc.)<sup>95</sup>.

Depuis 1943, les programmes sont dictés par l'Église et la Phalange<sup>96</sup>, qui contrôlent ainsi le contenu des enseignements. M-A. Ruiz Carnicer, spécialiste du milieu étudiant sous le Franquisme, définit ainsi l'hybridation réactionnaire qui sous-tend l'éducation à cette époque :

*Certains ont dit de cette période [...] qu'elle était celle de « l'université fasciste », ou de la fascisation de l'Université, mais il serait plus juste de parler, comme d'autres l'ont fait, [...] de « fascisme clérical »*<sup>97</sup>.

A cet égard, Nicolás Sartorius ne cache pas sa colère envers le régime franquiste ni ses regrets vis-à-vis de cette période, dans l'essai *La memoria insumisa*<sup>98</sup> où il consacre un chapitre au titre sans

---

<sup>92</sup>Roberto Mesa précise qu'entre 1939 et 1944, 155 professeurs des universités, soit 55,7% du corps professoral, avait été remplacé, dans Roberto Mesa, *Jaraneros y alborotadores. Documentos sobre los sucesos estudiantiles de febrero de 1956 en la UCM*, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 1982, p.19.

<sup>93</sup>Jordi Gracia, Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975). Cultura y vida cotidiana*, Madrid, Editorial Síntesis, 2004, p.169-170. Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op. cit., p.52:«En los años 1940, de 268 catedráticos, 155 eran posteriores a 1939».

<sup>94</sup>35 277 étudiants sont inscrits pendant l'année scolaire 1945-1946. Ce chiffre atteint 64 000 à la rentrée universitaire de 1961. Une interpolation linéaire nous permet d'estimer le nombre d'étudiants inscrits pendant l'année universitaire 1955-1956 :  $[(64000-35277) : (1961-1945)] \times (1961-1955) = 53\,227$ . Données de départ citées dans Antonio Ariño Villarroya, «La investigación sociológica sobre los estudiantes universitarios en España», *Revista de Estudios de Juventud*, n°110, 2015, p. 131.

<sup>95</sup>Antonio Ariño Villarroya, op. cit.,p.132-133. Notons cependant que certains étudiants issus de familles plus modestes, bénéficient parfois d'une bourse et sont logés dans des résidences universitaires (Colegios Mayores). Andrea Fernández-Montesinos Gurruchaga, *Hijos de vencedores y vencidos: los sucesos de febrero de 1956 en la Universidad Central.(Mémoire de Master)*, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2008, p. 33, [En ligne : <https://eprints.ucm.es/8227/> ]. Consulté le 3 mars 2020.

<sup>96</sup>*Ley de Ordenación Universitaria*, 1943, BOE. N° 212, 31/06/1943, p. 7406- 7431.

<sup>97</sup>Jordi Gracia, Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975). Cultura y vida cotidiana*, op. cit., p. 169: « *Esta etapa, que ha sido llamada, entre otros, por Salvador Giner, de la «universidad fascista» o de la fascistización de la Universidad, más bien habría que calificarla, como lo han hecho también otros autores, cuando menos, de “fascismo clerical”* ».

<sup>98</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op. cit.

équivoque : « Notes sur une culture réduite en miettes » qui est consacré à l’emprise de l’Église et de la Phalange sur l’éducation et la culture.

*Dogmatisme religieux et dogmatisme politique allaient main dans la main. [...] L’Église catholique avait déterminé une bonne fois pour toutes où se situait le vrai du faux, et les manuels scolaires devaient s’y tenir. On imagine difficilement l’incroyable médiocrité de la soi-disant pensée espagnole pendant la période franquiste<sup>99</sup>.*

Mais en 1951, à l’aune de l’évolution du contexte international et de la reconnaissance du régime franquiste par le Vatican et les États-Unis, F. Franco nomme le Phalangiste Joaquin Ruiz Giménez au Ministère de l’Éducation. Celui-ci forme une nouvelle équipe composée de Phalangistes « libéraux<sup>100</sup> » comme lui, qui entreprennent un ensemble de réformes destinées à améliorer la qualité de l’enseignement, et ce, malgré l’opposition et les attaques des membres du gouvernement issus de l’Opus Dei ou de la Phalange la plus réactionnaire. Le nouveau ministre invite certains enseignants exilés à rentrer, appuie l’incorporation dans les programmes d’une partie du patrimoine culturel des vaincus, et souhaite encourager la prise d’initiative et l’expression des étudiants.<sup>101</sup> Mais en 1955, on est encore loin des standards des Universités européennes ou nord-américaines, et ces maigres évolutions ne suffisent pas à éteindre la soif d’un public universitaire en mal de connaissances, d’ouverture culturelle et de libertés individuelles. Beaucoup d’étudiants d’alors se rappellent de professeurs aux méthodes surannées, voire incompetents, quand ils n’étaient pas

---

<sup>99</sup> «7. Notas sobre una cultura hecha pedazos», p. 327-371. Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op.cit, p. 327, puis p. 334 :«Dogmatismo religioso y dogmatismo político se dieron la mano»; « La Iglesia católica había definido de una vez por todas cuál era la verdad y cuál el error y a eso tenían que atenerse los libros de texto. Es difícil imaginar la mediocridad del llamado pensamiento español durante la era franquista ».Pour illustrer cet état de fait, on peut observer le contenu des manuels d’Histoire de l’enseignement secondaire, qui étaient peuplés de bons et de méchants, de « soldats du bien » et de « forces du mal », de « valeureux » Espagnols luttant contre « l’anti-Espagne ». Le Siècle d’Or y est considéré comme le point d’orgue de l’histoire du pays, et y on exalte l’Inquisition, « garante de l’unité spirituelle des Espagnols », alors que les siècles suivants ne sont que « lente décadence » jusqu’en 1936, année où le « Glorieux Mouvement National » rétablit la grandeur et l’unité du pays : « Por no hablar de la exaltación, cruda y desnuda, de la mismísima Inquisición, cuya acción depredadora sobre cuerpos y conciencia será considerada como garante de la «unidad espiritual de los españoles, etc. », Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op. cit., p. 330 et 336.

<sup>100</sup>En effet, certains membres de la Phalange prirent peu à peu leurs distances avec le Régime, lassés d’attendre des réformes économiques et sociales de grande ampleur qui n’arrivaient pas (c’est ce qu’on a appelé « la Revolución pendiente ») : redistribution des terres, réformes économiques, nationalisation du secteur bancaire. Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, Vol.1, Barcelona, Argos Vergara, 1983, p. 220.

<sup>101</sup>Miguel Ángel Ruiz Carnicer, « Actitudes políticas, sociales y sindicales de los estudiantes universitarios españoles (1939-1960) », dans *L’Université en Espagne et en Amérique Latine du Moyen Âge à nos jours. I : Structures et acteurs*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 1991, p.397-422. [En ligne : <https://books.openedition.org/pufr/5885> ]. Consulté le 14 avril 2020.

absents. C'est ainsi qu'une étude révèle que 67% des étudiants de l'université de Madrid de l'époque se considèrent comme une génération sans maîtres, conséquence du « *manque d'authenticité, de sincérité ou d'investissement* » de leurs professeurs<sup>102</sup>.

A ce moment, et depuis quelques années déjà, le fossé se creuse entre le Syndicat Étudiant Universitaire (SEU), la branche du parti unique représentant le Régime au sein de l'Université, et un groupe d'étudiants dissidents : Phalangistes « progressistes », Monarchistes, Catholiques libéraux, ou Communistes. Un premier affrontement entre étudiants et Phalangistes a lieu lors de l'élection contestée du délégué du SEU en 1953. Au moment du scrutin municipal de novembre 1954, le régime fait tout pour empêcher l'élection de plusieurs candidats monarchistes au Conseil municipal de la capitale, provoquant ainsi la colère et le rejet de l'élite monarchiste.<sup>103</sup> La même année, lors d'une manifestation pour le retour de Gibraltar dans le giron espagnol, des heurts éclatent entre les étudiants phalangistes que le Régime a pourtant incités à manifester, et les forces de l'ordre qui font usage de la violence pour disperser l'attroupement. Le Parti Communiste d'Espagne, pour sa part, a depuis 1948 cessé de soutenir la guérilla armée, et s'est donné deux objectifs : tirer profit du radicalisme social naissant des nouvelles générations, et infiltrer les institutions franquistes. C'est ainsi que cette même année 1954, une poignée d'étudiants communistes<sup>104</sup> réussissent à organiser, avec l'accord des autorités universitaires, une série de rencontres avec des auteurs insoumis au régime franquiste— *Encuentros entre la poesía y la universidad*. Mais plusieurs tentatives d'hommages littéraires à des personnalités controversées telles que Pablo Neruda ou Rafael Alberti n'aboutissent pas<sup>105</sup>, et provoquent un nouveau durcissement de ton entre militants phalangistes et étudiants en mal d'ouverture culturelle et de liberté. Parallèlement à cela, afin de tenter de calmer les esprits, l'université madrilène accueille, sous l'égide du SEU, un ciné-club dans lequel on diffuse des films jusqu'alors interdits. La compagnie théâtrale de l'Université (TEU) représente pour la première fois des œuvres d'Alfonse Sastre, dramaturge usant du réalisme social pour faire une

---

<sup>102</sup>Javier Muñoz Soro, « La disidencia universitaria e intelectual en los años 50 », dans *La España de los cincuenta*, Madrid, Eneida, 2008, p. 211:« [...] el 67% de los estudiantes de la Universidad de Madrid se (consideraba) una generación sin maestros por la « falta de autenticidad o sinceridad o dedicación de los Catedráticos ». José Luis Pinillos, « Estudio sobre las actitudes sociales en la universidad », en Roberto Mesa, *Jaraneros y alborotadores. Documentos sobre los sucesos estudiantiles de febrero de 1956 en la UCM*, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 1982, p. 59-64.

<sup>103</sup>Xavier Tusell, *La oposición democrática al franquismo*, Barcelona, Planeta, 1977, p.283 :« En 1954 había impedido por procedimientos coactivos y expeditivos que en las elecciones municipales resultaran elegidos concejales por Madrid algunos candidatos monárquicos ».

<sup>104</sup>Javier Pradera, Enrique Múgica, Ramón Tamames.

<sup>105</sup>Un rapport de police désigne alors Rafael Alberti comme étant « les plus grands chantres hispaniques du Communisme. Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *op. cit.*, p.193 :« Los recitales poéticos en torno a Rafael Alberti y Pablo Neruda, considerados por los informes de la época como "los máximos cantores del comunismo en lengua española" ».

critique à peine voilée de la Dictature.<sup>106</sup> C'est dans ce contexte de dynamisme culturel inédit qu'un groupe d'étudiants communistes, bientôt rejoints par des Monarchistes, des Catholiques, et des Phalangistes dissidents<sup>107</sup>, présente un projet de « *Congrès universitaire de jeunes auteurs* » auprès du recteur de l'université<sup>108</sup>. Ainsi que le souligne l'historien Santos Julià, il s'agit là « *d'un peu plus qu'une simple rencontre, d'un petit débat d'idées entre jeunes auteurs, entre "jeunes gens"* »<sup>109</sup>. Au vu de l'atmosphère électrique des dernières années, il est clair que la poignée de Communistes à l'origine de l'initiative entendait bien aller un peu plus loin contre le Régime. Les dirigeants du SEU vont à plusieurs reprises se plaindre auprès du recteur, dénonçant la subversion existant au sein même de l'Université<sup>110</sup>. Malgré cela, Joaquín Ruiz Giménez autorise la tenue du Congrès de jeunes auteurs, prête un local aux organisateurs et leur octroie même une petite subvention.

De nouvelles dissensions apparaissent dès le début de l'année universitaire 1955-1956, qui s'ouvre avec la nouvelle du décès du philosophe José Ortega y Gasset<sup>111</sup>. Bien que conservateur et anti-communiste, la Dictature ne voyait en lui qu'un des artisans de la République, un partisan de la laïcité, qui, pour elle, n'avait pas sa place à l'université. C'est pourquoi elle décide de l'enterrer en toute discrétion. Mais les étudiants, s'étant emparés de la figure du seul philosophe « libéral » espagnol de l'époque<sup>112</sup>, se rassemblent dans le patio de l'université pour y lire des extraits de son œuvre. Ils vont ensuite déposer une gerbe sur sa tombe pour lui rendre un dernier hommage. Ce

---

<sup>106</sup>Alfonso Sastre, auteur, dramaturge, et scénariste, est un des membres du courant littéraire que l'on a nommé de la « Génération des années 1950 ». Cette génération d'auteurs n'a pas vécu la Guerre civile, est proche du réalisme social et exprime un regard critique envers le régime franquiste.

<sup>107</sup>Javier Tusell, *Dictadura franquista y democracia, 1939-2004*, Barcelona, Crítica, 2005, p.133.

<sup>108</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *op. cit.* p.198

<sup>109</sup>Santos Julià, *Historia de las dos Españas*, Madrid, Taurus, 2004., p.451 :« *Lo que se había intentado convocar a finales de 1955 era algo más que un mero encuentro de escritores jóvenes o de «muchachos» para debatir unas cuantas ideas* ».

<sup>110</sup>Miguel Angel Ruiz Carnicer, *El Sindicato Español Universitario (SEU), 1939-1965*, Madrid, Siglo XXI de España, 1996, p.301.

<sup>111</sup>Pendant la Guerre Civile, le philosophe et essayiste José Ortega y Gasset était *persona non grata* chez les Républicains pour avoir théorisé sa méfiance à l'encontre des masses incultes qui, selon lui, se conduisaient en primitifs et qui, toujours selon lui, ne reconnaissaient plus l'autorité des élites intellectuelles ; mais également, depuis que, déçu par la République, il s'était désengagé de la vie politique en 1933, mais surtout du fait de son anticommunisme viscéral. Il était également honni par les Insurgés qui, au-delà de sa philosophie conservatrice, voyaient surtout en lui l'un des artisans de la République, et un partisan de la laïcité qui plus est. C'est pourquoi il fuit l'Espagne en 1936 pour ne revenir qu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, pensant que la victoire Alliée conduirait tout au moins à une réorientation politique du régime franquiste. C'est ainsi qu'il se retrouva exilé dans son propre pays. Il gagna cependant une reconnaissance internationale en prônant, pendant les dix dernières années de sa vie, l'union juridique et politique des états européens comme rempart à l'autoritarisme.

<sup>112</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa: sobre la dictadura de Franco*, Barcelona, Crítica, 2002. p. 58.

rassemblement d'environ 2000 étudiants<sup>113</sup>, est alors considéré – à juste titre – comme une provocation vis-à-vis du Régime. En représailles, les autorités universitaires ordonnent l'annulation du Congrès littéraire prévu quelques semaines plus tard, à la fin de l'année 1955.

Excédés par le manque de représentativité syndicale et par le blocage permanent imposé par la Phalange et le SEU, des étudiants proposent d'organiser pour le mois d'avril un Congrès National des Étudiants afin d'élire, démocratiquement et en marge du SEU, des représentants universitaires. En premier lieu, ils rédigent un texte, un manifeste, dans lequel ils dénoncent le manque de représentativité et d'ouverture culturelle et scientifique au sein de l'université. Une centaine d'entre eux approuvent le texte. Ils le présentent ensuite à leurs camarades qui le signent à leur tour massivement<sup>114</sup>. Le 1<sup>er</sup> février, ils le transmettent au Gouvernement et le distribuent aux correspondants de la presse étrangère<sup>115</sup>. Le 4, le ton monte : ce jour-là, les étudiants de l'université de droit désignent leurs représentants pour les activités sportives, et pour la première fois les candidats du SEU sont hués et battus dans les urnes. Trois jours plus tard, le 7, lorsque la Chambre Syndicale de l'Université se réunit afin de désigner les Délégués parmi les étudiants élus trois jours plus tôt, les Phalangistes se présentent en nombre et tentent d'imposer par la force leurs candidats<sup>116</sup>. C'est ainsi qu'à partir de ce jour et jusqu'au 9 Février 1956, une véritable bataille rangée entre étudiants progressistes et Phalangistes éclate. Trois jours de bagarres, de provocations, et de « Cara al Sol », hymne des Phalangistes qu'ils entonnent en réponse aux aspirations de liberté de leurs camarades.

### 1.3.2.N. Sartorius rejoint la vague contestataire.

Quand en 1955 il intègre l'université de Droit de Madrid, Nicolás Sartorius affectionne le débat d'idées, la politique. Lui-même ayant grandi au sein d'une famille monarchiste, fréquentant les

---

<sup>113</sup>Miguel Angel Ruiz Carnicer, *El Sindicato Español Universitario (SEU), 1939-1965, op.cit.*, p. 301.

<sup>114</sup> Environ trois milles signatures sont récoltées en trois jours. Javier Tusell, *La oposición democrática al franquismo. 1939-1962*, Barcelona, Planeta, 1977, p. 291.

<sup>115</sup>Le Manifeste est consultable dans son intégralité dans Roberto Mesa, *Jaraneros y alborotadores: documentos sobre los sucesos estudiantiles de Febrero de 1956 en la Universidad Complutense de Madrid*, Madrid, Universidad Complutense, 1982, p. 64-67. Le Manifeste est publié dans le journal Le Monde le 3 février 1956,

[En ligne : [https://www.lemonde.fr/archives/article/1956/02/03/les-etudiants-madrilenos-contre-la-phalange\\_2247908\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1956/02/03/les-etudiants-madrilenos-contre-la-phalange_2247908_1819218.html)]. Consulté le 18 juin 2020.

<sup>116</sup>Javier Tusell, *op. cit.*, p. 291. La *Centuria 21*, composée par des membres fanatiques de la Phalange, armés, se présente ce jour-là à l'université.

Julio Antonio García Alcalá, *Historia del Felipe, op.cit.*, p. 33.

Miguel Angel Ruiz Carnicer, *El Sindicato Español Universitario (SEU): 1939-1965, op. cit.*, p. 301-302.

milieu juan carlistes<sup>117</sup>, il intègre une organisation clandestine, les *Jeunesses Universitaires Monarchiques Espagnoles* (JUME)<sup>118</sup>, avec deux de ses camarades – comme lui d’extraction aristocratique – Juan Tomás de Salas<sup>119</sup> et José Luis Leal Maldonado<sup>120</sup>. Leur petit cercle d’étudiants adopte un signe de ralliement : un rond vert cousu sur le revers de leur veste, « el círculo verde ». Le choix de la couleur s’explique en ce qu’elle incarne l’acronyme de leur devise : « *Viva El Rey De España* <sup>121</sup> ». Ensemble ils se réunissent et discutent du soutien à apporter au rétablissement de la monarchie en Espagne. Nicolás Sartorius, est chargé de la communication du groupe, et il publie des articles dans les deux revues financées par l’organisation – *Círculo* et *Reino*. Ces activités étaient connues des services de police, comme en attestent plusieurs rapports d’enquête :

*Sur le plan politique, il a d’abord milité au sein de la JUME, sigles de l’organisation dénommée « Juventud Universitaria Monárquica Española » pendant environ deux ans<sup>122</sup>.*

*Déclare : que son premier agissement politique fut en tant que vice-secrétaire de Presse des Jeunesses Universitaires Monarchiques, et qu’en tant qu’amateur de presse, il collabora dans les journaux de même obédience « Círculo » et « Reino »<sup>123</sup>.*

---

<sup>117</sup>Les « juancarlistes » soutiennent l’intronisation de Juan Carlos, fils du monarque déchu Alphonse XIII. Francisco Franco le considère trop libéral et met tout en œuvre pour l’écarter de sa succession au pouvoir. Nous reviendrons dans une prochaine sous-partie sur cette opposition.

<sup>118</sup>JUME : Juventudes Universitarias Monárquicas Españolas.

Extrait du rapport du bureau de la Direction Générale de Sécurité d’Oviedo, Dossier 481, Caisse 10013, Cause 652/62, Archives Générales Militaires de Madrid (AGMM) : « *La Jefatura de Oviedo, informa que siendo estudiante de Derecho militó en la organización clandestina J.U.M.E.* ».

<sup>119</sup>Juan Tomas de Salas (1938-2000) s’exile quelques années plus tard afin d’échapper à la police au fait de son engagement au sein du FLP. Journaliste, en 1971, il est un des cofondateurs de la revue progressiste *Cambio 16*, puis du journal *Diario 16* pendant la Transition.

<sup>120</sup>José Luis Leal Maldonado (1939) s’exile lui aussi en 1962 afin d’échapper à la police. Il s’installe à Genève puis à Paris où il termine ses études. Il enseigne à l’université de Nanterre jusqu’en 1972, puis est embauché par l’OCDE jusqu’en 1977. Il rentre alors en Espagne, rejoint les rangs de l’UCD, le parti d’Adolfo Suárez, qui le nomme Ministre de l’Economie en 1979.

<sup>121</sup>Fernando Jauregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, Barcelona, Argos Vergara, 1983, vol.1, p. 221. Eduardo G. Rico, *Queríamos la revolución*, Barcelona, Flor del viento, 1998, p.47-48, témoignage de Juan Tomas de Salas : « *Y como viese en la solapa de José Luis Leal, creo que en la de todos, la insignia “verde” – siglas de la frase Viva el Rey de España – nos advirtió: “Quitáos eso o estáis perdidos. Son ultrafascistas”* ».

<sup>122</sup>Extrait de la déposition de N. Sartorius prise le 29/05/1962 au siège de la Brigade Supérieure d’Investigation Sociale à Madrid : « *Que en el aspecto político, militó primeramente en la J.U.M.E., siglas de la organización denominada “Juventud Universitaria Monárquica Española” por espacio de unos dos años* ».

<sup>123</sup>Extrait de la déposition de N. Sartorius prise le 01/06/1962 au siège de la Brigade Supérieure d’Investigation Sociale à Madrid : « *Dijo: que su primera actuación política fue como vicesecretario de Prensa en la Juventud universitaria Monárquica y que por su calidad de aficionado a los asuntos periodísticos fue colaborador de los periódicos de dicho matiz Círculo y Reino* ».

Rapport établi par la Brigade Supérieure d’Investigation Sociale après consultation des archives de la Direction Générale de Sécurité (DGS), Archives Générales Militaires de Madrid (AGMM). Dossier 481, Caisse 10013, Cause 652/62 : « *Nicolás Sartorius Álvarez de las Asturias Bohórques, constan antecedentes de que desde el año*

Au moment de sa première rentrée, il a 17 ans et découvre les précédents de la polarisation entre la revendication étudiante et le SEU. C'est donc dans la logique de ses convictions politiques que quelques semaines après, le 7 novembre 1955, il se joint lui aussi à l'hommage posthume à José Ortega y Gasset. Voici son témoignage :

*Parmi les étudiants un avis de décès circulait, annonçant la mort de J. Ortega, « philosophe libéral ». [...] (C'est) une succession d'images presque incroyables (pour l'époque) : plusieurs centaines d'étudiants avançant en silence et en rang vers le centre de Madrid jusqu'au cimetière de San Isidro, où le philosophe était enterré. Là, devant la tombe, on lit quelques poèmes et on prononce quelques mots. Un groupe de jeunes filles, en tête du cortège, dépose ensuite une couronne de fleurs.<sup>124</sup> Quelqu'un demande alors si on ne devrait pas prier. Les organisateurs répondent que ce n'est pas un acte religieux, mais que ceux qui le souhaitent le peuvent. Puis les étudiants se dispersent. [...] (Il est clair que) l'émergence de la rébellion étudiante a pris le régime de Franco par surprise. C'était sans doute la première et la dernière fois dans l'histoire de l'Espagne franquiste que plusieurs centaines d'étudiants, dont l'objectif n'était pas, de toute évidence, de manifester leur soutien au régime, sortaient dans la rue sans la fameuse autorisation du gouvernement, et sans que la police intervienne<sup>125</sup>.*

On imagine aisément que cet acte collectif fut une expérience forte pour ces centaines de jeunes gens. En effet, ce jour-là ils osèrent défier le paternalisme et l'autorité franquiste en allant rendre hommage à celui qu'ils considéraient comme un maître à penser, et cet acte militant était peut-être d'autant plus marquant pour certains d'entre eux, comme N. Sartorius, qu'il était un des premiers.

---

*mil novecientos cincuenta y seis hasta primeros de mil novecientos cincuenta y siete, estuvo afiliado a la Juventud Monárquica Universitaria Española en la que desempeñó el cargo de Vice-secretario de prensa.*

<sup>124</sup>Javier Tusell précise que sur le ruban de la couronne était inscrit « A Don José Ortega y Gasset, filósofo liberal español », *op.cit.*, p.286.

<sup>125</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, *op.cit.*, p. 58-59: «Se hizo circular entre los estudiantes una esquila en la que figuraba la muerte de Ortega con la apostilla de "Filósofo liberal". [...] Para quien haya conocido la experiencia del movimiento estudiantil de los años sesenta y setenta, una reconstrucción actual del homenaje a Ortega y Gasset está formada por una sucesión de imágenes casi increíbles: centenares de estudiantes marchando en silencio y en formación por el centro de Madrid hasta la sacristía de San Isidro, donde está enterrado el filósofo. Allí, ante la tumba, se leyeron unos poemas y se pronunciaron unas palabras. Un grupo de muchachas, que marchaba en la cabecera de la manifestación, depositó una ofrenda de flores. Alguien preguntó si no se debía rezar una oración. Los organizadores le respondieron que no era aquel un acto religioso, pero que rezara quien lo deseara. Luego los estudiantes se dispersaron. Que actos así se pudieran celebrar era un indicio claro de hasta qué punto el surgimiento de la rebelión estudiantil tomó de sorpresa al régimen de Franco. Que sin la consabida autorización gubernativa se sacara a la calle a centenares de estudiantes con un propósito que no era, evidentemente, manifestarse a favor del régimen, sin que interviniera la policía, debió de ser la primera y última vez en la historia de la España franquista».

Trois mois plus tard, le mardi 7 février 1956, Nicolás Sartorius se rend en cours, quand il se retrouve pris dans les affrontements qui éclatent ce jour-là. C'est, a posteriori, d'un air amusé qu'il commente cette journée :

*C'était le mois de février, j'étais en train d'aller en cours. Je suis sorti du métro, et je suis arrivé devant l'entrée de l'université. Au pied du grand escalier où se trouvait le monument aux Martyrs de la Phalange, qu'ils avaient l'habitude de fleurir, je me suis rendu compte que tout l'escalier était occupé par des Phalangistes en uniforme, et que certains étaient même armés. [...] Malgré cela, j'ai monté les marches pour aller au cours de droit de première année. Et alors que nous étions en cours – nous étions environ 500 étudiants – nous avons entendu le fracas des vitres de la galerie qui donnaient sur la cour intérieure, et un grand tumulte a suivi. Le professeur a suspendu le cours puis a disparu. Nous, les étudiants, nous sommes sortis dans le grand couloir qui faisait le tour de l'édifice, et nous avons vu une grande bagarre. Nous y sommes allés. C'était une véritable bataille rangée entre étudiants et Phalangistes. Certains brisaient des chaises pour se battre à coup de bâtons ! Les Phalangistes ont jeté le directeur du département de droit dans les escaliers ! Bref, il y a eu des actes très violents. Mais comme nous étions beaucoup plus nombreux qu'eux, nous avons fini par réussir à les expulser de la faculté. Moi j'y ai participé mais comme les autres, ni plus ni moins.*

Nicolás Sartorius, qui est présent ce jour-là<sup>126</sup>, se mêle donc à la cohue, et une fois les Phalangistes chassés de l'Université, il sort avec les autres étudiants manifester jusqu'à l'emblématique place Cibeles :

*Ensuite nous sommes sortis dans la rue San Bernardo, et nous avons organisé une grande manifestation – il me semble que c'était la première depuis la fin de la guerre – une grande manifestation dans la rue San Bernardo jusqu'à la Gran Vía. Alors bien sûr, comme la Gran Vía est une artère centrale, par laquelle passent énormément de gens, des autobus aussi, ils étaient tous très surpris de ce qu'ils voyaient, parce qu'ensuite nous avons descendu toute la Gran Vía jusqu'à la Place Cibeles, en chantant l'hymne de l'université.*

*C'est là que la police est arrivée, « les gris » comme on les surnommait alors, et qu'ils ont commencé à nous disperser avec des sortes de tanks munis de canon à eau, et à coups de matraques. C'est la première grande manifestation à laquelle j'ai participé. J'étais étudiant, j'étais très jeune. J'étais à peine en première année de droit, j'avais, je ne sais pas...17 ou 18 ans<sup>127</sup>.*

---

<sup>126</sup>«Nicolás Sartorius», Dirección General de la Guardia Civil, 1973, AGA, 44/13559.0026: « Siendo estudiante fue elegido delegado de curso, participando en los acontecimientos de 1956 ».

<sup>127</sup>Extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : «Yo participé en las manifestaciones de 1956, porque un día de febrero de 1956, cuando llegué a clase, al salir del metro, cuando llegué a la puerta de la universidad, me encontré con que todas las escaleras, hay una gran escalera, y al fondo de la escalera, había un monumento dedicado a los mártires de Falange, con unas flores que ponían allí. Toda la escalera estaba ocupada por falangistas, con uniforme. Algunos de ellos armados, otros no. En fin, estaba toda la escalera ocupada. Subí las escaleras, para ir a las clases de primer año de derecho, y cuando estábamos en la clase, estábamos, no sé, quinientos estudiantes en primer año, oímos que se rompían los cristales de una galería que había, que daba a un patio. Se rompía los cristales y había un gran tumulto. Entonces se suspendió la clase, el profesor

Cependant, pendant l'accrochage au sein de l'université, l'emblème de la Phalange est détérioré. Au regard des militants phalangistes, c'est une véritable profanation, et ils décident de mener une expédition punitive dès le lendemain, armés de matraques et de revolvers<sup>128</sup>. Le mercredi 8 février, lorsque Nicolás Sartorius revient à l'université avec d'autres camarades, un ami les prévient du danger, comme s'en souvient son ancien camarade Juan Tomás de Salas :

*Nous allions à la Faculté de Droit. Avec moi, il y avait Nicolás Sartorius, José Luis Leal, et d'autres peut-être, je ne sais plus. En arrivant aux abords de l'université on s'est rendu compte de l'agitation régnante. Une foule d'étudiants lançaient des consignes dans la rue : la Police et ses sbires exerçaient une répression féroce à l'intérieur. Quelqu'un a crié : « Les fascistes sont à l'intérieur ! Faites attention ! ». Et quand il a vu sur le revers de la veste de José Luis Leal, je crois même sur celle de nous tous, l'insigne vert, [...] il nous a mis en garde : « Enlevez ça ou vous êtes finis. C'est des ultras. » C'était la première fois que nous voyions des fascistes en uniforme, en bleu évidemment, faire preuve directement de violence. Un étudiant s'est alors dirigé vers nous, c'était un ami, Paco Montalvo si je me souviens bien : « Venez avec moi », et il nous a emmenés jusqu'à un café proche, un endroit sûr semblait-il<sup>129</sup>.*

Lors de ces affrontements violents du 8 février, la police, complice des Phalangistes et confiante en leur force de frappe, attend plus de trois heures avant d'intervenir<sup>130</sup>. Et ce face à face de plus en

---

*desapareció, y los estudiantes salimos a ese gran corredor que da la vuelta a toda la facultad, y vimos que había una gran pelea entre estudiantes y falangistas. Empezamos a participar en esta pelea que al final consistía en romper las sillas de madera, y con los palos, empezar una verdadera batalla campal entre estudiantes y falangistas. Los falangistas tiraron por las escaleras al decano de derecho, bueno hubo cosas muy violentas. Al final, como éramos muchos más, logramos expulsar a los falangistas de la facultad. Yo participé como uno más. Entonces ya salimos a la calle San Bernardo, y se organizó una gran manifestación, creo que fue la primera gran manifestación después de la guerra, una gran manifestación por toda la calle San Bernardo, que desemboca en la Gran Vía. Claro, la Gran Vía es una calle muy céntrica, donde pasa muchísima gente, autobuses, que estaban mirando muy sorprendidos de lo que veían, porque esa gran manifestación desembocó en la Gran Vía, y de la Gran Vía bajamos todos hasta Cibeles, cantando un himno de la universidad. Y entonces fue cuando llegaron los policías, los grises como los llamábamos entonces, y empezaron a dispersar con unas tanquetas con agua y dando palos, con las porras. Esa fue la primera gran manifestación en la que participé, siendo estudiante, porque estaba en primero de derecho y era jovencísimo, tenía no sé 17, 18 años ».*

<sup>128</sup>Javier Tusell, *La oposición democrática al Franquismo*, op.cit., p. 291.

Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *El Sindicato Español Universitario*, op.cit., p. 302.

<sup>129</sup>Eduardo G. Rico, *Queríamos la revolución: crónicas del Felipe*, Barcelona, Flor del viento, 1998, p. 47-48: «Íbamos desde el CEU cerca de la Ciudad Universitaria hacia el centro de Madrid, camino de la Facultad de Derecho. Conmigo, Nicolás Sartorius, José Luis Leal y no sé si algunos más. En las proximidades de San Bernardo empezamos a notar la agitación callejera. Multitud de estudiantes lanzaban consignas a la calle. La policía y sus colaboradores del interior ejercían con dureza la represión. Alguien se dirigió a nosotros: 'Son los fascistas de dentro –gritó–, tened cuidado.' Y como viese en la solapa de José Luis Leal, creo que en la de todos, la insignia 'verde' –siglas de la frase Viva el Rey de España– nos advirtió: 'Quitáos eso o estáis perdidos. Son ultrafascistas.' Era la primera vez que veíamos a fascistas uniformados, por supuesto de azul, ejercitando directamente la violencia. Vino entonces un estudiante hacia nosotros, era un amigo, creo recordar que Paco Montalvo: 'Venid conmigo', y nos llevó hasta un café cercano, que era al parecer un refugio seguro ».

<sup>130</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, op. cit., p. 198.

plus violent prend une tournure dramatique dès le lendemain, le jeudi 9 février, avec la blessure par balle d'un jeune étudiant phalangiste alors que des heurts avaient une nouvelle fois éclaté<sup>131</sup>.

Dès le lendemain, le Conseil des Ministres ordonne la suspension des cours au sein de l'université madrilène. Puis, pour la première fois depuis leur promulgation en 1945, le Gouvernement décrète la suspension des articles 14 et 18 du *Fuero de los Españoles* (l'article 14 garantissait la liberté de résidence ; l'article 18 limitait la garde à vue à une durée de 72h avant remise en liberté ou placement en détention provisoire). Enfin, le Capitaine Général de Madrid déclare l'État de guerre. Les meneurs de l'agitation universitaire, surveillés de près, sont rapidement arrêtés. Le samedi suivant leur identité est révélée dans la presse. Mais, détail inédit, leur nom est précédé de la marque de déférence « don » : c'est en effet la première fois que des familles de notables favorables au régime voient leurs patronymes associés à la dissidence et à la répression franquiste.<sup>132</sup>



Extrait du journal *La Vanguardia*, publié le 11 février 1956

Le ministre de l'éducation, Joaquín Ruíz Giménez, le recteur de l'université madrilène, Pedro Laín Entralgo, et Raimundo Fernández Cuesta, Secrétaire Général du Mouvement, sont démis de leurs fonctions et remplacés par des personnalités jugées moins « libérales » :

---

<sup>131</sup>Miguel Álvarez, jeune militant phalangiste, est âgé de 19 ans. Les circonstances de ses blessures sont restées troubles, on ignore qui a tiré le coup de feu. On a d'abord accusé les étudiants dissidents d'en être à l'origine, qui démentirent toute possession d'arme à feu et désignèrent les militants de la Phalange comme étant les auteurs involontaires du coup de feu. L'enquête pencha finalement pour cette deuxième explication. Roberto Mesa, *Jaraneros y alborotadores: documentos sobre los sucesos estudiantiles de Febrero de 1956 en la Universidad Complutense de Madrid*, Madrid, Universidad Complutense, 1982, p. 111.

<sup>132</sup>Ramón Tamames, Enrique Mújica, Javier Pradera, Gabriel Elorriaga, Dionisio Ridruejo, José María Ruiz Gallardón, et Miguel Sánchez Mazas. Dans ce groupe de jeunes, trois sont proches du PCE (E. Mújica, J. Pradera et R. Tamames), deux sont phalangistes (D. Ridruejo, G. Elorriaga), le père de J. M. Ruiz Gallardón était un des principaux chroniqueurs du régime pendant et après la Guerre Civile, et M. Sánchez Mazas est le fils d'un des fondateurs de la Phalange, il est pour sa part proche du socialisme.

*Le manifeste fut l'étincelle, mais il est clair que les incidents [...] étaient également le reflet des tensions larvées que vivait le régime à cette époque. Les secteurs les plus rétrogrades de la Phalange n'avaient jamais bien pris qu'une équipe comme celle de J. Ruiz-Giménez, qu'ils jugeaient excessivement « libéral », soit en charge des questions d'éducation<sup>133</sup>.*

Le Dictateur, quant à lui, tache de tirer profit de la situation, en se positionnant alors en chef pacificateur des Espagnols, selon lui si prompts à la discorde. Selon l'historien Javier Tusell :

*C'est à ce moment-là que se profila l'image définitive de Franco [...]. Il n'était plus seulement le vainqueur de la Guerre Civile, ni même celui qui, à en croire la propagande, avait empêché l'Espagne de participer à la Seconde Guerre Mondiale, il était également celui qui veillait à ce que la discorde ne refasse pas surface, et encore moins au sein même du régime. [...] Franco, plus qu'un "caudillo", semblait être devenu une espèce de gardien paternel contre les inclemences de ce mal national : la discorde<sup>134</sup>.*

Le 26 février, l'université rouvre ses portes. A l'issue de leur procès quatre mois plus tard, les condamnations des principaux meneurs de l'agitation ne sont pas excessivement lourdes : leur nom et leur position sociale leur permettent de sortir assez rapidement de prison. Néanmoins, la cible de la Direction Générale de la Sécurité, la police politique de la Dictature, s'élargit progressivement, en commençant par un groupe d'étudiants ayant distribué un texte qui appelait à la solidarité avec leurs camarades détenus. Plusieurs centaines d'étudiants sont peu à peu placés en garde à vue pour y être interrogés. Le mouvement étudiant finit par s'essouffler dans les semaines qui suivent<sup>135</sup>, et il faut attendre 1965 pour qu'une nouvelle révolte d'envergure secoue l'université madrilène<sup>136</sup>.

---

<sup>133</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *op. cit.*, p. 198 :« *Si el manifiesto fue la chispa, parece claro que los incidentes que luego se sucedieron eran también reflejo de las tensiones que larvadamente vivía el régimen franquista en aquel momento. A los sectores más retrógrados de la Falange nunca les sentó demasiado bien la presencia, al frente de las tareas educativas, de un equipo como el de Ruiz-Giménez, considerado excesivamente "liberal"*».

<sup>134</sup>Javier Tusell, *op. cit.*, p. 135-136 :« *En este momento quedó definitivamente perfilada la imagen de Franco que merece la pena glosar, porque resultó la definitiva hasta el momento de su muerte. No era ya tan sólo el vencedor en la guerra civil, ni tan siquiera aquel que, de acuerdo con la propaganda, había impedido que España participara en la segunda guerra mundial, sino también quien vigilaba para que la discordia no reapareciera ni siquiera en el seno del régimen. [...] Franco, más que un caudillo, parecía haberse convertido en una especie de guardián paternal contra las inclemencias de ese mal nacional: la discordia* ».

<sup>135</sup>Toutefois, quelques mois plus tard il y eut un autre mouvement de protestation, au sein de l'université de Barcelone cette fois, contre l'invasion de la Hongrie par les chars soviétiques : la Dictature y répondit comme toujours en réprimant le mouvement, qui se radicalisa et se politisa.

<sup>136</sup>Florence Belmonte, *Madrid 1965. Une ligne de partage ?*, Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée, 2008.

### 1.3.3. Evolution de l'opposition étudiante. Une expérience initiatique.

Nous l'avons précisé, l'initiative de l'organisation du Congrès de jeunes auteurs tout comme l'élection libre de représentants universitaires émanait du petit noyau de militants communistes présents à l'université<sup>137</sup>. Cependant, ce mouvement de protestation avait en réalité été nourri par de nombreux étudiants dont les affinités politiques étaient variées, et qui se rejoignaient dans leur revendication de liberté. Phalangistes dissidents, Socialistes, Monarchistes, Républicains, ou tout simplement étudiants en quête de repères politiques progressistes, s'étaient énormément mobilisés pour la réalisation de ces deux projets. Ils s'étaient rencontrés, avaient discuté, partagé, échangé certains points de vue, et cette expérience avait permis à nombre d'entre eux d'évoluer d'un point de vue idéologique. Ces jeunes gens souhaitaient tous tourner la page de la Guerre Civile, aller au-delà du discours haineux et polarisant auquel le Régime les avait habitués. Selon N. Sartorius :

*Une des caractéristiques de cette génération, c'était la conscience claire qu'il était nécessaire d'enterrer le passé. [...] On pouvait percevoir un désir diffus de dépassement du conflit de 1936, que l'on pressentait comme un grand échec national<sup>138</sup>.*

Sur ce point, ils avaient pris leurs distances vis-à-vis de la Dictature. Le processus de rapprochement des Espagnols, entre vainqueurs et vaincus, bref la « Réconciliation » qui n'en portait pas encore le nom, venait de débiter.

Comment tout était-il rendu possible ? Comment la Dictature avait-elle pu perdre le contrôle de l'Université où étudiaient les enfants de ses plus fidèles soutiens et en plein cœur de la capitale ? Le malaise étudiant et cette effervescence universitaire étaient pourtant bien connus des services de renseignement et du chef de l'État. Les étudiants étaient surveillés de près comme en témoignent les nombreux rapports de police cités dans l'ouvrage de Roberto Mesa<sup>139</sup>. Par ailleurs, une enquête réalisée par l'université madrilène quelques mois auparavant avait dévoilé que 82% des étudiants n'avaient pas confiance en l'élite dirigeante, que 90% d'entre eux jugeaient les militaires incompetents, voire immoraux pour 48%, et que les trois-quarts se considéraient comme une génération sans maître à penser<sup>140</sup>. Dans un bulletin édité en vue de l'organisation du Congrès des Jeunes auteurs, on avait même osé écrire que l'université espagnole était « *la plus grande institution*

---

<sup>137</sup>Pour rappel, Javier Pradera, Enrique Múgica et Ramón Tamames.

<sup>138</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op.cit., p. 56: « Uno de los rasgos de esa generación era la clara consciencia de que era necesario enterrar el pasado. [...] Se palpaba un deseo difuso de superación del enfrentamiento de 1936, que se intuía como un gran fracaso nacional ».

<sup>139</sup>Roberto Mesa, op.cit., passim.

<sup>140</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, op. cit., p. 189.

au monde vouée à la formation d'autodidactes<sup>141</sup> ». Un rapport présenté par le ministre de l'Éducation, Pedro Laín Entralgo, prévenait également les autorités de l'existence d'un :

*Malaise profond [qu'inspirait] le futur de l'Espagne, [d'une] critique acerbe du manque de courage de l'État pour résoudre avec justice et efficacité les problèmes de la vie quotidienne de l'Espagne [...], de la faible exemplarité de beaucoup de secteurs de la société espagnole actuelle, [...] [et du] paternalisme tout simplement prohibitif et condamnable de l'État dans le domaine de la formation et de l'information des Espagnols<sup>142</sup>.*

Il les avait avertis : bien qu'un mouvement marxiste ne fût pas encore réellement implanté, les étudiants qui avaient une conscience sociale « vive et impétueuse », et étaient « enclins au radicalisme », pouvaient bien finir par se laisser séduire. Il fallait donc, toujours selon lui, répondre à leurs inquiétudes et tenter de les apaiser, tant sur le plan intellectuel que religieux<sup>143</sup>. Lors de son discours de fin d'année de 1955, F. Franco avait ainsi fait allusion à cette jeunesse dissidente et agitée, qui selon lui ne tirait pas les leçons de l'Histoire, et il demanda à tous ceux qui en avaient la charge de se méfier du danger que ces jeunes faisaient planer sur l'Espagne<sup>144</sup>. Comment ne pas imaginer en effet le malaise des dignitaires du Régime, en voyant ceux qu'ils destinaient à la perpétuation d'un système politique et de valeurs qu'ils avaient défendus aux côtés de leurs parents, défier l'autorité et s'enticher des idéaux de « l'ennemi communiste » ?

*Nous sommes en présence d'universitaires considérés comme faisant partie d'une élite privilégiée, non seulement du fait de leur extraction sociale dans la majorité*

---

<sup>141</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *op. cit.*, p. 191 : extrait du Bulletin d'information édité en amont du Congrès : « *La Universidad española es la institución más grande del mundo dedicada a la formación de autodidactas* ».

<sup>142</sup>Pere Ysàs, *Disidencia y subversión: la lucha del régimen franquista por su supervivencia, 1960-1975*, Barcelona, Crítica, 2004, p. 1-2. Roberto Mesa, *Jaraneros y alborotadores*, *op. cit.*, p. 45-53 : « *Viva desazón por el futuro de España y en la crítica acuciosa de falta de brío de nuestro Estado para resolver con justicia y eficacia los problemas de la vida española, sobre todo los de orden social y administrativo* », « *escasa ejemplaridad de muchos sectores de la actual sociedad española* », « *paternalismo meramente prohibitivo y condenatorio que muchas veces adopta nuestro Estado, en lo tocante a la formación y la información de los españoles* ».

<sup>143</sup> Roberto Mesa, *Jaraneros y alborotadores*, *op. cit.*, p. 47 : « *Un movimiento de opinión marxista no es todavía muy aparente, pero no sería extraño que fuera fraguándose entre aquellos cuya conciencia social – muy viva e impaciente en el alma de nuestros jóvenes – propensa al radicalismo, no sea pronta y adecuadamente asistida en el orden intelectual y religioso* ».

<sup>144</sup>Discours du 31 décembre 1955, [En ligne : <http://www.generalisimofranco.com/Discursos>]. Consulté le 21 août 2019 : « *Vemos incorporarse a las actividades nacionales nuevas generaciones, cada día más alejadas de aquellas lecciones de la Historia. [...] No sería sincero con vosotros si no os diera esta voz de alarma que siento latir en las generaciones que pasan y que desearía transmitir a los padres, a los religiosos, a los profesores, a cuantos tienen una acción rectora sobre las generaciones nuevas, por ser todavía mayores en la paz que en la guerra los peligros que podrían acechar a nuestra Nación por un exceso de confianza* ».

*des cas, ou de leur petit nombre, mais aussi parce que le régime les considère comme les garants de son prolongement politique<sup>145</sup>.*

Or, contrairement à ce que la Dictature avait envisagé, les enfants de ses soutiens politiques étaient bien en train de se soustraire à leur mission de perpétuation du Régime, pour venir nourrir les rangs de l'Opposition politique renaissante. On peut citer Roberto Mesa qui offre une vision de premier plan de ces événements dans son ouvrage plusieurs fois cité ici, il y souligne le dévoiement de la mission reproductrice attribuée à l'Université :

*C'est à cette date que naît le mouvement étudiant contre le Franquisme, et dès lors, l'Université, qui n'avait jamais été bien vue par le système, sera un mécanisme de reproduction d'opposants au régime<sup>146</sup>.*

Pere Ysàs, qui a étudié la contre-attaque franquiste aux multiples fronts d'opposition auxquels le régime a dû faire face à partir des années soixante, cite un rapport du gouvernement démontrant qu'il était tout à fait conscient des répercussions à moyen terme de l'opposition étudiante.

*Ce qui arrive dans le monde universitaire n'est pas seulement un problème d'éducation, une question de pédagogie, c'est aussi un facteur de la vie politique, et qui, par conséquent, affecte divers organismes dépendants des différents ministères. Au-delà du risque de nouveaux incidents, la principale menace pointée par le document était que la jeunesse universitaire s'éloignait du Régime, laissant la politique menée par l'État et son Gouvernement vidée de tout soutien populaire<sup>147</sup>.*

Pour Nicolás Sartorius, tout comme dans l'histoire de l'opposition au Franquisme, cet épisode représente un moment clef dans son parcours :

---

<sup>145</sup> Jordi Gracia, Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975). Cultura y vida cotidiana*, op. cit., p. 172: « *De alguna manera pues, el carácter de elite privilegiada, que sólo se empieza a perder en los sesenta, está muy presente en los universitarios de posguerra, no sólo por el origen social en la mayoría de los casos y su reducido número, sino por la consideración que hacia ellos tiene el régimen como garantía de su reproducción política* ».

<sup>146</sup> Roberto Mesa, op. cit., p. 19 : « *Bastante ha sido escrito, directa o indirectamente, sobre los sucesos estudiantiles de febrero de 1956. Ciertamente, su valoración es diversa e incluso gradual, según las connotaciones ideológicas de cada intérprete. Pero todos se muestran coincidentes en una apreciación: es la fecha en que nace el movimiento estudiantil contra el franquismo y, desde entonces, la Universidad, nunca bien vista por el sistema, será un mecanismo de reproducción de opositores al régimen* ».

<sup>147</sup> Pere Ysàs, *Disidencia y subversión: la lucha del régimen franquista por su supervivencia, 1960-1975*, Barcelona, Crítica, 2004, «Nota sobre una acción coordinada para recuperar el ambiente de la universidad», AGA, Presidencia, Secretaria General del Movimiento, dossier 147 : « *Lo que ocurre en la vida universitaria no es solo un problema de educación, una cuestión pedagógica, sino además un factor de la vida política, y de ahí que ello afecte a diversos organismos dependientes de varios ministerios* ». *Aparte del riesgo de nuevos incidentes, la principal amenaza apuntada por el documento era que la juventud universitaria se apartara del régimen, dejando a "la política del Estado y del Gobierno en el puro vacío sin el calor de la solidaridad popular"* ».

*Cette manifestation, cet affrontement, est un moment très important dans l'histoire de l'opposition à la Dictature. C'est là que la Dictature a perdu les étudiants, et par conséquent les futurs cadres, les futures professions libérales. Elle a perdu les futurs avocats, ingénieurs, médecins, etc. Ces jeunes gens étaient issus des classes moyennes, de la bourgeoisie au fond, car des fils de salariés ou d'ouvriers, il y en avait très peu. [...] Je me souviens de certains étudiants qui à cette époque allaient encore en cours avec leur chemise bleue [de la Phalange], et qui, à partir de là, l'ont enlevée et se sont rapprochés de mouvances de gauche. C'est dire à quel point c'était un moment remarquable<sup>148</sup>.*

Javier Muñoz Soro, qui a consacré plusieurs travaux à l'histoire culturelle de la seconde moitié du Franquisme, propose le concept de « Rubicon générationnel » pour définir le moment clef que traversent ces jeunes.

*Franchir le Rubicon, laisser sur l'autre rive la guerre « juste et nécessaire » du Franquisme, pour aller en quête de la réconciliation : ça a été le premier travail moral ou pré-politique, mais doté d'une inévitable signification politique, de ceux qui se sont éloignés du Franquisme<sup>149</sup>.*

Puis il cite le journaliste et critique d'art José María Moreno Galván, qui venait de terminer ses études de journalisme au moment des événements :

*(Cette année a été) décisive pour cette génération, (lorsque) toutes les prises de conscience alors en germe se sont accélérées, et qu'est apparu, une bonne fois pour toutes, le fossé dialectique qui à partir de ce moment allait séparer ceux qui ont véritablement voulu s'engager d'un point de vue moral pour défendre l'Espagne, de ceux qui ont préféré, au contraire, faire de l'Espagne un pion au profit de leur parcours personnel<sup>150</sup>.*

Pour la première fois, en 1956, une manifestation de dissidence et d'opposition vis-à-vis du régime en place avait créé des remous dans cette Espagne fatiguée par la guerre et les années d'autarcie, muselée par la répression implacable et la peur. Le régime s'était empressé de suspendre deux

---

<sup>148</sup>Extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017:« *Esa manifestación, ese enfrentamiento fue un hecho muy importante en la historia de la oposición contra la dictadura. Fue el momento en que la dictadura perdió a los estudiantes, con lo cual perdía a los futuros cuadros, profesionales. Perdió a los futuros abogados, ingenieros, médicos, etc. Que venían de las clases medias, en el fondo de la burguesía, que estudiaba entonces en la universidad, porque hijos de trabajadores había muy pocos. [...] Yo recuerdo algunos estudiantes que todavía iban con camisa azul a clase, y que a partir de eso se quitaron la camisa azul y pasaron a opciones de izquierda. Es decir que fue un hecho muy muy notable* ».

<sup>149</sup>Javier Muñoz Soro, «La disidencia universitaria e intelectual en los años 50», dans Abdón Mateos y M. Redero, *La España de los años 50*, Madrid, Eneida, 2008, p. 204 :« *Pasar el Rubicón dejando en una orilla la guerra "justa y necesaria" del franquismo, para ir en busca de la reconciliación fue la primera tarea moral o prepolítica, pero entonces con inevitable significado político, de quienes se alejaron del franquismo* ».

<sup>150</sup>*Ibidem*, p. 204 : « *Año "decisivo para esa generación", cuando se precipitaron todas las tomas de conciencia que se estaban fraguando y se dejó establecida, de una vez para siempre, la zanja dialéctica que había de separar en el futuro, a los que de verdad quisieron comprometerse moralmente con España y los que quisieron, por el contrario, comprometer a España en el juego de su carrera personal* ».

articles des « Droits fondamentaux » des Espagnols, peut-être parce qu'il savait que cette fois, ses ennemis n'étaient pas tous issus des « masses » ou des rangs des « vaincus », que la traque de ces jeunes serait médiatisée, et que leurs parents ne laisseraient pas le régime les broyer. Bref, il fallait apporter une réponse forte. Mais étouffer ce foyer d'opposition, embryonnaire mais dérangeant, n'allait s'avérer ni simple ni rapide. La Guerre Civile était loin, le contexte international avait évolué, et l'opposition interne était en train de recomposer ses rangs. C'est également pendant ces semaines d'effervescence et d'agitation que N. Sartorius prend la mesure de l'immobilisme et de la brutalité du Franquisme :

*C'est à ce moment-là que j'ai commencé à prendre conscience de ce qu'était la Dictature, et à partir de là que j'ai commencé à me mettre en contact avec des étudiants d'autres organisations qui étaient en train de s'articuler<sup>151</sup>.*

Il réalise l'impasse autoritaire dans laquelle l'Espagne s'est engouffrée, et qu'il devra se battre pour conquérir des libertés alors considérées fondamentales dans une grande partie de l'Occident européen. Et il va passer d'un anticonformisme réel, mais encore discret, à une opposition frontale au régime.

#### *1.4. PREMIERS PAS DANS LA DISSIDENCE (1956-1959)*

Quand le camp des Insurgés remporte la Guerre Civile en 1939, une répression impitoyable s'abat sur les Vaincus. Divisés et meurtris, les Républicains sont complètement impuissants face à la Dictature qui s'instaure. On l'a vu, à partir de 1956, l'université devient un des principaux cœurs de la subversion. Une fois le « Rubicon » franchi, le retour en arrière n'est souvent plus possible et de nombreux étudiants qui avaient défié la Dictature, devenus avocats, médecins, journalistes, enseignants, cadres de l'administration, etc., s'emploient à parasiter le régime franquiste. A la fois réticente mais consciente qu'elle doit répondre aux aspirations démocratiques des fils de ses élites, la Dictature met en place une série de réformes au sein de l'université. Les étudiants bien décidés à ébranler le régime s'engouffrent alors dans la brèche, se faisant encore plus dérangeants aux yeux des autorités. Nicolás Sartorius au gré de ses lectures hétérodoxes et de ses rencontres qui ne le sont pas moins, devient peu à peu un acteur de cette dissidence étudiante.

---

<sup>151</sup>Extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017: «Entonces fue allí donde yo empecé a tomar consciencia de la dictadura, y a partir de allí empecé a tomar contacto con estudiantes que participaban en organizaciones que se estaban montando».

### 1.4.1. Retour sur la situation de l'opposition à la dictature sous le Franquisme triomphant (1939-1956).

A l'issue de la Guerre Civile, les forces démocrate-chrétiennes, libérales, socialistes, communistes ou républicaines qui se sont battues contre les Insurgés sont profondément divisées et s'attribuent mutuellement la responsabilité de leur défaite commune. De plus, au fur et à mesure de la progression des troupes rebelles, ceux qui les ont combattues, et même ceux qui se sont limités à soutenir la République avant le début de la Guerre Civile, sont victimes d'une répression brutale. L'État de guerre décrété le 18 juillet 1936 n'est levé que douze ans plus tard, au mois de mars 1948. Toute appartenance à un parti, à un syndicat ou à une association ayant appuyé le Front Populaire de 1936 ou s'étant opposé au coup d'État devient passible de représailles<sup>152</sup>. La grande majorité des personnes arrêtées sont seulement accusées de ne pas avoir appuyé ouvertement le soulèvement. Bon nombre sont condamnées sans preuve, sur la base de suspicions ou de dénonciations. Bref, tout sympathisant de « gauche » –ou supposé tel– peut se retrouver accusé d'être complice de crimes commis pendant la Guerre Civile. Si certains historiens espagnols comme Julio Aróstegui parlent de politicide, l'historien britannique Paul Preston en 2011 intitule son dernier ouvrage sur le sujet *The Spanish Holocaust*. La référence à l'entreprise d'extermination des Juifs par les nazis vise à faire prendre toute la mesure de l'ampleur de la répression :

*Ainsi donc, tout sympathisant de gauche pouvait être accusé d'appartenir à un collectif aussi barbare et dépravé qu'indéfini : la « horde rouge ». [...] Les tribunaux militaires devaient travailler sans miséricorde pour nettoyer le terrain et ainsi permettre la création d'un nouvel État<sup>153</sup>.*

En effet, selon Santiago Vega Sombría qui s'est penché sur les rouages et les conséquences de la politique de la peur mise en place par le Franquisme : « *l'objectif de cette purge massive ne fut pas seulement de rendre justice ou de se venger, mais plutôt de mener à bien une prophylaxie sociale et politique à l'échelle du pays* <sup>154</sup> ». L'objectif était donc d'empêcher par tous les moyens que ce soit, du fait de son extraction sociale ou de ses opinions politiques, vienne s'opposer à l'alliance

---

<sup>152</sup>Décret n°108 du 13 septembre 1936, [En ligne : <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1936/022/J00085-00086.pdf>]. Consulté le 15 août 2020.

<sup>153</sup> Paul Preston, *El holocausto español: Odio y exterminio en la Guerra Civil y después*, Barcelona, Debate, 2005, p. 621: « *Así pues, cualquier izquierdista podía ser tachado de pertenecer a un colectivo tan bárbaro y depravado como impreciso: la "horda roja". [...] Los tribunales militares debían trabajar sin misericordia para despejar el terreno y permitir así la creación de un nuevo estado* ».

<sup>154</sup>Santiago Vega Sombría, *La política del miedo: el papel de la represión en el franquismo*, Barcelona, Crítica, 2011, p. 44: « *El objetivo de esta purga masiva no fue solo aplicar justicia o tomarse venganza, sino llevar a cabo una profilaxis social y política a escala nacional* ».

réactionnaire qui avait gagné la Guerre Civile. En conséquence, l'opposition politique est démantelée, ses principaux dirigeants exécutés, tout comme un nombre très élevé de ses militants, au point qu'on peut s'autoriser à parler d'une opposition réduite à néant<sup>155</sup>.

Les techniques de persécution de l'ennemi politique sont alors perfectionnées notamment grâce à l'étroite collaboration entre les services de renseignement de la Dictature, la Direction Générale de la Sécurité (DGS) et la Gestapo, qui envoie une équipe dirigée par un colonel SS en charge du renseignement extérieur<sup>156</sup>. C'est suite à ses conseils que l'on crée un fond d'archives, à Salamanque, destiné à centraliser les documents saisis permettant de retrouver tous les soutiens de la République et leurs activités. L'ambassadeur d'Allemagne à Madrid dirige pour sa part un programme d'instruction de la police politique, la Brigade Politico-Sociale (BPS). On incarcère les « coupables » ou leur entourage quand ceux-ci se sont exilés ou réfugiés dans le maquis, les enfants sont placés dans des orphelinats, dans des institutions civiles ou religieuses destinées à les « rééduquer », ou donnés à l'adoption, quand ils ne sont pas abandonnés à leur propre sort<sup>157</sup>. Les condamnés par contumace voient le poids de la sanction économique (amende, confiscation de biens) retomber sur leurs familles<sup>158</sup>. Lors des procès, les condamnés le sont par dizaines et, s'ils ne sont pas exécutés, ils passent de longues années dans des prisons insalubres, surpeuplées, où ils sont soumis au froid, à la faim, maltraités, humiliés, torturés, les femmes violées, et où ils risquent également de mourir de dysenterie, de tuberculose ou de syphilis. Bien qu'il soit difficile de recenser le nombre exact de personnes persécutées, on estime à 200 000 le nombre d'exécutés entre 1939-1944, et au même nombre les personnes incarcérées<sup>159</sup>.

C'est ainsi que l'Espagne vaincue se retrouve réduite au silence, morcelée, exilée, enfermée ou massacrée. Cet acharnement répressif dure bien au-delà de la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Les traumatismes, la peur, la faim et la misère touchent d'ailleurs la plus grande partie de l'Espagne. Certains, parmi les Vaincus, décident de poursuivre malgré tout la lutte, pensant pouvoir déstabiliser le Régime au moyen d'une guerre de guérilla. Ces maquisards se font à leur tour massacrer par les forces de sécurité, et leurs familles, leurs voisins, subissent également de violentes représailles. Enfin, les survivants des Vaincus de la Guerre Civile restés libres, sont terrorisés et se résignent,

---

<sup>155</sup>Santiago Vega Sombría, *La política del miedo*, op. cit., p. 329 : « *La oposición política quedo descabezada de sus principales líderes y de muchos de sus militantes, hasta quedar eliminada totalmente* ».

<sup>156</sup>Paul Preston, op. cit., p.633.

<sup>157</sup>*Ibidem*. p. 664-665.

<sup>158</sup>*Ibidem*. p. 653.

<sup>159</sup> Carme Molinero, Margarida Sala et Jaime Sobrequés, *Una inmensa prisión: los campos de concentración y las prisiones durante la Guerra Civil y el franquismo*, Barcelona, Planeta, 2003, p.XIII : « *Las estimaciones de conjunto son dudosas, pero se mueven en torno a 200 000 internados en cárceles y campos. Por otra parte [...] se hablaba de 192 684 ejecuciones, entre 1939 y 1944* ».

affamés et endeuillés, et ils ne constituent pas non plus une menace pour le régime. C'est ainsi que la répression « *renforça la dictature en décimant l'opposition et en soumettant les survivants* <sup>160</sup> ».

Cependant, dès le début des années 1940, des tensions au sein de la coalition victorieuse apparaissent et laissent entrevoir un courant d'opposition interne plus délicat à éliminer pour la dictature naissante. En effet, plusieurs généraux monarchistes ont participé au coup d'État – souvenons-nous que le père de N. Sartorius s'est alors distingué notamment dans le commandement de l'aviation rebelle –, des grands noms de l'aristocratie ont contribué aux dépenses de guerre, et de nombreux membres de l'élite politique, économique et culturelle espèrent le rétablissement de la monarchie en la personne de Don Juan de Bourbon, fils du roi Alphonse XIII<sup>161</sup>. Or, malgré les pressions émanant de hauts dirigeants de l'Armée, le Dictateur n'a nullement l'intention de laisser la place à Don Juan. Les deux hommes ne s'entendent ni sur le plan personnel ni sur le plan politique. Don Juan a des opinions politiques libérales qui déplaisent à F. Franco, qui estime en outre que son père, Alfonso XIII, est responsable de l'avènement de la II République en 1931. Le Dictateur finit par réduire les grondements monarchistes en promulguant en 1947 une Loi de Succession à la Direction de l'Etat<sup>162</sup>. Le texte établit que l'Espagne est bien un royaume, mais que le commandement lui en est confié à vie, que la désignation du successeur au titre de roi relève aussi de lui, et qu'il peut révoquer sa décision à tout moment<sup>163</sup>. La loi est approuvée par référendum un mois plus tard (nous ne nous étendrons pas sur les irrégularités qui marquent ce scrutin), le Dictateur considérant que ce plébiscite était bien la preuve de la popularité dont il jouissait auprès du peuple espagnol<sup>164</sup>. Cette pirouette législative lui permet donc de jongler avec les différents prétendants au trône. Et les partisans de la restauration monarchique sont alors, plus que jamais, divisés entre ceux qui soutiennent la décision du Caudillo et une minorité « donjuaniste » plus libérale. F. Franco avait donc réussi à se mettre à l'abri de toute menace d'opposition, neutralisant par la force ceux qu'il avait vaincus, et par stratégie ceux qui s'étaient battus à ses côtés.

---

<sup>160</sup>Santiago Vega Sombría, *op.cit.*, p. 49, cite l'historien américain Stanley Payne : « *fortaleció a la dictadura al diezmar a la oposición y domar a los supervivientes* ».

<sup>161</sup> Alphonse XIII (1886-1951) s'était exilé suite à la proclamation de la II République. Son fils Juan de Bourbon (1913-1993), après le renoncement de ses deux frères aînés, devint le principal prétendant au trône.

<sup>162</sup> *Ley de Sucesión a la Jefatura del Estado*, BOE n°160, du 9 juin 1947, [En ligne: <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1947/160/A03272-03273.pdf>]. Consulté le 8 juillet 2020.

<sup>163</sup>Il invita alors le fils de Don Juan, Juan Carlos, alors âgé de 9 ans, à s'installer en Espagne, le Caudillo espérant ainsi l'éduquer selon sa propre idéologie et retardant par la même occasion l'éventuel moment de la succession. Mais le Dictateur ne se décida finalement à nommer son successeur qu'au mois de juillet 1969.

<sup>164</sup> Paul Preston, *Un pueblo traicionado: España de 1876 a nuestros días: Corrupción, incompetencia política y división social*, Barcelona, Debate, 2019, p. 413.

#### 1.4.2. (Re)naissance de groupes d'opposition étudiants.

A l'issue de la Guerre Civile, la Phalange (*FET y de las JONS*) s'était vue octroyer le contrôle de l'université. Les syndicats étudiants carlistes, catholiques et phalangistes, qui avaient soutenu les Insurgés pendant la Guerre Civile sont ensuite dissouts et regroupés sous l'égide du syndicat unique, le Syndicat Espagnol Universitaire (SEU) dont la mission n'est pas de porter les revendications étudiantes, mais bien d'être l'instrument de contrôle et d'encadrement de la Phalange au sein de l'Université. Pour preuve, au milieu des années 1940, un syndicat d'opposition, libéral, hérité de l'époque de la dictature de Primo de Rivera, la *Federación Universitaria Escolar* (FUE) tente de se réorganiser dans plusieurs universités d'Espagne. Mais ses dirigeants sont arrêtés et condamnés en Conseil de Guerre quelques années plus tard, en 1947, sonnait ainsi le glas de cette tentative d'opposition plus ou moins organisée<sup>165</sup>.

##### 1.4.2.1. Réforme du système de représentativité étudiante.

Nicolás Sartorius témoigne :

*Le SEU s'était retrouvé très affaibli après les événements de 1956. A partir de là, afin d'essayer de gagner en représentativité, ce qui était nécessaire pour gérer les questions relatives aux études, ils ont accepté que des élections étudiantes soient organisées pour s'occuper de ces questions. Ces élections étaient légales, mais nous nous organisons pour occuper ces fonctions. Il y avait quelque chose qui s'appelait la NIU (Nouvelle Gauche Universitaire). [...] Il y avait différents groupes, les élections des délégués de l'université ont commencé à se tenir. Il y avait plusieurs délégués par classe. Je me suis présenté, j'ai été élu, et à partir de là nous avons commencé à organiser différentes choses<sup>166</sup>.*

---

<sup>165</sup>Paco Fernández Buey, Rafael Argullol y Alejandro Pérez, «El Movimiento universitario bajo el franquismo. Una cronología.», *Materiales*, n°2, Mars-Avril 1977, p. 52-53.

José Álvarez Cobelas, «Puntualizaciones sobre la FUE clandestina», *VI Encuentro de Investigadores sobre el Franquismo*, 2006, p. 100-106.

<sup>166</sup>Extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017: « *El SEU había quedado muy debilitado después de los acontecimientos de 1956. A partir de entonces, para volver a retomar algún tipo de representación, que necesitaban para organizar los estudios, dejaron que se hicieran unas elecciones entre los estudiantes para este tipo de cuestiones. Estas elecciones eran legales, pero nos organizábamos para ocupar estos puestos. Había una cosa que se llamaba la NIU (Nueva Izquierda Universitaria). Ya entonces estábamos en la idea de una nueva izquierda, ya ves que la idea de una nueva izquierda es muy antigua... [...] Había grupos, empezaron unas elecciones de delegados de facultad, en cada curso había delegados. Me presenté, salí elegido delegado de curso, y ahí empezamos a organizar varias cosas*».

Au lendemain des évènements de 1956, la surveillance policière constante et les nombreuses arrestations finissent par faire revenir le calme au sein de l'université. Le 26 février, les portes de la faculté de Droit rouvrent. Afin d'apaiser durablement les esprits, de (re)gagner le cœur des étudiants, et pour pallier le manque de confiance envers le SEU, le responsable du syndicat au sein de l'université de Droit tente de mettre en place un nouveau système de représentation. Plus collégial, plus participatif, sans être toutefois complètement démocratique, il suppose un réel progrès. Dans ce nouveau système de représentation, les délégués ne sont plus désignés par le SEU. Les anciens filtres politiques disparaissent, et désormais la seule condition pour pouvoir se présenter à ces élections est de ne pas avoir échoué à plus de deux matières lors de l'année universitaire précédente. Les étudiants votent à bulletin secret. L'ensemble des délégués élus forme pour chaque promotion un Conseil des étudiants, premier organe de représentation étudiante. Quelles sont ses attributions ? Il élit un délégué et un sous-délégué ; on lui soumet le calendrier des examens ; les délégués parviennent à obtenir des responsables de l'université l'évaluation annuelle des professeurs par les étudiants. En parallèle, une Chambre Syndicale est créée au sein de chaque université, composée par les membres élus des Conseils étudiants, les chefs des services syndicaux, et les responsables des différents départements, entre autres.

C'est à l'université de droit de Madrid, épice du mouvement de protestation de 1956, que l'expérience est menée en premier lieu. L'Université a d'ailleurs récemment emménagé dans la toute nouvelle Cité Universitaire que l'on s'est empressé d'achever afin d'éviter que la dissidence étudiante, en cas de récurrence, ne s'exprime une fois de plus en plein cœur de Madrid<sup>167</sup>. Les étudiants participent massivement à ces élections, et l'initiative est déployée par la suite dans les autres centres universitaires d'Espagne. Néanmoins, si cette réforme représente une avancée bien réelle, elle doit bien entendu être nuancée : il reste formellement interdit de débattre de problèmes non afférents à l'université ou de thématiques sociales ou syndicales. Et un an plus tard, les autorités académiques décrètent que chaque Président d'Université présidera ces Conseils d'étudiants, pouvant ainsi intervenir, et bien entendu émettre des réserves lors des délibérations<sup>168</sup>.

Parallèlement à cela, afin de s'engouffrer dans la brèche ouverte dans le système de représentation syndicale, l'opposition étudiante commence à se (re)former :

---

<sup>167</sup> José Gómez Alén, Rubén Vega García, *Materiales para el estudio de la abogacía antifranquista*, Vol.2, Madrid, Ediciones GPS, 2011, p. 389.

<sup>168</sup> La réforme du nouveau système de représentation étudiante est décrite dans l'ouvrage de Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *El Sindicato Español Universitario*, Madrid, Siglo XXI de España, 1996, p. 417-421.

*C'est à partir de là que des groupes vont commencer à utiliser les structures du SEU, qui avait évolué, pour atteindre un niveau de présence et d'accès aux étudiants qu'il leur aurait été impossible d'atteindre d'une autre façon.* <sup>169</sup>

Entre 1954 et 1956, le PCE avait, de son côté, réussi à souffler sur les braises du mécontentement étudiant. Mais le mouvement d'opposition n'était absolument pas structuré, et l'implantation du Parti au sein de l'université n'en était qu'à un stade embryonnaire. De même, il inspirait encore de la méfiance et de la crainte chez la plupart de ces jeunes éduqués dans l'anticommunisme. C'est ce qui explique que dans les années suivantes, plusieurs groupes politiques apparaissent au sein de l'université, preuve de cette vitalité dissidente naissante. C'est le cas notamment de la *Agrupación Socialista Universitaria (ASU)*<sup>170</sup>, formée par des étudiants socialistes et communistes.

A la rentrée universitaire 1957-1958, d'autres étudiants se regroupent en vue de se présenter aux nouvelles élections étudiantes, sous le nom de *Nueva Izquierda Revolucionaria (NIU)*<sup>171</sup>. Quelques semaines plus tôt, ces jeunes proches du catholicisme social s'étaient regroupés pour discuter de la nécessité de fonder une nouvelle organisation politique, ne se reconnaissant pas dans les structures existantes, PCE ou PSOE. Ils rejettent le modèle d'organisation des partis traditionnels, qu'ils considèrent gangrenés par les dissensions héritées de la guerre, dont l'exil les a trop éloignés de la réalité du terrain, et dont ils pointent du doigt l'absence de démocratie interne<sup>172</sup>. La formation naissante, qui a également son pendant à Barcelone, fonctionne sans hiérarchie ni direction centralisée, s'opposant ainsi à l'organisation rigide du Parti Communiste que ces jeunes abhorrent<sup>173</sup>. La NIU pratique alors une vaste campagne de recrutement étudiant, et à Madrid elle réussit à séduire et à mobiliser majoritairement au sein de l'université de Lettres et de Droit. Ces deux groupes, ASU et NIU, s'allient sous la bannière de la *Union Democrática de Estudiantes*, coordonnant ainsi leurs actions et renforçant leurs chances de remporter les élections. C'est dans ce contexte, à la suite de

---

<sup>169</sup>Miguel Ángel Ruiz Carnicer, « Actitudes políticas, sociales y sindicales de los estudiantes universitarios españoles. (1939-1960) », dans *L'Université en Espagne et en Amérique Latine du Moyen Âge à nos jours. I: Structures et acteurs*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 1991, p. 18, [En ligne : <http://books.openedition.org/pufr/5885>]. Consulté le 7 juin 2020 : « A partir de ese momento, estos grupos empezarán a utilizar las transformadas estructuras del SEU para lograr una presencia y un acceso a los estudiantes que de otra forma les hubiera sido imposible ».

<sup>170</sup>*Agrupación Socialista Universitaria*: Agroupement Socialiste Universitaire. Sergio Vilar, *Historia del antifranquismo: 1939-1975*, Barcelona, Plaza y Janés, 1984, p. 271-272.

<sup>171</sup>*Nueva Izquierda Universitaria*: Nouvelle Gauche Universitaire.

<sup>172</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del "Felipe": de Julio Cerón a la Liga Comunista Revolucionaria*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y constitucionales, 2001, p. 36-37.

<sup>173</sup>Julio Antonio García Alcalá, *op. cit.*, p. 41 : « En la NIU no había una dirección centralizada y tampoco se creó el cargo de responsable o Secretario General. Recelosos de rígidos organigramas comunistas, prefirieron que las decisiones se tomaran con bastante autonomía en cada facultad. Sólo en los asuntos que afectaban a todo el grupo asumía más protagonismo Julio Cerón ».

rencontres et de discussions avec d'autres camarades soucieux comme lui de s'engager politiquement, et séduit par cette idée de gauche « nouvelle », que Nicolás Sartorius intègre au début de sa troisième année universitaire, à l'automne 1957, cette récente organisation étudiante : la *Nueva Izquierda Universitaria*.

#### 1.4.2.2.1957: N. Sartorius et la « Nueva Izquierda Universitaria ».

On l'a vu, quand il entre à l'université, N. Sartorius intègre un groupe monarchiste : les *Juventudes Universitarias Monárquicas Españolas*, comme en attestent plusieurs rapports de police.

*Sur le plan politique, il a d'abord milité à la JUME, sigles de l'organisation clandestine dénommée « Juventud Universitaria Monárquica Española », pendant une durée d'environ deux ans. [...] Mais le programme de ce parti ne répondait pas à ses attentes. Son statut et ses qualités en tant qu'étudiant universitaire lui faisant aspirer à un autre mode de vie, et du fait d'une grande préoccupation pour les problèmes liés aux conditions de travail et aux thématiques politico-sociales, il se rapprochait de nouvelles théories politico-sociales pouvant répondre aux préoccupations sus-citées<sup>174</sup>.*

Nicolás Sartorius fréquente alors José Manuel Arija<sup>175</sup>, étudiant politiquement proche de la Phalange dissidente, et qui l'invite à rejoindre la NIU :

*La plupart du temps, c'est via les amis ou les camarades de classe, qu'ils relançaient en permanence, que le plus souvent le groupe s'est agrandi. C'est ainsi par exemple, que José Manuel Arija a introduit Juan Tomás de Salas ou Nicolás Sartorius dans l'organisation<sup>176</sup>.*

---

<sup>174</sup>Extrait de la déposition de N.Sartorius réalisée le 01/06/1962 au siège de la Brigade Supérieure d'Investigation Sociale à Madrid, Dossier 481, Caisse 10013, Cause 652/62, Archives Générales Militaires de Madrid (AGMM) : « *Que en el aspecto político, militó primeramente en la J.U.M.E., siglas de la organización denominada «Juventud Universitaria Monárquica Española» por espacio de unos dos años. [...] Que el programa de dicho partido, no llenaba sus inquietudes, ya que él en su calidad y cualidad de universitario, aspiraba a un nuevo modo de vida, sintiendo grandes inquietudes sobre los problemas laborales y político-sociales, lo que le llevaba a buscar nuevas teorías político-sociales, en que satisfacer sus citadas inquietudes* ».

<sup>175</sup>José Manuel Arija (1937-1995), étudiant, originaire de Tolède, il est proche de la phalange dite libérale. Après avoir participé à une grève étudiante contre le déplacement de la cantine au cours de l'année 1957, il perd sa bourse et son logement. Un prêtre, Antonio Maraño, lui présente Julio Cerón qui lui propose de l'accueillir dans son appartement madrilène. Fernando Jauregui, Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, Barcelona, Argos Vergara, 1983, Vol.1, p.219-220. Julio Antonio Garcia Alcalá, *Historia del Felipe*, op. cit., p. 39-40.

Plus tard il devient journaliste et se rapproche du PSOE. Il co-fonde le journal *Cambio 16* en 1971. Il se spécialise alors dans l'information liée au monde du travail et aux revendications syndicales. « José Manuel Arija, periodista », *El País*, 20/04/1995, [En ligne : [https://elpais.com/diario/1995/04/20/agenda/798328801\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1995/04/20/agenda/798328801_850215.html)]. Consulté le 30 juillet 2020.

<sup>176</sup>Julio Antonio García Alcalá, op. cit., p. 40 : « *La manera más habitual de hacer crecer al grupo fue mediante los amigos y compañeros de curso, a los que los primeros tanteaban constantemente. Esta fue la forma, por ejemplo, en la que José Manuel Arija introdujo en la organización a Juan Tomás de Salas o a Nicolás Sartorius* ».

L'organisation, clandestine bien entendu, est pour lui une sorte de tremplin qui lui permet au cours de sa troisième année d'étude, d'être (re)connu par ses camarades, de se présenter aux élections et d'être élu représentant, puis délégué au Conseil d'étudiants de sa promotion :

*Après ce qui s'était passé en 1956, le SEU était très affaibli. On a alors introduit la possibilité pour les étudiants d'élire leurs délégués de classe. [...] C'est dans ce contexte que des étudiants m'ont proposé de me présenter pour être délégué de la licence de droit, pour les étudiants de 3ème année. Je me suis présenté, et j'ai été élu. L'année suivante aussi, si je me souviens bien<sup>177</sup>.*

Au fil du temps la NIU s'allie avec les Communistes et les Socialistes pour mieux coordonner leurs actions : ensemble ils forment la Fédération Universitaire Démocratique Espagnole (la FUDE). Au sein de la NIU, N. Sartorius œuvre à poursuivre les trois principaux objectifs du syndicat étudiant : premièrement, recruter un maximum de membres, deuxièmement, étendre son influence au sein de l'Université, et troisièmement, infiltrer les organismes de représentation étudiante<sup>178</sup>. La dynamique de captation semble fonctionner, et le nombre d'étudiants recrutés augmente assez vite<sup>179</sup>. D'autant qu'avec la réforme de la représentation étudiante, il devient encore plus facile de repérer les esprits « dissidents ». En effet, les jeunes souhaitant s'engager pour s'opposer au monopole du SEU au sein de l'université peuvent alors facilement se repérer entre eux au cours de la campagne pour ces élections. Une fois élu, N. Sartorius, avec ses camarades, s'occupe au sein du Conseil des étudiants de la défense des intérêts de ses pairs :

*Ils délibéraient des questions concernant les cours, les fascicules, et tentaient de répondre aux problèmes que les étudiants pouvaient leur soumettre. [...] Ce n'était pas des élections clandestines, on s'occupait de thèmes du quotidien comme la cantine, les résidences universitaires, les examens et les fascicules, on était en relation avec les responsables de l'université et les professeurs<sup>180</sup>.*

---

<sup>177</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien du 29 octobre 2019 : « Después del 56, el SEU quedo muy dañado. Se creó la posibilidad de que los estudiantes votaran a los delegados de curso. [...] En ese marco, unos estudiantes me propusieron que me presentara para ser delegado de curso de derecho, de tercer año. Me presenté, salí elegido. Creo que también el año siguiente. Era una especie de posibilidad que se abrió en la universidad para los estudiantes, de que los estudiantes eligiéramos los delegados ».

<sup>178</sup>Julio Antonio García Alcalá, *op.cit.*, p. 42.

<sup>179</sup> Eduardo G. Rico, *Queríamos la revolución*, Barcelona, Flor del viento, 1998, p. 47: « El nuevo movimiento se da pronto a conocer en los ambientes universitarios de Madrid y Barcelona. [...] La nómina aumenta día tras día. La recluta no cesaba ».

<sup>180</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 29 octobre 2019: « Para que votaran a las cuestiones de las clases, de los apuntes, cuestiones de los estudiantes, problemas que tenían. [...] No eran elecciones clandestinas, para ocuparse de los temas diarios –comedores, colegios mayores, exámenes, apuntes –, se relacionaban con los catedráticos, los profesores ».

Il participe également à la rédaction de tracts et de bulletins d'information. Avec ses camarades de la NIU, ils s'équipent d'une « lavadora », surnom donné à leur presse rotative rudimentaire<sup>181</sup>. Les tracts sont distribués au sein de l'Université, lancés dans la rue, et même pendant un match au stade Santiago Bernabeu<sup>182</sup>. La NIU participe au boycott du tramway de Madrid le 7 février 1957, et à celui des cours le 9 février 1957. Une fois membre de la NIU et élu étudiant, il s'implique dans la campagne de solidarité contre l'arrestation de leur jeune professeur de Droit Politique, Javier Pradera, ou dans l'organisation du boycott des cours du 21 mars 1958, en soutien aux grèves des mineurs en Asturies.

Cependant, F. Vega et P. Jauregui, qui commentent et livrent trente-six ans d'anecdotes sur l'Opposition au Franquisme dans leur ouvrage *Crónica del Antifranquismo*<sup>183</sup>, soulignent l'impact limité de la dissidence étudiante de ces années-là : « [...] La NIU était destinée, comme tant d'autres organisations étudiantes, à avoir un rôle plutôt limité<sup>184</sup> ». Certes, le rôle joué par N. Sartorius et ses camarades était modeste. Mais il contribuait à importuner le régime (faute de le déstabiliser), et ce n'était que le début d'un mouvement qui devait aller en s'amplifiant au fil des années, pour devenir un des foyers les plus actifs de l'agitation sociale contre le régime franquiste. Ces militants étudiants se sont à cette période formés aux méthodes de contestation et de communication clandestines, au travail de sappe permanent auquel ils allaient se consacrer pendant les vingt années suivantes. Par ailleurs, en manque d'ouverture culturelle, sensibles à la souffrance de leurs concitoyens et attirés par l'analyse et le traitement des inégalités proposés par les théories marxistes, ces échanges entre étudiants leur ont permis de s'armer intellectuellement et de se construire une réflexion politique solide.

#### 1.4.3. Formation intellectuelle : lectures, influences idéologiques.

Afin de mieux saisir les raisons de son engagement et la façon dont il s'est forgé intellectuellement pendant ces premières années, il convient de se pencher sur les principes qui ont contribué à structurer la pensée du futur dirigeant syndical. Pendant sa période d'études, N.

---

<sup>181</sup> Eduardo G. Rico, *op. cit.*, p. 49 : « Mientras unos debatían las teorías de Rahner, otros redactaban y confeccionaban octavillas, pasquines y boletines informativos. Era una producción muy modesta (los boletines informativos se escribían a máquina, en un folio por ambas caras) ».

<sup>182</sup> Fernando Jauregui, Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, Barcelona, Argos Vergara, 1983, Vol.1, p. 221.

<sup>183</sup> Fernando Jauregui, Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, *op. cit.*

<sup>184</sup> « A nivel universitario, forman la NIU, destinada, como tantas otras organizaciones estudiantiles, a tener un papel escasamente relevante », *ibidem*, p. 221.

Sartorius s'ouvre à d'autres lectures que celles proposées par les programmes universitaires. « *Ici on ne vient pas pour étudier ce qui devrait être, mais ce qui est* » a pour habitude de dire un de leur professeur afin d'éviter ou de mettre un terme à tout débat sur la législation franquiste<sup>185</sup>. Tout comme ses camarades désireux d'aller voir au-delà de ce que leur proposait la *doxa* du régime, il découvre les auteurs de la génération de 1898, alors bannis des programmes officiels<sup>186</sup>. Ce courant intellectuel composé d'essayistes, d'écrivains, de peintres et de musiciens, était profondément affecté par la décadence politique et sociale de l'Espagne. Le XIXe siècle espagnol avait été ponctué de coups d'états, était gangrené par le caudillisme, fragilisé par les guerres carlistes, et marqué par la perte des colonies. Ils s'employèrent donc tenter de revitaliser la culture espagnole, partant pour cela en quête de la véritable « *essence de l'Espagne* »<sup>187</sup>. Via les essais de Miguel de Unamuno, N. Sartorius découvre l'existentialisme de S. Kierkegaard, qui considère que l'univers est profondément paradoxal et que chaque individu doit faire ses propres choix, au-delà des conventions sociales. Le philosophe espagnol place également la lutte au centre de l'idéologie chrétienne : lutte contre l'ignorance, contre la corruption ou l'hypocrisie, et pour la liberté de conscience. Antonio Machado, qui avait mis sa plume au service de la II République, lui fait quant à lui parcourir l'Espagne « profonde » du parler populaire castillan, des paysans, des champs et des chemins de transhumance, au gré des poèmes qui composent *Campos de Castilla*<sup>188</sup>. N. Sartorius s'amuse également des *esperpentos*<sup>189</sup> de Ramon María del Valle Inclán : les personnages qu'il met en scène sont grotesques et décrivent une Espagne délabrée, méprisante envers le peuple et corrompue<sup>190</sup>. Si cette présentation est loin d'être exhaustive, elle permet néanmoins d'approcher les préoccupations et la structure de pensée de N. Sartorius à l'époque : la critique d'une société dévoyée, méprisante et corrompue, l'amour pour une Espagne plus modeste, « authentique », incarnée dans son peuple, et l'importance des choix et de l'action individuelle.

C'est donc tout naturellement que N. Sartorius se rapproche assez tôt de la pensée de K. Marx. Ce genre de lectures, majoritairement interdites, on les trouve à l'époque notamment dans une librairie

---

<sup>185</sup>Témoignage de Jaime Sartorius, dans José Gómez Alén, Rubén Vega García, *op.cit.*, p. 390 : « *Aquí no venimos a estudiar lo que debiera ser sino lo que es* », *les repetiría constantemente su profesor Gaspar Bayón marcando muy claramente los límites de lo permitido* ».

<sup>186</sup>Extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Todos los libros del 98* ».

<sup>187</sup>En référence au titre éponyme de l'essai en cinq parties de Miguel de Unamuno, *Esencia de España*, publié en 1895.

<sup>188</sup>Antonio Machado, *Campos de Castilla*, 1912.

<sup>189</sup> Nouveau genre littéraire inventé par l'auteur, que l'on pourrait traduire par « épouvantail », et qui mêle le grotesque à la satire.

<sup>190</sup> En guise d'exemple, nous pouvons citer *Lucas de Bohemia*, œuvre théâtrale publiée en 1920 en plusieurs épisodes dans l'hebdomadaire libéral « España ».

clandestine de Madrid, celle de Carlos Alfonso<sup>191</sup>, puis elles passent de main en main. La lecture de ces ouvrages participe également chez lui à la construction d'une culture politique dissidente, et d'un esprit critique envers la Dictature :

*On étudiait peu mais on lisait beaucoup. C'était des ouvrages assez influencés par le Marxisme, orientés plutôt à gauche, très variés, et qui bien sûr étaient interdits. Mais à l'université, je ne sais pas comment, les livres circulaient. Le prêt et l'échange de livres étaient pratiques courantes. [...] Au sein de l'université, je ne sais pas comment, mais des livres circulaient, des livres marxistes, et dont certains auteurs n'étaient pas marxistes. Je me souviens d'un livre qui a été beaucoup lu, écrit par un jésuite français, qui était assez objectif, qui s'appelait Jean-Yves Calvez. C'était un résumé assez objectif des théories de K. Marx, mais auquel on pouvait avoir accès parce que l'auteur était un jésuite* <sup>192</sup>.

À cette époque, plusieurs ouvrages circulent, et la lecture de ce jésuite français, J-Y Calvez, philosophe et politologue, est en effet assez répandue : « *une œuvre à la mode qui allait devenir notre livre de chevet à tous*<sup>193</sup> ». Dans *La pensée de Karl Marx*<sup>194</sup>, ouvrage publié en 1956, l'auteur présente le Marxisme comme étant un nouvel humanisme, et souligne l'importance des théories sur l'aliénation pour la compréhension de la société. La traduction de cet ouvrage, publiée par la maison d'édition *Taurus* en 1958, offre à de nombreux universitaires un premier contact avec cette autre vision du monde. Dans la même veine, on lit également *Marxisme et humanisme* de P. Bigo<sup>195</sup>, *La théorie marxiste de la connaissance* de M. Raphaël<sup>196</sup>, ou *Le marxisme* de G. Lefebvre, édité en France dans la collection *Que sais-je ?*<sup>197</sup>. Quelles idées retenir de ces lectures ? Tout d'abord, selon K. Marx, la classe dominante organise la société en protégeant au mieux ses intérêts, n'hésitant pas

---

<sup>191</sup>Témoignage de Jaime Sartorius, dans José Gómez Alén, Rubén Vega García, *op.cit.*, p. 391 : «*Así pues estando en la universidad leería el libro de Simone de Beauvoir, Los Mandarines, y "ese sí que me cambió la vida por completo". [...] Una obra que caería en sus manos al igual que otras – empezando por los libros de Ruedo Ibérico – en la "librería clandestina" de Carlos Alfonso situada en la calle Ríos Rosa, y cuyo contacto se lo proporcionaría su primo y amigo Nicolás Sartorius* ».

<sup>192</sup>Extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Estudiábamos poco pero leíamos mucho. Eran lecturas que iban más bien por el lado marxista, por el lado de izquierda, de todo tipo, que por cierto estaban prohibidas, pero en la universidad, no sé de qué manera, pero corrían libros. Había un intercambio de lecturas muy fluido. [...] En la universidad, no sé de qué manera, corrían libros, libros de tipo marxista, incluso algunos que no estaban escritos por autores marxistas. Me acuerdo de un libro que se leyó mucho en la universidad, que era de un jesuita francés, sobre Marx, que era bastante objetivo, que se llamaba Jean-Yves Calvez. Era un resumen bastante objetivo de las teorías de Marx, pero que se podía tener porque era de un jesuita* ».

<sup>193</sup>Eduardo G. Rico, *Queríamos la revolución*, *op. cit.*, p. 48 : « *Pronto, en 1959, una obra de moda se convertiría en el libro de cabecera de todos* ».

<sup>194</sup>Jean-Yves Calvez, *La pensée de Karl Marx*, Paris, Seuil, 1956.

<sup>195</sup>Pierre Bigo, *Marxisme et humanisme, introduction à l'œuvre économique de Karl Marx*, Paris, PUF, 1953.

<sup>196</sup>Max Raphaël, *La théorie marxiste de la connaissance*, Paris, Gallimard, 1937.

<sup>197</sup>Georges Lefebvre, *El marxismo*, Buenos Aires, Editorial Universitaria, 1959.

Julio Antonio García Alcalá, *Historia del "Felipe"*, *op. cit.*, p. 47.

pour cela à employer la force de l'Etat (législation, police, armée). D'autre part, il défend le fait que l'émancipation des travailleurs, qui doit selon lui passer par la modification des structures politiques et sociales, et des règles économiques, ne peut advenir que par l'action collective des travailleurs eux-mêmes. Par ailleurs, N. Sartorius a également dû avoir accès à une traduction ou à un commentaire du traité de V. I. Lenine, *Que faire ?*<sup>198</sup>, dans lequel il affirme que la classe ouvrière ne deviendra pas spontanément révolutionnaire et où il prône la formation d'une élite d'avant-garde qui diffuse ces idées marxistes auprès des travailleurs. Il fallait qu'une élite éclairée fasse comprendre aux travailleurs qu'ils n'étaient pas seulement une classe « en soi », mais qu'ils devaient devenir une classe « pour soi », en défendant leurs intérêts.

D'autre part, les jeunes de la NIU se regroupent autour de la figure d'un intellectuel, Julio Cerón, diplomate libéral, charismatique, cultivé, bon vivant, fortuné, et qui entretient un large réseau de connaissances « éclairées »<sup>199</sup>.

*Il avait un leadership qu'aucun scrutin ne lui avait conféré, mais qui était bien réel car le simple fait de mentionner Julio était une garantie en soi. Julio te mettait en contact avec une personne qui avait des tas d'affinités avec toi. [...] Au début il n'était question que de faire connaissance, et à partir de là le mécanisme se mettait en marche. [...] J. Cerón avait un véritable talent pour faire se rencontrer des gens d'horizons divers*<sup>200</sup>.

À partir du moment où N. Sartorius rencontre Julio Cerón<sup>201</sup>, quand il intègre la NIU, il assiste aux séminaires et aux débats que celui-ci organise. Il se rend alors soit chez un des membres du groupe, Manuel Lizcano, ou bien dans le bar « La Mezquita », place Alonso Martínez<sup>202</sup>, mais le plus souvent dans un appartement que le diplomate met également à disposition de certains militants boursiers, expulsés de leur résidence universitaire à cause de leurs activités subversives. Dans cet appartement

---

<sup>198</sup>Vladimir I. Lenine, *Que faire ?*, 1902.

<sup>199</sup>Jordi A. García Alcalá, *Historia del "Felipe": de Julio Cerón a la Liga Comunista Revolucionaria*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y constitucionales, 2001, p. 48-49.

<sup>200</sup>Témoignage de Joaquin Aracil (1930-2009), cité dans Jordi A. García Alcalá, *op. cit.*, p.49 : «Tenía un liderazgo no contrastado en ninguna votación, sino comprobado por el mero hecho de que la pura referencia a Julio era una garantía. Aquel con quien te ponía en contacto Julio respondía a un montón de afinidades contigo. [...] Al principio solo pretendía hacer unos contactos, y a partir de ahí la maquina empezaba a andar. [...] Cerón tuvo un verdadero arte para aglutinar a gente diversas ».

<sup>201</sup>D'après le témoignage de Juan Tomás de Salas publié dans Eduardo G. Rico, *Queríamos la Revolución*, *op.cit.*, p. 48, la rencontré aurait eu lieu au moment des événements de Madrid, au mois de février 1956 :« Vino entonces un estudiante hacia nosotros, era un amigo, creo recordar que Paco Montalvo: "Venid conmigo", y nos llevó hasta un café cercano, que era al parecer un refugio seguro. Allí nos presentó a otro amigo, mayor que nosotros, "Julio Cerón", nos dijo. »

<sup>202</sup>Julio Antonio García Alcalá, *ibidem.*, p. 42.

qu'il loue dans la rue Alonso Cano, également à Madrid, J. Cerón organise des conférences et des séminaires sur des questions sociétales, mais également religieuses<sup>203</sup>.

*Il y avait un courant chrétien [...]. Moi je n'ai jamais fait partie de ce courant-là. Je n'avais pas de formation religieuse sérieuse, profonde. Ma famille allait à la messe mais pas plus. Il leur importait peu que nous ayons une formation religieuse. Nous étions beaucoup de frères et sœurs et ils ne pouvaient pas s'occuper de ça. Bref, je n'ai jamais eu de formation religieuse solide<sup>204</sup>.*

Le christianisme social est donc présent au sein du groupe, mais N. Sartorius fait plutôt partie de ceux qui disent se positionner à la gauche du Parti Communiste. Ils condamnent les crimes du Stalinisme et la récente invasion de la Hongrie en 1956, tout comme la rigidité et l'absence de démocratie interne au sein du parti.

*Le groupe s'est bientôt défini comme étant d'extrême-gauche (J. Cerón lui-même avait l'habitude de répéter "on est le plus à gauche de tous"). [...] Ils se considéraient comme Marxistes, tout en critiquant durement le dogmatisme et le sectarisme du Parti Communiste Espagnol<sup>205</sup>.*

Nicolás Sartorius est sensible aux théories marxistes qui vont modeler ses convictions politiques, lui offrant une grille de lecture de l'Histoire, ce qui lui permet de répondre aux questions qu'il se pose, et d'expliquer les injustices dont il est témoin. Mais dans un premier temps, il ne se sent pas proche du Parti Communiste, se trouvant de fait dans une situation paradoxale, entre défiance envers la rigidité de l'organisation et admiration de ses idéaux et de ses conquêtes.

---

<sup>203</sup>Eduardo G.Rico, *Queríamos la revolución*, op. cit., p. 49 : « Cerón principalmente siguió mostrándose activo con la organización de conferencias y seminarios sobre cuestiones teológicas y sociales. Las reuniones se celebraban en un piso que tenía en la calle de Alonso Cano y a ellas acudían otros jóvenes cristianos ». Sergio Vilar, *Historia del antifranquismo*, op. cit., p. 273 : « Julio Cerón había alquilado una vivienda en la calle Alfonso Cano que se convertiría en la sede formal del Frente. En este piso, el primero que se estableció fue Francisco Díaz del Corral (Paíto). Escasos meses después, se decidió que lo acompañarían José Manuel Arijá, estudiante de derecho y Diego Ignacio Matero del Peral. Ambos habían sido despojados, por su participación en las huelgas estudiantiles, de su único beneficio: residir en un Colegio Mayor ».

<sup>204</sup>Extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « Había una rama cristiana en el FLP. Yo nunca estuve en esta rama. No tenía una formación religiosa seria, profunda. Mi familia iba a misa pero nada más. No tenían interés en que tuviéramos una formación religiosa. Éramos muchos hermanos y mis padres no se podían ocupar, etc. Entonces nunca tuve una formación religiosa seria ».

<sup>205</sup>Sergio Vilar, *Historia del antifranquismo*, op. cit., p. 275 : « El grupo se caracterizó pronto como de extrema izquierda (el propio Cerón solía repetir que "estamos más a la izquierda que nadie"). [...] Se consideraban marxistas, al mismo tiempo que hacían duras críticas al PCE por su dogmatismo y sectarismo ».

## CHAPITRE 2. LA FORGE D'UN OPPOSANT (1959-1962)

## CHAPITRE 2. LA FORGE D'UN OPPOSANT

(1959-1962)

En 1959, beaucoup d'Espagnols vivaient encore dans des conditions misérables, et le pays était économiquement à bout de souffle. Nicolás Sartorius témoigne :

*Jusqu'à la fin des années cinquante, on pouvait encore remarquer le manque de produits essentiels, l'immense majorité de la population vivait dans l'adversité alors qu'une minorité amassait de grandes fortunes grâce au marché noir, aux circuits privilégiés de crédits, à l'obtention de permis d'importation, et à une spéculation abusive, étalée aux yeux de tous et en toute impunité.<sup>206</sup>*

Il est vrai que deux décennies d'autarcie, de corruption à grande échelle, de déficit budgétaire et commercial, le tout couronné par un financement inflationnaire de l'économie avaient conduit le pays au bord de la banqueroute. Les Etats-Unis avaient bien apporté une aide destinée à soutenir l'industrialisation du pays (afin de soutenir l'allié anti-communiste et de pourvoir aux besoins en charbon et en métaux de l'Europe), mais les mauvaises récoltes, l'absence de modernisation de l'agriculture et l'espoir d'opportunités nouvelles provoquèrent l'exode rural de milliers de journaliers agricoles se pressant -dans le plus grand dénuement- aux portes des zones industrielles madrilènes, catalanes et basques. La production de matières premières agricoles diminuait et, avec elle, l'augmentation des prix et la baisse des exportations, et donc des devises nécessaires à l'import. Le pays était donc au bord de la cessation de paiement. Bien que peu ou pas préparé à saisir toute la complexité des mécanismes macroéconomiques dont dépendait l'économie d'un pays, F. Franco était néanmoins conscient qu'il fallait mettre un terme à la crise économique et aux troubles à l'ordre public auquel le régime se voyait confronté.

*Les événements de 1956 avaient prouvé qu'un vif mécontentement au sein de la classe moyenne était présent, et les grèves de cette année-là attestaient que la classe ouvrière commençait à relever la tête, au point que le régime accepta des*

---

<sup>206</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa: sobre la dictadura de Franco*, Barcelona, Crítica, 2002, p.91: «Hasta finales de los años cincuenta todavía se hacía notar la falta de productos esenciales, la inmensa mayoría de la población padecía calamidades y mientras tanto una minoría amasaba grandes fortunas por medio el estraperlo, los circuitos privilegiados de crédito, los permisos de importación y un agiotaje que campaba por sus respetos».

*revalorisations salariales bien au-delà du possible afin d'apaiser le malaise social.*<sup>207</sup>

En 1957, il forme un nouveau gouvernement dans lequel il met de côté la Phalange et fait la part belle à ceux qu'on appelle les « technocrates ». La nouvelle équipe, avec à sa tête l'homme de confiance du dictateur, Luis Carrero Blanco, met en place plusieurs réformes destinées à moderniser l'Espagne et la sortir de l'impasse politique et économique : rationalisation administrative, institutionnalisation du régime, et réforme économique, nous y reviendrons. Cependant la libéralisation (toute relative) du marché du travail et un décret d'augmentation salariale ne suffisent pas à endiguer la crise. C'est alors que les Etats-Unis proposent une nouvelle fois leur aide. La Banque Mondiale est disposée à accorder des fonds à l'Espagne, mais à condition que des mesures drastiques soient mises en place pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements et réduire l'inflation galopante : rigueur budgétaire, gel des salaires, dévaluation de la peseta afin d'attirer les investissements étrangers et encourager l'export, fin de l'interventionnisme d'Etat et du financement inflationnaire du budget. Ainsi, selon l'historien Enrique Moradiellos, « *paradoxalement, le régime politique qui avait littéralement interrompu pendant vingt ans le processus de modernisation économique et sociale qui avait débuté en Espagne à la fin du XIXème siècle, allait s'ériger de la sorte en son nouveau parrain et promoteur*<sup>208</sup> ». Mais la récession économique qui en résulte d'abord provoque la fermeture d'entreprises et des milliers d'Espagnols se retrouvent sans ressources. Et pour ceux qui conservent leur emploi, la baisse drastique des salaires et le gel des primes font que leurs conditions de vie se dégradent de façon inquiétante. En 1961, une phase de croissance économique s'amorce, mais les retombées ne sont pas immédiates, et la colère des secteurs ouvriers est grandissante.<sup>209</sup>

---

<sup>207</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa, op.cit.*, p.87, «*Los acontecimientos del 56 habían demostrado que existía un fuerte descontento en las capas medias de la sociedad y las huelgas de aquel año acreditaban que la clase obrera empezaba a levantar cabeza, hasta el punto de que el régimen aceptó subidas salariales muy por encima de lo posible con el fin de aplacar el malestar social*».

<sup>208</sup>Enrique Moradiellos, *La España de Franco (1939-1975), Política y sociedad*, Madrid, Síntesis, 2003, p. 135:«*De este modo, paradójicamente, el régimen político que había interrumpido literalmente durante veinte años el proceso de modernización económica y social iniciado en España a finales del siglo XIX, se erigiría así en su nuevo promotor y patrocinador*».

<sup>209</sup> Enrique Moradiellos, *La España de Franco (1939-1975), op.cit.*, p.128-136. N. Sartorius, J. Alfaya, *La memoria insumisa, op.cit.*, p.73-118.

## 2.1. LE FRENTE DE LIBERACIÓN POPULAR : DE L'INITIATION POLITIQUE A L'ILLUSION DE LA REVOLUTION PACIFIQUE.

### 2.1.1. 1959: De la Nueva Izquierda Universitaria au Frente de Liberación Popular.

On se souvient qu'à l'aune des protestations étudiantes de 1956, des intellectuels et des étudiants chrétiens originaires de Madrid, Barcelone, Santander ou du Pays Basque, se rassemblèrent et formèrent, dans les mois qui suivirent, une nouvelle association étudiante<sup>210</sup> : la *Nueva Izquierda Universitaria*. N. Sartorius intègre ce groupe à partir de l'automne 1958.

*Avant le "Felipe", il y avait quelque chose qui s'appelait la NIU, la Nouvelle Gauche Universitaire [...] C'était la branche universitaire de ce qui, plus tard, allait être le Felipe.*<sup>211</sup>

Bien que sensibles aux théories de K. Marx, ces jeunes gens ne souhaitent pas rallier le Parti Communiste d'Espagne dont ils se sentent éloignés. Ils estiment que le PCE est en décalage par rapport à la réalité du pays de la fin des années 1950, qu'il est ankylosé par son dogmatisme et le traumatisme de la Guerre Civile. C'est pourquoi, deux ans après la naissance de la NIU, au printemps 1958<sup>212</sup>, ils fondent un parti en adéquation avec leurs idées : le *Frente de Liberación Popular* (FLP)<sup>213</sup>. Le choix de ce nom fait bien entendu écho aux Fronts de Libérations qui mènent à cette époque des guerres de guérilla à Cuba, en Algérie ou au Vietnam, contre des adversaires bien plus puissants qu'eux économiquement et militairement. Pour eux, créer un « Front », c'est se donner pour objectif de rassembler les différents mouvements d'inspiration socialiste. La relation que le *Frente* entretient avec le PCE est un mélange complexe d'admiration et de répulsion : on envie son bilan, son aura et sa discipline, mais on lui reproche son sectarisme et son organisation hiérarchique. C'est pourquoi ils se

---

<sup>210</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»: de Julio Cerón a la Liga Comunista Revolucionaria*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y constitucionales, 2001, p.39.

Sergio Vilar, *Historia del antifranquismo*, op.cit., p.272.

<sup>211</sup>N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017: «*Antes del Felipe, había una cosa que se llamaba la NIU, la Nueva Izquierda Universitaria. [...] La NIU era la rama universitaria de lo que después será el Felipe*».

<sup>212</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.44.

Sergio Vilar, *Historia del antifranquismo: 1939-1975*, Barcelone, Plaza y Janés, 1984, p.272.

<sup>213</sup> Eduardo G. Rico, *Queríamos la revolución*, Barcelona, Flor del viento, 1998, p.101: «*Buena parte de la militancia universitaria quería un partido. Un partido hecho y derecho a la manera leninista*».

N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017: «*Antes del Felipe, había una cosa que se llamaba la NIU, la Nueva Izquierda Universitaria). [...] La NIU era la rama universitaria de lo que después será el Felipe*».

considèrent plus radicaux que le Parti Communiste. Ainsi, un des membres fondateurs du FLP, Ignacio Fernández de Castro, dans son essai *Teoría sobre la revolución* qui présente les grands principes du mouvement, dépeint un courant révolutionnaire chrétien qui ferait face au Communisme « *qui s'est transformé, de par son dogmatisme absurde, en une force conservatrice*<sup>214</sup> ». L'historien et sociologue Sergio Vilar, contemporain de la période, qui s'est spécialisé dans l'étude de l'opposition au Franquisme, commente ce mélange d'attraction et d'hostilité des *Felipes* envers le PCE.

*(Ceux que l'on surnomme) Les "Felipes" transposent leur foi chrétienne dans une pratique plus ou moins révolutionnaire, tandis qu'une des caractéristiques essentielles des Communistes est qu'ils vivent leur pensée marxiste-léniniste comme une foi hautement religieuse.*<sup>215</sup>

Néanmoins, le *Frente de Liberación Popular*, plus qu'un véritable parti d'opposition politique, efficace et coordonné, est d'abord un cercle de connaissances qui grandit au fur et à mesure des rencontres. Le groupe est assez hétérogène, on y retrouve côte à côte d'anciens Phalangistes, d'ex-membres des Jeunesses Ouvrières Chrétiennes, ou de jeunes Monarchistes comme Nicolás Sartorius. Au départ, leurs réunions sont ouvertes aux nouveaux participants, comme à de nouveaux contenus<sup>216</sup>.

*On aurait dit un cercle politique, mais avec un fond idéologique véritablement limité, comme un groupe de débat en quelque sorte. [...] Dans l'appartement de la rue Alonso Cano, tu pouvais aussi bien tomber sur un livre de droit pénal que sur des Évangiles ou sur un Épître que Julio Cerón laissait sur la table, pendant qu'on écoutait des chansons de G. Brassens.*<sup>217</sup>

Ni chez les étudiants de la NIU, ni au sein du FLP, il n'existe de direction centralisée, de poste de responsable ou de secrétaire général. Lorsqu'il y a des décisions à prendre, c'est au sein de chaque université. La NIU participe aux Comités de Coordination Universitaire, clandestins on le rappelle, qui apparaissent à la rentrée universitaire 1958 pour organiser et harmoniser les positions et les actions

---

<sup>214</sup>Sergio Vilar, *Historia del antifranquismo*, op.cit., p.274: «*Que se ha convertido ya, por su absurdo dogmatismo, en una fuerza conservadora*».

<sup>215</sup>Sergio Vilar, *Historia del antifranquismo*, op.cit., p.274: «*Los "felipes" trasladaban consecuentemente su fe cristiana a la práctica más o menos revolucionaria, mientras una de las características esenciales de los comunistas es que viven su pensamiento marxista-leninista como una fe altamente religiosa*».

<sup>216</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del « Felipe »*, op.cit., p.47: «*Las reuniones eran excesivamente abiertas y a ellas se podían presentar tanto las personas que estaban claramente implicadas en la actividad política como sus conocidos y amigos. No se daba ningún tipo de carné y la frontera entre "simpatizante" y "militante" era sumamente imprecisa*».

<sup>217</sup>Témoignages d'Esther Benítez et Fernando Martínez Pereda, cités dans Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.43-44: «*Parecían tertulias políticas con poco fondo ideológico real, eran una cosa muy amateur, como un club de debate. [...] En el piso de Alonso Cano lo mismo te encontrabas un libro de derecho penal que unos Evangelios o una Epístola que ponía Julio Cerón encima de la mesa mientras sonaban las canciones de Brassens*».

des différents groupes d'opposition étudiante.<sup>218</sup> Bien que n'ayant jamais été désigné ou élu à la tête du FLP, Julio Cerón en est bien le leader charismatique. On admire sa formation culturelle, sa position de diplomate, son large cercle d'amis. De plus, sa fortune lui permet de prendre en charge une grande partie des dépenses de fonctionnement du groupe. C'est dans le courant de l'année 1959 que le parti commence à être structuré et que Julio Cerón en est nommé le Secrétaire Général. Les réunions ne sont désormais plus aussi ouvertes, et ceux qui y participent doivent respecter un certain nombre de consignes de sécurité<sup>219</sup>. Néanmoins, si le nombre de militants a significativement augmenté, le FLP reste minoritaire dans l'Opposition, et inconnu en dehors du milieu étudiant et d'un cercle d'intellectuels initiés.

Comment ce groupe de jeunes gens, enthousiastes mais encore amateurs, a-t-il pu échapper aux griffes de la police politique pendant ses trois premières années d'existence ? Il est certain que la police a été au courant des activités du *Frente*. Les réunions étaient excessivement ouvertes et les *Felipes* n'avaient aucune expérience dans la lutte contre la Dictature. De plus, la police franquiste avait par le passé démantelé des groupes d'opposition bien mieux aguerris à la lutte clandestine. Mais cet amateurisme, tout comme le catholicisme qui imprégnait leur idéologie, ont peut-être initialement conduit à les juger inoffensifs. Et bien que subversifs, il est probable que leur position économique et sociale, voire leur réseau d'influence, leur aient un temps épargné les foudres de l'appareil répressif.<sup>220</sup> Sans compter qu'il n'est pas exclu que leur surveillance ait pu laisser espérer aux autorités qu'elles se donnaient ainsi la possibilité de remonter jusqu'à d'autres foyers de subversion.

### 2.1.2. L'échec de la Huelga Nacional Pacífica.

En février 1959, des dirigeants du FLP se réunissent avec Jorge Semprún, alors membre du Comité Exécutif du PCE. Il leur propose de s'allier pour organiser une grève nationale unitaire : la *Huelga Nacional Pacífica*. Il se trouve que depuis 1948, le PCE avait cessé de soutenir la lutte armée dans les maquis, les pertes étant nombreuses, le succès improbable, et le soutien international quasiment

---

<sup>218</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.54.

<sup>219</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.53.

<sup>220</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.50: «Es muy posible que la policía franquista estuviera al corriente de la actividad de los felipes pero los considerara poco peligrosos debido a su aparente carácter democrata-cristiano. La misma procedencia social de muchos de sus miembros podría avalar la tendencia a no forzar la presión represiva más allá de lo estrictamente necesario».

nul<sup>221</sup>. Huit ans plus tard, en juin 1956, le PCE avait annoncé sa nouvelle ligne politique : la Réconciliation nationale<sup>222</sup>. Le projet partait d'un constat biaisé : selon lui, la Dictature était à bout de souffle. Mais les observateurs communistes avaient bien saisi que la nouvelle génération d'Espagnols, qui n'avait pas vécu la Guerre Civile, ne se reconnaissait pas dans l'opposition entre Vainqueurs et Vaincus, héritée du conflit, et ce contrairement au régime franquiste qui maintenait un discours polarisant et manifestait toujours un anticommunisme viscéral. Selon la nouvelle tactique adoptée par le Parti, toutes les voix dissidentes devaient désormais s'unir, de quelque bord qu'elles fussent, afin de lutter ne serait-ce que pour des avancées partielles, dans le but d'améliorer les conditions de vie du peuple espagnol. Cette union des forces démocratiques devait permettre à terme la décrédibilisation et l'érosion du régime. C'est dans cette perspective qu'en 1958, le PCE convoque une Journée de Réconciliation Nationale. Cependant, le 5 mai, malgré l'important travail de propagande conduit par les militants communistes, la peur de la répression policière et des répercussions économiques ont raison des mobilisations espérées, qui s'avèrent en effet peu nombreuses. Néanmoins aveuglé par un optimisme confinant à un volontarisme notoire, le Parti affirme que la journée a été un succès, et prépare une nouvelle mobilisation<sup>223</sup>. La *Huelga Nacional Pacífica*(HNP) <sup>224</sup> programmée pour le 18 juin 1959, est vue comme l'étape suivante, fondamentale pour faire chuter le Régime. Et même si certains, comme Simón Sánchez Montero, fer de lance de l'opposition communiste de l'intérieur, en pressentaient l'échec, ils pensaient en faire tout du moins une action de propagande, leur permettant de gagner le soutien des masses et de faire connaître la nouvelle proposition d'action du PCE : la Réconciliation Nationale. C'est pourquoi pendant les mois qui précèdent, les Communistes s'emploient à convaincre les partis et mouvements d'opposition de se joindre à l'initiative.

C'est ainsi que malgré leurs différends, mais conscients de leurs points communs et de la nécessité de s'associer pour fragiliser la Dictature, le FLP accepte de se joindre à la préparation de la journée de grève. Florence Belmonte, qui s'est penchée sur l'opposition étudiante madrilène des années 1960, analyse en ces termes les relations complexes entre les deux partis :

---

<sup>221</sup> Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, S.A., 1998, p.36-37.

<sup>222</sup> Parmi les nombreuses études sur la politique de Réconciliation Nationale, on peut se référer à l'article de Carme Molinero, « La política de reconciliación nacional. Su contenido en el franquismo, su lectura en la Transición », *Ayer*, n°66, 2007, p.201-225. [En ligne: [http://revistaayer.com/sites/default/files/articulos/66-7-ayer66\\_PoderesPrivadosRecursosPublicos\\_PanMontejo.pdf](http://revistaayer.com/sites/default/files/articulos/66-7-ayer66_PoderesPrivadosRecursosPublicos_PanMontejo.pdf) ] Consulté le 23 octobre 2020.

<sup>223</sup> Gregorio Morán, *Miseria y Grandeza del Partido Comunista de España, 1939-1975*, Barcelone, Planeta, 1986, p.311-321.

<sup>224</sup> «Huelga Nacional Pacífica»: Grève Nationale Pacifique. Gregorio Morán, *Miseria y Grandeza del Partido Comunista de España*, op.cit., p.321-328.

*Les relations du Front avec le PCE étaient comparables à celles que les partis d'extrême gauche entretenaient en général avec leurs Partis Communistes respectifs, un mélange complexe d'attraction et de répulsion qui se traduisait sur le terrain par des moments de collaboration dont chacun voulait tirer bénéfice en cas de réussite et éventuellement rejeter la responsabilité sur son voisin dans les moments d'échec.*<sup>225</sup>

Julio Cerón sait bien à ce moment qu'en participant à cette grève certains militants risquent de se faire arrêter, mais il espère qu'ainsi le *Frente* finira par gagner en notoriété dans les milieux populaires et en crédibilité auprès de leurs homologues antifranquistes<sup>226</sup>. Ainsi donc, ses militants impriment et diffusent de nombreux tracts : plus d'un million sont distribués rien qu'à Madrid. Et c'est pourquoi le 17 juin 1959, on voit, à l'occasion d'un match du Real de Madrid au Camp Nou, N. Sartorius lancer des dizaines de tracts, dissimulé par la foule des gradins<sup>227</sup>.

Cependant, cette journée de grève est un échec. Et de fait, suite à de nombreux désaccords, le *Frente* sera finalement le seul allié « *d'importance* <sup>228</sup> » de cette journée d'action. Il est clair que malgré la sympathie des secteurs populaires pour l'initiative, la mobilisation n'est pas celle escomptée<sup>229</sup>. Voici un extrait du rapport que Fernando Claudín adresse à ce moment à Santiago Carrillo, Secrétaire Général du parti :

*La grève a été un échec total à Madrid, comme partout ailleurs, mis à part dans quelques villages andalous, où il y a eu quelques interruptions partielles du travail [...] L'échec est indéniable. Les observateurs, des Communistes français, que nous avons envoyés à Madrid et dans différentes capitales de province, sont revenus*

---

<sup>225</sup> Florence Belmonte, *Madrid, février 1965. Une ligne de partage?*, Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée, 2008, p.183.

<sup>226</sup> Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.57: «Julio creía, y probablemente tenía razón, que unas detenciones podrían dar nombre al FLP y constituir un polo de atracción para nuevas personas».

<sup>227</sup> Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.60, Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.1, Barcelone, Argos Vergara, 1983, p.221.

<sup>228</sup> Gregorio Morán, *Miseria y Grandeza del Partido Comunista de España*, op.cit., p.329.

<sup>229</sup> Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.67: «Ha habido una supervaloración de la fuerza de oposición. Se pueden conseguir jornadas de protesta pacífica en un régimen dictatorial, por ejemplo, el boicoteo de servicio públicos, cines, etc. Pero una huelga es bastante más grave y requiere una organización de agitadores profesionales muy bien introducidas en la clase obrera».

Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op.cit., p.42: «El fracaso de ambas convocatorias mostraba importantes errores de percepción de los dirigentes de las organizaciones obreras antifranquistas, así como la mayoría de los trabajadores no secundaban convocatorias lanzadas por directorios políticos, desvinculadas de reivindicaciones concretas sobre condiciones de vida y trabajo, de más que dudoso éxito y de elevadísima peligrosidad. Por otra parte, la represión desencadenada por las huelgas anteriores había desarticulado los núcleos obreros más combativos y atemorizado a los demás trabajadores; además los movimientos reivindicativos precedentes no habían movilizado a la mayoría de los trabajadores españoles sino a mayoría amplias en las regiones más industrializadas».

*en nous disant que malgré tous leurs efforts, ils n'ont pas observé le moindre signe de mobilisation ni de grève : la normalité a été totale.*<sup>230</sup>

De surcroît, le PCE paie sévèrement l'appel à la grève : plusieurs dirigeants sont arrêtés en amont de la journée de grève, dont Simon Sánchez Montero. De son côté, le FLP n'est pas épargné : dix-sept militants sont arrêtés dans les jours qui suivent. Julio Cerón, qui était en déplacement à Genève au siège de l'Organisation Internationale du Travail, reçoit une convocation du Gouvernement. Ne cherchant pas à fuir, il prend le premier avion pour rentrer à Madrid où la police l'attend à l'aéroport de Barajas. Le temps est alors fini où le *Frente* était vu par le Régime comme un groupe de jeunes bourgeois turbulents. Désormais, il s'est hissé au rang de groupe subversif à neutraliser.

## 2.2. LA « CENTRAL DE PERMANENTES » : DE LA RADICALISATION AU « COUP D'ÉTAT »

A l'issue de ces événements, Nicolás Sartorius réussit à s'enfuir de justesse. Son camarade José Manuel Arija<sup>231</sup> l'accompagne dans sa fuite et, ensemble, ils se rendent à Paris. On le sait, la capitale française a accueilli la fine fleur de l'exil politique espagnol : Anarchistes, Communistes, Socialistes, qui bien qu'unis dans le malheur, et jugés indésirables par leur pays d'accueil<sup>232</sup>, nourrissent toujours les rancœurs liées à leurs responsabilités respectives dans la défaite de la république vingt ans plus tôt. Là-bas N. Sartorius et J. M. Arija rencontrent ces exilés et occupent différents emplois : commis de cuisine, manœuvres sur des chantiers, portiers...<sup>233</sup> Ils finissent par rentrer en Espagne quelques mois plus tard, au début de l'année 1960, munis de faux passeports : « *l'imitation était tellement*

---

<sup>230</sup>Rapport de F. Claudín cité dans Sergio Vilar, *Historia del antifranquismo*, op.cit., p.278: «*La huelga resultó un fracaso total en Madrid, y en todas partes salvo en algunos pueblos andaluces, donde hubo paros parciales. [...] Es un desastre sin paliativos. Los observadores, comunistas franceses, que habíamos enviado a Madrid y diferentes capitales de provincia, regresan diciendo que por mucho que se han afanado no han visto el más mínimo signo de movilización ni de huelga: la normalidad ha sido absoluta.*».

<sup>231</sup> José Manuel Arija(1937-1995) : C'est lui qui introduit dans la NIU N. Sartorius et ses amis des JME. Etudiant, il est proche de la phalange dite « libérale ». Plus tard il devient journaliste et se rapproche du PSOE. Il co-fonde le journal *Cambio 16* en 1971. Il se spécialise alors dans l'information liée au monde du travail et aux revendications syndicales.

<sup>232</sup> Jordi Guixé, «La répression des républicains espagnols en France (1937-1951) », *Relations Internationales*, n°142, 2010, p.71-86. [En ligne : <https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2010-2-page-71.htm> ]. Consulté le 24 octobre 2020.

<sup>233</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.1,op.cit., p.223.

*grossière qu'on se demande comment la police ne s'en rendait pas compte à la frontière*<sup>234</sup> ». Il est vrai que la lecture des différents rapports des services de police montre que le régime ignore tout de l'exil parisien de N. Sartorius. Ils précisent qu'il ne s'est pas présenté au service militaire à l'automne 1959, mais ce constat n'est pas suivi de commentaires sur son séjour parisien, et encore moins sur son appartenance au FLP<sup>235</sup>.

Pendant ce temps, à Madrid, le *Frente* est orphelin de J. Cerón. Certains des « anciens » tentent de s'organiser et assument la direction du parti<sup>236</sup>. Ils commencent par établir des canaux de communication avec les *Felipes* incarcérés, et notamment avec lui. Sa mère, qui réproche l'engagement politique de son fils, se charge toutefois de transmettre des notes de ce dernier à d'autres *Felipes*, dont Nicolás Sartorius, de retour à Madrid. Par ailleurs, le procès des membres du *Frente* qui a lieu au mois de novembre laisse un goût amer à ses militants. Certes, ils déplorent l'arrestation de J. Cerón et de leurs camarades, mais ils regrettent aussi que la défense n'ait pas fait du procès une tribune de dénonciation du Franquisme. J. Cerón pendant son procès déclare appartenir à une génération ayant dépassé les haines de la Guerre Civile et souhaitant « *travailler pour reconstruire une Espagne où règnera la justice, où chacun trouvera sa place*<sup>237</sup> ». Mais la défense, représentée entre autres par J. M. Gil Robles<sup>238</sup>, minimise l'action du FLP et insiste sur la composante catholique du groupe. Les nouveaux dirigeants du *Frente* souhaitent désormais rompre avec cette connexion catholique et, dans cet objectif, insistent sur la défense de la laïcité, de la liberté d'opinion et de confession, et de l'abrogation du concordat de 1953 qui avait institutionnalisé un ensemble de privilèges et une collaboration étroite entre l'Église catholique et l'État espagnol<sup>239</sup>.

---

<sup>234</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo, vol.1, op.cit.*,p.223: «*Eran tan chapuceros que no se entiende como la Policía no se daba cuenta en la frontera*».

<sup>235</sup>Rapport de la Police de Saint-Sébastien, Causa 652/62, Archivo General Militar de Madrid, Fondo Moderno, Legajo 481, Caja 10013, p.195: «*Carece de toda clase de antecedentes en los Archivos de esta Comisaria, excepto que figura como prófugo del reemplazo de 1959*».

<sup>236</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.71.

<sup>237</sup>Manuel Tuñón De Lara, « Le procès des catholiques de Madrid », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, n° 52, 2017, p. 230-231. [En ligne : <http://journals.openedition.org/bhce/975> ]. Consulté le 24 octobre 2020.

<sup>238</sup> José María Gil Robles (1898-1980) est le chef de la Confédération Espagnole des Droites Autonomes (CEDA), coalition majoritaire au Parlement républicain entre 1933 et 1936. Après la Guerre Civile il s'exile, et manœuvre sans succès afin d'instaurer une monarchie parlementaire. Il revient en Espagne en 1953 et soutient différents groupes d'opposition conservateurs. Il est arrêté en 1962 à la suite de ce que la Dictature a appelé le « Contubernio de Munich ». Avec le rétablissement de la démocratie, il finit par intégrer la coalition de droite « Alianza Popular ».

<sup>239</sup>A partir du Concordat signé en 1953, l'État destine des fonds importants à l'Église, et reçoit en échange le droit de présentation qui n'était auparavant octroyé qu'aux monarques absolus sous l'Ancien Régime. En échange, l'Église se voit attribuer un ensemble de privilèges : contrôle exclusif de l'enseignement, des Mariages, de la censure, le droit d'ouvrir des universités, des journaux et des chaînes de radio, entre autres. Jean Lucien-Brun, « La politique concordataire du Pape Pie XII », *Annuaire français de droit international*,

Ils veulent effacer l'image des *Felipes*, fils de bonne famille, jeunes catholiques progressistes, certes « remuants » mais inoffensifs. C'est pourquoi certains vont jusqu'à prendre leurs distances par rapport à la politique de Réconciliation Nationale promue par le PCE, pour se rapprocher de la lutte des classes et répondre à l'appel de la tendance révolutionnaire :

*Tous les groupes antifranquistes ne jurent que par l'union de tous les Espagnols, la réconciliation, la cohabitation, un « élan national ». La raison invoquée est que la Guerre Civile a divisé les Espagnols en deux camps, Vaincus et Vainqueurs, Républicains et Rebelles. Et on nous répète que la première chose à faire est de créer une démocratie bourgeoise qui donne libre cours aux activités politiques. Une démocratie bourgeoise que d'aucuns appellent dictature de la bourgeoisie. Voulons-nous une dictature de la bourgeoisie ? Non. Mais il existe une autre théorie qu'on appelle « de la lutte des classes », qui permet d'expliquer pourquoi nous en sommes arrivés à ces deux Espagnes. Nous devons nous définir en tant que groupe révolutionnaire, c'est la seule façon d'être efficaces. [...] Et à ceux qui nous diraient que les conditions objectives ne sont pas propices à la révolution, nous leur répondons que nous le savons bien, et que c'est pour cela que nous sommes en campagne révolutionnaire, pour que ces conditions deviennent effectives<sup>240</sup>.*

Un autre point important de « l'après-HNP » est la volonté de parvenir à une organisation structurée et efficace. L'essentiel n'est plus de débattre autour des différentes théories révolutionnaires dans l'air du temps, ils veulent mettre un terme au FLP qui se résumait au groupe d'amis se plaisant à échanger et débattre. Beaucoup souhaitent que dorénavant le parti adopte des règles de fonctionnement propres à la clandestinité : la professionnalisation leur apparaît désormais plus que nécessaire. Rappelons que V. I. Lenine dans son essai *Que faire ?*<sup>241</sup>, qu'ils ont lu, appelait à la création d'une cellule d'avant-garde révolutionnaire propageant les idées marxistes au sein des masses. Ce changement est mis en œuvre quelques mois plus tard, pendant l'été 1960, par de jeunes

---

volume 1, 1955, p. 218-222. [En ligne : [https://www.persee.fr/doc/afdi\\_0066-3085\\_1955\\_num\\_1\\_1\\_1163](https://www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1955_num_1_1_1163) ]. Consulté le 24 octobre 2020. Le texte intégral du Concordat est consultable sur les archives en ligne du Vatican : [http://www.vatican.va/roman\\_curia/secretariat\\_state/archivio/documents/rc\\_seg-st\\_19530827\\_concordato-spagna\\_sp.html](http://www.vatican.va/roman_curia/secretariat_state/archivio/documents/rc_seg-st_19530827_concordato-spagna_sp.html) . Consulté le 24 octobre 2020.

<sup>240</sup>Extrait de la revue *Suplemento de Frente*, juillet 1959, cité dans Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.68: « *La predicación de todos los grupos antifranquistas es la unión de todos los españoles, la reconciliación, la convivencia, la "conlevancia nacional". La razón que se da es que la guerra civil dividió a los españoles en dos bandos, los vencidos y los vencedores, los republicanos y los rebeldes. Y se nos repite que lo primero que hay que hacer es crear una democracia burguesa que permita el libre desarrollo de las actividades políticas. Una democracia burguesa que alguien llama dictadura de la burguesía. ¿Queremos nosotros una dictadura de la burguesía? No. Pero hay otra teoría llamada de la lucha de clases que permite explicar por qué ha habido dos Españas. Tenemos que definirnos como grupo revolucionario, único modo de ser eficaces. [...] Y a los que nos digan que las condiciones objetivas no son propicias a la revolución, les contestamos que ya lo sabemos, y que por eso hacemos campaña revolucionaria, para que las condiciones se realicen*».

<sup>241</sup>V. I. Lenine, *Que faire?*, 1902.

universitaires avec les moyens, la formation théorique et l'envie de se consacrer à plein-temps à l'action politique : Ángel Abad Silvestre (*Sini*) et Nicolás Sartorius. Ángel Abad témoigne :

*Lorsque le groupe a été frappé, suite à [...] la Grève Nationale Pacifique, nous qui étions les plus jeunes les avons remplacés. Notre état d'esprit était quelque peu différent. Eux, Julio Cerón, son groupe, cette génération, ces personnes qui constituaient l'environnement du Felipe, étaient un groupe très insouciant, les relations internes étaient peu formelles, leur clandestinité était toute relative, ils étaient probablement assez peu efficaces, ils évoluaient dans des milieux fondamentalement universitaires, et leurs contacts avec le monde ouvrier étaient rares, pour ne pas dire inexistantes. Ils avaient des relations politiques de haut niveau, ça oui [...]. Et nous avons apporté un activisme disons, plus rigoureux, plus fondamentaliste comme on dirait aujourd'hui, plus militant, qui penchait plus en direction du monde ouvrier, de l'organisation, des règles, de la bureaucratie, de l'agitation, etc. Et c'est ainsi que nous avons développé des contacts avec des groupes qui se formaient également de façon spontanée à Saragosse, à Séville, à Cordoue, à Valladolid, à Santander, ou au cœur de Saint Sébastien<sup>242</sup>.*

Nicolás Sartorius vient alors de terminer son cursus de droit et entame sa dernière année d'école de Journalisme. Ángel Abad quant à lui a terminé ses études de Philosophie. Il s'était installé à Madrid après avoir été expulsé de l'université de Barcelone<sup>243</sup>. Il y avait rencontré N. Sartorius, avec qui il s'était lié d'amitié. Ensemble, ils fondent une cellule chargée d'organiser et de centraliser les décisions du parti : la « Central de Permanentes ». Ils sont soutenus dans leur tâche quelques mois plus tard par Antonio Ubierna (*Sherpa*), puis par Francisco Montalbo (*Gafas*)<sup>244</sup>. Antonio Ubierna avait également suivi des études de Droit, mais au Royaume-Uni, et c'est leur ami commun, José Luis Leal Maldonado, qui les avait présentés quelques mois plus tôt. De son côté, Francisco Montalbo bénéficiait d'une bourse pour étudier à la Sorbonne et avait rencontré N. Sartorius lors d'un de ses séjours à Paris. Il est ensuite envoyé à Madrid par la cellule parisienne du FLP pour se charger de

---

<sup>242</sup> Transcription du témoignage oral d'Ángel Abad enregistré en 1998, fonds « Biografies obreres. Fonts orals i militància sindical (1939-1978) », *Arxiu Històric de Comisiones Obreras de Catalunya*: « Cuando se produjo la caída de este grupo como consecuencia [...] de la Huelga Nacional Pacífica, nosotros *los más jóvenes les sustituimos. Teníamos un espíritu un tanto diferente. Estos, Julio Cerón y su grupo y su generación o las personas que constituían el entorno Felipe, formaban un grupo muy laxo, de relaciones internas poco formales, poco clandestino, probablemente también poco eficaz, que se movían en ambientes fundamentalmente universitarios, con escasos o nulos contactos con el mundo obrero. Con relaciones, eso sí, políticas a alto nivel [...]. Y nosotros lo que aportamos es un activismo más, más riguroso, más fundamentalista diríamos hoy, más militante, más proyectado hacia el mundo obrero, más proyectado hacia la organización, hacia el formalismo, probablemente más hacia la burocracia, hacia la agitación, etc. Y así fue como desarrollamos contactos con grupos que de forma espontánea también nacían en Zaragoza, en Sevilla, en Córdoba, en Valladolid, en Santander, en el mismo San Sebastián* ».

<sup>243</sup> Pour en savoir plus sur les circonstances de son arrivée à Madrid, on peut consulter le témoignage oral d'Ángel Abad enregistré en 1998, dans le fonds « Biografies obreres. Fonts orals i militància sindical (1939-1978) », *Arxiu Històric de Comisiones Obreras de Catalunya*.

<sup>244</sup> D'autres personnes collaborent également avec la nouvelle équipe : José Manuel Arija, Juan Tomás de Salas, Urbano Esteban, José Luis Leal, José Manuel Pelaez et Elena Salas. Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, *op. cit.*, p.73.

l'appareil de propagande, et se joint à eux à l'été 1961 : « *Ensemble, ils formaient une équipe de direction unie par des liens étroits, affectifs et idéologiques, et avaient une forte conscience de groupe*<sup>245</sup> ». Bien que respectant les « anciens » du FLP (alors âgés en réalité d'une trentaine d'années), qu'ils surnomment les « Bouddhas », ils ne reconnaissent plus leur autorité. Ils établissent un organigramme dans lequel ils les intègrent, mais dans les faits ce sont eux, les membres de la « Central de Permanentes » qui prennent dès lors toutes les décisions.

N. Sartorius, A. Abad, P. Montalbo et A. Ubierna consacrent désormais tout leur temps à la politique, et reçoivent pour cela une petite compensation financière. Ils se retrouvent dans un appartement propriété de la famille de José Luis Leal<sup>246</sup> pour y rédiger des tracts, des articles, s'occuper de l'édition de la propagande interne, et définir la ligne politique et tactique du parti. Ils fondent une agence de presse, l'APLI (Agence Populaire Libre)<sup>247</sup>. Les adhérents du FLP étant peu nombreux, ils se fixent comme objectif de recruter 700 à 800 militants bien formés, politiquement et au travail clandestin, pour en faire de véritables professionnels de l'agitation. C'est pourquoi ils commencent à voyager à travers tout le pays, à organiser des réunions pour tenter de sensibiliser la jeunesse éclairée tout comme les ouvriers et les amener à adhérer au FLP. Enfin, ils introduisent de nouvelles règles pour échapper à la surveillance policière. Les militants ne peuvent plus agir de manière autonome. A l'instar du PCE, ils les répartissent en cellules indépendantes, composées de trois à cinq personnes, qui doivent respecter les décisions prises et un certain nombre de règles de sécurité. La « Central de Permanentes » rencontre le responsable de chaque cellule au minimum tous les quinze jours, et se charge de faire le lien entre les militants des différentes régions, centralisant ainsi toutes les décisions en relation avec le fonctionnement et les actions menées par le FLP au niveau national. Ils décident également d'écarter les « Bouddhas ». Ces « anciens », connus et surveillés par les services de police, qui ne se mettent pas toujours au pli des nouvelles règles de sécurité, et constituent un danger pour le groupe. Ils les mettent sur la touche et même les encouragent à rompre leurs liens avec le FLP, voire à quitter le pays. C'est ce que rapporte notamment Enrique Boada, qui finit par se réfugier à Barcelone avec son épouse Trinidad Pacheco, elle aussi membre du FLP :

---

<sup>245</sup> Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op.cit., p.75: «*Juntos formaron un equipo dirigente muy cohesionado mediante estrechos vínculos afectivos e ideológicos, y con una intensa consciencia de grupo*».

<sup>246</sup> L'appartement se situe au numéro 222 de l'ancienne *calle Aragón*. Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.75.

<sup>247</sup> Témoignage de N. Sartorius, cité dans José Gómez Alén et Ruben García Vega, *Materiales para el estudio de la abogacía antifranquista*, Vol.1, Madrid, Editions GPS, 2011, p.480: «*Teníamos una agencia de noticias que se llamaba APLI, agencia popular libre. Era lo que hacía yo [...]*».

*A. Abad et N. Sartorius sont venus chez moi et m'ont dit que je devais partir en Tchécoslovaquie, ou je ne sais où, parce que sinon la police pouvait remonter la chaîne et arrêter tout le monde*<sup>248</sup>.

Et alors que le couple refuse de partir, ils recourent à la menace : « *Ils m'ont répondu que je ne devais pas m'étonner si un jour j'avais un accident de moto, ou je ne sais quoi, voulant ainsi me dire que s'il le fallait ils me liquideraient*<sup>249</sup> ». Le témoignage de Trinidad Sánchez va dans ce sens : « *Je me souviens qu'ils nous ont dit quelque chose dans le sens que si nous ne partions pas ils nous tueraient, tout ça sur un ton très alarmiste*<sup>250</sup> ». A. Abad ne nie pas ces accusations. Pour leur défense, il met en avant leur soif de révolution et l'impulsivité propre à leur âge.

*Nous étions de jeunes loups prêts à tout dévorer, et les anciens nous semblaient lents, incapables, indécis. Ils ne nous semblaient pas assez révolutionnaires. Nous les avons pris de vitesse, parce que nous étions plus jeunes et plus rapides, mais pas parce que nous savions où nous allions. Quant à savoir si nous avons exercé des pressions sur les anciens, c'est possible, nous étions durs et capables de tout*<sup>251</sup>.

Pour sa part, Nicolás Sartorius justifie la pression exercée tout en éludant la question d'un quelconque recours à la menace verbale :

*Eh bien, je pense que c'est parce que nous étions dans l'action, alors que ceux qui dans un premier temps avaient été en relation avec J. Cerón étaient plus passifs. Néanmoins, ils ont bien pris notre décision et je n'ai jamais observé aucune réticence de leur part*<sup>252</sup>.

Bref, il faut certainement se replacer dans le contexte et se rappeler des risques encourus s'ils étaient découverts par le régime. Il semble donc que ce soit pour rendre leur groupe plus efficace et se mettre à l'abri de tout risque d'arrestation qu'ils ont à un moment donné recouru à la violence

---

<sup>248</sup>Témoignage d'Enrique Boada, Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.78: «*Vinieron a mi casa Abad y Sartorius y me dijeron que me tenía que ir a Checoslovaquia, o a no sé dónde, porque en caso contrario la policía podría rehacer la cadena y detener a los demás*».

<sup>249</sup>Témoignage d'Enrique Boada, cité dans Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.78: «*La respuesta fue que no me extrañara si algún día tenía algún accidente en la moto o no sé qué expresión, queriendo decir que a lo mejor me liquidarían*».

<sup>250</sup>Témoignage de Trinidad Sánchez, cité dans Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.78: «*Yo creo que nos dijeron algo así como que si no nos íbamos nos mataban, todo en un entorno muy tremendista*».

<sup>251</sup>Témoignage d'A. Abad, cité dans Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.79: «*Éramos jóvenes cachorros que nos queríamos comer el mundo y los mayores nos parecían lentos, incapaces, indecisos. No les veíamos bastante revolucionarios. Los desbordamos por velocidad, porque éramos más jóvenes y más rápidos, no porque supiéramos donde íbamos. En cuanto a si hubo una presión sobre los viejos, es posible, éramos muy brutos, capaces de todos*».

<sup>252</sup>Témoignage de N. Sartorius, cité dans Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.79: «*Bueno, creo que era porque nosotros éramos muy activistas, mientras que los que habían estado en un primer momento en relación con Cerón eran más pasivos. No obstante, ante nuestra postura reaccionaron bien y nunca observé ninguna reticencia*».

verbale et à l'intimidation. Cependant, Julio Cerón n'étant désormais plus là pour financer la location d'un logement ou les dépenses liées au fonctionnement du groupe, le FLP connaît des problèmes d'argent et c'est N. Sartorius et d'autres parmi les militants issus de milieux aisés comme lui, qui contribuent aux finances du groupe<sup>253</sup>. Mais ces apports s'avèrent insuffisants. La plupart des « vétérans » vivant à l'abri du besoin grâce à leurs professions lucratives ou différentes sources de revenus familiales, ils proposent un soutien financier d'un autre genre. Ils créent la « Macro », structure chargée de récolter des fonds et d'appuyer financièrement les actions du groupe, comme en témoigne l'un d'entre eux, Carlos Morán :

*Je suis passé à la « Macro » en 1961. Un matin, pluvieux Nicolás Sartorius m'a abordé en me disant que j'étais très élégant – car je portais une gabardine et tenais un parapluie— et il m'a dit que je devais partir à Paris. J'ai refusé, et c'est à partir de là que j'ai intégré ce réseau de soutien qu'on appelait la « Macro »<sup>254</sup>.*

Voilà comment la « Macro » se charge dorénavant de récolter de l'argent, trouver des locaux et des moyens de locomotion aux militants sur le terrain, venant ainsi compléter l'aide apportée par la cellule basée à Paris.

### 2.3. LE SERVICE UNIVERSITAIRE DU TRAVAIL : DU CHOC AU VIVIER DE RECRUTEMENT POUR LE FLP.

Recruter : c'est un des objectifs majeurs des *Felipes* entre 1960 et 1962. A Madrid, la plupart des membres du FLP sont des étudiants en Droit, en Philosophie ou en Sciences Politiques qui militaient initialement au sein de la NIU. Nous l'avons dit, les membres du FLP voyagent dans toute l'Espagne où, pour tenter d'attirer étudiants et ouvriers dans leurs rangs, ils organisent des réunions ou des conférences. E. G. Rico se souvient: *«Ils allaient partout, dans les grandes et les petites villes, dans les villages et les usines, portés par l'esprit de Lénine, contre la volonté de J. Cerón et de ceux de la*

---

<sup>253</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.91. Eduardo G. Rico, *Queríamos la revolución*, Barcelona, Flor del viento, 1998, p.71: *«El bolsillo de Nicolás Sartorius era una caja inagotable. Aportaba importantes cantidades de su peculio personal. Y, a veces, invitaba a comer a los compañeros en su casa. Obviamente, todas las hambres eran voluntarias como la de Abad o de la de Arija, gentes que habían sacrificado sus becas o sus fuentes familiares a la independencia en favor de la lucha frentista».*

<sup>254</sup>Témoignage de Carlos Moran, Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.78: *«Yo pasé a la “Macro” en 1961, cuando una mañana de lluvia se acercó Nicolás Sartorius y, tras espetarme que iba muy elegante porque llevaba paraguas y gabardina, me comunicó que debía irme a París. Yo me negué y desde entonces pasé a estar en esa red de apoyos que llamábamos la “Macro”».*

*Macro, construisant ainsi un véritable parti*<sup>255</sup>». C'est donc d'une part pour aller à la rencontre de jeunes gens issus de toute l'Espagne et sensibles comme lui à la situation politique et sociale du pays, et d'autre part, pour avoir la possibilité de s'immerger dans le monde ouvrier, que N. Sartorius intègre en 1960 le Service Universitaire du Travail (SUT).

### 2.3.1. *Le Servicio Universitario del Trabajo.*

Le Service Universitaire du Travail (SUT) est créé en 1950 par le prêtre jésuite José María de Llanos – connu dans les milieux d'opposition au Franquisme comme le *Padre Llanos*. Pendant la Guerre Civile il s'était réfugié en Belgique où il avait poursuivi son noviciat au sein d'une congrégation jésuite. Quand il était rentré en Espagne, deux de ses frères avaient été tués par des opposants au coup d'Etat militaire : il avait alors intégré la Phalange. Après avoir été ordonné prêtre, en 1943, c'est lui qui dirige les « *exercices spirituels* »<sup>256</sup> de F. Franco. Mais il s'éloigne progressivement du Régime lorsque, sensible aux questions d'inégalités, de morale et de justice, il saisit l'intérêt de la jeunesse des années 1950 pour ces mêmes thèmes.

*Nous n'aimons pas la société espagnole dont nous faisons partie. [...] Nous ne l'aimons pas, parce qu'elle est injuste et égoïste ; nous n'aimons pas cette division grossière de ses membres entre « victorieux et soumis », certains possédant en excès, et le reste étant même privé de dignité. [...] Le SUT naît donc comme un cri sourd de protestation, mais il veut rester humble, et exercer un regard critique sur nous-mêmes*<sup>257</sup>.

Épaulé par un groupe de collaborateurs et d'amis, il décide de se consacrer à la mise en œuvre de la doctrine sociale de la Phalange et de l'Église. S'inspirant d'une expérience similaire conduite en Allemagne, il fonde le *Servicio Universitario del Trabajo*, afin de permettre aux étudiants destinés à intégrer l'élite dirigeante de la société espagnole d'améliorer leur formation et leur connaissance du monde du travail, mais aussi de se rapprocher et de mieux connaître le monde ouvrier, que ces

---

<sup>255</sup>Eduardo G. Rico, *Queríamos la revolución*, op.cit.,p.71:« *Iban a todas partes, grandes y pequeñas ciudades, pueblos y fábricas, imbuidos del espíritu leninista, construyendo, a pesar de la voluntad de Cerón y los de la Macro, un partido*».

<sup>256</sup> Les *Exercices spirituels* s'inspirent de l'ouvrage éponyme d'Ignacio de Loyola (1491-1556). Lors d'une retraite spirituelle d'environ quatre semaines, un accompagnateur prend appui sur cet ouvrage pour guider dans ses réflexions et ses prières celui qui se soumet à l'expérience.

<sup>257</sup> J.M. Llanos, «No nos gusta», *SUT Gaceta*, n°1, Madrid, 11/11/1961, p.2: «*No nos gusta la sociedad española de la que formamos parte. [...] No nos gusta, por injusta y egoísta; no nos gusta esta sociedad con la división cerril de sus hombres en "triunfadores y pisados", unos cuantos poseyendo en demasía y el resto careciendo hasta de dignidad. [...] El SUT, pues, brota como una protesta sorda, aunque queriendo ser humilde, pues es crítica de nosotros mismos*».

jeunes gens considèrent moralement plus « *purs* »<sup>258</sup>. La Phalange avait déjà tenté d'initier un rapprochement entre les deux milieux, en permettant à des ouvriers de bénéficier de bourses d'étude et en proposant à des étudiants de donner des cours, notamment d'alphabétisation<sup>259</sup>. C'est donc dans cet esprit de « régénération » du syndicat universitaire des années 1950, et de volonté de retour à l'ouvriérisme originel de la Phalange notamment, qu'en 1952 le SUT est intégré au programme d'activités du SEU. Après les événements de 1956 et la prise de conscience des préoccupations sociales des étudiants, le SUT leur offrait donc la possibilité de s'engager d'un point de vue social, tout en évitant « l'écueil » du Marxisme, pensaient-ils<sup>260</sup>. Enfin, l'envoi des enfants du régime auprès des secteurs les plus défavorisés permettait également d'afficher une certaine prise en considération de leur précarité, dans une tentative illusoire de compenser l'absence totale de politique sociale ou d'amélioration de l'urbanisation des faubourgs des principales villes industrielles.

*De cette façon on répondait à l'intérêt des étudiants pour les thématiques sociales, en lien avec la vie des ouvriers et c'était en même temps, pour le régime, l'occasion d'avoir l'air de se préoccuper de ses forces productives, et d'en profiter pour tenter d'influencer les opinions politiques des ouvriers*<sup>261</sup>.

Le SUT devient très vite l'activité du SEU la plus populaire parmi les étudiants. Les deux projets les plus importants du SUT, en nombre de participants et en termes d'impact auprès des étudiants, sont les Camps de Travail et le Travail Dominical. Dans les Camps de Travail, les étudiants passent plusieurs semaines dans des exploitations minières, agricoles, sur des bateaux de pêche, dans des entreprises de reforestation, de construction ou des usines de métallurgie, où ils occupent des postes d'ouvriers non qualifiés<sup>262</sup>. Leurs conditions de travail – horaire, salaire, logement, transport, hébergement – sont les mêmes que celles des autres employés : « *coude à coude sur le chantier, dans la mine, ou en mer, on cherche à côtoyer une dure réalité* <sup>263</sup> ». Les entreprises, ravies de pouvoir disposer d'une main d'œuvre à bas coût pour couvrir les absences dues aux congés d'été, intègrent volontiers le dispositif. Pendant leur temps libre, les étudiants assistent parfois à des conférences,

---

<sup>258</sup>Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *El Sindicato Español Universitario (SEU), 1939-1965*, Madrid, Siglo XXI de España, 1996, p.439.

<sup>259</sup>Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *El Sindicato Español Universitario (SEU)*, op. cit., p. 434-437.

<sup>260</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.34: «*La idea tuvo tanto éxito que al año siguiente el SEU le absorbió con el fin de potenciar entre los universitarios un compromiso alejado de cualquier veleidad marxista*».

<sup>261</sup>Miguel Ángel Ruiz Carnicer, «Actitudes políticas, sociales y sindicales de los estudiantes universitarios españoles (1939-1960)», op.cit., p.208: «*De esta forma se atendía la curiosidad estudiantil por el tema social, por la vida de los obreros y se intentaba a la par, por parte del régimen, que éste apareciera como preocupado por sus "productores", aprovechando para intentar influir sobre los criterios políticos de los obreros*».

<sup>262</sup>Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *El Sindicato Español Universitario (SEU)*, op. cit. p.440.

<sup>263</sup>Memoria del curso 1957-1958, p.184, cité dans Jordi Gracia, *Estado y cultura: El despertar de una conciencia crítica bajo el franquismo, 1940-1962*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1998, p.48: «*Codo con codo en el tajo, en la mina, o en el mar, se busca la convivencia con una realidad dura*».

participent à des débats, ou pratiquent une activité culturelle – théâtre, cinéma, concert<sup>264</sup>. La seconde activité la plus importante du SUT est lancée quelques années plus tard, en 1957, il s'agit du Service de Travail Dominical qui proposait aux étudiants de participer à diverses actions d'assistance et d'aide sociale. On les mettait par exemple en relation avec les habitants des faubourgs pauvres des grandes villes, comme le tristement célèbre *Pozo del Tío Raimundo* ou le quartier d'Orcasitas à Madrid<sup>265</sup>. Cette initiative devait selon le SEU permettre aux étudiants et aux ouvriers de mieux se connaître, de mieux se comprendre, et de développer une solidarité mutuelle<sup>266</sup>. Les étudiants venaient aider à y réaliser différents types de travaux visant à l'amélioration des conditions de vie des habitants de ces quartiers : construction de maisons, nettoyage et assainissement de quartiers, réalisation de rigoles d'évacuation, ou encore cours d'alphabétisation<sup>267</sup>. Peu à peu les initiatives se multipliaient et les étudiants rédigeaient des bulletins d'information, organisaient des conférences, tenaient une bibliothèque avec un service de prêt d'ouvrages, ouvraient une consultation médicale, un cabinet vétérinaire ou encore un bureau de conseil en droit du travail. Tous les dimanches matin, un camion -ou un autobus- procédait au ramassage des jeunes volontaires et les ramenait à l'heure du déjeuner<sup>268</sup>.

---

<sup>264</sup> Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.35. Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *El Sindicato Español Universitario (SEU)*, op. cit. p.440.

<sup>265</sup> Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.35. Sur l'apparition de bidonvilles aux abords de Madrid, Francisco Andrés Burbano Trimiño, « La urbanización marginal durante el Franquismo: el chabolismo madrileño (1950-1960) », *HispaniaNova*, n°18, 2020, p.301-343. [En ligne: <https://e-revistas.uc3m.es/index.php/HISPNOV/article/view/5107> ]. Consulté le 16 août 2020.

<sup>266</sup> Jordi Gracia, *Estado y Cultura. El despertar de una consciencia crítica bajo el Franquismo (1940-1962)*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1998, p.47: «*Ha de traer, a la larga, una mutua comprensión y solidaridad*».

<sup>267</sup> Jordi Gracia, *Estado y Cultura*, op.cit., p.48.

<sup>268</sup> *SUT Gaceta*, n°1, Madrid, 11/11/1961, p.2.

# INFORMACION

El día 4 de noviembre se celebró la primera reunión del S. U. T. de Madrid. Fernando Aristegui, Jefe del S. U. T. del D. U. de Madrid, hizo un breve resumen de las actividades que se llevarán a cabo en este curso.

En rasgos generales, éstas serán: Ayuda Dominical, Gacetas, Seminarios y Conferencias, Bibliotecas, Asesoría Laboral, Consultorio médico y veterinario, etc.

Por el momento, y dadas las dificultades con las que se tropiezan, sólo se han puesto dos en marcha: por una parte, la GACETA, que, como veis, es de tipo mixto; esto es, una parte se dedica a textos de interés "sutista", elegidos entre autores de reconocida solvencia, y la otra recogerá colaboraciones de universitarios.

La Ayuda Dominical ha comenzado ya en el Cerro del Tío Pío, y, de una manera más restringida, en el Pozo del Hielo.

Tanto para la Ayuda Dominical como para la GACETA y todas las demás actividades, contamos con vuestra colaboración y sugerencias.

Podéis informaros en la Glorieta de Quevedo, número 8, o llamando al teléfono 227-86-54.

El "Camión de los domingos" hace el siguiente recorrido:

- 1.º Princesa, esquina a Marqués de Urquijo, a las 8,30 de la mañana.
- 2.º Parada, Plaza de Cristo Rey.
- 3.º Islas Filipinas, esquina a Bravo Murillo.
- 4.º Glorieta de Quevedo.
- 5.º San Bernardo (iglesia Montserrat).
- 6.º Santo Domingo.
- 7.º Carrera de San Jerónimo, esquina a Cedaceros.
- 8.º Hotel Nacional (Atocha).

El regreso se hará a las dos, aproximadamente, con el itinerario previsto.

No es necesario que os inscribáis. Id donde pasa el camión, y allí encontraréis a otros.

Tendréis que llevar ropa de trabajo, calzado fuerte y una gran dosis de buena voluntad.

## A VOSOTRAS

Hacemos una llamada a vosotras, universitarias, por si queréis colaborar en una de las principales actividades que vamos a llevar a cabo durante este curso, que consistirá en dar clases a analfabetos en los barrios extremos de Madrid. Estas clases se darán a horas que no acarren perjuicios para vuestros estudios. Se os informará en la Glorieta de Quevedo, número 8; Oficinas del S. U. T. Provincial de Madrid, o bien llamando al teléfono 227-86-54.

*Extrait du n°1 de la Gazette du S.U.T, publié le 11 décembre 1961, qui précise les horaires et les lieux d'arrêts du « Camion du dimanche », et invite les étudiantes à donner des cours d'alphabétisation.*

Pour les étudiants, il s'agissait également de gommer l'image du jeune privilégié, égoïste et insouciant, dénué de toute préoccupation humaine et sociale, en contribuant, par un engagement concret et efficace, à l'amélioration du sort des plus défavorisés. Voici une présentation rédigée en ce sens par ces étudiants et publiée dans le premier numéro de la Gazette du SUT.

*Notre intention est de vous apporter une manière plus digne et plus humaine de vous trouver là, d'occuper la place qui vous appartient aujourd'hui. Parce que vous – tout comme nous – avancez du côté des privilégiés et n'avez surement jamais essayé de regarder ceux qui sont de l'autre côté de la rue afin de savoir qui ils sont, de quoi ils parlent entre eux et quelles sont leurs intentions. [...] Il est toujours dangereux de traverser la rue[...]. (Le SUT) est un personnage un peu austère – mais qui ne se prend pas au sérieux – qui vous propose de passer de l'autre côté afin de vous mêler à cette masse qui travaille huit heures par jour.[...] Conscients que les hommes ne se définissent pas par leurs paroles mais par leurs actes, nous essayons d'apporter notre contribution la plus physique à l'amélioration de ce monde rempli d'hommes qui souffrent dans leur chair. [...] Cette tâche, même si certains pensent le contraire, n'est pas réservée aux dévots et aux bigots [...] C'est une tâche d'hommes forts, d'hommes qui sauront clairement distinguer ce qui est efficace de ce qui n'est que sensiblerie, d'hommes*

*qui sauront engendrer de petites douleurs afin d'en soigner d'autres plus grandes*<sup>269</sup>.

C'est ainsi que le SEU permet à des milliers de jeunes issus de milieux privilégiés d'aller à la rencontre du milieu ouvrier, pourtant diabolisé par le régime depuis la fin de la Guerre Civile. Mais comme il est souligné dans un autre bulletin édité par le SUT, il s'agit surtout de s'engager afin de venir en aide à ces nouveaux habitants entassés dans des bidonvilles autour des bassins industriels et miniers :

*Nous avons souvent parlé de « la grande famille du SUT ». Cela ne nous avait jamais semblé être une formule toute faite, vide de sens, facile ; nous avons souvent eu l'occasion de toucher de près le véritable sens de ces mots. Vous souvenez-vous ? Les Camps de Travail qui nous offrent l'occasion de vivre quelques jours en accord avec nos convictions, loin de cet engrenage de notre vie quotidienne qui salit tout, et qui ne nous laisse pas être pleinement ce que nous voudrions. [...] Nous n'avons jamais défendu que le SUT puisse être le refuge joyeux de nos inquiétudes, le SUT n'est pas un jouet fait pour nous attendrir dont nous conserverions des souvenirs plus ou moins agréables. [...] Le SUT a une mission bien précise qui nous permet de mener à bien ce que nous défendons*<sup>270</sup>.

### 2.3.2. Recruter des étudiants.

Les *Felipes* décident d'aller recruter dans les rangs des *sutistes*. Ils savent qu'ils vont pouvoir y rencontrer d'autres jeunes gens qui partagent leurs centres d'intérêts, la même inquiétude sociale et la volonté de s'engager. N. Sartorius se souvient : « *Mis à part l'expérience que cela représentait,*

---

<sup>269</sup>SUT *Gaceta*, n°1, Madrid, 11/11/1961, p.4: «PRESENTACIÓN DEL S.U.T [...] Nuestra intención es procuraros una manera más digna y humana de estar ahí, de ocupar ese lugar que hoy os pertenece. Porque vosotros – nosotros también – vais caminando por la acera de los privilegiados y es seguro que no habéis intentado en ninguna ocasión mirar a los que van por la acera contraria para informaros de quiénes son, qué dicen entre ellos y cuáles son sus intenciones. [...] cruzar la calle siempre resulta peligroso. [...] (EL SUT es) un personaje un tanto austero – pero nada serio – que os invita a pasar al otro lado para que os mezcléis con esa masa cordial de ocho horas de trabajo al día. [...] Conscientes de que los hombres no se definen por lo que dicen, sino por lo que hacen, intentamos aportar nuestro esfuerzo más físico a la mejora de ese mundo repleto de hombres que sufren en su carne. [...] Esta tarea, aunque haya quien crea lo contrario, no es para beatos y santones. [...] Es una tarea de hombres fuertes, de hombres que sepan distinguir claramente qué es lo eficaz y qué es lo meramente sensiblero, de hombres que sabrán crear dolores pequeños para sanar los grandes.»

<sup>270</sup>Boletín del SUT, n°15, Madrid, 26/10/1960, p.1: «Habíamos hablado muchas veces de "la gran familia sutista". Nunca nos sonó a frase hecha, hueca, fácil; han sido muchas las veces que hemos tenido ocasión de palpar la gran verdad que encierran esas palabras. ¿Recordáis? Los Campos de Trabajo que nos deparan la oportunidad de vivir unos días conforme a nuestras creencias, lejos de este engranaje de nuestra vida cotidiana que todo lo mancha, que no nos deja ser plenamente lo que quisiéramos. [...] Nunca hemos defendido el SUT como el hogar alegre de nuestras inquietudes, el SUT no es un juguete apto para encariñarse con él porque nos haya proporcionado recuerdos más o menos agradables. [...] Es el SUT con una misión determinada a cumplir lo que defendemos».

nous nous sommes servis du SUT pour faire des connaissances et recruter du monde<sup>271</sup> ». C'est ainsi qu'en dernière année de Droit, rôdé à l'agitation étudiante et une fois à la tête du FLP, il part à la rencontre du père Llanos :

*La première fois que je suis allé le voir c'était en 1959, pour lui demander d'écrire un article dans une revue étudiante qu'on voulait publier. Nous étions tellement clandestins que nous l'avions intitulée Aletheia (Vérité), avec l'espoir que la Brigade Politico-Sociale ne comprenne pas le grec et qu'elle ne puisse pas saisir la référence sophistiquée et délictueuse<sup>272</sup>.*

Au printemps 1960, pendant la Semaine Sainte, N. Sartorius participe à une semaine de formation et de sélection des futurs cadres du SUT : c'est l'occasion rêvée pour lui de rencontrer des jeunes gens sensibles aux questions politico-sociales et issus des quatre coins du pays. Quarante-trois étudiants<sup>273</sup> sont réunis dans un domaine situé dans le village de Matapozuelos, près de Valladolid, pour faire connaissance et être formés à l'encadrement des Camps de Travail. Emilio Criado Herrero<sup>274</sup>, ancien *sutiste*, se souvient : « *Ce camp était destiné à former et à faire cohabiter les cadres du SUT<sup>275</sup>* ». Au programme de ce stage de cinq jours de messes, de conférences (par exemple, « Propriétés et qualités d'un chef de camp », « La culture dans le Camp », etc.), d'examen d'aptitude et de débats<sup>276</sup>... L'occasion est idéale pour les *Felipes*, qui sont armés et entraînés au débat d'idées, et en terrain presque conquis, de rallier d'autres jeunes gens à leur cause. Et en effet :

*Il a été particulièrement important parce que Nicolás et d'autres étudiants qui comme lui étaient déjà membres du FLP y ont participé. [...] Pendant ce camp il y a eu une confrontation importante entre ces étudiants et les dirigeants du SEU qui étaient présents. [...] Ça a marqué le début de la crise des camps de travail, qui étaient des nids de conflits politiques potentiels [...] <sup>277</sup>.*

---

<sup>271</sup>Transcription du témoignage de N. Sartorius, tiré du film documentaire de Andrés Armas et Miguel Ángel Nieto, *La Transición silenciada*, Madrid, Diagrama producciones, 2017, 48' : «*Nosotros utilizamos el SUT, aparte de la experiencia, para relacionarnos y captar a gente*».

<sup>272</sup>Nicolás Sartorius, «El hombre mejor del barrio», *El País*, 7/01/1989, réédité dans N. Sartorius, *Siempre en la izquierda*, Madrid, Fundación 1° de Mayo, 2012, p.231 : «*La primera vez que fui a verle discurría el año 1959 y le pedí que escribiera un artículo para una revista que unos estudiantes pretendíamos publicar. Éramos tan clandestinos que la titulamos Aletheia (Verdad), con la esperanza de que la Brigada Político-Social no supiese griego y no pudiese establecer la sofisticada y delictiva relación de significados*».

<sup>273</sup>«*Relación de asistentes al cursillo de Valladolid, Semana Santa 1960*», 1960, Archivos del SUT.

<sup>274</sup> Emilio Criado était chercheur au CSIC dans le champ de l'industrie céramique, entre 1986 et 2016. Délégué pour le syndicat Commissions Ouvrières, il est membre de *Izquierda Unida*. Il est trésorier de la *Asociación de Amigos del SUT*, qui œuvre à regrouper les archives des anciens *sutistes* à travers tout le pays.

<sup>275</sup>Extrait de l'entretien personnel avec E. Criado, réalisé le 06/03/2020 : «*Este campo estaba destinado a la formación y convivencia entre los cuadros del SUT*».

<sup>276</sup>«*Desarrollo del cursillo* », 1960, Archivos del SUT.

<sup>277</sup>Extrait de l'entretien personnel réalisé avec E. Criado, 06/03/2020 : «*Fue especialmente relevante porque además de Nicolás asistieron estudiantes que como él militaban ya en el FLP. [...] El campo fue muy relevante porque supuso un claro enfrentamiento entre estos estudiantes y los dirigentes del SEU que asistieron al mismo. [...] Supuso el comienzo de la crisis de los campos de trabajo, nido de potenciales conflictos políticos y la*

César Alonso de los Ríos<sup>278</sup>, qui avant d'être journaliste a milité au FLP, est par exemple recruté à cette occasion. Il se souvient des circonstances de son adhésion au *Frente*, et témoigne du terreau privilégié que constituaient ces Camps de Travail :

*J'ai été démarché pour le FLP par Manuel Vásquez Montalbán et Nicolás Sartorius pendant le Camp de Travail que j'avais moi-même organisé à Matapozuelos, dans la province de Valladolid. Le lendemain du jour où ils sont venus me parler, ils ont fait la même chose avec Justo Areno et Ramon Torio. Plus tard, c'est moi qui me suis mis à prospecter pour le « Frente » dans les Camps que je dirigeais au moyen d'enquêtes politiques que je faisais parvenir aux étudiants des camps. Le SUT a été, pour beaucoup d'entre nous, une école préparatoire à l'activité politique<sup>279</sup>.*

Or le SEU a bien conscience que la frontière entre engagement social et politique est mince. Le programme du stage de Matapozuelos laisse entrevoir le dispositif mis en place pour essayer de détecter les esprits potentiellement dissidents :

*Il faut [...] réfléchir à ceux qui seront nos intermédiaires de confiance, qui iront à la rencontre de chaque groupe afin de les connaître. Il faudrait qu'ils se succèdent pendant les trois jours de travail, pour avoir une opinion plus objective, pour les réunions qui se tiendront le soir et ainsi cataloguer les types. [...]*

*Arrivée le 10 avril : [...] Réunion des dirigeants après avoir donné les instructions et une fois les gens partis se coucher. Objectifs : 1. Bien planifier la journée du lendemain [...] 2. Échanger nos impressions sur les participants<sup>280</sup>.*

Les réunions entre formateurs qui sont prévues pour faire le point, le soir après que les étudiants aient regagné leurs chambres, illustrent bien leurs inquiétudes, d'ailleurs fondées. Car la rencontre de ces jeunes gens issus de la bonne société mais soucieux de leur prochain, avec cette Espagne

---

*predominancia de las campañas de educación popular, dedicadas a erradicar el analfabetismo en las comarcas más atrasadas del país y que lograban un mayor impacto en la prensa, intentando justificar la existencia del sindicato oficial.»*

<sup>278</sup> César Alonso de los Ríos (1936-2018) était originaire de Palencia. Militant antifranquiste, il s'engage au FLP, puis au PCE. Il collabore dans la revue progressiste *Cuadernos para el Diálogo*, et fait partie de l'équipe de rédaction de la revue *Triunfo* entre 1962 et 1982.

<sup>279</sup> Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.36: «Yo fui prospectado para el FLP por Manuel Vásquez Montalbán y Nicolás Sartorius en un campo de trabajo que yo mismo había organizado en Matapozuelos, Valladolid. Al día siguiente de prospectarme a mí lo hicieron con Justo Areno y Ramón Torio. Luego yo pasé a hacer prospección para el Frente en los campos que dirigía mediante unas encuestas políticas que hacía llegar a los estudiantes a los campos. El SUT fue, para muchos de nosotros, una escuela preparatoria de la actividad política».

<sup>280</sup> «Programa del cursillo de Matapozuelos», 1960, Archivos del SUT: «Hay que [...] pensar en quienes van a ser los enlaces de confianza que ligan con cada grupo para conocerlos. Convendría que estos se turnaran durante los tres días de trabajo para tener una opinión más objetiva, en las reuniones que se celebren de noche para ir catalogando a los tíos. [...] Llegada 10 de abril: [...] Reunión de mandos después de las instrucciones y cuando la gente se ha ido a dormir. Objetivos: 1. Planear bien el día siguiente [...] 2. Cambiar impresiones sobre la gente asistente».

écrasée par la répression et vivant sous le poids de conditions de vie et de travail d'une grande rudesse, laisse des traces et marque le début de l'engagement politique de nombre d'entre eux.



Stage destiné aux futurs cadres du SUT. Matapozuelos, Valladolid, Avril 1960. Archives du SUT.  
N. Sartorius est au centre de la photo, il porte des lunettes de soleil.

### 2.3.3. Partir au contact du monde ouvrier.

Incorporer des étudiants dans leurs rangs n'est pas tout : « *Nous ne pouvions pas, nous étudiants, venir seuls à bout de la Dictature* » se souvient N. Sartorius<sup>281</sup>. S'inspirant des théories développées par V. I. Lénine, les masses ouvrières et agricoles doivent selon eux constituer un groupe d'assaut et d'action directe, comparable au rôle joué par les milices bolchéviques en octobre 1917<sup>282</sup>. Or il manque justement au FLP des partisans issus des masses pour parvenir à constituer une véritable force de frappe antifranquiste, bien formée et en capacité de devenir l'avant-garde de la lutte contre la Dictature. Le SUT envoie entre 1952 et 1969 près de 7000 étudiants, dans 447 Camps de Travail, répartis dans presque toutes les provinces d'Espagne : c'est donc pour les *Felipes* un formidable tremplin d'accès à cette Espagne défavorisée. Les Asturies sont après l'Andalousie la région qui reçoit le plus grand nombre d'étudiants (14,1% d'entre eux). Le secteur minier avec 57 entreprises

---

<sup>281</sup>Transcription du témoignage de N. Sartorius, extrait du film documentaire de Andrés Armas et Miguel Ángel Nieto, *La Transición silenciada*, op.cit., 47' : « *Los estudiantes solos no íbamos a acabar con la Dictadura* ».

<sup>282</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.99-100. Ce qu'on appelle aussi la « Garde rouge » est formée par des milices ouvrières armées, qui ont pris part à la révolution moscovite de 1905, puis aux soulèvements de février et octobre 1917.

participantes accueille 25% de ces Camps, et l'industrie métallurgique avec 20 entreprises en héberge 10%<sup>283</sup>.

À son retour de Paris, pendant l'hiver 1959, Nicolás Sartorius intègre un camp de travail du SUT et part trois mois<sup>284</sup> dans une entreprise de fabrication de pièces automobiles à Vitoria, au Pays Basque, expérience qui, selon un rapport de police, « *lui a permis de découvrir le fonctionnement d'une entreprise moderne de notre patrie*<sup>285</sup> ». Quand il évoque le souvenir de cette immersion en milieu ouvrier, N. Sartorius souligne plutôt la dureté des conditions de vie et la difficulté qu'il a eue à susciter l'adhésion de ses nouveaux collègues :

*En 1959, j'ai travaillé pendant trois mois dans une entreprise, DKV. C'est une entreprise automobile allemande qui fabriquait des camionnettes Mercedes [...]. Ça a été une expérience assez importante pour moi. Je me souviens qu'il faisait très froid. J'y ai travaillé en tant que tôlier, et plus tard comme tourneur-fraiseur. Je me suis retrouvé là-bas avec un ami catalan, qui luttait également contre le Franquisme, mais en Catalogne, Jordi Borja, il est d'ailleurs un sociologue reconnu aujourd'hui. Nous dormions dans une pension bon marché à Vitoria. A la fin de la journée de travail (aux alentours de 17h), nous discutons avec les ouvriers, pour essayer de faire du prosélytisme, de les convaincre qu'ils devaient se mobiliser pour lutter contre F. Franco. C'était une époque très difficile. C'était le début du Plan de Stabilisation, ils avaient très peur, la répression était très dure. Alors bien sûr, certains d'entre eux étaient d'accord avec nous, mais c'était vraiment difficile d'organiser quoi que ce soit*<sup>286</sup>.

Ce stage en immersion lui permet malgré tout de se faire une idée très concrète des conditions de vie des ouvriers, de leurs problèmes, de leurs besoins et de leurs préoccupations.

---

<sup>283</sup> Données empruntées ou établies à partir des chiffres fournis par les archives du SUT. [En ligne : <https://sut.org.es/campos-de-trabajo/>]. Consulté le 28/10/2020.

<sup>284</sup> La durée du stage est incertaine, les rapports de police et les témoignages se contredisant sur ce point : elle serait comprise entre quarante-cinq et quatre-vingt-dix jours.

<sup>285</sup> Extrait de la déposition de N. Sartorius, *Causa 652/62*, Archivo General Militar de Madrid, Fondo Moderno, Legajo 481, Caja 10013, p.9 : « *En su deseo de conocer el problema social obrero lo más profundamente posible, estableció contacto con el "Servicio Universitario del Trabajo" de Madrid, durante el curso 1959 al 1960 y por conducto de esta organización, partió para un Campo de trabajo en Vitoria, prestando servicio durante dos meses en la Empresa DKV de aquella capital, lo que le sirvió de experiencia para conocer el funcionamiento de una moderna fábrica en nuestra patria* ».

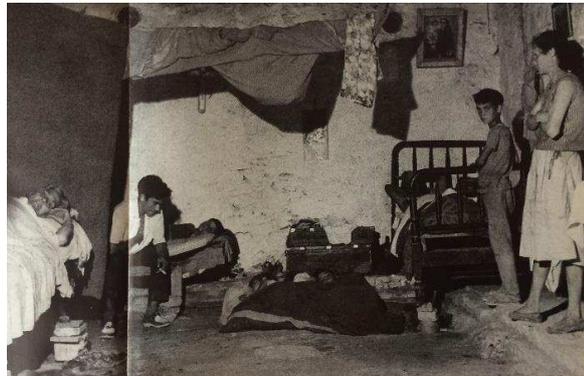
<sup>286</sup> N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *En 1959 fui a trabajar tres meses en una fábrica, DKV. Era una fábrica alemana de coches, hacían camionetas Mercedes. Esta fábrica todavía está en Vitoria, si recuerdo bien, kilómetro uno de la carretera Dalí. Esto fue una experiencia bastante importante. Recuerdo que pasé mucho frío. Trabajé de chapista, y adelante de tornero. Ahí coincidí con otro amigo catalán, que también estuvo metido en la lucha contra Franco en Cataluña, Jordi Borja, es un famoso sociólogo. Estábamos en una pensión barata en Vitoria. Cuando terminábamos el trabajo (sobre las cinco), nos relacionábamos con los trabajadores, e ahí intentábamos hacer proselitismo, convencer a los trabajadores de que tenían que movilizarse contra Franco. Era una época muy dura, el plan de estabilización empezaba, había mucho miedo, la represión era muy fuerte. Algunos trabajadores evidentemente estaban de acuerdo con nosotros, pero costaba organizarse* ».

Quelques mois plus tard, à l'automne 1960, lorsqu'il entame sa dernière année de Droit et sa deuxième année d'école de journalisme, il s'engage au sein du Service de Travail Dominical au cœur des faubourgs madrilènes, auprès d'un autre religieux, le père Estepa. Plusieurs rapports de police indiquent qu'il intervient au Sud-Est de la capitale, dans le quartier de Vallecas où règne la plus grande misère. La préfecture de police d'Oviedo, qui est sollicitée à l'occasion du premier procès intenté contre lui, semble tenter d'amoindrir les charges pesant sur lui en expliquant à ses collègues de Madrid que « *c'est une personne aux convictions religieuses profondes, au point de passer dimanches et jours fériés à Vallecas, pour aider les ouvriers à construire leurs maisons*<sup>287</sup> ». Lors d'un interrogatoire, N. Sartorius revient sur cette expérience, comme l'atteste cet autre rapport de police :

*Au début de l'année scolaire 1960-1961, il revient avec sa famille à Madrid. [...] Cette année-là, poussé par ses préoccupations politico-sociales, il rejoint le père Estepa sur la mission qu'il dirigeait dans les faubourgs du village de Vallecas, vivant de très près tous les problèmes, autant économiques que professionnels ou sociaux, que connaissaient ceux qui vivaient là-bas. Le déclarant avait recours à l'influence de sa famille pour tenter de résoudre les problèmes qu'il y voyait latents*<sup>288</sup>.



« Il y en a des milliers comme lui à Madrid. Des milliers dans toute l'Espagne depuis 25 ans »<sup>289</sup>.



« Cinq familles, vingt-cinq personnes au total, vivaient dans une pièce de 9X4 mètres »<sup>290</sup>.

<sup>287</sup>Rapport établi par la préfecture de Police d'Oviedo, N. Sartorius, Causa 652/62, Archivo General Militar de Madrid, op.cit., p.197: «Informe de Nicolás Sartorius Álvarez [...] La Jefatura de Oviedo informa que siendo estudiante de Derecho [...] llevado de inquietudes sociales, pasó al servicio universitario del trabajo, en donde se inclinó hacia doctrinas avanzadas [...] Este es persona de profundas ideas religiosas, hasta el punto de ir todos los días festivos a Vallecas, para ayudar en la construcción de sus hogares a los obreros».

<sup>288</sup>Déposition de N. Sartorius, Causa 652/62, Archivo General Militar de Madrid, op. cit., p.55: «Al iniciarse el curso 1960-61, regresa con sus familiares a Madrid. [...] Durante este curso y debido a sus inquietudes político-sociales, se unió al padre Estepa en la misión que este realizaba en los suburbios del pueblo de Vallecas, viviendo muy de cerca todos los problemas, tanto económicos como laborales y sociales, que los allí residentes tenían planteado, utilizando la influencia de los familiares del declarante para tratar de resolver los problemas que allí veía latentes».

<sup>289</sup> Ignacio Fernández de Castro, José Martínez, *España Hoy*, Ruedo Ibérico, 1963, planche 64, la légende qui l'accompagne est extraite d'un tract du FLP : «Así hay miles en Madrid. Miles en toda España desde hace 25 años».



*Un homme et une femme travaillant à la construction ou à la réparation d'un abri de fortune<sup>291</sup>.*

#### *2.3.4. Prise de conscience et impact à long terme.*

Ils étaient prévenus, leur désir de rapprochement avec les milieux populaires n'allait pas s'avérer aussi simple qu'ils l'auraient souhaité, car la curiosité et la méfiance des milieux populaires à l'égard de ces jeunes privilégiés, allaient être difficile à gommer :

*Nous savons qu'au début, ceux d'en face vous regarderont d'un air quelque peu étonné – finalement vous resterez à leurs yeux ces jolis petits animaux snobs et blancs, qui se démarquent trop de ce brouhaha humain de sueur et de travail quotidiens<sup>292</sup>.*

Lors de son séjour à Vitoria, plusieurs semaines de travail coude à coude ne suffisent pas non plus à N. Sartorius pour gagner le cœur des ouvriers : « son statut d'étudiant ne leur inspirait pas une

---

<sup>290</sup>*Ibidem*, planche 65, la légende qui l'accompagne est extraite d'un bulletin édité par la HOAC : « En una habitación de 9 por 4 metros vivían cinco familias, con 25 personas ».

<sup>291</sup>*Ibidem*, planche 71.

<sup>292</sup>«Presentación del SUT», *SUT Gaceta*, n°1, Madrid, 11/12/1961, p.4: «Sabemos que al principio los de la otra acera os mirarán con cierta extrañeza – al fin y al cabo no dejaréis de ser unos hermosos animalitos cursivamente blancos que destacan demasiado en esa algarabía humana de sudor diario y trabajo diario».

*grande confiance*<sup>293</sup> ». C'est un fait, les *Felipes* ne parviennent pas à recruter beaucoup d'ouvriers ou de journaliers agricoles<sup>294</sup>. La peur de la répression et de ses conséquences paralyse. Au fil des rencontres et des réunions, ils s'attirent, au mieux, leur sympathie. Et ceux qu'ils arrivent à convaincre de s'engager se rapprochent du PCE : soit parce qu'ils pensent que ces jeunes sont des Communistes « camouflés », se protégeant derrière le nom du FLP afin de tromper la surveillance policière, soit parce qu'adhérer au Parti, organisé, expérimenté et disposant de l'aura de son histoire et du soutien du bloc de l'Est, est plus rassurant pour eux.

Néanmoins, le SUT leur permet d'être confrontés à une réalité sociale rude. Ces jeunes passent d'une vision de l'ouvrier quelque peu idéalisée, à la réalité de la vie ouvrière : difficultés, pénurie, précarité, misère, inculture, analphabétisme, souffrances, peur, etc. Cette expérience au cœur des quartiers misérables de Madrid ou de Barcelone est un choc, et provoque une prise de conscience pour nombre d'entre eux. C'est pourquoi, malgré l'échec partiel que constitue leur impuissance à recruter de nouveaux membres, l'expérience au sein du SUT de ces milliers d'étudiants s'avèrera décisive dans les années à venir. A ce propos, N. Sartorius affirme que « *le SUT a été très important, ils sont nombreux à en avoir fait l'expérience, et ça a été très important pour la génération de la Transition. Au niveau personnel également, parce que j'ai réalisé comment ils travaillaient, quelles étaient leurs conditions de vie, une certaine conscience sociale est née là-bas, ainsi que pour toutes ces personnes qui ont joué un rôle décisif au moment de la Transition*<sup>295</sup> ». Les jeunes gens, dont parle N. Sartorius, quittent donc l'Université pour intégrer le monde du travail transformés, et prêts à entamer un combat de longue haleine contre la Dictature<sup>296</sup>.

---

<sup>293</sup>*Causa 652/62*, Archivo General Militar de Madrid, op.cit., p.55: «*Por su calidad de universitario, no le hacían objeto de grandes confianzas*».

<sup>294</sup> Ne disposant pas de document d'archives recensant les membres du parti, nous nous basons ici sur les différents noms et témoignages cités dans Julio Antonio García Alcalá, *Historia del « Felipe »*, op.cit.

<sup>295</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 29/10/2019: «*El SUT fue muy importante, muchísimos pasaron por el SUT, los de la generación de la transición. Fue un episodio importante tanto personalmente porque me di cuenta de cómo trabajaban, sus condiciones de vida, cierta conciencia social nació ahí, y por la cantidad de gente que luego ha sido decisiva en el periodo de la transición*».

<sup>296</sup>Miguel Ángel Ruiz Carnicer, «*Actitudes políticas, sociales y sindicales de los estudiantes universitarios españoles (1939-1960)*», op.cit., p. 408: «*El SUT tuvo mucho de revulsivo en la minoría de estudiantes inquietos, siendo un importante foco de radicalización e incluso de paso posterior a la militancia en partidos de izquierda*».

## 2.4. LES SIRENES DE LA LUTTE ARMÉE.

Nous l'avons brièvement évoqué, cette période qui englobe les années 1950 et 1960 est aussi celle, à l'échelle mondiale, des différents Fronts de Libérations. Pour mémoire, à Cuba, après six années de guérilla, Fidel Castro et ses camarades renversent en 1959 le général F. Batista. Le premier janvier 1959 marque le triomphe de la révolution cubaine et, dès lors, l'instauration d'un régime socialiste suscite l'espoir du peuple cubain et l'enthousiasme de tous leurs sympathisants dans le monde. En Algérie, le Front de Libération National se bat contre l'occupant français depuis 1954, et en 1960, le gouvernement du général De Gaulle oscille entre répression brutale, et politique de la main tendue, laissant entrevoir une issue favorable aux indépendantistes algériens. Enfin, depuis 1955 les Communistes vietnamiens se sont engagés dans une guerre asymétrique contre leurs adversaires soutenus par les États-Unis, afin de libérer le pays de l'influence de l'Ouest capitaliste. On comprend donc que, dans ce contexte, les membres du Front de Libération Populaire espagnol aient été tentés par la stratégie de la guérilla armée pour renverser le régime franquiste. Nicolás Sartorius reste cependant évasif lorsque la question est abordée :

*Il y a eu quelques débats, des discussions autour de cette éventualité, mais c'était au tout début du FLP. C'était à l'époque des mouvements de libération. Mais nous avons mis tout ça de côté, parce que les conditions en Espagne n'étaient pas... mais oui, nous avons été tentés au début<sup>297</sup>.*

Nous savons que la « Central de Permanentes » du FLP était en relation avec ses homologues à Paris, qui fréquentaient des exilés de différents horizons, d'anciens membres des Brigades Internationales, d'anciens cadres du régime républicain, etc. C'est précisément via ces ex-combattants de la Guerre Civile qu'ils entrent en contact avec des représentants de l'État Yougoslave : l'URSS poursuivait les anciens Brigadistes, les soupçonnant d'être Anarchistes, tandis que la Yougoslavie les accueillait et les protégeait. Le général Josep Broz « Tito » y dirigeait depuis 1945 un état socialiste, indépendant de l'URSS, avec une organisation fédérale et une économie autogérée basée sur des Conseils Ouvriers. Ce régime socialiste éloigné de la *doxa* soviétique séduit ces jeunes militants qui rêvent d'une révolution économique et sociale dans leur pays. Un habile stratagème permet à plusieurs d'entre eux d'y partir et d'y être accueillis pendant plusieurs mois. Le gouvernement de la République Espagnole en exil leur fournit un passeport et l'État yougoslave finance le voyage et les

---

<sup>297</sup>N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3/11/2017: «*En la época del FLP, hubo algunos debates, discusiones sobre la posibilidad de la lucha armada, pero muy al principio del FLP. Estaban todos los movimientos de liberación. Pero lo dejamos, porque las condiciones en España no eran... pero sí hubo una tentación al principio*».

dépenses liés à leur séjour. C'est ainsi que le FLP envoie N. Sartorius et cinq autres cadres du parti à Belgrade<sup>298</sup>. Voici son témoignage :

*A un moment, je vais en Yougoslavie. C'est un pays où il y avait une expérience différente de l'orthodoxie communiste soviétique. Certains camarades du FLP à Paris avaient des relations avec les Yougoslaves. C'est pour cela qu'à la sortie de l'université, certains d'entre nous y sommes allés pour étudier le Marxisme et l'expérience yougoslave.*

*Je suis parti à Paris, nous y sommes restés quelques jours. L'ambassade yougoslave nous facilitait la tâche pour arriver là-bas. On devait prendre un train pour Berne, en Suisse, puis de Berne, un avion pour arriver à Belgrade sans problème. Nous avions de faux papiers, bien entendu. Puis, sur place, un groupe de personnes nous prenaient en charge. J'y suis resté pendant une période assez longue à étudier, à rédiger des tracts, des articles de propagande, que nous faisons ensuite passer en Espagne<sup>299</sup>.*

*Pendant la période yougoslave, j'ai préparé des tracts, de la propagande cachée dans des manuels pour apprendre à jouer aux échecs. Je suis resté à Belgrade pas mal de temps, et à Zagreb aussi. Nous étions protégés, nous habitons chez une famille yougoslave, que nous avait présentée la Ligue des Communistes de Yougoslavie. Son président était un ancien combattant des Brigades Internationales, Veljko Vlahović– qui d'ailleurs boîtait des suites d'une blessure reçue pendant la Guerre Civile [...]»<sup>300</sup>.*

Si l'on s'en tient au témoignage de Nicolás Sartorius, cette expérience en Yougoslavie l'a marqué positivement, on peut même percevoir une pointe de nostalgie dans le ton amusé avec lequel il l'évoque. Cependant, il omet de mentionner une des raisons pour lesquelles il s'y était rendu. C'est que le FLP rêve alors de lutte armée, mais ses militants ne sont ni formés ni équipés. Ils achètent des

---

<sup>298</sup> N. Sartorius, Javier Ángulo (le seul ouvrier parmi eux), F. Montabo, José Manuel Arija, Alfonso Barcelo, José Luis Leal. Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.103.

<sup>299</sup>N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3/11/2017: «Hay un periodo en que voy a Yugoslavia. Es un país donde hay una experiencia diferente a la ortodoxia comunista soviética. Había algunos compañeros del FLP en París que habían establecido relación con los yugoslavos. Y vamos algunos que salíamos de la universidad para estudiar el marxismo, la experiencia yugoslava, para estudiar. Me fui a París, allí nos quedamos unos días. La embajada yugoslava te facilitaba la manera de llegar. Y de allí tenías que coger un tren a Berna, en Suiza. Y en Berna un avión para llegar a Belgrado sin problemas. Con documentación falsa, etc. Y ahí teníamos a un grupo de personas que nos recogía y vivíamos allí. Estuve allí una temporada bastante larga, haciendo estudios, escribíamos folletos, propaganda, que luego metíamos en España».

<sup>300</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien du 29/10/2019: «Durante el periodo Yugoslavo, fabrico folletos, que metemos en manuales de ajedrez. En Belgrado sobre todo estuve bastante tiempo, y Zagreb. Éramos protegidos, Vivíamos en casa de una familia yugoslava, que nos proporcionaba La Liga de comunistas yugoslavos. Bajo tutela de su presidente, que era un antiguo luchador de las brigadas internacionales, Veljko Vlahović (que tenía una cojera por una herida de la guerra civil). Estudiábamos marxismo, historia del movimiento obrero. Había gente que habían estado en las Brigadas Internacionales. Stalin sospechó a los brigadistas, decía que todos eran anarquista, mientras que Yugoslavia les protegió, había muchos ahí. Muchos se casaron con españolas».

armes au marché noir, Cuba leur en fournit également<sup>301</sup>, et ils partent en quête d'autres soutiens extérieurs. Des représentants de l'État Yougoslave (dont Veljko Vlahović que N. Sartorius évoque lors de l'entretien ci-dessus) leur promettent de l'aide pour mettre sur pied un système de guérilla supposé partir de la Sierra de Cazorla dans les montagnes du nord de l'Andalousie<sup>302</sup>. C'est pourquoi munis de leurs faux passeports, ils arrivent à Belgrade à l'été 1961, impatients à l'idée de commencer l'entraînement. Ils y resteront plusieurs semaines, mais sans jamais voir ni mitraillette ni camp d'entraînement.

*Nous sommes partis enthousiastes, croyant que les Yougoslaves allaient nous former aux tactiques de guérilla et qu'ensuite, en rentrant en Espagne, nous pourrions affronter le Franquisme. [...] Mais une fois là-bas rien ne s'est passé comme nous l'avions espéré. La formation théorique, nous l'avons faite seuls, et il n'y a eu aucune formation armée, rien du tout<sup>303</sup>.*

J. A. Garcia Alcalá, spécialiste du FLP, estime que «*la Ligue des Communistes ne devait pas avoir grande confiance en ces étudiants si enthousiastes, mais si peu réalistes qu'ils ne se rendaient pas compte que leur entreprise était colossale*<sup>304</sup>». Une prise de recul permet également de saisir la position ambiguë et problématique dans laquelle se trouvait le général Tito face à ces jeunes *Felipes*. Suite à sa rupture avec l'URSS en 1948, l'État yougoslave avait recouru à des prêts octroyés par le Fonds Monétaire International et diverses banques européennes. Il était alors impossible pour lui de se retrouver impliqué dans un conflit contre l'Espagne, alliée des Etats-Unis. Et pour rappel, déjà en 1948 S. Carrillo et E. Lister avaient sollicité l'appui du général Tito pour mener à bien leurs opérations de guérilla. Mais déjà le conflit entre la Yougoslavie et l'URSS de J. Staline avait justifié son refus de s'attirer l'inimitié de l'Occident, et sa décision de n'appuyer qu'une transition démocratique pacifique, mais pas de mouvement armé, conformément à la Note Tripartite signée en 1946 par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis<sup>305</sup>. Ainsi les Yougoslaves acceptent que les *Felipes* résident chez eux, ils les occupent, mais sans réellement accéder à leur demande d'aide. N. Sartorius et ses camarades passent plusieurs semaines dans une imprimerie où ils se rendent tous les jours à partir de 5h du matin. Ils fabriquent des ouvrages d'économie et de politique destinés à être

---

<sup>301</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.107-114.

Gregorio Morán, *Miseria y Grandeza del Partido Comunista de España*, op.cit.,p.344.

<sup>302</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.1, op.cit., p.222.

<sup>303</sup>Témoignage de José Manuel Arija, cité dans Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.104: «*Fuimos entusiasmados pensando que los yugoslavos nos iban a entrenar en tácticas guerrilleras para luego, al volver a España, enfrentarnos al franquismo. [...] Pero luego allí no hubo nada de lo que esperábamos. La formación teórica nos la dimos nosotros solos, y de la formación guerrillera no hubo nada, nada en absoluto*».

<sup>304</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.104: «*La liga de los comunistas revolucionarios no debía confiar mucho en unos estudiantes muy ilusionados pero tan poco realistas que no se percataban de los descomunales que era su pretendida empresa*».

<sup>305</sup>Sergio Vilar, *Historia del antifranquismo*, op.cit., p.168-169.

introduits clandestinement en Espagne. Ils travaillent également pour le gouvernement Yougoslave en participant à des émissions de la radio d'État, en réalisant des traductions ou en doublant des documentaires en espagnol<sup>306</sup>. Ils participent aussi à la préparation de la première rencontre des pays non-alignés prévue peu après, en septembre 1961.

Toujours dans l'idée d'engranger des soutiens extérieurs, N. Sartorius profite de ce séjour pour se rendre à Tunis y rencontrer des représentants du FLN algérien et les convaincre de les aider :

*J'ai fait un voyage à Tunis, aidé par les Yougoslaves, pour rentrer en contact avec le FLN algérien. Nous sommes restés là-bas quatre ou cinq jours et nous leur avons remis un rapport sur les possibilités de conduire une guerre de guérilla dans notre pays, mais il n'y a eu aucune suite et ça n'a rien donné. [...] Ils nous ont dit qu'ils nous donneraient une réponse, mais elle n'est jamais arrivée<sup>307</sup>*

Voilà pourquoi, au vu de l'échec de leur entreprise, et après de long mois de réflexion, les jeunes « felipes » finissent tous par reconnaître que ce projet de lutte armée les conduisait dans une impasse. Ils étaient trop peu nombreux et un long processus de politisation des masses était nécessaire avant d'imaginer pouvoir, comme ils en avaient l'objectif, armer le peuple contre le régime franquiste. Deux anciens membres du FLP, Fernando Martínez Pereda et Joaquín Aracil, témoignent :

*Cette idée folle nous semblait absurde. Où allions-nous aller ? A la Sierra de Cazorla, pour que la Garde Civile nous attrape ? Nous allions nous cacher comme des rats pour parvenir à tuer un pauvre gars, comme le FRAP plus tard ? [...] Ici il n'y avait pas la même structure sociale qu'en Algérie, où 80% de la population vivait de l'agriculture<sup>308</sup>.*

*Cette étape de la Guérilla est une époque de comportements très juvéniles, nous étions très « grande gueule », parce que c'était vraiment de la folie<sup>309</sup>.*

---

<sup>306</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.104.

<sup>307</sup> N. Sartorius, cité dans Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.104: «Yo hice un viaje a Túnez ayudado por los yugoslavos para tomar contacto con el FLN argelino. Estuvimos cuatro o cinco días y les presentamos un informe sobre las posibilidades que tenía en nuestro país la guerra de guerrillas, pero aquello no tuvo continuidad y no se llegó a nada [...] Ellos quedaron en que ya nos contestarían, pero eso nunca se produjo».

<sup>308</sup>Fernando Martínez Pereda, cité dans Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.106: «Nos pareció un disparate absurdo. ¿A dónde íbamos a ir? ¿A la sierra de Cazorla para que nos cogiera la Guardia Civil? ¿Íbamos a ocultarnos como las ratas para luego matar a un pobre guardia, como luego hizo el FRAP? [...] Aquí no había una estructura social con un 80% del campesinado como en Argelia». Effectivement, en 1950, 50% des espagnols travaillent dans l'agriculture, 25% pour l'industrie, et 25% dans les services. Dix ans plus tard, en 1960, 42% de la population active est toujours dans le secteur primaire, 32% dans l'industrie, et seulement 26% dans les services. Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op.cit., p.53.

<sup>309</sup> Joaquín Aracil, cité dans Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.106. «Esa etapa de la guerrilla coincide con una época muy infantil, muy de voceras, porque era un disparate».

C'est donc suite à l'épreuve de la réalité que les jeunes cadres du FLP rentrent en Espagne en abandonnant toute idée de lutte armée et pour se concentrer sur ce qu'il y a de plus important désormais : aider à la prise de conscience de la nécessaire mobilisation antifranquiste au sein des milieux ouvriers.

## 2.5. 1962 : DE LA SERENDIPITE DES GREVES AUX ASTURIES.

Il en a rêvé : une étincelle, un mouvement de protestation qui prend et se propage, une vague imparable renversant la Dictature... Le 6 avril 1962, N. Sartorius se trouve dans la petite ville minière de El Entrego, à deux pas de Mieres, là où tout commence. Il est témoin d'un conflit dont la durée et l'ampleur sont inespérées et dépassent de loin toutes les attentes des différents partis d'opposition. Conscient du potentiel déstabilisateur de ces grèves, il s'emploie à entretenir et à propager la révolte des mineurs asturiens, jusqu'à son arrestation quelques semaines plus tard.

### 2.5.1. Dans la brèche des mobilisations ouvrières.

Lors du remaniement ministériel de 1957, une équipe de jeunes ministres, proches de l'Opus Dei, mais surtout dotés d'une formation plus solide que leurs prédécesseurs, entreprend une série de réformes destinées à endiguer la crise économique et le mécontentement ouvrier latent<sup>310</sup>. Carme Molinero et Père Ysàs, qui ont consacré plusieurs travaux au bras de fer entre l'opposition et le Régime, insistent sur ce point :

*La tension sociale grandissante a également pesé sur le remaniement gouvernemental de 1957, qui marque le début du grand virage de la politique économique franquiste en vue de l'intégration dans l'économie internationale<sup>311</sup>.*

Lorsqu'ils arrivent au pouvoir, « les technocrates » souhaitent dynamiser la productivité des entreprises. Jusqu'alors c'était l'Etat qui fixait les conditions de travail et les taux des rémunérations.

---

<sup>310</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op.cit., p.26-44.

<sup>311</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op.cit., p.41: «La creciente tensión social condicionó también el cambio gubernamental de 1957 que sería el punto de arranque del gran viraje de la política económica franquista hacia la integración en la economía internacional».

Mais la loi promulguée en 1958 autorisant la mise en place de conventions collectives<sup>312</sup> permet désormais aux employeurs de fixer les salaires et les conditions de travail en accord avec leurs employés – processus toutefois encadré par l’Organisation Syndicale d’Etat (OSE). La porte du dialogue social est ouverte : la dégradation de la situation économique à l’issue de la mise en place du Plan de Stabilisation en 1959 et le mécontentement ouvrier qui en découle engendrent une intensification progressive de la signature de conventions au sein des entreprises<sup>313</sup>.

En parallèle, une autre réforme, juridique cette fois, crée une nouvelle faille dans le bloc autoritaire franquiste. Jusqu’alors, les travailleurs en litige avec leur employeur pouvaient recourir individuellement aux *Magistraturas de trabajo*<sup>314</sup>, et ils étaient soutenus dans leur démarche par des juristes ou des avocats affiliés à l’Organisation Syndicale d’Etat. Or ces fonctionnaires proches du régime avaient plus à cœur de parvenir à une conciliation rapide entre les deux parties que de défendre les intérêts de l’employé lésé. Le nombre de plaintes augmentant considérablement à partir du milieu des années 1950<sup>315</sup>, des juristes proches du catholicisme social (adhérents des *Hermanadas Obreras de Acción Católica (HOAC)*<sup>316</sup>, notamment) commencent à offrir leur aide aux ouvriers qui se tournent vers eux, et quelques centres spécialisés ouvrent leurs portes à Barcelone, Madrid ou Santander<sup>317</sup>. Mais dorénavant, avec la nouvelle Loi de Procédure approuvée en 1958<sup>318</sup>, les plaignants peuvent recourir à des avocats indépendants pour les conseiller ou les défendre au moment du procès. Les auteurs de la monographie *Abogados contra el franquismo*, qui porte sur l’émergence et l’impact du travail de cette nouvelle forme d’engagement des spécialistes du droit contre la Dictature, expliquent :

---

<sup>312</sup> *Ley de Convenios Colectivos* du 24 avril 1958, publiée dans le B.O.E. n°99 du 25/04/1958.

<sup>313</sup> La nouvelle loi régissant les conventions collectives est publiée au printemps 1958, toutefois sa mise en œuvre se fait lentement : en 1958, seulement sept conventions collectives sont approuvées, on passe à 205 en 1959, pour retomber à 168 en 1960. Mais leur nombre augmente ensuite de façon exponentielle, avec 449 conventions adoptées en 1961, et enfin 1538 en 1962. Xavier Domènech, *Clase obrera, antifranquismo y cambio político. Pequeños grandes cambios, 1956-1969*, Madrid, Catarata, 2008, p.50.

<sup>314</sup> Les *Magistraturas de trabajo* que l’on connaît en France sous le nom de Conseil de Prud’hommes.

<sup>315</sup> Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas, op.cit.*, p.32.

Carmen Benito del Pozo, *La clase obrera asturiana durante el franquismo*, Madrid, Siglo XXI de España editores, 1993, p.353, puis p.431-435.

<sup>316</sup> Les *Hermanadas Obreras de Acción Católica (HOAC)* est la branche ouvrière de l’organisation catholique *Acción Católica*, fondée en 1946. C’est l’association de l’Eglise chargée d’aller prêcher auprès des ouvriers, mais contrairement à sa hiérarchie, elle défend un catholicisme plus libéral, qui revendique plus de justice sociale. La HOAC appuie le mouvement ouvrier naissant, et aura un rôle non négligeable dans le soutien qu’elle apportera aux futures Commissions Ouvrières.

<sup>317</sup> Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo, Memoria de un compromiso político 1939-1977*, Barcelona, Crítica, 2013, p.46.

<sup>318</sup> *Decreto de 4 de julio de 1958 por el que se aprueba su texto refundido y el Procedimiento especial para los Seguros sociales y el Mutualismo laboral*, publié dans le B.O.E. n°188 du 7/08/1958.

*En tant qu'avocats indépendants, ils remettaient durement en cause le travail des juristes de l'Organisation Syndicale d'Etat. Pour eux, il était nécessaire de prendre le parti des plus défavorisés, d'œuvrer à leur défense et de lutter pour le respect des droits des travailleurs. Cela aboutira à la revendication d'une nouvelle catégorie de spécialistes du droit, engagés dans une perspective de lutte des classes, avec des méthodes de fonctionnement et d'organisation bien différentes de celles en vigueur dans ce secteur, et qui sera à l'origine des futurs cabinets d'avocats spécialisés dans le droit du travail<sup>319</sup>.*

Les opposants au Franquisme comprennent que la généralisation des conventions collectives, ajoutée au bruit sourd du mécontentement et des revendications ouvrières, à l'augmentation des représailles économiques ou juridiques, suite à leur mobilisation, ainsi qu'à la possibilité d'être appuyé librement lors d'une procédure contre son employeur, ouvrent de nouvelles possibilités de luttes contre la Dictature. Voilà dans quel contexte les deux amis de N. Sartorius, Juan Tomás de Salas et José Luis Leal Maldonado, ouvrent le *Bufete Vallecas*, un cabinet d'expertise en droit du travail, droit du logement, et droit administratif destiné aux habitants du faubourg madrilène éponyme. N. Sartorius y fait un premier stage en fin d'année 1960. Il y retrouve alors d'autres *Felipes*: Esteban Urbano, nouvelle recrue du parti qui est embauché en tant que stagiaire, et María Elena de Salas, qui y occupe un poste de secrétaire. C'est également à ce moment-là qu'il fait la connaissance d'Antonio Ubierna, qui, pour mémoire, était rentré de Grande-Bretagne après un cursus de Droit, et peu après allait intégrer la « Central de Permanentes » à ses côtés. A l'automne 1961, de retour de Belgrade et désormais diplômé en Droit, N. Sartorius retourne y travailler, il y est alors assesseur<sup>320</sup>. Puis, peu après, avec son camarade José Jiménez de Parga, ils décident d'ouvrir un autre cabinet de conseil juridique en plein cœur de Vallecas, au 37 rue Monte Igueldo : *Asesoría Jurídica Vallecas*. Ils espèrent rentabiliser leur investissement via l'afflux majeur de militants ouvriers au sein du FLP. Cependant, ils ne rencontrent pas le succès escompté et ils finissent par le fermer et tenir une permanence dans l'appartement qui leur sert de siège avec leurs camarades de la *Central de Permanentes*, route d'Aragon — ce qui va faciliter par ailleurs leur fichage par la police, qui surveille désormais jour et nuit le « repère » des *Permanentes* —. En effet, « bien qu'au sens strict du terme un

---

<sup>319</sup>Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo op.cit.*, p.45: «*Como abogados independientes cuestionaban duramente el trabajo profesional de los letrados de la OSE, entendían que era necesario tomar partido por los más desfavorecidos, ejercer su defensa y luchar por sus derechos laborales. Desembocará en la reivindicación de un nuevo tipo de profesional del Derecho comprometido con una perspectiva de clase, con métodos de funcionamiento y organización distintos a los habituales en la profesión, y que estará en el origen de los futuros despachos laboristas*».

<sup>320</sup>*Causa 652/62*, Archivo General Militar de Madrid, *op.cit.*: «*Su actuación en la asesoría jurídica fue la de un pasante, ya que el declarante no estaba colegiado todavía, y por tanto no podía ejercer libremente su carrera. Que por la específica misión de la asesoría jurídica especializada en cuestiones laborales y sociales, ha tenido en multitud de ocasiones cambios de impresiones, tanto con Leal como con Jiménez de la Parga, sobre cuestiones políticas y cuestiones sociales*».

“laboralista” soit un spécialiste en droit du travail, aux yeux de leurs confrères et de leurs concitoyens ils étaient des “avocats d’ouvriers”<sup>321</sup> ». Ils étaient susceptibles donc, aux yeux du Régime, de semer ou d’alimenter la dissidence dans un milieu déjà traditionnellement « agité », pour ne pas dire réfractaire à la Dictature.

En parallèle, pendant l’hiver 1961, N. Sartorius participe à un cercle d’étude proposé par les catholiques progressistes des HOAC. Il y rencontre Manuel Peláez López, étudiant à la Faculté d’Economie, avec lequel il se lie d’amitié. Ce dernier est originaire de la cité minière de El Entrego, dans les Asturies, où son père, décédé prématurément de la silicose, était mineur<sup>322</sup>. Il lui fait part des conditions de travail et de vie misérables dans le bassin minier asturien, du mécontentement latent et de la prédisposition politico-sociale à adhérer aux idées du *Frente*. C’est pourquoi il lui suggère de s’y installer pour ouvrir un cabinet de conseil juridique, et lui propose son aide pour permettre au FLP de s’implanter au cœur des Asturies.

En effet, depuis plusieurs années, et bien que cela soit interdit, il y avait eu plusieurs vagues de grèves dans différents centres industriels d’Espagne en 1951, 1956, 1957 et 1958<sup>323</sup>. En 1956 le régime avait d’ailleurs pour la première fois décrété une hausse de salaire de 16% pour tenter d’enrayer les protestations des travailleurs. Puis, en 1958, alors qu’aux Asturies 20 000 travailleurs étaient en grève, la Dictature avait durci le ton en instaurant un nouvel Etat d’exception qui avait fini par étouffer la révolte : « *ce qui non seulement a mis un terme aux grèves, mais a garanti quatre années supplémentaires de pax franquiste dans les bassins miniers* <sup>324</sup> ». Quatre ans plus tard, malgré un début de reprise économique, beaucoup d’Espagnols, dont les mineurs, connaissent des conditions de travail et de vie toujours extrêmement difficiles. N. Sartorius se souvient :

*Quand je suis arrivé dans les Asturies fin 1961 début 1962, la situation des mineurs était véritablement difficile, pour ne pas dire catastrophique, d’un point de vue social et professionnel. Les journées de travail étaient extrêmement dures, les conditions de sécurité étaient très mauvaises. J’ai d’ailleurs un souvenir, qui reflète bien mon ignorance : quand je suis arrivé là-bas, j’ai vu sur la grille d’une mine qu’il y avait toujours un nombre affiché, mais je ne savais pas ce que cela*

---

<sup>321</sup>Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo op.cit.*, p.46: «*Si en sentido estricto un laboralista era un especialista en derecho del trabajo, por la profesión y la ciudadanía eran identificados como “abogados de obreros”*».

<sup>322</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.116.

<sup>323</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op.cit., p.33-42.

<sup>324</sup>Xavier Domènech, *Clase obrera, antifranquismo y cambio político*, op.cit., p.33: «*no sólo acabó con ellas, sino que garantizó cuatro años de pax franquista en las cuencas mineras*».

*signifiait, alors un jour j'ai posé la question à un ami mineur : « C'est quoi ce nombre ? », et il m'a répondu, « ça, c'est le nombre de morts »<sup>325</sup>.*

Le mal-être ouvrier reste donc bien présent. Le 6 avril 1962, sept employés de l'entreprise *Nicolasa* à Mieres, bourgade des Asturies, sont brusquement licenciés. Ils réclamaient une prise en compte de la difficulté et de la dangerosité de leur travail via une augmentation de salaire, et face au refus de leur employeur, ils avaient ralenti leur cadence de travail, réduisant ainsi le niveau de production de la mine. Le lendemain, ce sont tous les travailleurs de la mine qui se mettent en grève. Et deux semaines plus tard, c'est l'ensemble de la région minière qui est impactée, avec 20 000 mineurs qui réduisent leur cadence, se rendent au travail en nombre insuffisant pour assurer le fonctionnement de leur entreprise, refusent les heures supplémentaires, mais surtout vont jusqu'à se mettre en grève, en dépit de la législation franquiste. Quelques semaines plus tard, on estime à 300 000 le nombre de grévistes dans vingt-huit provinces d'Espagne : c'est la première fois qu'un mouvement de protestation prend autant d'ampleur depuis la fin de la Guerre Civile<sup>326</sup>. Certains se mobilisent en solidarité avec les mineurs asturiens, d'autres, galvanisés par la vague de protestation qui s'est emparée des zones industrielles du pays, réclament à leur tour une augmentation salariale et une amélioration de leurs conditions de travail. Les employeurs dans un premier temps refusent d'accéder à leurs requêtes, mais les ouvriers ne cèdent pas, et ce malgré la dégradation de leurs conditions de vie et les risques de licenciement ou d'arrestation. C'en est trop pour la Dictature qui décide de durcir le ton. On observe alors un déploiement extraordinaire de forces de l'ordre dans toute la région minière. N. Sartorius qui se trouvait à El Entrego témoigne :

*J'ai une image indélébile en tête. Deux jours après que la grève ait éclaté, je suis sorti dans la rue, et toutes les ruelles, toutes les rues adjacentes du village étaient occupées par des Jeeps de la police armée, les agents y étaient postés et patrouillaient dans les rues. Et les gens étaient tranquilles. C'était presque comme un jour férié, absolument tout était à l'arrêt<sup>327</sup>.*

---

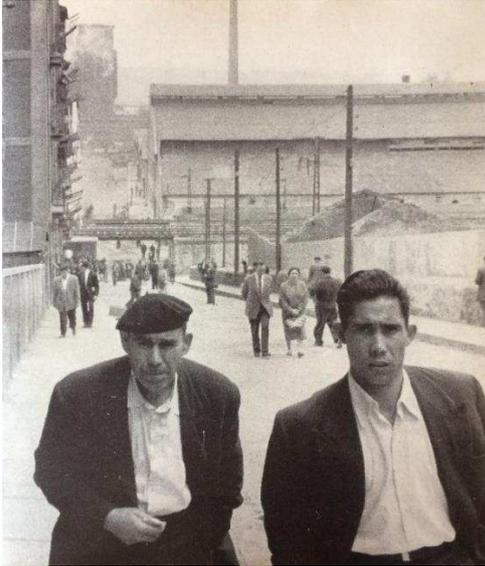
<sup>325</sup>Témoignage de N. Sartorius apparaissant dans le documentaire *La huelga del silencio*, Documentos TV, RTVE, diffusé sur la chaîne éponyme le 6/05/2012, 11'20 : « *Cuando llegué a Asturias a finales del 61 principios del 62, la situación de los mineros era verdaderamente dura, por no decir catastrófica, desde un punto de vista social y laboral. Eran jornadas de trabajo durísimas, condiciones de seguridad muy malas. Yo tengo un recuerdo, que refleja mi ignorancia. Cuando llegué allí vi en una verja del pozo que siempre había una cifra, y yo no sabía qué era esa cifra y le pregunto a un amigo minero "¿Esa cifra qué es?" y me dijo "Eso son los muertos"* ».

<sup>326</sup>Il est difficile de connaître le nombre exact d'entreprises en grève et de grévistes, car l'Espagne ne commencera à tenir un registre des grèves qu'à partir de l'année suivante. Plusieurs spécialistes se sont penchés sur la question, se basant notamment sur les rapports des partis d'oppositions et sur les rapports de la police franquiste et comptent entre 165 000 et 500 000 grévistes entre avril et juin 1962.

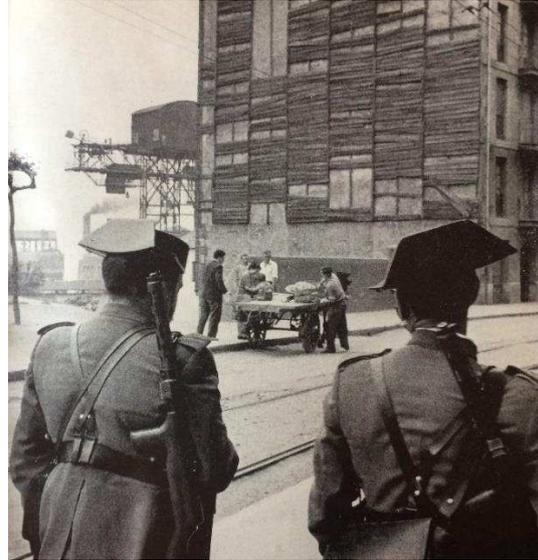
Xavier Domènech, *Clase obrera, antifranquismo y cambio político*, op.cit., p.34.

Alberto Sabio Alcutén, *Peligrosos demócratas: antifranquistas vistos por la policía política (1958-1977)*, Madrid, Cátedra, 2011, p.43.

<sup>327</sup>Témoignage de N.Sartorius apparaissant dans le documentaire *La huelga del silencio*, op.cit., 31' : « *Yo tengo una imagen que no se me borrará, saliendo a la calle a los dos días siguientes, cuando había estallado la*



Le mouvement de grève dans les Asturies<sup>328</sup>.



Des agents de la Guardia Civil patrouillant pendant les grèves<sup>329</sup>.

Toutefois, la perte de salaire, la fermeture des écomats d'entreprise, les manœuvres d'intimidation et les arrestations, nombreuses, ne parviennent pas à éteindre la grève, au contraire. Le régime décide alors, comme en 1958, de recourir à l'Etat d'exception pour tenter de faire cesser l'affront<sup>330</sup>. N. Sartorius analyse dans l'essai *La memoria insumisa* l'impact d'une telle mesure :

*En soi, les Etats d'exception ne suspendaient presque rien, parce que les forces de sécurité franquistes disposaient toujours des détenus comme bon leur semblait, qu'elles violaient la correspondance ou s'introduisaient au domicile de la population si elles en avaient envie, qu'elles torturaient comme elles voulaient, quand elles voulaient sans qu'un seul agent de police ait été condamné pour cela pendant les presque quatre décennies qu'a duré la Dictature. [...] Mais les Etats d'exception réussissaient à accentuer le sentiment d'insécurité de toute personne engagée, d'une façon ou d'une autre, dans la conquête des libertés, tout en augmentant son isolement, car elle devenait quelqu'un dont la fréquentation était désormais dangereuse.*<sup>331</sup>

---

*huelga, todos los callejones, calles adyacentes del pueblo estaban tomados por Jeeps de la policía armada, que patrullaban por las calles y estaban apostados. Y la gente estaba tranquila. Era casi como un día de fiesta, estaba absolutamente todo parado».*

<sup>328</sup>Ignacio Fernández de Castro, José Martínez, *España Hoy*, Ruedo Ibérico, 1963, planche 14.

<sup>329</sup>*Op.cit.*, planche 21.

<sup>330</sup> Le 4 mai 1962, et pour une durée de quatre mois, l'Etat suspend dans les Asturies, en Biscaye et dans la province du Guipuzcoa six articles du *Fuero de los Españoles*, dont, entre autres, l'article 12 proclamant la « liberté » d'expression, l'article 13 qui garantit le secret de la correspondance entre espagnols, l'article 15 qui proscriit les perquisitions de domicile sans autorisation de justice, l'article 16 qui octroie le « droit » de se réunir et de s'associer (comme dans le cas de l'article 12, au sein des marges fixées par le régime).

<sup>331</sup>N. Sartorius, J. Alfaya, *La memoria insumisa*, *op.cit.*,p.295-296: «*En sí lo que suspendían los Estados de excepción no era prácticamente nada. Porque las fuerzas de seguridad franquista disponían siempre a su antojo de los detenidos, violaban la correspondencia o los domicilios de los ciudadanos cuando les venía en gana y*

Depuis le début du conflit le régime s'emploie à taire les événements. Et ce silence officiel autour des grèves contribue à la stupeur des Espagnols lorsque, de surcroît, au mois de juin, ils apprennent que l'Etat d'exception est étendu à tout le territoire et pour une durée de deux ans. Pour s'informer et comprendre ce qui se joue, on écoute, en cachette bien sûr, le bulletin hispanique diffusé la nuit par l'ORTF *Radio Paris*<sup>332</sup>, ou *Radio España Independiente*<sup>333</sup> qui, depuis Bucarest, émet un compte-rendu quotidien des revendications ouvrières, des arrestations, ou de l'évolution des négociations. A. Sabio, qui analyse le regard que porte le Régime sur ses opposants, explique qu'à ce moment-là, « *beaucoup de travailleurs espagnols se sont identifiés, de plus en plus, à ces mineurs dont ils considéraient que les revendications étaient justes. Des mineurs qui, de plus, agissaient pacifiquement, ce qui contrastait d'autant plus avec le traitement violent que leur réservait le gouvernement*<sup>334</sup> ». Face à la pression des grévistes qui ne faiblit pas, le 15 mai, on décide de libérer des détenus et on les autorise à choisir leurs représentants en vue d'entamer de nouvelles négociations. On fait ainsi face à un paradoxe jusqu'alors inédit : alors qu'un décret vient de mettre un terme aux quelques libertés dont disposent les Espagnols, y compris celle de se réunir, on autorise les plus revendicatifs d'entre eux à se regrouper pour élire leurs représentants, en marge de l'Organisation Syndicale d'Etat (OSE). Le lendemain, le ministre-secrétaire général du Mouvement et délégué national des syndicats, José Solís Ruiz<sup>335</sup>, se rend sur place, rencontre les commissions d'ouvriers élus la veille, et s'accorde avec eux sur une augmentation du salaire net à laquelle s'ajoute une prime de productivité et la promesse de libération de 356 inculpés pour leur engagement pendant les grèves<sup>336</sup>. Le bras de fer entre les grévistes et le Régime se poursuit encore pendant une

---

*torturaban cómo y cuándo querían sin que un solo agente de la policía fuera condenado por ello en las casi cuatro décadas que duró la dictadura. [...] Pero lo que sí conseguían esos Estados de excepción era agudizar la sensación de inseguridad de cuanta persona estuviera comprometida, de un modo u otro, en la lucha por las libertades, a la vez que aumentaba su aislamiento social, puesto que los convertía en personas cuyo trato se volvía peligroso».*

<sup>332</sup>*Radio París* désigne le nom de l'émission de radio de l'ORTF émise chaque soir, en espagnol, de 23h à minuit.

<sup>333</sup>Ramón Mendezona Roldán, *La Pirenaica. Historia de una emisora clandestina*, Madrid, Edición del autor, 1981.

<sup>334</sup>Alberto Sabio Alcutén, *Peligrosos demócratas op. cit.*, p.45: «*Muchos trabajadores españoles se sintieron identificados cada vez más con unos mineros cuyas reclamaciones se perciben como justas. Mineros que además se comportaban de forma pacífica, lo que contrastaba aún más con el trato y la violencia gubernativa.*»

<sup>335</sup> José Solís Ruiz (1919-1990) est à cette époque considéré comme un Phalangiste « progressiste », qui jouit d'une place importante dans la gouvernance de l'Espagne à partir des années 1950. Entre autres postes, il occupe celui de Ministre-Secrétaire Général du Mouvement de 1957 à 1969, et à nouveau en 1975, il est nommé député aux Cortes de 1947 à 1975, et Ministre du Travail par Carlos Arias Navarro, après le décès de F. Franco.

<sup>336</sup>Xavier Domènech, *Clase obrera, antifranquismo y cambio político, op.cit.*, p.35.

semaine, jusqu'à ce que le décret officialisant les promesses faites par le Ministre soit publié au Bulletin Officiel<sup>337</sup>. Le conflit finit par s'apaiser peu à peu dans les semaines qui suivent.

### 2.5.2. N. Sartorius et le FLP au cœur de la protestation.

Quelques mois avant que les grèves n'éclatent dans les Asturies, on a vu que N. Sartorius s'y était installé pour ouvrir un bureau de conseil juridique à l'intention des ouvriers :

*L'idée à l'époque était de créer des cabinets de conseil spécialisés en droit du travail. C'était les premiers qui se montaient en Espagne, en marge de l'organisation syndicale, bien entendu. Au travers de ces cabinets de conseil nous voulions entrer en contact avec le mouvement ouvrier, avec des intellectuels ou des professionnels potentiellement en lien eux aussi avec le mouvement ouvrier, et de cette façon commencer à recruter, à mettre en place un travail d'agitation et d'affrontement avec la Dictature. Nous en avons monté plusieurs. Il y en avait un à Cordoue, un autre à Madrid. Bref, celui des Asturies était l'un d'entre eux<sup>338</sup>.*

Lors des congés universitaires de la Semaine Sainte de 1961, il rejoint M. Peláez à El Entrego et réside avec lui chez la mère de ce dernier. Il visite le bourg, recherche un local où revenir s'installer, et tente de commencer à établir un réseau de connaissances et d'appuis. Il rentre à Madrid à l'issue de ses congés, mais revient dans les Asturies dès la fin des cours, au mois de juin. Cette fois, M. Peláez lui présente Adonis González Meana, un employé du service administratif de la Société Minière Duro Felguera<sup>339</sup>. Issu d'une famille socialiste ayant souffert de lourdes représailles à la fin de la Guerre Civile, il est sensible au projet du FLP, et y adhère. Nicolás Sartorius sait qu'une fois installé à El Entrego, il va pouvoir compter sur lui, qu'il va l'introduire auprès de ses camarades, et l'aider à gagner leur confiance.

---

<sup>337</sup> B.O.E. n°124 du jeudi 24 mai 1962. [En ligne : <https://www.boe.es/boe/dias/1962/05/24/> ] Consulté le 16/01/2021.

<sup>338</sup>José Gómez Alén, Ruben García Vega, *Materiales para el estudio de la abogacía antifranquista*, Vol.1, Madrid, Ediciones GPS, 2011, p.479-480 : « *Entonces era el crear, bueno, pues despachos laborales, laboristas, que eran los primeros que se creaban en España, al margen de la organización sindical, claro está, y a través del despacho laboralista entrar en contacto con el movimiento obrero, con gente intelectual o profesionales que estuvieran ligados también con el movimiento obrero y bueno, empezar a hacer una labor de captación, agitación y enfrentamiento contra la dictadura. Se montaron varios. Se montó uno en Córdoba, se montó otro en Madrid. Es decir, uno de ellos era en Asturias* ».

<sup>339</sup>Adonis est parti un temps à Paris, en 1954, et en rentrant il avait déclaré à la Garde Civile que bien qu'ayant été sollicité, il avait refusé d'intégrer le PCE. Et pour « montrer patte blanche », il avait remis un exemplaire de *Mundo Obrero* qu'il avait trouvé dans sa boîte aux lettres. *Causa 652/62*, Archivo General Militar de Madrid, *op.cit.* Son frère Ulises, quant à lui, est chargé de la collecte de fonds pour le PCE dans la zone. Archives Oviedo AFOHSA, témoignage d'Ulises González Meana, dossier 53.



N. Sartorius à El Entrego. Printemps-été 1961<sup>340</sup>.

N. Sartorius repart quelques semaines plus tard et se rend cette fois à Paris, officiellement pour assister à des conférences de l'Université de la Sorbonne dans le but d'améliorer son français<sup>341</sup>. Mais avant de s'envoler vers la Yougoslavie, il rencontre Antonio López Campillo. C'est un « ancien » — il est âgé d'une trentaine d'année — de la cellule parisienne du FLP. Ensemble ils discutent des modalités d'actions à conduire pour développer le FLP et tenter de soulever les masses contre la Dictature, et A. Lopez Campillo lui montre comment fabriquer une presse artisanale pour reproduire des tracts. N. Sartorius lui parle de sa prochaine installation à El Entrego, qu'Antonio approuve, et lui communique son adresse afin de maintenir le contact.

Au mois de janvier 1962, au retour de son expérience yougoslave, il part donc s'installer à El Entrego chez la mère de Manuel Peláez, qui lui a trouvé un local pour accueillir son cabinet. N. Sartorius n'étant pas inscrit au barreau, il demande à Luis Campos Santos, avocat membre du FLP qui exerce à Santander, de se joindre à lui dans son entreprise : « *Le cabinet de conseil en droit du travail servait de couverture pour implanter le FLP dans les Asturies* », se souvient L. Campos<sup>342</sup>. Il le rejoint au début du mois de février pour établir le cabinet à son nom. Nicolás Sartorius fait pendant cette période des allers-retours réguliers entre Madrid, où il tient sa permanence juridique et continue à s'occuper du parti via la *Central de Permanentes*, et El Entrego, où il essaie dans un premier temps de gagner la confiance des mineurs. Mais la tâche est rude, une fois de plus, car son ami et « tête de pont » M. Peláez est la plupart du temps à Madrid où il poursuit ses études. De plus, dans sa ville

---

<sup>340</sup>Photogramme du documentaire *La huelga del silencio*, *op.cit.*, 18'33.

<sup>341</sup>*Causa 652/62*, Archivo General Militar de Madrid, *op.cit.*

<sup>342</sup>Témoignage de Luis Campos, dans Julio Antonio García Alcalá, *Un modelo de oposición al franquismo: las organizaciones Frente (F.L.P – F.O.C.- E.S.B.A.)*, Thèse doctorale, Universidad Complutense de Madrid, 1997, p.291: «*El bufete laboralista era una tapadera para montar en Asturias el FLP*».

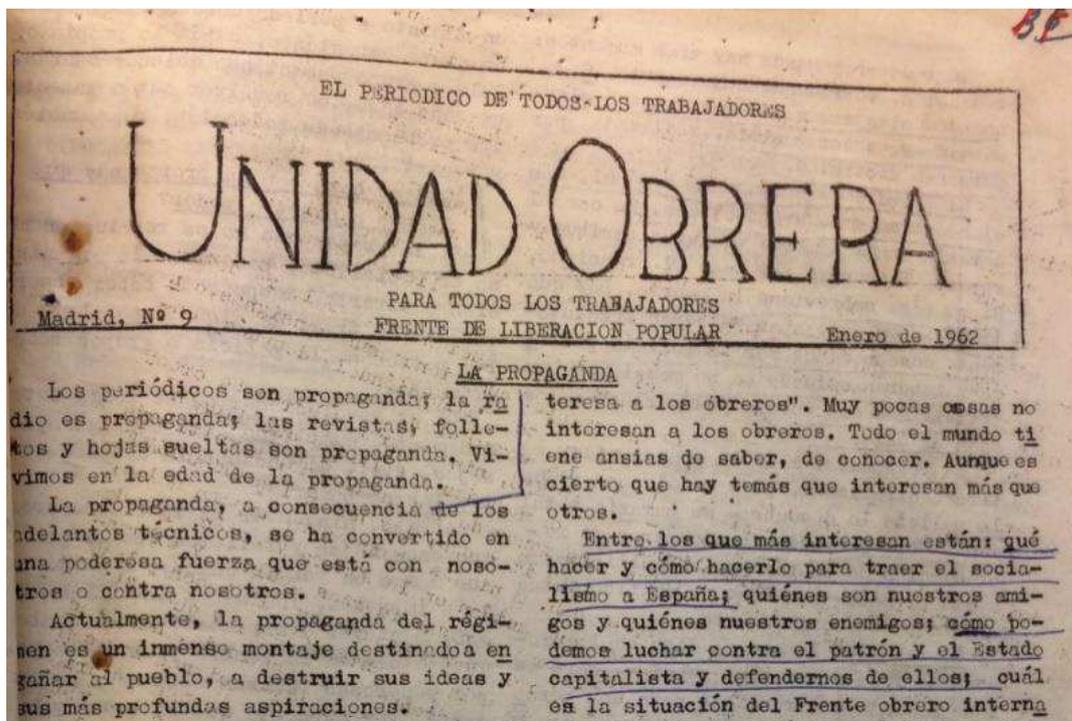
natale, où la sympathie envers le Communisme et le Socialisme prédominent, certains le considèrent comme un « catholique » (rappelons qu'il est membre des HOAC), donc potentiellement « de droite », et dont il faudrait se méfier. Mais N. Sartorius réussit malgré tout à gagner la confiance de quelques personnes sur place, grâce notamment à la médiation d'Adonis González qui le cautionne auprès de ses camarades.

*M. Peláez et ses amis avaient un bon réseau de connaissances, et ils ont commencé à nous présenter à pas mal de personnes dans le bassin minier, qui avaient bien évidemment des idées allant à l'encontre de la Dictature, et même au-delà de l'opposition à la Dictature, d'évidente sympathie envers le Parti Communiste ou la Gauche en général. [...] Nous avons recruté du monde, autant du côté de Gijón que de El Entrego. Et un des médecins qui exerçaient sur La Felguera — ils étaient rares à l'époque. Ainsi donc, avec ce groupe, nous nous réunissions, nous allions à Oviedo, à Gijón, nous nous activions dans cette zone pour recruter du monde<sup>343</sup>.*

Lors d'une de ses visites, M. Peláez lui transmet une liste de contacts ouvriers pouvant être destinataires de la propagande du FLP. Conscient des risques encourus par lui et par les personnes citées si la Police avait saisi la liste, N. Sartorius la cache dans une des prises électriques du cabinet, avant, finalement, de la détruire. Ils distribuent de la propagande fournie par l'ambassade cubaine, des dizaines d'exemplaires des *Cuadernos de Documentación Obrera* sur la réforme agraire, ainsi que des bulletins édités par le FLP, *Unidad Obrera*, critiquant le Plan de Stabilisation, la propagande du régime, l'inculture des masses et le sous-développement économique du pays.

---

<sup>343</sup>José Gómez Alén et Rubén García Vega, *op.cit*, Vol.1, p.480: «Peláez y sus amigos estaban muy bien relacionados y nos empezaron a presentar a bastante gente de la cuenca con ideas evidentemente antidictadura, y más allá de antidictadura, de simpatía clara hacia el Partido Comunista, o hacia la izquierda. [...] Teníamos gente, tanto en Gijón como en El Entrego. Uno de los médicos que había en La Felguera. No había muchos entonces. Entonces todo este grupo, pues teníamos reuniones, íbamos a Oviedo, a Gijón, nos movíamos por allí captando gente. Yo tuve relaciones con Gustavo Bueno, que era un poco el que había en la Universidad entonces».



Exemplaire d'un journal édité par le FLP, Unidad Obrera, daté de janvier 1962, joint aux éléments à charge du procès 52/1962, Archives Militaires de Madrid.

Afin d'étendre son réseau ouvrier, N. Sartorius fréquente également les *Chigres*, ces bars que l'on trouve à la sortie des mines asturiennes : on y consomme la boisson locale, le cidre, en faisant une partie de cartes après la journée de travail, ou en jouant aux quilles. On peut s'y exprimer sans crainte car ici tout le monde se connaît, et les indicateurs de la police s'ils osent s'y aventurer ne passent pas inaperçus<sup>344</sup>. Mais surtout, N. Sartorius débute son activité au sein du cabinet de conseil juridique : « nous avons commencé à avoir des clients, parce que bien entendu, il y avait énormément de problèmes sur *El Entrego*, surtout des maladies professionnelles<sup>345</sup> ». Ce lieu est d'ailleurs pour les ouvriers un nouvel « espace de liberté », où ils peuvent se retrouver et échanger sans crainte<sup>346</sup>. Il

<sup>344</sup>Témoignage de N. Sartorius apparaissant dans le documentaire *La huelga del silencio*, op.cit., 34' : « Los Chigres, que había mucho en Asturias, con sus boleras correspondientes, eran sitios donde la gente se veía, se conocía, donde los chivatos o la policía tenía dificultades de penetrar porque todo el mundo se conocía. Y cuando entraba alguien en el Chigre, que no era conocido, se hacía un silencio ». Rapport interne du FLP (vraisemblablement rédigé par N. Sartorius), cité dans Ignacio Fernández de Castro, José Martínez, *España hoy*, op.cit., p.67 : « Los chigres o bares son punto normal de reunión a la salida del trabajo ».

<sup>345</sup>Témoignage de N. Sartorius dans José Gómez Alén et Rubén García Vega, op.cit, Vol.1, p.480 : « Empezábamos a tener clientes porque claro, en *El Entrego* había muchísimos problemas sobre todo de enfermedades profesionales ».

<sup>346</sup>Témoignage de Jaime Sartorius, cité dans Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo*, op.cit., p.212 : « Fue con las actitudes de tolerancia, con el sentido de solidaridad y unidad labrado en las experiencias del trabajo común, en condiciones difíciles y de semiclandestinidad, como aquellos despachos se convirtieron en "espacios de libertad" : las salas de juntas o las salas de espera eran pequeños

gagne définitivement la confiance des gens sur place en prenant la défense des ouvriers de l'entreprise d'engrais agricoles *el Nitrógeno*, à La Felguera, face à leur employeur<sup>347</sup> : « *Ça a été une affaire très importante, je l'ai ramenée à Madrid, et je me suis entretenu avec des membres du syndicat vertical sans qu'ils sachent qui j'étais, bien sûr, ce que je faisais sur place, pour voir si on ne pouvait pas avoir gain de cause d'un point de vue juridique*<sup>348</sup> ». Jusqu'à ce que le 7 avril, la grève des mineurs de Mieres éclate, et se propage peu à peu dans tout le bassin du Caudal. Le hasard du calendrier fait que quelques jours plus tard, à l'occasion des congés universitaires de la Semaine Sainte, M. Peláez avait prévu de rejoindre N. Sartorius au domicile familial pour une dizaine de jours. Quand il arrive, les mineurs des zones voisines sont en grève depuis presque une semaine, et les deux camarades voient l'occasion qu'ils attendent depuis longtemps de s'appuyer sur le mécontentement populaire pour déstabiliser le régime.

*Nous, nous étions dans la vallée du Nalón. Les jours passaient et la grève n'éclatait pas dans la zone de Sama, El Entrego, Sotroñdio, dans tous ces villages du bassin du Nalón. Les membres du FLP qui étions sur place — Peláez, moi, son frère, et d'autres, bref, un petit groupe — nous avons l'habitude de nous réunir dans le « Chigre » du Pozo Entrego. Alors nous avons décidé que nous devons faire quelque chose, lancer un appel à la solidarité pour que la grève éclate aussi dans le bassin du Nalón*<sup>349</sup>.

La consigne est claire : le FLP doit s'unir avec tous les groupes antifranquistes afin de faire s'étendre la grève. Nicolás Sartorius rédige un appel. Son camarade parisien, Antonio Campillo, lui avait montré comment fabriquer une presse rotative à l'aide d'un cylindre de machine à laver. C'est ainsi qu'avec M. Peláez ils impriment quatre cents tracts :

*Nous avons reproduit ce tract à l'aide d'une "presse vietnamienne". Nous avons fait plusieurs centaines d'exemplaires. Nous avons passé deux nuits à faire ces*

---

*espacios de libertad, ahí hablaban unos con otros. En seguida se daban cuenta del que quería pegar la hebra y del que no quería saber nada...».*

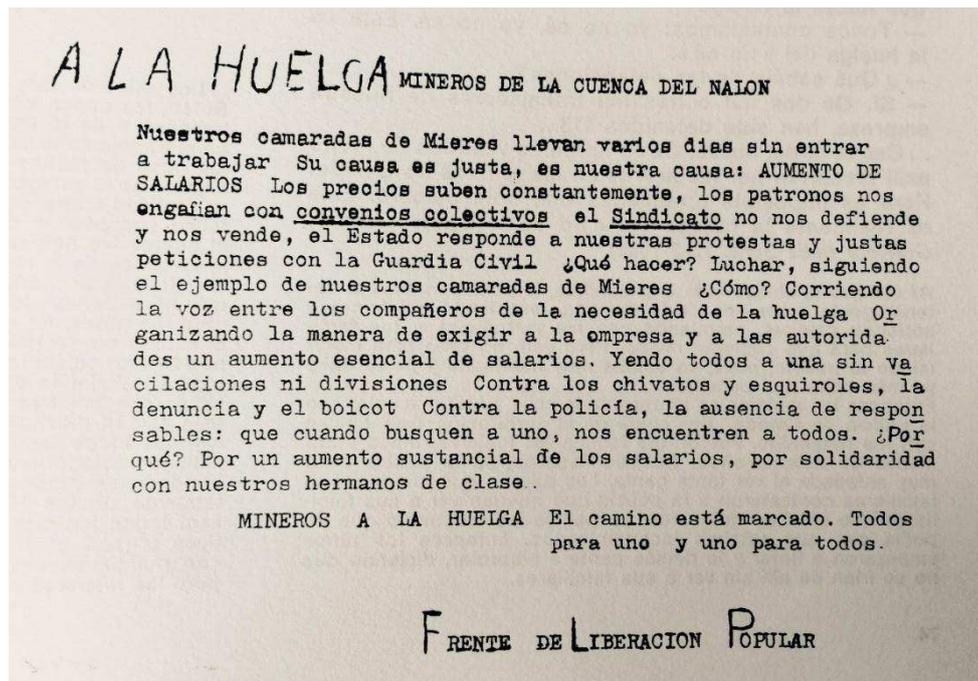
<sup>347</sup>Causa 652/62, Archivo General Militar de Madrid, *op.cit.*: «*Intervino en un conflicto labora en La Felguera entre una sociedad conocida por El Nitrógeno y los obreros de la misma, defendiendo a estos últimos*». Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, *op.cit.*, p.117.

<sup>348</sup>José Gómez Alén et Rubén García Vega, *op.cit.*, Vol.1, p.480: «*Fue un asunto muy importante que hubo entonces allí y que yo traje a Madrid y me entrevisté sin ellos saber quién era yo, claro, y lo que estaba haciendo con alguna gente del sindicato vertical, de la minería, para saber si se podía sacar alguna ventaja jurídica, ¿no?*»

<sup>349</sup>Témoignage de N. Sartorius apparaissant dans le documentaire *La huelga del silencio*, *op.cit.*, 18' : «*Pasaban los días y no saltaba la huelga en el Nalón que es donde estábamos nosotros, en la zona de Sama, Entrego, Sotroñdio, en todos los pueblos de la cuenca del Nalón. Entonces el grupo del FLP que estábamos allí, Peláez, yo, su hermano, en fin, otros, un grupo éramos — nos reuníamos en el chigre que estaba en el Pozo Entrego — decidimos que había que hacer algo, hacer un llamamiento a la solidaridad para que también estallara la huelga en la cuenca del Nalón*».

tracts dans le bureau loué pour le cabinet, et une fois terminés, nous les avons distribués à l'aide de nos amis dans le bassin minier<sup>350</sup>.

Il exhorte les mineurs du bassin du Nalón à rejoindre la grève, à suivre l'exemple de leurs camarades de la vallée voisine de Mieres. Il les encourage à s'unir et à se battre pour obtenir une revalorisation salariale, et à faire front commun contre la Dictature, ses forces répressives et ses délateurs. Puis il conclut l'appel par la célèbre devise des héros du roman d'A. Dumas : « un pour tous, et tous pour un ».



Tract rédigé et reproduit par N. Sartorius et M. Peláez, diffusé aux alentours du 17 mai dans le bassin du Nalón. .

Entre temps, ils les cachent entre les pages des nombreux tomes du Code du droit espagnol qui occupent la bibliothèque du cabinet<sup>351</sup>. Une nuit, le frère de M. Peláez leur prête sa Vespa et ils

<sup>350</sup>José Gómez Alén et Rubén García Vega, *op.cit*, Vol.1, p.480: «De esa octavilla hicimos una reproducción en una "vietnamita". Hicimos cientos de ejemplares. Estuvimos dos noches haciendo las octavillas en el despacho ese que habíamos alquilado y una vez que tuvimos las octavillas, las distribuimos con nuestros amigos de la cuenca».

<sup>351</sup>José Gómez Alén et Rubén García Vega, *op.cit*, Vol.1, p.480: «[...] las tenía guardadas en tomos del Aranzadi. Entonces, un buen día, en plena huelga, la policía apareció en el despacho, hizo un registro... Claro, no miró en

partent les distribuer sur la route entre Sama et Blimea, en passant par Ciaño, El Entrego y Sotrondio. Ils en confient également une partie à leurs camarades ouvriers<sup>352</sup> pour qu'ils les distribuent à leurs collègues de l'entreprise *Duro Felguera*, ou aux membres de leur réseau « philo-communiste » : « *Beaucoup de gens sur place qui savaient où les mettre nous ont aidés, ils connaissaient des endroits... Par exemple, le frère de Peláez savait très bien par où passaient les mineurs pour aller au travail* <sup>353</sup> ». L'historien R. García Piñeiro, qui retrace le déroulement des événements en se basant sur les rapports de police et des services de renseignements, confirme la présence de leurs tracts dans la vallée :

*Mercredi 18 avril : [...] Alors que près de 12500 travailleurs étaient déjà impliqués [dans le mouvement de grève], les services de renseignement soulignèrent avec perplexité la surprenante coordination dont faisaient preuve les mineurs dans l'extension de la grève, raison pour laquelle ils n'écartèrent pas l'hypothèse « d'interférences de directives politiques ». Leurs soupçons furent confirmés après avoir détecté dans le bassin du Nalón la présence de tracts du Front de Libération Populaire appelant à « suivre le chemin des camarades de Mieres ». En réponse, les détentions « préventives » de militants communistes redoublèrent d'intensité afin d'éviter qu'ils ne contribuent à l'extension de la grève*<sup>354</sup>.

---

*todos los Aranzadi porque evidentemente página por página les hubiera llevado mucho tiempo. Hicieron así, miraron un poco por ahí y tal. No vieron nada pero bueno, me detuvieron».*

<sup>352</sup>Causa 652/62, Archivo General Militar de Madrid, *op.cit.* Adonis González Meana, Célestino Valvidares Alvarez et Juan Fernandez Alvarez sont trois des ouvriers jugés en même temps que N. Sartorius pour leurs agissements pendant les grèves dans les Asturies. Adonis González Meana est employé administratif à l'exploitation minière Duro Felguera. En 1954 il part à Paris travailler mais refuse alors d'intégrer le Parti Communiste. Il est probablement plus sensible aux théories socialistes, tout comme ses parents et grands-parents l'étaient. Puis il finit par s'engager au Front de Libération Populaire. Il se charge principalement de distribuer des écrits de propagande. Juan Fernandez Alvarez a été envoyé en Russie par ses parents pendant la Guerre Civile. Rentré en Espagne, il est en relation avec d'autres rapatriés de Russie. A l'automne 1959 on sait qu'il distribue le journal officiel du PCE, *Mundo Obrero*, mais la cellule est démantelée et il doit cesser ses activités. A plusieurs reprises il rédige et fait signer des pétitions pour demander la libération des prisonniers politiques. Il organise des collectes pour venir en aide à ces prisonniers ainsi qu'aux familles des grévistes lorsque des conflits éclatent. C'est Adonis González qui le met en contact avec N. Sartorius. Il distribue des journaux et des tracts pour le FLP à des camarades, avant et pendant le mouvement de grève du printemps 1962. C'est lui qui finira par citer le nom de N. Sartorius lors de son interrogatoire, ce qui conduira à son arrestation. Enfin, Célestino Valvidares Alvarez est soudeur chez Duro Felguera également. Il a été arrêté en 1942 et a passé douze années en prison pour « adhésion à la rébellion ». Adonis González et lui sont amis d'enfance. Dès sa sortie de prison la police le surveille et sait qu'il cotise à hauteur de 25 pesetas par mois en solidarité avec les prisonniers politiques, qu'il participe à des réunions et est soupçonné de distribuer de la propagande subversive.

<sup>353</sup>José Gómez Alén et Rubén García Vega, *op.cit.*, Vol.1, p.480: « *Con eso nos ayudó muchísimo gente de allí que sabía dónde había que colocarla. Sitios... Por ejemplo este hermano de Peláez conocía muy bien los sitios por donde pasaban los mineros para ir al trabajo.* »

<sup>354</sup>Ramón García Piñeiro, «La huelga del silencio: hojas del calendario», dans Rubén Vega García, *Las huelgas de 1962: hay una luz en Asturias*, Oviedo, Trea: Fundación Juan Muñiz Zapico, 2002, p.63-91. [En ligne:[http://www.fundacionjuanmunizzapico.org/huelgas1962/huelgas1962\\_cronologia.htm](http://www.fundacionjuanmunizzapico.org/huelgas1962/huelgas1962_cronologia.htm)]. Consulté le 14/11/2020: «*Miércoles, 18 de abril: [...] Cuando ya estaban involucrados más de 12500 trabajadores, los servicios de información subrayaron con perplejidad la sorprendente coordinación que estaban demostrando los*

Deux jours plus tard, l'eau de la rivière Nalón était claire, signe incontestable de l'arrêt complet des exploitations minières en amont<sup>355</sup>. Puis avant que M. Peláez ne rentre à Madrid à la fin des congés universitaires, ils se rendent jusqu'à Gijón pour jeter leur matériel à la mer afin d'effacer la preuve la plus encombrante de leur activisme. N. Sartorius participe également aux réunions de coordination des grévistes. Outre dans les *Chigres*, ils se réunissent dans quelques-unes des nombreuses galeries de mines abandonnées. Voici un extrait d'un rapport interne du FLP, vraisemblablement rédigé par N. Sartorius, qui était le principal dirigeant du parti sur place, et se chargeait habituellement de la communication :

*Les mines, les nombreuses galeries abandonnées, étaient des lieux imprenables pour les véritables assemblées populaires qui s'y sont tenues les jours précédant la grève. Les familles habitaient ensemble dans de grands pâtés de maisons, par conséquent il suffisait qu'une seule personne ait une information pour qu'elle soit diffusée immédiatement. [...] A l'issue de ces rassemblements, la majorité était convaincue qu'il était nécessaire de rejoindre la lutte. Certaines assemblées sont parvenues à réunir jusqu'à 200 ou 300 hommes et femmes, ce qui, au vu des conditions de clandestinité actuelle était une véritable preuve de maturité [du mouvement ouvrier]. Dans d'autres réunions, en plus petit comité, nous avons décidé de choses concrètes, fait des propositions à des personnes que nous considérons clefs, et en qui nous avons une confiance absolue. – Nous nous sommes occupés de l'organisation concrète de l'appareil de grève, avons formé des comités locaux, désigné des responsables de mines, des responsables de puits, des personnes pour surveiller les sections clefs, et des personnes chargées de transmettre les instructions<sup>356</sup>.*

Par exemple, José Antonio García Casal, surnommé « Piti » par ses camarades, âgé d'à peine vingt ans, est choisi pour participer à la commission convoquée par José Solís au mois de mai 1962 : c'est

---

*mineros en la propagación de la huelga, por lo que no descartaron "la interferencia de directrices políticas". Estas quedaron confirmadas al detectarse la presencia en la cuenca del Nalón de unas octavillas del Frente de Liberación Popular exhortando a "seguir el camino de los camaradas de Mieres". En respuesta se redoblaron las detenciones "preventivas" de militantes comunistas para evitar que contribuyeran a la extensión de la huelga».*

<sup>355</sup>Témoignage de N. Sartorius apparaissant dans le documentaire *La huelga del silencio*, op.cit., 28' : « A los dos días, el Rio Nalón bajó con el agua clara. Era el signo para abajo: si el agua estaba clara, había huelga. Eso nos dio la idea que había parado todo».

<sup>356</sup>Rapport interne du FLP, publié dans Ignacio Fernández de Castro, José Martínez, *España hoy*, op.cit., p.67-68 : «Las minas, las múltiples galerías abandonadas, son un local inexpugnable para las verdaderas asambleas populares que se celebran en los días anteriores a la huelga. Las familias habitan juntas en grandes bloques de casa, lo cual hace que el conocimiento de una cosa por uno lo difunda de inmediato. [...] Mítines con los cuales se llevaba a la gran mayoría al convencimiento de lo necesario de la lucha. Llegaron a celebrarse mítines de 200 o 300 hombres y mujeres, lo cual, en las condiciones de la clandestinidad actual representa una auténtica madurez. Reuniones para cosas concretas, mucho más reducidas, en las que se presentaban propuestas a diferentes personas consideradas como clave y de absoluta confianza. – Organización concreta del aparato de huelga, a base de comités locales, responsables de mina, responsables de pozo, vigilantes en las secciones claves y enlaces para transmitir las instrucciones.»

lui qui tient alors le FLP informé de la nature des échanges entre le ministre et les mineurs et de l'avancée des négociations<sup>357</sup>.

Puis N. Sartorius rentre quelques jours à Madrid, et il informe son camarade chargé de la diffusion, de la progression de la grève dans les Asturies : il lui donne le détail des causes du conflit, recense le nom des entreprises minières en grève, et lui parle des actions des femmes de mineurs en soutien du mouvement. Francisco Montalvo Mingo à son tour transmet les informations et la consigne d'union avec les groupes antifranquistes auprès de toutes les cellules du FLP, notamment à Madrid, Valladolid, au Pays Basque, à Santander, en Catalogne, et à Paris. Par ailleurs, N. Sartorius a, quelques temps auparavant, fondé une agence de presse clandestine, la *Agencia de Prensa de España Libre* (APEL)<sup>358</sup>, ce qui lui permet de transmettre anonymement à la presse étrangère des « nouvelles du front » :

*Mieres, le 13 avril. Les mineurs de Mieres, Turón, Ujo, Caborana et d'autres villages, se sont mis en grève par solidarité avec leurs camarades de Mieres S.A. Tout le bassin de Mieres est actuellement paralysé par la grève des mineurs. Les autorités et la Direction leur ont donné trois jours pour reprendre le travail, sous peine de licenciement*<sup>359</sup>.

*Oviedo, le 21 avril. Trois brigades de la police armée sont actuellement déployées dans le bassin minier en vue de contrôler et de réprimer la grève*<sup>360</sup>.

*Madrid, le 22 avril. Deux compagnies de gardes civils ont été rappelées dans leur caserne pour être envoyées sans délai dans les Asturies. Motif : les grèves des mineurs*<sup>361</sup>.

*Gijón, le 24 avril. Le bassin du Nalón a rallié la grève. En y ajoutant les derniers puits de la province, on compte désormais 60 000 mineurs qui ne se rendent pas au travail. Il n'y a pas eu d'affrontement entre la police et les grévistes*<sup>362</sup>.

---

<sup>357</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.117.

<sup>358</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien du 29/10/2019: «Yo me encargaba de la comunicación, habíamos montado una agencia de prensa, la Agencia de Prensa Libre de España». Index des sources du recueil réalisé par Ignacio Fernández de Castro, José Martínez, *España hoy*, op.cit., p.496:«APEL (Agencia de Prensa de España Libre). Agencia de Prensa clandestina fundada en 1962 en España por un grupo de militantes de extrema izquierda. Refleja por lo general las fuentes de información del FLP. Sin periodicidad».

<sup>359</sup>Ignacio Fernández de Castro, José Martínez, *España hoy*, op.cit., p.72: «Mieres, 13 abril. Los mineros de Turón, Ujo, Caborana y algunos otros pueblos se han declarado en huelga de solidaridad con los de Mieres S.A. Toda la cuenca de Mieres se encuentra paralizada por la huelga minera. Las autoridades y la Dirección amenazan con la expulsión de todos los mineros que no se reincorporen al trabajo en un plazo de tres días».

<sup>360</sup>Op.cit. p.74: «Oviedo, 21 abril. Tres compañías de la policía armada están desplegándose por la cuenca minera en un intento de controlar y reprimir la huelga».

<sup>361</sup>Ibidem, p.74: «Madrid, 22 de abril. Han sido acuarteladas dos compañías de la guardia civil para su envío urgente a Asturias. Motivo: las huelgas de mineros».

<sup>362</sup>Ibidem, p.75: «Gijón, 24 abril. La cuenca del Nalón se ha unido a la huelga. Al hacerlo los restantes pozos de la provincia son 60 000 mineros los que no asisten al trabajo. No se han producido choques entre la policía y los huelguistas».

*Madrid, le 28 avril. J. Solís est rentré précipitamment de Berlin où il assistait à une Conférence Internationale de Défense de la Civilisation Chrétienne. A son arrivée le Conseil des Ministres s'est réuni, dès cinq heures du matin*<sup>363</sup>.

*Journée du 1er mai. Hier aux alentours de midi un groupe de femmes déterminées s'est rendu au puit Sorriego– de l'entreprise Nespral et Cie – situé près du village de El Entrego, pour contraindre les ouvriers toujours en activité à cesser le travail. Elles leur ont jeté du maïs et du riz, comme aux poules, pour critiquer leur lâcheté. Bien entendu, les ouvriers n'ont pas repris le travail*<sup>364</sup>.

*Gijon, le 3 mai. Trois prêtres ont été arrêtés, de Carballín, Blimea et El Entrego, pour avoir soutenu les actions des ouvriers. Le père Iturrioz, membre du conseil des Juventudes Obreras Cristianas, a également été arrêté pour avoir soutenu la grève. Par ailleurs, un centre de restauration prévu pour 200 personnes, et destiné aux grévistes, a été fermé.*<sup>365</sup>.

*Oviedo, le 4 mai. Aujourd'hui, les maçons se sont joints au mouvement par solidarité avec les mineurs. La police a tiré ce jour sur un mineur, qui avait été arrêté, lorsqu'il a tenté de prendre la fuite. Malgré les coups de feu de la Garde Civile, il a réussi à s'échapper*<sup>366</sup>.

Cependant, les arrestations se multiplient dans toute la région. Lors d'un interrogatoire, musclé, l'un des mineurs arrêtés finit par révéler le nom du jeune juriste<sup>367</sup>, et le 10 mai, à El Entrego, deux agents de Police du commissariat de Sama arrêtent Nicolás Sartorius dans son bureau.

*Au milieu de tous ces ouvriers arrêtés, la police a hésité en tombant sur un jeune avocat accusé d'appartenir au FLP, qui portait un prénom de tsar et un nom de*

---

<sup>363</sup>*Ibidem*, p.76: «Madrid, 28 abril. Solís ha vuelto precipitadamente de Berlín donde asistía a una Conferencia Internacional de Defensa de la Civilización Cristiana. A su llegada se reunió el Consejo de Ministros, a las cinco de la Madrugada».

<sup>364</sup>*Ibidem*, p.76: «Día 1 de mayo. Ayer a mediodía un grupo de mujeres decididas se han dirigido al pozo de Sorriego – de la empresa Nespral y Cía – situado cerca de la localidad de El Entrego, para obligar a los obreros que continúan trabajando a que cesen el trabajo. Les arrojaron maíz y arroz, como a las gallinas, para demostrarles su cobardía. Por supuesto, los obreros no volvieron al trabajo».

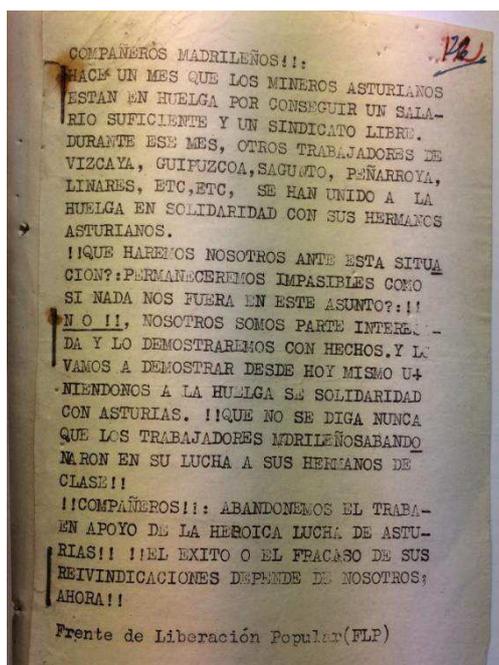
<sup>365</sup>*Ibidem*, p.76: «Gijón, 3 mayo. Han sido detenidos 3 sacerdotes de Carballín, Blimea y El Entrego, por apoyar las acciones de los obreros. Ha sido también detenido el P. Iturrioz, conciliario de la JOC, por apoyo a la huelga. Ha sido cerrado, igualmente, un comedor de 200 personas para los huelguistas». Les «Juventudes Obreras Cristianas» (JOC) est un mouvement dirigé par des jeunes catholiques libéraux, et qui s'adresse aux jeunes ouvriers.

<sup>366</sup>*Ibidem*, p.76: «Oviedo, 4 mayo. En el día de hoy los albañiles se solidarizan con los mineros. La policía ha disparado hoy contra un minero, al que habían detenido, cuando intentó la fuga. A pesar de los disparos de la guardia civil, logró escapar».

<sup>367</sup>Témoignage de N. Sartorius publié dans Julio Antonio García Alcalá, *Un modelo de oposición al franquismo*, op.cit., p.292: «Cuando cayó este "Juanín el Ruso" habló de mí y por eso la policía, a través de él, llegó a nosotros».

*Grand d'Espagne : il leur a dit s'appeler Nicolás Sartorius Álvarez de las Asturias y Bohórquez*<sup>368</sup>.

Il est emmené à Oviedo et interrogé sur son implication dans la distribution de tracts dans la zone. Quelques jours plus tard, il est transféré à la Direction Générale de Sécurité de Madrid, siège de la Police politique du régime. Il y est à nouveau interrogé avant d'être remis en liberté, faute de preuves. De là, il ne retourne pas à El Entrego mais continue à transmettre des informations à Francisco Montalvo Mingo, qui n'a pas interrompu la préparation des tracts, et à María Elena de Salas – secrétaire, rappelons-le, dans le cabinet *Bufete Vallecás* – qui se charge de la mise sous pli et des envois.



*Tract saisi par la police et joint au dossier du Procès 52/1962. Archivo Militar de Madrid.*

Pendant ce temps, N. Sartorius continue à informer la presse étrangère via l'APEL sur l'évolution du conflit :

*Oviedo, le 14 mai. Les informations les plus remarquables de cette semaine concernent les pourparlers tendus entre les travailleurs et les autorités au sujet de la fin de la grève. Si les autorités ont accordé les augmentations de salaires demandées, elles ne sont pas disposées à libérer ceux qui sont détenus. Leur*

<sup>368</sup>Ramón García Piñeiro, «La huelga del silencio: hojas del calendario», *op.cit.*: «Jueves 10 de mayo: [...]Entre tanto menestral represaliado, la policía titubeó ante un joven abogado, acusado de pertenecer al FLP, con nombre de zar y apellidos de Grande de España: se identificó como Nicolás Sartorius Álvarez de las Asturias y Bohórquez».

*nombre est très élevé : ils sont environ 1200, répartis dans les quatre prisons d'Oviedo*<sup>369</sup>.

Mais désormais le siège de la *Central de Permanentes* est surveillé, et le 27 mai, N. Sartorius est arrêté pour la seconde fois. On l'accuse d'avoir participé à la création de cabinets juridiques destinés à la captation d'ouvriers pour le FLP, et d'avoir contribué à la confection et à la diffusion de propagande illégale. Voici un extrait du jugement :

*PREMIERE CONCLUSION: À l'occasion des conflits ouvriers qui ont éclaté l'année dernière dans les Asturies, au Pays Basque et dans d'autres provinces, une organisation clandestine dénommée Front de Libération Populaire a été mise à découvert et disloquée. Ses membres, à travers un réseau de cabinets de conseils juridiques établis en différents lieux, se rendaient coupables de prosélytisme et de propagande contre le régime politique espagnol, sans compter qu'ils encourageaient les grévistes à poursuivre la grève*<sup>370</sup>.

Il est rapidement transféré à la prison madrilène de Carabanchel. Le délit qui lui est imputé est du ressort de la juridiction militaire : il sera donc jugé en Conseil de guerre. On prévient les inculpés de l'ouverture du procès la veille de sa tenue, afin d'éviter que leurs familles ou des journalistes n'en soient informés. Malgré cela, le 4 mars 1963, la salle d'audience est pleine. Huit années de prison sont requises contre N. Sartorius. Avec ses douze camarades jugés au même moment, ils sont accusés d'être les principaux promoteurs de la grève dans les Asturies. Lorsque le procureur l'interroge au sujet la pertinence de la distribution de tracts en pleine crise, il reprend, invariablement, la nature des revendications des grévistes et, aux accusations contre lui de la Dictature, il oppose son altruisme et son désir d'émancipation pour l'Espagne :

*Croyez-vous que les textes pour les tracts, rédigés par vous-même, étaient opportuns dans ce contexte de crise sociale ? A cette question posée par le procureur, N. Sartorius a répondu : « Personnellement, je considère que tout ce qui peut être bénéfique pour la classe ouvrière est opportun, et ces tracts relayaient*

---

<sup>369</sup>Ignacio Fernández de Castro, José Martínez, *España hoy*, op.cit.,p.90-91: «Oviedo, 14 mayo. Las notas más sobresalientes de la semana actual se refieren al tira-y-afloja entre los trabajadores y las autoridades con relación a la forma de acabar con la huelga. Si bien las autoridades conceden los aumentos pedidos, no están dispuestas a dejar en libertad a los detenidos. El número de ellos es elevadísimo: aproximadamente 1200 en las cuatro prisiones de Oviedo».

<sup>370</sup>Causa 652/62, Archivo General Militar de Madrid, op.cit.:«PRIMER RESULTANDO : Que con motivo de los conflictos laborales ocurridos el pasado año en Asturias, Vascongadas y otras provincias, fue descubierta y desarticulada una organización clandestina del denominado Frente de Liberación Popular, cuyos miembros, a través de una serie de asesorías jurídicas que habían establecido en distintos puntos, venían desarrollando una labor de proselitismo y propaganda en contra del Régimen político español, alentando además a los huelguistas a mantenerse en el paro».

*les revendications les plus immédiates de la grève : augmentation de salaire et libertés démocratiques*<sup>371</sup>.

Il est finalement condamné à 2 ans et demi de prison, peine moins lourde que celles imposées habituellement aux militants communistes<sup>372</sup>. Il est intéressant d'observer qu'alors qu'au même moment se tient le procès de Julian Grimau, et que sa condamnation à mort est prononcée et déclenche une vague d'indignation et de soutien en Espagne et à l'étranger ; le procès des mineurs et des militants *Felipes* a lieu, lui, presque sans bruit. Car en Espagne, la radio et les journaux d'Etat informent des sentences à l'issue des procès, mais sans jamais citer le nom des condamnés ni le détail des accusations. Toutefois, en France le journal communiste *L'Humanité* relaie l'information, mais dans un communiqué bref<sup>373</sup>. Néanmoins, lorsque deux mois plus tard, à l'occasion de l'élection du pape Paul VI, N. Sartorius dépose une demande de grâce, et il obtiendra finalement une remise de peine de six mois pour bonne conduite.

### *2.5.3. Quelles conséquences pour N. Sartorius, le FLP, et le mouvement ouvrier ?*

N. Sartorius se retrouve donc une nouvelle fois au cœur d'un évènement clef dans l'histoire de l'opposition au Franquisme. Ces grèves marquent en effet le point de départ de l'essor du mouvement ouvrier. Elles se propagent dans tout le pays et font trembler la Dictature, qui au départ brandit l'arme répressive pour finalement aller à la rencontre des grévistes et négocier une sortie de crise<sup>374</sup>. Mais, au mois de juin, la foudre répressive s'abat sur des représentants de la dissidence et de l'opposition démocratique qui s'étaient réunis lors du IV Congrès du Mouvement Européen, accusés à grand cris par la presse du régime d'organiser une alliance antiespagnole dans la capitale bavaroise. Nous l'avons vu, la Dictature proclame un prolongement partiel de l'Etat d'exception pour une durée

---

<sup>371</sup>Ignacio Fernández de Castro, José Martínez, *España hoy, op.cit.*, p.380: «¿Cree usted que los textos para las octavillas, por usted mismo redactados, eran oportunos en aquellos momentos de crisis laboral? A esta pregunta del fiscal, Nicolás Sartorius respondió: "Yo considero oportuno todo lo que vaya en beneficio de la clase obrera, y en aquellas octavillas se pedían las reivindicaciones más inmediatas de la huelga: aumento de salarios y libertades democráticas".»

<sup>372</sup>L'exemple le plus marquant de l'acharnement du régime contre les Communistes est le celui de Julian Grimau. Pour rappel, Julian Grimau, dirigeant du PCE, est arrêté au mois de novembre 1962. Il est torturé au siège de la DGS de Madrid, jeté par la fenêtre pour faire croire à une tentative de suicide, puis finalement condamné à mort et fusillé le 20 mai, quelques jours seulement après le procès des *Felipes*.

<sup>373</sup> Communiqué de *L'Humanité*, daté du 5/03/1963, cité dans Ignacio Fernández de Castro, José Martínez, *España Hoy, op.cit.*, p.379.

<sup>374</sup>Pere Ysàs, *Disidencia y subversión. La lucha del régimen franquista por su supervivencia, 1960-1975*, Barcelona, Crítica, 2004, p.76-77. Père Ysàs montre bien que derrière le discours du Dictateur qui dénonce — une fois de plus — un complot communiste et maçonnique international à l'encontre de l'Espagne, les rapports de la DGS et du Ministère de l'Intérieur révèlent que ceux qui travaillent dans les institutions du Régime sont conscients que le niveau de vie des ouvriers est bien à l'origine du mécontentement, et qu'ils se préparent à prendre les mesures nécessaires pour éviter que de tels évènements se reproduisent.

de deux ans sur tout le territoire, interdisant aux Espagnols de fixer librement leur lieu de résidence, afin de pouvoir continuer à disperser et contrôler les mouvements de tout individu jugé suspect, l'arrêter et le sanctionner<sup>375</sup>. Il faut dire que ces événements viennent contrecarrer ses projets de processus de normalisation face à ses voisins européens. Pour éviter qu'un tel revers ne se reproduise, on crée un bureau chargé de coordonner le renseignement à l'échelle nationale (*Oficina de Enlace*) et, à partir de l'année suivante, en 1963, on instaure une nouvelle juridiction spéciale avec son tribunal correspondant, le Tribunal d'Ordre Public (TOP), qui s'empare d'une prérogative jusqu'alors exclusivement militaire : réprimer tout acte de dissidence politique. Si les militaires sont mis en retrait dans le domaine de la surveillance politique, les interdits restent bien les mêmes.

Les actions liées aux grèves de 1962 provoquent également une vague d'arrestations au sein du FLP plus importante encore que celle qui avait frappé déjà durement le groupe en 1959 – et qui pour rappel, avait encouragé N. Sartorius et ses camarades à prendre les rênes du parti. Le FLP est une nouvelle fois décapité. Cette fois, c'est la *Central de Permanentes* qui est touchée : outre N. Sartorius, sont arrêtés Francisco Montalvo Mingo et Ángel Abad – ce dernier à Barcelone. Urbano Estebán Pellón, José Manuel Peláez, María Elena de Salas sont quant à eux interpellés à Madrid. Luis Campos est également arrêté à Santander. Juan Tomás de Salas était à Cordoue au moment des arrestations et réussit à regagner Madrid pour se réfugier dans l'ambassade d'Uruguay<sup>376</sup>. Mais la situation du FLP s'aggrave encore quelques semaines plus tard. Dans l'effervescence des grèves, N. Sartorius s'est laissé duper par deux policiers qui réussissent à infiltrer la cellule basque du FLP, l'ESBA<sup>377</sup>, en se faisant passer pour des mineurs asturiens en fuite. En invoquant le nom de N. Sartorius ils gagnent la confiance des *Felipes* basques qui à leur tour leur permettent de se rendre à Paris, ce qui les conduit à pouvoir pénétrer ensuite la cellule extérieure du parti et, au-delà, le milieu antifranquiste présent dans la capitale, tous courants confondus. Là-bas ces faux « mineurs du *Felipe* » sont chaleureusement accueillis, et une fois qu'ils ont récupéré un nombre d'informations suffisant, ils rentrent en Espagne. Quand les *Felipes* comprennent qu'ils ont été abusés, il est trop tard. Une vague d'arrestation démantèle la cellule basque<sup>378</sup>. De nouvelles arrestations ont lieu dans la capitale, et un bon nombre de militants communistes tombent par la suite également. Les témoignages des membres du FLP concordent : ils pensaient avoir construit un réseau d'opposition solide, composé de

---

<sup>375</sup>Le 8 juin 1962, et pour une durée de deux ans, l'article 14 qui permet de fixer librement son lieu de résidence est suspendu dans tout le territoire.

<sup>376</sup> Julio Antonio García Alcalá, *Un modelo de oposición al franquismo, op.cit.*, p.303. Il reste huit mois réfugié dans l'ambassade de l'Uruguay avant de pouvoir réussir à prendre un avion pour s'y enfuir.

<sup>377</sup>Euzkadiko Sozialisten Batasuna (ESBA) : Unité Socialiste Basque. Julio Antonio García Alcalá, *Un modelo de oposición al franquismo, op.cit., passim.*

<sup>378</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Un modelo de oposición al franquismo, op.cit.*, p.296-297.

cellules étanches entre elles, avec un ensemble de mesures de sécurité suffisantes, mais les premiers interrogatoires ainsi que l'infiltration de ces deux agents de police avaient réussi à démanteler et affaiblir grandement leur parti. L'excès de confiance ou d'enthousiasme de la direction lors du mouvement de grève, tout comme le manque d'expérience des militants, leur avait fait négliger en partie la protection du groupe<sup>379</sup>.

Quel est, maintenant, l'impact de l'action de N. Sartorius et du FLP dans les rouages complexes qui font progressivement s'étendre des grèves dans le pays ? L'engagement du FLP lors de ces événements est reconnu par ses pairs. Le PCE souligne que « *pendant les jours qui ont suivi [le début de la grève] le FLP y a contribué énergiquement au moyen d'une propagande constante* <sup>380</sup> ». Pour sa part, le Secrétaire de l'UGT<sup>381</sup> des Asturies affirme que « *seul le FLP – pour une fois – et l'UGT ont diffusé de la propagande écrite pour soutenir la grève* <sup>382</sup> ». Par ailleurs, la question de l'action coordonnée des différentes branches de l'opposition se pose : telle était la volonté de la direction du FLP, et cela pourrait contribuer à expliquer l'ampleur prise par ces grèves. On retrouve effectivement des documents évoquant l'existence de comités de grève unitaire PCE-FLP. Néanmoins, N. Sartorius nie en bloc : « *Il n'y a pas eu de coordination avec les autres forces politiques, là-bas chacun agissait comme bon lui semblait* <sup>383</sup> ». De plus, le FLP reproche aux autres groupes antifranquistes d'avoir manqué d'initiative au moment des grèves, d'avoir réagi avec un temps de retard<sup>384</sup>, en se contentant de tenir le journal de l'évolution des mobilisations au gré des bulletins d'information diffusés sur *Radio España Independiente*. En effet, le Parti Communiste est systématiquement associé au mouvement ouvrier antifranquiste – à juste titre. Mais en 1962, le PCE était encore peu ancré sur place. L'adhésion ouvrière restait un de ses points faibles. Beaucoup d'intellectuels avaient

---

<sup>379</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Un modelo de oposición al franquismo op.cit.*, p.311.

<sup>380</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Un modelo de oposición al franquismo, op.cit.*, p.292: «*El FLP en los días sucesivos también contribuyó enérgicamente con su constante propaganda*».

<sup>381</sup>*Unión General de Trabajadores* (UGT) est le syndicat proche du Parti Socialiste espagnol, existant depuis la fin du XIXème siècle. Divisée à l'issue de la Guerre Civile, elle est condamnée, comme tous les autres syndicats républicains, à l'exil et à la clandestinité depuis la victoire des Insurgés en 1939.

<sup>382</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Un modelo de oposición al franquismo, op.cit.*, p.292: «*Solamente el FLP – por una vez – y la UGT extendieron propaganda escrita a favor de la huelga*».

<sup>383</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Un modelo de oposición al franquismo op.cit.*, p.292: «*No hubo coordinación con otras fuerzas políticas ya que ahí cada uno actuaba a su aire*».

<sup>384</sup>«*Informe sobre el movimiento huelguístico realizado por la clase obrera española en los meses de abril, mayo y junio 1962*», cité dans Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.130:«*El Frente fue muy crítico con el papel desempeñado por la mayoría de las formaciones antifranquistas. El juicio resultó especialmente duro con el PCE, al que acusó de no haber mantenido un compromiso real con la acción huelguística y de reaccionar a remolque de los acontecimientos. El informe oficial frentista salvó parcialmente a la UGT en Asturias y al MSC en Cataluña, pero sobre todo valoró positivamente la actuación de ETA y de las organizaciones obreras católicas: “Lo más positivo es la postura oficial adoptada por las comisiones oficiales HOAC y JOC que, aun siendo impulsadas por el sentimiento de base, se han colocado en situación de verdadero enfrentamiento al Régimen de Franco”*».

rejoint les rangs communistes, mais les militants ouvriers étaient peu nombreux, en raison notamment de la répression acharnée du régime qui effrayait les sympathisants potentiels, et réussissait à désamorcer les cellules qui se formaient. Gregorio Morán, qui livre une chronique doublée d'une analyse critique de l'histoire du PCE, précise :

*Le point le plus faible du parti, hormis leur traditionnelle absence au sein de la paysannerie, c'est le mouvement ouvrier. [...] Au-delà de la répression qui s'abat plus durement sur les secteurs populaires, le parti [...] ne dispose pas d'une tactique appropriée pour approcher la classe ouvrière. Il sait ce qu'il veut, mettre sur pied le mouvement ouvrier, mais il ne trouve pas de nouvelle formule qui permette d'attirer ce secteur, dont dépend en principe un parti communiste*<sup>385</sup>.

Quoiqu'il en soit, le PCE et le FLP avaient en commun qu'ils souhaitaient l'avènement d'une société plus libre et plus juste, mais pour cela ils devaient renverser le régime franquiste, or, ils ne réussissaient pas à attirer le milieu ouvrier, censé pourtant être le vivier, le moteur et le principal bénéficiaire de leur projet.

Pourtant, en ce printemps 1962, ces militants du FLP très actifs, galvanisés par la conjoncture explosive et organisés, sont bien présents dans les Asturies et sont un des nombreux rouages qui expliquent que ces grèves aient prospéré. Comme l'indique J.A. García Alcalá, les grèves arrivent à point nommé pour le FLP :

*On aurait dit que tout s'ajustait à l'hypothèse tactique élaborée par les Felipes l'année précédente, qui encourageaient leurs membres à orienter politiquement une explosion prévisible de grèves économiques. Face à ce qui semblait confirmer leur analyse, la direction ordonna aux cellules d'appuyer par tous les moyens possibles ces actions, que ce soit en diffusant des tracts, en échangeant des informations ou en intégrant avec d'autres forces politiques les organes de coordination*<sup>386</sup>.

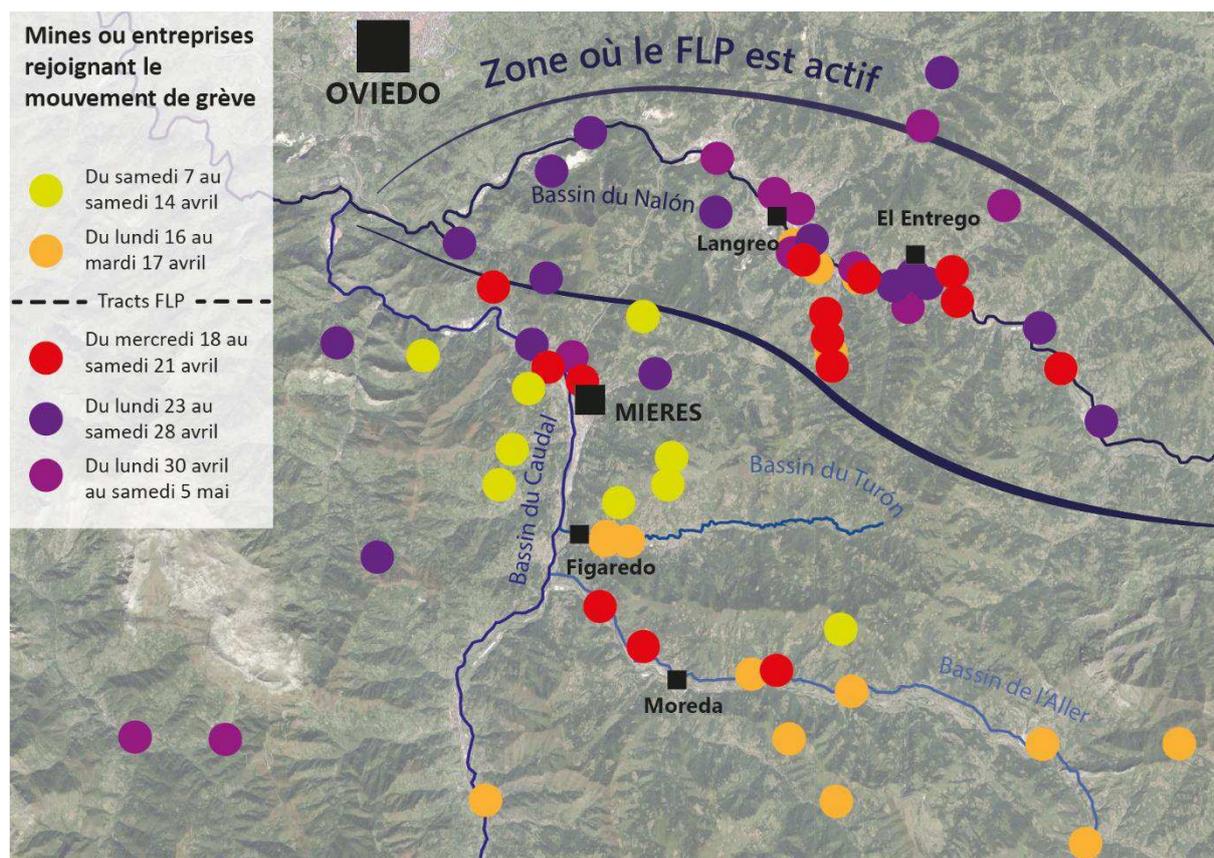
En effet, la conjoncture économique et sociale donnait à penser que de nouvelles grèves pouvaient éclater. L'irruption d'un mouvement de protestation était envisageable, mais restait malgré tout imprévisible. Par affinité sans doute avec la région, et surtout parce qu'il savait pouvoir être utile et espérait permettre au FLP de prospérer, N. Sartorius était présent dans les Asturies depuis quelques

---

<sup>385</sup>Gregorio Morán, *Miseria y Grandeza del Partido Comunista de España*, op.cit., p. 322: «El punto más débil del partido, excluido el hándicap histórico del campesinado, es el movimiento obrero. [...] Además de la represión cualitativamente más dura que se ejerce sobre los sectores populares, el partido [...] no dispone de una táctica adecuada hacia las clases obreras. Sabe lo que quiere, poner en pie el movimiento obrero, pero no encuentra la fórmula nueva que arrastre a ese sector, del que depende por principio un partido comunista».

<sup>386</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, op. cit., p.116: «Parecía que todo se ajustaba a una hipótesis táctica elaborada por los Felipes el año anterior que animaba a dirigir políticamente un previsible estallido de huelgas económicas. Ante lo que parecía una confirmación de su análisis, la dirección extendió entre las células la consigna de apoyar con todos sus medios estas acciones, ya fuera lanzando octavillas, intercambiando información o participando en los organismos de coordinación con otras fuerzas políticas».

mois déjà. Si la « sérendipité » est l'art de réaliser et de tirer profit de découvertes inattendues<sup>387</sup>, N. Sartorius se trouvait à proximité de la tempête lorsque celle-ci a éclaté, et il est passé aussitôt à l'action pour parvenir à son objectif premier : défendre la cause des travailleurs, impulser un mouvement ouvrier, et *in fine* déstabiliser le régime franquiste. Ses camarades et lui avaient commencé à œuvrer dans différentes zones industrielles du pays, à déployer plusieurs cabinets de conseil destinés aux ouvriers, ce qui n'a pas échappé aux forces répressives franquistes, ainsi que nous l'avons vu<sup>388</sup>. Voici un schéma en montrant l'extension progressive dans les bassins miniers asturiens, du début des événements, le 7 avril 1962, jusqu'à l'arrestation de N. Sartorius et ses camarades un peu plus d'un mois plus tard :



Carte de l'extension progressive des grèves entre le début du mouvement, la distribution des tracts, et la déclaration de l'Etat d'exception, élaborée à partir de la chronologie établie par Ramón García Piñeiro, dans « La huelga del silencio : hojas del calendario »<sup>389</sup>. Fond de carte : IGN. Elaboration : X. Sudre.

<sup>387</sup>Danièle Bourcier et Pek van Andel, « Le Courrier du Livre. C'est quoi la sérendipité ? », *Revue française de gestion*, avril 2017, n°267, p. 149-152.

<sup>388</sup>*Causa 652/62*, Archivo General Militar de Madrid, *op.cit.*: «A través de una serie de asesorías jurídicas que habían establecido en distintos puntos, venían desarrollando una labor de proselitismo y propaganda en contra del Régimen político español, alentando además a los huelguistas a mantenerse en el paro».

<sup>389</sup>Ramón García Piñeiro, «La huelga del silencio: hojas del calendario», dans Rubén Vega García, *Las huelgas de 1962: hay una luz en Asturias*, Oviedo, Trea: Fundación Juan Muñiz Zapico, 2002, p.63-91.

Le début des réunions de coordination, de fabrication et de diffusion des tracts, correspond au moment où la grève se propage dans le bassin du Nalón, terrain d'action du FLP. M. Peláez arrive sur place le samedi 14 ou le dimanche 15 avril. Avec N. Sartorius ils éditent les tracts presque aussitôt, et, dès le 18 avril, les entreprises du bassin se mettent à leur tour en grève. De là à dire que le FLP fut le détonateur des grèves dans le bassin du Nalón il n'y aurait qu'un pas, que nous ne franchirons pas car l'action d'un groupe social, pour citer M. Weber, A. Tocqueville ou K. Marx, est l'addition d'un ensemble d'actions. Et ses effets sont imprévisibles. Ici, le terrain était propice à une explosion sociale, et l'extension du mouvement est le résultat pour partie du hasard. Comment prévoir que les ouvriers de l'ensemble du bassin allaient se joindre au mouvement ? D'autant plus que les conséquences de leur action étaient bien entendu incertaines<sup>390</sup>. Somme toute, ce que nous pouvons affirmer est que N. Sartorius et le FLP qu'il dirige et coordonne sur place sont un des rouages ayant permis aux grèves de s'étendre dans les Asturies. Et qui sait, peut-être ont-ils aidé à leur extension également dans d'autres points d'Espagne, où l'on retrouve la trace du *Frente* – tracts, bureaux de conseil juridique – comme à Madrid, Cordoue, Barcelone ou Santander<sup>391</sup>. L'impact de leur action dans ces zones reste d'ailleurs à étudier.

Quoiqu'il en soit, le travail du FLP pendant les grèves des Asturies lui a fait gagner en respect et en notoriété auprès des milieux d'opposition antifranquiste sur place. Et l'action emmenée par N. Sartorius a laissé un souvenir empreint de confiance et d'espoir. Pour preuve, à partir de 1967, un groupe de jeunes gens qui avaient été témoin des grèves, et gardaient une impression positive de l'action du FLP, étaient ensuite revenus dans les Asturies à la fin de leurs études à Madrid, et avaient cherché à intégrer le FLP. Raison pour laquelle, ils étaient entrés en contact avec José Antonio García Casal, « Piti », membre du FLP qui avait participé à la commission convoquée par José Solís au mois de mai 1962<sup>392</sup>. Ensemble ils étaient finalement parvenus à former une cellule active d'une vingtaine de personnes dans la province d'Oviedo<sup>393</sup>.

---

<sup>390</sup>Dominique Colas, *Sociologie politique*, Paris, PUF, 1994, p.175-176. Bernard VALADE, « INDIVIDUALISME MÉTHODOLOGIQUE, Encyclopædia Universalis », [En ligne : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/individualisme-methodologique/>]. Consulté le 4 octobre 2019.

<sup>391</sup>Transcription du témoignage oral d'Ángel Abad enregistré en 1998, fonds « Biografies obreres. Fontsonals i militància sindical (1939-1978) », *Arxiu Històric de Comisiones Obreras de Catalunya*, p.36. Témoignage de Juan Tomás de Salas pour Cordoue, dans Julio Antonio García Alcalá, *Un modelo de oposición al franquismo, op.cit.*, p.303. Témoignage de N. Sartorius dans José Gómez Alén, Ruben García Vega, *Materiales para el estudio de la abogacía antifranquista, Vol.1*, Madrid, Ediciones GPS, 2011, p.479/80.

<sup>392</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Historia del «Felipe»*, *op. cit.*, p.117.

<sup>393</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Un modelo de oposición al franquismo, op. cit.*, p.293.

C'est aussi et surtout pour le mouvement ouvrier renaissant que l'expérience de ces grèves a été importante, car ainsi que le rappelle J.A. García Alcalá, on y a vu se généraliser les premières commissions ouvrières :

*Pour le mouvement ouvrier espagnol, les grèves ont été une étape importante, elles ont par exemple favorisé l'apparition d'un nouveau genre d'organisation, les commissions ouvrières, plus centrées sur le travail de chaque entreprise, et qui, avec le temps, allaient se retrouver à la tête de la lutte syndicale<sup>394</sup>.*

Quant à N. Sartorius, il reste en prison jusqu'au 27 novembre 1963. Pendant ses dix-huit mois d'incarcération, il a le temps de réfléchir aux modalités de son engagement, à ses échecs et à ses réussites. Il rencontre de nombreux militants communistes, et il échange longuement avec eux, tant et si bien qu'il finit, avec d'autres, par se convaincre de la nécessité de rallier le PCE qui possède une expérience et une force de frappe bien supérieure à celle du FLP, un parti nous l'avons vu, en lequel il a cru et qu'il a porté avec audace et sincérité pendant plusieurs années.



*Photographie prise au moment de son arrestation en mai 1962, jointe au dossier du procès 52/1962.*

---

<sup>394</sup>Julio Antonio García Alcalá, *Un modelo de oposición al franquismo*, op. cit., p.314: « Para el movimiento obrero español, las huelgas fueron un hito importante y favorecieron por ejemplo la aparición de un nuevo tipo de organización, las comisiones obreras, más centradas en la labor de cada empresa y que con el tiempo liderarían la lucha sindical».

## CHAPITRE 3. PRENDRE LA PLUME (1964- 1966).

## CHAPITRE 3. PRENDRE LA PLUME (1964-1966).

### *PREAMBULE.*

#### *Un virage idéologique ...*

Au mois de juillet 1963, en hommage au défunt Pape Jean XXIII et pour célébrer la nomination de son successeur Paul VI, le régime publia un décret de grâce, partielle ou totale « *pour que ceux qui purgent une condamnation [puissent partager] la ferveur et la joie de leurs concitoyens, avec l'espoir bien-fondé que le souvenir de l'origine de leur remise de peine contribuera à la rédemption du délinquant. Car la finalité ultime à laquelle aspire notre système pénitentiaire est de pouvoir le rendre à une vie familiale et sociale apaisée* <sup>395</sup> ». C'est donc en application de ce décret que Nicolás Sartorius sollicita et obtint une remise de peine de six mois, et qu'il sortit de prison le 27 novembre 1963<sup>396</sup>. Lorsqu'il recouvra sa liberté, et contre toute attente au vu de son statut de dirigeant au sein du FLP, qui, on s'en souvient, portait un regard critique sur l'action des Communistes, il rejoignit les rangs du Parti :

*C'est alors que j'ai été libéré mais avec en tête l'idée d'entrer au PCE. [...] Quand je suis sorti de prison à la fin de l'année 1963, c'est là que je me suis mis en relation avec d'autres Communistes et que j'ai commencé à militer au Parti*<sup>397</sup>.

---

<sup>395</sup>Decreto 1504/1963, de 24 de junio, por el que se concede indulto, con motivo de la exaltación al Solio Pontificio de Su Santidad el Papa Paulo VI, publiédans le BOE 157 du 2 juillet 1963, ». [En ligne:[https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-A-1963-14073](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1963-14073) ]. Consulté le 08 juin 2021: «[...]cuando acontecimientos memorables aconsejen hacer llegar a los que sufren condena el júbilo y la alegría de sus conciudadanos, con la fundada esperanza de que el recuerdo del hecho que motivó la gracia ha de cooperar decisivamente a la recuperación del delincuente, reincorporándole así a la paz de la vida familiar y social, finalidad máxima a que aspira nuestro sistema penitenciario».

<sup>396</sup>Causa 652/62, Archivo General Militar de Madrid, Fondo Moderno, Legajo 481, Caja 10013, p.432 et p.442.

<sup>397</sup> N. Sartorius, extrait de l'entretienréalisé le 3/11/2017: «Entonces salí a la calle pero con la idea ya de entrar en el PCE. [...] Al salir de la cárcel a finales de 1963, es cuando ya establezco relaciones con otros comunistas y empiezo a militar en el PC».

Comment expliquer un tel revirement ? Certes, le FLP et le PCE avaient des positions idéologiques proches, bien que chacun affirme être le plus radical, le plus à gauche des deux. Nous l'avons vu, les membres du FLP éprouvaient un mélange d'admiration et de rejet vis-à-vis des Communistes, critiquaient notamment leur dépendance à l'égard du PC de l'Union Soviétique. En effet, pendant la Guerre Civile, le PCE s'était progressivement extirpé des marges de l'échiquier politique pour finalement y occuper une position déterminante grâce au soutien financier et logistique de l'Union Soviétique, n'hésitant pas en contrepartie à liquider les dissidents au sein de son propre camp<sup>398</sup>. Mais peu à peu, au fil des ans, cette image négative fut remplacée par celle du héros communiste à l'avant-garde de la lutte contre la Dictature. Voici ce que Guy Hermet constatait en 1971 concernant l'aura des Communistes espagnols auprès de leurs contemporains :

*Le prestige des Communistes, qui résulte à la fois de leur efficacité relative par rapport à celle des autres forces d'opposition et de leur comportement exemplaire devant la répression, qui les frappe plus fortement que les autres, dépasse le cercle des adhérents proprement dits<sup>399</sup>.*

Les Communistes restaient, vingt ans plus tard, le principal ennemi proclamé de la Dictature, et c'était eux que l'on retrouvait en plus grand nombre parmi les prisonniers politiques franquistes. En l'occurrence, dans la prison madrilène de Carabanchel où N. Sartorius purgeait sa peine, on recensait 29 communistes sur les 48 prisonniers politiques qui s'y trouvaient avec lui en 1963<sup>400</sup>.

*C'est finalement dans les prisons que le prestige des Communistes s'exerce de la manière la plus effective et la plus convaincante, non seulement auprès des militants ouvriers incarcérés, qui n'ont plus les mêmes craintes que leurs camarades en liberté, mais aussi auprès des étudiants, des intellectuels et des membres des classes moyennes emprisonnés pour des raisons politiques. La dureté du sort qui leur est réservé par les tribunaux et dans les prisons témoigne en leur faveur, et prend une valeur d'exemple aux yeux de leurs compagnons d'incarcération [...] Mentionnons, enfin, les propos d'un homme de lettre de Madrid, membre de l'Académie espagnole, qui déclare, parlant du PCE, qu'il ne se sent pas digne d'entrer dans une telle « phalange de héros »<sup>401</sup>.*

Il est vrai que cette première expérience carcérale fut marquante pour N. Sartorius, qui y côtoya des militants communistes, connut Julian Grimau et fut bouleversé par les mauvais traitements qui lui furent infligés et par sa condamnation à mort. Toujours est-il qu'on n'intègre par un parti, de surcroît celui qui se trouve dans le collimateur du régime, uniquement par sympathie envers ses militants. Or on sait que le *Frente* accusait aussi le PCE de dogmatisme, et jugeait que son fonctionnement

---

<sup>398</sup>Guy Hermet, *Les communistes en Espagne*, Paris, Colin, 1971, p.128.

<sup>399</sup>Guy Hermet, *Les communistes en Espagne*, op.cit., p.74.

<sup>400</sup>Guy Hermet, *Les communistes en Espagne*, op.cit., p. 151.

<sup>401</sup>Guy Hermet, *Les communistes en Espagne*, op.cit., p. 150-151.

hiérarchique et centralisé allait à l'encontre des principes démocratiques qu'il revendiquait pour l'Espagne. Toutefois, le Congrès du PCE qui s'était tenu à Prague en 1960 avait signifié un tournant majeur pour le Parti, et N. Sartorius, qui avait contribué à sa préparation en Yougoslavie, en était parfaitement conscient. De nombreux délégués ouvriers y avaient été conviés, en vue de mettre un terme aux accusations visant les dirigeants du Parti, que certains taxaient de bureaucrates éloignés de la réalité du terrain. La modernisation du Parti fut en outre complétée par un assouplissement des règles d'adhésion : le VI Congrès mit fin à l'obligation de rattachement à une cellule, ainsi, les adhésions individuelles étaient dorénavant admises<sup>402</sup>. Ce changement allait dans le sens de la volonté d'ouverture aux militants intellectuels, aux cadres, et aux postulants non-ouvriers, qui pouvaient difficilement être intégrés dans des cellules existantes<sup>403</sup>. D'autre part, la « réconciliation nationale », stratégie politique des Communistes depuis 1956, et l'ouverture aux autres groupes favorables à une alliance en vue de renverser la Dictature, avaient engendré des dissensions au sein du Parti<sup>404</sup>. Lors du Congrès de Prague, Santiago Carrillo<sup>405</sup>, tout à la fois partisan et promoteur de cette ouverture, parvint à écarter son principal opposant, Vicente Uribe<sup>406</sup>, en supprimant le Bureau Politique qui concentrait bon nombre de critiques et en créant à la place un Comité Exécutif, instance permanente du Parti, dont il fut élu Secrétaire Général. Dolores Ibarruri, figure de la résistance communiste exilée en Union Soviétique, qui depuis 1942 occupait le poste de Secrétaire Générale,

---

<sup>402</sup>Guy Hermet, *Les communistes en Espagne*, op.cit., p.95 : Cependant à leur retour du Congrès de nombreux militants, ouvriers justement, furent arrêtés et jugés. Ce revers répressif important poussa Santiago Carrillo à mettre en veille la démocratisation du fonctionnement du Parti, pour se centrer sur la sécurité, la sauvegarde et le développement des cellules à travers le pays. Le Comité exécutif et le Secrétariat du PCE allaient donc maintenir dans les années à venir leur prééminence de fait sur le Congrès : « tant qu'il y aura le fascisme, nous ne ferons plus de congrès comme le sixième congrès ; nous ferons des congrès en mesurant bien nos pas et en insistant par-dessus tout, non sur la démocratie formelle dans le parti, mais sur la sauvegarde de la sécurité des organisations du parti ».

<sup>403</sup>Guy Hermet, *Les communistes en Espagne*, op.cit., p.92

<sup>404</sup> Francisco ErriceSebares, *Militancia clandestina y represión. La dictadura franquista contra la subversión comunista (1956-1963)*, Gijón, Trea, 2017, p. 22-33.

<sup>405</sup> Santiago Carrillo (1915-2012) adhère au PCE lorsque la Guerre Civile éclate et prend part aux combats sur le front. Il gravit rapidement les échelons du Parti et devient membre du Bureau Politique du PCE. A l'issue de la Guerre Civile, il s'exile à Paris d'où il prend en charge la réorganisation du PCE en exil. Il décide de mettre un terme à la guerre de guérilla, et impulse une politique de réconciliation nationale dans les années 1950, et d'infiltration du syndicat vertical. En 1960 il est nommé Secrétaire Général du Parti en remplacement de D. Ibarruri. Après l'invasion de la Tchécoslovaquie, il prend ses distances de l'URSS pour se rapprocher des Communistes français et italiens, à partir de 1968.

<sup>406</sup>Vicente Uribe (1902-1961) : ouvrier du métal, il intègre le PCE puis devient membre de la direction en 1927. Ministre de la République pendant la Guerre Civile, à l'issue des combats il s'exile en Amérique Latine, et revient sur le vieux continent en 1944. Il devient le numéro deux du Parti. Au milieu des années 1950 naît un conflit entre les anciens et les nouveaux membres du Parti, qui l'accuse de manquer de neutralité et de culte de la personnalité. Il est définitivement écarté de la direction du Parti lors du Congrès de Prague.

fut reléguée au poste honorifique de présidente du Comité Central<sup>407</sup>. C'était un signe de renouveau en termes de fonctionnement et d'image. Enfin, le Congrès de Prague approuva le principe de la Grève Nationale Pacifique et de la Grève Générale Politique, prolongement de la première, comme instruments essentiels de la lutte contre la Dictature Franquiste, ce qui définissait l'assise de la réorientation stratégique. C'est ce qui explique qu'à sa sortie de prison, convaincu de la pertinence de la ligne d'action adoptée par le PC, rassuré par l'expérience et la discipline de ses membres, ainsi que par sa réforme structurelle ayant écarté les dirigeants qui avaient quitté l'Espagne deux décennies auparavant, et qui se retrouvaient, de ce fait, éloignés des réalités intérieures du pays, N. Sartorius prit contact avec des militants madrilènes pour rejoindre les rangs du PCE, ce que son ancien mentor, Julio Cerón, ne parvint pas à comprendre, ainsi que le confirme ce témoignage : « *A leur sortie de prison Nicolás Sartorius, Ángel Abad et Paco Montalvo ont rejoint le PCE. Ils ont pensé qu'ils se devaient de rendre visite à Julio Cerón et de l'en informer, mais l'incompréhension fut réciproque*<sup>408</sup> »<sup>409</sup>.

### *... et professionnel*

Quand il fut libéré de prison, à bientôt 26 ans, Nicolás Sartorius se mit également à la recherche d'un emploi :

*Nous avons créé un cabinet d'avocats à Madrid avec Félix Santos, qui a dirigé quelques années après la revue « Cuadernos para el Diálogo », [...] et avec un de mes cousins germains, Jaime Sartorius. [...] Mais nous avons peu de clients, et le cabinet ne rapportait pas assez pour que trois personnes puissent en vivre. D'autant plus que j'étais fiancé, que je voulais me marier<sup>410</sup>, etc. Je devais donc trouver un emploi qui me permette d'en vivre. Voilà pourquoi peu de temps après j'ai quitté le cabinet. C'est à ce moment-là que j'ai commencé à travailler en tant que journaliste<sup>411</sup>.*

---

<sup>407</sup> Le Comité Central est la première instance du Parti, il est composé par des membres élus lors des congrès du Parti Communiste.

<sup>408</sup> Gregorio Morán, *Miseria y Grandeza del Partido Comunista de España, 1939-1975*, Barcelona, Planeta, 1986, p.411: « *A la salida de la cárcel, Nicolás Sartorius, Ángel Abad y Paco Montalvo ingresarán en el PCE. Creyeron que su deber estaba en visitar a Julio Cerón y contárselo y ni ellos le entendieron a él, ni él a ellos* ».

<sup>409</sup> Dans les années qui suivirent, le FLP se désintéressa et se reconstitua à plusieurs reprises, du fait de la traque policière ou de divergences idéologiques. De fait, nombreux furent ceux qui finirent par rejoindre les rangs du PCE. Selon Guy Hermet, le FLP en quelque sorte eut « ainsi une fonction de transition idéologique pour les jeunes chrétiens en voie de radicalisation révolutionnaire ». Guy Hermet, *Les communistes en Espagne, op.cit.*

<sup>410</sup> Il épouse l'italienne Natalia Calamai au mois de mars 1965. « *Ecos de sociedad. Boda de Sartorius-Calamai de Mesa* », ABC, 6/03/1965, p.75.

<sup>411</sup> N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3/11/2017: « *Cuando salí de la cárcel, luego, un poco después, no ejercí de abogado pero montamos un despacho de abogados en Madrid. Félix Santos que luego fue director de Cuadernos para el Diálogo, que creó Giménez, y con un primo hermano mío, Jaime Sartorius. Montamos un*

N. Sartorius, son cousin Jaime et Félix Santos étaient désormais membres du PCE, qui de son côté encourageait alors le déploiement d'un réseau de cabinets de conseil juridique spécialisés dans le droit du travail et destinés aux ouvriers. « *Je crois que ça a été un des tout premiers*<sup>412</sup> », se souvient N. Sartorius. A juste titre, car c'était le deuxième de ce genre, le premier étant celui qu'il avait lui-même auparavant monté avec José Jiménez de Parga à Vallecas en 1960<sup>413</sup>. Mais en dépit de son implantation dans le quartier populaire et industriel de Legazpi<sup>414</sup>, aux portes de Vallecas, ils ne réussissaient pas à attirer suffisamment de clients et l'affaire n'était pas rentable. N. Sartorius et F. Santos ayant tous les deux une formation en journalisme, ils laissèrent le cabinet à J. Sartorius qui maintint l'activité encore un an dans le local de Legazpi, avant de finir par se replier à son domicile. Voilà les raisons qui ont contraint N. Sartorius à abandonner peu après son ouverture ce lieu précurseur de défense des droits des travailleurs, et à se tourner vers le journalisme où il fit des débuts difficiles.

Il collabora tout d'abord au sein de l'agence *Radial Press*, mais il dut rapidement y renoncer à cause des difficultés économiques de l'entreprise. Puis, à l'été 1965, il fut embauché par la revue d'actualité *Siglo 20*, mais pour un semestre seulement, jusqu'à sa liquidation par le Ministère de l'Information et du Tourisme<sup>415</sup>. Il intégra ensuite l'équipe de rédaction de *Triunfo*, revue d'information générale alors en pleine ascension, comme s'en souvient José Angel Ezcurra, le rédacteur en chef :

*Nous commentions avec regret la disparition soudaine de Siglo 20, une magnifique revue qui était née peu de temps auparavant à Barcelone et qui avait eu de sérieux problèmes avec le Ministère de l'Information. Ricardo MuñozSuay<sup>416</sup> était un de ses mentors – si ce n'est le principal. « Rico » me confia*

---

*despacho de asesoramiento en Madrid, en la plaza de la Beata Mariana de Jesús. Pero al poco tiempo, no teníamos demasiados clientes, no daba para vivir tres personas. Además, tenía novia, quería casarme etc., tenía que buscar un trabajo que me permitiera vivir, entonces dejé el despacho y fue entonces cuando empecé a trabajar de periodista».*

<sup>412</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 29/10/2019: «*Creo que fue uno de los primeros despachos laboristas*».

<sup>413</sup> Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo, Memoria de un compromiso político 1939-1977*, Barcelona, Crítica, 2013, p.191.

<sup>414</sup> C'est dans ce quartier que se situent notamment l'abattoir et le marché de fruits et légumes, plateforme horticole de la ville.

<sup>415</sup>*Informe N. Sartorius, 1974*, Expediente 2.66/232 de la Dirección general de la Guardia Civil, Archivo General de la Administración, Fondo Gabinete de enlace, 44/13459.0026, Legajo 2663: «*Trabaja en la Revista de Barcelona, Siglo 20, liquidada por el Ministerio de Información varios meses después*».

<sup>416</sup> Ricardo Muñoz Suay (1917-1997) milite très jeune au PCE. Quand les troupes franquistes arrivent à Valence, il ne parvient pas à s'enfuir et se cache pendant cinq ans dans la maison familiale. Lorsqu'il quitte son refuge il est arrêté et part en prison cinq années supplémentaires. A sa libération il fonde une société de production cinématographique, qui financera plusieurs œuvres néoréalistes. Il travaille notamment avec José María

*qu'Alfonso Palomares, directeur de l'agence Radial Press, lui avait fait part de la situation critique des deux journalistes travaillant dans les bureaux madrilènes de Siglo 20. J'ai pensé que c'était une bonne idée. Je leur ai proposé un entretien [...] et ils ont intégré l'équipe de rédaction de Triunfo*<sup>417</sup>.

Mais l'expérience ne dura pas, et N. Sartorius fut licencié aussi promptement qu'il avait été embauché à la suite de pressions policières auprès du directeur de l'entreprise. L'agence *Europa Press* le recruta alors à son tour, mais pour peu de temps une fois de plus, car il était surveillé de près par les autorités : « *Je n'ai passé que 48 heures au sein d'Europa Press, étant donné que la police a fait pression pour qu'ils me licencient* <sup>418</sup> ». Faisant à nouveau courir de gros risques financiers à son employeur, il quitta aussitôt l'agence de presse<sup>419</sup>.

Une question se pose dès lors : pourquoi, alors qu'il était titulaire d'un diplôme de droit et que s'inscrire au barreau pour exercer en tant qu'avocat aurait été probablement plus simple pour assurer son autonomie financière, s'obstina-t-il dans cette voie professionnelle, qui le mettait en danger d'un point de vue physique et matériel ? On trouve une partie de la réponse à cette question dans l'introduction de son dernier essai, *La manipulación del lenguaje* <sup>420</sup>:

*Durant les années sombres de l'interminable dictature du général Franco, alors que j'étudiais à l'Université de Madrid, j'ai peu à peu pris conscience qu'une des essences de ce régime politique liberticide était le mensonge systématique [...]. Dans le fond c'était une sorte de répression intellectuelle qui avait pour finalité d'empêcher par tous les moyens que la vérité soit connue, ou à minima, de la déguiser ou la déformer et parvenir ainsi à une sorte de consensus au sein d'une fraction de la population*<sup>421</sup>.

---

Berlanga ou J. Antonio Bardem. Le PCE le charge de recruter au sein de l'intelligentsia, jusqu'à ce qu'il prenne ses distances avec le Parti au milieu des années 1960.

<sup>417</sup> José Ángel Ezcurra, «Crónica de un empeño dificultoso», *Triunfo en su época*, Madrid, Casa de Velázquez, 1995, p.439: «*Se comentaba con pesar el súbito final de Siglo 20, una magnífica revista aparecida no hacía mucho en Barcelona y que había tenido serios problemas con el Ministerio de Información. Ricardo Muñoz Suay era uno – si no el más destacado – de sus mentores. Rico me contó una sugerencia que le había hecho Alfonso Palomares, director de la Agencia Radial Press, sobre la crítica situación de los dos periodistas que trabajaban en la delegación madrileña de Siglo 20. Me pareció bien y propuse una entrevista. [...] Los dos salieron de la entrevista convertidos en redactores de Triunfo*».

<sup>418</sup>Témoignage de Nicolás Sartorius aumoment du procès 1001, Sans titre, AGA, DGS, 44.1345 :« *En Europa Press duré 48 horas pues la policía presionó para que me echaran* ».

<sup>419</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretienréalisé le 29/10/2019: «*Tambien me colocé en Europa Press pero sólo una semana porque luego me echaron. Y en otros medios, pero todo esto duraba poco*».

<sup>420</sup>Nicolás Sartorius, *La manipulación del lenguaje*, Espasa, Barcelona, 2018.

<sup>421</sup>Nicolás Sartorius, *La manipulación del lenguaje, op.cit.*, p.13: «*En los años oscuros de la interminable dictadura del general Franco, cuando estudiaba en la Universidad de Madrid, fui tomando conciencia de que una de las esencias de aquel régimen político liberticida era la mentira sistemática [...]. Era en el fondo una forma de represión intelectual que tenía por finalidad impedir por todos los medios que se conociera la verdad o, por lo menos, enmascararla u oscurecerla y así lograr un cierto consenso de una parte de la población*».

Au sortir de l'université N. Sartorius lit plusieurs essais d'Antonio Gramsci<sup>422</sup>: « *c'est sans aucun doute l'intellectuel qui m'a le plus influencé* <sup>423</sup> ». En effet, l'introduction citée plus haut peut être perçue comme inspirée de l'analyse de la société italienne du début du XXème siècle réalisée par A. Gramsci, appliquée à la lecture mensongère de l'histoire et de la situation sociale et économique relayée par la dictature franquiste :

*Je me souviens que j'ai lu Antonio Gramsci à la fin de mes études, et c'est là que j'ai commencé à mieux comprendre la relation entre le langage, la culture, le sens commun, l'hégémonie, la politique et, en un mot, le pouvoir. [...] Le penseur sarde, lorsqu'il fait référence au langage et au sens commun, affirme que le langage a également une portée culturelle et philosophique et que, par conséquent, le « fait langage », en réalité, est une multiplicité de faits plus ou moins cohérents et coordonnés entre eux, qui, lorsqu'ils pénètrent massivement la société deviennent hégémoniques. Partant de là, A. Gramsci, dans une courte note sur le sens de la vérité en politique, dénonce l'opinion répandue dans de nombreux milieux [...] selon laquelle mentir, cacher la véritable opinion fait partie de l'art de la politique, et conclut que dans un système politique de « masses » (dans une démocratie), dire la vérité est une nécessité. Il tisse ainsi un lien essentiel entre vérité et démocratie, d'une transcendance évidente<sup>424</sup>.*

N. Sartorius décide donc de se consacrer à dire et diffuser un message bien différent de ceux véhiculés par le régime. C'est ainsi qu'il est possible d'établir un lien entre le concept d'intellectuel organique introduit par le penseur italien, et l'engagement journalistique de N. Sartorius. A. Gramsci pose comme préalable incontournable à la conquête du pouvoir celle de l'hégémonie culturelle. « L'intellectuel organique » fait partie de la culture dominante ou qui aspire à dominer, il appelle donc à dépasser l'opposition paradigmatique entre homme de pensée et homme d'action, entre intellectuel et militant sur le terrain. L'intellectuel ne peut se limiter au seul domaine de la pensée ; il

---

<sup>422</sup> Antonio Gramsci (1891-1937) est un philosophe, écrivain, théoricien et cofondateur du Parti Communiste italien. Il est incarcéré par B. Mussolini lorsque celui-ci arrive au pouvoir. Il restera en prison jusqu'à sa mort. Depuis sa cellule, pendant ses onze années d'emprisonnement, il rédige de nombreux travaux. Il développe notamment la théorie de l'hégémonie culturelle.

<sup>423</sup> N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3/11/2017: «*La influenciamás fuerte que hetenidointelectualmente es la de Antonio Gramsci sin duda*».

<sup>424</sup> Nicolás Sartorius, *La manipulación del lenguaje*, op. cit., p.17: «*Recuerdo que fue leyendo a Antonio Gramsci, al finalizar los estudios, cuando empecé a comprender mejor la conexión entre lenguaje, cultura, sentido común, hegemonía, política y, en una palabra, poder. [...] El pensador sardo, al referirse al lenguaje, la lengua y el sentido común, sostiene que el lenguaje significa también cultura y filosofía y que, en consecuencia, el "hecho lenguaje" en realidad es una multiplicidad de hechos más o menos orgánicamente coherentes y coordinados que al penetrar mayoritariamente en la sociedad se convierten en hegemónicos. A partir de ahí, Gramsci, en una breve nota sobre el significado que tiene decir la verdad en política, denuncia la opinión difundida en muchos ambientes [...] de que mentir, esconder la auténtica opinión forma parte del arte de la política, y concluye que en una política de "masas" (democrática) decir la verdad es una necesidad. De esta manera se establece una relación esencial entre verdad y democracia de evidente trascendencia*».

doit intégrer le champ d'action. Ainsi donc il se doit d'agir pour subvertir les esprits, conditions *sine qua non* à la subversion et à la conquête du pouvoir<sup>425</sup> :

*L'important n'est pas le pouvoir, mais l'hégémonie dans la société de ces idées qui finissent par sembler évidentes à tout un chacun. Voilà pourquoi tout cela est intimement lié aux intellectuels organiques, à ceux-là-mêmes qui ne font pas partie d'une classe à part. Mais il parle aussi de la façon dont les idées dominantes pénètrent peu à peu au sein de la population, autrement dit de l'hégémonie des idées, qui finissent par faire partie du sens commun<sup>426</sup>.*

Le virage journalistique de N. Sartorius n'est donc pas dû au hasard, ou à une simple opportunité professionnelle à saisir. C'est au contraire une décision murement réfléchie, un choix au service de son engagement et cohérent avec sa trajectoire politique.

### 3.1. LA LEGISLATION DE LA PRESSE AVANT ET APRES 1966

Quand N. Sartorius commença à écrire, au début des années 1960, la loi sur la presse de 1938 était encore en vigueur. Le germanophile Ministre de l'Intérieur Ramón Serrano Suñer était à l'origine de sa promulgation pendant la Guerre Civile.<sup>427</sup> Le préambule de la loi exposait que le quatrième pouvoir, entendu comme voix d'expression démocratique, ne serait dorénavant plus toléré : la presse étant un organe décisif dans la formation de la culture populaire, et surtout dans la création d'une conscience collective, le nouveau régime ne pourrait admettre que le journalisme perdure et agisse en marge de l'Etat. Dans un pays où il jugeait le lectorat « empoisonné par une presse sectaire et antinationale », celle-ci devait se mettre au service de l'Etat. Désormais il fallait, toujours selon ce texte, faire place à une conception de la presse estimée plus moderne et plus exacte, basée exclusivement sur une certaine conception la vérité et la responsabilité. Ce n'était qu'à ce prix que la presse, désormais dite « libérée de l'asservissement au capital des clientèles réactionnaires et

---

<sup>425</sup> Jean-Marc Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, Editions Parti Pris, 1970, p.15-28. [En ligne : <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.pij.pen>] Consulté le 22 juin 2019.

<sup>426</sup> N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3/11/2017: «*Toda su teorización es sobre la cultura, sobre el concepto que he utilizado muchísimo, lo de la hegemonía. El concepto de hegemonía es un concepto gramsciano. Lo importante no es sólo el poder, sino la hegemonía en la sociedad, aquellas ideas que acaban siendo sentido común. Y por lo tanto esto está muy ligado a lo de los intelectuales orgánicos, los que no son orgánicos, de una clase. Como las ideas dominantes van penetrando la gente (hegemonía de las ideas), y se hacen sentido común de la gente*».

<sup>427</sup> Cet avocat de formation, dont les positions d'extrême droite et les tendances pro-nazi étaient bien connues, était le beau-frère par alliance de F. Franco et un de ses hommes de confiance.

marxistes », était censée pouvoir être proclamée authentiquement libre. Cette « liberté » impliquait des droits et des devoirs, et ne pourrait plus jamais aboutir à un « libertinage démocratique », en vertu duquel on avait jusqu'alors pu remettre en question et même attaquer l'Etat et la Patrie : la loi, instaurait donc la fin du droit d'expression en feignant de décréter la fin du droit au mensonge, aux affirmations insidieuses, et du recours à la diffamation comme méthode systématique de destruction de l'Espagne<sup>428</sup>, des pratiques qu'elle se mit à ériger en exercice imposé à l'ensemble de la profession qui devait être organisée, surveillée et contrôlée par l'Etat en vue de parvenir à l'anéantissement de ses opposants. On créa un service national de la presse avec une délégation dans chaque province sous la tutelle des gouverneurs civils respectifs, qui étaient en charge de la tenue d'un registre de journalistes, de l'autorisation de publication et de la censure préalable. Les directeurs des publications devaient être nommés par le régime, et la direction, l'entreprise et l'imprimerie (le cas échéant) étaient pénalement solidaires en cas « *d'offense, d'action insidieuse ou simplement contraire à la vérité*<sup>429</sup> ». Ce n'est que quelques années plus tard, en 1945, quand il se vit contraint d'adoucir son image, que le régime se résigna à employer le concept de liberté d'expression dans l'article 12 du *Fuero de los españoles*, mais tout en en fixant ses propres limites : « *Chaque Espagnol pourra exprimer ses idées, dans la mesure où celles-ci ne porteront pas atteinte aux principes fondamentaux de l'Etat*<sup>430</sup> ».

En 1962, malmenée par les mouvements de grève du printemps, contrainte de faire face au regard des nombreux touristes étrangers qui commençaient à affluer sur la côte méditerranéenne, et consciente qu'après les « 25 ans de paix » dont sa propagande s'enorgueillissait, la société et l'opinion internationale attendaient une évolution d'une législation de presse héritée d'un passé belliqueux et suranné, la Dictature sentait qu'elle devait évoluer, ne serait-ce qu'en apparence. F.

---

<sup>428</sup>B.O.E. n°550, du 22 avril 1938 : [En ligne : <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1938-4796> ]. Consulté le 26 avril 2021: «Una masa de lectores diariamente envenenada por una Prensa sectaria y antinacional [...]. Ya nunca podrá desembocar en aquel libertinaje democrático».

<sup>429</sup> B.O.E. n°550, du 22 avril 1938, *op.cit.* ; Manuel Fernández Areal, *La libertad de prensa en España, 1938-1971*, Madrid, 1971, p.30: « *Ajustándonos al caso español, la disposición fundamental de 1938, vigente hasta 1966, instaura una concepción totalmente revolucionaria, en el sentido de desconocido anteriormente en el país : la Prensa, los periódicos, no son instrumentos de intereses particulares, órganos de expresión de grupos legalmente autorizados... Son una institución nacional, un servicio público, desempeñado en algunas circunstancias por empresas inicialmente privadas, pero de tal manera que el Estado interviene directamente en su organización, estructura, marcha financiera, así como en la dirección técnica y especialmente ideológica de las mismas* », cité dans José Ignacio Bel Mallén, *La libertad de expresión en los textos institucionales españoles*, Documentación de las Ciencias de la Información, N.Ú 13-1990-23-52, Madrid, Universidad Complutense, note 89, p.42.

<sup>430</sup>*Fuero de los Españoles de 17 de julio de 1945*. [En ligne: <http://www.cervantesvirtual.com/obra/fuero-de-los-espanoles-de-17-de-julio-de-1945-/> ]. Consulté le 17 janvier 2020: «*Artículo 12: todo español podrá expresar sus ideas mientras no atenten a los principios fundamentales del estado*».

Franco décida de nommer Manuel Fraga Iribarne<sup>431</sup> à la tête du Ministère De l'Information et du Tourisme. Il était un de ces Phalangistes ouverts aux idées de réformes – ne serait-ce qu'à minima – afin d'assurer la longévité du régime, que l'on qualifiait d' « aperturistas ». Un avant-projet de réforme fut publié en 1964, mais ne se concrétisa qu'avec la promulgation d'un nouveau texte le 18 mars 1966. La Loi de Presse et d'Imprimerie<sup>432</sup> avait suscité beaucoup d'attentes, mais les changements étaient bien minces, et on demeurait encore loin des standards législatifs démocratiques. Le monde de l'information attendait des évolutions dans trois principaux domaines que recensaient le préambule du texte : les libertés d'expression, d'entreprise et de publication. Si ces trois grands principes furent proclamés<sup>433</sup>, ce ne fut qu'à la condition expresse de respecter les limites à la liberté d'expression telles que définies dans l'article 12 du *Fuero de los españoles*. Ce faisant, la loi estimait avoir « *fidèlement traduit le sentiment et les aspirations de la société espagnole*<sup>434</sup> », tout comme celles des différentes démocraties occidentales avec lesquelles la Dictature avait multiplié les contacts. Cette nouvelle législation se voulait être un gage de la volonté de modernisation et d'ouverture du régime. Mais afin de s'assurer que rien ne changerait malgré tout, le texte oscillait entre déclarations de principes et limitations drastiques : la création d'entreprise restait soumise à l'autorisation préalable de l'Administration ; ces mêmes entreprises pouvaient effectivement désigner librement leur directeur, mais à condition que celui-ci soit de nationalité espagnole, réside dans le pays, et soit exempt de toute condamnation civile ou pénale. De même, le dépôt préalable d'exemplaires auprès du Ministère de l'Information afin que ses services en prennent connaissance en amont de leur distribution était maintenu. C'est ainsi que la Dictature consentit à supprimer l'impopulaire car très autoritaire censure préalable, au nom du principe de responsabilité des journalistes et des directeurs de presse, ce qui entraîna de fait une sorte d'autocensure préalable de leur part, car ils étaient bien conscients que le moindre écart pouvait avoir de lourdes conséquences pour eux et l'avenir de leur entreprise, étant donné que les sanctions prononcées pouvaient aller jusqu'à la fermeture du journal inculpé<sup>435</sup>. J.A. Ezcurra se souvient de cette pseudo révolution au sein des locaux de la revue *Triunfo* :

---

<sup>431</sup> Manuel Fraga Iribarne (1922-2012): phalangiste, il devient ministre de l'Information et du Tourisme entre 1962 et 1969, puis est nommé ministre de l'Intérieur après la mort de F. Franco par C. Arias Navarro. Au retour de la démocratie il fonde l'*Alianza Popular*, qui regroupe d'anciens dirigeants franquistes.

<sup>432</sup> *Ley 14/1966, de Prensa e Imprenta, de 18 de marzo de 1966*. [En ligne: <https://www.boe.es/eli/es/l/1966/03/18/14/con> ]. Consulté le 18 juillet 2021.

<sup>433</sup> *Ley 14/1966, de Prensa e Imprenta, de 18 de marzo de 1966, op.cit.*, Articles 1, 16 et 40.

<sup>434</sup> *Ley 14/1966, de Prensa e Imprenta, de 18 de marzo de 1966, op.cit.*: «El Gobierno ha cumplido escrupulosamente su papel de fiel intérprete del sentir y del pensar del país».

<sup>435</sup> Jordi Gracia, Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975)*. *Cultura y vida cotidiana*, Madrid, Editorial Síntesis, 2004, p.304: «*Si los órganos de la censura entendían que había algún tipo de manifestación*

*La nouvelle loi [...] remplaça les allers-retours incessants que faisaient les épreuves et les photographies de la rédaction à l'imprimerie, de celle-ci jusqu'aux locaux du Ministère assignés aux censeurs, leurs tampons, leurs stylos rouges et leurs prescriptions à la vue d'un décolleté ou d'une jupe et autres simagrées, avant que la revue ne finisse par revenir à la rédaction. La nouvelle loi troqua tout ce trafic contre le « suspense » du dépôt préalable. Franchir l'étape du dépôt n'était qu'un « nihil obstat » purement rhétorique étant donné qu'à n'importe quel moment, et de façon tout à fait inattendue, pouvait surgir l'ouverture d'une procédure qui débouchait tout aussi bien sur un non-lieu, ou remontait un à un les échelons du pouvoir répressif, jusqu'à aboutir à la suspension fatidique. [...] J'ai récemment entendu Manuel Vicent dire que la loi de M. Fraga n'avait fait que retirer les fils barbelés qui, depuis la Guerre Civile, encerclaient le terrain miné de l'information et de l'opinion. Il ne restait plus qu'un champ de mines. Mais sans plus aucune signalisation<sup>436</sup>.*

Cependant, et malgré tout cela, la levée de ces restrictions initiales eut trois conséquences majeures : tout d'abord, l'imprécision de la législation rendit ces limites mouvantes, perméables au contexte socio-politique et aux tensions au sein de l'administration franquiste<sup>437</sup>. Cela conféra également une plus grande marge de manœuvre aux journalistes qui s'employèrent à repousser ses limites. Mais surtout, la multiplication des sanctions contre les organes de presse augmenta la visibilité de la répression franquiste, au moment même où le régime tentait justement d'améliorer son image. Père Ysàs, qui s'est penché sur la dissidence et les mouvements d'opposition au sein de différents secteurs de la société espagnole, explique à ce propos :

*La nouvelle loi a vite engendré un niveau de tension notable qui a alimenté la dissension intellectuelle, allant ainsi à l'encontre de l'objectif visé. Les amendes, les saisies, les suspensions et les procès ont rendu la répression plus visible et, de plus, elles ont provoqué un malaise croissant dans de vastes secteurs politiques franquistes. [...] Les plaintes pour publication d'informations ou d'opinions*

---

*hostil o no adecuada a los valores del régimen se retiraba la edición, se imponían sanciones o se cerraba la publicación; al no existir una referencia exacta de cuál era la frontera, este sistema, aparentemente más liberal, fue el principal acicate de lo que se ha llamado la "autocensura", en la medida en que se escribía para que no hubiera problemas después con las autoridades gubernativas». Voir aussi Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier*, Madrid, Casa de Velázquez, 2003, p.23-27.*

<sup>436</sup> José Ángel Ezcurra, «Crónica de un empeño dificultoso», *Triunfo en su época*, Madrid, Casa de Velázquez, 1995, p. 438: «La nueva Ley de Prensa e Imprenta de 1966 [...] sustituyó el incesante ir y venir de las galeradas y fotografías desde la redacción a la imprenta, de ésta a los locales que el Ministerio tenía asignados a los censores, sus sellos, sus lápices rojos y sus disposiciones acerca de escotes, faldas y otros remilgos para, al fin, regresar a la Redacción. La nueva ley trocó ese trajín por el "suspense" del depósito previo. Superar ese requisito del depósito no suponía más que un nihil obstat puramente retórico ya que, en cualquier momento, inesperadamente, aparecía la incoación de un expediente que lo mismo conducía al sobreseimiento como remontaba a zancadas la escalera del poder sancionador hasta la fatídica suspensión. [...] Recientemente he escuchado decir a Manuel Vicent que la Ley de Fraga solo quitó la alambrada que desde la guerra civil cercaba aquel campo de minas que era el terreno de la información y la opinión. Y quedó solo el campo de minas. Pero sin señalar».

<sup>437</sup> Jordi Gracia, Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975)*. Cultura y vida cotidiana, op.cit., p.305.

*« inconvenantes » se sont répandues dans tous les domaines politiques, et certaines critiques plutôt modérées ont été qualifiées d'absolument intolérables. Parallèlement à cela, la multiplication des sanctions a détérioré l'image que le régime tentait de projeter via ces nouvelles règles <sup>438</sup>.*

En somme, la Dictature dans cette première moitié des années 1960, s'est vue contrainte d'étendre l'élan réformiste enclenché avec la loi de Stabilisation économique de 1959, pour agir sur le terrain de la publication des idées. Il fallait apaiser les grondements croissants de l'opposition démocratique qui était en train d'élargir ses rangs. Mais il était nécessaire également de projeter une image plus flatteuse afin d'entretenir et de développer la manne touristique, et de plaire aux secteurs politiques et économiques occidentaux. Finalement, la loi de 1966 a amené des changements de forme, de procédure, mais très peu de fond. La liberté d'expression restait circonscrite à des limites dorénavant plus floues, plus mouvantes.

### *3.2. ECRIRE POUR SAPER LES FONDEMENTS DE LA DICTATURE : L'EXEMPLE DE SIGLO 20 ET TRIUNFO.*

La presse d'opposition au franquisme a commencé à paraître bien avant la réforme législative de 1966<sup>439</sup>. Malgré ses limites, la réforme de la législation de presse a dynamisé l'éclosion de nouveaux titres de presse, et le panorama des revues culturelles et d'informations progressistes accueillait en ce milieu des années 1960 notamment des titres comme l'emblématique *Cuadernos para el Diálogo*<sup>440</sup>, *Triunfo*<sup>441</sup> ou *Mundo Social*<sup>442</sup>.

---

<sup>438</sup>PèreYsàs, *Disidencia y subversión. La lucha del régimen franquista por su supervivencia, 1960-1975*, Barcelona, Crítica, 2004, p.61-62. «La nueva ley generó pronto una notable conflictividad que, contrariamente a sus propósitos, alimentó al disenso intelectual, "visualizó" la represión mediante multas, secuestros, suspensiones de publicaciones y procesamientos y, además, provocó un creciente malestar en amplios sectores del personal político franquista. [...] las quejas por la publicación de informaciones u opiniones consideradas inconvenientes se extendieron por todos los ámbitos políticos y algunas moderadas críticas políticas fueron calificadas de absolutamente intolerables. Paralelamente, la acción sancionadora gubernamental deterioraba la imagen liberalizadora que se intentaba proyectar con las nuevas normas».

<sup>439</sup>Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier*, op.cit., p.14-15.

<sup>440</sup>*Cuadernos para el Dialogo* est fondée en 1963 par Joaquin Ruiz-Giménez, et disparaît avec le retour de la démocratie en 1978.

Nicolás Sartorius débute sa carrière en tant que journaliste salarié au sein de la rédaction de la revue d'information générale *Siglo 20*. L'hebdomadaire compte environ 90 pages, imprimé au format A3 sur papier glacé, et paraît pour la première fois le samedi 1<sup>er</sup> mai 1965. Il est vendu 15 pesetas, ce qui le situe dans une tranche de prix correspondant à la médiane des tarifs en cours alors : à titre de comparaison *Mundo Social* qui s'adresse notamment à un public ouvrier en coûte alors 10, *Triunfo* 15 également, et *Cuadernos para el Diálogo*, une revue plus élitiste en termes de style et de contenu, 25. *Siglo 20* est un magazine de belle facture, épais, renfermant des contenus variés, et des reportages photos imprimés en couleurs. Son rédacteur en chef n'est autre que Manuel Vázquez Montalbán<sup>443</sup> ; Juan Goytisolo<sup>444</sup> est quant à lui chargé de l'information littéraire, Pasqual Maragall<sup>445</sup> (entre autres) s'occupe de l'information économique, et les dessins de José María González Castillo— plus connu sous son pseudonyme, Chumy Chúmez<sup>446</sup>— y croquent un portrait acide de la société espagnole. La revue est imprimée à Barcelone, et N. Sartorius fait partie des correspondants basés à Madrid. On voit apparaître sa signature en tête de la rubrique *Nuestra realidad*, qui occupe une à deux pages, à partir du numéro 13 au mois de juillet 1965 et jusqu'au dernier numéro, le 23, paru au mois de décembre de la même année.

---

<sup>441</sup>*Triunfo* existe depuis 1946. Si au début c'est une revue culturelle, elle devient progressivement une politique d'information générale. Elle disparaît en 1982.

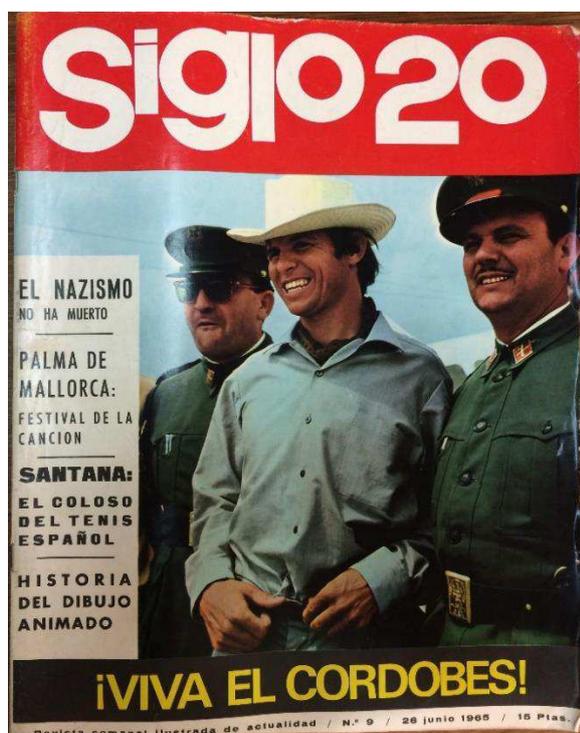
<sup>442</sup>*Mundo Social* est une revue jésuite d'information générale créée en 1955.

<sup>443</sup> Manuel Vázquez Montalbán (1939-2003) fut romancier, essayiste, journaliste, membre du PCE pendant la Dictature.

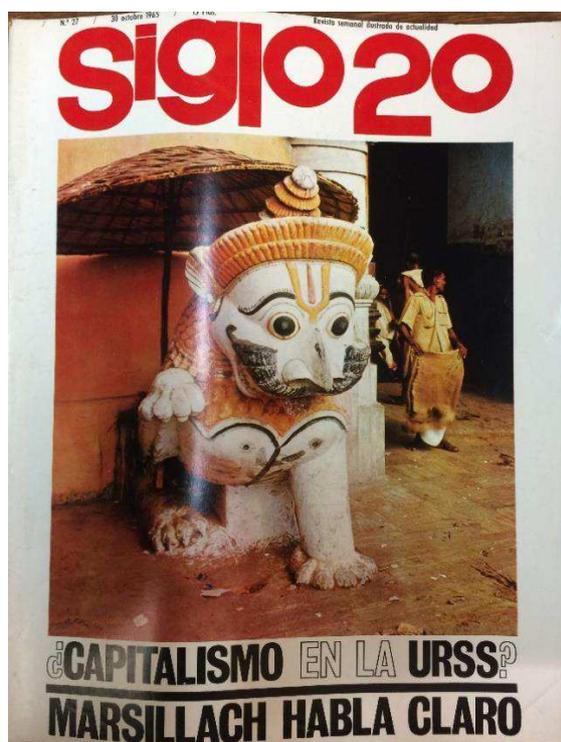
<sup>444</sup> Juan Goytisolo (1931-2017) : romancier espagnol, il vit en France pendant le Dictature, travaille chez Gallimard. Ses premiers romans sont interdits de publication en Espagne, et après plusieurs démêlés avec la police, il s'exile définitivement.

<sup>445</sup> Pasqual Maragall (1941) est économiste. Socialiste, il devient un homme politique central en Catalogne au retour de la démocratie.

<sup>446</sup> José María González Castillo (1927-2003) est un dessinateur graphique connu pour ses caricatures politiques et sociétales, acides.



Une de la revue Siglo 20, n°9, 26/VI/1965.



Une de la revue Siglo 20, n°27, 30/X/1965.

Néanmoins, cet « *intéressant hebdomadaire* <sup>447</sup> », une « *magnifique revue* <sup>448</sup> » selon J. A. Ezcurra, se voit contraint par le Ministère de l'Information et du Tourisme de fermer quelques mois plus tard, en décembre 1965<sup>449</sup>.

N. Sartorius est ensuite recruté par le magazine Triunfo450. Son directeur et fondateur était l'avocat et journaliste José Ángel Ezcurra qui, avant de créer la revue en 1946, travaillait dans des journaux phalangistes ou conservateurs. Son père, un homme proche du régime, était président de l'Association de Presse de Valence. J. A. Ezcurra ne présentant aucun antécédent politico-social contraire au régime, il n'eut pas de difficulté majeure pour obtenir la permission d'éditer un

<sup>447</sup> Víctor Márquez Reviriego, «Nómina de discrepantes», *Triunfo en su época*, Madrid, Casa de Velázquez, 1995, p.67: «*un interesante semanario que no llegó a durar*».

<sup>448</sup> José Ángel Ezcurra, «Crónica de un empeño dificultoso», *op.cit.*, p.439: «*Se comentaba con pesar el súbito final de Siglo 20, una magnífica revista aparecida no hacía mucho en Barcelona y que había tenido serios problemas con el Ministerio de Información*».

<sup>449</sup> N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3/11/2017: «*Siglo 20 duró unos cuantos meses y luego Fraga Iribarne la cerró*». *Informe N. Sartorius, 1974*, Expediente 2.66/232 de la Dirección general de la Guardia Civil, Archivo General de la Administración, Fondo Gabinete de enlace, 44/13459.0026, Legajo 2663: «*Trabaja en la Revista de Barcelona, Siglo XX, liquidada por el Ministerio de Información varios meses después*».

<sup>450</sup> N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3/11/2017: «*En el año 1966-1967, cuando dejo la abogacía porque no me da suficiente dinero, yo me coloco en Triunfo, no primero en Siglo 20. Como Siglo 20 tuvo mucho éxito, que era la gran revista, luego Triunfo me fichó. En Triunfo ya era de periodista con un sueldo y un contrato laboral normal*».

hebdomadaire consacré à l'actualité sportive, cinématographique et théâtrale<sup>451</sup>. Toutefois, à la fin des années cinquante, la revue n'était plus rentable et connaissait de nombreuses difficultés financières. A l'été 1962, au sortir des grands mouvements sociaux qui avaient chamboulé le pays, J.A. Ezcurra décida de réorienter sa ligne éditoriale : il y avait une attente forte de la part d'un lectorat qui souhaitait accéder à une information plus objective, et non plus entièrement vouée aux louanges du régime. *Triunfo* ne se consacrerait donc plus seulement à l'actualité cinématographique comme c'était effectivement le cas, mais elle ouvrirait désormais ses pages à une information politique, sociétale et culturelle plus large<sup>452</sup>. Et la réforme de la législation de presse en 1966 n'eut pas d'incidence sur cette ligne éditoriale ouverte car comme s'en souvient J. A. Ezcurra :

*Nous nous en sommes méfiés dès le début, et nous avons maintenu notre choix de départ, qui était d'éviter systématiquement les questions de politique intérieure. [...] En ces temps de l'incise [...], de la périphrase et de la circonlocution, Triunfo a commencé à chercher la complicité du lecteur via un métalangage qui passait par des analogies implicites entre [...] le passé et le monde contemporain, autant d'outils métaphoriques pour analyser la réalité de notre pays depuis la perspective de ce qu'on a appelé la gauche intellectuelle<sup>453</sup>.*

« *Métissage informatif* », alchimie « *possibiliste*<sup>454</sup> » selon J. A. Ezcurra, « *choix de l'information elliptique* » selon Isabelle Renaudet<sup>455</sup> ; loin d'éluder le problème politique, *Triunfo* décida de changer de ligne tout en s'adaptant à la censure, ce qui n'en permettait pas moins de faire acte de résistance. De nouveaux partenaires financiers permirent d'augmenter le capital de l'entreprise, qui s'associa notamment à une société d'exploitation publicitaire, *Movie record*, qui apporta les fonds nécessaires à la réorientation de la revue. Quand N. Sartorius intègre la revue en 1966, *Triunfo* est bien ancrée dans le marché éditorial, et compte un peu plus de 51 000 lecteurs par mois<sup>456</sup>. Embauché en tant que rédacteur<sup>457</sup>, N. Sartorius participe aux conférences de rédaction. Il sélectionne les articles publiés, les sujets traités, en bref, il contribue à la définition de la ligne éditoriale du magazine. Il y

---

<sup>451</sup>Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier*, op.cit., p.15-17. José Ángel Ezcurra, «Crónica de un empeño dificultoso», op.cit., p.388

<sup>452</sup>Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier*, op.cit., p.20-21.

<sup>453</sup> José Ángel Ezcurra, «Crónica de un empeño dificultoso», op.cit., p.441: «*En Triunfo desconfiarnos desde su promulgación (ley Fraga) y mantuvimos la inicial decisión de eludir sistemáticamente las cuestiones que afectarían a la política interior. [...] En aquellos tiempos del inciso [...] de la perífrasis y el circunloquio, Triunfo comenzó a buscar la complicidad del lector mediante un metalenguaje que se servía de implícitas analogías [...] en la historia y en el mundo contemporáneo, como instrumentos metafóricos para analizar la vida real de nuestro país desde la perspectiva de lo que se ha venido en llamar la izquierda intelectual.*»

<sup>454</sup> José Ángel Ezcurra, «Crónica de un empeño dificultoso», op.cit., p.463.

<sup>455</sup>Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier*, op.cit., p.36.

<sup>456</sup>Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier*, op.cit., p.492.

<sup>457</sup>Ricardo MuñozSuay réalisateur, producteur et scénariste qui avait publié des critiques cinématographiques dans *Siglo 20*, avait contacté José Angel Ezcurra pour lui suggérer d'embaucher N. Sartorius et son collègue madrilène, César Alonso. José Ángel Ezcurra, «Crónica de un empeño dificultoso», op.cit., p.439.

rencontre notamment Eduardo Haro Tecglen<sup>458</sup>, y retrouve entre autres José María González Castillo et César Alonso de los Ríos – ancien membre du FLP, et nouveau membre du PCE comme lui –, et côtoie de prestigieux contributeurs, espagnols ou étrangers, comme le français André Gorz<sup>459</sup>, par exemple. Les articles que N. Sartorius signe sont rares, mais il se souvient en avoir écrit plusieurs consacrés à la guerre du Vietnam qui embrasait alors l'Asie du Sud-Est et l'opinion publique mondiale<sup>460</sup>. Il ne restera au sein de la revue que quelques mois, entre 1966 et 1967. Mais les sujets abordés, les mécanismes de contournement de la censure et les stratagèmes littéraires auxquels il recourt dans *Siglo 20* puis *Triunfo* sont les mêmes, que l'on se situe avant avec *Siglo 20*, ou après la promulgation de la réforme de M. Fraga dans le cas de *Triunfo*.

### 3.2.1. Défier la censure pour mettre à mal la recherche de légitimité du régime franquiste.

Pour mémoire, l'Espagne connaissait pendant ces années 1960 de nombreux bouleversements économiques et sociaux. Lorsque Max Aub retourna pour la première fois en Espagne depuis son exil à la fin de la Guerre Civile, il ne put que constater, dépité, l'évolution des priorités et des mentalités des Espagnols :

*(C'est un pays) sans justice, sans liberté ni démocratie [...] avec un développement économique propre à celui d'une société de consommation – paix, soleil, tourisme [...] gastronomie, télévision, Seat 600, loto, football, vin, femmes – mais habité par des Espagnols soumis et désinformés ; désidéologisés et dépolitisés ; ignorants et résignés. [...] Une société dans laquelle le désir d'ascension sociale engendre l'insolidarité dominante*<sup>461</sup>.

Le changement de la société espagnole était spectaculaire. C'est pourquoi le régime tenta de capitaliser ce succès économique en vue d'améliorer son image, ou tout du moins de se défaire de la légende noire que lui avait valu la répression brutale qu'il avait fait s'abattre sur les Vaincus à la fin

---

<sup>458</sup> Eduardo Haro Tecglen, (1924-2005) était journaliste, il sera entre, autres, co-rédacteur, puis sous-directeur de *Triunfo*.

<sup>459</sup> Il signe sous le nom de Michel Bosquet, il est cofondateur de la revue le *Nouvel Observateur* en 1964.

<sup>460</sup> N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3/10/2017: «*Bueno eran trabajos de redactor. Los redactores no firmábamos los artículos. Yo no firmaba mucho y los demás redactores tampoco. Por ejemplo, he escrito muchas cosas sobre la guerra de Vietnam, pero los artículos no los firmábamos. Eran como crónicas de la revista. Había una parte de firmas, y otra parte que eran trabajos que hacía la redacción*».

<sup>461</sup> Max Aubest cité dans Jordi Gracia, Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975). Cultura y vida cotidiana*, Madrid, Editorial Síntesis, 2004, p.271: «*Sin justicia, libertad ni democracia [...] con un desarrollo económico propio de una sociedad consumista – paz, sol, turismo [...] gastronomía, televisión, Seat 600, quinielas, futbol [...] vino, mujeres – habitados por españoles sumisos y desinformados; desideologizados y despolitizados; ignorantes y resignados [...] Una sociedad en donde la voluntad de ascenso social determina la insolidaridad dominante*».

de la Guerre Civile et qui menaçait encore les opposants politique<sup>462</sup>. En effet, il fallait redorer l'image d'un Etat qui, quelques années auparavant, avait violemment réprimé les mouvements de grèves des mineurs asturiens, avait mené une campagne de propagande virulente contre ses opposants les plus modérés à l'issue de ce que les propagandistes avaient désigné comme étant « el contubernio de Munich », et qui avait torturé puis condamné à mort sous les yeux du monde occidental, le dirigeant communiste Julian Grimau.

Les premières mesures de redressement de l'économie apportaient cependant leur lot de souffrance car elles avaient affecté surtout les plus vulnérables, touchés par l'inflation et le taux de chômage qui avaient grimpé en flèche. Mais très vite, l'Espagne connut un rebond économique dont le régime souhaita tirer parti, et on célébra en grande pompe les « 25 années de Paix », depuis la fin de la Guerre Civile. Selon M. A. Ruiz Carnicer, « *le nouveau langage politique de la technocratie écartait les idéologies, désuètes selon eux, et le potentiel répressif du Franquisme déclinant, il apparaissait désormais [...] comme un Etat d'ordre qui était capable d'impulser le développement économique*<sup>463</sup> ». Par conséquent, c'est précisément sur ce flanc-là, celui de l'image d'une Espagne florissante et en phase de réussite, que la presse d'opposition se mit à attaquer le régime. Isabelle Renaudet dans son étude relève que les inégalités sociales persistantes, voire aggravées par la nouvelle croissance économique sont inlassablement pointées du doigt :

*Pour mieux fustiger le pouvoir et ses propres valeurs, la presse d'opposition le prit au piège de ses propres contradictions. [...] Si l'Administration tolérait que les revues antifranquistes dénoncent les carences du « desarrollo », c'était à la fois par choix et par impuissance. Par choix, car il fallait bien donner l'impression au pays que la presse était libre de s'exprimer. La dénonciation des inégalités sociales, laissée en pâture à l'opposition, compensait donc tous les sujets prohibés qu'elle ne pouvait aborder. Cependant, cette indulgence de l'Administration en la matière reflétait aussi son impuissance. [...] (Après 1966 et la suppression de la censure préalable) les services du Ministère pouvaient toujours rejeter sur la presse la responsabilité des « troubles occasionnés » quand elle parlait de phénomènes réputés clandestins. En revanche, ils le pouvaient plus difficilement quand elle soulignait les échecs du franquisme sur le plan économique et social*<sup>464</sup>.

Les journalistes pouvaient donc difficilement écrire sur des sujets politiques, il leur était interdit de critiquer ouvertement l'action du gouvernement, mais le régime pouvait difficilement réprimer le

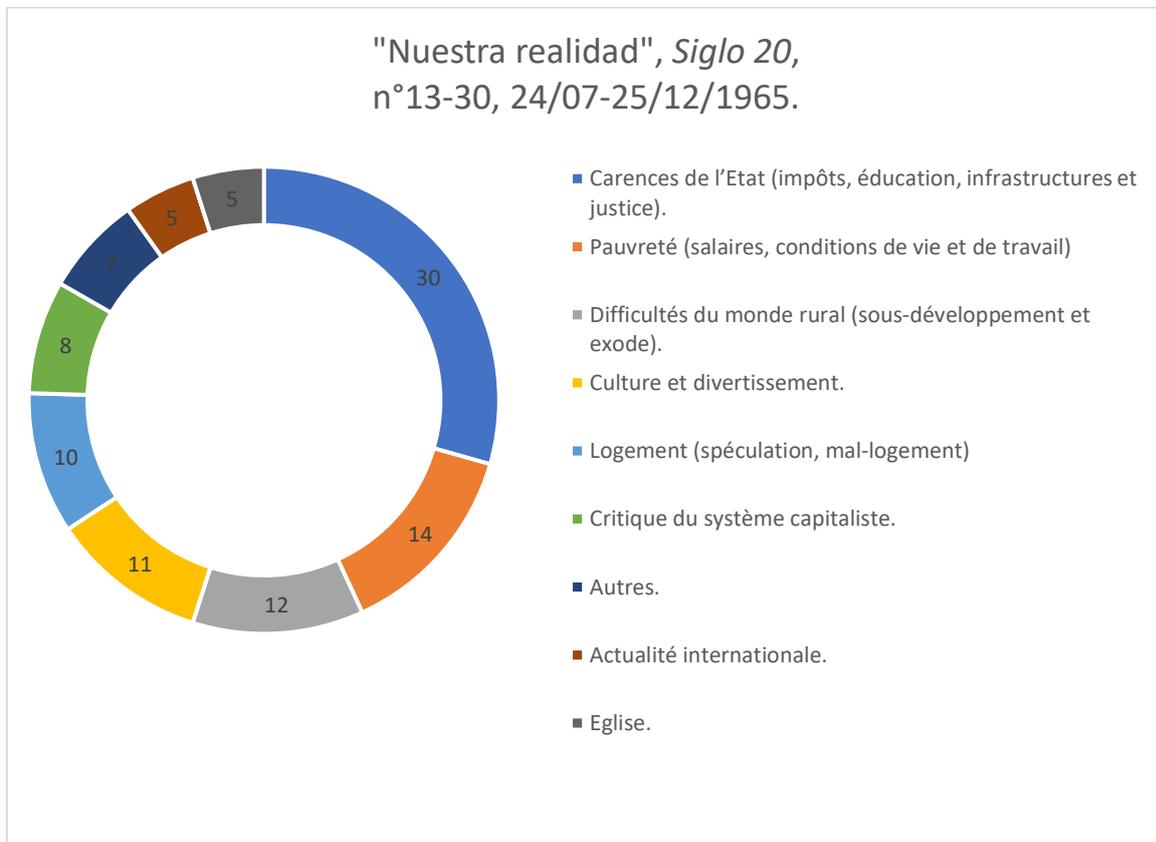
---

<sup>462</sup> Jordi Gracia, Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975). Cultura y vida cotidiana*, op.cit., p.308.

<sup>463</sup>Jordi Gracia, Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975). Cultura y vida cotidiana*, op.cit., p.274: « *El nuevo lenguaje político de la tecnocracia desplazaba a las ideologías, que se proclamaban trasnochadas, y el franquismo venido a menos su potencial represivo, aparecía ya [...] como un Estado de orden que era capaz de impulsar el desarrollo económico*».

<sup>464</sup> Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier*, op.cit., p.341-342.

constat des inégalités économiques et sociales, criant et péniblement réfutable. Il suffit de s'appuyer sur un recensement thématique et quantitatif des thèmes abordés pour aboutir au constat que les brèves de N. Sartorius parues dans la rubrique « Nuestra Realidad » de la revue *Siglo 20* en 1965 s'insèrent parfaitement dans ce schéma. En effet, il s'y emploie à démonter et remettre en question ce qui constituait la nouvelle source de fierté pour le régime : une croissance économique qui rejaillirait même sur les secteurs les plus modestes de la société espagnole.



*Elaboration personnelle.*

Il apparaît clairement que les défaillances de l'Etat sont au premier rang des sujets abordés, 30% des brèves leur sont consacrées. Il est vrai que la croissance économique que connaissait le pays en ce milieu des années 1960, qui induisait une baisse du chômage et l'entrée du pays dans la société de consommation, a été possible notamment grâce à une main d'œuvre espagnole bon marché. Les ouvriers gagnaient peu, et devaient accumuler les heures supplémentaires pour obtenir de quoi vivre décemment. Beaucoup ont dû choisir l'exil économique d'ailleurs. De plus, rappelons que la presse était encore soumise à la censure préalable à l'époque de *Siglo 20* : le sujet est par exemple abordé

ici sans risques par N. Sartorius, qui cite littéralement un billet paru dans un journal édité par un des organes de presses appartenant à la Phalange.

*MYSTERE. Dans le journal « La Prensa », nous pouvons lire l'article suivant dont la clarté nous permet de le retranscrire sans commentaire. « Pourquoi la composition du salaire du travailleur espagnol est-elle si étonnamment compliquée ? Pourquoi doit-elle être accompagnée d'une aussi fantastique brochette de mensonges ? ... Selon la législation en vigueur, le salaire se décompose en trois parties : le salaire officiel ou salaire de base, dont nous n'allons naturellement pas parler ici afin de ne pas couvrir de honte le pays. Nous avons ensuite les bonus extra-salariaux, et enfin, les super-extras dont le montant reste secret, « l'enveloppe » que personne ne contrôle. A qui bénéficie cet imbroglio ? Ni à l'Etat – étant donné que c'est une façon d'éviter de payer des impôts –, ni au travailleur, qui lorsque l'heure est à la tristesse (quand vient le temps de la retraite, de la maladie ou de l'accident) doit faire face à l'horreur de compensations dont le calcul est basé sur le salaire de base »<sup>465</sup>.*

En retranscrivant un de leurs articles, N. Sartorius se pose en simple relais d'information, mais sous sa plume, associé à son nom, le texte prend des accents de critique acerbe. En conséquence, dans le cas présent, c'est le fait que la législation ne protège pas suffisamment les ouvriers et laisse les régulations et ajustements des salaires s'opérer de façon sauvage qui est souligné. Ce stratagème lui sert de bouclier pour aborder un sujet « sensible », que l'Administration aurait pu censurer dans l'optique de ne pas réveiller ou encourager le mécontentement ouvrier. En outre, cette voix discordante rapportée étant celle d'un journal autorisé par le régime, celui-ci se voit placé face à une réalité qu'il doit combattre aussi, celle de possibles critiques s'élevant de son sein.

L'autre grand bouleversement que connaissait l'Espagne à cette époque, c'était l'afflux massif de touristes étrangers sur les rives de la Méditerranée. Pour faire face à la demande croissante de logements et bénéficier de cette nouvelle manne touristique, l'urbanisation de la côte se développait à un rythme exponentiel. Mais cette urbanisation effrénée n'était accompagnée d'aucun contrôle de la part de l'Etat, qui laissait le champ libre au secteur immobilier privé :

---

<sup>465</sup> N. Sartorius, « Misterio », *Siglo 20*, n°19, 4/09/1965, p.35: « MISTERIO. En el diario "La Prensa" leemos el siguiente artículo que por su claridad transcribimos sin comentarios. "¿Por qué es tan asombrosamente complicado el salario auténtico del trabajador español? ¿Por qué debe de rodearse de tan fantástico tinglado de mentiras? ... Según la legislación vigente, el salario se compone de tres partes: el salario oficial o salario base, del que es natural que no se hable para no cubrir de vergüenza al país. En segundo lugar, los pluses extrasalariales, y por último, los superpluses secretos, el "sobre" que no controla nadie. ¿A quién beneficia este embrollo? No al Estado – puesto que es una forma de eludir los impuestos –, no al trabajador, quien cuando llega la hora triste (la del retiro, enfermedad o accidente) debe enfrentarse al horror de unas compensaciones calculadas sobre el salario base».

*BEAUTE MALTRAITEE. Les touristes [...] vont sur la Costa Brava car ils aiment ses paysages, ses plages, [...] ils ont besoin de fuir la ville et de plonger [...] dans l'esthétique apaisante de la nature. D'ici peu tout cela n'existera plus. Une muraille de gratte-ciels construits anarchiquement va venir butter sur la mer, transformant, sans remède possible, le littoral en un chaos esthétique et urbanistique. Et c'est l'absence de lois adaptées qui fait le lit de cet épouvantable gigantisme de gratte-ciels<sup>466</sup>.*

La portée critique de ce commentaire était d'autant plus forte que cette croissance folle du secteur de la construction faisait la fierté du Régime, qui s'en attribuait le mérite et mettait en avant la réussite sociale des maçons du littoral. Ici encore, N. Sartorius rapporte, pour en souligner l'ironie, un article publié dans la presse du Régime :

*DES MAÇONS MILLIONAIRES. Mille pesetas par jour : c'est ce que gagnent les maçons sur le littoral tarragonais. Certains d'entre eux viennent au travail au volant de leur propre voiture, une Seat 600. Cette superbe nouvelle qui nous emplit tous d'espoir a été publiée dans la presse madrilène. C'est pour cela que nous sommes certains de sa véracité. Ce que nous ne comprenons pas très bien, c'est pourquoi l'émigration paysanne continue d'affluer vers des régions aussi pauvres que la Suisse ou l'Allemagne, où les ouvriers ne gagnent que quinze ou vingt mille pesetas par mois, et où la nourriture est pour eux indigeste<sup>467</sup>.*

Le lecteur assidu et averti ne devait pas manquer de relier cette information à d'autres parues antérieurement. En effet, la semaine précédente, N. Sartorius reproduisait un tableau publié par l'Administration<sup>468</sup> selon lequel le salaire moyen des travailleurs manuels était de moins de 65 000 pesetas par an, les ouvriers agricoles gagnaient eux moins de 50 000 pesetas par an, et toujours selon ce même tableau, 26,6% des ouvriers gagnaient entre 2000 y 3000 pesetas mensuelles. On était loin donc des salaires mirobolants supposément gagnés par les maçons de la côte méditerranéenne. Quelques temps auparavant, N. Sartorius mettait également en avant une étude sur la (sous)alimentation, selon laquelle 50% des foyers espagnols ne parvenaient pas à 3000 calories par jour, et dont 25% n'atteignaient même pas les 2000 calories quotidiennes, par famille.

---

<sup>466</sup> N. Sartorius, «Belleza maltratada», *Siglo 20*, n°22, 25/09/1965, p.58: «BELLEZA MALTRATADA. Los turistas [...] van a la Costa Brava porque les gusta su paisaje, su mar, [...] necesitan huir de la ciudad y zambullirse [...] en la sedante y estética naturaleza. Dentro de poco nada de esto se encontrará en la Costa. Una muralla de rascacielos anárquicamente contruidos topará el mar y convertirá el litoral en un caos estético y urbanístico que no tendrá remedio. Este espantoso gigantismo rascacielista nace amparado por la inexistencia de ordenanzas adecuadas».

<sup>467</sup> N. Sartorius, «Albañiles millonarios», *Siglo 20*, n°13, 24/07/65, p.65: «ALBAÑILES MILLONARIOS. Mil pesetas diarias cobran los albañiles en el litoral tarraconense. Algunos de ellos acuden al trabajo conduciendo coche propio, Seat 600. Esta estupenda noticia que nos llena a todos de esperanza ha sido publicada en la prensa de Madrid. Por ello estamos seguros que es cierta. Lo que no comprendemos muy bien, es por qué la emigración de los campesinos sigue afluyendo hacia zonas tan pobres como Suiza o Alemania donde los obreros cobran solamente 15 o 20 mil pesetas al mes y les sienta mal la alimentación».

<sup>468</sup> Par la Oficina Técnica de Rentas.

Néanmoins, la croissance exponentielle du secteur de la construction n'était pas uniquement due à l'ouverture du pays au tourisme. Entre 1955 et 1975, ce n'est pas moins de 20% de la population espagnole rurale, soit environ six millions de personnes, qui ont changé de province pour aller chercher du travail dans les bassins industriels madrilène ou barcelonais, ou dans des villes comme Séville, Malaga, Bilbao, La Corogne, Saragosse ou Valladolid. Ce à quoi il faut ajouter le million et demi de migrants qui partirent travailler ou s'installer en Allemagne, en Suisse ou en France<sup>469</sup>. Cet immense mouvement de population se fit au détriment des zones rurales, des provinces les plus pauvres d'Espagne où les habitants vivaient principalement de l'agriculture. Or depuis de nombreuses années le monde rural connaissait de grandes difficultés, dues pour partie aux aléas climatiques, mais également à l'absence d'investissement de la part des grands propriétaires terriens, qui ne souhaitaient pas mettre en culture leurs immenses parcelles, ni même parfois laisser l'accès aux puits s'y trouvant aux villageois qui ne pouvaient ainsi cultiver ne serait-ce qu'un petit lopin de terre afin d'assurer leur propre subsistance<sup>470</sup>. Les ouvriers agricoles vivaient dans une misère noire et nombreux furent ceux qui entreprirent de quitter leur village pour tenter de gagner leur vie ailleurs, là où le besoin de main-d'œuvre était plus pressant. Les difficultés que connaissaient alors le monde rural et agricole sont abordées à douze reprises en dix-sept semaines dans la rubrique « *Nuestra realidad* » : c'est une des questions les plus récurrentes. La situation du monde agricole y est décrite comme génératrice de malaise, d'agonie<sup>471</sup>, et N. Sartorius y brosse à l'occasion le portrait de villages où seuls restent les « anciens » :

*IL NE RESTE PLUS QUE DES VIEUX. En 1964 la population rurale a diminué de 176 000 personnes [...] l'immense majorité d'entre elles [...] sont des jeunes entre 20 et 40 ans. Ce qui fait que dans de nombreux villages il ne reste plus que les femmes, les enfants et les personnes âgées, quand ils ne sont pas totalement abandonnés*<sup>472</sup>.

Cet exode rural des campagnes a engendré l'arrivée massive de travailleurs aux abords des villes, qui s'y installaient et y subsistaient dans des conditions bien souvent misérables. C'est le sujet le plus abordé par N. Sartorius dans le corpus d'articles étudiés, ce qui s'entend si l'on se souvient qu'il fréquentait depuis bientôt dix ans les bidonvilles ouvriers de la périphérie madrilène. C'est donc une question qu'il maîtrise et qui le touche tout particulièrement. En Espagne, dans ces années 1960, à

---

<sup>469</sup> Jordi Gracia, Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975). Cultura y vida cotidiana*, Madrid, Editorial Síntesis, 2004, p.278.

<sup>470</sup> N. Sartorius, «Sevilla», *Siglo 20*, n°29, 18/12/1965, p.52.

<sup>471</sup> «Exclusivamente agrícola», *Siglo 20*, n°14, 31/07/1965.

<sup>472</sup> N. Sartorius, «Solo Viejos», *Siglo 20*, n°21, 18/09/1965, p.58: «SOLO VIEJOS: En 1964 la población campesina se ha reducido en 176 000 personas. [...] la inmensa mayoría [...] son jóvenes de 20 a 40 años. Esto hace que en muchos pueblos no queden más que las mujeres, los niños y los viejos, cuando no totalmente abandonados».

peine 30 000 logements étaient construits chaque année alors que la population des villes augmentait de 300 000 individus par an<sup>473</sup>. L'offre de logement n'était pas à même de satisfaire cette demande exponentielle, et la spéculation était effrénée :

*SPECULATION. L'augmentation du prix des terrains constructibles est grave. [...] Dernièrement il y a une surabondance de logements hauts de gamme et une carence de logements plus modestes. Serait-il possible d'exiger la construction d'un certain type de logement ? A Madrid, on recense 40 000 appartements inoccupés. Ne pourrait-on pas imposer la mise en location de ces logements-là ? Les nouveaux quartiers poussent comme des champignons, ce sont des quartiers du XXIème siècle. Cependant, leurs rues sont aussi étroites que celles de la fin du XIXème. Chaque mètre carré vaut des milliers de pesetas<sup>474</sup>.*

Ici, N. Sartorius émaille son commentaire de questions critiquant en creux l'inaction de l'Etat, qui se désintéresse des conséquences pour les classes défavorisées de la spéculation foncière et n'agit pas pour pallier la pénurie de logement des ouvriers de l'industrie madrilène. Souvenons-nous qu'il a côtoyé ces nouveaux arrivants lors de son expérience auprès du Père Llanos, pendant ses années d'étude, et il sait bien que les enfants de ces quartiers ne sont pas scolarisés faute de centre pour les accueillir, qu'on les retrouve parfois chapardant dans les rues, ou le plus souvent travaillant aux côtés de leurs parents. D'ailleurs, en cet automne 1965, on recensait environ 50 000 enfants de moins de 14 ans travaillant dans la seule ville de Madrid : « *La coercition n'est pas la solution, loin de là. Au contraire, il faut que les familles n'aient plus besoin du salaire de leurs enfants mineurs, et qu'il y ait suffisamment d'écoles et de collèges gratuits qui dispensent une éducation de qualité égale, pour tous*<sup>475</sup> ». Afin de pointer du doigt le mépris de l'Etat envers la condition ouvrière, il cite un article publié dans le quotidien conservateur « La Voz de Galicia » :

*PAROLES, PAROLES. [...] Le ministre isabellin Bravo Murillo était un homme assez réactionnaire. Cet homme politique s'est une fois permis de dire : « Vous souhaitez que j'autorise la création d'une école à laquelle assisteraient 600 travailleurs ? De mon vivant, non. Ici nous n'avons pas besoin d'hommes qui pensent, nous avons*

---

<sup>473</sup>Un conflit éclata même entre le ministre du logement et figure emblématique du Mouvement José Luis Arrese qui proposait la construction d'un million de logements sociaux, et Navarro Rubio qui voyait dans cette proposition une condamnation et une menace pour la politique économique qu'il menait. F.Franco refusa de mettre en œuvre cette politique de grands travaux et J.L. Arrese se vit contraint de renoncer à son portefeuille en 1960. AndréeBachoud, *Franco*, Fayard, Paris, 1997, p.361.

<sup>474</sup> N. Sartorius , «Especulación», *Siglo 20*, «ESPECULACIÓN: El aumento del precio de los solares es grave. [...] Últimamente hay un exceso de viviendas de lujo y carestía de las modestas. ¿Se podría obligar a edificar un determinado tipo de vivienda? Se calcula, en Madrid, la existencia de 40 000 pisos desocupados. ¿Se podría obligar a alquilar dichos pisos? Los nuevos barrios surgen como hongos, son barrios del siglo XXI. Sin embargo, sus calles son tan estrechas como las de cualquier zona de fin de siglo. Cada metro cuadrado son miles de pesetas...».

<sup>475</sup> N. Sartorius, «Historias de otro siglo», *Siglo 20*, n°24, 9/10/1965, p.56: «*La solución no está desde luego, en la coerción. Está, por el contrario, en que las familias no necesiten para vivir del salario de sus hijos menores y de que haya suficientes escuelas y colegios gratuitos que den una educación igual para todos.*».

*besoin de bœufs qui travaillent. » [...] Les Bravo Murillos d'aujourd'hui n'osent pas tenir ce genre de propos, mais dans la pratique ils font de même. Tous les hommes politiques – y compris les Bravo Murillos d'aujourd'hui – proclament fermement la défense de la liberté, de l'égalité et de la démocratie, même si ensuite, dans la pratique, ils profanent tout cela sans aucune pudeur. [...] Les peuples aspirent à la liberté, à l'égalité, à la démocratie, mais ils se fient de moins en moins aux mots, aux discours et aux promesses de ceux qui parlent de ces choses sans volonté réelle de les concrétiser dans leur vie de tous les jours<sup>476</sup>.*

Ici, la critique des inégalités sociales et des carences de l'Etat est rendue possible par le bouclier de la citation d'un ministre connu pour ses idées conservatrices et d'un organe de presse quotidien proche du régime. Une fois de plus, N. Sartorius ne pointe du doigt aucun responsable. Et la réflexion autour de concepts tels que la liberté, l'égalité, la démocratie était inattaquable par l'Administration. Ces valeurs étaient universelles et la censure ne pouvait lui reprocher d'y avoir recours quand F. Franco utilisait lui-même le terme de démocratie – bien qu'« *organique* »<sup>477</sup> – pour désigner le régime mis en place en Espagne.

Finalement, lorsque les ouvriers les mieux qualifiés, et donc les mieux rémunérés, parvenaient à accéder à la propriété, c'était souvent dans des logements de piètre qualité et qui révélaient des malfaçons :

*INAUGURATIONS. 11 rue José Barbastro. Dans cette rue située dans le quartier populaire de la Elipa (Madrid), il y a une maison qui, dit-on, a été construite il y a trois ans. A deux heures du matin, ses occupants ont dû l'abandonner. C'est dans la douce intimité de la chambre que les fissures se font jour. [...] Ce genre de nouvelle se répète fréquemment ..., on construit tellement. Nous pouvons encore imaginer le jour, pas si lointain, où ils y sont entrés. C'est ensuite que les « complications » ont commencé ; la boue et les fuites d'eau, les coupures*

---

<sup>476</sup> N. Sartorius, «Palabras, palabras», *Siglo 20*, n°18, 28/08/1965, p.58: «El ministro isabelino Bravo Murillo era un hombre bastante reaccionario. Este político se permitió decir en una ocasión: “¿Ustedes desean que yo autorice una escuela a la cual asistan 600 trabajadores? No, en mis días. Aquí no necesitamos hombres que piensan, lo que necesitamos son bueyes que trabajen”. [...] Los Bravos Murillos de hoy no se atreven a decir estascosas, pero en la práctica hacen lo mismo. Todos los políticos – también los Bravo Murillos de hoy – afirman rotundamente la defensa de la libertad, de la igualdad y de la democracia, aunque luego, en la práctica, las profanen sin pudor. [...] Los pueblos quieren la libertad, la igualdad, la democracia, pero cada vez se fían menos de las palabras, de los discursos y de las promesas que hablan de estas cosas sin voluntad de llevarlas a la vida diaria de cada uno de todos».

<sup>477</sup> Face aux démocraties libérales occidentales et aux démocraties populaires dans les pays du bloc de l'Est, l'Espagne (et le Portugal) oppose le concept de démocratie organique. Dans cette démocratie « à l'espagnole », le peuple s'exprimait à travers ses « organes naturels » de représentation que sont la famille, la municipalité et le syndicat. Selon eux adaptée au caractère individualiste et impétueux des peuples hispaniques, et véritablement à même de porter les aspirations du peuple, leur modèle de démocratie était le seul à même d'empêcher le Communisme de pénétrer leurs pays. F. Franco justifiait ainsi l'absence de liberté politique et l'usage de la répression pour maintenir l'ordre et tenir éloignée la menace communiste. Carlos DomperLasús, «Ni liberales ni comunistas. La “democracia orgánica” y la integración del Franquismo y el Estado Novo en la Europa posterior a 1945.», *Espacio, tiempo y forma*, n°31, UNED, Madrid, 2019, p.151-172.

*d'électricité, l'eau courante qui n'arrive pas, les bus insuffisants. Pourquoi les quartiers populaires sont-ils justement les derniers servis ?*<sup>478</sup>

Ici c'est d'une question rhétorique qu'il souligne les déficiences de l'Etat. Les logements sociaux, les infrastructures routières, électrique, le réseau d'eau potable et de tout à l'égout sont déficients, voire inexistant ; et dans l'exemple qui suit, il souligne les manquements de l'entreprise municipale de transport, à nouveau en s'appuyant sur la citation de l'extrait d'un article publié dans la Presse du Mouvement, prudemment détourné par l'ironie. Il y parle de ces zones très mal desservies par les transports publics :

*SARDINES EN CONSERVE. On retrouve aussi l'expansion anarchique de Madrid dans son réseau de transport public. [...] Aux heures de pointe nous voyons se former [...] d'impressionnantes files d'attentes de gens venant des quartiers densément peuplés, de ces quartiers « d'absorption » récemment construits. Après que le bus tant attendu a démarré et que ceux qui restent sur place ont marmonné quelques grossièretés contre Dieu sait qui, la « camionnette » apparaît comme par enchantement : elle les ramasse et les conduit à destination serrés comme des sardines. Ces camionnettes, selon (le journal) « El Alcázar », « n'ont que faire des horaires prévus, n'ont pas d'arrêt fixe, ni de service régulier. Par ailleurs, elles sont extrêmement vétustes, délabrées et ne sont soumises à absolument aucun contrôle ». Ce qui est curieux dans tout ça, c'est que ces « guimbardes urbaines » ne sont en fonctionnement que dans les quartiers populaires, là où vit l'immense majorité des travailleurs qui, en outre, sont ceux qui ont le plus besoin qu'un réseau de transport soit rapidement mis en place*<sup>479</sup>.

Concernant la corruption, autre fléau frappant l'Espagne, elle est abordée par l'évocation d'affaires bien précises dans lesquelles, par des antiphrases et des euphémismes, N. Sartorius demande aux principaux concernés de répondre aux accusations, et aux services de l'Etat de s'emparer de ces questions ; comme dans cette affaire de détournement d'argent par la société de taxis madrilène : « *N'est-il pas vrai que trop de millions (de pesetas) s'évaporent ? Nous supposons qu'une enquête est*

---

<sup>478</sup> N. Sartorius, «Inauguraciones», *Siglo 20*, n°17, 21/08/1965, p.58: «*INAUGURACIONES. José Barbastro 11. La calle está en el popular barrio de la Elipa y en ella hay una casa que dicen fue construida hace tres años. A las dos de la madrugada los vecinos tuvieron que abandonarla. En la dulce intimidad de la alcoba se perciben las grietas. [...] Este tipo de noticia se repite con frecuencia..., se construye tanto. Todavía podemos imaginar el no lejano día de la inauguración. Después empiezan las "complicaciones"; el barrizal y las goteras, los apagones de luz, el agua que no llega, las camionetas insuficientes. ¿Por qué precisamente los barrios populares son los peor atendidos?*».

<sup>479</sup> N. Sartorius, «Sardinas en lata», *Siglo 20*, n°21, 18/09/1965, p.58: «*SARDINAS EN LATA. [...] La anarquía del crecimiento madrileño se ha reflejado también en su sistema de transportes. [...] en las "horas punta" se forman [...] impresionantes colas de gentes que vienen los populosos barrios de "absorción" de reciente construcción. Una vez que el anhelado autobús se marcha y los que se quedan en tierra mascullan improperios contra no se sabe quién, aparece como por encanto "la camioneta" que recoge los restos y los lleva como sardinas hacia su destino. Estas camionetas, según "El Alcázar", "desprecian los horarios previstos, no tienen paradas fijas, ni servicio regular. Por otra parte, son viejísimas, destartaladas y no sujetas a control de ningún tipo." Lo curioso es que estas "tartanas ciudadanas" solo funcionan para los barrios populares donde viven la inmensa mayoría de los trabajadores que, además, son los más necesitados de un rápido sistema de transporte*».

déjà en cours. La parole est à Monsieur Calderón Millán, président du syndicat de taxis<sup>480</sup> ». Autre exemple, celui du lait frelaté de la coopérative laitière madrilène *Central Lechera Montaña Ona*, qui ordonnait à ses employés de mélanger du lait lyophilisé au lait frais cru : « Nous reconnaissons notre ignorance concernant les processus et les systèmes de fabrication du lait, mais ce que nous rapportons plus haut nous semble quelque peu étrange, c'est pourquoi une explication succincte de la part de l'entreprise mentionnée ne serait pas superflue<sup>481</sup> ».

Par ailleurs, le bouleversement économique et sociologique du pays se reflétait également dans les nouvelles aspirations des Espagnols, qui, après des décennies de misère et de privations étaient inexorablement attirés par le confort, mais aussi les sirènes de la société de consommation. La radio, les journaux et la télévision vantaient, comme ailleurs, les mérites de nouveaux produits destinés à améliorer leur quotidien. Et N. Sartorius voyait dans la vente à crédit qui se développait à mesure que l'offre croissait, la main du capitalisme exploitant l'Espagnol « moderne » :

*USURE MODERNE. [...] Le système capitaliste a ses exigences. En général, la production de biens augmente à un rythme plus élevé que le pouvoir d'achat des personnes. [...] Pour palier ses effets, il devient nécessaire d'augmenter la vitesse de circulation des biens, en augmentant de façon artificielle le pouvoir d'achat des consommateurs. Pour cela, il n'est pas nécessaire, d'augmenter les salaires ou de baisser les prix comme il serait logique de le faire. Au contraire, il s'agit d'obtenir un effet psychologique d'un raffinement extrême et très simple à mettre en œuvre. Il faut inculquer dans l'esprit des gens deux principes de base : premièrement, que le niveau social d'une personne dépend directement du nombre d'objets en sa possession ; deuxièmement, que via cette « charitable » institution incarnée par la vente à crédit, merveilleux mécénat du système, nous pouvons TOUS, démocratiquement, acquérir l'objet de nos convoitises. La publicité a rempli son rôle et la majeure partie d'entre nous sommes couverts de traites, croulant sous les dettes. [...] Le montant de la dette peut atteindre jusqu'à 45 000 pesetas, chiffre qui fait froid dans le dos, et qui permet de saisir à quel point les Espagnols qui doivent acheter « quoiqu'il en coûte » sont criblés de dettes. Mais le plus curieux, dans tout ça, c'est que cette institution qui « augmente le pouvoir d'achat », « le niveau de vie », etc., etc., rapporte à ses promoteurs la coquette somme de 8 milliards de pesetas, [...] ce qui représente un taux d'intérêt d'environ 20%<sup>482</sup>.*

---

<sup>480</sup> N. Sartorius, «Evaporación», *Siglo 20*, n°28, 11/12/1965, p.57: «¿No es cierto que hay demasiados millones que se evaporan? Suponemos que una investigación estará en marcha. El presidente del grupo de taxis, señor Calderón Millán tiene la palabra».

<sup>481</sup> N. Sartorius, «La leche», *Siglo 20*, n°28, 11/12/1965, p.57: «Nosotros reconocemos nuestra ignorancia en cuanto a los procesos o sistemas de fabricación de la leche, pero nos parece un tanto extraño el reseñado más arriba, por lo que no estaría de más una breve aclaración por parte de la empresa mencionada».

<sup>482</sup> N. Sartorius, «Usura moderna», *Siglo 20*, n°23, 2/10/1965, p.55: «USURA MODERNA. [...] El sistema capitalista tiene sus exigencias. Por lo general, la producción de bienes crece a un ritmo mayor que la capacidad de compra de la gente. [...] Para paliar sus efectos es necesario aumentar la velocidad de circulación de los bienes, acrecentando artificialmente la capacidad de compra del consumidor. Para ello, no es necesario como

Nous sommes ici face à une attaque directe et virulente du système capitaliste en cours de franche implantation en Espagne. N. Sartorius réalise un plaidoyer ardent contre les effets néfastes du consumérisme, un plaidoyer et une analyse qui ne laissent pas de place au doute concernant ses orientations politiques.

Toutefois, pour éviter les sanctions qui le réduiraient au silence, il prend soin d'éviter les sujets « tabous », pour reprendre les termes d'I. Renaudet<sup>483</sup>. Dans l'ensemble du corpus d'articles publiés dans *Siglo 20* tout au long du second semestre de l'année 1965, les associations ou les partis clandestins ne sont jamais évoqués. On ne relève qu'une référence à une association créée par un millier de ménagères de la classe moyenne madrilènes : « *Les personnes s'associent afin de défendre des intérêts communs. C'est un besoin que les hommes défendent à corps et à cris depuis les temps anciens. Les maîtresses de maison ont leur intérêts propres, spécifiques, et il est logique qu'elles cherchent à s'unir pour mieux les défendre. [...] Leur Présidente a déclaré [...] (que) "par exemple, la viande de bœuf vaut 82 pesetas le kilo en sortant de l'abattoir, alors qu'elle est vendue 250 pesetas le kilo en boucherie* <sup>484</sup> ». Dans une Espagne où manger de la viande demeurait un luxe inaccessible pour certains, il saisit l'opportunité de valoriser et d'encourager tout type d'initiative susceptible de déranger un tant soit peu les autorités franquistes, allergiques à tout type de protestation. Puis N. Sartorius va jusqu'à suggérer à d'autres femmes, les employées de maisons, d'extraction plus modeste donc, dont les intérêts sont bien éloignés de ceux de leurs congénères appartenant à la classe moyenne citées en exemple plus haut, de les imiter afin de défendre à leur tour leurs intérêts propres : « *Mais les maîtresses de maison n'ont pas toutes le même niveau de vie : certaines sont riches, d'autres moins, ou sont pauvres ou extrêmement pauvres. Certaines, par exemple, ont du*

---

*sería lógico subir los sueldos o bajar los precios. Se trata, por el contrario, de lograr un efecto psicológico de extremado refinamiento y sencilla realización. Incrustar en la mente del público dos principios básicos: primero, que la consideración social de una persona está en relación directa al número de objeto que posee. Segunda, que a través de esta "caritativa" institución de la venta a plazos, maravilloso mecenazgo del sistema, TODOS, democráticamente, podemos adquirir el objeto de nuestros deseos. La publicidad ha cumplido su papel y ya estamos la mayoría empapelados en letras, empeñados hasta los huesos. [...] Estas letras ascienden a la escalofriante cantidad de 45 000 de pesetas, guarismo que concretiza el "hasta el cuello" de los españoles que tienen que comprar "como sea". Pero lo más curioso es que esta institución que "aumenta el poder adquisitivo", "el nivel de vida", etc., etc., deja a sus promotores el saneado beneficio de 8 mil millones, [...] es decir, aproximadamente, el 20% de interés».*

<sup>483</sup> Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier*, op.cit., p.282.

<sup>484</sup> N. Sartorius, «Asociación», *Siglo 20*, n°14, 31/07/1965, p.54-55: «*Las personas se asocian para defender sus intereses de grupo. Es una necesidad que los hombres han sentido y defendido sangriamente desde muy antiguo. Las amas de casa tienen sus propios y específicos intereses y es lógico que busquen la unión para defenderlos mejor. [...] La Presidenta ha declarado [...] "por ejemplo, la ternera sale del matadero a 82 pesetas el kilo y se vende en las carnicerías a 250 pesetas el kilo"».*

*personnel de service alors que d'autres, en revanche, doivent aller servir – quand ce n'est pas leurs filles – [...] Il nous semble difficile qu'une seule association puisse défendre des intérêts pas toujours communs*<sup>485</sup> ».

N. Sartorius n'évoque pas non plus les conflits sociaux qui agitent régulièrement les zones industrielles<sup>486</sup>, ni le mouvement étudiant qui a refait surface avec virulence en février 1965 dans l'université madrilène. Parmi les autres sujets « interdits », figurent l'action du gouvernement ou la lecture officielle de l'Histoire, qui ne sont que très rarement remis en cause. Selon I. Renaudet, les modes de contestations auxquels les journalistes dissidents pouvaient recourir pour traiter de sujets considérés sensibles ou tabous, étaient divers : ils pouvaient être abordés de manière allusive, sur un ton politiquement correct, ou sous forme de critique diffuse qui ne désignait nommément personne et ne mettait pas directement en cause les valeurs du régime<sup>487</sup>. N. Sartorius, dont la plume est souvent grinçante, est familier de ce stratagème et y a constamment recours. Comme ici, lorsqu'il reprend un panorama de la bande-dessinée destinée au jeune public, dont on recense 118 titres édités à 78 millions d'exemplaires. Or, parmi ces 118 titres, seulement six étaient des traductions de titres édités à l'étranger. Il cite alors un billet publié dans la revue catholique *Signo*, critiquant l'orientation manichéenne et belliqueuse des bandes-dessinées destinées aux enfants et adolescents, et plus précisément celles importées des Etats-Unis, accusées d'être responsables de leur « instinct belliqueux ». Au lecteur initié de percevoir l'ironie, lorsque N. Sartorius accuse à son tour les bandes-dessinées nord-américaines de transmettre aux enfants une mentalité « *belliqueuse, raciste et classiste qui le déforme pour le restant de leurs jours*<sup>488</sup> », tout en gardant le silence sur les 112 publications espagnoles restantes qui reprenaient très certainement pour la plupart d'entre elles les valeurs conservatrices, sectaires, et bellicistes véhiculées par le Régime.

A une autre occasion, il aborde l'inexistence politique de l'Espagne sur l'échiquier mondial, et notamment en Amérique Latine, par le biais d'une critique indirecte. Il explique d'abord que les grandes puissances mondiales sont caractérisées comme telles car elles ont une certaine influence

---

<sup>485</sup> N. Sartorius, «Asociación», *Siglo 20*, n°14, 31/07/1965, p.54-55: «*Pero las amas de casa no tienen todas el mismo nivel de vida: las hay ricas, menos ricas, pobres o pobrísimas. Unas tienen, por ejemplo, servicio y otras, en cambio, tienen que ir a servir – o sus hijas—[...] Nos parece difícil que una sola Asociación pueda defender intereses no siempre coincidentes*».

<sup>486</sup> Le Ministère du Travail recense dans la seule province de Madrid 43 conflits en 1963, 26 en 1964, et bien qu'il ne fournisse pas de chiffres en 1965, on imagine qu'il y a dû en avoir malgré tout. Données mentionnées par José Babiano, *Emigrantes, cronómetros y huelga: un estudio sobre el trabajo y los trabajadores durante el franquismo (Madrid, 1951-1977)*, Madrid, Fundación 1° de mayo, 1995, p.241.

<sup>487</sup> Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier*, op.cit., p. 282-292.

<sup>488</sup> N. Sartorius, *Siglo 20*, n°27, 30/10/65 p.56: «*De esta manera se desarrolla en el niño una mentalidad belicista, racista y clasista que le deforma para el resto de sus días*».

dans des domaines divers : économique, politique, idéologique, militaire ou culturel : « *Dans lequel nous positionnons-nous ? Evidemment, dans le seul qui soit à notre portée : le domaine culturel. Et dans ce domaine-là, nos succès sont plus que modestes, et ce malgré l'énorme avantage que constitue notre langue commune* <sup>489</sup>. Il souligne ensuite le fait que seulement 12 000 étudiants latinoaméricains étudiaient dans la péninsule alors qu'ils étaient déjà 7 000 rien qu'à Moscou et Prague « *afin de profiter des nombreux avantages que leur offrent les Communistes* <sup>490</sup> », qui avaient mis en place un système de bourses pour attirer ces jeunes gens dans leurs universités. Il dénonce donc en creux l'échec de la politique étrangère de l'Espagne et, au passage, le peu de prestige et la faible attractivité de l'Université espagnole. L'article se termine sur une information laissée à la libre appréciation du lecteur : « *L'autre nouvelle concerne les livres les plus vendus en Argentine ces derniers mois. Aucun n'est espagnol* <sup>491</sup> ». Pour citer ensuite les noms et les titres au palmarès des ventes de ce premier trimestre 1965, intégralement composé par des auteurs qui, aux yeux de la Dictature, devaient être de ceux qui, selon la loi de Presse de 1938 alors toujours en cours, semaient « *des idées pernicieuses parmi les plus faibles intellectuellement* <sup>492</sup> » : entre autres, S. de Beauvoir et J-P. Sartre, le militant pour les droits des afro-américain James Baldwin, ou encore le philosophe marxiste hongrois Georg Luckakcs <sup>493</sup>.

D'autres fois le ton change, car la critique de la politique passe par un humour mordant et plein d'ironie. Par exemple, au slogan bien connu, « *España es diferente* », il oppose celui de « *L'Espagne insolite* » [...] *le seul pays typique d'Europe* <sup>494</sup> ». Ici l'antiphrase souligne la présomption des promoteurs du slogan bien connu des touristes étrangers, et pointe en même temps, sans le dire ouvertement le régime dictatorial auquel est soumis le pays ; comme cette autre antiphrase qui précise : « *un bon slogan pour les touristes formatés, lassés par la monotonie de leurs pays bien organisés* <sup>495</sup> », et qui cible par ricochet les défaillances de l'Etat dans de nombreux domaines de son ressort, défaillances que le touriste étranger pouvait constater à loisir que ce fût au niveau des infrastructures, de l'urbanisation ou de l'économie. N. Sartorius clôt cette brève en supposant avec

---

<sup>489</sup> N. Sartorius, *Siglo 20*, n°25, 16/10/65, p.58: « *¿En cuál de ellas nos situamos nosotros? Evidentemente, en el único que podemos: en el cultural. Aquí, a pesar de la enorme ventaja de la lengua común, nuestros éxitos son precarios* ».

<sup>490</sup> N. Sartorius, *Siglo 20*, n°25, 16/10/65, p.58: « *para aprovechar las numerosas ventajas que les ofrecen los comunistas...* ».

<sup>491</sup> N. Sartorius, *Siglo 20*, n°25, 16/10/65, p.58: « *La otra noticia se refiere a los libros más vendidos en Argentina en los últimos meses. Ninguno es de autor español* ».

<sup>492</sup> B.O.E. n°550, du 22 avril 1938, *op. cit.*

<sup>493</sup> Sartorius, *Siglo 20*, n°25, 16/10/65, p.58.

<sup>494</sup> N. Sartorius, *España insólita, Siglo 20*, n°17, 21/08/1965, p.58: « *España insólita* » [...] *el único país típico de Europa* ».

<sup>495</sup> N. Sartorius, *España insólita, Siglo 20*, n°17, 21/08/1965, p.58: « *Un buen reclamo para el turista estandarizado que está harto de la monotonía de sus organizados países* ».

malice l'existence d'une « association » très dangereuse pour le pays, celle des « *amis de l'insolite* <sup>496</sup> ». Du double sens encore, pour dénoncer l'absence de liberté d'expression en Espagne : « *Il est bon que « l'opinion publique » devienne à la mode : Institut de l'Opinion Publique, Revue d'Opinion Publique, appels à l'opinion publique. C'est comme si nous l'avions quelque peu oubliée, et que maintenant, le besoin de sa chaleur humaine, enveloppante se faisait sentir* <sup>497</sup> ». Une autre fois, alors qu'il fait référence au carcan législatif et répressif qui empêchait les journaux d'opposition de s'exprimer librement, N. Sartorius recourt prudemment à une litote : « *Mais, malheureusement, nous devons admettre que nous ne pouvons pas toujours nous exprimer avec autant de clarté que le journal (phalangiste) Pueblo* <sup>498</sup> ». Petit coup de griffe, au passage, à l'obscur rhétorique phalangiste.

Par ailleurs, N. Sartorius par formation est à l'aise avec les concepts juridiques, et peut aussi mettre l'humour de côté et se livrer à une analyse sans détours, sous couvert d'une réflexion d'ordre général ; tour à tour, il dénonce l'injustice de la loi, de son interprétation par le pouvoir judiciaire, réclame que justice soit faite lorsque celle-ci préfère détourner le regard par connivence avec les contrevenants. En guise d'exemple, la publication de la réglementation pour l'application de la Loi de Cogestion, dictée à l'issue des mouvements de grève du printemps 1962, et qui avait pour objectif proclamé d'introduire une administration conjointe des entreprises de plus de 500 salariés entre les actionnaires ou associés et la masse salariale : « *Une grande avancée, selon ses concepteurs, sur le chemin de l'harmonisation des intérêts et de la paix sociale qui en découle* <sup>499</sup> ». Cependant, les règles d'applications de la loi résultaient finalement encore plus restrictives que la loi en elle-même, ce qui limitait, de fait, les avancées promises par le gouvernement.

Enfin, le discours par prétériton est une autre formule de contournement des interdits émanant de l'Administration <sup>500</sup>, que l'on retrouve dans ces articles de N. Sartorius entre 1965 et 1966. Lorsqu'il avait intégré la revue *Triunfo* en 1966, le magazine n'abordait pas ouvertement les sujets politiques et se consacrait exclusivement à des thèmes culturels ou sociétaux, mais il n'en venait pas moins à

---

<sup>496</sup>N. Sartorius, España insólita, *Siglo 20*, n°17, 21/08/1965, p.58: «*“asociación” más peligrosa y poderosa de “amigos de lo insólito”*».

<sup>497</sup> N. Sartorius, «Opinión pública», *Siglo 20*, n°16, 14/08/65, p.55: «*Bueno es que la “opinión pública” se empiece a poner de moda. Instituto de la Opinión Pública, revista de la opinión pública, llamamientos a la opinión pública. Parece que la hubiéramos tenido un poco olvidada y ahora sintiéramos la necesidad de su calor humano, masivo*».

<sup>498</sup> N. Sartorius, *Siglo 20*, n°24, 9/10/1965, p.57: «*Pero, desgraciadamente, debemos reconocerlo, no siempre podemos expresarnos con tanta claridad como “Pueblo”*» .

<sup>499</sup> N. Sartorius, *Siglo 20*, n°20, 11/09/65, p.58: «*Gran paso, según sus teóricos, en el camino de la armonización de intereses y subsiguiente paz social*».

<sup>500</sup>Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier, op.cit.*, p.326-341.

aborder des sujets dits sensibles, comme s'en souvient le directeur de la revue, José Angel Ezcurra cité plus haut<sup>501</sup>.

Ainsi, lorsque N. Sartorius décide d'attaquer le projet de réforme de l'enseignement secondaire, c'est sous couvert d'une enquête en trois volets. Dans le premier d'entre eux, il propose un détour par l'espace européen, avec une présentation de la mise en œuvre de l'éducation secondaire en France, en Espagne et en Italie. Il y commente l'organisation et les programmes d'enseignement de ces trois pays, compare leurs systèmes, met en avant ce qu'il considère comme positif, critiquant ainsi en creux le système éducatif espagnol et son projet de réforme, qu'il juge superficiel et insuffisant. Et lorsqu'il évoque l'éducation religieuse dans les écoles françaises, il dit : « *L'assistance aux cours de religion se fera sur la base du volontariat, et Dieu en tant que concept sera étudié d'un point de vue strictement philosophique*<sup>502</sup> » ; c'est la confessionnalité de l'Etat et la mainmise de l'Eglise sur l'Education qui sont indirectement pointées du doigt. De même, lorsqu'il cite un article publié dans le journal d'un lycée italien : « *Lorsqu'on accepte un ordre d'idées préconstitué, on perd la capacité de raisonner, ce qui aboutit à la destruction totale de toute personnalité propre ; on n'est plus un individu, mais le rouage d'une énorme machine dénuée de faculté de jugement*<sup>503</sup> ». On s'éloigne ici de l'incise innocente, pour se retrouver confrontés à une critique de l'imposition des valeurs du Régime que subissent les élèves espagnols, sans possibilité de les remettre en cause, certains en perdant d'ailleurs la capacité. Une semaine plus tard, c'est un autre détour, cette fois par le passé, qui est proposé au lecteur de *Triunfo*, lorsque N. Sartorius retrace l'histoire de l'examen du *Bachillerato* depuis sa création à la fin du XVIIIe siècle. Cette fois, il passe en revue les multiples tentatives d'introduction d'un enseignement laïque, de l'opposition séculaire de l'Église à toute esquisse de laïcisation, et sur plusieurs pages il retrace l'histoire, les idées et les principes (honnies par le régime franquiste et ses soutiens conservateurs) de l'*Institution Libre de Enseñanza*<sup>504</sup>. Puis, c'est dans le troisième et dernier volet de cette enquête qu'il se centre sur les questions d'inégalités des chances que le projet de réforme alors débattu par les députés des *Cortes* ne permettraient pas selon lui de résorber, il y détaille le contenu des programmes d'enseignement, dénonce la

---

<sup>501</sup> José Ángel Ezcurra, «Crónica de un empeño dificultoso», *op.cit.*, p.441: «*Triunfo comenzó a buscar la complicidad del lector mediante un metalenguaje que se servía de implícitas analogías en el tiempo y en el espacio, es decir, en la historia y en el mundo contemporáneo, como instrumentos metafóricos para analizar la vida real de nuestro país desde la perspectiva de lo que se ha venido en llamar la izquierda intelectual*».

<sup>502</sup> N. Sartorius, «Encuesta -1: El bachillerato. Francia, Italia y Gran Bretaña», *Triunfo*, n°243, 28/01/1967, p.22-29: «*La religión seguirá siendo voluntaria, y el concepto de Dios se estudiará desde un punto de vista estrictamente filosófico*».

<sup>503</sup> N. Sartorius, «Encuesta -1: El bachillerato», *op.cit.*:«*Cuando se acepta un orden de ideas preconstituido, se pierde la capacidad de razonar y se acaba en la total anulación de la propia personalidad; no se es un individuo, sino una tuerca de una enorme máquina que no tiene la capacidad de valorar*».

<sup>504</sup> N. Sartorius, «Encuesta-2 : Historia del bachillerato en España», *Triunfo*, n°244, 04/02/1967, p.46-53.

rémunération insuffisante des enseignants qui les amenaient à cumuler plusieurs emplois, et partant, à consacrer moins de temps à la préparation de leurs cours et au suivi de leurs élèves ; il n'omet pas de parler non plus de la médiocrité de la formation des jeunes du fait de l'insuffisance, voire de l'inexistence de la préparation des enseignants recrutés dans les années 1940 sur la base de leur adhésion au Mouvement ou de leur statut d'anciens combattants de la « Guerre de Libération », euphémisme du régime pour désigner la guerre civile<sup>505</sup>.

### 3.2.2. *Mettre en scène un simulacre de débat d'opinion.*

Nous l'avons vu dans cette rapide revue de presse, N. Sartorius avait ses stratégies -courantes alors chez les journalistes en quête de liberté d'expression, pour s'extirper du carcan imposé par la censure. Il est surprenant de constater en lisant les pages de la rubrique *Nuestra Realidad*, qu'on a l'impression d'assister à un dialogue permanent, bien que différé, entre N. Sartorius et d'autres journalistes. C'est comme si l'on se trouvait face à une rubrique chorale, dans laquelle N. Sartorius cite d'autres articles. Tantôt il va dans leur sens : « MYSTERE. Dans le journal *La Prensa* nous pouvons lire un article d'une telle clarté que nous pouvons le retranscrire ici sans autre commentaire<sup>506</sup> » ; « DES TÔLES. [...] « Entre 70 et 80% d'élèves de certains lycées de la capitale échouent aux examens », souligne l'ABC. « A qui la faute ? », demandons-nous, nous aussi<sup>507</sup> ». Tantôt il commente, moque ou rejette les propos d'autres journalistes, souvent avec ironie. Ici, il attaque le philosophe Julian Marías:

*PROFONDEUR. [...] Le professeur, académicien et grand connaisseur des Etats-Unis<sup>508</sup> a récemment déclaré [...] : « On parle beaucoup ici et là des problèmes de l'Espagne. Moi je pense qu'ils ne sont pas très graves. Le seul grave problème de l'Espagne c'est bien elle-même. Autrement dit, elle se doit de préserver la concorde tant de fois brisée et toujours menacée. » Monsieur Marías en tant que bon philosophe héritier d'Ortega y Gasset ne s'abaisse pas aux concrétions d'ici-bas, il préfère s'élever jusqu'aux hauteurs de la spéculation purement abstraite, laissant les humbles lecteurs stupéfaits par tant d'ignorance<sup>509</sup>.*

---

<sup>505</sup> N. Sartorius, «Encuesta -3 : Nuestro Bachillerato, hoy», *Triunfo*, n°246, 18/02/1967, p.12-17.

<sup>506</sup> N. Sartorius, «Misterio», *Siglo 20*, n°19, 04/09/1965, p.35: «MISTERIO. En el diario "La Prensa" leemos el siguiente artículo que por su claridad transcribimos sin comentarios».

<sup>507</sup>N. Sartorius, «Calabazas», *Siglo 20*, n°16, 14/08/1965, p.54: «CALABAZAS. [...] Suspenso del 70 y 80 por ciento del alumnado en varios Institutos de la capital, señala "ABC". ¿Quiétiene la culpa? preguntamos, también, nosotros».

<sup>508</sup>Il fait ici référence au fait que J. Marías y réside et y enseigne, et qu'il vit par conséquent loin de l'Espagne.

<sup>509</sup> N. Sartorius, «Profundidad», *Siglo 20*, n°14, 31/07/1965, p.54: «PROFUNDIDAD. [...] El catedrático, académico y gran conocedor de Estados Unidos ha hecho recientemente unas declaraciones [...] "Se habla mucho aquí y fuera de aquí de los problemas de España. Yo creo que no son muy graves. El único problema grave en España es ella misma. Quiero decir, salvar su concordia tantas veces rota y siempre amenazada." El

Ailleurs, il s’amuse à souligner les divergences au sein même des soutiens du Franquisme ; comme à l’occasion de la crise politique grecque de 1965<sup>510</sup> :

*AUTO-DIVERGENCES. Il semble évident que les divergences entre les différents journaux et revues sont de plus en plus grandes. [...] Alors que l’ABC, monarchiste, titrait « 200 000 manifestants soutiennent Papandréou », « Echech de la grève générale », Pueblo, qui appartient à la presse du Mouvement, et un autre journal indépendant affirmaient « 400 000 manifestants », « Succès de la grève générale »<sup>511</sup>.*

Une autre fois, il raille le manque de rigueur scientifique d’un des journalistes d’ABC :

*RETOUR AU CAPITALISME ? [...] le « rigoureux » chroniqueur londonien de l’ABC définit ainsi la situation : « Les soviets proposent de revenir au capitalisme honnis sans être freinés, semble-t-il, ni plus ni moins, par un sentiment de culpabilité qui devrait raisonnablement les submerger après ces 47 années gâchées par tant d’erreurs et de truculence. [...] Depuis plusieurs années des économistes soviétiques en caressaient l’idée, en défendaient les avantages [...] dans des articles denses et pesants ». Ils étaient visiblement trop « denses et trop pesants » pour qu’il les lise<sup>512</sup>.*

Et il poursuit en apportant un éclairage sur ce que préconisaient ces rapports, à savoir une ouverture à l’économie libérale, toujours dans l’optique que le bénéfice ne soit pas celui du seul investisseur mais qu’il y ait bien des retombées sur l’ensemble de la société, que ce soit en termes de salaire ou de baisse des prix, ou que ce soit pour obtenir des devises et rendre possibles certaines importations nécessaires au pays. D’autres fois encore, nous relevons de véritables joutes verbales, comme lorsque N. Sartorius reprend des attaques à son encontre pour y répondre. Comme lorsqu’il avait cité, dans *Siglo 20*, un article du quotidien phalangiste *Pueblo* soutenant la gratuité de l’éducation<sup>513</sup>. Les journalistes de *Pueblo*, estimant que N. Sartorius en avait fait une interprétation « équivoque et

---

*señor Marías como buen filósofo de la escuela orteguiana no desciende a las concreciones positivas, sino que se eleva a las alturas de la pura especulación abstracta, dejando a los humildes lectores fascinados de ignorancia».*

<sup>510</sup>Pour mémoire, « L’Apostasie » est la crise politique qui s’étendit sur l’année 1965, opposant le roi de Grèce Constantin II au premier ministre G. Papandréous. Ce dernier présenta sa démission en juillet 1965, et fut remplacé par un membre de son parti, ce qui accentua les fractures au sein de l’Union du Centre.

<sup>511</sup> N. Sartorius, «Auto-discrepancia», *Siglo 20*, n°17, 21/08/1965, p.58: «*AUTO-DISCREPANCIA. Es evidente que los periódicos y revistas cada vez discrepan más unas de otras. [...] Los sucesos de Grecia han dividido a la opinión pública española como si se tratara de algo nuestro. [...] Mientras el monárquico ABC decía “200 000 partidarios de Papandreu se manifiestan”. “Fracaso de la huelga general”. Pueblo, prensa del Movimiento y algún independiente afirmaban: “400 000 partidarios”, “éxito de la huelga general”.*

<sup>512</sup> N. Sartorius, «¿Vuelta al capitalismo?», *Siglo 20*, n°25, 16/10/1965, p.58: «*¿VUELTA AL CAPITALISMO? [...] El «riguroso» cronista del ABC en Londres, define así la situación: “Los soviets se proponen retornar al capitalismo aborrecido sin que para ello les detenga, al parecer, ni poco ni mucho, el sentimiento de culpa que razonablemente debiera agobiarles por esos cuarenta y siete años malgastados en error y truculencia”. [...] “hace años que algunos teóricos de la economía soviética venían acariciando la idea y arguyendo sus ventajas [...] en densos y pesados artículos”. Por lo visto, eran demasiado “densos y pesados” para que se los leyeran.*

<sup>513</sup> N. Sartorius, «Enseñanza gratuita», *Siglo 20*, n°19, 04/09/65, p.35.

confuse », avait clarifié leurs propos dans un autre article, souhaitant ainsi réparer les torts causés par le billet paru dans *Siglo 20*<sup>514</sup>. N. Sartorius répondit donc à son tour en faisant un commentaire détaillé de son exposé, ainsi que des arguments avancés dans *Pueblo*, pour ensuite obliger l’auteur de l’article en question (devant ses lecteurs) à faire son autocritique en se confrontant à ses propres circonlocutions et non-dits :

*D’autre part, personne ne doute du fait que la progressivité de l’impôt ne peut à elle seule permettre de mettre en œuvre la gratuité de l’enseignement. Mais que manque-t-il alors ? C’est ce que nous demandons à Pueblo. Et dans sa réponse, Pueblo s’évade totalement dans un idéalisme pur et inopérant : “la société, parmi ses jugements de valeurs, doit choisir la gratuité de l’enseignement, comme étant quelque chose de juste et de souhaitable ». Pueblo pense-t-il vraiment que la “société” n’est pas déjà convaincue que la gratuité de l’enseignement soit juste et souhaitable ? Alors, pourquoi ne pas mettre ce principe en œuvre ?<sup>515</sup>*

Une de ces « joutes verbales », parue le 23 octobre 1965, a eu un certain écho dans les milieux opposants. La rubrique *Nuestra Realidad* occupa à cette occasion non pas une à deux pages comme à l’accoutumée, mais trois, et on retrouve cet article, dans les archives du PCE, typographié, preuve de l’intérêt qu’il a suscité alors<sup>516</sup>. Il s’agit de la publication d’une lettre piquante du Comte de Montarco, suivie de la réponse que lui adressa N. Sartorius, non moins affûtée. Eduardo de Rojas Ordóñez, Comte de Montarco, était un des co-fondateurs de la Phalange, proche de José Antonio Primo de Rivera, propriétaire terrien et éleveur, qui éditait depuis 1956 une revue, la *Gaceta Rural*, une voix critique à l’égard de la politique agraire franquiste. Il y publia la lettre qu’il adressa à la rédaction de *Siglo 20*<sup>517</sup>, en réponse à un entrefilet que N. Sartorius – qu’il ne cite pas nommément – avait rédigé en faveur d’une réforme agraire, dans le numéro 14 de la revue parue au mois d’août. La publication intégrale de ce courrier dans le numéro 26 de la revue *Siglo 20* est donc suivie de la réponse que N. Sartorius fait aux critiques qui lui sont adressées. Le Comte de Montarco, bien qu’affirmant apprécier la revue *Siglo 20* qu’il considère comme « une des meilleures éditées

---

<sup>514</sup> N. Sartorius, «Contestación a “Pueblo”: a propósito de la enseñanza gratuita», *Siglo 20*, n°24, 9/10/65, p.57: «El diario Pueblo, en su movida y polémica tercera página del día 16 de agosto, reafirma su postura ante el debatido problema de la enseñanza gratuita y se extraña de que en nuestro comentario del núm. 19 de “SIGLO 20” sobre el mismo tema, hayamos hecho una “equivoca y confusa” interpretación de su pensamiento».

<sup>515</sup> N. Sartorius, «Contestación a “Pueblo”: a propósito de la enseñanza gratuita», *Siglo 20*, n°24, 9/10/65, p.57: «Por otra parte nadie duda que la progresividad impositiva no lo es todo en el empeño de conseguir la gratuidad de la enseñanza.” ¿Qué es entonces lo otro? preguntáramos a “Pueblo”. Y en la contestación, “Pueblo” se desliza de lleno en el más puro idealismo inerte: “que la sociedad, entre sus juicios de valor, elija la gratuidad de la enseñanza, como algo justo y deseable”. ¿Es que Pueblo piensa que la “sociedad” no está ya convencida de que la gratuidad de la enseñanza es justa y deseable? Entonces, ¿por qué no se llevará a la práctica?».

<sup>516</sup> «Respuesta de Siglo 20 a la carta del Conde de Montarco», Section «Otras fuerzas políticas», Jacq 367, p. 254-257. L’article est typographié à partir de la réponse de N. Sartorius publiée dans la *Gaceta Rural* du 17/11/1965, p.7.

<sup>517</sup> *Gaceta Rural*, n°1054, août 1965.

actuellement en Espagne, autant pour son contenu que pour sa présentation », écrit que la formule « La terre pour les paysans » reprise par N. Sartorius n'était qu'un slogan désuet et construit sur des idées préconçues, et sans fondement<sup>518</sup>. Lui défend une vision qu'il juge moderne, de la réforme agraire dont aurait besoin le pays : une Espagne dont les terres seraient la propriété de chefs d'entreprises « capables », à même de posséder des unités d'exploitation rentables par leur taille et par les techniques mises en œuvre pour améliorer leur rendement. Les « ouvriers de la terre » bénéficieraient à leur tour de salaires dignes, ce qui aurait pour effet de freiner l'exode rural vers les villes industrielles. Il estime que plus le nombre de propriétaires pour une superficie donnée est élevé, moins l'exploitation de ces terres est rentable, s'appuyant sur l'exemple de la Galice, des Asturies ou de l'Estrémadure. Il accuse enfin « *les intellectuels progressistes écrivant sur les questions agraires* » d'adopter des positions rétrogrades, d'impréparation et de paresse intellectuelle<sup>519</sup>; il ne citait pas N. Sartorius mais l'attaquait indubitablement par ricochet. Celui-ci reprend ce courrier et répond point par point aux critiques concernant son opinion et sa personne. En voici un extrait :

*Le comte de Montarco n'a pas apprécié une de nos humbles et courtes notes, et il a sauté tel un chat échaudé. En Espagne nous n'avons pas pour habitude de dialoguer tranquillement, et encore moins un certain secteur, une certaine génération d'Espagnols, qui monologuent depuis des lustres. Chaque fois que quelqu'un, modestement, remet en question un des principes « inébranlables » du statut quo social, ou bien diverge, timidement, du jugement suprême de ceux qui ont le monopole de la vérité, il est frappé d'anathème, n'échappe pas aux épithètes et aux injures, sans que l'on cherche à comprendre ou à réfuter sa position d'un point de vue scientifique, face au problème, on prend la tangente. Quand apprendrons-nous, nous, les Espagnols, à dialoguer en nous limitant au sujet de la discussion, en le traitant avec rigueur, et sans faire d'allusions peu aimables à l'égard de celui qui nourrit une opinion contraire ?*<sup>520</sup>

---

<sup>518</sup> N. Sartorius, *Siglo 20*, n°26, 23/10/1965, p.40: «Leo con agrado la revista que usted dirige y que actualmente considero una de las mejores que se editan en España, tanto por su contenido como por su presentación. [...]En la sección Nuestra Realidad aparece [...] un comentario sobre la reforma agraria, que por su trasnochado criterio y la cantidad de tópicos que encierra, desentona de la línea moderna y realista que caracteriza a esa excelente publicación».

<sup>519</sup> N. Sartorius, *Siglo 20*, n°26, 23/10/1965, p. 40-41: «Es curioso observar que las mentes más progresivas, en ciertos medios intelectuales españoles, cuando tratan de las cuestiones agrarias, las enfocan con criterio retrogrado, con el mismo de hace cincuenta años. Creo que es debido a que no han revisado el tema y utilizan las mismas ideas de sus abuelos. Pero el problema agrario español es demasiado importante para que nadie lo toque con pereza intelectual».

<sup>520</sup> N. Sartorius, *Siglo 20*, n°26, 23/10/1965, p.41: «Al conde de Montarco no le ha gustado una de nuestras humildes y breves notas y ha saltado cual gato escaldado. En España no estamos acostumbrados a dialogar tranquilamente y un cierto sector-generación de españoles que ha monologado durante lustros, menos que nadie. Cada vez que alguien, modestamente, pone en tela de juicio alguno de los principios "incomovibles" del statu quo social, o discrepa, tímidamente, del supremo criterio de los monopolizadores de la verdad, se le anatemia con epítetos y denuestos, sin comprender ni rebatir científicamente su postura, saliéndose por la tangente del problema. ¿Cuándo aprenderemos, los españoles, a dialogar ciñéndonos al tema de la discusión, tratándolo con rigor, sin hacer alusiones poco amables a la postura del contrario?».

Puis il démontre que si le « plaignant » avait été attentif à la plaidoirie que lui-même avait conduite au fil des semaines, il aurait compris que le concept de réforme agraire qu'il défend ne consiste pas en « *réduire le sol espagnol en miettes* <sup>521</sup> » mais qu'il s'agit plutôt de résoudre le problème séculaire du latifundium, principal frein selon lui au développement du potentiel de ces terres, par absence d'investissements et d'optimisation des grands propriétaires terriens, qui paient peu et mal les journaliers et ne réinvestissent pas leurs bénéfices. Pour N. Sartorius, il s'agit plutôt de défendre un modèle de petites entreprises familiales, de les former, de leur octroyer des crédits et des financements pour les aider à moderniser leur exploitation, de les inviter à créer des coopératives de petite échelle. Et il termine en invitant le débat à se poursuivre, et ce malgré la tension que l'on ressent à la lecture de ce texte : « *Espérons que cette petite polémique se poursuive, c'est pourquoi nous invitons chaleureusement ici toute personne à intervenir, dans un sens ou dans un autre* <sup>522</sup> ». Nous l'avons vu plus haut, dans un de ces entrefilets, N. Sartorius s'amusait du fait que l'opinion publique était désormais, selon ses mots, « *à la mode* <sup>523</sup> ». S'il est certain que l'on est encore bien loin du « parlement de papier » dépeint par Isabelle Renaudet, néanmoins, cette rubrique constituait un substitut de tribune, une sorte de table ronde pour le débat politique et sociétal, d'un débat qui s'étalait sur plusieurs semaines et dont on allait retrouver les traces dans les journaux cités.

### 3.3. REPERCUSSIONS ET CONSEQUENCES.

#### 3.3.1. Naissance d'une lame de fond.

A. Bachoud, dans sa monographie consacrée au dictateur, souligne qu'à « *mesure que l'Espagne devient pour le reste du monde un partenaire économique, un abîme sépare l'image de Franco au sein des instances dirigeantes des pays occidentaux de celle que reproduisent les intelligentsias qui ne désarment pas. [...] Ils enferment le Franquisme dans le superbe ostracisme des intellectuels engagés* <sup>524</sup> ». Mais qu'en était-il des Espagnols qui ne faisaient pas partie de l'élite intellectuelle du pays ? On a beaucoup dit, en effet, que les Espagnols étaient plus préoccupés par leur survie que par

---

<sup>521</sup> N. Sartorius, *Siglo 20*, n°26, 23/10/1965, p.41: «*hacer migajas del suelo español*».

<sup>522</sup> N. Sartorius, *Siglo 20*, n°26, 23/10/1965, p.41: «*Deseamos que la pequeña polémica continúe, para la que invitamos desde aquí encarecidamente a otras personas a que intervengan en un sentido o en otro*».

<sup>523</sup> N. Sartorius, «Opinión pública», *Siglo 20*, n°16, 14/08/1965, p.55.

<sup>524</sup> A. Bachoud, *Franco, op.cit.*, p.341.

la politique. On repense au portrait désabusé de Max Aub qui dépeignait des Espagnols satisfaits de vivre dans une société de consommation, aveuglés, soumis et désinformés, dépolitisés et ne croyant plus en aucune idéologie, ignorants et résignés<sup>525</sup>. A l'instar d'E. Chulia qui s'est notamment penchée sur les rapports de la dictature avec la presse et sur la réception de la propagande franquiste, nous préférons penser qu'au-delà des années de répression à même d'inhiber la plupart des velléités de dissidence,

*la société, qui n'avait plus l'habitude de prêter attention aux affaires publiques à la fois parce qu'elle n'y trouvait que peu d'intérêt, et parce que les gouvernants l'avaient voulu ainsi, n'entendait des avatars du régime qu'un ronronnement lointain, car au même moment, les Espagnols devaient consacrer tous leurs efforts et toute leur énergie dans leur rayon d'action le plus proche, que ce soit la prospérité de leur famille, les études de leurs enfants, ou l'amélioration de leurs conditions de travail*<sup>526</sup>.

N. Sartorius souligne également la défiance des Espagnols envers l'information publiée dans les médias en conclusion d'un article paru au mois de décembre 1965, reprenant une enquête de l'Institut de l'Opinion Publique<sup>527</sup> sur le temps libre des Madrilènes. Les résultats révélaient que 67% des interrogés écoutaient la radio, et 35% lisaient des revues. Toutefois, « *il convient de citer un fait curieux : les deux-tiers (65%) des personnes qui lisent la presse affirment qu'elles ne croient pas toutes les informations qu'elles lisent, qu'elles jugent « exagérées afin de faire plus d'effet », ou parce ce qu'elles ont « pu constater en personne qu'elles étaient mensongères* <sup>528</sup> ». Il n'empêche que si la vente des journaux stagne entre 1963 et 1968, la vente des revues, elle, augmente indéniablement à partir de 1965, comme le montre le recensement également effectué par Elisa Chulia : le nombre de « unes » publiées passe d'environ 180 en 1963 et 1964 à plus de 400 en 1965, pour atteindre 460 en 1967<sup>529</sup>. Nous n'avons pas connaissance des tendances politiques des différentes revues recensées par E. Chulia et publiées entre 1965 et 1966, mais nous pouvons émettre l'hypothèse qu'elles étaient majoritairement dissidentes si l'on prend en compte que F. Franco s'agaçait des critiques incessantes

---

<sup>525</sup> Jordi Gracia, Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975). Cultura y vida cotidiana, op.cit.*, p.271.

<sup>526</sup> Elisa Chulia Rodrigo, *El poder y la palabra. Prensa y poder político en las dictaduras*, Madrid, Biblioteca nueva, 2011, p.215: «*La sociedad, desacostumbrada a prestar atención a los asuntos públicos porque éstos ofrecían escasísimo interés y porque así lo habían querido los gobernantes, escuchaba los avatares del régimen como un ronroneo lejano, mientras invertía sus esfuerzos y energías en lo que caía dentro de su círculo de acción más inmediato, fuera esto la prosperidad de su familia, los estudios de los hijos o la mejora de las condiciones de trabajo*».

<sup>527</sup> Instituto de la Opinión Pública.

<sup>528</sup> N. Sartorius, «Tiempo libre», *Siglo 20*, n°29, 18/12/1965, p. 53: «*Las dos terceras partes (65%) de las personas que leen la prensa afirman que no creen todas las noticias que leen, pues "exageran para hacer más efecto" y "Han comprobado personalmente que mienten"*».

<sup>529</sup> Elisa Chulia, *op.cit.*, Graphique 3.3: «Número de cabeceras y número de ejemplares editados por los semanarios de toda España (1963-1977)», p.202.

indirectement formulées à son encontre : « *J'en ai vraiment assez que la presse se réveille chaque matin avec la même question : qu'allons-nous critiquer aujourd'hui ?* <sup>530</sup> » aurait-il affirmé à Manuel Fraga, alors que la réforme de la presse venait d'entrer en vigueur, en 1966. La multiplication des publications, dès 1965, en amont donc de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, répond indéniablement à une demande d'information non biaisée de la part du lectorat. C'est dans cette tendance que s'inscrit la rubrique *Nuestra Realidad* de N. Sartorius.

En outre, E. Chulia remet en question l'expression « majorité silencieuse » utilisée pour définir une partie de la société espagnole, prenant appui sur l'augmentation de l'équipement des foyers en téléphone, du nombre de lignes téléphoniques qui explose entre 1960 et 1965 : « *ce n'est pas parce qu'ils ne se mobilisaient pas, ce n'est pas parce qu'ils ne provoquaient pas les autorités publiques, que les Espagnols étaient réduits au silence* <sup>531</sup> ». Mais alors, comment mesurer l'opinion publique dans un contexte répressif, dans une Espagne où la parole libre est restreinte au cercle privé et amical ? Comment connaître l'écho des articles de N. Sartorius et de la presse dissidente de façon plus générale ? La revue *Siglo 20* offre une part de réponse avec un encart « Opinion Publique » publié à l'été 1965 en toute fin du magazine, à côté des jeux, dans la rubrique « Pasatiempos », lui conférant ainsi un caractère anodin. Et les résultats des enquêtes sont chapeautés d'un « *Connaissez votre personnalité* <sup>532</sup> », un brin dissonant au vu des sujets abordés : tourisme, Histoire, Politique, information... En somme, c'est un espace sécurisé qui s'ouvre ici au lecteur, qui peut même s'exprimer sous couvert d'anonymat, dans un encart apparemment inoffensif et ludique. Le lecteur peut, s'il le souhaite, utiliser un pseudonyme. C'est ainsi qu'on retrouve au gré des numéros les messages envoyés par un certain *Pepe el moko*, *Un estudiante madrileño*, *Informis*, *Boca Negra*, etc., qui donnent un aperçu de l'opinion des lecteurs car la revue *Siglo 20* en donne une synthèse chiffrée, comme dans l'exemple ci-après :

---

<sup>530</sup> Paul Preston, *Franco, Caudillo de España*, Madrid, Debolsillo, 2017, p.787: «*Yo ya estoy harto de que la prensa despierte cada mañana preguntándose, ¿qué criticamos hoy?*».

<sup>531</sup> Elisa Chulia, *op.cit.*, p.216: «*No porque no se movilizaran, no porque no provocaran a las autoridades públicas, los españoles estaban sumidos en el silencio*». A noter également que l'on passe de 53 téléphones pour 1000 habitants en 1960 à 80 pour 1000 en 1965

<sup>532</sup> «*Conozca su personalidad*», *Siglo 20*.

# CONOZCA SU PERSONALIDAD

## RESULTADO DEL QUINTO CUESTIONARIO: INFORMACION

	1	2	3	4	5
	(SI)	(NO)	(—)		
1. <sup>a</sup> ¿Prefiere informarse de los acontecimientos a través de la lectura (prensa) más que por la voz e imagen (radio y TV)?	108	18	1	SI	SI
2. <sup>a</sup> ¿Prefiere la información radiofónica a la televisiva?	30	87	10	NO	NO
3. <sup>a</sup> ¿Prefiere el diario a la revista de información general?	69	49	9	SI	SI
4. <sup>a</sup> ¿Prefiere las revistas mensuales a las semanales?	24	90	13	NO	SI
5. <sup>a</sup> ¿Lee cada día el periódico?	99	28	0	SI	SI
6. <sup>a</sup> ¿Cree que con un solo diario se puede estar al corriente de lo que pasa en el mundo?	24	90	13	NO	NO
7. <sup>a</sup> ¿Lee más de una revista semanal?	112	15	0	SI	SI
8. <sup>a</sup> ¿Lee alguna revista mensual?	96	28	3	SI	SI
9. <sup>a</sup> ¿Escucha los diarios hablados radiofónicos habitualmente?	52	69	6	NO	NO
10. ¿Procura ver cada día los telediarios?	63	58	6	SI	SI
11. ¿Amplia sus fuentes informativas leyendo diarios extranjeros o escuchando emisoras de fuera de nuestras fronteras?	91	33	3	SI	SI
12. ¿Compra alguna revista extranjera?	69	55	3	SI	SI
13. ¿La compra por creer que es mejor que las españolas?	36	32	29	SI	NO
Si no la compra, ¿procura leerla por dicho motivo?	27	40	30	NO	NO
14. ¿Compra algún diario deportivo?	62	61	4	SI	NO
15. ¿Ha leído «Cuadernos para el diálogo»?	73	54	0	SI	SI
16. ¿Ha leído «Qué Pasa»?	72	55	0	SI	SI
17. ¿Prefiere la primera a la segunda?	72	1	54	SI	SI
18. ¿Existe más libertad de prensa en EE. UU. que en Francia?	15	91	21	NO	NO
19. ¿Es más antiguo el ABC que el Diario de Barcelona?	37	75	15	NO	NO

NOTAS. — Significado de las cinco columnas:

1. Respuestas SI recibidas.
2. Respuestas NO recibidas.
3. Respuestas — (no contestadas, dudosas o inconcretas) recibidas.
4. Cuestionario base resultante de reunir en el mismo las respuestas que a cada pregunta han obtenido mayor número de votos y que por lo tanto representa la opinión mayoritaria de nuestros lectores.
5. Cuestionario que representa la opinión del redactor de la Sección.

### SELECCION DE CARTAS RECIBIDAS

No han aparecido cuestionarios que coincidirían plenamente con los dos base, los cuales son

*Siglo 20*, n.º14, 31/VII/1965, p.89.

### 3.3.2. Un parcours professionnel erratique.

Après la fermeture administrative de *Siglo 20*, N. Sartorius intègre en 1966 l'équipe de rédaction de *Triunfo*, mais l'expérience, une fois de plus, est de courte durée. Dans un contexte de lutte pour la survie économique de la revue, de crainte de représailles économiques, sous la menace de fermetures administratives, la direction de *Triunfo* le convoque au premier semestre 1967 pour le prier de quitter immédiatement la rédaction :

*Triunfo* était une revue progressiste, mais moins que d'autres. Elle avait surtout très peur. La police venait, parlait avec le directeur, et lui disait « tu sais que tu as là des personnes subversives, qui sont du Parti Communiste, ça te porte préjudice,

*etc. » Jusqu'à ce qu'un jour quelqu'un nous accuse d'avoir créé une cellule du Parti Communiste : ils nous ont licencié sur le champ*<sup>533</sup>.

José Angel Ezcurra, lui-même se souvient de cet épisode :

*Alors que N. Sartorius travaillait depuis peu au sein de la rédaction, il y a eu un incident, sur lequel je n'ai vraiment jamais réussi à y voir clair. Nous risquions d'être inculpés par la police, c'est pourquoi il a eu une grande résonance au sein de l'entreprise. [...] On m'a fait parvenir une étrange mise en garde, sévère et intimidante [...] au sujet d'une rumeur qui circulait autour d'une perquisition policière probable visant à localiser des documents illégaux. J'ai dû prendre les devants. J'ai eu une discussion longue et tendue avec N. Sartorius lui-même, il fallait improviser une solution qui nous permette de sortir de cette situation. La solution a été qu'il présente sa démission de la revue*<sup>534</sup>.

En effet, *Triunfo* avait été tirée de ses difficultés financières initiales grâce à son entrée dans le consortium *Movie Record*, détenu par un riche homme d'affaire belge, Jo Linten. Une des conditions à leur collaboration était de ne pas toucher aux questions de politique intérieure, pour la simple raison que l'homme d'affaire n'était pas disposé à se mettre à dos le Ministère, et donc à perdre de l'argent en perdant des contrats d'exploitation de films ou des espaces publicitaires.

C'est donc dans ce contexte de craintes multiples que N. Sartorius dut cesser de travailler pour *Triunfo*. A partir de là, sa carrière de journaliste suivit un parcours erratique, chaotique. Il travailla quelques semaines pour l'agence *Europa Press*, qui le licencia pour les mêmes raisons que *Triunfo*. Puis il accepta les missions d'appoint qu'on voulait bien lui confier :

*Dans les années qui ont suivi j'ai occupé des emplois sans grande qualification. J'ai vendu des revues, d'un ami allemand, Stern. Je vendais ses articles auprès des rédactions. Ensuite j'ai participé à la création d'un dictionnaire illustré, Diccionario Total Voces, pour une maison d'édition argentine, Editorial Edad. Et puis j'ai travaillé aussi avec un catalan qui faisait un dictionnaire de littérature, d'auteurs,*

---

<sup>533</sup> N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3/10/2017: «Triunfo era una revista progresista, pero menos. Y sobre todo tenía mucho miedo. La policía política iba por allí, hablaba con el director, y le decía "sabes que tienes ahí unas personas que son subversivas, que son del Partido Comunista, esto te perjudica, etc." Hasta que hubo una denuncia, diciendo que habíamos creado una célula del partido comunista., y nos echaron fulminantemente».

<sup>534</sup> José Ángel Ezcurra, «Crónica de un empeño dificultoso», *op.cit.*, p.442: «Cuando Nicolás Sartorius aún llevaba escaso tiempo trabajando en la redacción, sucedió un incidente que nunca he llegado a aclarar del todo y que, por rozar implicaciones policiales, alcanzó grave trascendencia empresarial. [...] Una extraña pero agria advertencia de carácter intimidatorio me llegó [...] sobre un rumor que les había llegado acerca de un probable registro policial en la redacción en busca de documentación ilegal. Tuve que adelantar e improvisar, durante una larga y tensa conversación con el propio Sartorius, una solución que facilitara una salida para aquella situación. La solución consistió en su voluntaria separación de la revista».

*J'ai écrit des biographies d'auteurs. J'ai fait différents petits travaux pour pouvoir gagner ma vie*<sup>535</sup>.

---

<sup>535</sup> N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3/11/2017: «Luego estuve trabajando en trabajos poco cualificados. He vendido revistas, de un amigo mío alemán "Stern". Yo vendía sus artículos en las redacciones. Luego he trabajado en un diccionario, ilustrado, Diccionario Total Voces, editorial Edad, un argentino. Luego he trabajado con un catalán que hacía un diccionario de literatura, de escritores, biografías de autores. He hecho trabajos diversos para ir ganándome la vida».

CHAPITRE 4. AUX CÔTES DE LA LUTTE  
OUVRIERE ET A L'AVANT-GARDE  
CONTRE LA DICTATURE.

# CHAPITRE 4. AUX CÔTES DE LA LUTTE

## OUVRIERE ET A L'AVANT-GARDE CONTRE LA

### DICTATURE.

#### 4.1. LA RENAISSANCE DU MOUVEMENT OUVRIER (1956-1975)

##### 4.1.1. Flux et reflux de la contestation ouvrière en Espagne, de la fin de la Guerre Civile au décès du Dictateur.

La répression qui s'abattit sur tous ceux qui s'étaient opposés aux Insurgés, avant et à l'issue de la Guerre Civile, fut impitoyable. Les membres des deux principaux syndicats ouvriers d'Espagne, la Confédération Nationale des Travailleurs (CNT, anarchiste), et l'Union Générale des Travailleurs (UGT, socialiste) furent traqués par les vainqueurs du conflit. Tous deux finirent par être quasiment réduits à néant. Après avoir décrété hors-la-loi les syndicats traditionnels, le *Fuero del Trabajo*, à l'instar de ce qu'avait mis en place l'Italie fasciste, définit les bases des relations entre employeurs et salariés. Un syndicat d'Etat fut placé sous l'autorité du parti unique, et regroupa en son sein employeurs et employés. Son slogan : unité, totalité, hiérarchie. Voici la synthèse qu'en fait N. Sartorius dans son essai *¿Qué son las Comisiones Obreras ?*<sup>536</sup>, saisi lors de sa publication en 1976 :

*Avec le régime instauré à l'issue de la Guerre Civile [...] le syndicat vertical – la Centrale Nationale Syndicaliste (CNS) – [...] entreprit d'organiser la non-liberté des travailleurs, d'encadrer hiérarchiquement les ouvriers afin qu'ils renoncent à leur autonomie liée à leur appartenance de classe pour qu'ils accomplissent, contraints et forcés, les intérêts des classes qui les exploitaient. Mais, pour véritablement atteindre cet objectif, pour qu'il ne sombre pas dans l'utopie, il fallait en amont mener à bien une opération de type « matériel » : la persécution systématique, radicale (à la racine) de tout vestige pouvant refléter l'autonomie de la classe ouvrière, quelle qu'en soit la forme. Plus question de nuance en termes de tactique, de tolérance envers certains, mais pas envers d'autres ; il fallait tout*

---

<sup>536</sup>Nicolás Sartorius, *¿Qué son las Comisiones Obreras?*, Barcelona, La Gaya Ciencia, 1976.

*détruire, et fonder sur ces ruines un édifice qui soit un monument à « l'anti-édifice »*<sup>537</sup>.

Lorsque s'ouvrent les années 1950, le mouvement ouvrier était donc pour ainsi dire inexistant<sup>538</sup>. Cela ne signifiait pas pour autant que les ouvriers avaient fini par accepter cette situation, qu'elle leur convenait. Mais la répression conduite par le Régime, et l'efficacité du contrôle social mis en place, étaient parvenus à les dissuader d'agir. Les Vaincus de la Guerre Civile s'étaient majoritairement résignés à survivre, craignant les représailles sur eux et sur leur famille<sup>539</sup>. Cependant, c'est au milieu de cette même décennie qu'on voit éclater les premiers soubresauts d'une contestation ouvrière sur le point de renaître. Pour évoquer cette période, N. Sartorius reprend la célèbre phrase que Miguel de Unamuno avait lancé devant une assemblée de militaires Insurgés en 1936 :

*Il est vrai que la classe ouvrière a été vaincue, momentanément, mais elle n'a jamais été convaincue. La prophétie que Miguel de Unamuno à l'époque avait lancée aux Vainqueurs était donc vraie ; par contre, on continua à l'exploiter, plus que jamais, avec une ardeur et une subtilité inconnue jusqu'alors, et tout particulièrement à partir des années 1950*<sup>540</sup>.

Les premières grèves surgissent entre 1956 et 1958. Afin d'endiguer le mécontentement ouvrier, deux décrets d'augmentation salariale sont successivement publiés, permettant aux entreprises de reconsidérer les salaires de leurs employés, et aux Espagnols d'enfin retrouver le niveau de vie d'avant la Guerre Civile. Cette décision politique supposait de fait la dérogation d'une loi datant de 1948, qui interdisait les accords passés entre entreprise et salariés. Jusqu'alors l'Etat seul fixait les conditions de travail par branche d'activité. Ainsi, ces décrets instaurent les bases d'un nouveau type de relation professionnelle, qui aboutit avec l'approbation d'une Loi de Conventions Collectives

---

<sup>537</sup>Nicolás Sartorius, *¿Qué son las Comisiones Obreras?*, op. cit., p.7 :*«Con el régimen que se inaugura al final de la Guerra Civil [...] el sindicato vertical – la CNS – es [...] un intento de organizar la no libertad de los trabajadores, de encuadrar jerárquicamente a los obreros con el fin de que se nieguen como tal clase autónoma y realicen, a la fuerza, los intereses de las clases que la explotan. Mas, para plantearse seriamente este objetivo, sin caer en la utopía, tenía que basarse en una operación previa de carácter “material”: la persecución sistemática, radical (de raíz) de cualquier vestigio que pretendiera reflejar la autonomía de la clase, bajo cualquiera de sus posibles formas. Ya no interesaban las matizaciones tácticas, las tolerancias a unos sí, a otros no; había que barrerlo todo para levantar sobre las ruinas un edificio que fuera un monumento al “anti-edificio”»*.

<sup>538</sup>David Ruiz dir., *Historia de Comisiones Obreras (1958-1988)*, Madrid, Siglo XXI, 1993, p. 191.

<sup>539</sup>Pere Ysàs, *Disidencia y subversión. La lucha del régimen franquista por su supervivencia, 1960-1975*, Barcelona, Crítica, 2004, p. 75, *«Lo que no indica ni consentimiento obrero ni pasividad extrema de los trabajadores, sino más bien eficacia de las políticas y de los instrumentos de control social y de disuasión del régimen»*.

<sup>540</sup>Nicolás Sartorius, *¿Qué son las Comisiones Obreras?*, op. cit., p. 8 :*«Sin embargo, a la clase obrera española, es cierto, se la venció momentáneamente pero jamás se la convenció, con lo que resultó verdad el vaticinio antaño lanzado por Unamuno sobre los vencedores; eso sí, se la siguió explotando más que nunca, con un frenesí y unas sutilezas desconocidas hasta entonces, especialmente a partir de los años cincuenta»*.

en 1958<sup>541</sup>. Dorénavant, les conditions de travail et de rémunération seraient issues de négociations encadrées par l'Organisation Syndicale Espagnole (OSE), entre représentants des entrepreneurs et de leurs salariés, et qui se dérouleraient pendant une période donnée. Cependant, l'Etat conservait une marge de contrôle : les conventions négociées au sein des entreprises devaient, avant d'être appliquées, être validées par le gouvernement, qui pourrait, en outre, imposer certaines règles et fixer un pourcentage maximum d'augmentation salariale<sup>542</sup>.

Malgré cela nous l'avons vu, quatre ans plus tard, une nouvelle série de grèves d'une ampleur inédite ont éclaté au printemps 1962. On estime entre 200 000 et 400 000 le nombre de grévistes cette année-là<sup>543</sup>. En ont résulté de nombreux licenciements, des centaines d'arrestations, et la déportation des militants les plus vindicatifs. Mais une fois de plus, conscient qu'il devait répondre aux aspirations des ouvriers afin d'éviter qu'une telle agitation ne se reproduise, l'Etat instaura l'année suivante un salaire minimum<sup>544</sup>. Comment expliquer qu'un tel nombre de grévistes se soit joint à cette vague de protestation, alors qu'à peine quelques années auparavant la peur paralysait encore les bassins industriels et ouvriers ? A l'aube des années 1960, la population ouvrière n'était plus la même que celle qui avait connu la Guerre Civile et les années noires qui étaient venues ensuite. La main d'œuvre s'était renouvelée, elle était plus jeune, originaire des régions rurales et pauvres d'Espagne, sans passé ni tradition militante. Moins qualifiée que ses aînés, et donc moins bien rémunérée, elle était venue s'installer aux abords des mines et des zones industrielles. Or, ces travailleurs avaient dû subir les conséquences des mesures d'austérité associées au Plan de Stabilisation de 1959, mais ils n'avaient pas encore bénéficié des retombées économiques de la croissance qui avait suivi, pourtant vantée par le Régime. L'inflation, élevée, provoquait une augmentation constante du coût de la vie, et faisait que les ouvriers ne voyaient pas leur quotidien s'améliorer, malgré les négociations successives rendues possibles par la Loi de Conventions Collectives<sup>545</sup>. Père Ysàs et Carme Molinero dans leur travail sur la subversion ouvrière, citent plusieurs rapports des forces de police qui analysent les sources du climat d'irritation ambiante dans le milieu ouvrier :

---

<sup>541</sup>Xavier Domènech i Sampere, *Clase obrera, antifranquismo y cambio político*, Barcelona, Catarata, 2008, p. 49-50.

<sup>542</sup>Pere Ysàs, *Disidencia y subversión.*, *op. cit.*, p.85.

<sup>543</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas. Clase obrera y conflictividad en la España franquista*, Madrid, Siglo XXI, 1998, p.143.

<sup>544</sup>Xavier Domènech i Sampere, *Clase obrera, antifranquismo y cambio político*, *op. cit.*, p.51.

<sup>545</sup>*Historia de Comisiones Obreras (1958-1988)*, *op. cit.*, p.192.

Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa: sobre la dictadura de Franco*, Barcelona, Crítica, 2002, p. 193-94.

Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, *op. cit.*, p.146.

*Dans ces années 1960 marquées par une croissance économique intense, par une émigration extérieure élevée, et par l'augmentation du tourisme, les rapports de police signalaient : « la soif d'amélioration économique reste la préoccupation la plus marquée au sein du monde du travail » ; et ils prévenaient de l'apparition « d'une impatience manifeste chez les producteurs en général, qui souhaitent atteindre un meilleur niveau de vie, mais de façon rapide, comme si après avoir subi les années de stabilisation, pendant lesquels le gel des salaires était généralisé, ils n'avaient plus la patience d'attendre de lentes améliorations » [...] « le progrès économique auquel aspire l'ouvrier de nos jours ne correspond pas seulement au minimum vital, ce qu'il exige désormais c'est de pouvoir s'entourer de toutes les commodités liées aux avancées du monde moderne »<sup>546</sup>.*

Nous l'avons dit, les grèves de ce printemps 1962 avaient marqué les esprits. Et bien que la répression ait été dure, les mineurs avaient partiellement obtenu gain de cause, et ils avaient malgré tout réussi à ébranler le Régime qui avait décrété un état d'exception afin de pouvoir mater la rébellion<sup>547</sup>. La Dictature décida alors d'intégrer dans sa législation le « désordre » honni, pour tenter de ne plus se laisser déborder lors de prochains conflits ouvriers provoqués par l'insatisfaction de revendications en rapport avec les conditions de travail. Un décret sur les procédures de formalisation, conciliation et arbitrage des relations collectives en milieu professionnel instaura donc une distinction entre « le conflit d'origine professionnelle ou économique suscité par des questions d'ordre professionnel », et « le conflit dont la naissance et le développement sont dus à une dissension de nature politique, portant atteinte à l'ordre public ou aux institutions de l'Etat »<sup>548</sup>. Les grèves bien entendu restaient illégales. Mais la précision de l'origine du désaccord ouvrait la voie de la résolution des conflits via le Syndicat Vertical (*Organización Sindical Española*, OSE). On pouvait désormais avoir recours à la médiation de l'OSE, et si les parties ne trouvaient pas satisfaction, elles pouvaient recourir à la *Magistratura del Trabajo*. Mais la procédure était lente, lourde, et avait peu de chances d'aboutir en faveur du plaignant. Les conflits continuèrent donc à éclore, parallèlement au dépôt de requêtes par les travailleurs.

En 1963, des élections syndicales étaient convoquées. A Madrid, 35% de la population ouvrière travaillait dans le secteur métallurgique, au sein d'entreprises pouvant regrouper plus de 1000

---

<sup>546</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op. cit., p. 144-145 : « En unos años sesenta caracterizados por un intenso crecimiento económico, por la elevada emigración exterior y por el incremento del turismo, los informes policiales señalaban que "el afán de mejoramiento económico continúa siendo la inquietud más destacable en los medios laborales", e informaban de la aparición "de una manifiesta impaciencia de los productores en general por conseguir niveles de vida superiores, pero de forma rápida, como si los años de la estabilización, en los que la congelación de los salarios fue característica general, les hubiera agotado su paciencia en la espera de mejoras paulatinas" [...] "el mejoramiento económico al que hoy día aspira el obrero no es para alcanzar el mínimo indispensable para subsistir, sino que lo que exige es rodearse de las comodidades que los adelantos modernos han proporcionado"».

<sup>547</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op. cit., p.193.

<sup>548</sup>Pere Ysàs, *Disidencia y subversión*, op. cit., p. 85-86.

employés. Mal rémunérés, ils travaillaient et vivaient dans des conditions difficiles. Quelques militants chevronnés, conscients de leur pouvoir de nuisance en cas d'action collective, encouragèrent alors la création de commissions indépendantes à l'occasion de ce scrutin. Ils firent signer des pétitions, se réunirent en assemblées qui parvinrent à réunir jusqu'à 600 personnes, discutèrent, débattirent et votèrent sur des points de revendication et pour choisir des candidats présentés aux élections. Des grèves éclatèrent, une fois encore, bien que leur nombre reste faible comparé à l'explosion de l'année précédente<sup>549</sup>. Bref, le malaise ouvrier demeurait, mais la protestation adopta de nouvelles formes. Par exemple, boycotter les transports mis en place par l'entreprise, ou se regrouper à l'extérieur du lieu de travail, était moins risqué pour ces travailleurs disposés à exprimer leur mécontentement, mais qui craignaient encore par-dessus tout les représailles patronales et policières<sup>550</sup>.

Trois ans plus tard, en 1966, avaient lieu de nouvelles élections syndicales. Il y eut assez peu de grèves cette année-là<sup>551</sup>, mais le malaise ouvrier était persistant. Un an auparavant le gouvernement avait fixé une limite à l'augmentation des salaires accordés lors des conventions collectives<sup>552</sup>, ce qui réduisait grandement la marge de négociation des travailleurs<sup>553</sup>. Alberto Sabio qui a étudié l'Opposition démocratique à travers le prisme des archives des forces de l'ordre et de justice du Régime, cite un rapport de la Garde Civile qui évoque un climat de « *nervosité et de défiance* <sup>554</sup> » au sein du milieu ouvrier. Le nombre de commissions créées par les travailleurs à l'occasion de ces élections syndicales fut bien plus important que lors des précédentes. Alors certes, les candidatures alternatives aux élections de 1966 restaient minoritaires, mais pour la première fois elles remportaient de nombreux postes. La campagne pour ce scrutin marquait le point de départ d'une étape dans l'histoire du mouvement ouvrier d'opposition, celle d'une offensive ouverte contre le Franquisme. Pendant les mois qui ont suivi, plusieurs manifestations ont été convoquées, des centaines de militants se sont regroupés dans les rues de la capitale et des principales villes d'Espagne, le 28 juin 1966 d'abord, le 27 janvier 1967 ensuite, le 27 octobre 1967 enfin. Mais le Régime, bien décidé à marquer un coup d'arrêt à la subversion ouvrière, arrêta de nombreux

---

<sup>549</sup>Alberto Sabio Alcutén, *Peligrosos demócratas: antifranquistas vistos por la policía política (1958-1977)*, Madrid, Cátedra, 2011, p.63.

<sup>550</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op. cit., p.149.

José Babiano Mora, *Emigrantes, cronómetros y huelgas, un estudio sobre el trabajo y los trabajadores durante el franquismo (Madrid, 1951-1977)*, Madrid, Siglo XXI, 1995, p.237.

<sup>551</sup> 1966 reste l'année de la période comprise entre 1961 et 1975 où l'on recense le moins de grèves, d'après Carme Molinero, Pere Ysàs, *ibidem.*, p. 152.

<sup>552</sup>Cette limitation était valable jusqu'en 1967.

<sup>553</sup>Alberto Sabio Alcutén, *Peligrosos demócratas*, op. cit., p.78.

Pere Ysàs, *Disidencia y subversión.*, op. cit., p.85.

<sup>554</sup>Alberto Sabio Alcutén, *ibidem.*, p. 75 :«intranquilidad y desconfianza entre los obreros».

militants et dirigeants syndicaux, qui furent jugés et incarcérés<sup>555</sup>. N. Sartorius se souvient : « *La Dictature, après un temps d'indécision entre 1964 et 1966, déclara la guerre totale aux Commissions Ouvrières, reconnaissant en elles la seule force ayant la capacité de paralyser des entreprises et de faire descendre la population dans la rue* <sup>556</sup> ». Avec la campagne pour les élections syndicales de 1966, les militants ouvriers les plus actifs étaient sortis de l'anonymat, et les autorités pouvaient plus facilement cibler les meneurs de l'agitation. En mars 1967 déjà, le Tribunal Suprême avait dicté une sentence associant les Commissions Ouvrières au Parti Communiste d'Espagne. Puis le Tribunal d'Ordre Public (TOP) avait parachevé l'arsenal juridique du Régime en stipulant que les Commissions étaient en réalité la branche syndicale du Parti, ce qui permettait aux tribunaux de sanctionner encore plus durement les militants<sup>557</sup>, dont le nombre de ceux qui passèrent par les bancs du TOP explosa. Quant à ceux contre lesquels il n'y avait pas suffisamment d'éléments à charge pour pouvoir les incarcérer, ils étaient convoqués pour être intimidés ou menacés par la police. D'après un rapport cité par Alberto Sabio, les forces franquistes, sûres de leur force, affirmaient alors que « *le gouvernement ne manque pas de moyens coercitifs pour éliminer ce qu'on appelle les Commissions Ouvrières et éradiquer toute action subversive* <sup>558</sup> ». Et à la traque policière qui pesait sur les militants, venaient s'ajouter les conséquences économiques de leur engagement : nombreux étaient ceux qu'on licenciait<sup>559</sup>, et qui se voyaient placés sur une « liste noire » que se transmettaient les chefs d'entreprises, ce qui les empêchait d'être recrutés ailleurs<sup>560</sup>. Marcelino Camacho, figure du mouvement ouvrier, se souvient :

*Les travailleurs qui rejoignaient les Commissions Ouvrières devaient faire preuve de beaucoup de courage, être entièrement voués à la lutte et devaient avoir une grande conscience de classe. Leurs journées de travail étaient interminables : ils travaillaient pour faire vivre leur famille, lutter pour les libertés politiques, économique-sociales, syndicales, culturelles, etc., et en guise de "récompense" pour tout cela, ils perdaient leur poste de travail, passaient par le poste de police pour finir ensuite en prison*<sup>561</sup>.

---

<sup>555</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op. cit., p.199-200.

<sup>556</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *ibidem.*, p.195: « *la dictadura, después del periodo de indecisión de 1964-1966, declaró la guerra total a Comisiones Obreras, reconociendo en ella la única fuerza con capacidad de paralizar empresas y lanzar gente a la calle* ».

<sup>557</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op. cit., p. 281-282 et 284.

<sup>558</sup>Alberto Sabio Alcutén, *Peligrosos demócratas*, op. cit., p. 81 :« *al gobierno le sobran medios coercitivos para eliminar a las denominadas Comisiones Obreras y erradicar cualquier acción subversiva* ».

<sup>559</sup>*Historia de Comisiones Obreras (1958-1988)*, op. cit., p. 204.

<sup>560</sup>Alberto Sabio Alcutén, *ibidem.*, p. 82.

<sup>561</sup>Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado*, Barcelona, Temas de hoy, 1990, p. 194 :« *Los trabajadores que se unían a Comisiones Obreras, tenían que tener mucho valor, gran vocación de lucha y una gran conciencia de clase. Sus jornadas de trabajo eran infinitas: trabajar para sostener a la familia; luchar por las libertades políticas, económico-sociales, sindicales, culturales, etc., y como "recompensa" de todo ello, pérdida del puesto de trabajo, pasar por la policía e ir a parar a la cárcel después* ».

Certains, en voyant la tournure que prenaient les événements, prenaient peur, et finissaient par préférer se retrancher dans la passivité. Par contre, les plus vindicatifs attendaient en silence que l'orage passe avant de retourner au front, quelques mois plus tard.

L'agitation sociale étouffée, le gouvernement entreprend d'agir sur le coût de la vie en décrétant le gel des prix et des salaires. Mais une fois de plus, la mesure n'était pas suffisante pour enrayer l'inflation ni pour apaiser la grogne ouvrière, comme le commentait le gouverneur de la province de Madrid dans son bilan annuel de l'année 1968 :

*Le gel des prix et des salaires en novembre 1967, dans le cadre de la mise en place de la parité peseta-dollar, a engendré tout au long de l'année 1968 un mécontentement dans la classe moyenne et ouvrière, étant donné que sa mise en œuvre ne s'est pas faite dans l'esprit annoncé au départ. Certains commerces et industries, pour un prétexte quelconque, en profitaient pour augmenter leurs prix, alors que les salaires et les rémunérations n'évoluaient pas. Lors de la parution du décret, certains titres de la presse madrilène distillaient dans leurs articles une démagogie éhontée, écrivant avec une réticence certaine sur les bienfaits dudit décret, et après sa parution, voyant que les bénéfices promis n'arrivaient pas, ils ont fait preuve de plus de démagogie encore dans leurs articles, échauffant les esprits des catégories les plus affectées par le gel des salaires. S'en sont suivies des grèves, des interruptions de travail dans de nombreuses industries, des manifestations tendues sur la voie publique, ce qui, bien naturellement, a donné lieu à des arrestations dont l'ennemi a su tirer profit, brandissant les protestations de quelques épouses de détenus réfugiés dans des églises, conférant à leur revendication un supplément de théâtralité<sup>562</sup>.*

Les bénéfices des entreprises ne cessaient d'augmenter, quand le niveau de vie des salariés restait au point mort<sup>563</sup>. Les nouveaux travailleurs, qui militaient dans les Jeunes Commissions Ouvrières, commençaient également à prendre la relève de leurs aînés<sup>564</sup>. En outre, de nouveaux émigrés issus des zones rurales pauvres continuaient de venir grossir les rangs de la population ouvrière des grandes villes industrielles : entre 1965 et 1970, l'Espagne a recensé 500 000 nouveaux salariés de

---

<sup>562</sup>Memoria gobernador civil de Madrid, 1968, Archivo General de la Administración, Gobernación, 52/485 :«La congelación de precios y salarios con motivos de la paridad de la peseta que tuvo lugar en noviembre de 1967 creó a lo largo del año 1968 un descontento en la clase media y trabajadora por no aplicarse con el espíritu que animó a la referida orden. Determinados sectores del comercio y de la industria aprovecharon cualquier coyuntura para elevar los precios de sus artículos mientras los sueldos y salarios permanecían congelados. Cuando se dictó este decreto algunos diarios de la prensa madrileña destilaban en sus noticias una demagogia descarada; escribían con cierta reticencia sobre la bondad que contenía dicho decreto y después de la aplicación de la misma al ver que no se cumplía, volvieron en sus noticias a lanzar más demagogia alterando el estado de ánimo de las clases más afectadas por la congelación. Esto se tradujo en huelgas, paralización del trabajo en muchas industrias, protestas airadas en la vía pública, lo que cómo es natural, dio lugar a detenciones que se aprovecharon por el enemigo para esgrimir la protesta de algunas mujeres de los detenidos refugiados en iglesias para dar más espectacularidad a su protesta».

<sup>563</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op. cit., p.88-89.

<sup>564</sup>Alberto Sabio Alcutén, *Peligrosos demócratas*, op. cit., p.101.

l'industrie<sup>565</sup>. En 1968, les conflits furent moins nombreux que l'année précédente, mais plus longs, plus durs, et les heures perdues plus nombreuses<sup>566</sup>. C'est pourquoi en janvier 1969, le Régime promulgua un nouvel état d'exception de trois mois paralysant à nouveau le pays, afin de tenter d'enrayer l'agitation latente et les mouvements de grève, car « *les actions menées ces derniers mois, minoritaires certes, mais systématiques, destinées à perturber la paix et l'ordre public en Espagne, ont un lien évident avec la manœuvre internationale qui touche de nombreux pays*<sup>567</sup> ». De plus, afin de repousser les élections syndicales de 1969, présages de nouvelles mobilisations bien que ne concernant que 50% des délégués, les mandats des élus étaient prolongés jusqu'en 1971. Mais comment apaiser le mécontentement ouvrier alors que le Syndicat Vertical était pieds et poings liés au Régime, et qu'il restait inefficace dans la défense des intérêts des travailleurs, comme le reconnaissait le Secrétaire National pour le secteur des Arts Graphiques :

*Je comprends que nous devons revoir certains points très importants de notre propre fonctionnement, afin de mettre un terme à une série de choses qui nous discréditent au regard de l'extérieur et qui compliquent énormément le développement croissant du poids du syndicat, [...] ce à quoi vient s'ajouter le manque de revalorisation salariale, et je comprends que ce soit un levier important de reconsidération, étant donné que nous sommes, ou que nous devrions être les premiers défenseurs d'une justice sociale*<sup>568</sup>.

Le muselage de l'Opposition n'étant pas conjugué à des avancées sociales et économiques, l'année suivante, le nombre de grèves explosa. Les autorités franquistes recensèrent 1595 grèves en 1970<sup>569</sup>, avec un total de 500 000 grévistes, pour environ 9 millions d'heures de travail perdues<sup>570</sup>. Et ce malgré un contexte répressif toujours aussi fort. A Grenade, lors d'un rassemblement pacifique, des tirs des forces de l'ordre tuèrent trois ouvriers de la construction et en blessèrent de nombreux autres. Au mois de décembre, le Conseil de Guerre contre seize militants d'ETA et la condamnation à

---

<sup>565</sup> *Historia de Comisiones Obreras (1958-1988)*, op. cit., p. 208-210.

<sup>566</sup> Carme Molinero, Pere Ysàs, *ibidem.*, p.168-169.

<sup>567</sup> Décret-loi du 24 janvier 1969, promulguant l'état d'exception à l'échelle nationale. Suspension des articles 12, 14, 15, 16 et 18 du *Fuero de los españoles* pour une période indéterminée : « *Acciones minoritarias pero sistemáticas, dirigidas a turbar la paz de España y su orden público, han venido produciéndose en los últimos meses, claramente en relación con una estrategia internacional que ha llegado a numerosos países* », [En ligne : <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1969-98>]. Consulté le 28 juillet 2021.

<sup>568</sup> Lettre de Juan José Bilbao Arriaga, secrétaire national du Syndicat de l'industrie du papier et de la presse à Rodolfo Argamenteria Garcia, vicesecretario de organización administrativa, 6/03/70, Archivo General de Administración, Sindicatos, 34/1037 : « [...] entiendo que tenemos que tocar varios puntos muy importantes dentro de nuestro propio funcionamiento para terminar con una serie de cosas que nos van desprestigiando hacia el exterior y que dificultan enormemente el desarrollo creciente de la función sindical. [...] esto viene aparejado con la falta de aumento de niveles salariales y, entiendo, que es una faceta muy importante de reconsideración, puesto que nosotros somos o deberíamos ser los paladines de una justicia social ».

<sup>569</sup> Alberto Sabio Alcutén, *Peligrosos demócratas*, op. cit., p.63.

<sup>570</sup> Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op. cit., p.176.

mort de six d'entre eux, déclenchèrent de nombreux actes de protestation<sup>571</sup>. Le Régime réagit à nouveau par la force, déclarant un nouvel état d'exception, suivi d'une nouvelle vague d'arrestations : plus de 1200 personnes furent détenues pour raisons politiques pendant cette période<sup>572</sup>.

La tension et la brutalité des échanges entre monde ouvrier et forces de l'ordre, inexorable, allait crescendo. A partir de 1971, on assista à une nouvelle recrudescence des conflits ouvriers : le mois d'avril fut marqué par le décès par balle de Pedro Patiño, militant des Commissions Ouvrières, alors qu'il était en train de distribuer des documents de propagande, illégale il va de soi, dans la banlieue industrielle madrilène<sup>573</sup>. Au mois d'octobre suivant, en pleine grève des salariés de l'entreprise SEAT de Barcelone, une violente incursion des forces de l'ordre provoqua un mort et de nombreux blessés. Chacun de ces événements était suivi de grèves, de manifestations et de condamnations émanant de nombreux secteurs de la société civile espagnole (intellectuels, étudiants, artistes, prêtres, etc.) mais aussi en provenance de l'étranger, qui ne suffirent pas à faire s'éteindre le climat de violence à l'encontre des militants ouvriers. Au mois d'avril 1973, de nouveaux heurts entre ouvriers de la centrale thermique de Besós en banlieue barcelonaise et les forces de l'ordre se soldèrent par un mort et de nombreux blessés. Parallèlement à l'intensification de la violence des affrontements, ces années 1970 furent également marquées par la diversification de la dissidence : en 1972, des employés de banques privées, des professeurs de l'enseignement public, des infirmières, des médecins libéraux et hospitaliers, des salariés qualifiés, certains diplômés des universités, au constat de la dégradation de leurs conditions de vie et de travail, commencèrent à leur tour à recourir aux leviers revendicatifs traditionnellement utilisés par le monde ouvrier<sup>574</sup>.

Ainsi, le Régime se retrouvait pris en étau entre le regard réprobateur des partenaires financiers de l'Espagne, et la pression économique provoquée par les engagements productifs que les nombreuses heures de travail perdues ne permettaient pas d'honorer. Au mois de février 1974, Carlos Arias Navarro<sup>575</sup>, militaire dont la cruauté pendant la Guerre Civile avait fait le renom, était désigné chef du gouvernement et prononçait un discours appelant à l'apaisement de la société civile et à l'assouplissement du Régime franquiste. Il s'engageait notamment à rendre effectifs plusieurs points

---

<sup>571</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *ibidem.*, p.177-178.

<sup>572</sup>Pere Ysàs, *Disidencia y subversión.*, *op. cit.*, p.102.

<sup>573</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *ibidem.*, p.207.

<sup>574</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *op. cit.*, p.214.

<sup>575</sup>Pendant la Guerre Civile il Carlos Arias Navarro (1908-1989) s'illustre par son ardeur répressive au moment de la prise de Malaga par les troupes nationalistes. Il réalise une carrière politique féconde, étant successivement nommé Directeur Général de la Sécurité, Maire de Madrid, Ministre de l'Intérieur puis il devient le troisième et dernier président du gouvernement nommé par F. Franco entre 1974 et 1976.

de la réforme syndicale de 1971, qui avait engendré de nombreux débats mais qui était restée pour partie lettre morte. La pression répressive resta néanmoins toujours aussi forte, et une nouvelle série de grèves et de mobilisations ouvrières d'une ampleur sans précédent éclata. Jusqu'au décès de F. Franco le 20 novembre 1975, l'augmentation des conflits et la pression ouvrière resta constante, tout comme la répression policière et juridique<sup>576</sup>.

C'est ainsi que le mouvement ouvrier, pour ainsi dire inexistant au début des années 1950, est progressivement devenu l'instrument le plus efficace de lutte et de déstabilisation du régime franquiste. Père Ysàs rapporte la préoccupation et l'inquiétude croissante des autorités<sup>577</sup> :

*La répression contre les activistes antifranquistes se révéla de moins en moins capable de minimiser leur action et, en outre, elle suscita une solidarité de plus en plus grande autant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Si à cet état de fait l'on ajoute les premiers effets de la crise économique internationale et le besoin de prendre des mesures d'ajustement drastiques, le panorama était devenu réellement difficile pour les dirigeants franquistes, au moment même où la dégradation de la santé physique de F. Franco atteignait un point de non-retour : l'incertitude s'empara alors d'une classe politique franquiste clairement divisée<sup>578</sup>.*

La preuve a donc été faite que la mobilisation ouvrière s'est intensifiée pendant la seconde moitié du Franquisme, raison pour laquelle nous ne rejoignons pas ceux qui, comme Andrée Bachoud, soutiennent qu'à « l'étranger, toute une intelligentsia veut prendre ces grèves pour des manifestations politiques et continue à se mobiliser contre la répression franquiste. Avec le recul, on doit constater que ces revendications sont très ponctuelles. Assez peu politiques, elles concernent les conditions de travail, les salaires, le niveau de vie en général<sup>579</sup> ». On ne peut dissocier les revendications économiques de l'aspiration à une évolution politique car la politique conservatrice de la Dictature, tant sur le plan économique que sur le plan des libertés, était directement responsable du mal-être ouvrier en Espagne. Par ailleurs, bien que les Commissions se soient toujours défendues d'une quelconque dépendance vis-à-vis du PCE, il est indéniable que si une

---

<sup>576</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *ibidem.*, p. 211-232.

<sup>577</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *ibidem.*, p.242.

<sup>578</sup>Pere Ysàs, *Disidencia y subversión.*, op. cit., p.121 :«La represión contra los activistas antifranquistas se mostró cada vez más incapaz de minimizar su actuación y, además, generó solidaridad cada vez más amplia tanto a nivel interno como internacional. Si a esta situación se añaden los primeros efectos de la crisis económica internacional y la necesidad de tomar medidas económicas duras, tenemos un cuadro realmente muy difícil para los dirigentes franquistas, justamente cuando el deterioro físico de Franco entraba en su etapa terminal y la incertidumbre se apoderaba de una clase política franquista claramente dividida».

<sup>579</sup>Andrée Bachoud, *Franco*, Fayard, Paris, 1997, p.394.

grande partie de ses dirigeants, tout comme nombre de ses militants, n'avaient pas adhéré au PCE, ils ressentaient tout du moins une affinité certaine avec la ligne politique du Parti<sup>580</sup>.

#### 4.1.2. *Le virage stratégique du PCE.*

Au commencement des années 1960, avant la création des premières Commissions Ouvrières permanentes, le PCE restait faible. Il souffrait encore d'une forme de marginalisation, fruit des désaccords et des rancœurs nés pendant la Guerre Civile, et la traque implacable de ses membres en Espagne avait réduit l'organisation à l'état de cendres. Pourtant, depuis quelques années, nous l'avons évoqué, le Parti avait opéré une réorientation stratégique : il s'agissait de dépasser les divisions héritées de la Guerre Civile, internes au camp républicain, mais encore celles qui s'étaient sédimentées entre Vainqueurs et Vaincus. Avec la politique de Réconciliation Nationale, l'objectif était que la dialectique évolue, une ligne de démarcation doit s'établir entre Franquistes et Démocrates<sup>581</sup>. Par ailleurs, le Parti avait approuvé le principe de la Grève Nationale Pacifique et de son prolongement, la Grève Générale Politique: « *la grève nationale et la grève générale politique des travailleurs des villes et des campagnes, avec l'appui et la participation, sous diverses formes, d'autres catégories de population – paysans, petite et moyenne bourgeoisie, fonctionnaires, intellectuels – unie à la fraternisation avec les forces armées et la police* » devinrent les objectifs essentiels à atteindre pour lutter contre la Dictature<sup>582</sup>. Mais les trois tentatives de grève générale de 1958, 1959 et 1963 échouèrent, et ce malgré l'enthousiasme des dirigeants, et quoiqu'en dise leur bilan triomphal dicté par leur volontarisme à toute épreuve. Car leur tactique, pour être effective, impliquait que le PCE redevienne un parti de masses, capable d'organiser des milliers de personnes, ce qui était difficilement réalisable dans la clandestinité et dans un contexte répressif aussi fort. De plus, le Parti devait adapter ses structures afin de les rendre plus accueillantes pour les classes moyennes et les intellectuels qu'il souhaitait attirer en son sein. C'est pourquoi le PCE, rappelons-le, promu en 1960 l'intensification du recrutement et en ce sens modifia ses statuts, permettant dorénavant les rattachements individuels, n'imposant plus l'appartenance à une cellule (locale, ou d'entreprise). Le nouveau programme proposait enfin de ne plus défendre seulement les

---

<sup>580</sup>De même, si l'on s'en tient à un relevé réalisé par le Tribunal d'Ordre Public entre l'hiver 1970 et le printemps 1971, concernant l'adhésion des accusés passés par ses bancs, la majorité d'entre eux militait au Parti Communiste d'Espagne, dans Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa, op. cit.*, p. 296-203.

<sup>581</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa, op.cit.*, p.205.

Guy Hermet, *Les communistes en Espagne*, Paris, Colin, 1971, p.69.

<sup>582</sup> Guy Hermet, *op.cit.*, traduction d'un extrait de la «*Declaración del Partido Comunista sobre la huelga nacional*» de juillet 1959.

revendications des classes ouvrières, mais aussi celles des groupes sociaux qui se joindraient au combat.

Par ailleurs, nous avons vu que la Loi de Conventions Collectives de 1958 donnait désormais la possibilité aux ouvriers de négocier directement leurs conditions de travail avec leur employeur. C'est pourquoi le PCE envisagea de pénétrer le Syndicat Vertical via les élections organisées périodiquement, afin de s'infiltrer au cœur de l'appareil franquiste. Il créa un syndicat, la *Organización Sindical Obrera* (OSO) censé être un levier de recrutement ouvrier, en vue de redevenir un vrai parti de masses capable de déstabiliser le Franquisme de l'intérieur<sup>583</sup>. Le Parti avait également tiré les conclusions des mobilisations du printemps 1962 : une vague d'opposition au Franquisme pouvait naître de la contestation sociale. Les négociations étaient locales, les conflits l'étaient donc également, mais on avait vu qu'ils pouvaient progressivement s'étendre dans le temps et dans l'espace. Xavier Domenech qui a pris l'exemple de l'aire industrielle barcelonaise pour étudier l'impact de la lutte ouvrière dans la déstabilisation du régime franquiste, il résume ainsi l'évolution de l'approche du PCE :

*Sans renoncer à l'idée que la Grève Nationale Pacifique pouvait avoir lieu, suite à un appel à la mobilisation un jour donné, elle devait par contre être précédée d'une vague croissante de conflits. Néanmoins, on n'excluait pas qu'elle puisse aboutir presque naturellement à partir d'une « grève ouvrière dans une région, s'étendant à une autre, provoquant le soutien actif d'autres couches de la population et se transformant rapidement en grève nationale ». [...] Mais dorénavant [...] toute la stratégie et le poids de la lutte pour la rupture du Régime passaient par le type de conflits qui s'y développeraient<sup>584</sup>.*

Tous les espoirs de N. Sartorius, tout comme ceux de ses camarades communistes, reposaient donc sur la « stratégie de la tache d'huile », c'est-à-dire du développement sectoriel et/ou géographique, puis politique des conflits. Autrement dit, il suffisait que les travailleurs d'une entreprise réclament une revalorisation salariale, par exemple, et que celle-ci leur soit refusée par leur employeur, que le conflit s'envenime, et qu'ils aillent manifester pour exprimer leur mécontentement. Le Régime ne manquerait pas de déployer des forces de l'ordre pour mettre un terme au désordre, jugé illégal, et

---

<sup>583</sup>*Historia de Comisiones Obreras (1958-1988), op.cit.*, p.195.

Guy Hermet, *Les communistes en Espagne, op. cit.*, p.74-75.

Gregorio Morán, *Miseria y Grandeza del Partido Comunista de España, 1939-1975*, Barcelona, Planeta, 1986, p. 322.

<sup>584</sup>Xavier Domènech i Sampere, *Clase obrera, antifranquismo y cambio político, op. cit.*, p.77 : « Sin negar la vieja idea que la Huelga Nacional Pacífica se podía realizar con la sola convocatoria de una jornada en un día determinado, precedida eso sí de una creciente marea de conflictos, ahora no descartaba que ésta pudiera encarnarse casi de forma natural a partir de que « una huelga obrera en una región puede extenderse a otra, provocar el apoyo activo de otras capas del pueblo y transformarse prácticamente en la huelga nacional [...] ahora, [...] toda la estrategia y el peso de la ruptura del régimen pasaba por su modelo de conflictividad ».

plusieurs ouvriers seraient rattrapés par l'appareil répressif dictatorial. En découleraient de nouvelles revendications : demandes de libération de ces prisonniers politiques, revendications de la liberté d'expression, de réunion, de manifestation, etc.

D'autre part, au-delà de l'évolution socio-économique du pays, de la modification de la législation franquiste, et de l'opiniâtreté communiste dans sa lutte contre la Dictature, un quatrième phénomène est à prendre en compte dans l'émergence d'un mouvement ouvrier organisé. A partir de 1954, des ouvriers commencèrent ponctuellement à s'organiser en commissions, afin de donner plus de chances à leurs revendications d'aboutir, ainsi que l'explique N. Sartorius :

*Dans toute entreprise où les travailleurs avaient une revendication à présenter au patron, n'ayant pas, comme c'est la réalité, d'organisation syndicale qui les représente, il est évident que, d'une façon ou d'une autre, une commission de travailleurs se formait spontanément, était nommée ou élue, qui était chargée d'aller parler avec la direction au nom de tous les autres, et qui ensuite rendait compte de ses démarches<sup>585</sup>.*

Les ouvriers pouvant légalement proposer des candidatures « alternatives » lors de la convocation d'élections syndicales, les plus chevronnés d'entre eux, prêts à porter les revendications d'un collectif, proposaient de se réunir pour débattre et désigner des candidats au scrutin. Ainsi, là où se trouvaient plusieurs de ces activistes chevronnés, des commissions ouvrières se développèrent peu à peu ; mais de façon éphémère dans un premier temps, les commissions se dissolvant sitôt les élections terminées ou du moment qu'elles avaient porté leur requête auprès de l'employeur. Ces commissions surgissaient sans anticipation, ici ou là, au sein d'une entreprise ou parfois même au nom d'un groupe d'employés seulement, et sans que cela débouche nécessairement sur un conflit entre employeur et salariés<sup>586</sup>. Alberto Sabio rapporte que la police les surnommait les « *commissions fantômes*<sup>587</sup> », surgissant sans prévenir et disparaissant sitôt les revendications satisfaites. Pourtant, une fois l'existence de ces commissions découvertes, « *il était déjà trop tard. Le mal était fait et la graine a germé et s'est avérée très prolifique*<sup>588</sup> ». N. Sartorius commente également les conséquences du succès de ces commissions :

---

<sup>585</sup>Nicolás Sartorius, *¿Qué son las Comisiones Obreras?*, op. cit., p. 10 :«*En cualquier empresa en que los trabajadores tenían una reivindicación que plantear al patrón, al carecer, como se carece, de una organización sindical propia, es evidente que de una u otra forma, se autoformaba, nombraba o elegía una comisión de trabajadores encargada de hablar con la dirección en nombre de los demás, y rendía cuentas, posteriormente, de su gestión*».

<sup>586</sup>*Historia de Comisiones Obreras (1958-1988)*, op. cit.,p.193.

<sup>587</sup>Alberto Sabio Alcutén, *Peligrosos demócratas*, op.cit.,p.63.

<sup>588</sup>Alberto Sabio Alcutén, *ibidem.*, p. 64 :«[...] *ya era tarde. El mal estaba hecho y la semilla germinó muy fructíferamente*».

*La répétition infinie de cet acte dans une multitude d'entreprises, posait les bases de la stabilité postérieure de ces commissions, de leur extension et de leur progressive coordination à des niveaux toujours plus élevés*<sup>589</sup>.

Pendant ce temps, les syndicats historiques, la CNT et l'UGT, s'immobilisaient dans l'exil et gardaient une conception traditionnelle du syndicalisme, ce qui, conjugué au contexte répressif, les condamnait à l'inaction en Espagne. Par contre, les Communistes et certains secteurs catholiques (comme ceux qui militaient au sein des HOAC<sup>590</sup> ou des *Vanguardias Obreras*<sup>591</sup>) saisirent rapidement l'importance et le potentiel de ces initiatives ouvrières. Dans sa logique d'infiltration du Régime, d'intensification du recrutement et de déstabilisation politique à partir de l'extension des revendications socio-économiques, le PCE se fixa un objectif : contribuer au développement des Commissions Ouvrières. Xavier Domenech cite un communiqué de 1962 allant en ce sens :

*Les Commissions Ouvrières d'entreprise doivent désormais être l'instrument des travailleurs pour organiser et diriger leurs actions revendicatives, tant sur le terrain légal que sur le terrain extra-légal. Elles seront composées par les meilleurs défenseurs des droits de tous, qu'ils soient communistes, socialistes, catholiques, cenetistas ou simplement d'honnêtes hommes et femmes prêts à servir leur classe. Les Commissions Ouvrières d'une branche d'industrie ou d'une même localité devront se mettre en relation pour mener ensemble l'action revendicative, car aujourd'hui comme hier l'union fait la force. C'est de cette façon que le mouvement syndical prendra forme, s'organisera, et qu'il sera l'embryon de la future centrale syndicale unitaire, indépendante et démocratique, de tous les travailleurs de tous les peuples d'Espagne*<sup>592</sup>.

Marcelino Camacho, employé dans le secteur métallurgique et dirigeant historique des Commissions Ouvrières, rapporte que les militants communistes qui avaient participé à la naissance des premières commissions, après s'être réunis et avoir débattu, décidèrent d'abandonner le projet d'*Organización*

---

<sup>589</sup>Nicolás Sartorius, *¿Qué son las Comisiones Obreras?*, op.cit., p.10 :« La repetición, infinidad de veces de ese simple acto en multitud de empresas, creaba las condiciones para su posterior estabilidad, extensión y coordinación a niveles cada vez más elevados ».

<sup>590</sup>Les *Hermandades Obreras de Acción Católica*(HOAC)est la branche ouvrière de l'organisation catholique *Acción Católica*, fondée en 1946. C'est l'association de l'Eglise chargée d'aller prêcher auprès des ouvriers, mais contrairement à sa hiérarchie, elle défend un catholicisme plus libéral, qui revendique plus de justice sociale. La HOAC appuie le mouvement ouvrier naissant, et aura un rôle non négligeable dans le soutien qu'elle apportera aux futures Commissions Ouvrières.

<sup>591</sup> Les *Vanguardias Obreras* est l'association ouvrière créée dans la lignée des HOAC, mais par des Jésuites.

<sup>592</sup>«Hacia la Huela Nacional», 2/09/62, ANC, Fons PSUC, caja 54, cité par Xavier Domenech i Sampere, *Clase obrera, antifranquismo y cambio político*, op. cit., p. 83 :«Las CC.OO. de empresa deben ser en este periodo el instrumento de los trabajadores para organizar y dirigir su acción reivindicativa, tanto en el terreno legal como en el extra-legal. Estarán formadas por los mejores defensores de los derechos de todos, sean estos comunistas, socialistas, católicos, cenetistas o simplemente hombres y mujeres honestos dispuestos a servir a su clase. Las CC.OO. de una rama industrial o de una misma localidad habrán de relacionarse para librar juntos la acción reivindicativa, pues hoy como ayer la unión hace la fuerza. De este modo se irá dando forma organizada al movimiento de oposición sindical, embrión de la futura central sindical unitaria, independiente y democrática, de los trabajadores de los pueblos de España».

*Sindical Española* et de concentrer tous leurs efforts dans le développement et la stabilisation des Commissions Ouvrières. Ils s'étaient rendu compte que dans les conditions de lutte imposées par le Régime franquiste, elles étaient la seule forme que pouvait prendre le mouvement ouvrier démocratique, et qu'ils devaient tout faire pour les consolider<sup>593</sup>.

Par conséquent, si dans un premier temps les Commissions Ouvrières surgirent de façon spontanée, ce n'est que dans un deuxième temps que le Parti Communiste appuya de tout son poids pour encourager la création, le développement et la coordination de ce nouvel instrument de revendication ouvrière. José Ignacio San Martín, dirigeant des services d'espionnage et de contre-subversion franquistes, reconnaît lui-même qu'il était erroné de considérer que les Commissions Ouvrières étaient nées de la main d'agitateurs financés dans le cadre d'un complot international. Elles avaient surgi spontanément, et l'inefficacité du syndicat d'Etat en était également responsable. Cependant, il reconnaissait que par la suite, le PCE avait effectivement encouragé l'extension du mouvement ouvrier<sup>594</sup>. D'autre part, un rapport du Ministère de l'Intérieur sur les Commissions Ouvrières datant de 1971 reconnaissait que l'amalgame entre masse ouvrière en colère et organisation chevronnée ne pouvait que réussir :

*La solution est optimale, parfaite ; des dirigeants intégrés dans l'organisation implacable du Parti Communiste, et une masse ouvrière désorganisée. Il en résulte que c'est le Parti Communiste qui allait donner sa cohérence au mouvement par le biais de ses dirigeants*<sup>595</sup>.

En effet, bien que les leaders communistes des Commissions Ouvrières, comme Marcelino Camacho, Julián Ariza ou Nicolás Sartorius, ne se soient pas présentés en tant que membres du parti honni par le Franquisme, leur militantisme au sein du PCE n'était un secret pour personne.

---

<sup>593</sup>Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado*, op. cit., p. 169 :« Los militantes comunistas de Comisiones Obreras tuvimos varias reuniones dentro y fuera de España, algunas en Francia, en las que constatamos que las CC.OO. eran la nueva forma que tomaba el movimiento obrero democrático y de clase en las condiciones de la dictadura y que había que hacer todo lo posible por consolidarlas; por ello decidimos abandonar la Oposición Sindical Obrera (OSO), y concentrar todo nuestro esfuerzo en las CC.OO., en cuyo nacimiento habíamos participado».

<sup>594</sup>José Ignacio San Martín, *Servicio Especial*, Barcelona, Planeta, 1984, p. 150 :«Sería totalmente falso atribuir la promoción de CC.OO. a agitadores "pagados por el extranjero". [...] Había habido más espontaneidad, al principio, de lo que puede imaginarse y quizá haya que atribuirle a la inoperancia de algunas entidades sindicales. Luego, fue el Partido Comunista el que se montó al carro, encauzó ese movimiento y lo apoyó con toda la fuerza de su aparato propagandístico».

<sup>595</sup>Comisiones Obreras, 1971, Archivo General de Administración, Gabinete de enlace, 42/09060 :«La solución es óptima, perfecta; dirigentes integrados en la férrea organización del Partido Comunista y masa desorganizada. El resultado es que el Partido Comunista será el que dará coherencia al movimiento a través de sus dirigentes».

## 4.2. NICOLÁS SARTORIUS, DIRIGEANT DES COMMISSIONS OUVRIÈRES : ETENDRE, COORDONNER ET DESSINER LES CONTOURS DU NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER (1964-1971).

José Ignacio San Martín se souvient du rôle de certains chefs de file des Commissions Ouvrières dans leur développement et leur renforcement :

*J'ai rencontré des membres des Commissions Ouvrières, à différentes occasions, et j'ai constaté chez beaucoup d'entre eux qu'ils étaient de véritables leaders, qu'ils étaient bien préparés au niveau dialectique. C'est alors que je me suis rendu compte de la puissance des Commissions, et que cet instrument, doté de force par l'Opposition, allait nous causer de sérieux problèmes<sup>596</sup>.*

Bien que non issu d'un milieu ouvrier ou populaire, Nicolás Sartorius était un de ces leaders qui s'est chargé de doter de cohérence et de force ce nouveau genre d'organisation. On se souvient qu'en sortant de prison à la fin de l'année 1963, il avait rencontré des Communistes qui avaient été comme lui incarcérés dans la prison de Carabanchel, et qu'il s'était décidé à rallier le PCE dans sa lutte contre la Dictature :

*J'ai réalisé que le PCE était la seule organisation efficace. Ceux qui comme nous étions au FLP, étions des étudiants, des intellectuels. L'idée centrale était que la seule façon de lutter efficacement contre la Dictature, c'était en organisant les travailleurs ; que la seule force sociale qui pouvait mettre un terme à la Dictature étaient les travailleurs. Il était évident que la bourgeoisie n'allait pas lever le petit doigt. Et les mobilisations étudiantes auraient beau être nombreuses, elles ne pourraient pas être décisives non plus. Les travailleurs étaient la force décisive, et il fallait les organiser. Je suis entré au PCE en 1964. Je suis allé dans les assemblées qui commençaient à se tenir, au cercle social Manuel Mateos, rue Vergara, là où les Commissions sont nées<sup>597</sup>.*

---

<sup>596</sup>José Ignacio San Martín, *Servicio Especial*, op. cit., p. 150 : «Conocí a otros miembros de CC.OO., en distintas ocasiones, y vi en muchos de ellos que eran auténticos líderes y que estaban bien preparados dialécticamente. Me di cuenta entonces que CC.OO. era un poderoso instrumento que, potenciado por las fuerzas de oposición, iba a crear no pocos problemas».

<sup>597</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 29 octobre 2019 : « Me di cuenta que lo que era eficaz era el PCE. Los que éramos del FLP éramos estudiantes, intelectuales. La idea central era que la única manera que había de luchar eficazmente era organizando a los trabajadores. Que la única fuerza social que podía acabar con la dictadura era los trabajadores. Evidentemente la burguesía no iba a mover un dedo. Y los estudiantes por mucha movilización que hicieran tampoco iban a ser decisivos. La fuerza decisiva era los trabajadores y había

Face au peu de succès de son syndicat, la *Organización Obrera Española*, le PCE s'était tourné vers la promotion des Commissions Ouvrières : il encourageait ses militants à tout faire pour en créer partout où c'était possible. Et une fois ces Commissions constituées, il fallait donner une certaine cohérence au mouvement, coordonner ses actions, c'est pourquoi les Communistes étaient amenés à se réunir afin de continuer à définir un cap, à convenir des objectifs successifs :

*Il y avait des relations entre le Parti et les Communistes qui avaient intégré les Commissions Ouvrières. La direction clandestine nationale des Commissions, ceux de Madrid, nous avions des réunions de temps à autre avec la direction du Parti. D'autres fois, nous sommes allés en France, nous avons rejoint les plus grands dirigeants du PCE, comme S. Carrillo. Mais nous avons une grande autonomie. Les Commissions étaient totalement autonomes, il y avait des Catholiques, il y avait quelques Socialistes, il y avait ... enfin, des gens de toute idéologie, et énormément qui n'avaient aucune idéologie, qui défendaient les intérêts de leurs collègues avant toute chose. [...] Plus tard, dans une réunion près de Paris, dans un ces locaux qui appartenaient au PC français, ou à la CGT, il y a eu une réunion assez importante des Communistes de l'intérieur, et c'est à ce moment-là qu'ils m'ont élu membre du Comité Central. En 1968 ou 1969<sup>598</sup>.*

Tout au long de la période comprise entre 1964 et 1975, période pendant laquelle il a passé plusieurs années en prison, N. Sartorius a en effet consacré beaucoup de temps à la direction et à la coordination des Commissions Ouvrières. Souvenons-nous qu'en 1964 il avait créé avec deux confrères, un cabinet de conseil juridique qu'il avait abandonné peu après car cette activité ne lui permettait pas de subvenir à ses besoins<sup>599</sup>. Souvenons-nous aussi qu'il avait, à la suite, décidé de se consacrer pleinement au métier de journaliste et avait réalisé un double cursus universitaire en vue d'exercer cette profession. Ses difficultés économiques pourtant se succédaient, et il ne parvenait que difficilement à vivre de son travail :

---

*que organizarlos. Entré en el PCE en el 64. Me metí en las asambleas que empezaban a organizarse. Yo fui al círculo social Manuel mateos, calle Vergara donde se organizaron las CC.OO.».*

<sup>598</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 29 octobre 2019 : «*Había unas relaciones entre el Partido y los comunistas que estábamos dentro de las Comisiones Obreras. La dirección clandestina de España, de Madrid, teníamos reuniones de vez en cuando con la dirección del Partido. Y alguna vez fuimos también a Francia, fuimos con los máximos dirigentes del PCE, con Carrillo... Pero teníamos una gran autonomía. Comisiones era totalmente autónomo, había católicos, había algún socialista, había... bueno gente de muchas ideologías, y muchísimos que no tenían ideología ninguna, que sobre todo defendían los intereses. En una reunión que hubo cerca de Paris (en una de esas cosas que tenía el PC francés, o la CGT), hubo una reunión importante de Comunistas del interior y es allí donde me eligen miembro del Comité central. En el año 68-69.».*

<sup>599</sup>N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : «*Cuando salí de la cárcel, luego, un poco después, no ejercí de abogado, pero montamos un despacho de abogados en Madrid. Félix Santos que luego fue director de Cuadernos para el Dialogo, que creó Giménez, y con un primo hermano mío, Jaime Sartorius. Montamos un despacho de asesoramiento en Madrid, en la plaza de la Beata Mariana de Jesús. Pero al poco tiempo, no teníamos demasiados clientes, no daba para vivir tres personas. Además, tenía novia, quería casarme etc., tenía que buscar un trabajo que me permitiera vivir, entonces dejé el despacho y fue entonces cuando empecé a trabajar de periodista».*

*J'ai effectué des boulots divers afin de pouvoir gagner ma vie. Jusqu'à ce que je ne puisse plus : on me licenciat, ou on fermait le journal qui m'employait. Alors le syndicat, pendant ces années où je vivais dans la clandestinité, me donnait un peu d'argent pour vivre. J'étais un « libéré ». A l'époque on appelait ça un révolutionnaire professionnel(rires) ! Bref, j'étais un « libéré ». On me donnait un peu d'argent. Le PCE aussi m'aidait<sup>600</sup>.*

*Comme j'étais un des dirigeant du PCE, et qu'à une époque les Commissions n'avaient que très peu de moyens, le Parti me passait un peu d'argent pour vivre, ça a duré quelques mois, parce qu'après quand j'ai été arrêté, bien évidemment... Mais oui, à une époque, les Commissions m'aidaient également. Mais elles n'avaient presque pas d'argent<sup>601</sup>.*

*C'est parce qu'à cette époque, il est arrivé un moment où je ne pouvais plus travailler. J'avais de faux papiers d'identité. Je portais un nom, puis un autre. Je ne pouvais pas arriver dans une entreprise et signer un contrat<sup>602</sup>.*

De « liberado » à « révolutionnaire professionnel », N. Sartorius a donc fait l'expérience d'une marginalisation professionnelle conséquence de son haut degré d'implication dans les luttes contre le franquisme. Le ton de plaisanterie qu'il adopte aujourd'hui pour rappeler la verve pleine d'ironie de l'opposition de l'époque, le met à distance d'années certainement difficiles qui allaient être déterminantes pour l'évolution des modalités de son engagement dans les années ultérieures.

#### *4.2.1. «De lo fugaz a lo permanente»: implanter et développer les Commissions Ouvrières (1964-1966)*

Dans son essai paru en 1976 destiné à clarifier auprès de la société espagnole ce qu'étaient les Commissions Ouvrières, *¿Qué son las Comisiones Obreras ?* N. Sartorius explique que le mouvement ouvrier, éphémère et spontané au départ, se devait d'être organisé et aidé par les partis ou les organisations qui le soutenaient, susceptibles de lui fournir un cadre théorique et un appui

---

<sup>600</sup>N. Sartorius, extrait de l'entretienréalisé le 3 novembre2017 :«*He hecho trabajos diversos para ir ganándome la vida. Hasta que ya no pude, me iban echando, o cerraban. Entonces el sindicato en los años de clandestinidad, me daban un dinero para vivir. Fui un liberado. En otra época se llamaba revolucionario profesional (risas), bueno un liberado. Me daban un dinero. También el Partido Comunista me ayudaba*».

<sup>601</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretienréalisé le 20 juillet2021 :«*Como era dirigente del PCE, hubo una época en que Comisiones no tenía fondos para subsistir, y el PCE me pasaba una pequeña cantidad para subsistir, durante unos meses, porque luego ya cuando me detuvieron, claro... pero hubo un momento en que Comisiones también ayudaba. Pero Comisiones prácticamente no tenía medios*».

<sup>602</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretienréalisé le 3 novembre2017 :«*Porque en esa época también llegó un momento en que ya no podía trabajar. Tenía documentación falsa. Tenía un nombre, y luego otro. No podía llegar a una empresa y firmar un contrato*».

logistique, afin qu'il passe « *de la fugacité à la permanence* <sup>603</sup> ». La branche dite du « Papier, de la Presse et des Arts Graphiques », dont faisait partie N. Sartorius depuis peu, fut pionnière en la matière, comme le rappellent Fernando Jauregui et Pedro Vega dans leur chronique de l'opposition au Franquisme :

*C'est surtout le Parti Communiste qui se chargea de la généralisation de cette nouvelle expérience syndicale, au travers de ses réseaux d'action clandestins. La direction madrilène orienta ses militants vers [...] le centre social Manuel Mateo. Une des premières commissions à naître sur le modèle de celle du Métal fut celle des Arts Graphiques*<sup>604</sup>.

Nous l'avons vu, la Loi de Conventions Collectives de 1958 avait permis aux salariés, dans un cadre bien défini, de négocier leurs conditions de travail directement avec leur employeur, ce qui leur offrait la possibilité, comme le rappelle Marcelino Camacho dans ses mémoires, de s'unir par branche d'activité, afin de fusionner revendications et mobilisations pour leur donner plus de chances d'aboutir : « *La possibilité existait, mais nous, travailleurs, étions sans défense, entre les syndicats officiels qui étaient au service de la Dictature et des chefs d'entreprises, et ce qui restait des vieux syndicats, CNT, UGT, qui de fait avaient disparu* <sup>605</sup> ». Les Commissions Ouvrières vinrent donc occuper un vide existant, entre, d'une part, le syndicalisme d'Etat, soumis au Régime et incapable (ou sans volonté) de défendre les droits des salariés, et par lequel ils ne sentaient pas représentés et, d'autre part, les syndicats historiques, ankylosés par la répression et l'exil, qui n'avaient pas pris conscience des changements sociaux que vivait le pays, et de l'absence d'engagement idéologique de la majorité des Espagnols. Ils ne percevaient pas, ou ne parvenaient à accepter, que désormais la priorité était pour eux la perspective d'atteindre des conditions de vie plus confortables, ce que la croissance économique que connaissait le pays rendait possible. Enfin, les Commissions se proposaient d'unir tous les travailleurs, et ce, quelles que soient leurs opinions politique, et avaient

---

<sup>603</sup>Nicolás Sartorius, *¿Qué son las Comisiones Obreras?*, op.cit., p.29-31.

<sup>604</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.2, Barcelona, Argos Vergara, 1984, p. 115 :«*De la generalización de esta nueva experiencia sindical se encargará sobre todo el Partido Comunista a través de sus canales de actuación clandestina. La dirección madrileña dará la orientación a sus militantes de que se dirijan [...] al círculo Manuel Mateos. Una de las primeras comisiones en nacer a semejanza del Metal es la de Artes Gráficas. En ella aparecen ya Nicolás Sartorius, Ceferino Maeztu, Víctor Martínez Conde... hasta un total de más de veinte personas, entre las que hay también comunistas, falangistas disidentes y cristianos progresistas, mezclados con una buena cantidad de dirigentes sindicales independientes, pero con experiencia en la negociación colectiva*».

<sup>605</sup>Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado*, op. cit., p. 165 :«*La posibilidad estaba ahí pero los trabajadores estábamos indefensos con los sindicatos verticales oficiales que estaban al servicio de la dictadura y de los empresarios o con los restos de los sindicatos viejos, CNT, UGT, que habían desaparecido en la práctica* ».

choisi de recourir aux procédures légales (négociation collective, élections syndicales) pour défendre leurs droits, alors que les syndicats historiques refusaient toute forme de dialogue avec le régime franquiste<sup>606</sup>.

La première Commission stable créée fut celle qui représentait le secteur métallurgique madrilène, en 1964. Dans la banlieue de la capitale, de nombreuses entreprises métallurgiques s'étaient implantées, dont certaines employaient plus de 1000 salariés. Ce secteur de production représentait 35% des employés de l'industrie madrilène, qui travaillaient dans des conditions similaires : on exigeait d'eux un rendement élevé contre des salaires plus que modestes, et la nécessité de réaliser des heures supplémentaires pour parvenir à boucler les fins de mois s'était généralisée. Mais les raisons structurelles ne suffirent pas à expliquer l'éclosion du mouvement dans ce secteur. Il faut souligner que la convocation d'élections syndicales en 1963 avait été l'occasion pour les salariés d'articuler des candidatures dites « alternatives », de construire un programme, en coopération avec leurs collègues de travail. D'autre part, Marcelino Camacho précise que les cours organisés pour former les nouveaux représentants syndicaux avaient finalement été l'occasion pour eux de rompre leur isolement, de se rencontrer, de discuter et se coordonner. En 1964, la convention collective négociée entre ouvriers et employeurs du secteur métallurgique, qui s'étaient engagés à augmenter leur salaire de 20%, avait été rejetée par le gouvernement. Suite à cela, les représentants syndicaux du secteur s'étaient retrouvés afin de débattre et de décider de leurs modalités de protestation, bien déterminés à ce que la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie ne s'arrête pas là. Ils étaient plus de 500 délégués syndicaux réunis, issus de tous les courants, fidèles ou non au Régime, et treize d'entre eux, probablement les plus pugnaces, se portèrent volontaires afin de constituer une Commission chargée de présenter les revendications au nom des travailleurs du secteur, et de rendre compte des négociations avec les responsables du Syndicat Vertical afin que celui-ci fasse pression sur le gouvernement pour que la convention soit ratifiée<sup>607</sup>. Julián Ariza, dirigeant historique des Commissions et ouvrier métallurgique, se souvient :

*Je peux vous assurer que nous étions conscients de créer une commission ouvrière qui englobait la branche productive d'un seul et même secteur, Madrid. Ça s'est fait dans le cadre de la négociation de la convention à l'échelle de la province, mais en ayant pleinement conscience de ce que nous étions en train de faire. Nous*

---

<sup>606</sup> Alberto Sabio Alcutén, *Peligrosos demócratas, op.cit.*, p.136. À titre d'exemple, lors des élections syndicales de 1971, l'UGT et la CNT ont appelé à l'abstention, alors que les Commissions Ouvrières ont encouragé leurs militants à participer au scrutin malgré tout.

<sup>607</sup> Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado, op.cit.*, p.170-171.

Miguel Ángel Antón Zamora, *CC.OO.: diez años de lucha (1966-1976)*, Zaragoza, U.S. de CC.OO. de Aragón, 1987, p. 4.

*Historia de Comisiones Obreras (1958-1988), op.cit.*, p 197-199.

*tentions d'une certaine façon d'en limiter les conséquences répressives. Autrement dit, lorsqu'en 1964 nous avons créé la Commission des Délégués [...], si nous ne l'avons pas nommée Commission Ouvrière au départ, c'est parce qu'on savait que la création de commissions ouvrières était un des projets du Parti Communiste et que nous craignions que cela ait des conséquences répressives<sup>608</sup>.*

Cette première commission de branche d'activité à l'échelle d'un secteur géographique était, on le voit, issue de la conjonction d'un élan spontané de travailleurs bien décidés à défendre leurs droits, et du franchissement d'une première étape dans un processus d'organisation et de canalisation du mécontentement ouvrier. L'étape suivante a été l'extension de cette expérience à d'autres branches d'activités. Ce qu'explique également N. Sartorius :

*Spontanéité provoquée. [...] Néanmoins, cette première étape presque spontanée n'aurait pas trouvé de suite, n'aurait été qu'une simple répétition, en boucle, si elle n'était pas entrée en contact avec une avant-garde – majoritairement communiste, mais aussi catholique –, qui en même temps qu'elle « provoquait » cette spontanéité, était capable de récupérer cette expérience, de l'étendre, de lui donner un prolongement et de la situer dans un cadre tactique et revendicatif cohérent ; en résumé, de construire étape par étape tout le mouvement, en l'alimentant avec des éléments de « lucidité » et « d'organisation »<sup>609</sup>.*

La « Spontanéité provoquée » : l'oxymore synthétise la prise de relais par le PCE qui s'est alors chargé de généraliser la création de Commissions. La direction madrilène du Parti recommanda à ses membres, surtout s'ils avaient été élus lors des précédentes élections syndicales, de se rendre au cercle social Manuel Mateo<sup>610</sup>. Le local, situé en plein cœur de Madrid, entre le Palais Royal et l'Opéra, devint le point de ralliement des délégués syndicaux du secteur métallurgique après qu'ils ont été expulsés des locaux du Syndicat Vertical, où ils avaient pu jusqu'alors légalement se réunir. Dans ce nouveau refuge, les délégués syndicaux et les travailleurs intéressés s'y retrouvaient l'après-

---

<sup>608</sup>Témoignage de Julián Ariza recueilli par Juan Moreno et cité dans son ouvrage *Comisiones Obreras en la Dictadura*, Madrid, Fundación 1° de Mayo, 2012, p. 186 : «*Lo que sí puedo asegurar es que era un acto consciente de creación de una comisión obrera que abarcaría un sector en un ámbito de producción, que era Madrid. Se hace en torno a un convenio provincial y con plena consciencia de lo que se hace. Para intentar de algún modo paliar efectos represivos. Es decir, que en la creación en 1964 de la Comisión de Enlaces [...], el no llamarla Comisión Obrera desde el primer momento es porque había conocimiento de que las comisiones obreras eran una orientación nítida que venía del Partido Comunista y que podía producirte efectos represivos* ».

<sup>609</sup> Nicolás Sartorius, *¿Qué son las Comisiones Obreras?*, op. cit., p.10-11 : «*Espontaneidad provocada. [...] Ahora bien, este primer paso de carácter casi espontáneo se hubiera agarrado en aquel punto, una simple repetición circular, si no hubiera encontrado dispuesta una vanguardia – especialmente comunista, también católica – que al tiempo que “provocaba” esta espontaneidad, era capaz de recoger la experiencia, extenderla, darle continuidad y situarla en un marco de coherencia reivindicativa y táctica; en una palabra, ir elevando paso a paso todo el movimiento, alimentándolo con elementos de “lucidez” y “organización”* ».

<sup>610</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol. 2, op.cit., p.115.

midi, afin de préparer la négociation des conventions collectives à venir<sup>611</sup> : « *le local [...] était plein à craquer, parfois même les gens s'agglutinaient dans les escaliers ou jusque dans la rue* <sup>612</sup> » rapporte Juan Moreno, ancien ouvrier métallurgique et membre des Commissions Ouvrières. Au printemps 1964, N. Sartorius avait commencé à travailler comme journaliste, et à l'occasion d'une grande assemblée des employés de la branche des Arts Graphiques pour discuter de la négociation de la prochaine convention collective, il fut élu par ses pairs : « *J'étais là, je participais à cette grande assemblée, et ils m'ont élu en tant que représentant pour négocier la convention collective* <sup>613</sup> ». La Commission pour le secteur du Papier, de la Presse et des Arts Graphiques comptait une vingtaine de personnes, parmi lesquelles N. Sartorius donc, Víctor Martínez Conde, communiste comme lui, mais aussi Ceferino Maestu qui était phalangiste. Parmi ces vingt personnes on retrouvait ainsi des Communistes, des Phalangistes dissidents et des Catholiques progressistes, au milieu de nombreux autres dirigeants syndicaux sans rattachement politique, mais qui avaient de l'expérience dans la négociation collective<sup>614</sup>. Des employés d'autres secteurs de production ou d'activité reproduisirent l'initiative : ouvriers du bâtiment, de l'industrie pétrochimique, des Arts Graphiques, des transports, enseignants, etc., fondèrent à leur tour des commissions chargées de les représenter<sup>615</sup>. C'est ainsi que pendant quelques mois, le cercle social Manuel Mateo qui, ironie de l'histoire, avait été baptisé ainsi en mémoire d'un syndicaliste de la Phalange victime de la répression républicaine pendant la Guerre Civile, devint le centre névralgique de l'extension des Commissions Ouvrières aux autres branches de production.

On peut donc observer que, au départ, les Commissions Ouvrières madrilènes se sont développées en toute légalité, au sein même de la *Organización Sindical Española* (OSE). De quel œil le régime franquiste les a-t-il vues s'étendre ? Carme Molinero et Père Ysàs pensent qu'il existe plusieurs explications : la première était le jeune âge de la classe ouvrière madrilène, qui n'avait pas l'expérience de la II République et de la Guerre Civile, et qui, par conséquent, sans tradition de lutte ouvrière, était perçue probablement comme un secteur d'agitation jugé inoffensif ; ensuite, il n'y

---

<sup>611</sup>N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : «*El círculo social Manuel Mateo está en la calle Vergara nº4. Era un piso enorme que cuando las Comisiones Obreras del metal los echaron de donde estaban, del colegio de la Paloma, se refugiaron en el círculo social Manuel Mateos. Manuel Mateo era un falangista que mataron durante la República, que era un centro de la Falange, pero de una falange social, de una falange antifranquista, etc. Y el local lo controlaba un compañero de Comisiones Obreras. Y dijo venid aquí. Allí se hacían todas las tardes unas grandes asambleas, multitudinarias, para organizar un poco la negociación de los convenios colectivos*».

<sup>612</sup>Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, op. cit., p.190 : «*El local de la calle Vergara se abarrotaba y a veces la gente se agolpaba en las escaleras o en la calle*».

<sup>613</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 29 octobre 2019 : «*Yo estaba allí, y en esa asamblea multitudinaria que se hizo me eligieron delegado para esa negociación del convenio colectivo*».

<sup>614</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.2, op.cit., p. 115.

<sup>615</sup>Miguel Ángel Antón Zamora, *CC.OO.: diez años de lucha (1966-1976)*, op. cit., p. 4.

avait pas eu de confrontations ouvrières de grande ampleur à Madrid, contrairement à ce qui s'était passé dans les mines des Asturies ou dans le secteur métallurgique au Pays Basque quelques années auparavant<sup>616</sup>. Quoiqu'il en soit, les Commissions Ouvrières sont peu à peu devenues la plateforme la plus efficace pour défendre les intérêts des travailleurs. Dans un premier temps, elles ont surpris les autorités franquistes : quelle était la nature et le potentiel de ce mouvement de contestation, de ces unions de travailleurs de toutes tendances politiques, qui entendaient bien profiter de toutes les possibilités offertes par la législation franquiste pour parvenir à leurs fins ? Mais la surprise a rapidement laissé place à l'inquiétude, comme l'illustre un rapport de la police barcelonaise rédigé à l'issue des élections syndicales de 1963, signalant le danger de la présence de personnes n'étant pas « fidèles » au Régime au sein des organisations syndicales. Plusieurs comptes-rendus avaient déjà alerté de l'existence de réunions de délégués syndicaux pendant lesquelles les représentants du Syndicat Vertical, incapable de former les nouveaux venus, se laissaient déborder par les représentants « indépendants » qui s'appliquaient à souligner leur incompétence<sup>617</sup>. Père Ysàs dans *Disidencia y subversión* cite un extrait de ce rapport : « la majorité des ouvriers n'était pas attachée » (au Régime), « seule une minorité était constituée de loyaux collaborateurs des Syndicats, en majorité ils étaient indifférents, mais susceptibles de pencher en faveur de la minorité totalement opposée au Régime<sup>618</sup> ».

Parallèlement à la naissance des commissions madrilènes, et immédiatement après aussi, leur développement s'étendit à d'autres régions d'Espagne, et les délégués commencèrent à multiplier les contacts :

*C'est à partir de là que nous pouvons véritablement parler des Commissions Ouvrières en tant que mouvement organisé, car c'est à ce moment qu'a débuté la coordination progressive dans tout le pays, Madrid faisant le lien avec les autres régions ouvrières, en premier lieu avec le secteur du métal à Séville cette même année 1964, et ensuite avec les Asturies, le Pays Basque et la Catalogne (qui avaient déjà tenté de s'organiser de cette façon-là, mais avec plus ou moins de succès), et progressivement ensuite avec d'autres zones encore<sup>619</sup>.*

---

<sup>616</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op. cit., p.159-160.

<sup>617</sup>Pere Ysàs, *Disidencia y subversión*, op. cit., p.90.

<sup>618</sup>Pere Ysàs, *ibidem.*, p.91 : « La mayoría obrera no era afecta (al régimen), al ser "minoría los leales colaboradores de los Sindicatos, mayoría los indiferentes, pero susceptible de inclinarse a favor de la minoría totalmente contraria al Régimen" ».

<sup>619</sup>Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, op. cit., p.178 : « Fue a partir de ese momento cuando puede hablarse en puridad de Comisiones Obreras como movimiento organizado, pues entonces se inició la coordinación gradual de todo el país, enlazando desde Madrid con otras zonas obreras, en primer lugar con el metal de Sevilla en el mismo 1964, y después con Asturias, País Vasco o Cataluña (que ya habían desarrollado experiencias organizativas con diversa suerte) y gradualmente con otras zonas ».

#### 4.2.2. Convaincre pour croître : la phase de « la séparation ».

Dans un ouvrage rédigé par un partisan de la dictature franquiste, Carlos Yuste, intitulé *Subversión y reversión en la España actual*<sup>620</sup>, on trouve une étude des différentes phases, selon l'auteur, de la « subversion marxiste ». La toute première serait, selon lui, une phase de séparation. Entre incompréhension, mépris et complotisme, l'analyse, donne à voir quelle pouvait être la réaction des fidèles du Régime face au développement du mouvement ouvrier « subversif » :

*Il s'agit de creuser un fossé gigantesque entre (gouvernants et gouvernés). [...] Les gouvernants commencent par ignorer quels sont les besoins réels et les aspirations du peuple qu'ils représentent et dirigent. Mais les besoins subsistent et les aspirations restent vives, grandissantes, et la tension croît au rythme de leur progression. [...] Ils braillent tous, ils aspirent tous à quelque chose mais sans savoir vraiment à quoi. Les représentants étudiants, consacrés par la loi, n'existent-ils pas ? On ne voit que la masse informe et hurlante, exigeant l'impossible. Avec qui raisonner ? Un jour avec l'un. A chaque heure avec un autre. Un jour avec mille, le lendemain avec personne. Le président de l'université est seul. Face à lui, les représentants amorphes et irresponsables d'une assemblée étudiante, dont on tire subtilement les fils. Il en est de même pour les chefs d'entreprises, ou les maires de villages. [...] On bloque les voies normales de gestion des solutions. Mais les problèmes persistent et le temps les aggrave. [...] Quand un canal est obstrué, l'eau sort de son lit. Et quand c'est le cours institutionnel de résolution d'un problème qui est obstrué, le problème vient faire enfler l'inondation révolutionnaire. [...] La plupart du temps, l'obstruction, la séparation, est obtenue en exploitant les failles de l'action du gouvernement. Il est naturel que celui qui commande se trompe, ses décisions bénéficient à certains et en lèsent d'autres, même si elles sont guidées par la recherche du bien commun. Sans projet révolutionnaire, sans groupe organisé, bien décidé à exploiter ces possibles failles ou ces situations naturellement conflictuelles, ces dissensions ne seraient qu'épisodiques. Ce qui est tragique, c'est leur systématisation, le recrutement et l'organisation de ceux que la rancune guide<sup>621</sup>.*

---

<sup>620</sup>Carlos Yuste, *Subversión y reversión en la España actual*, Madrid, San Martín, 1974.

<sup>621</sup>Carlos Yuste, *Subversión y reversión*, op. cit., p.43-45 : «*Se trata de introducir una gigantesca cuña separadora [...] Los gobernantes comienzan a desconocer cuáles son las reales necesidades y aspiraciones del pueblo que representan y conducen. Pero las necesidades subsisten y las aspiraciones siguen vivas, crecientes, aumentando con su desarrollo la tensión ambiental. [...] Todos chillan, todos aspiran a algo sin saber a ciencia cierta qué. ¿Los representantes estudiantiles, que consagra la Ley, no existen? Sólo la informe masa aullante, exigiendo lo imposible. ¿Con quién razonar? Cada día con uno. Cada hora con otro. Un día con mil, el otro día con nadie. El rector magnífico está solo. Frente a él la amorfa e irresponsable representación de una asamblea estudiantil, manejada por hilos sutiles. Igual el director de una empresa, o el alcalde de un pueblo. [...] Se obstruyen los cauces naturales de gestión de soluciones. Pero los problemas siguen y el tiempo los agrava. [...] Cuando una acequia se obstruye, el agua sale del cauce. Cuando el cauce institucional para la resolución de un problema se obstruye, el problema pasa a engrosar la inundación revolucionaria. [...] Las más de las veces, la obstrucción, la separación, se logra explotando los fallos de la acción de gobierno. Es natural que quien manda yerre, que sus decisiones beneficien a unos y lesionen los intereses de otros, aunque estas decisiones fuesen inspiradas en una atención al bien común. Sin un propósito revolucionario, sin un grupo organizado, decidido a explotar estos posibles fallos o situaciones naturalmente conflictivas, los hechos no tendrían más que un interés episódico. Lo trágico es su sistematización y el reclutamiento y organización de los resentidos*».

Carlos Yuste voit dans le mouvement d'opposition l'œuvre d'un complot communiste, visant à attiser le mécontentement pour ensuite le canaliser en vue d'asphyxier le Régime. Cette lecture est bien évidemment déformée par l'animosité de l'auteur envers l'Opposition, mais il est vrai que le PCE, véritablement enthousiasmé par ce qui s'était produit à Madrid les mois précédents, était bien décidé à tout mettre en œuvre pour encourager le développement du mouvement ouvrier. C'est pourquoi il entreprit d'encourager et de soutenir le déploiement puis la coordination des jeunes Commissions Ouvrières. Au mois de décembre 1964, une première réunion, dans les environs de Paris, fut l'occasion pour certains militants communistes de présenter et d'échanger autour de leurs expériences, et pour d'autres de s'inspirer des échecs ou des succès de leurs camarades afin d'étendre ces initiatives<sup>622</sup>. Il fallait désormais que les Commissions se développent dans toutes les branches d'activité ou d'industrie, sur tout le territoire espagnol, et qu'elles soient coordonnées nationalement par secteur. L'autre objectif de cette réunion en France était que les militants se rencontrent. Certains avaient déjà fait connaissance en prison, mais il fallait aussi que les Communistes des différentes provinces établissent des contacts entre eux. La police politique ne sut rien de cette rencontre parisienne, qui pour ces militants avaient été une « expérience merveilleuse », un « grand succès » pendant laquelle ils tirèrent les enseignements des expériences, nouvelles, des Commissions Ouvrières madrilènes, andalouses, basques et catalanes<sup>623</sup>.

Nicolás Sartorius se souvient qu'après la fondation de ces premières commissions, il s'est consacré pendant plusieurs mois à rencontrer et convaincre les employés des nombreuses entreprises du secteur des Arts Graphiques de rallier le mouvement :

*Pendant un certain temps, toute mon activité a été centrée sur les Commissions des Arts Graphiques et la convention. Le travail consistait à étendre la création de Commissions dans toutes les entreprises d'Arts Graphiques de Madrid, et elles étaient très nombreuses. Nous devons nous rendre dans toutes les entreprises pour leur expliquer que nous étions en train de négocier la convention collective et que nous avons besoin du soutien des travailleurs, car il était nécessaire de renforcer cette Commission<sup>624</sup>.*

---

<sup>622</sup>Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, op. cit., p.252.

<sup>623</sup>Extraits du témoignage de Manuel García Otoñes cité dans Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, op. cit., p.252 : «*experiencia maravillosa [...] fue un gran éxito y de allí sacamos nuevas experiencias de las incipientes experiencias de las Comisiones Obreras de Madrid, Andalucía, País Vasco y Cataluña*».

<sup>624</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 20 juillet 2021 : «*Toda mi actividad durante bastante periodo fue dentro de las Comisiones de Artes Gráficas, y para el tema del convenio. El trabajo era extender la organización de Comisiones a todas las empresas de Artes Gráficas de Madrid, que eran muchísimas. La tarea nuestra era ir por todas las empresas para decir que estábamos negociando el convenio y que necesitábamos el apoyo de los trabajadores, y que había que fortalecer esta comisión* ».

On peut le suivre plusieurs mois au cœur des usines de papier de la banlieue industrielle, au siège des nombreux journaux et revues édités au sein de la capitale, dans les imprimeries, les ateliers de typographes, etc. Ce travail de fourmi porta bientôt ses fruits puisque les Commissions des Arts Graphiques constituèrent rapidement une des avant-gardes du mouvement ouvrier madrilène. N. Sartorius commente à ce propos :

*Les typographes de Madrid ont toujours eu une grande tradition syndicale (comme ailleurs j'imagine), parce qu'ils travaillent avec des livres, ils ont une certaine culture, ils sont plus cultivés. Les militants des Arts Graphiques madrilènes ont toujours formé une élite au sein du mouvement syndical. Il y avait de grandes entreprises implantées à Madrid, comme la Fabrique nationale de la monnaie et du timbre, ou les imprimeries Marqués de Cromo, Avilar, Rivadeneyra... De grandes entreprises, qui employaient 300, 500, 800 salariés. Dans toutes ces entreprises, nous avons des Commissions Ouvrières<sup>625</sup>.*

En s'y rendant, l'idée principale était de recueillir les demandes d'améliorations socio-économiques, dans le cadre de la négociation de la convention du secteur à l'échelle de la province, en vue d'élaborer une liste de revendications communes. C'est avec cet objectif que N. Sartorius et ses camarades organisaient des assemblées de travailleurs lors desquelles ils se chargeaient de recueillir et de mettre en commun les doléances. Ensuite, ils convoquaient une nouvelle assemblée pendant laquelle ils présentaient, discutaient jusqu'à approbation des textes qu'ils avaient rédigés, qui allaient servir de base pour présenter leurs requêtes à la table des négociations. Pendant les négociations, ils organisaient également des mobilisations afin de maintenir la pression :

*C'était en quelque sorte le travail des Commissions. La lutte pour des revendications concrètes. Mais que se passe-t-il dans une dictature ? Et bien, il se passe que les revendications sociales, une fois que la répression est là, deviennent politiques : pour faire sortir les détenus de prison, en faveur de l'amnistie, pour la liberté syndicale, qui était une des revendications politiques fondamentales. L'objectif permanent, c'était de savoir comment lier les revendications concrètes des gens – le salaire, la journée de travail, les congés, les conditions d'hygiène –, comment mettre en relation ces revendications-là avec des questions déjà plus politiques<sup>626</sup>.*

---

<sup>625</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 20 juillet 2021 : «*Los tipógrafos en Madrid siempre han tenido una gran tradición sindical (como en otros sitios supongo) porque trabajan con libros, tenían cierta cultura, eran más cultos. Los gráficos en Madrid siempre han sido una élite dentro del movimiento sindical. Había grandes empresas en Madrid, desde la fábrica de la Moneda, Marqués de Cromo, Avilar, Riba de Neira. Grandes empresas, donde trabajaban 300 - 500 – 800 trabajadores. En estas empresas teníamos Comisiones Obreras*».

<sup>626</sup>N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : «*Eso era un poco el trabajo digamos de las Comisiones. Era la lucha por reivindicaciones concretas. ¿Qué es lo que pasa en las dictaduras? Que las reivindicaciones sociales, en cuanto hay represión, se convierten en políticas. Para sacar a los presos de la cárcel, para la amnistía. Para la libertad sindical, que es una reivindicación política fundamental. Era siempre como podíamos ligar las reivindicaciones mas concretas de la gente – el salario, la jornada, las vacaciones, la higiene – ligarlas en las movilizaciones con cuestiones ya más políticas*».

Entre méfiance et impuissance, le Régime fut d'abord surpris par cette agitation, comme nous pouvons le lire dans le rapport annuel du gouverneur madrilène de 1964, dans lequel il analysait avec clairvoyance l'action et les motivations des deux principaux promoteurs de la dissidence ouvrière, les Catholiques réformistes et les Communistes :

*Nous observons l'action de plus en plus déterminée et de moins en moins dissimulée de deux tendances dont les sources d'inspirations semblent distinctes, mais dont les objectifs se rapprochent ; toutes deux préconisent la liberté d'association syndicale, et par conséquent la disparition de notre corporation féconde, qu'ils exigent au nom de leur idéal démocratique de liberté, nostalgique et dépassé, avec en ligne de mire la volonté de le remplacer par un autre système qui soit l'instrument d'ambitions politiques pernicieuses. [...] (La tendance communiste), la plus insidieuse et la plus sournoise, aspire à un syndicalisme totalement libre et d'inspiration clairement marxiste, et si elle appuie l'action de l'autre groupe, (les Catholiques), c'est parce qu'elle voit dans ses victoires l'antichambre des siennes, raison pour laquelle ses activistes les plus capables s'y sont incrustés.*

*[...] Leur principe d'action se résume à provoquer des conflits de tout genre au sein des entreprises, à les encourager une fois qu'ils ont éclaté, avec un ensemble croissant et interminable d'exigences, la plupart du temps peu réalisables. L'affrontement entre chefs d'entreprises et ouvriers reste leur objectif à court terme, dans le but d'ébranler les fondations de notre organisation syndicale* <sup>627</sup>.

En effet, quelques années plus tard, lorsque débute l'année 1967, que l'on peut considérer comme le terme de cette période initiale d'expansion du mouvement ouvrier, il existait des Commissions Ouvrières dans presque tous les quartiers ouvriers, polygones industriels, ou entreprises de services madrilènes<sup>628</sup>. Forts de leurs succès, les militants avaient même tissé des contacts entre les différents foyers d'activisme du pays, en phase de coordination<sup>629</sup>.

---

<sup>627</sup> *Memoria gobernador civil de Madrid, 1964, Archivo General de la Administración, Gobernación, 44/11692 : « Se viene notando la actuación cada vez más decidida y menos encubierta de dos tendencias dispares en cuanto a los principios que parecen inspirarlas pero hermanadas en sus objetivos; ambas preconizan la libertad de asociación sindical, y por ende la desaparición de nuestro fecundo corporalismo laboral, como exigencia de sus añoradas y caducas ideas democráticas de libertad, con la clara mira de suplantarlo por otro sistema que sea instrumento de subrepticias ambiciones políticas. [...] La otra tendencia, más insidiosa y solapada, aspira a un sindicalismo totalmente libre de evidente matiz marxista, apoya la acción del otro grupo en cuyo triunfo ve la primera fase del suyo, por lo que sus más capacitados activistas se encuentran incrustados en aquél. [...] Su línea de actuación se cifra en provocar todo género de conflictos laborales, alentándolos una vez planteados, con una creciente e inacabable serie de exigencias, las más de las veces poco viables. El enfrentamiento de empresarios y obreros es su meta inmediata, a fin de conmover los cimientos de nuestra organización sindical. »*

<sup>628</sup> Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op. cit., p.186.

<sup>629</sup> Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, op. cit., p.256.

### 4.2.3. Penser et assumer le projet et les contours du nouveau mouvement ouvrier.

L'année 1966 marqua un tournant : des élections syndicales étaient convoquées à l'automne, et c'était la première fois dans l'histoire du Franquisme qu'elles réveillaient un tel engouement chez les salariés des zones urbaines et industrielles, conscients d'avoir entre leurs mains le pouvoir d'influer, même a minima, sur l'amélioration de leurs conditions de travail et de leur niveau de vie. En parallèle, les dirigeants des Commissions, sûrs de leur force, choisirent d'assumer et de faire connaître leur existence ainsi que leurs « divergences » avec le Régime. Après une période initiale de développement et de rodage, il s'agissait désormais d'entamer le bras de fer avec la Dictature. A l'issue de cette année charnière, le gouverneur civil de la capitale signalait notamment la publication d'un texte qui suscita le courroux de la Dictature, dont la torpeur et l'indécision initiale cessèrent pour entrer dans une nouvelle phase de répression acharnée contre le mouvement ouvrier :

*L'année 1966, année des élections syndicales, peut être considérée comme très importante dans la genèse des Commissions Ouvrières. Les dirigeants madrilènes des différentes sections des Commissions ont diffusé le 31 janvier un document intitulé « Les Commissions Ouvrières face à l'avenir du syndicalisme », qu'ils ont même envoyé à plusieurs ministres. [...] Une habileté langagière certaine se dégage de ce document de six pages, et il est dans le fond et dans la forme clairement communiste. [...] Son contenu est extrêmement critique vis-à-vis de la situation dans le monde du travail et envers le syndicat officiel. Les autorités ont immédiatement réagi en proclamant l'illégalité des Commissions Ouvrières et en arrêtant ses principaux dirigeants<sup>630</sup>.*

Si l'on prend en compte les moyens dissuasifs et répressifs dont disposait le Régime pour tenter de les contraindre au silence, quels sont les moteurs qui ont poussé les Commissions ouvrières à passer à l'offensive ? Un an auparavant, au mois de janvier 1965, le ministre du Travail et Secrétaire Général du Syndicat Vertical, José Solís, connu pour être un personnage affable, avait convoqué quatre dirigeants de la commission du secteur métallurgique. Le « *sourire du Régime*<sup>631</sup> » avec cette rencontre, souhaitait modérer la véhémence grandissante des représentants ouvriers, et jauger la possibilité de leur assimilation dans le cadre de son propre projet de réforme syndicale. Or, il comprit rapidement que l'intégration des Commissions Ouvrières au sein de l'OSE était inenvisageable, car les

---

<sup>630</sup>Comisiones Obreras, 1971, AGA, op. cit. :«Etapa de consolidación. El año 1966, año de las elecciones sindicales, puede considerarse muy importante en el génesis de las Comisiones Obreras. Los dirigentes madrileños de las diferentes ramas de Comisiones difunden el 31 de enero un documento titulado "Las Comisiones Obreras ante el futuro del sindicalismo", que llega incluso a varios ministros. [...] El documento, de seis folios, rezuma habilidad lingüística y es en su exposición y forma claramente comunista. [...] Es enormemente crítico con la situación laboral y el sindicato oficial. La Autoridad reacciona inmediatamente declarando ilegales a las Comisiones Obreras y deteniendo a sus principales dirigentes».

<sup>631</sup>Juan Moreno, Comisiones Obreras en la Dictadura, op. cit., p.193.

exigences des militants allaient dans le sens d'un syndicalisme tel qu'il se pratiquait en démocratie. Et les tentatives pour soudoyer certains des représentants syndicaux n'eurent pas plus de succès<sup>632</sup>. Dans les mois qui suivirent, entre 1965 et 1966, les Commissions Ouvrières parvinrent à tisser un réseau militant à travers toutes les zones urbaines et industrielles du pays, structuré par secteur d'activité et par zones géographiques. A partir du mois de novembre 1965, les dirigeants ouvriers des différentes branches madrilènes commencèrent à se réunir<sup>633</sup> en vue d'élaborer une déclaration publique d'intention et de principes. Le débat dura deux mois, et réunit tous les courants politiques présents au sein du mouvement : Catholiques, Phalangistes et Communistes. Le document était destiné à être diffusé auprès des entreprises madrilènes, à être rendu public, ainsi qu'à être remis aux autorités franquistes. C'est Nicolás Sartorius qui se chargea de la rédaction définitive de ce qui devint la première déclaration politique publique des Commissions Ouvrières : « *Ante el futuro del sindicalismo* »<sup>634</sup>.

Les auteurs du texte se présentaient comme un groupe de travailleurs préoccupés par « les circonstances », litote désignant le contexte politique du pays, qui affectaient « *gravement le monde du travail* »<sup>635</sup>, et qui avaient jugé nécessaire de faire parvenir aux plus hautes autorités de l'Etat une synthèse de l'opinion dominante au sein de la classe ouvrière. Le manifeste se divisait en dix points sur lesquels pouvait reposer l'unité des travailleurs dans leur lutte pour l'amélioration de leur condition. L'exposé débutait avec une déclaration de principes marxistes et un rejet ouvert du syndicat vertical. Les auteurs rappelaient que le capitalisme engendrait la lutte de classes - propriétaires des moyens de production et travailleurs- dont les intérêts s'opposaient. Partant de là, ils récusait « *les soi-disant "syndicats" actuellement existants, légalement, dans l'Espagne capitaliste actuelle, fondamentalement parce qu'ils (n'étaient) pas les instruments idoines pour la lutte que les travailleurs (devaient) mener afin de défendre et revendiquer leurs droits* »<sup>636</sup>. Dès le second point, ils réclamaient la liberté d'association, « *universellement acceptée et que personne ne*

---

<sup>632</sup> Juan Moreno, *ibidem.*, p. 193.

Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado*, *op. cit.*, p. 176-178 : «A ello, hay que añadir algún intento de atraer a Comisiones Obreras por la vía de los "incentivos" personales, y en ese sentido Marcelino relata que a Hernando le ofrecieron puestos en el Sindicato, pero que éste no aceptó».

<sup>633</sup> Au centre social Manuel Mateo, dont ils n'avaient pas encore été délogés.

<sup>634</sup> «Frente al futuro del sindicalismo», publié dans Miguel Ángel Antón Zamora, *CC.OO.: diez años de lucha (1966-1976)*, *op.cit.*, p.9-14.

<sup>635</sup> Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, *op. cit.*, p.192, cite la lettre accompagnant l'envoi du manifeste : «*las circunstancias que atraviesa nuestro país, que inciden gravemente en el mundo laboral*».

<sup>636</sup> «Frente al futuro del sindicalismo», publié dans Miguel Ángel Antón Zamora, *CC.OO.: diez años de lucha (1966-1976)*, *op. cit.*, p.10 : «*Repudiamos, por tanto, los llamados "sindicatos" actualmente existentes, legalmente, en la España capitalista en que estamos, fundamentalmente por no ser instrumentos idóneos para la lucha que los trabajadores necesitan desarrollar para la defensa y reivindicación de sus derechos*».

(pouvait) – moralement – leur refuser<sup>637</sup>». Et le sentiment d'injustice des travailleurs était d'autant plus vif que les chefs d'entreprises, eux, disposaient de cette liberté, tout comme de celle de se réunir, tandis que l'encadrement syndical imposé par l'Etat n'était pas dirigé par des personnes élues par les travailleurs, et ne leur était d'aucun secours dans la défense de leurs droits et de leurs intérêts. Ils rappelaient ensuite les réussites passées du mouvement ouvrier, et l'indépendance, l'unité et la liberté qui avaient alors été déterminantes<sup>638</sup>. Dans le quatrième point, les Commissions admettaient que certains partis politiques défendaient à leurs côtés les aspirations de la classe ouvrière, et qu'elles ne s'arrogeaient pas l'exclusivité de la lutte. Plus loin, on insistait sur un des éléments clefs du succès du mouvement : la prise de conscience des travailleurs que la société capitaliste dans laquelle ils vivaient fonctionnait à leur dépend, de la nécessité de s'organiser, voire de faire alliance avec d'autres couches de la société afin de réussir à renverser le système politico-économique espagnol.

*Les travailleurs doivent comprendre clairement qu'ils font partie d'un secteur marginalisé par la société capitaliste. Eux sont les dépossédés, ceux qui ne reçoivent que les miettes d'un système socio-économique injuste pas seulement en termes d'argent mais aussi de culture, de responsabilité, de participation. Parce que nous pensons que tous les hommes naissent égaux en droits, la société qui les encadre doit être la société de tous. Pour cela, il faut changer les structures de la société actuelle, conçue pour que quelques petits groupes en retirent de fabuleux bénéfices, et que l'immense majorité de la population se partage un bénéfice marginal, bien moindre. C'est pour cela que les travailleurs doivent rejeter les petites attentions de la société capitaliste, qui n'aspire qu'à assurer sa subsistance en trompant et en compromettant les masses populaires, et qu'ils doivent s'organiser en toute indépendance pour développer un projet qui leur permettra de s'émanciper et de construire une société destinée à satisfaire les intérêts de tout un chacun<sup>639</sup>.*

Et puisque le mouvement ouvrier devait être uni, l'instrument de la lutte prôné par les Commissions dans un sixième alinéa était une Centrale Syndicale Unique, construite librement et

---

<sup>637</sup>«Frente al futuro del sindicalismo», *ibidem.*, p.10 : «derecho de asociación obrera, universalmente aceptado y que nadie puede – moralmente – negarles».

<sup>638</sup>«Frente al futuro del sindicalismo», *ibidem.*, p.10 : «De ahí la importancia fundamental, la transcendencia indiscutible de la unidad, al igual que de la independencia y de la libertad del Movimiento Obrero».

<sup>639</sup>«Frente al futuro del sindicalismo», *op. cit.*, p. 11 :«Los trabajadores deben comprender claramente que forman un mundo marginado por la sociedad capitalista. Ellos son los desposeídos, los que reciben las migajas de un sistema socio-económico injusto no sólo en dinero sino también en cultura, en responsabilidad, en participación. Porque creemos que todos los hombres son originariamente iguales en derechos, la sociedad que les encuadra debe ser la sociedad de todos. Para ello, hay que cambiar las estructuras de la sociedad actual, concebidas sólo para el beneficio fabuloso de unos pequeños grupos, y el beneficio marginal, muchísimo menor, de un sector inmensamente mayoritario de la población. Con este fin los trabajadores, rechazando las atenciones de la sociedad capitalista, que sólo aspira a prolongar su vigencia engañando y comprometiendo a las masas populares, tienen que organizarse con plena independencia para desarrollar los planes que conduzcan a su emancipación y a la construcción de una sociedad para todos [...]».

démocratiquement à la faveur d'assemblées de travailleurs, en collaboration avec les représentants syndicaux élus dans les entreprises. On retrouvait ensuite une dénonciation en creux de l'absence de libertés fondamentales dans l'Espagne franquiste : liberté d'association, droit de grève, liberté d'action, de parole, d'écriture et de réunion, rappelait-on, ont toujours été à la base de tout syndicalisme authentique. Mais là où les Commissions innovaient, c'est quand elles soulignaient leur volonté de trouver un mode de fonctionnement qui respecte et donne sa place à toutes les tendances au sein du mouvement ouvrier, et pas seulement au groupe majoritaire. L'avant-dernier point invitait l'ensemble des travailleurs à s'engager dans la lutte pour leurs droits, car s'en détourner, selon les Commissions, portait atteinte à l'ensemble du mouvement ouvrier : « *C'est une lutte de nous tous, pour nous tous, et personne ne peut se soustraire à ses responsabilités, tout comme on ne peut permettre que cette attitude porte préjudice aux autres travailleurs* <sup>640</sup> ». C'est pourquoi, selon les auteurs du manifeste, tous les militants ouvriers avaient l'obligation de diffuser les idées du mouvement ouvrier pour faire face aux attaques de la bourgeoisie visant à empêcher l'unité des travailleurs, de s'impliquer dans la constitution de commissions ouvrières, indépendantes et apolitiques, au sein des entreprises, et de participer à la coordination de la lutte. Le manifeste concluait en soulignant que l'union et la persévérance étaient la clef de leur réussite, et que « *le capitalisme n'avait jamais fait aucun cadeau aux travailleurs* ». Il ajoutait que, s'ils agissaient unis, le succès était à leur portée<sup>641</sup>. En conclusion, une allusion aux origines et à la nature belliqueuse du Régime et des secteurs réactionnaires de ses dirigeants successifs : « *nous souhaitons vivement que nos aspirations puissent aboutir par voie pacifique, refermant ainsi et de façon définitive le cycle de violence qui depuis un siècle a ensanglanté* » l'Espagne<sup>642</sup>.

Le manifeste est daté du 31 janvier 1966, et il est signé par les cent représentants syndicaux présents aux assemblées qui avaient précédé son élaboration, ce qui lui valut cette appellation : « le Manifeste des cents » (*El Manifiesto de los Cien*). Dans les semaines qui suivent il est largement diffusé au sein des entreprises, par voie de presse, en Espagne et à l'étranger, et il est ensuite adressé à partir du mois de mars aux plus hautes personnalités de l'Etat. Puis, dans les mois suivants, la déclaration est assumée par les Commissions de tout le pays<sup>643</sup>. Ici, l'utilisation d'une rhétorique marxiste est plus qu'évidente. A la lecture de ce texte, on comprend aisément pourquoi dans un de

---

<sup>640</sup>«Frente al futuro del sindicalismo», *ibidem.*, p. 13 : «*La lucha es de todos para todos y nadie puede eludir su responsabilidad ni puede permitírsele que, con ello, perjudica a los demás trabajadores*».

<sup>641</sup>« Frente al futuro del sindicalismo », *op. cit.*, p. 14 : «*Nunca el capitalismo ha regalado nada a los trabajadores. Si actuamos unidos, podremos alcanzar el éxito*».

<sup>642</sup>« Frente al futuro del sindicalismo », *ibidem.*, p. 14 : «*Deseamos fervientemente que nuestras aspiraciones puedan realizarse por cauces pacíficos, cerrando definitivamente el ciclo de violencias que han ensangrentado en el último siglo a nuestra nación*».

<sup>643</sup>Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado*, *op. cit.*, p.179.

ses rapports sur les Commissions, le Ministère de l'Intérieur ait affirmé que ce manifeste était « *clairement communiste. Les idées qu'il expose et les explications auxquelles il recourt sont typiquement marxistes* »<sup>644</sup>. Si l'on se penche ne serait-ce que sur le lexique employé, on relève que le terme « travailleur » est le plus présent avec 19 occurrences, suivi par le substantif « lutte », qui apparaît à 14 reprises (lutte unie, lutte des classes, lutte de la classe ouvrière, etc.), et vient ensuite l'« unité » (des travailleurs dans la lutte...), terme cité 12 fois, puis la référence au « capitalisme » ou au « système capitaliste » qui revient 9 fois. Et on retrouve également les analyses du marxisme lorsque le Manifeste fait référence à la « bourgeoisie », reprend ses concepts dans des formules telles que les « intérêts des deux camps en lutte » ou encore « l'émancipation » des « masses » et des « dépossédés » ; et l'on repère aussi son insistance à évoquer le principe de « liberté », bien entendu (même si ce concept dépend de celui qui l'emploie et qu'il n'est pas propre au Marxisme. On croirait presque entendre raisonner l'Internationale à la fin du texte lorsqu'il est fait référence au « triomphe final » du Mouvement Ouvrier ; même chose pour la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme lorsque les auteurs du texte disent penser « que tous les hommes sont originellement égaux en droits ». Ce texte en réalité représenta un tournant car il marqua le passage à l'offensive des Commissions jusqu'alors dans une posture défensive, appliquées essentiellement et majoritairement à défendre les travailleurs face à la législation et au contexte économique clairement en leur défaveur. Ici, elles proclamaient et revendiquaient leur existence et leur projet, ce qui représentait un affront fait ouvertement aux autorités franquistes qui prirent conscience du danger et ne pouvaient tolérer cette situation plus longtemps sans agir. Le Régime y répondit donc comme il l'avait toujours fait, par une offensive sans merci contre ses opposants. Les militants des Commissions furent peu de temps après délogés du centre social M. Mateo par la police<sup>645</sup>. Nicolás Sartorius se souvient : « *Quand ils ont compris que nous n'étions pas "absorbables", c'est là que la répression a commencé, en 1966. Après une période de tolérance et de confusion* »<sup>646</sup>. Or, avec le développement des Commissions Ouvrières, la campagne pour les élections syndicales et la signature de ce manifeste, le rapport de force entre opposants ouvriers et forces de l'ordre avait évolué, comme le rappelle José Ignacio San Martín : « *Le fait d'agir à découvert facilitait le travail de la police, mais*

---

<sup>644</sup>Comisiones Obreras, 1971, AGA, *op. cit.* : « *El documento [...] (es) claramente comunista. Las ideas que expone y las razones que aduce son típicamente marxistas* ».

<sup>645</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.2, *op.cit.*, p.115.

<sup>646</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 20 juillet 2021 : « *Y cuando vieron que no éramos absorbibles, ahí empezó la represión. En el 66. Antes hay un periodo de tolerancia, de confusión* ».

*cela n'avait pas d'importance puisqu'ils créaient l'image de la victime persécutée et gagnaient ainsi de nouveaux partisans* <sup>647</sup> ».

Quelques mois plus tard, en juin, paraissaient deux autres documents rédigés et publiés par les Commissions madrilènes - « *¿Qué son las comisiones ?* » et une « *Declaración de las Comisiones Obreras de Madrid* <sup>648</sup> » - dans lesquels on retrouve en essence ce que contenait le « Manifeste des cents ». Les Commissions s'y définissaient en tant que mouvement de travailleurs unis dans la défense de leurs droits, face à un syndicat pieds et poings liés avec le Régime et ne remplissant pas son rôle. Elles insistaient également sur le fait qu'elles étaient bien un mouvement appelé à se dissoudre une fois leurs objectifs démocratiques atteints, si telle était la volonté de ses partisans, et qu'elles n'étaient ni un syndicat ni un parti. Elles mettaient en avant également leur fonctionnement démocratique dont les manifestations les plus visibles étaient les assemblées, les débats qui s'y tenaient, et le vote comme procédé décisionnaire : « *nous pratiquons la démocratie dès aujourd'hui car nous savons que notre futur se situe dans une authentique démocratie ouvrière* <sup>649</sup> ». Puis elles appelaient une fois de plus à l'unité des travailleurs malgré la diversité des courants et opinions, étant donné que leur division serait « un suicide de classe » face aux monopoles et au capitalisme tout puissant. Par ailleurs, elles rejetaient expressément la solution de la clandestinité à laquelle la Dictature aspirait à les réduire : leurs objectifs étaient légitimes, elles devaient également l'être vis-à-vis du droit. Cette position représentait une innovation clairement audacieuse. Enfin, les deux principales missions que les Commissions Ouvrières s'assignaient étaient réaffirmées : d'une part la lutte jour après jour, à l'échelle de l'entreprise, du secteur ou de la province, aux côtés de quiconque aurait besoin de leur soutien pour contester des conditions de travail, un licenciement, un fait de discrimination, etc., et d'autre part la revendication de libertés démocratiques fondamentales. Dans la foulée se tenait au mois de juin la première assemblée nationale des Commissions à Madrid, et une première grande manifestation était convoquée le 28 juin 1966.

---

<sup>647</sup>José Ignacio San Martín, *Servicio Especial*, op. cit., p.151 :«*Dando la cara facilitaban el trabajo a la policía, pero eso no les importaba ya que creaban la imagen del perseguido y conseguían nuevos adeptos*».

<sup>648</sup>«¿Qué son las Comisiones Obreras?» et «Declaración de las Comisiones Obreras de Madrid», citées dans Miguel Ángel Antón Zamora, *CC.OO.: diez años de lucha (1966-1976)*, op.cit., p. 15-18 et 19-25.

<sup>649</sup>Nicolás Sartorius, *¿Qué son las Comisiones Obreras?*, op. cit., p. 15 :«*practicamos hoy la democracia porque sabemos que en la auténtica democracia obrera está nuestro futuro*».

#### 4.2.4. Infiltrer les structures officielles de l'Etat.

Malgré le contexte, les élections syndicales prévues à l'automne 1966 furent maintenues<sup>650</sup>, et préparées à grand renfort de propagande pour encourager la participation au scrutin : le slogan de la campagne d'Etat fut un prudent ou tactique : « Vote pour le meilleur ». Les dirigeants du Syndicat Vertical espéraient encore réussir à intégrer une partie des nouveaux activistes ouvriers, notamment Catholiques et Phalangistes, traditionnels alliés du Régime, en les convainquant que les Communistes se servaient d'eux pour parvenir à leurs fins. Et les Verticalistes espéraient encore que leur triomphe leur conférerait une nouvelle crédibilité leur permettant d'accroître leurs prérogatives et leur influence au sein de la Dictature<sup>651</sup>. Le 23 septembre 1966, le Ministre-Secrétaire général du Mouvement et organisateur de ces élections, José Solís, s'adressa aux travailleurs dans une allocution télévisée, insistant sur l'importance du scrutin, et sur le nombre élevé de représentants amenés à être élus<sup>652</sup>. Il les exhortait à rejeter le « *démagogue, l'individu négatif, celui qui prêchera l'esprit partisan et l'affrontement, qui tentera de te priver de la force que tu puises dans l'unité* »<sup>653</sup> du Syndicat Vertical. Il prévenait que bien que les élections soient libres, les travailleurs ne devaient pas se laisser influencer par des « *groupes politisés, qui, dans le fond, ne s'intéressent à rien* »<sup>654</sup>. Puis, il fit savoir qu'à partir de ce scrutin, « *non seulement toute action extra-syndicale serait illégale, mais que de plus elle n'aurait plus d'autorité morale* », intimant à « *tous ceux qui pensaient avoir de la force, de l'influence ou du prestige auprès de leurs camarades, de le prouver lors de ces élections. [...]* », et déclarant que « *tous ceux qui critiquaient le fonctionnement des syndicats parce qu'ils en étaient exclus, avaient là l'occasion de l'intégrer et de défendre concrètement les intérêts des travailleurs* »<sup>655</sup>. De leur côté, les Commissions Ouvrières menaient également l'offensive électorale, et un rapport de police relevait que « *la campagne contre les syndicats actuels, menée depuis le camp ouvrier par tous les militants d'opposition, ainsi que depuis différents secteurs journalistiques,*

---

<sup>650</sup>BOE n°76, du 30 mars 1966, [En ligne : <https://www.boe.es/boe/dias/1966/03/30/>]. Consulté le 12 août 2021.

<sup>651</sup>Pere Ysàs, *Disidencia y subversión*, op. cit., p.88.

<sup>652</sup>Pere Ysàs, *ibidem.*, p.91 : « *Jamás el mundo del trabajo tuvo la oportunidad de designar una tan nutrida representación* ».

<sup>653</sup>Pere Ysàs, *ibidem.*, p.91 : « *[...] demagogo, al hombre negativo, al que te predique el partidismo y el enfrentamiento, al que trate de sustraerte la fuerza que te proporciona la unidad* ».

<sup>654</sup>Pere Ysàs, *ibidem.*, p.91 : « *[...] por grupos politizados, a los que en el fondo nada les interesa* ».

<sup>655</sup>Pere Ysàs, *Disidencia y subversión*, op. cit., p.92 : « *A partir de las elecciones, cualquier actitud extrasindical ya no será totalmente ilegal, sino que carecerá de autoridad moral para ejercerse [...] todos aquellos que crean tener fuerza, influencia o prestigio cerca de sus compañeros han de probarlo en estas elecciones. [...] Todos los que critican la marcha de los sindicatos en función de estar fuera. Ahora tienen la ocasión de meterse dentro y de defender prácticamente los intereses de los trabajadores* ».

commençait à faire mouche auprès de nombreux éléments ouvriers<sup>656</sup> ». Les différents scrutins se tinrent entre octobre et décembre 1966. Voici un extrait du bilan rédigé par le gouverneur civil de la capitale à ce sujet : « *Les élections syndicales et municipales convoquées cette année se sont déroulées presque sans encombre. [...] Dans la province et dans la ville de Madrid, 30 000 personnes ont été élues pour occuper les places vacantes [...] 90% des élus sont absolument fidèles au Régime, et tout au long de ces élections les comportements ont été authentiquement démocratiques*<sup>657</sup> ». Dans le cas précis de la branche des Arts Graphiques, José Babiano, après comparaison des informations publiées dans la presse et tirées des rapports internes aux Commissions, constate que les résultats n'étaient favorables au mouvement ouvrier que dans certains ateliers du secteur et, qu'en majorité, c'étaient effectivement les candidats soutenus par les chefs d'entreprises ou des travailleurs non militants qui avaient été élus<sup>658</sup>. Sans compter que l'OSE dans un second temps mit tout en œuvre pour limiter au maximum la possibilité pour les opposants élus d'accéder à des échelons supérieurs de la représentation ouvrière.

Toutefois, l'étendue de l'activisme d'opposition, la défiance des travailleurs à l'égard du Franquisme, et la détermination des membres des Commissions à intégrer les structures verticales ne permirent pas à l'OSE d'atteindre pleinement ses objectifs. En effet, cette campagne électorale représenta un point d'inflexion pour les Commissions Ouvrières, qui réussirent à diffuser massivement leurs principes et leur programme. Alors, certes, elles ne remportèrent pas numériquement ces élections, mais dorénavant elles occupaient une position de force dans certaines zones – comme en Biscaye ou dans les Asturies – et certains secteurs – elles dominaient notamment le secteur métallurgique madrilène<sup>659</sup> : « *les principales entreprises du syndicat métallurgique (madrilène) signalent que les Commissions Ouvrières, et même les Communistes, dominent, [...] (et les) principaux groupes qui*

---

<sup>656</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op. cit., p.161 :«*Se empiezan a notar síntomas de que la campaña contra los actuales sindicatos, llevada tanto desde el mismo campo obrero por todos los opositoristas, como también desde diversos sectores de la prensa, empieza a hacer mella entre muchos elementos obreros* ».

<sup>657</sup>Memoria gobernador civil de Madrid, 1966, Archivo General de la Administración, Gobernación, 44/12139 :«*Las elecciones sindicales y municipales celebradas durante el año se han desarrollado con casi normalidad. [...] En Madrid y su provincia fueron elegidos más de 30 000 personas para ocupar puestos vacantes en las secciones, social, económica, etc. Puede asegurarse que un 90% de las personas elegidas son totalmente afectas, habiéndose observado en toda la elección un comportamiento de auténtica democracia*».

<sup>658</sup>José Babiano Mora, *Emigrantes, cronómetros y huelgas*, op. cit., p. 279 :«*el contraste de la prensa con los informes de uso interno de las organizaciones obreras permite establecer la siguiente aproximación: [...] Artes Graficas, buenos resultados en algunos talleres, mientras que en la mayoría resultaron elegidos candidatos patronales o trabajadores no comprometidos*».

<sup>659</sup>Pere Ysàs, *Disidencia y subversión.*, op. cit.,p.93.

*jusqu'alors avaient dominé ce syndicat ont l'impression qu'une démoralisation se produit<sup>660</sup> ». A l'issue de ce scrutin, les Commissions madrilènes avaient également des représentants au sein de plusieurs entreprises de maçonnerie et de travaux publics, dans cinq banques, dans différentes entreprises de la branche des Arts Graphiques, dans des entreprises de télécommunication, de transports et de l'industrie chimique<sup>661</sup>.*

Tout cela conduisit le Régime à tirer la sonnette d'alarme. Les arrestations massives de militants débutèrent dans les derniers mois de l'année 1966. Un rapport de la police politique cité par Père Ysàs prononce à leur égard un verdict sans appel :

*De par leur inspiration, leurs dirigeants, leur doctrine et leur tactique sont des organisations communistes, et par conséquent, les groupes, personnes, institutions ou médias qui font la promotion ou encouragent, directement ou indirectement, la création, l'action et le développement des Commissions Ouvrières, consciemment ou inconsciemment, servent le Communisme<sup>662</sup>.*

Les autorités craignaient bien que les Commissions ne parviennent à utiliser les structures syndicales pour fragiliser la Dictature<sup>663</sup>. En ce sens, nous pouvons citer Carlos Yuste qui voit dans ce succès partiel des Commissions la « phase de désarticulation » des structures de l'Etat, troisième étape du projet subversif communiste selon lui :

*L'attaque, curieux paradoxe, se fait au nom de la Liberté. Mais de laquelle ? [...] Car c'est bien là le problème. Ils attaquent l'unité syndicale, comme si eux, là où ils exercent le pouvoir, reconnaissent la libre association des travailleurs. Détruire de l'intérieur. V. Lénine en son temps disait déjà que tout bon révolutionnaire devait savoir tirer parti de toutes les possibilités légales existantes pour mener à bien le travail illégal. [...] Et Santiago Carrillo, dans son discours lors du VIIème Congrès du PCE disait (en 1965) : [...] « il s'agit non pas d'intégrer le syndicat vertical, mais de le désintégrer. L'utilisation pratique des possibilités légales et sa combinaison avec des formes de lutte illégales, sont parvenues à isoler les fonctionnaires fidèles à l'OSE des masses ouvrières, et ont frappé les syndicats verticaux de telle sorte qu'ils ne s'en sont pas relevés ». [...] Voilà pourquoi la consigne est claire : s'infiltrer et mener à bien les missions dictées par les organisations de masses récemment créées. Pour parvenir aux fins pour lesquelles*

---

<sup>660</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op. cit., p.161 :«Las principales empresas del sindicato del metal, señalan un predominio de las Comisiones Obreras, e incluso de los comunistas..., [...]las impresiones que tienen los dos anteriores grupos que hasta ahora han dominado este Sindicato [...] son de desmoralización».

<sup>661</sup>José Babiano Mora, *Emigrantes, cronómetros y huelgas*, op. cit., p.279-80.

<sup>662</sup>Rapport datant de 1967 cité dans Pere Ysàs, *Disidencia y subversión.*, op.cit., p.93-94 :«Las CC.OO son "por inspiración, capitanía, doctrina y táctica, organizaciones comunistas, sirviendo por consiguiente, consciente o inconscientemente al comunismo los grupos, personas, instituciones y medios informativos que patrocinan y fomentan, de modo directo o indirecto, la creación, actuación y desarrollo de las "Comisiones Obreras"».

<sup>663</sup>Pere Ysàs, *ibidem.*, p.95.

*elles ont été créées ? Non de toute évidence, mais pour les subvertir, pour les utiliser dans leur propre intérêt<sup>664</sup>.*

Si la période de grâce relative à l'égard des Commissions était définitivement terminée, l'espoir des autorités d'intégrer leurs militants au projet de réforme du Syndicat Vertical s'était également tari. Les Commissions n'avaient effectivement pas d'appartenance idéologique définie, proclamée, mais elles se situaient clairement du côté de l'Opposition démocratique. A partir de 1967, la répression devint systématique. La Brigade Politico-Sociale finit même par nommer un commissaire chargé de la traque des militants ouvriers, le tristement célèbre Conrado Delso connu sous le surnom de « el gitano », un sinistre tortionnaire qui exerçait au siège de la police politique situé sur l'emblématique *Puerta del Sol* madrilène<sup>665</sup>. Mais jusque-là, se rappelle N. Sartorius, « *les tribunaux estimaient que les Commissions n'étaient coupables que d'un délit mineur : leur non-inscription au registre des associations. Il s'agissait d'un délit formel, c'est pourquoi la sanction n'était pas sévère* <sup>666</sup> ». Or quelques mois plus tard, au printemps et à l'automne 1967, le Tribunal Suprême proclama l'illégalité des Commissions, les qualifiant de filiale du PCE ayant pour objectif la destruction par la violence des structures étatiques de l'Espagne. En conséquence, de nouvelles arrestations, nombreuses, suivirent, et la répression qui avait débuté dans les derniers mois de 1966 explosa. Il suffit pour s'en convaincre d'observer l'augmentation du nombre de procès intentés par le Tribunal d'Ordre Public pour délits d'association, de réunion ou de propagande illégale<sup>667</sup>. A la fin de l'année 1967, l'immense majorité des dirigeants provinciaux étaient soit incarcérés, soit en attente de jugement, ou bien avaient été licenciés, d'autres avaient enfin fini par se résigner à prendre leurs distances avec les

---

<sup>664</sup>Carlos Yuste, *Subversión y reversión, op. cit.*, p. 46-47 : «*El ataque, curiosa paradoja, se presenta en nombre de la Libertad ¿de cuál? [...] Porque ese es el problema. Atacar la unidad sindical como si ellos, donde ejercen el poder, reconocieran como principio práctico la libre asociación de los trabajadores. Romper desde dentro. Ya decía Lenin que no era buen revolucionario aquel que no aprovecha todas las posibilidades legales para realizar el trabajo ilegal. [...] Decía Carrillo en su informe al VII Congreso del P.C.: [...] Se trata no de integrarse en el sindicato vertical, sino de desintegrarle. La práctica de utilización de las posibilidades legales y su combinación con las formas de lucha extralegales, ha aislado a la línea política de funcionarios verticalistas de las masas obreras, ha dado un golpe a los sindicatos verticales del que éstos no han podido reponerse. [...] Por eso la orden es clara: infiltrarse y desarrollar su misión en el seno de las organizaciones de masa creadas. ¿Para cooperar con los fines para los cuales fueron creadas? Evidentemente no, sino para subvertirlas, para utilizarlas en su propio provecho*».

<sup>665</sup>Conrado Delso a d'ailleurs été concerné par la demande d'extradition déposée auprès de la justice argentine par un collectif de victimes, concernant plusieurs tortionnaires ayant agi sous le régime franquiste, [En ligne : <http://www.derechos.org/nizkor/arg/doc/fala2.html> ]. Consulté le 14 juin 2021.

<sup>666</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 20 juillet 2021 : «*Hasta el momento todos los tribunales decían que era un delito menor, porque no se había inscrito en el registro de asociaciones. Aspecto formal. Por lo tanto no tenía un gran castigo* ».

<sup>667</sup>Juan José del Águila, *el TOP, la represión de la libertad (1963-1977)*, Planeta, Historia y sociedad, Barcelona 2001. L'auteur y démontre que le nombre des condamnations pour subversion augmente au fil des années, passant de 128 en 1964 à 527 en 1975.

Commissions Ouvrières, le risque que faisait peser leur militantisme sur leur équilibre économique et familial étant trop élevé<sup>668</sup>.

#### 4.2.5. Coordonner le mouvement ouvrier.

*Une masse informe ne peut s'opposer à la révolution, mais elle est également incapable de la faire. C'est pourquoi le révolutionnaire ressent l'urgente nécessité d'encadrer et d'organiser ses partisans. [...] Les dirigeants permanents, au niveau national et régional sont membres du Parti Communiste. La propagande est diffusée via Mundo Obrero et Radio España Independiente. Les représentants à l'étrangers sont des membres en exil appartenant au Comité Central du PC. Les équipes chargées de distribuer les pamphlets, les rotatives clandestines, les locaux... tous du PC. [...] Le Parti y a mis sa tête, ses muscles et son squelette, et les autres, leur chair tendre, le nombre, la masse à mettre en branle<sup>669</sup>.*

Le Régime, une fois de plus, voit dans les Commissions un mouvement « de paille », fantoche, structuré et manipulé par le PCE. Il est vrai que le Parti avait encouragé ses membres à coordonner le mouvement lors de la première rencontre des militants des Commissions Ouvrières en banlieue parisienne au mois de décembre 1964. Mais ils avaient alors envisagé une coordination à l'échelle nationale. Toutefois, les conventions étant négociées à l'échelle provinciale, il devint plus cohérent de le faire par province dans un premier temps. La constitution de la Commission Ouvrière Provinciale Intersectorielle au cercle Manuel Mateo<sup>670</sup> représenta un des moments clefs du mouvement naissant. La date de création de ce qui allait être plus connu sous le nom de *Interramas* ou *Inter*, n'est pas précisément connue, si ce n'est qu'on la situe entre fin 1966<sup>671</sup> et début 1967<sup>672</sup>, étant donné que depuis la naissance du mouvement les différents secteurs se réunissaient régulièrement pour débattre et fixer des objectifs communs, et ce bien avant la formalisation de cet organe de coordination. Les représentants des diverses branches productives se réunissaient donc au centre Manuel Mateo, puis quand ils en furent délogés, c'est le père Llanos qui les accueillit dans une

---

<sup>668</sup>*Historia de Comisiones Obreras (1958-1988), op. cit., p.204.*

<sup>669</sup>Carlos Yuste, *Subversión y reversión, op. cit., p.48-49* : «Una masa informe no sirve para oponerse a la revolución, pero tampoco para hacerla. De ahí la urgente necesidad que siente el revolucionario de encuadrar y organizar a sus seguidores [...]. Los dirigentes permanentes, a nivel nacional y regional son los miembros del PC. La propaganda se difunde en "Mundo Obrero" y "Radio España Independiente". La representación en el extranjero la ostentan miembros en el exilio del comité central del PC. Los equipos distribuidores de panfletos, las imprentas clandestinas, los locales... todos del PC. [...] El partido ha puesto la cabeza, los músculos y el esqueleto, los otros la carne blanda, el número, la masa a mover».

<sup>670</sup>Comisión Obrera Provincial Interramas.

<sup>671</sup>Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura, op. cit., p.191.*

<sup>672</sup>Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado, op. cit., p.184.*

masure du *Pozo del Tío Raimundo*<sup>673</sup>, pour mémoire, un quartier misérable situé aux abords de la capitale et habité par des milliers de paysans de l'exode rural qui s'y étaient pressés pour trouver du travail<sup>674</sup>. Marcelino Camacho compare ce lieu à une sorte de « *Maison du peuple*<sup>675</sup> » où se réunissaient en toute confiance et sereinement les militants des Commissions, sous la protection du Père Llanos<sup>676</sup>. Ce dernier, qui était un collaborateur habituel de plusieurs journaux et revues, avait d'ailleurs intégré la Commission des Arts Graphiques. Ces réunions au Centre Manuel Mateo, puis au *Pozo*, préfiguraient donc ce qui serait plus tard formalisé sous le nom d'*Interramas*, ou d'*Intercomisión* mais dans la pratique, les Commissions adoptèrent dès le départ, dès 1965 tout du moins, ce mode de fonctionnement. C'est par exemple dans une de ces premières réunions qu'on avait élaboré le manifeste « *Ante el futuro del sindicalismo* ». N. Sartorius se souvient du moment de la création de l'organe de coordination des commissions madrilènes :

*Ça a été un moment très important, car c'est « l'Interramas » qui va ensuite se charger d'étendre les Commissions dans toute l'Espagne. [...] C'était au centre Manuel Mateo. Lors d'une réunion, on a décidé que trois personnes (du secteur des Arts Graphiques) allaient assumer la direction du mouvement à Madrid : j'étais un de ceux qu'ils y ont envoyés, avec Víctor Martínez Conde, et un autre qui travaillait au journal ABC, Luis Royo, qui était Catholique. V. Martínez Conde était également devenu communiste par la suite. Mais le Communiste du groupe, c'était moi*<sup>677</sup>.

Cette *Interramas* était une sorte de « Commission de Commissions », au sein de laquelle tous les secteurs de production madrilènes étaient représentés : le secteur métallurgique, les Arts Graphiques, la construction, l'industrie chimique, textile, etc. Chaque commission de branche mandatait trois délégués pour la représenter<sup>678</sup>. Dans ce premier temps, l'*Inter* était intégrée, entre autres, par N. Sartorius, V. Martínez Conde, Luis Royo et Ceferino Maestu (pour la branche des Arts Graphiques), nous l'avons dit, mais aussi par Tranquilino Sánchez (Construction), Marcelino Camacho, Julián Ariza, Vicente Llamazares et Enrique Diez (Métallurgie), Nati Camacho (Entreprises

---

<sup>673</sup> Le quartier est appelé ainsi car il semblerait qu'un de ses premiers occupants, « el tío Raimundo », y aurait creusé un puit (*un pozo*) où le bétail pouvait venir s'abreuver. Explication issue du documentaire *Flores de Luna*, de Juan Vicente Cordoba, 2008.

<sup>674</sup> Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, op. cit., p.195.

<sup>675</sup> *Casa del pueblo*: foyers sociaux créés par le PSOE au début du XXème au sein duquel on se retrouve dans les villes et villages pour se restaurer, passer le temps, suivre des formations, se divertir, ou se retrouver entre amis.

<sup>676</sup> Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado*, op. cit., p. 180.

<sup>677</sup> N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Fue muy importante porque es la que luego expande Comisiones Obreras por toda España. [...] Eso en el círculo Mateo Mateo. En una reunión se decide que tres personas vamos a ir a la dirección del movimiento en Madrid: uno de los que mandaron fui yo, otro era Martínez Conde, y otro era un trabajador del ABC, que se llamaba Luis Royo. Que es un católico. Martínez Conde también procedía del mundo católico pero luego se hizo comunista. Pero allí el comunista era yo* ».

<sup>678</sup> N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 20 juillet 2021 : « *Cada comisión de rama mandaba tres delegados a esa Inter* ».

textiles), Pepe Rivas (Industrie chimique), Antonio Gallifas et Emilio Petri (Banque)<sup>679</sup>, la liste n'est pas exhaustive. Cette inter-commission madrilène devint, de fait, l'organe dirigeant des Commissions à l'échelle de la capitale. Ce bataillon de militants déterminés était bien décidé à tout mettre en œuvre pour favoriser le développement de l'organisation, c'est pourquoi ils entreprirent de réaliser à l'échelle nationale ce qu'ils avaient fait sur Madrid. N. Sartorius faisait partie de ces émissaires arpentant les zones industrielles et minières d'Espagne :

*(L'Inter) a eu un rôle très important dans l'organisation et la coordination des Commissions à l'échelle de l'Espagne. Les Commissions étaient en train d'affleurer en Andalousie, en Catalogne<sup>680</sup>.*

*L'Inter-commission a commencé à créer les cellules de coordination générale pour toute l'Espagne. Et ces groupes de coordination générale de toute l'Espagne, c'est nous, la commission de Madrid, qui les avons organisés. Moi j'étais un de ceux qui étaient chargés, avec trois ou quatre autres personnes, d'organiser ces groupes de coordination au niveau national<sup>681</sup>.*

Marcelino Camacho évoque aussi cette étape dans ses mémoires : « *Nous avons arpenté les zones les plus industrialisées de toute l'Espagne, nous avons étendu l'expérience récente des Commissions de Madrid, qui en plus d'être permanentes étaient les plus achevées, et nous avons recensé les expériences des camarades de tous ces endroits où nous sommes allés* <sup>682</sup> ». Nicolás Sartorius explique également :

*Nous communiquions via un réseau de personnes, de messagers. Les réunions ont eu lieu dans les endroits les plus insolites que tu puisses imaginer. Plusieurs d'entre elles se sont tenues dans une petite propriété aux abords de Madrid qui appartenait au comte de Motrico, José María de Areilza<sup>683</sup>. Avec la complicité d'un de ses fils, mais lui aussi était d'accord. Nous en avons fait plusieurs là-bas.*

---

<sup>679</sup>Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, op. cit., p.200.

<sup>680</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 20 juillet 2021 : « *Jugó un papel muy importante para organizar la coordinadora de Comisiones a nivel de España. Comisiones estaban saliendo en Andalucía, en Cataluña* ».

<sup>681</sup>N. Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Y de la Intercomisión se empiezan a crear las coordinadoras generales de toda España. Y esas coordinadoras generales de toda España las organizamos la comisión de Madrid. Y yo soy uno de los encargados, con unos tres o cuatro otro, de organizar esas coordinadoras a nivel nacional* ».

<sup>682</sup>Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado*, op. cit., p. 184 : « *Recorrimos las zonas más industriales de toda España extendiendo la experiencia reciente de Madrid que era donde Comisiones se había dado con un carácter mas acabado y permanente, y recogiendo a su vez las experiencias de los compañeros de estos lugares* ».

<sup>683</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 20 juillet 2021 : « *Un personaje curioso que llegó a ser Ministro de exteriores durante el gobierno Arias Fraga. El facilitó cosas a Comisiones Obreras* ». José María de Areilza était à l'origine un allié du régime franquiste. Il est d'ailleurs devenu le premier maire de Bilbao après l'entrée des troupes rebelles dans la ville. Il rompt finalement avec le régime en 1964 en démissionnant de son poste d'ambassadeur à Paris. Il fait partie de l'opposition monarchique libérale, des soutiens du fils du roi Alphonse XIII déchu, Don Juan et a aidé les Commissions Ouvrières à maintes reprises.

*D'autres dans des églises. Et d'autres encore dans des cabinets d'avocats libres de tout soupçon*<sup>684</sup>.

*Certains de nos camarades qui étaient représentants de commerce, qui avaient une voiture, nous aidaient. Nous ne pouvions pas nous servir du téléphone*<sup>685</sup>.

Nous l'avons dit, le premier semestre 1966 représenta un tournant dans l'histoire des Commissions Ouvrières. La publication des trois textes étudiés plus haut marquait le départ d'une lutte ouverte contre le Régime. Cette série d'affronts fait à la Dictature se poursuivait avec la convocation de la première assemblée des Commissions madrilènes au cœur du *Pozo del tío Raimundo*. Près de 300 personnes y assistèrent. Julian Ariza, leader du mouvement et représentant du secteur métallurgique, y présenta une synthèse des revendications qui avaient été soumises au Syndicat Vertical, n'avaient pas été satisfaites, et allaient servir de base pour une pétition massive. Les témoignages divergent, maison située entre 25 000 et 50 000 les signatures recueillies dans les jours qui suivirent l'assemblée<sup>686</sup>. Puis, décision fut prise d'organiser une manifestation à l'issue de laquelle une délégation devait remettre la pétition au siège du Ministère du Travail. Selon M. Camacho, c'était la première fois que « *l'Inter manifestait ouvertement dans la rue et qu'elle allait porter au Ministère du Travail les revendications sociopolitiques des travailleurs* »<sup>687</sup>. Certes, ce n'était pas la première mobilisation ouvrière, ni la première pétition, ni la première fois qu'on assistait à un boycott d'heures supplémentaires, des transports d'entreprises, pas non plus la première diminution de rendement, ou grève de courte durée. Mais la conjugaison de toutes ces actions, qui plus est à visage ouvert, représenta un véritable saut qualitatif dans les formes de mobilisation ouvrière madrilène<sup>688</sup>.

Un an plus tard, au mois de juin 1967, les Commissions organisaient leur première Assemblée Nationale. Y assistèrent une soixantaine de délégués, venant de diverses régions d'Espagne, ce qui donne une idée des contacts établis à travers tout le pays : Vigo, El Ferrol, La Corogne, Mieres, Sama

---

<sup>684</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 20 juillet 2021 : « *Comunicábamos a través de gente, mensajeros. Las reuniones se han hecho en los lugares más insólitos que te puedas imaginar. Varias de ellas se hicieron en una finca pequeña fuera de Madrid que tenía el conde de Motrico, Areilza. Con uno de sus hijos, pero él también estaba de acuerdo. Allí hemos hecho varias. Se han hecho en iglesias. Y algunas las hemos hecho en despachos de algunos abogados que no estaban señalados* ».

<sup>685</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Utilizamos compañeros nuestros que eran viajantes, que tenían coche. No se podía usar el teléfono. Las reuniones de la Interramas se hacían en Madrid porque era más fácil, más céntrico. Algunas se hicieron en Barcelona* ».

<sup>686</sup> Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, op. cit., p.195.

<sup>687</sup> Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado*, op.cit., p. 202 : « *Fue la primera en que la Inter salía abiertamente a manifestarse en la calle y presentaba ante el Ministerio del Trabajo las reivindicaciones sociopolíticas de los trabajadores* ».

<sup>688</sup> Juan Moreno, *ibidem.*, p.197.

de Langreo, Gijón, Santander, Bilbao, Saint-Sébastien, Eibar, Vitoria, Pamplona, Saragosse, Barcelone et sa banlieue, Valence, Alicante, Sagunto, Alcoy, Murcie, Malaga, Cordoue, Séville, Cadix, Huelva, Guadalajara et Madrid, et des représentants des provinces de Galice, des Asturies, du Pays Basque et de la Navarre, d'Aragon, de Catalogne, du Levant, d'Andalousie et du Centre, sans compter cinq provinces supplémentaires qui n'avaient pas pu se rendre sur place.



*Origine géographique des délégués présents à la première assemblée des Commissions Ouvrières, au mois de juin 1967.  
Elaboration X. Sudre.*

Il y avait déjà eu de grandes réunions entre plusieurs branches de production au niveau provincial, comme à Madrid, en Andalousie en Catalogne ou à Valence, notamment afin de préparer les élections syndicales de l'automne 1966 en rédigeant un programme de revendications communes<sup>689</sup>. Nommer cette réunion « *Assemblée nationale* » exprimait la volonté de doter le mouvement d'une coordination stable à l'échelle nationale. L'assemblée se tenait dans une chênaie propriété, à nouveau, de José María de Areilza, et les participants se souviennent de l'ambiance presque euphorique qui y régnait<sup>690</sup>. Le communiqué publié à l'issue de l'assemblée reprenait la définition des Commissions que les madrilènes avaient diffusé un an auparavant : « *Les Commissions Ouvrières ne sont pas une organisation, mais une force coordonnée, un mouvement ouvert, [...] unitaire, entendu non pas comme une fédération de groupes ou de forces, mais comme une participation commune* ». Il insistait sur « *son indépendance, dans son action, de tout groupe politique, syndical ou religieux* <sup>691</sup> ». Les Commissions réitéraient leurs revendications politiques – liberté syndicale, amnistie pour les militants syndicaux, droit d'association, de réunion, d'expression, de manifestation

<sup>689</sup>Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, op. cit., p.178.

<sup>690</sup>Juan Moreno, *ibidem.*, p.257 et p.264.

<sup>691</sup>Miguel Ángel Antón Zamora, *CC.OO.: diez años de lucha (1966-1976)*, op. cit., p. 43-50 :« *Las CC.OO. no son una organización, sino una fuerza coordinada, un movimiento abierto. [...] Su carácter unitario, entendiendo éste no en el sentido de una federación de grupos o fuerzas, sino en el de la participación común [...] Su independencia, en su actuación, de cualquier grupo político sindical o religioso*».

– ce à quoi s’ajoutaient des revendications économiques telles qu’un salaire minimum de 300 pesetas, ou la semaine de 44 heures. L’idée ici était vraiment d’harmoniser les revendications du mouvement à l’échelle de l’Espagne. L’autre point important fut la décision de constituer un groupe chargé de parvenir à une authentique dimension nationale avec la *Coordinadora General*, intégrée, entre autres, par N. Sartorius : « *Dans un premier temps, on a donc fait un peu de coordination au niveau national. Ce n’est qu’après que nous sommes devenus les dirigeants des Commissions pour toute l’Espagne* <sup>692</sup> ».

La mission de ce groupe de coordination, composé d’une dizaine de membres issus de plusieurs régions d’Espagne, était d’établir et de maintenir un lien permanent entre les Commissions des différents territoires. Les Assemblées Générales étaient régulières, avec une périodicité allant de six à treize mois. Mais la *Coordinadora General*, elle, se réunissait environ une fois par mois, et presque toujours à Madrid, du fait de sa situation géographique centrale et de l’existence d’un réseau routier permettant de rallier plus facilement la capitale. En outre, les Commissions bénéficiaient à Madrid d’un réseau de soutien logistique pour se réunir, ses membres pouvaient se retrouver dans des appartements prêtés par des protecteurs insoupçonnables, ou dans des Eglises. Mais la surveillance policière dans la capitale était aussi plus intense : le commissaire, Conrado Delso, nommé au sein de la BPS (Police politique) avait pour mission exclusive la traque des Commissions Ouvrières.

Au sein de cette *Coordinadora General*, on mit en place également un secrétariat constitué par des membres de l’*Interramas* de Madrid : Marcelino Camacho, Julián Ariza, Nicolás Sartorius, Víctor Martínez Conde, Luis Royo, ou Vicente Llamazares. Mais en réalité ils s’y relayaient, occupaient ce rôle par intermittence, au gré de leurs incarcérations respectives. N. Sartorius par exemple se chargea presque seul du Secrétariat à partir de 1968<sup>693</sup>, et en fut plusieurs fois exclu de fait lors de ses multiples séjours en prison. Eduardo Saborido se souvient qu’à partir de la fin d’année 1971, « *tout le secrétariat national des Commissions Ouvrières se réduisait à Llamazares, Nico (en fonction de la période), Juana et moi* <sup>694</sup> ». Ce secrétariat n’était pas élu par l’Assemblée Générale, ni par la *Coordinadora*, mais il était reconnu et accepté en tant que tel par les Commissions des autres provinces. N. Sartorius témoigne :

---

<sup>692</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l’entretien réalisé le 20 juillet 2021 : « *O sea que nosotros hacíamos un poco de coordinación de las Comisiones a nivel de España. Luego los líderes máximo de toda España* ».

<sup>693</sup>Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, op. cit., p. 290.

<sup>694</sup>Témoignage d’Eduardo Saborido cité dans Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, ibidem., p. 295 : « *Todo el secretariado nacional de CC.OO. se reducía a Llamazares, Nico (dependiendo de la fecha), Juana (M. Liceras) y yo* ».

*Il n’y avait pas d’élection formelle du Secrétariat au sein de la « Coordinadora General ». C’était une situation de fait qui obéissait à différentes raisons : c’était des leaders qui avaient une certaine autorité, Madrid occupait une position centrale, la communication entre ses membres était facilitée, la ville était la capitale, etc. L’Inter de Madrid s’occupait de la coordination générale pour toutes ces raisons, mais il n’y a pas eu d’élection formelle. [...] Il n’existait pas d’appartenance « formelle » au secrétariat, mais nous étions pour ainsi dire la direction « morale » des Commissions<sup>695</sup>.*

Un des témoins appelé lors du procès de N. Sartorius en 1967, précise le rôle de l’Inter madrilène au sein des Commissions Ouvrières, et la confusion entre ce groupe et le Secrétariat apparaît clairement :

*On peut dire que l’objectif de cette commission Interprofessionnelle est de coordonner les différentes activités des Commissions Ouvrières, elle se situe à un niveau supérieur aux autres, mais il est bon de préciser qu’elle n’a pas de pouvoir de commandement, ni de pouvoir exécutif sur les Commissions, qui n’ont pas l’obligation de respecter ses décisions<sup>696</sup>.*

A une autre occasion, N. Sartorius confirme ce rôle central de l’Inter, et donne quelques détails pratiques sur les stratégies retenues pour déjouer la surveillance policière :

*En réalité c’était « l’Interramas » de Madrid qui coordonnait toute l’Espagne. [...] Les adresses de tous les contacts, de toutes les villes, de tous les territoires, nous les avons écrites sur un petit papier qui était caché dans une prise murale, chez une américaine, qui était une de nos amies. C’était en outre quelqu’un d’une famille importante, son père était ambassadeur, elle était au-dessus de tout soupçon. Et s’il y avait eu une fouille chez elle, il y avait peu de chances qu’ils démontent toutes les prises murales<sup>697</sup>.*

Quelle était concrètement la nature de leur mission ? Elle était multiple, l’objectif principal étant la coordination à l’échelle de l’Espagne : organiser les réunions générales à intervalles réguliers, dans

---

<sup>695</sup>N. Sartorius cité dans Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, op. cit., p. 290 : «No había una elección formal del Secretariado por parte de la coordinadora general. Eran situaciones de hecho que obedecían a diferentes razones: líderes con autoridad, centralidad de Madrid, facilidades de comunicación, capitalidad, etc. La Inter de Madrid se ocupaba de la coordinación general por esos motivos, pero no hubo un acto formal de elección. [...] No existía una pertenencia “formal” al secretariado, pero éramos por así decirlo la dirección “moral” de las Comisiones».

<sup>696</sup>Proceso 443/1967, Centro Documental de la Memoria Histórica, 42/ 3136, Déposition de Fernando Clavo Ruiz, p. 64: «[...] que puede decirse que en esta comisión interprofesional en cuanto tiene por objeto la coordinación de las distintas actividades de las comisiones obreras, está en un plano superior respecto de las mismas, aunque interesa hacer constar que carece de mando o que no tienen poder ejecutivo sobre aquellas a las que sus decisiones no pueden obligar».

<sup>697</sup>N. Sartorius, extrait de l’entretien réalisé le 3 novembre 2017 : «Pero en realidad la Interramas de Madrid era la que coordinaba en toda España. [...] Teníamos las direcciones de los enlaces, de todas las ciudades, de todos los territorios, los teníamos en un papelito que estaba metido en una cosa de la luz, en casa de una americana, amiga nuestra. Además, una persona de una familia, su padre era embajador, una persona libre de sospecha. Nos dejó su apartamento para guardar esto. En caso de que hubiera un registro en su casa era muy difícil que abrieran todos los enchufes de la luz ».

un lieu sécurisé, et réunir un maximum de délégués pour assurer la représentativité de tous les courants idéologiques, de tous les secteurs de production, et de tous les territoires. N. Sartorius devait, quant à lui, tenir la plume : « *il y a une série de résolutions ; j'ai rédigé certaines d'entre elles. Comme j'étais le journaliste du groupe, ils me demandaient d'écrire les résolutions, c'était un peu comme les comptes-rendus de ces réunions* <sup>698</sup> ».

#### 4.2.6. *La dialectique de la liberté : le bras de fer contre la dictature.*

Dans son essai « *Qué son las Comisiones Obreras* », N. Sartorius explique :

*Au commencement, il y a eu l'action. Tout comme d'autres mouvements de masse ont perduré et ont marqué d'une empreinte profonde l'histoire de la classe ouvrière, les Commissions sont une création originale due à l'action des travailleurs espagnols, encouragés et dirigés par les éléments qui, ayant une conscience politique, luttèrent en leur sein*<sup>699</sup>.

N. Sartorius en faisait partie et animait et dirigeait le mouvement ouvrier d'opposition. Il convient de se pencher maintenant sur les modalités d'action impulsées par cette avant-garde madrilène. Selon le témoignage du gouverneur de Madrid à la fin de l'année 1969, l'Opposition syndicale s'était consacrée cette année-là à : « *a) organiser des regroupements ou des assemblées de travailleurs dans les cours intérieures ou aux alentours des usines ; b) distribuer des tracts et des pamphlets ; c) adresser des textes aux autorités et à des organismes internationaux ; d) manifester ou provoquer des échauffourées sur la voie publique* <sup>700</sup> ». Il existait en effet de multiples façons d'étendre la subversion, de se confronter au Régime. Il y avait des voies légales, en utilisant tout ce que la législation franquiste mettait à disposition des ouvriers pour défendre leurs droits : recours devant la magistrature du travail, demande de médiation des syndicats verticaux, négociation des conventions collectives, publication d'articles dans la presse pour faire connaître la nature des désaccords et tenter d'obtenir le soutien moral ou le ralliement d'autres secteurs, utilisation légale de locaux prévus à cet effet pour se réunir – des locaux qui appartenaient à l'OSE ou à des associations

---

<sup>698</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Hay una colección de todas las resoluciones de las coordinadoras de Comisiones. Es interesante lo que se dice. Algunos de ellos redactados por mí. Como era el periodista, siempre me decían que lo redactara, eran como las actas de las reuniones* ».

<sup>699</sup>Nicolás Sartorius, *¿Qué son las Comisiones Obreras?*, op. cit., p. 7 : « *En el principio fue la acción. Al igual que otros vigorosos movimientos de masas han perdurado y marcado su profunda huella en la historia de la clase obrera, las Comisiones son una creación original de los trabajadores españoles en acción, animados y dirigidos por los elementos conscientes que luchan en su seno* ».

<sup>700</sup>Memoria gobernador civil de Madrid, 1969, Archivo General de la Administración, Gobernación, 52/490 : « *La actuación de la oposición sindical, se manifestó en los siguientes actos: a) la celebración de concentraciones o asambleas de trabajadores en los patios o alrededores de fábricas; b) distribución de octavillas y panfletos; c) escritos dirigidos a autoridades y organismos internacionales d) manifestaciones o algaradas en la vía pública.* »

reconnues par l'Etat, phalangistes ou catholiques. A ces actions légales, venaient s'ajouter le recours à d'autres, en marge de la législation franquiste (celles, d'ailleurs, que le gouverneur madrilène retient majoritairement dans son rapport) : grèves, manifestations, pétitions, refus d'effectuer des heures supplémentaires, boycott des cantines d'entreprises, diffusion de pamphlets, etc.<sup>701</sup>. Somme toute, ces modalités d'actions illégales étaient nombreuses et ne dépendaient que de l'imagination et de l'audace des militants. Les observer renseigne sur l'inventivité et de la témérité des militants à l'heure d'agir tout en contournant le dispositif répressif franquiste. L'étude des procès intentés contre les militants, nous prendrons ici le cas de N. Sartorius, permet de pénétrer la logique de l'organisation, de l'activité, et du fonctionnement des Commissions Ouvrières.

Pour mémoire, les élections syndicales de l'automne 1966 avaient encouragé les Commissions à se mobiliser pour articuler leurs candidatures et homogénéiser leurs programmes, et avaient déclenché une nouvelle dynamique d'actions en vue d'appuyer leurs revendications. Pour sa part, l'OSE avait tout mis en œuvre afin de limiter au maximum le nombre de « candidatures alternatives », utilisant tous les recours légaux que le Régime mettait à sa disposition : procédures judiciaires, ancienneté au sein de l'entreprise, rapport de mauvaise conduite, etc. Une fois la première phase des élections passées, venait la deuxième, pour désigner ceux qui allaient occuper un niveau supérieur de représentation au sein des sections sociales de province. Marcelino Camacho évoque les nombreux cas de fraude, ou les manœuvres légales engagées pour destituer les élus de la première phase<sup>702</sup>. Ont alors éclaté plusieurs conflits dans les secteurs les plus véhéments, comme les entreprises métallurgiques, des banques ou dans le secteur des Arts Graphiques. L'OSE expliquait que la plupart des heurts étaient dus « *aux résultats des conventions collectives<sup>703</sup> [...] qui n'étaient pas pleinement acceptés par ceux qui y étaient soumis. Les groupes minoritaires opposés à l'Organisation Syndicale ont donc saisi l'occasion des mécontentements existants pour promouvoir des actes et des incidents massifs au sein des entreprises<sup>704</sup>* ». Cependant, malgré les licenciements, les arrestations, et les procès intentés contre les principaux activistes ouvriers, les actions encouragées par les Commissions Ouvrières se sont poursuivies et même intensifiées tout au long du deuxième semestre de l'année 1966 et du premier de l'année 1967<sup>705</sup>. A ce propos, Carme Moliner et Père Yàs citent le rapport annuel du syndicat vertical madrilène : « *Les conflits recensés, même s'ils semblaient directement liés*

---

<sup>701</sup>Carme Molinero, Pere Yàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op. cit., p.148.

<sup>702</sup>Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado*, op. cit., p.209.

<sup>703</sup> Les conventions collectives étaient approuvées après les élections syndicales.

<sup>704</sup>Carme Molinero, Pere Yàs, *ibidem.*, p.153, note 37 : « *En los resultados de los Convenios Colectivos Sindicales [...] que al no hallar una aceptación plena de todos los afectados, hace que los grupos minoritarios opuestos a la Organización Sindical, aprovechen los posibles descontentos para promover actos e incidentes de carácter masivo en las Empresas* ».

<sup>705</sup>Carme Molinero, Pere Yàs, *ibidem.*, p.164.

à des problèmes de salaires, de primes ou de réduction d'effectifs, avaient en fait « un fond politique latent [...] et ont engendré des incidents et des conflits collectifs ». Le rapport soulignait également que « toute l'activité déployée par des minorités hautement politisées, agissant sous la bannière de l'opposition et de l'unité syndicale, tirait profit de toute source de mécontentement pour encourager les masses ouvrières à se révolter <sup>706</sup> ».

C'est dans ce contexte que deux grandes manifestations ouvrières sont organisées par les Commissions Ouvrières en janvier et octobre 1967. Or, au moment de convoquer une manifestation, il fallait s'assurer de l'adhésion des participants potentiels, se mettre d'accord sur le moment et le lieu, et sur les stratégies à mettre en place pour se soustraire aux forces de l'ordre. Bref, une manifestation devait être préparée et, pour ce faire, l'assemblée était une des modalités privilégiées par les Commissions Ouvrières ; Carlos Yuste, une des « voix du Régime » précédemment cité, en a clairement conscience :

*Les groupes marxistes ont développé une technique épurée d'agitation et de contrôle. Pour eux, l'assemblée se présente comme le seul organe représentatif de discussion, de décision, et comme l'expression de la souveraineté populaire. C'est une représentation orchestrée et une fausse souveraineté. Pour la simple raison, éprouvée, que toutes les composantes du groupe ne s'y trouvent pas. Par contre, bien évidemment, s'y trouvent tous les fauteurs de trouble. Et ils sont bien organisés. [...] Y sont-ils tous ? Evidemment non. Ceux qui participent à l'assemblée ont-ils été élus par leurs camarades ? Non plus. Va-t-on débattre ? Définitivement non. On va imposer. [...]*

*Une assemblée a pour objectif de :*

- obtenir une prise de conscience rapide des masses.*
- parvenir à endoctriner ou politiser des problèmes purement professionnels et les déplacer sur le champ du conflit.*
- tenter d'entraîner les masses et profiter du fait que l'assemblée facilite leur organisation pour y parvenir.*
- atteindre la motivation collective nécessaire pour les prochaines actions <sup>707</sup>.*

---

<sup>706</sup> Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op. cit., p. 166 : « La Memoria de la Delegación de Sindicatos madrileña destacaba que los conflictos registrados, aunque aparecieran directamente relacionados con problemas como salarios, primas o reducciones de plantillas, tenían « un fondo político latente que basados en motivos aparentemente laborales han promovido o incidentes y conflictos de orden colectivo ». Así se subrayaba « la actividad desplegada por minorías altamente politizadas, levantando la bandera de oposición a la unidad sindical y aprovechando todos los motivos de descontento para soliviantar a las masas trabajadoras ».

<sup>707</sup> Carlos Yuste, *Subversión y reversión*, op. cit., p. 189-190 : « Los grupos marxistas han desarrollado una técnica depurada de agitación y control. Para ellos la asamblea se presenta como único órgano representativo de discusión y decisión y como expresión de la soberanía popular. Es una representación amañada y una soberanía falsa. Descansa en el hecho comprobado de que no todos los que comprenden ese grupo se encuentran en el local. Eso sí, están todos los promotores de disturbios. Pero bien organizados. ¿[...] están todos? Evidentemente no. ¿Han sido elegidos los asistentes por sus compañeros? Tampoco. ¿Se va a discutir? Rotundamente, no. Se va a imponer. [...] Con la asamblea se trata de: - lograr una rápida toma de consciencia por parte de la masa. - conseguir la indoctrinación o politización de problemas puramente profesionales en el campo de la discusión. -

L'assemblée, que le Régime considère comme un des rouages essentiels de l'Opposition pour subvertir et contrôler les masses ouvrières, est effectivement un élément fondamental dans le fonctionnement des Commissions Ouvrières. L'action ouverte, légale, faisait partie des objectifs. Et l'assemblée (en réalité souvent presque, voire, hors-la-loi) était une façon de mettre en œuvre des pratiques démocratiques de débat et de prise de décision. Toutefois, ceux qui dirigeaient ces assemblées étaient comme N. Sartorius, des chefs de file qui n'étaient pas systématiquement élus, mais qui pour autant ne souffraient pas d'un manque de légitimité auprès de leurs camarades.

Au début du mois d'octobre 1967, N. Sartorius est arrêté, accusé d'être l'un des organisateurs d'une assemblée clandestine ayant eu lieu dans une usine désaffectée. Pour mémoire, depuis quelques mois le Franquisme ne montrait plus aucune tolérance envers les Commissions Ouvrières, et la traque de ses membres était obstinée. D'aucuns qualifient les Commissions de cette période de Commissions « itinérantes » et les comparent à des pèlerines, la recherche et le changement de lieu de réunion étaient incessants<sup>708</sup>. Car en effet, après leur expulsion du centre social Manuel Matéo, on a vu que les militants madrilènes pouvaient essentiellement compter sur la protection du Père Llanos et l'Eglise du *Pozo del tio Raimundo*. Mais ils ont pu également se retrouver dans les locaux des *Hermanadas del Trabajo*, ou des *Vanguardias Obreras*, associations ouvrières chrétiennes autorisées par le Régime, dans l'Eglise du quartier de Moratalaz<sup>709</sup>, dans laquelle officiait un autre religieux soutenant le mouvement, le Père Gamo, ou encore dans des locaux de l'OSE de villages des environs de la capitale<sup>710</sup>. Si N. Sartorius fut interpellé en ce début de mois d'octobre 1967, c'est parce que des dizaines de militants madrilènes s'étaient retrouvés dans une filature désaffectée de bas et de collants :

*Le matin du 1er octobre 1967, une réunion organisée par l'organe de direction des Commissions Ouvrières s'est tenue dans un entrepôt situé au 22, rue Manuel Hernaez de Madrid, dans l'ancienne usine de collants Vilma, pour laquelle ils n'avaient pas obtenu l'autorisation nécessaire; plus de deux cents personnes y ont assisté, elle a duré environ cinq heures, pendant lesquelles les accusés ont occupé une position de premier plan ou se sont fait remarquer : Nicolás Sartorius, avocat, qui a tenu le rôle de modérateur, Julián Ariza, qui a exposé le détail des actions à réaliser le 27 octobre prochain et plus spécifiquement les manifestations à*

---

*procurar el entrenamiento de las masas y aprovechar la facilidad que brinda la asamblea para que la organización de aquellas se vaya consiguiendo. -realizar la motivación colectiva de la masa en próximas acciones ».*

<sup>708</sup>Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, op. cit., p.193.

<sup>709</sup>Gregorio Morán, *Miseria y Grandeza*, op.cit., p.428.

<sup>710</sup>Juan Moreno, *ibidem.*, note 35 p.195.

Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op. cit., p.133.

*convoquer, Antonio Jaule, Enrique Gallifa Olive, économiste, Víctor Martínez Conde Sierra, journaliste, et Luis Royo Muñoz*<sup>711</sup>.

Si le procureur insiste sur le fait que les manifestations ont bien été convoquées par les dirigeants des Commissions Ouvrières, c'est, bien entendu, parce qu'elles étaient exécutées et violemment réprimées par la Dictature. José Babiano recense les manifestations ouvrières madrilènes entre 1964 et 1967, en croisant les sources officielles et journalistiques : s'il y en a eu 4 en 1964, leur nombre a doublé en 1967, passant à 8<sup>712</sup>. Comment expliquer cela ? Il faut en premier lieu remonter à la fin d'année 1966, lorsque le 14 décembre était organisé un référendum pour approuver la Loi Organique<sup>713</sup> : le texte prévoyait l'instauration d'un régime monarchique après le décès de F. Franco, mais sans préciser encore l'identité du successeur. Le texte achevait d'institutionnaliser la Dictature, sa continuité, et une grande campagne entoura le « succès », selon le Régime, du référendum<sup>714</sup>. Face à la propagande triomphaliste du Franquisme<sup>715</sup>, et pour s'opposer à la fraude massive qui s'annonçait pour la deuxième phase des élections syndicales<sup>716</sup>, Santiago Carrillo proposa d'organiser une grande démonstration de force populaire. C'est pourquoi l'année 1967 s'ouvrit avec une grande manifestation, minutieusement préparée par les Commissions Ouvrières<sup>717</sup> et surnommée « La marche sur Madrid ». Ce 27 janvier 1967, les effectifs de la Garde Civile et de la Police avaient en prévision bénéficié de renforts extérieurs. Par ailleurs, les jours précédents, de nombreux militants ouvriers avaient été arrêtés « préventivement », de nuit, à leur domicile. Le jour J, la marche débuta à l'heure où la journée de travail s'achevait pour une grande partie des ouvriers, qui refusèrent d'abord de monter dans les transports en commun. La police réussit à interpellé Julián Ariza, mais pas Marcelino Camacho, qu'elle était venue attendre à la sortie de l'usine Perkins où il travaillait. De nombreuses patrouilles arpentaient la ville, et les manifestants étaient surveillés depuis des hélicoptère<sup>718</sup>. Des colonnes d'ouvriers scandant « ¡Libertad ! ¡Libertad ! » affluèrent cependant de la

---

<sup>711</sup>Proceso 443/1967, CDMH, *op. cit.*, p. 18 : « *En la mañana del 1 de octubre de 1967 tuvo lugar una reunión, ideada por los órganos directivos de las CC.OO., en una nave de la casa n°22 de la calle Manuel Hernaez de Madrid, antigua fábrica de medias Vilma, para lo que no se había obtenido la pertinente autorización; asistieron a ella más de 200 personas, duro unas cinco horas, y durante su transcurso ocuparon un lugar preeminente o adoptaron una actitud relevante los procesados Nicolás Sartorius, abogado, que actuó como moderador, Julián Ariza, quien expuso in extenso las presuntas acciones a realizar el próximo 27 de octubre y especialmente las manifestaciones a celebrar, Antonio Jaule Enrique Gallifa Olive, economista, Víctor Martínez Conde Sierra, periodista, y Luis Royo Muñoz.* »

<sup>712</sup>José Babiano Mora, *Emigrantes, cronómetros y huelgas*, *op. cit.*, p.244.

<sup>713</sup>BOE n°281 du 24/11/1966.[En ligne :[https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-A-1966-17813](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1966-17813) ]. Consulté le 22 septembre 2021.

<sup>714</sup>Álvaro Soto Carmona et Javier Tusell, *¿Atado y bien atado?: institucionalización y crisis del franquismo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2005, p. 53.

<sup>715</sup>Gregorio Morán, *Miseria y Grandeza*, *op. cit.*, p.426.

<sup>716</sup>Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado*, *op. cit.*, p.198.

<sup>717</sup>José Babiano Mora, *Emigrantes, cronómetros y huelgas*, *op. cit.*, p.243.

<sup>718</sup>Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, *op. cit.*, p.335-336.

périphérie industrielle et se répartirent en cinq points du centre-ville<sup>719</sup>, en fonction des centres industriels d'où ils provenaient. M. Camacho se remémore : « *Ainsi, chaque sortie d'usine s'est transformée en manifestation, en une démonstration pacifique, une démonstration de civisme depuis les lieux de travail jusqu'à Madrid* <sup>720</sup> ». Or, sur la place face à la gare d'Atocha, des travaux limitaient grandement les mouvements des forces de l'ordre qui ne pouvaient intervenir avec leurs véhicules ; l'atmosphère se tendit et, pour la première fois, des groupes de jeunes gens s'emparèrent des lieux, les esprits s'échauffèrent, et la concentration dégénéra<sup>721</sup> : une quarantaine d'autobus de la compagnie de transport madrilène (EMT) furent abîmés par des jets de pierre, quand d'autres ainsi que des automobiles furent renversés<sup>722</sup>. Au total, ce sont des dizaines de milliers de travailleurs qui se mirent en grève ce jour-là, et un total de 80 000 qui participèrent au défilé jusqu'à Madrid<sup>723</sup> : « *le bilan de cette journée montra qu'à Madrid, la classe ouvrière, émigrée et sans expérience de lutte ni de grève, était disposée à emprunter ce chemin, difficile*<sup>724</sup> ». Dès le lendemain, 35 000 ouvriers du secteur métallurgique se mirent en grève pour protester contre les nombreuses arrestations de la veille<sup>725</sup> : plusieurs centaines de personnes avaient été arrêtées, avant, pendant, et à l'issue de ce 27 janvier. En réaction, les entreprises licencièrent massivement les grévistes, ciblant tout particulièrement les dirigeants syndicaux. De nombreux délégués en place depuis les élections de 1966 furent l'objet rapports disciplinaires, et furent dessaisis de leur fonction. « *À cette époque, l'objectif du Régime était de nous obliger à vivre dans la clandestinité, de fuir à l'étranger, ou naturellement, que nous abandonnions la lutte* », commente M. Camacho<sup>726</sup>. Le 31 janvier, 365 personnalités, intellectuels, artistes, adressaient une pétition pour que cesse la répression à l'encontre des activistes ouvriers. Puis le 1<sup>er</sup> mai, pour la première fois depuis la fin de la Guerre Civile, plusieurs milliers de personnes se rejoignirent sur la Gran Vía, artère centrale madrilène. Santiago Carrillo, enthousiaste et confiant, affirmait ensuite en séance plénière du Comité Central : « *la composition et le poids du prolétariat de Madrid ont évolué, il est en train d'atteindre un autre degré d'organisation, ce qui par conséquent, fait qu'il est actuellement l'avant-garde du prolétariat*

---

<sup>719</sup> José Babiano Mora, *ibidem.*, p.244.

<sup>720</sup> Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado, op. cit.*, p. 211 : « Así, cada salida de las fábricas se transformaría en una manifestación, una demostración pacífica, una demostración cívica desde los lugares de trabajo hasta Madrid ».

<sup>721</sup> Gregorio Morán, *Miseria y Grandeza, op. cit.*, p.426.

<sup>722</sup> José Ignacio San Martín, *Servicio Especial, op. cit.*, p. 151.

<sup>723</sup> José Babiano Mora, *Emigrantes, cronómetros y huelgas, op. cit.*, p.243.

<sup>724</sup> Gregorio Morán, *ibidem.*, p.426 : « *El resultado de la convocatoria demostró que en Madrid, la clase obrera, emigrante y sin experiencia de lucha huelguística, estaba dispuesta a adentrarse por ese difícil camino* ».

<sup>725</sup> José Ignacio San Martín, *ibidem.*, p.152.

<sup>726</sup> Marcelino Camacho, *ibidem.*, p. 215 : « *En este periodo el objetivo del régimen era obligarnos a pasar a la clandestinidad, marcharnos al exilio o, naturalmente, abandonar la lucha* ».

*español*<sup>727</sup> ». Malgré les conditions de lutte toujours plus difficiles, l'offensive contre la Dictature devait se poursuivre. D'autant plus que les conditions économiques, déjà difficiles, allaient en s'aggravant : l'inflation était galopante, le gel des salaires perdurait, l'Etat n'hésitait pas à annuler des conventions collectives âprement négociées, etc. Finalement, ces événements ont été les antécédents qui ont conduit les Commissions Ouvrières à organiser une nouvelle journée d'action prévue le 27 octobre 1967.

Pour que cette journée soit un succès, il fallait une fois encore bien la préparer en amont. C'est pourquoi les dirigeants des Commissions organisèrent une nouvelle assemblée clandestine. Pour garantir leur sécurité, le lieu de l'assemblée était resté secret, et la convocation et le lieu de rendez-vous avaient circulé par le bouche-à-oreille. Au point de rendez-vous, un militant des Commissions venait récupérer les groupes pour les amener sur le lieu de l'assemblée, l'usine de bas et collants désaffectée *Vilma*. Antonio García Trevijano, avocat et activiste antifranquiste, était le propriétaire des lieux<sup>728</sup>. Afin de tromper la vigilance du concierge, l'un d'entre eux s'était entretenu avec lui à plusieurs reprises en amont, de sorte qu'il avait accepté de laisser les portes du hangar ouvertes afin qu'un soi-disant « consortium » souhaitant acquérir les locaux puisse venir visiter l'usine le dimanche 1<sup>er</sup> octobre au matin<sup>729</sup>. Prévenu, le gardien ouvrit à 8h les portes de l'usine à « cinq ou six techniciens de la coopérative » candidate au rachat, mais quand il revint patrouiller dans les locaux deux heures plus tard, ils étaient une vingtaine, si l'on en croit les versions du concierge et du gardien de l'usine. Étaient-ils sincères dans leurs dépositions ? Les Commissions avaient-elles bénéficié de leur complicité et avaient-ils mentis pour se dédouaner ? Quoiqu'il en soit, à 14h, c'est finalement un peu plus de 200 personnes qui sortirent de l'usine au compte-goutte<sup>730</sup>. Ce jour-là, N. Sartorius présidait l'assemblée avec Luis Royo et Víctor Martínez Conde, tous deux travaillant dans le secteur des Arts Graphiques comme lui, Julián Ariza, délégué syndical du secteur métallurgique, et Antonio Gallifa, élu du secteur bancaire. Tous étaient membres de la *Coordinadora General*, avant-garde de l'*Interramas* madrilène pour rappel, qui avait lancé l'initiative de la journée de mobilisation. Pendant cette assemblée, N. Sartorius occupait à nouveau le rôle de modérateur, comme l'indiquent plusieurs témoignages recueillis par la police :

---

<sup>727</sup>Gregorio Morán, *ibidem.*, p. 42 :« *El proletariado de Madrid, a consecuencia de los cambios que ha habido en su composición, del aumento de su peso, del grado de organización que está alcanzando, se ha convertido en este momento en la vanguardia del proletariado español*».

<sup>728</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.2, *op.cit.*, p.227.

<sup>729</sup>Proceso 443/1967, CDMH, *op.cit.*

<sup>730</sup>Proceso 443/1967, CDMH, *op.cit.* Témoignage de J. Ariza cité dans Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, *op.cit.*, p.338.

*La parole est alors passée à un autre individu, dont voici le signalement : mince, grand, portant des lunettes, roux, environ trente ans. Quand on lui a montré une photographie de N. Sartorius il a pensé reconnaître celui qui était le modérateur<sup>731</sup>.*

Or, les services de sécurité franquistes relèvent que le modérateur a une fonction bien définie lors du déroulement d'une assemblée : « *faire contrepoids pour atteindre un climat de passion plus profond* <sup>732</sup> ». Voici ce que les archives du procès de N. Sartorius indiquent cependant :

*Le modérateur a parlé de la situation sociale du pays, dominée d'après lui par le capitalisme et les monopoles. [...] (Tous ceux qui occupaient la présidence) ont parlé de différents sujets à l'assistance. Entre leurs interventions, le modérateur N. Sartorius a invité les représentants des différents secteurs à faire un bref rapport de la situation de chacun d'eux<sup>733</sup>.*

A la suite de quoi, l'assemblée a pris une décision « *de grande importance et de grande portée : réaliser des actions en vue de véritablement altérer l'ordre public, et pas seulement dans la capitale, mais aussi dans les autres provinces d'Espagne* <sup>734</sup> ».

Les actions prévues pour le 27 octobre 1967 étaient les suivantes : à partir de 18h30, chômer la dernière demi-heure de travail, puis en sortant des usines, se retrouver en trois points de la ville, soit face à la Gare d'Atocha située dans la partie Sud de Madrid, soit au Rond-point Cuatro Caminos au Nord de la ville, ou bien Place de la Cruz de los Caídos dans la banlieue Nord-Ouest. Et comme ils savaient que la police finirait par disperser les manifestants, ceux-ci devaient se retrouver ensuite Place Callao, en plein cœur de Madrid, au niveau de la Gran Vía. Afin de réussir à mobiliser un maximum de personnes, les Commissions provinciales des différentes branches devaient confectionner des tracts, les distribuer massivement, et organiser si possible des meetings éclairs. Il fallait également préparer des pancartes, d'autant mieux accueillies qu'elles comporteraient un message teinté d'ironie, et les manifestants devaient seulement scander « Liberté syndicale ». Par ailleurs, ceux qui avaient des véhicules devaient se rendre aux abords des points de rendez-vous des

---

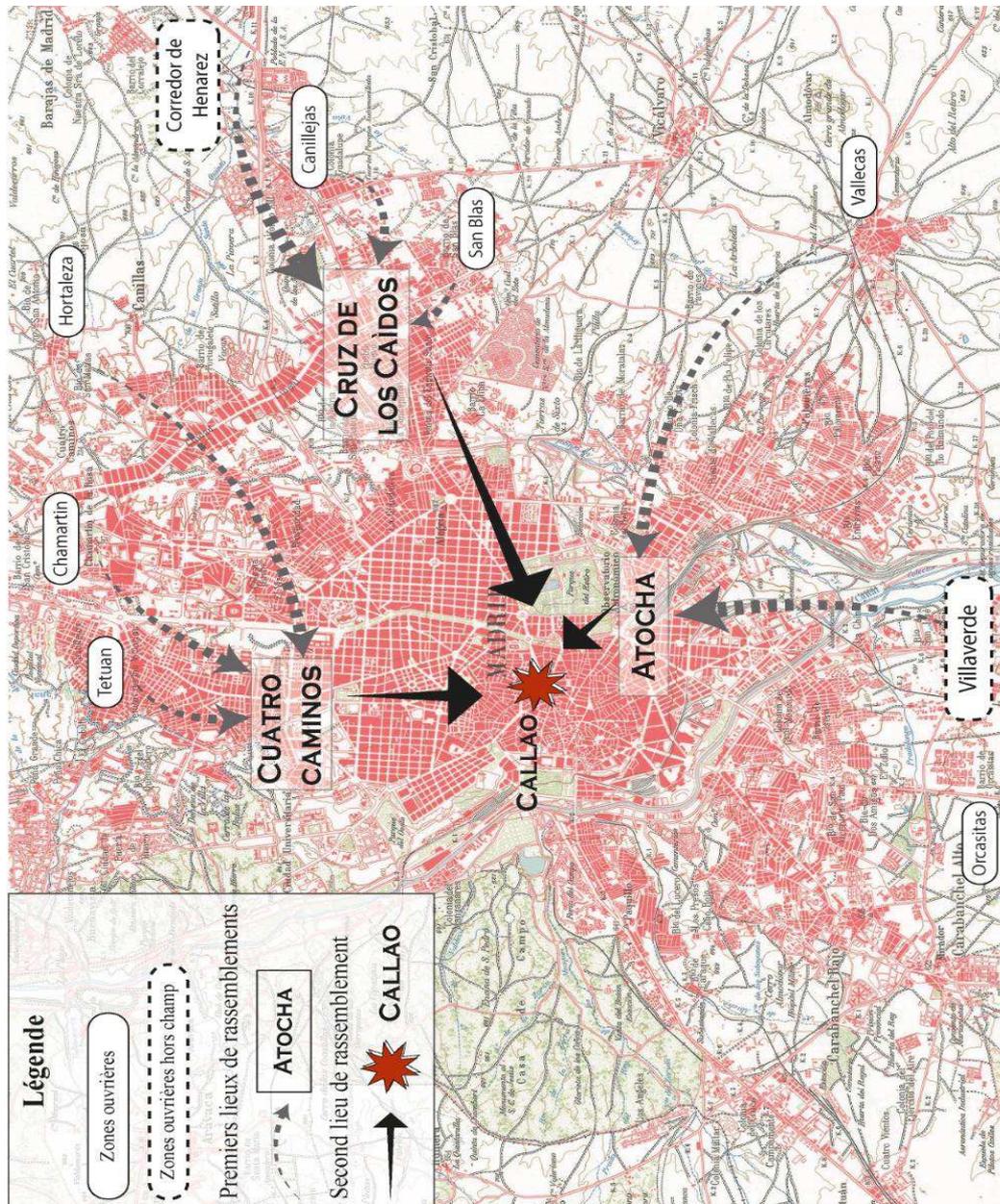
<sup>731</sup>Proceso 443/1967, CDMH, op.cit., p. 27 :«[...] *cediendo la palabra a otro individuo con las siguientes señas físicas: delgado, alto, con gafas, pelo rojo, de unos treinta años y que en el momento de serle mostrada una fotografía de N. Sartorius cree reconocer el que actuó de moderador.* »

<sup>732</sup>Carlos Yuste, *Subversión y reversión*, op. cit., p. 192 :«[...] *que actúa de contrapeso para conseguir un clima de pasión más profundo*».

<sup>733</sup>Proceso 443/1967, CDMH, op. cit., p. 27 :«[...]*que el moderador aludió a la situación social del país, dominada según él, por el capitalismo y los monopolios. [...] Todos ellos hablaron dirigiéndose a todos los asistentes sobre distintos temas. Entre las intervenciones de algunos de los oradores, el moderador Sartorius invito a la representación de las distintas ramas para que dieran un informe conciso de la situación de las mismas*».

<sup>734</sup>Proceso 443/1967, CDMH, op. cit., p. 27 :«*Igualmente señalaron, que, en esta reunión, se tomaron acuerdos de gran importancia y alcance, como es la de realizar actos de verdadera alteración de orden público, no sólo en esta capital, sino en provincias* ».

manifestants, klaxonner, mais surtout surcharger le trafic, provoquer des embouteillages, afin de compliquer la circulation des véhicules des forces de l'ordre. Puis, à 22h, après trois heures de mobilisation et d'action, les manifestants avaient pour consigne d'emprunter les bus de la compagnie municipale mais de refuser de payer leur ticket.



Plan des mobilisations prévues le 27 octobre 1967. Fond de carte IGN, Madrid, 1969. Elaboration: X. Sudre.

L'assemblée décida également du boycott du journal *Pueblo*, un des journaux les plus lus sous l'Espagne franquiste, qui appartenait au syndicat vertical, subventionné donc grâce aux cotisations salariales et ne défendant pas les intérêts des travailleurs selon eux. Lors de cette journée d'action,

les militants devaient également se procurer d'anciens numéros du journal, les déchirer et les jeter sur la voie publique. En prévision de possibles débordements, on demanda par ailleurs aux femmes de ne pas aller faire leurs courses ce jour-là. Enfin, s'attendant à ce que la répression soit forte, il fallait tenter d'appeler à la grève générale dès le lendemain, le 28 : « *la grève générale, [...] véritable objectif du Parti Communiste depuis de nombreuses années* », ponctue le compte-rendu du procès<sup>735</sup>. La précision du rapport sur le contenu de la réunion laisse à penser que la police, bien qu'elle n'ait pas réussi à connaître à l'avance le lieu de la réunion, était parvenue à infiltrer l'assistance.

Quelques jours plus tard, N. Sartorius fut arrêté et, bien entendu, il nia les faits. Son domicile perquisitionné par les forces de l'ordre, les quelques numéros du *Mundo Obrero*, journal du PCE, qui y furent trouvés servirent d'éléments à charge contre lui. Quelques jours avant la journée d'action, le 23 octobre, la police interrompit une réunion de *l'Interramas* et arrêta les dix-neuf dirigeants qui y participaient. Les camarades journalistes de N. Sartorius s'organisèrent, et le 8 janvier 1968, ils remirent un manifeste signé par 90 d'entre eux réclamant sa libération. Un comité de soutien, intégré notamment par le directeur du journal *Madrid*, Jesús Picatoste, et le responsable de l'agence *Europa Press*, M. Martínez Rosa, s'entretinrent avec le président de l'Association de Presse, Lucio del Amo, afin d'obtenir son soutien. N. Sartorius finit par être libéré sous caution avant la fin du mois de janvier.

Pour revenir à la journée d'action du 27 octobre, il faut préciser que malgré la tentative du Régime de la faire passer pour une manœuvre du PCE visant à commémorer le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la révolution russe<sup>736</sup>, et l'incarcération préventive de nombreux dirigeants des Commissions madrilènes quelques jours auparavant<sup>737</sup>, la manifestation réunit, selon les sources, entre 60 000<sup>738</sup> et 100 000 personnes<sup>739</sup>. Lors de la Seconde Réunion Nationale des Commissions Ouvrières, au mois de décembre 1967, le compte-rendu indique que le succès de cette journée d'action était attribué à :

*Un lien étroit avec la classe ouvrière grâce à la multiplication des Commissions Ouvrières dans les entreprises, dans les ateliers, les quartiers, dans les villages ; à une connaissance profonde des revendications les plus chères des travailleurs ; le caractère unitaire, représentatif et démocratique des Commissions Ouvrières ; l'utilisation correcte des recours légaux, que justifiait une volonté de flexibilité des*

---

<sup>735</sup>Proceso 443/1967, CDMH, *op. cit.*, p. 28 :«[...] intentar una huelga general el día 28, que es realmente la meta buscada por el Partido Comunista desde hace muchos años».

<sup>736</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.2, *op.cit.*, p.228.

<sup>737</sup>Miguel Ángel Antón Zamora, *CC.OO.: diez años de lucha (1966-1976)*, *op. cit.*,p.30-31.

<sup>738</sup>José Babiano Mora, *Emigrantes, cronómetros y huelgas*, *op. cit.*, p. 244.

<sup>739</sup>Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *ibidem.*, p.228.

*modes d'action malgré l'intangibilité de leurs principes ; la tenue d'assemblées ouvertes, en amont de la journée d'action, auxquelles avaient participé des milliers de travailleurs ; et la mobilisation d'autres secteurs de la société civile comme les étudiants, les prêtres, les professions libérales, etc.*<sup>740</sup>.

Nicolás Sartorius garde en mémoire la perplexité du gouvernement face à ce phénomène nouveau et inquiétant, d'un mouvement ouvrier qu'il était difficile d'attribuer uniquement à l'agitation communiste. Mais il se souvient également, qu'après les deux journées d'action, du 27 janvier et du 27 octobre, moments culminants de l'offensive des Commissions contre la Dictature pendant cette année 1967, « *la tolérance relative à l'égard des Commissions Ouvrières prit fin. [...] La répression qui débuta alors obligea les Commissions Ouvrières à passer à la clandestinité, et atteignit un degré maximal au moment notamment du procès 1001* <sup>741</sup> ». Le 16 février 1967, le Tribunal Suprême avait déjà déclaré l'illégalité des Commissions Biscaïennes, au motif qu'elles n'avaient pas respecté la législation concernant les associations. Une nouvelle étape fut franchie le 4 octobre 1968, quand le Tribunal Suprême établit un lien d'analogie entre les Commissions Ouvrières et le Parti Communiste Espagnol. La sentence du tribunal établit que les Commissions étaient « *vouées à encourager la lutte sociale et le désordre* », que ses actions étaient « *exclusivement insurrectionnelles* » et que leur objectif était de « *renverser la structure actuelle de l'Etat* ». C'est pourquoi elles étaient « *tout particulièrement liées au Communisme, notoirement proscrit par la loi* <sup>742</sup> ». Un autre jugement décréta dix jours plus tard que les Commissions étaient « *doctrinalement apparentées au PCE, orientées, organisées et guidées par lui [...], ce qui les rendait hors-la-loi [...] car son idéologie et sa tactique opportuniste, connue de tous, est de détruire l'organisation sociale, juridique et politique de*

---

<sup>740</sup>«Declaración de las Comisiones Obreras ante la crisis actual », publié dans Miguel Ángel Antón Zamora, *CC.OO.: diez años de lucha (1966-1976)*, op. cit., p. 51 : « [...] una vinculación estrecha con la clase obrera por la multiplicación de las CC.OO. de empresa, taller, barrio o localidad ; un conocimiento profundo de la reivindicaciones más sentidas por los trabajadores ; el carácter unitario, representativo y democrático de las CC.OO.; la correcta utilización de las posibilidades legales bajo el lema de la firmeza en los principios y la flexibilidad en las formas; la celebración de asambleas abiertas, previas a la acción, en las que participaron miles de trabajadores; la movilización de otros sectores populares como los estudiantes, intelectuales, sacerdotes, profesionales, etc. »

<sup>741</sup>Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op. cit., p. 281 : «Se acabó la relativa tolerancia de que habían disfrutado las CC.OO., provocada por el desconcierto gubernamental ante aquel fenómeno nuevo e inquietante de un movimiento obrero que era muy difícil de atribuir simplemente a la agitación comunista. La represión que se inició entonces obligó a las CC.OO. a clandestinizarse y tuvo uno de sus momentos culminantes en el proceso 1001, al que más adelante nos referiremos ». Nous reviendrons plus en avant sur ce procès des dix principaux dirigeants des Commissions, dont N. Sartorius, à l'issue duquel ils furent condamnés à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison.

<sup>742</sup>Cité dans Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *ibidem.*, p. 282, «[...] consagradas al fomento de la lucha social y del desorden [...] no contemplan otros medios que los insurreccionales [...] están ligadas muy específicamente con el comunismo, notoriamente proscrito por la ley y cuyo entronque con la sedicente Comisión Obrera es afirmado explícitamente por el Tribunal [...] como tendente al derrocamiento de la actual estructura estatal».

*l'Etat espagnol*<sup>743</sup> ». Le flot d'arrestation de ce deuxième semestre 1967 acheva de neutraliser le noyau de dirigeants madrilènes des Commissions Ouvrières. De jeunes militants durent tenter de les remplacer au pied levé, essayant de maintenir une organisation, même minimale, au niveau provincial, étant donné qu'au sein des entreprises de nombreuses Commissions avaient été décimées également, quand elles n'avaient pas été réduites à néant. De même, selon José Babiano :

*Cela a favorisé la tendance à la structuration territoriale de l'organisation des Commissions, qui se sont aussi mises en quête du soutien d'autres secteurs sociaux. D'autre part, si jusqu'en 1967 l'initiative de la création de Commissions Ouvrières revenait aux militants dans les entreprises, plutôt qu'aux structures partisans, et plus particulièrement au PCE, la répression a engendré une inversion de cette tendance*<sup>744</sup>.

Ainsi, à partir de la fin d'année 1967, les militants du PCE étaient plus que jamais à l'initiative. Grâce à leur expérience militante et leur organisation rigoureuse, ils renforcèrent le maillage territorial des Commissions. De surcroît, l'acharnement répressif de la Dictature ne fit qu'engendrer la multiplication des soutiens au mouvement ouvrier. Les Commissions Ouvrières incarnaient alors une véritable avant-garde de la lutte pour les droits et libertés fondamentales.

S'opposant à ce qu'une fois de plus les élections syndicales provoquent l'intensification de la protestation ouvrière, le scrutin prévu en 1969, qui devait renouveler 50% des sièges, fut annulé, et les mandats des élus furent prolongés jusqu'en 1971. Mais cela n'empêcha pas une nouvelle recrudescence des conflits. A la fin de l'année 1970, le gouverneur de Madrid recensait 10 conflits « légaux », liés à un différend professionnel, impliquant 15 000 travailleurs, et 54 conflits politiques dans lesquels 33 800 ouvriers avaient été impliqués<sup>745</sup> ; ce à quoi la Dictature répondit comme à l'accoutumée : la répression s'accrut avec la déclaration d'un nouvel Etat d'exception, et une nouvelle vague d'arrestations qui dépassa le millier d'individus<sup>746</sup>.

---

<sup>743</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op. cit., p. 282 : « [...] están doctrinalmente entroncadas con el PCE, orientadas, organizadas y tuteladas por el mismo, [...] estar fuera de la ley [...] por tender por su propia ideología y táctica oportunista, de todos conocida, a la destrucción de la organización social, económica jurídica y política del Estado español ».

<sup>744</sup> José Babiano cité dans Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op. cit., p.186 : « Favoreció una tendencia hacia la vertebración organizativa territorial, buscando incluso el apoyo de otros sectores sociales. Por otra parte, si hasta 1967 la iniciativa en la formulación de las CC.OO. correspondió a los militantes de las empresas frente a las estructuras partidarias, fundamentalmente el PCE, a partir de 1968 esta relación se invirtió como consecuencia de la represión ».

<sup>745</sup> *Memoria gobernador civil de Madrid, 1970*, Archivo General de la Administración, Gobernación, 52/ 502 : « En el curso del año se plantearon 10 conflictos que afectaron a unos 15 000 trabajadores y 54 conflictos extralaborales con un total de 33800 productores ».

<sup>746</sup> Pere Ysàs, *Disidencia y subversión*, op. cit., p.102.

#### 4.2.7. Quand le verbe est une arme.

Cependant, il existait d'autres formes d'actions que celles de la démonstration de force et du bras de fer ouvert. Pour rappel, N. Sartorius avait lu les essais d'A. Gramsci, et il savait que gagner l'hégémonie culturelle, était un travail de longue haleine, nécessaire également dans toute conquête du pouvoir. C'est pourquoi il écrivait régulièrement dans des revues progressistes ou d'opposition démocratique, et y publiait des articles d'analyse politique, sociale, ou d'opinion. Par ailleurs, souvenons-nous que N. Sartorius avait une formation de juriste. C'est ce qui explique qu'il ait investi également la presse spécialisée. Les publications du monde juridique permettaient d'informer les ouvriers, les délégués syndicaux ou les juristes engagés dans l'Opposition démocratique, des dernières sentences dictées par les tribunaux, et des éventuelles jurisprudences qui en découleraient. Il pouvait également y rédiger des articles consacrés au droit du travail et à ses subtilités : en effet, la maîtrise des codes de la législation franquiste permettait d'une part d'en exiger le respect strict – à titre d'exemple, une réunion était jugée illégale dès lors que vingt personnes s'y trouvaient, il était donc conseillé de faire en sorte de ne pas se réunir à plus de dix-neuf<sup>747</sup> ; d'autre part, cette maîtrise des textes permettait aux avocats d'en proposer une interprétation favorable à la défense de leurs clients.

##### 4.2.7.1. Faire connaître leurs droits au travailleur, soutenir ceux qui se consacrent à leur défense : du *Boletín de Información de Legislación Laboral* à la *Gaceta de Derecho Social*.

Depuis le début des années 1960, plusieurs bureaux d'avocats spécialisés dans le droit du travail avaient vu le jour. La plupart avaient été impulsés par le PCE, et se situaient dans la lignée de l'initiative pionnière de Juan Tomás de Salas et José Luis Leal, les camarades et confrères de N. Sartorius qui avaient ouvert en 1960 le *Bufete Vallecas*, puis de José Jiménez de Parga et de N. Sartorius en 1961 quand ils avaient à leur tour implanté un cabinet au cœur du quartier de Vallecas, la *Asesoría Jurídica Vallecas*. Suite à la fermeture de ce dernier, José Jiménez de Parga s'était associé à un cabinet directement financé par le PCE, sis rue de la Cruz en plein cœur de Madrid, et tenu par quatre confrères membres du Parti. Il s'agissait du premier cabinet créé pour appuyer expressément les luttes menées par les membres des Commissions Ouvrières<sup>748</sup>. Toutefois, quelques années auparavant, le Parti étant conscient que l'appareil de propagande et la maîtrise de canaux

---

<sup>747</sup>Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo, Memoria de un compromiso político 1939-1977*, Barcelona, Crítica, 2013, p. 148-149.

<sup>748</sup>Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado, op.cit.*, p.193.

Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *op. cit.*, p.192.

d'information étaient extrêmement importants afin de pouvoir diffuser les actions contre la Dictature auprès de leurs sympathisants, ils entreprirent de fonder un journal spécifiquement destiné au secteur juridique<sup>749</sup>. Ainsi était né « *Ecos del Foro* », publication d'une page recto-verso composée et éditée clandestinement par trois avocats communistes madrilènes<sup>750</sup>. Mais ils durent mettre un terme à cette initiative après l'arrestation et le procès de l'un d'entre eux, Gregorio Ortiz, afin de protéger les deux autres, dont l'engagement politique n'avait pas été détecté par la police.

Cinq ans plus tard, avec en ligne de mire la préparation des élections syndicales de 1966, ce même groupe d'avocats qui travaillaient désormais avec José Jiménez de Parga, ami et confrère de N. Sartorius, décidèrent de réitérer l'initiative, d'autant plus que la réforme de la presse de M. Fraga venait d'être promulguée, et que de nouvelles perspectives semblaient s'ouvrir pour la presse d'opposition. En mars 1966, le premier numéro du *Boletín de Información de Legislación Laboral* paraissait. Le prix était de 10 pesetas, et les militants des Commissions Ouvrières se chargeaient de le vendre au sein des entreprises<sup>751</sup>. L'objectif de la publication était d'informer les ouvriers de leurs droits d'une part, et d'autre part de former les délégués syndicaux qui les représentaient et négociaient les conventions collectives en leur nom, afin qu'ils maîtrisent la terminologie et le contenu de la législation franquiste. Le bulletin réalisait une couverture critique de l'actualité juridique, informait et orientait les travailleurs face au labyrinthe juridique franquiste. Leurs auteurs tâchaient d'aider les lecteurs de façon concrète en leur expliquant les recours existants en cas de litige, afin qu'ils entament la procédure la plus adéquate. Cette initiative des juristes madrilènes attira l'attention de personnalités démocrates à travers tout le pays, qui soumettaient des articles pour publication. De même, plusieurs dirigeants ouvriers dont M. Camacho et J. Ariza firent partie de la liste des trente-neuf contributeurs de la revue<sup>752</sup>. Les thèmes qui intéressaient le plus le mouvement ouvrier y étaient abordés : heures supplémentaires, négociation collective, licenciements et indemnisations, contrats de travail, droit de grève, etc. Huit numéros mensuels purent être publiés, de mars à novembre 1966, avant que M. Fraga ne fasse fermer la revue : en cause, deux articles, dont l'un rédigé par N. Sartorius, qui selon la censure avait manqué « *de respect aux institutions en critiquant leur action politique et administrative* », ce qui de fait « *modifiait la*

---

<sup>749</sup>Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *op .cit.*, p.219.

<sup>750</sup>Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *ibidem.*, p. 220. Les avocats en question sont Gregorio Ortiz Oriol, Antonio Montesinos, et Luis Castillo Almén.

<sup>751</sup>Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *ibidem.*, p.222.

<sup>752</sup>Juan José del Águila Torres, «El boletín de información de legislación laboral», *Memoria antifranquista del Baix Llobregat*, Associació per a la Memoria Històrica i Democràtica del Baix Llobregat, N°10, 2010, p.15.

*ligne éditoriale pour laquelle le bulletin avait obtenu l'autorisation de paraître »*<sup>753</sup>. Voici un extrait de l'article en question :

*Au vu des élections syndicales qui approchent, nous ne pouvons oublier que nous vivons dans un pays où, malheureusement, la fraude électorale et le « caciquisme » ont été, de tout temps, une véritable institution ancrée en territoire ibérique. Ainsi, ce n'est absolument pas surprenant, et personne ne devra se sentir visé ni offensé, si nous, ouvriers, exprimons une certaine méfiance, parfois sans retenue, à d'autres occasions avec une véritable ironie, quand on nous parle d'élection ou qu'on nous propose d'y participer, si authentiques et démocratiques soient-elles, sur le papier...*<sup>754</sup>.

Pendant les élections syndicales de 1966, qui s'étalèrent sur plusieurs semaines, les manœuvres d'intimidation physique, psychologique ou professionnelle à l'égard des candidats dits d'opposition ne furent pas rares.

Concernant les tentatives de fraude, auxquelles N. Sartorius faisait référence dans ce même article<sup>755</sup>, ce qu'il dénonçait plus particulièrement, visible dans les lignes suivantes, c'était la composition des bureaux de vote, chargés de contrôler la probité du comptage des voix, soulignant qu'ils étaient de fait tout acquis au régime franquiste, et donc plus enclins à intervenir frauduleusement en faveur des candidats proches du syndicat vertical :

*Si d'aventure la Présidence du bureau revenait au patron, est-ce que, par hasard également, un ouvrier pourrait présider le bureau de vote des sections économiques*<sup>756</sup>? *Comment justifier cet arbitrage patronal dans l'élection des représentants ouvriers ? [...] Par ailleurs, étant donné que c'est la « ligne de commandement, ou politique »*<sup>757</sup> *qui désigne les délégués syndicaux, est-ce que ce « commandement » ne pourrait pas céder à la tentation de toujours nommer ceux qui lui sont favorables politiquement ?*

Puis il conclut l'article en informant les lecteurs de la possibilité de défense offerte par la législation franquiste elle-même :

---

<sup>753</sup>Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *ibidem.*, p.225-226.

Juan José del Águila Torres, «El boletín de información de legislación laboral», *op.cit.*, p.15.

<sup>754</sup>Nicolás Sartorius, «La mesa electoral», Boletín de Información de Legislación Laboral, n°6, septembre 1966, p. 12 :«*Cara a las elecciones sindicales que se avecinan, no podemos olvidar que vivimos en un país donde, por desgracia, las practicas del "pucherazo" y el "caciquismo" fueron, en todo tiempo, genuina y arraigada institución ibérica. Así no debe de extrañarnos lo más mínimo y nadie deberá sentirse aludido ni ofendido por ello, si los trabajadores manifestamos, a veces sin recato, otras con castiza sorna, una cierta desconfianza cuando nos hablan o proponen participar en unas elecciones, por muy auténticas y democráticas que se anuncien en los papeles* ».

<sup>755</sup> Marcelino Camacho y fait référence également dans *Confieso que heluchado*, *op.cit.*, p. 209.

<sup>756</sup> Au sein du syndicat vertical, la section économique représentait les intérêts des investisseurs et du patronat.

<sup>757</sup> Ligne de commandement, aussi appelée ligne politique : section du syndicat vertical nommée par l'administration.

*« Malgré tout cela, ne nous décourageons pas. Nous avons la possibilité de recourir à l'article 35 du règlement, même si nous avons conscience des difficultés qu'implique sa mise en œuvre. Voici ce qu'il stipule : « Une fois le vote terminé, tous les électeurs le souhaitant pourront assister au dépouillement du scrutin ». Nous devons malgré tout essayer de le faire, et demander à ce qu'à minima les candidats aient le droit d'être présents pendant toute la période du vote et, bien entendu, lors du comptage des bulletins. Cela étant, il faut garder à l'esprit que malgré toutes les améliorations qui pourront être apportées au processus, il sera difficile de regagner la confiance des travailleurs. Pour cela, il est nécessaire que nous considérions ce scrutin comme quelque chose nous appartenant, ce qui ne sera le cas que le jour où il nous appartiendra vraiment.*

*Nicolás Sartorius<sup>758</sup>.*

Cet article s'achevait ainsi, avec une attente du retour de la démocratie à peine implicite. C'est cette partie de l'article de Nicolás Sartorius qui déclencha la colère de l'administration, qui décida d'interdire le *Boletín de Información de Legislación Laboral*, quelque mois à peine après sa création. C'était d'ailleurs la première publication à être fermée depuis la promulgation de la loi Fraga. Toutes les procédures de recours pour faire annuler la décision furent déboutées par la justice franquiste, bien décidée à faire bloc contre cette initiative dérangeante et à remettre à contenir ce groupe d'avocats remuants, bien décidés à appuyer le mouvement ouvrier de quelque façon que ce soit.

Il fallut attendre quatre ans, pour qu'en 1970, un autre collectif d'avocats démocrates madrilènes décide de reprendre cette initiative, et tente une nouvelle fois d'éditer une revue spécialisée dans le droit du travail, à destination des avocats démocrates ou des ouvriers néophytes. Manuela Carmena<sup>759</sup> qui se trouvait dans le groupe à l'initiative de la création de la *Gaceta de Derecho Social*, se souvient :

*C'est nous qui avons monté la « Gaceta de Derecho Social ». Dans un premier temps, chaque cabinet mettait une somme pour la Gazette. Mais c'est nous qui avons tout fait, louer le local, tout. [...] Ça a été une décision politique de la part des cabinets. Nous nous sommes tous dit, que pour suivre la ligne du Parti, nous*

---

<sup>758</sup>N. Sartorius, «La mesa electoral», *op.cit.*:«A pesar de todo, no nos desanimamos. Vamos a intentar utilizar una posibilidad que nos ofrece el propio reglamento, aunque no desconocemos las dificultades que entraña su aplicación. Se trata del artículo 35 cuando dice: "Terminada la votación se verificará el escrutinio, al que podrán asistir cuantos electores lo deseen". Sin embargo, debemos de intentarlo y solicitar que por lo menos los candidatos tengan derecho a estar presentes mientras dure toda la votación, y por supuesto, cuando se verifique el recuento. Dicho lo anterior, sólo nos queda por recordar que por muchos retoques que demos a las cosas no va a ser fácil que el trabajador recobre la confianza perdida. Para ello es necesario que lo veamos como algo nuestro y esto solo sucederá el día que realmente sea nuestro.»

<sup>759</sup> Manuela Carmena (1944). Avocate engagée dans la lutte contre le Franquisme, militante du PCE à cette époque, elle poursuit sa carrière en tant que juge à partir de 1981, puis elle devient maire de Madrid entre 2015 et 2019.

*allions créer ça. [...] Nous avons monté une publication dans laquelle nous voulions que tout le monde se retrouve*<sup>760</sup>.

Les avocats démocrates à cette époque avaient déjà développé un réseau de cabinets sur Madrid, et il en existait d'autres à Barcelone, en Galice, à Valence ou Saragosse. L'idée qui accompagnait la création de la *Gaceta* était de développer une publication tout à la fois spécialisée, mais qui emploierait un langage une fois de plus accessible à tous, juristes comme travailleurs. Manuel Lopez, cofondateur de la revue, précise certains aspects relatifs au contexte de sa création : « *Nous étions six personnes, et nous avons mis mille pesetas chacun... Nous nous réunissions la plupart du temps chez Manola (Carmena), puis nous avons nommé un directeur, Miguel Ángel Pardo, pour que ça ne se voie pas trop que c'était nous qui étions derrière, et ensuite, elle les Commissions ont pris le relais*<sup>761</sup> ». Le premier numéro parut au mois de septembre 1970, et la ligne éditoriale était clairement énoncée dès les premières pages :

*Lire une fiche de paie, préparer la négociation d'une convention collective, [...] connaître le code du travail... sont des questions qui font partie de la vie quotidienne des travailleurs. En outre, la réalité du monde du travail fait l'objet d'une législation en évolution permanente, ce qui en rend la maîtrise difficile, tant du fait de la multiplicité des règles que de leurs contradictions. [...] « Gaceta de Derecho Social » se veut être un outil efficace d'aide, de divulgation et d'interprétation des problématiques liées au droit du travail [...] qui souhaite s'adresser aux problèmes concrets de la classe ouvrière, qu'ils soient individuels ou collectifs, en apportant une information juridique spécifique au droit du travail, et en adoptant un ton à la fois concret et professionnel*<sup>762</sup>.

Après deux ans d'existence, les initiateurs de la gazette décidèrent de revoir la composition du conseil de rédaction, de l'élargir à de nouvelles personnalités engagées dans la lutte pour la démocratie et la défense des droits des travailleurs. C'est à ce moment-là que la revue est devenue

---

<sup>760</sup>Témoignage de Manuela Carmena cité dans Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo*, op. cit., p.234 :«*Nosotros montamos la Gaceta de Derecho Social. Durante un tiempo cada despacho ponía una cantidad para la Gaceta. Nosotros lo hicimos todo, es decir alquilar el sitio, todo. [...] Fue una decisión política de los despachos. Todos dijimos, como línea del Partido, vamos a crear esto [...] hicimos una publicación en la que queríamos que estuvieran todos*».

<sup>761</sup>Témoignage cité dans Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo*, op. cit., p. 234 :«*La "Gaceta de Derecho Social" la creamos seis personas que pusimos mil pesetas cada uno... La mayoría de las reuniones las hacíamos en casa de Manola (Carmena), luego pusimos de director a un chico que se llamaba Miguel Ángel Pardo para que no se notara demasiado que éramos nosotros y después pasó a ser de Comisiones*».

<sup>762</sup>*Gaceta de Derecho Social*, n°1, septembre 1970, p. 3 :«*Interpretar una nómina, preparar un convenio, [...] conocer la legislación laboral... son cuestiones que forman parte de la vida diaria de los trabajadores. Al mismo tiempo la realidad laboral es el objeto de una continua y cambiante legislación, cuyo conocimiento se hace difícil, tanto por la dispersión de las normas como por sus contradicciones. [...] "Gaceta de Derecho Social" nace intentando ser un instrumento eficaz de ayuda, divulgación e interpretación de la problemática laboral... que quiere dirigirse a los problemas concretos de la clase trabajadora, individual y colectivamente, aportando una información jurídico-laboral, con un tono al mismo tiempo practico y profesional [...]*».

l'organe officieux des Commissions Ouvrières. Le nom de N. Sartorius n'apparaissait pas dans l'ours, pourtant, à cette époque c'est lui qui était chargé de l'orientation politique de la publication :

*Il y avait une revue que nous fabriquions rue d'Atocha dont je m'occupais, j'étais le membre de la direction des Commissions Ouvrières qui en était chargé. Nous faisons la chronique de tous les conflits et de toutes les luttes. [...] Elle était importante, c'est une gazette que les avocats démocrates spécialisés dans le droit du travail ont commencé à fabriquer. [...] C'était en quelque sorte l'organe officieux des Commissions Ouvrières. [...] J'en étais le « commissaire politique ». Il y avait un directeur, un journaliste, etc., mais c'est moi qui étais avec eux et qui faisais le tri entre ce qui était intéressant, ce qui ne l'était pas, etc.<sup>763</sup>.*

Au fil des ans, la revue s'est épaissie, les ventes ont augmenté, tout comme le nombre d'abonnés, preuve de son succès. On y parlait des conflits entre les ouvriers et leur direction, des grèves, des manifestations, des procès intentés contre les militants syndicaux. On y trouvait également des articles rédigés par des personnalités progressistes. En somme, la *Gazeta de Derecho Social* réalisait une chronique détaillée des prises de position de l'Opposition démocratique, tout comme des avatars du mouvement ouvrier :

*Avocats et syndicalistes toutes tendances confondues, ont fait de la « Gaceta de Derecho Social » un forum prestigieux au sein des professionnels du droit du travail, un instrument utile qui servait à analyser et diffuser toutes sortes de questions relatives à la négociation collective et aux conflits qui en résultaient, mais aussi aux élections syndicales de 1971 et 1975, puis aux premières sous la démocratie en 1978. [...] La liberté syndicale et l'amnistie des travailleurs ont largement été relayées dans ses pages, à partir desquelles il est possible de suivre la chronique des relations employeurs-employés et du climat social conflictuel des années 1970<sup>764</sup>.*

Cette publication spécialisée était destinée à être consultée par les travailleurs au sein de leur entreprise, par les délégués et représentants syndicaux, dans les cabinets des avocats démocrates, afin de mieux connaître leurs droits, tout comme les procédures auxquelles ils pouvaient recourir afin de se défendre. Les juristes démocrates eux, se la procuraient pour être au fait de l'actualité

---

<sup>763</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 29 octobre 2019 : «*Había una revista que hacíamos en la calle de Atocha que la llevaba, que de la dirección de CC.OO. era el encargado, que hacíamos todas las crónicas de todos los conflictos y de todas las luchas. [...] Fue muy importante, porque era una gaceta que empezaron a hacerla los abogados laboristas, [...] era un poco el órgano oficioso de CC.OO.. [...] Era "el comisario político". Había un director, un periodista y tal, pero era él que estaba con ellos y seleccionábamos lo que tenía más interés, lo que no, etc.*»

<sup>764</sup>Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo*, op. cit., p. 237 : «*Abogados y sindicalistas de todas las tendencias convirtieron a la "Gaceta de Derecho Social" en un foro de prestigio entre los profesionales del derecho laboral, en un instrumento útil que servía para analizar y difundir todas las cuestiones derivadas de la negociación colectiva y la conflictividad que emanaba de ellas, las elecciones sindicales de 1971 y 1975 o las primeras de la democracia en 1978. [...] la libertad sindical y la amnistía laboral tuvieron una amplia acogida en sus páginas, desde las que se puede seguir la historia de las relaciones laborales y la conflictividad social de los años setenta.*»

sociale et juridique du pays, et en vue d'être informés au mieux des recours ou des failles législatives pouvant servir dans la défense des travailleurs qui faisaient appel à eux.

Il est difficile de mesurer l'influence de la revue sur son lectorat, et si l'objectif proposé avait été atteint. Mais plusieurs marqueurs permettent de constater une augmentation indéniable des recours déposés par les travailleurs auprès des institutions franquistes, révélant ainsi une plus grande volonté de se défendre, voire une meilleure capacité à le faire. Par exemple, les travailleurs avaient la possibilité de déposer une demande de conciliation syndicale afin de contester un licenciement, faire une demande de réadmission au sein de l'entreprise, faire une réclamation salariale, contester une sanction prise à leur encontre, demander un dédommagement après un accident de travail, etc. Le mémoire annuel du gouverneur de Madrid précise qu'en 1970, 18 894 travailleurs percurent un peu plus de 160 000 pesetas<sup>765</sup>. Tandis que l'année suivante, les 15 281 à avoir entamé une procédure, et obtenu une réponse favorable à leur recours, touchèrent presque 229 000 pesetas<sup>766</sup>. L'évolution du nombre et de l'issue des conciliations syndicales est un indicateur pertinent à l'heure de mesurer l'évolution de la véhémence des travailleurs et leur crédibilité auprès des institutions franquistes. Si le travailleur n'était pas satisfait par la conclusion de la conciliation, il pouvait faire appel auprès de la Magistrature du travail. Entre 1965 et 1971, le nombre de recours déposés par les travailleurs auprès de la Magistrature du Travail a été multiplié par dix, alors qu'entre 1949 et 1964 leur nombre était resté stable<sup>767</sup>. Alors, même si, en effet, il n'est pas possible d'établir de lien de cause à effet direct entre l'augmentation de la diffusion de la *Gaceta de Derecho Social* et l'accroissement des initiatives de défense individuelle via le recours aux procédures légales franquistes, il est indéniable que tous deux sont des marqueurs avérés d'une meilleure connaissance du code du travail franquiste, voire d'une plus grande confiance même, en sa capacité à se défendre.

---

<sup>765</sup> *Memoria gobernador civil de Madrid, 1970, AGA, op. cit. : «En el año se celebraron 13 365 conciliaciones con avenencia que afectaron a 18 894 trabajadores percibiendo más de 160 000 de pesetas. Otras 11 558 conciliaciones concluyeron sin avenencia y repercutieron en más de 17 000 trabajadores».*

<sup>766</sup> *Memoria gobernador civil de Madrid, 1971, Archivo General de la Administración, Gobernación, 52/ 506 : « En punto a la conciliación sindical, merece destacarse el numero de 13 415 conciliaciones sindicales con avenencia que afectaron a 15 281 trabajadores y en ellas percibieron los productores 228 701 958 pesetas, cuya cifra superó las indemnizaciones de 1970 en casi un tercio».*

<sup>767</sup> *Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, Abogados contra el franquismo, op. cit., p.174. Nous n'avons pas le détail de cette évolution année par année.*

#### 4.2.7.2. Ecrire dans la presse « subversive » : l'exemple de *Mundo Social* et *Cuadernos para el Diálogo*.

La censure et les menaces de sanctions pesant sur les publications dissidentes ne les ont pas empêchées d'exister et de se battre contre la propagande de la Dictature, bien qu'à armes inégales. Cette conquête de l'opinion publique s'est faite en parallèle de la mobilisation sociale antifranquiste, l'a accompagnée, voire même précédée. En effet, comme le rappelle Javier Muñoz Soro dans son étude consacrée à *Cuadernos para el Diálogo*, « des revues comme "*Cuadernos para el Diálogo*" ou "*Triunfo*" étaient plus perméables au débat d'idées et atteignaient un public bien plus large que les groupes politiques qui œuvraient dans la clandestinité, situation qui, par nature, les condamnait à ne pas pouvoir dépasser l'exiguïté de leur rayon d'action<sup>768</sup> ». Le Régime autant que l'Opposition en étaient conscients : la presse écrite était un terrain d'affrontement à ne pas négliger. Voici ce que le responsable des services secrets franquistes, José Ignacio San Martín, disait de la presse d'opposition :

*Il est évident que la presse et l'information en général ont une grande importance, non pas qu'elles génèrent de nouvelles doctrines politiques, mais plutôt en tant que vectrices d'idéologie. [...] « Cuadernos para el Diálogo », dont le ton des éditoriaux et des articles était ouvertement anti-institutionnel, rendait impossible la collaboration d'hommes du Régime. Il en va de même pour des publications telles que « Mundo Social » [...] qui sous couvert d'interpréter la vie séculaire à la lumière du Concile Vatican II répudiait les principes et les institutions de l'Etat<sup>769</sup>.*

Bien entendu, ce n'est pas un hasard si on retrouve la signature de N. Sartorius dans ces deux magazines proches de l'Opposition démocratique cités par J.I. San Martín.

La fondation de la revue *Mundo Social* remontait à 1955. Elle avait pour propos, effectivement, de diffuser la doctrine sociale de l'Eglise. Dans le collimateur du Régime, quatorze procédures ont été ouvertes à son encontre entre 1966 et 1975, sur un total de dix-sept concernant des revues catholiques<sup>770</sup>. Selon Isabelle Renaudet, *Mundo Social* était une revue « engagée dans le siècle »,

---

<sup>768</sup>Javier Muñoz Soro, *Cuadernos para el Diálogo (1963-1976), Una historia cultural del segundo franquismo*, Barcelona, Marcial Pons, 2006, p. 22 : «*Revistas como "Cuadernos" o "Triunfo" eran más permeables al debate ideológico y llegaban a muchísimas más personas que los grupos políticos clandestinos, abocados a no poder superar nunca sus estrechos radios de acción*».

<sup>769</sup> José Ignacio San Martín, Servicio Especial, *op. cit.*, p.157-158 : «*Es obvio señalar el valor de la prensa y en general de la información más que como creadora de doctrinas políticas, como instrumento de difusión de ideologías. [...] "Cuadernos para el Diálogo", donde el tono de los editoriales y artículos al ser de marcado carácter anti-institucional hacía imposible la colaboración de los hombres del régimen. También la de las publicaciones religiosas "Mundo Social" [...] que bajo la pantalla de interpretar la vida temporal a la luz del Concilio Vaticano II repudiaban los principios e instituciones*».

<sup>770</sup>Les deux autres revues concernées par des sanctions administratives étaient *Fomento Social* et *Redención*. Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier*, Madrid, Casa de Velázquez, 2003, p. 273.

dans laquelle on pouvait retrouver « les principes de la doctrine sociale de l’Eglise », qui s’intéressait « *aux jeunes, au monde ouvrier* », qui faisait « *œuvre apostolique auprès des laïcs* », et qui ouvrait « *ses colonnes à la création littéraire, artistique, ou à l’actualité* <sup>771</sup> ». N. Sartorius y publia une étude en deux parties sur la renaissance du mouvement ouvrier, dans les numéros de janvier et février 1970<sup>772</sup>. Il était alors un des dirigeants des Commissions Ouvrières, sa voix comptait au sein de la direction du PCE, et il avait été à plusieurs reprises arrêté, jugé et condamné par la justice franquiste. C’était alors une voix qui comptait dans le milieu de la lutte ouvrière et de l’opposition au Franquisme. La contribution de N. Sartorius provoqua la colère du Régime qui condamna la revue au paiement d’une lourde amende. En effet, N. Sartorius avait évoqué l’assassinat du dernier guérillero d’Espagne, lors d’un échange de tirs entre la Garde Civile et un commando anarchiste, or, l’article était censé n’être qu’une chronique de la naissance et du renouveau du mouvement ouvrier espagnol :

*« Francisco Sabater a été blessé lors d’un échange de tirs dans le canton de Bañolas (Gérone) entre la Garde Civile et un commando anarchiste. Le lendemain, il a été achevé par un sbire du Régime à San Seloni. Il s’agit de la mort du dernier guérillero, et de la fin définitive d’une époque » ; on ne peut se limiter à la simple annonce de cette nouvelle comme d’un fait survenu en Espagne, c’est indéniable. Mais si l’allusion à ces faits paraît dans un article intitulé « Le réveil du mouvement ouvrier » [...], c’est qu’elle est là pour appuyer une argumentation, aux côtés d’autres évènements de caractère social et politique, visant à montrer la difficulté de « prévoir un déploiement immédiat du mouvement ouvrier ». L’allusion n’a plus le même sens, et l’indication que cet évènement représente « la fin d’une époque », caractérisée parce que c’étaient des années de reflux, de désorganisation de la classe ouvrière, et de mesures prises par l’Administration pour garantir l’ordre », précise l’objectif de cette allusion<sup>773</sup>.*

Dans cette sentence administrative à l’encontre de l’article de N. Sartorius, le Régime s’embourbe dans une explication manquant de clarté visant à condamner la référence à l’assassinat du « dernier

---

<sup>771</sup> Isabelle Renaudet, *op. cit.*, p. 14.

<sup>772</sup>Nicolás Sartorius, « El resurgir del movimiento obrero: primera etapa 1940-1960 », *Mundo Social*, janvier 1970, n°173, p. 21-25.

Nicolás Sartorius, «El resurgir del movimiento obrero: segunda etapa 1960-1970», *Mundo Social*, février 1970, n°175, p. 17-20.

<sup>773</sup>«El director general de prensa impone tres multas de 25 000 pesetas a la revista “Mundo Social”», *Mundo Social*, octobre 1970, n°181, p. 7 :«*En un tiroteo en la comarca de Bañolas (Gerona) entre la Guardia Civil y un comando anarquista ha sido herido Francisco Sabater, que será rematado el día siguiente en San Seloni por un somatén. Es la muerte del último guerrillero y el cierre definitivo de una época”, no puede tener el simple sentido de ofrecer la noticia, innegable, de un hecho ocurrido en España. Pero si la alusión a tal hecho se hace en un artículo titulado “El resurgir del movimiento obrero” [...] y se expone con el fin de argumentar, junto con otros sucesos de carácter laboral y político, la dificultad de “prever un inmediato despliegue del movimiento huelguístico” cambia de significado y acentúa su alcance cuando se señala como “cierre definitivo de una época”, caracterizada porque aquellos eran “años de reflujo, de desorganización de la clase obrera y de medidas de la Administración para asegurar el orden».*

guerrillero d'Espagne ». Mais ce qui importe ici, c'est que l'administration y nie l'évidence du lien entre augmentation des conflits ouvriers, due à un contexte économique difficile certes, mais aussi et surtout une meilleure organisation des travailleurs :

*Par la suite, le travail fait référence à des arrestations, pour différents motifs, au nombre de personnes ayant été jugées pour des délits contre la sécurité intérieure, à la durée de leur peine, dépeignant une situation conflictuelle qui, présentée ainsi, semble être la conséquence directe de la résurgence du mouvement ouvrier<sup>774</sup>.*

L'augmentation du nombre de militants des Commissions arrêtés et jugés pendant cette période montre également la relation évidente qu'il existait entre réveil militant et organisation de la lutte ouvrière.

De son côté, *Cuadernos para el Diálogo* était un autre titre qui comptait dans le panorama de la presse d'opposition. Elle avait été créée en 1963 par un groupe d'avocats démocrates-chrétiens qui souhaitaient fonder une revue progressiste, ouverte à tous les courants humanistes. Joaquin Ruiz Giménez, était à la tête de cette initiative. On se souvient qu'à l'époque des événements de 1956, il avait été destitué de son poste de Ministre de l'Education Nationale. Il avait été rapidement rejoint par des juristes de renom qui permirent l'existence de cette revue d'information politique jusqu'au retour de la démocratie en 1978. Félix Santos notamment, qui avait été le compagnon de route de N. Sartorius et José Jiménez de Parga au moment de la création du *Bufete Vallecas*, avait quitté le cabinet en question pour rejoindre la direction de la revue<sup>775</sup>. Avec le temps, l'engagement politique de la revue augmenta, ouvrant ses pages à des économistes, des avocats ou des dirigeants syndicaux notoirement antifranquistes. On y parlait des droits de l'homme, des libertés fondamentales, on y appelait à la suppression des tribunaux militaires et du tribunal d'ordre public, on y revendiquait la reconnaissance du statut de prisonnier politique. Les revendications du monde ouvrier étaient mises en lumière, tout comme les élections syndicales, le droit d'association, de réunion et les conflits ouvriers, les grèves et leurs répercussions répressives également. Javier Muñoz Soro souligne le rôle phare de *Cuadernos* à une époque où l'opposition se définissait, se construisait, en même temps qu'elle agissait :

---

<sup>774</sup>« El director general de prensa impone tres multas de 25 000 pesetas a la revista "Mundo Social" », Mundo Social, *op.cit.* : «A continuación, el trabajo en cuestión alude a detenciones, por distintos motivos, al número de personas que han sido juzgadas por delitos contra la seguridad interior y a la suma del tiempo de sus condenas, configurando así una situación conflictiva que aparece justificada como inmediata consecuencia del resurgir del movimiento obrero».

<sup>775</sup>Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo, op. cit.*, p.227.

*« Cuadernos » a fini par devenir une « référence de premier ordre » – concept utilisé pour parler du rôle du quotidien « El País » pendant la transition – et c’est précisément de là que vient le fait que l’on en parle souvent comme d’un « signe distinctif » (comme par exemple, lorsqu’on caricaturait les « gauchistes » avec la revue sous le bras). Sa diffusion réelle est beaucoup plus importante que ce que reflète son discret tirage, et elle a eu une grande influence au sein de différentes catégories sociales, comme les universitaires, les intellectuels, les professions libérales et la fonction publique intermédiaire. « Cuadernos » a été un lieu de sociabilité et rencontre culturelle, outre le fait d’avoir été un pont entre ceux qui avaient vécu la guerre [...] et les nouvelles générations [...]. C’est pourquoi il ne faut pas s’étonner si aujourd’hui une grande partie des acteurs du long processus de transition à la démocratie se souviennent de la revue comme d’un symbole de la lutte politique autant que d’un jalon de leur propre biographie. Certains se souviennent même, parfois de façon ingrate, être soudainement passé du catholicisme au marxisme, d’autres se remémorent le radicalisme idéologique de leurs jeunes années, non moins rapidement mis de côté avant de passer à un pragmatisme modéré, que les circonstances imposaient. [...] (« Cuadernos ») était l’école où tous ceux qui n’étaient encore que de jeunes universitaires ont appris de leur passé, de l’importance de l’engagement intellectuel, découvraient ce qu’il se passait dans le reste du monde, et dans leur propre pays, même si l’information n’était que partielle. C’est là qu’ils ont appris rien de moins que d’où ils venaient, et vers où ils devaient se diriger<sup>776</sup>.*

Nicolás Sartorius en tant que dirigeant du nouveau mouvement ouvrier espagnol, a apporté sa contribution à plusieurs reprises au sein de la revue progressiste. On retrouve sa signature pour la première fois dans le numéro extraordinaire du mois de novembre 1968<sup>777</sup>. A cette période, le contexte répressif était fort à l’encontre des Commissions Ouvrières. Nicolás Sartorius était sorti de la prison de Carabanchel au début de l’année 1968, après l’épisode de l’assemblée clandestine dans l’usine désaffectée *Vilma*. Puis, à la fin du mois de mars, la police avait intercepté quatre autobus transportant une centaine de militants des Commissions qui se rendaient au couvent de Zarzalejo,

---

<sup>776</sup>Javier Muñoz Soro, *Cuadernos para el Diálogo (1963-1976)*, op. cit., p. 22-23 : «*“Cuadernos” llegó a convertirse en una “referencia dominante” – concepto utilizado para “El País” durante la transición – y ahí radicaba precisamente su carácter de “seña de identidad” recordado a menudo (por ejemplo, cuando se caricaturizaba a los “progres” con la revista bajo en brazo). Su difusión real es mucho mas elevada de lo que parecen indicar sus discretas tiradas y tuvo una gran influencia entre determinados sectores sociales, en concreto universitarios e intelectuales, profesiones liberales y funcionarios medios. “Cuadernos” fue un lugar de sociabilidad y agregación cultural, además de un puente entre la generación de la guerra [...] y las nuevas generaciones [...]. Por eso no puede extrañar que aun hoy gran parte de los protagonistas del largo proceso de transición a la democracia recuerden la revista como un símbolo de su lucha política y un mojón de sus propias biografías. A algunos les trae a la memoria, a veces hasta de manera ingrata, su pronta evolución desde el catolicismo al marxismo, a otros su radicalismo ideológico de juventud, no menos rápidamente trastocado en el moderado pragmatismo político que impusieron las circunstancias. [...] Fue la escuela donde todos esos todavía jóvenes universitarios aprendieron sobre su pasado, sobre los deberes del compromiso intelectual, sobre lo que ocurría en el resto del mundo e, incluso, algo de lo que ocurría en su propio país. Allí aprendieron, nada menos, de donde venían y hacia donde tenían que ir ».*

<sup>777</sup>*Cuadernos para el Diálogo*, n° extraordinario XI, «Sindicalismo», novembre 1968.

dans les environs de Madrid, où était prévue une assemblée syndicale clandestine<sup>778</sup>. Il faisait partie des passagers arrêtés. Le Tribunal d'Ordre Public le condamna à deux ans et demi de prison, mais il fut libéré sous caution au bout de deux mois<sup>779</sup>. Moins de six mois après cet épisode, la revue *Cuadernos para el Diálogo* publiait un hors-série sur le syndicalisme, dans lequel écrivaient plusieurs dirigeants syndicaux traqués par les forces de police et de justice franquistes, qui avaient été incarcérés à de multiples reprises ; des Phalangistes réformistes également, ou encore des Démocrates-Chrétiens qui avaient pris leurs distances avec le Régime comme José María de Areilza ou J. Ruiz Gimenez, et aussi le leader du Parti Communiste Espagnol Simón Sánchez Montero.

N. Sartorius, au-delà de sa position de dirigeant syndical, commençait ici à se poser également en tant que penseur du nouveau mouvement ouvrier : dans ces pages il propose par exemple une réflexion sur l'importance de l'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis. On se souvient que le Tribunal Suprême venait à l'automne 1968 de condamner les Commissions Ouvrières via un délit par analogie avec le PCE. N. Sartorius insistait donc sur le fait que l'unité syndicale, l'union de tous les travailleurs, indépendamment de leurs convictions politiques (voire de leur absence), et l'indépendance entre syndicats et partis étaient indispensables pour parvenir à l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs :

*La division syndicale à l'ère des monopoles économiques est un suicide de classe. [...] Jusqu'à la fin du siècle dernier, les travailleurs n'avaient jamais formulé d'alternative globale à la société dans laquelle ils vivaient. Ils secondaient, tout au plus, les plans des progressistes, démocrates ou républicains. Ce conformisme de classe [...] a eu de sérieuses conséquences. L'ouvrier en est sorti écœuré de la politique et des partis. [...] Rien d'étrange donc, à ce qu'un important secteur de la classe ouvrière finisse par opter pour un syndicalisme pur, et qu'il entretienne une méfiance radicale envers la lutte politique parlementaire. Par ailleurs, ceux qui comprennent la différence structurelle entre syndicats et groupes politiques, mais qui estiment que le premier est subordonné et dépendant de la ligne politique des seconds, réduisent les syndicats à un simple appendice du parti. [...] Dans un cas comme dans l'autre, l'unité est impossible, car il finit par y avoir autant de centrales syndicales qu'il existe de partis ouvriers. C'est sur la richesse de cette expérience que le syndicalisme espagnol est en train de se construire. Désormais nous partons du principe que le syndicalisme ne peut être l'œuvre d'une minorité plus ou moins révolutionnaire, super-politisée, disposée aux plus grands sacrifices. Au contraire, le syndicat doit être intégré par le plus grand nombre de travailleurs, de toutes classes, avec ou sans conscience politique<sup>780</sup>.*

---

<sup>778</sup> Informe Nicolás Sartorius, 1974, Archivo General de Administración, Gabinete de enlace, 42/08829, expediente 15.

<sup>779</sup> Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo*, op. cit., p. 132. Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.1, op.cit., p. 250.

<sup>780</sup> Nicolás Sartorius, «Sindicatos y grupos políticos», *Cuadernos para el Diálogo*, número extraordinario XI, «Sindicalismo», novembre 1968, p. 67 :«La división sindical en la época de los monopolios es un suicidio de

Cependant, la présence de militants et de dirigeants communistes à la tête des Commissions Ouvrières était notoire. Nicolás Sartorius faisait partie du PCE, et sa position au sein de la direction de la lutte ouvrière allait l'amener à être désigné membre du Comité Central à l'été 1970<sup>781</sup>. Par ailleurs, plusieurs membres phalangistes de l'*Interramas* avaient quitté les Commissions, suite à des dissensions et des rivalités idéologiques avec les militants communistes<sup>782</sup>. C'est pourquoi N. Sartorius préfère ne pas éluder ce point et explique :

*Cependant, si nous voulons réellement préserver l'unité des travailleurs, les positions (politiques) doivent émerger à l'occasion de discussions démocratiques au sein du syndicat, tout en évitant les transferts de postures. [...] C'est un fait, des membres de groupes politiques appartiennent aux syndicats, et ils peuvent y compris y occuper des postes à responsabilité dans les deux sphères. L'indépendance syndicale n'est pas pour autant en danger si l'homme a été choisi par les travailleurs, et qu'ils ont confiance en lui. [...] (Il faut qu'une) authentique démocratie interne ouvrière fonctionne – et pour moi l'assemblée ouvrière, depuis l'usine jusqu'au plus haut niveau, est la pièce maîtresse de cette démocratie<sup>783</sup>.*

N. Sartorius vante ici les mérites de l'assemblée, alors que, pour mémoire, les rassemblements non autorisés étaient passibles de sanctions pénales, comme il en avait fait les frais quelques mois auparavant. Ainsi donc, nous sommes face à un article destiné à un public averti, qui développe une pensée construite, progressiste. Ce papier pourrait même être considéré comme une sorte de contre-offensive, de recours interposé face aux sentences du Tribunal Suprême qui réduisait les

---

*clase. [...] Hasta finales de siglo nunca formularon los trabajadores una alternativa global a la sociedad en la que vivían. Secundaban todo lo más los planes de progresistas, demócratas o republicanos. Este seguidismo de clase [...] tuvo serias consecuencias. El obrero salió asqueado de la política y de los partidos políticos. [...] No era extraño, pues, que un importante sector de la clase obrera española se inclinara hacia un sindicalismo puro, con una desconfianza radical en la lucha política parlamentaria. La segunda posición es la de los que, si bien distinguen orgánicamente entre sindicatos y grupos políticos, hacen jugar al primero un papel subordinado y dependiente de la política de los segundos, convirtiendo al sindicato en un apéndice de los mismos. [...] Tanto en un caso como en otro la unidad se hace imposible, pues se crean inevitablemente tantas centrales sindicales cuantos grupos políticos obreros existan. Sobre esta rica experiencia se está labrando el presente sindicalismo español. Hoy partimos de que el sindicalismo no puede ser obra de una minoría más o menos revolucionaria, superpolitizada, dispuesta a los mayores sacrificios. Por el contrario, el sindicato tiene que estar formado por las más amplias masas de trabajadores de todas clases, con o sin consciencia política».*

<sup>780</sup>Informe Nicolás Sartorius, 1974, AGA, *op.cit.*

<sup>781</sup>Gregorio Morán, *Miseria y Grandeza*, *op. cit.*, p.410.

<sup>782</sup>Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado*, *op.cit.*, p.198. Ceferino Maeztu notamment, militant phalangiste, avait quitté les Commissions Ouvrières à cause de ce type de dissensions internes.

<sup>783</sup>Nicolás Sartorius, «Sindicatos y grupos políticos», *Cuadernos para el Diálogo*, número extraordinario XI, «Sindicalismo», novembre 1968, p.67 :«*Ahora bien, si se quiere conservar realmente la unidad de los trabajadores, estas posiciones deben de surgir de la discusión democrática en su propio seno, evitando cualquier trasplante de posturas [...]. Es un hecho que a los sindicatos pertenecen miembros de grupos políticos que hasta pueden llegar a ocupar cargos de responsabilidad en ambas esferas. La independencia sindical no pelagra por ello si ese hombre ha sido elegido y cuenta con la confianza de los trabajadores. [...] Pero allí donde funcione una auténtica democracia interna obrera – y para mí la asamblea obrera, desde la fábrica hasta los más altos niveles, es la pieza maestra de esta democracia*».

Commissions Ouvrières à un syndicat fantoche, que le Parti Communiste manipulait sa guise en coulisse. Plutôt que de nier ce qui pouvait sembler une évidence au vu de son orientation communiste notoire, et du lexique employé par les Commissions dans tous ses communiqués, pamphlets, ou appels à la grève, inspirés de la lecture marxiste du système capitaliste, N. Sartorius insiste sur la nécessité pour le mouvement ouvrier qu'il soit uni et indépendant de tout parti, pour parvenir à l'unité qui seule pouvait permettre aux ouvriers de peser de tout leur poids en vue d'améliorer leur sort.

En 1971, on remarque une légère diminution des conflits ouvriers à l'échelle nationale par rapport à l'année précédente, mais le niveau restait toutefois supérieur à celui de 1969<sup>784</sup>. Cette année-là, de nouvelles élections syndicales renouvelèrent la moitié des représentants syndicaux. Le Régime espérait alors qu'avec les arrestations de militants par dizaines et la désarticulation de nombreux foyers de protestation, les Commissions se seraient vues affaiblies lors de ces élections. Effectivement, la préparation des élections de 1971 avait provoqué des dissensions au sein des Commissions, concernant entre autres les leçons à tirer de l'expérience de 1966 : la répression patronale et politique sur ceux qui avaient été élus avait été forte, et une fois élus, la capacité d'action des représentants syndicaux restait limitée. C'est pourquoi certains appelaient à l'abstention, alors que d'autres optaient pour maintenir leur ligne de conduite et participer pleinement à ce scrutin.

Cette année 1971 fut également marquée par le débat autour de la réforme de la Loi Syndicale. Portée depuis 1961 par l'ex-Ministre et Secrétaire Général de la Phalange, José Solís<sup>785</sup>, elle avait été rejetée par le gouvernement qui la jugeait trop libérale, et par les Commissions qui estimaient que les avancées promises n'étaient pas satisfaisantes. Le débat autour de cette réforme législative revenait régulièrement au cœur de l'actualité politique<sup>786</sup>, et elle fut finalement approuvée au mois de février 1971. Avec cette réforme, mis à part que les procédures de recours et de médiation étaient allégées, l'équilibre des forces entre ouvriers, Régime et patronat restait inchangé. Et désormais, les entreprises en cas de conflit ou « *d'absence réitérée du personnel empêchant un*

---

<sup>784</sup>Carme Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, op. cit., p.201.

<sup>785</sup> José Solís avait été destitué de son poste suite à une affaire de corruption impliquant plusieurs membres du gouvernement, connue sous le nom de l'« affaire MATESA ». Il avait été substitué par Torcuato Fernández Miranda.

<sup>786</sup>Pere Ysàs, *Disidencia y subversión*, op. cit., p. 98-99.

*processus normal de production*<sup>787</sup> », pouvaient de surcroît fermer leurs portes pour éviter les dommages aux biens et aux personnes, ou les occupations illégales. De même, les postes à responsabilités soumis à élection étaient rendus inaccessibles pour les représentants de l'Opposition, grâce au recours par le Syndicat à une déclaration d'incompatibilité « *suite à des agissements contraires aux principes fondamentaux du Mouvement*<sup>788</sup> ». Malgré tout de plus en plus d'entreprises négociaient directement avec les représentants des Commissions même s'ils n'avaient pas été élus, ce qui créa de nombreuses tensions entre le patronat et la bureaucratie verticaliste pour qui « *la défense de la légalité et des institutions du régime était essentielle, en échange de la défense des bénéficiaires, de l'ordre et de la discipline dans les entreprises*<sup>789</sup> ».

Toutefois, les Commissions subirent un nouveau coup dur au mois de juin 1972, lorsque les principaux membres de la *Coordinadora General* furent arrêtés, pris en flagrant délit de réunion illégale<sup>790</sup>. N. Sartorius fit partie des dirigeants incarcérés. Il fut jugé un an et demi plus tard, aux côtés de ses neuf camarades, et il fut condamné en première instance à 19 ans de prison. Malgré cela, les Commissions Ouvrières poursuivirent leur lutte et lors des élections syndicales de 1975, la participation fut très élevée et les candidatures unitaires et démocratiques obtinrent plus de 50% des postes dans le secteur métallurgique madrilène, mais aussi dans ceux de la construction, de la banque, des assurances, des arts graphiques, de l'enseignement, des transports ou de la santé<sup>791</sup>.

Enfin, du fait de son action et de son rôle de premier plan au sein du mouvement ouvrier, reconnu par ses pairs, N. Sartorius grimpa progressivement les échelons du PCE, jusqu'à en atteindre les plus hautes sphères. Tant et si bien qu'au mois d'août 1970, lors d'une réunion du Comité Central, il fut désigné pour intégrer l'instance dirigeante du Parti. Gregorio Morán, spécialiste du PCE, considère que ce moment est un des jalons de l'histoire du Parti, car avec N. Sartorius c'est une trentaine de militants de l'intérieur qui ont accédé pour la première fois à ce poste, ce que S. Carrillo et ses camarades ont décidé de faire sans passer par l'organisation d'un nouveau Congrès<sup>792</sup>. Il faut se souvenir que ces années étaient marquées par des dissensions fortes entre le PC soviétique et le PCE,

---

<sup>787</sup>Pere Ysàs, *ibidem.*, p. 110 : «[...] *inasistencia reiterada del personal que impida el proceso normal de producción*».

<sup>788</sup>Pere Ysàs, *ibidem.*, p. 111 : «[...] *por actuación contraria a los Principios Fundamentales del movimiento*».

<sup>789</sup>Carne Molinero, Pere Ysàs, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, *op. cit.*, p.245 : « *Para ésta era esencial la defensa de la legalidad y de las instituciones del régimen, para los primeros era esencial en cambio la defensa de los beneficios y del orden y la disciplina en las empresas* ».

<sup>790</sup> Dorénavant, la recomposition et la direction de la *Coordinadora general* seront assumées par les Commissions catalanes, très actives également.

<sup>791</sup>*Historia de Comisiones Obreras (1958-1988)*, *op. cit.*, p.211.

José Babiano Mora, *Emigrantes, cronómetros y huelgas*, *op. cit.*, p.333.

<sup>792</sup>Gregorio Morán, *Miseria y Grandeza del Partido Comunista de España, 1939-1975*, *op. cit.*, p.459-460.

qu'il n'avait pas soutenu lors de son intervention en Tchécoslovaquie. Depuis 1968, les deux partis n'avaient eu de cesse de s'affronter, directement ou indirectement : l'URSS pensait pouvoir faire plier le PCE en le privant de tout soutien logistique et financier, et en établissant pour la première fois depuis la fin de la guerre civile des relations officielles avec l'Espagne franquiste, avec l'accueil du ministre des affaires étrangères à l'aéroport de Moscou, suivi de l'envoi d'une mission diplomatique soviétique à Madrid<sup>793</sup>. Pour sa part, Santiago Carrillo continuait à résoudre les divisions internes comme par le passé, en excluant du Comité Central ceux qui s'obstinaient à soutenir les positions soviétiques. Lors de cette réunion en banlieue parisienne en plein été 1970, Enrique Lister, membre historique du Parti, s'offusquait de voir la discussion autour de la préparation du prochain Congrès reléguée au dernier point de l'ordre du jour, alors que l'ouverture de ce chapitre promettait un débat houleux entre pro-soviétiques -qui souhaitaient que cette réunion leur permettent d'exposer leurs objections à la ligne politique du parti et aux méthodes de direction de S. Carrillo- et ceux qui apportaient leur soutien à la ligne politique qu'il défendait. La proposition de modification de l'ordre du jour faite par E. Lister fut soumise au vote et rejetée :

*Après une objection brève mais bruyante, E. Lister et ses deux collègues ont décidé de quitter les lieux. Contre l'avis de Santiago, qui était partisan de les laisser partir, certains militants de l'intérieur, et tout particulièrement N. Sartorius, ont exigé qu'on les retienne jusqu'à la fin, par sécurité. Il y a eu des cris, des insultes, ils se sont débattus et ont menacé d'entamer une grève de la faim, mais cela n'y a rien changé. La réalité est venue ensuite confirmer leurs mauvaises intentions, car peu après qu'on les ait laissés sortir, la police française est venue inspecter les lieux [...]*<sup>794</sup>.

C'est dans ces circonstances que les derniers dissidents pro-soviétiques ont quitté le Parti. Dans le même temps, un groupe de militants âgés de moins de quarante ans, qui n'avaient pas vécu la Guerre Civile et étaient issus de l'Opposition intérieure, accédèrent aux plus hautes fonctions du Parti, en obtenant une place au sein du Comité Central, voire au Comité Exécutif. Lors de cette réunion enfin, S. Carrillo confirma la nouvelle ligne politique du Parti : le Pacte pour la Liberté. Autrement dit l'alliance avec toutes les forces de l'Opposition pour parvenir à ébranler dans un premier temps, et idéalement provoquer dans un second temps la chute de la Dictature.

---

<sup>793</sup>Gregorio Morán, *ibidem.*, p.458.

<sup>794</sup>Gregorio Morán, *op. cit.*, p.459:«Tras la breve pero ruidosa protesta, Lister y sus dos colegas quisieron abandonar el lugar. Frente a la opinión de Santiago, que era partidario de dejarles marchar, algunos militantes del interior, y muy especialmente Nicolás Sartorius, exigieron que se les mantuviera "retenidos" hasta el final, como medida de seguridad. Hubo gritos, insultos, forcejeos y conato de huelga de hambre, pero así se hizo. La realidad vino luego a confirmar las malas intenciones, porque poco después de que se les soltara, la policía francesa visito el local [...]. »

Deux ans plus tard, au mois de juillet 1972, le Parti convoquait son VIIIème Congrès, sept ans après le précédent, et le dernier avant le retour de la démocratie. S. Carrillo s'inquiétait de voir que l'oligarchie franquiste profitait du déclin physique du Dictateur pour amorcer une transition réformiste : « *le centrisme souhaite éviter la rupture indispensable pour passer d'une dictature à une démocratie, ou tout du moins de l'atténuer au maximum, afin de ne pas compromettre la position dominante de l'oligarchie. [...] Le centrisme s'efforce de faire en sorte que l'opposition se plie à la succession en la personne de Juan Carlos*<sup>795</sup> ». C'est pourquoi le Parti Communiste devait affirmer une ligne politique censée guider les militants jusqu'au décès du Dictateur. Sa nouvelle tactique se résumait en deux objectifs : d'une part il fallait réussir à construire un pacte pour la liberté, autrement dit une alliance de l'Opposition contre la Dictature, et même si cela impliquait de rompre avec la tradition du Parti. C'est pourquoi ce VIIIème Congrès vota l'acceptation du Marché Commun : « *le Marché Commun Européen n'est pas un problème pouvant diviser et faire s'affronter entre elles les forces démocratiques de notre pays, qui puisse entraver la recherche d'un accord pour venir à bout de la dictature*<sup>796</sup>. D'autre part, le Parti souhaitait toujours l'union des forces du travail et de la culture, c'est-à-dire de toutes les strates de la population pour faire chuter l'oligarchie franquiste qui se préparait à reprendre les rênes du pouvoir. Par ailleurs, l'arme de l'Opposition pour ébranler le pouvoir en place restait la même : la grève générale. Le PCE savait enfin que la participation des militants de l'intérieur aux Congrès était extrêmement risquée, et qu'il ne pouvait plus prendre le risque d'une infiltration et d'une rafle policière au retour des militants en Espagne. C'est pourquoi il fut approuvé que les Congrès du PCE ne seraient plus qu'une instance consultative, et que les décisions seraient prises lors de Conférences auxquelles assisteraient un Comité Central élargi à 118 membres. N. Sartorius faisait partie des 27 membres âgés de moins de 40 ans, considérés par certains comme des « soixante-huitards » marqués par leur soutien aux protestataires français et par leur condamnation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Il fut néanmoins élu pour faire partie des 24 membres du Comité Exécutif, véritable instance de décision du Parti entre deux Conférences ou Congrès<sup>797</sup>.

---

<sup>795</sup>Gregorio Morán, *ibidem.*, p.470 :« *el centrismo se propone evitar la ruptura imprescindible entre dictadura y democracia, o atenuarla al máximo, para que no comprometa la posición dominante de la oligarquía. [...] El centrismo se esfuerza por conseguir que la oposición se pliegue a la sucesión de Juan Carlos.*»

<sup>796</sup>Gregorio Morán, *ibidem.*, p.469 :« *El MCE no es un problema que pueda dividir y enfrenar entre si a las fuerzas democráticas de nuestro país, que estorbe la búsqueda de un acuerdo para acabar con la dictadura.* »

<sup>797</sup>Gregorio Morán, *op. cit.*, p.471.

# CHAPITRE 5 : CONSEQUENCES ET REPERCUSSIONS DE LA LUTTE.

# CHAPITRE 5. CONSEQUENCES ET

## REPERCUSSIONS DE LA LUTTE.

En tant que leader du mouvement ouvrier, N. Sartorius n'échappa pas à la répression et séjourna plusieurs années en prison. Quelles étaient les stratégies mises en place pour éviter de se faire prendre ? L'expérience de N. Sartorius permet également d'avoir un aperçu des conditions d'incarcération et du traitement réservé aux « délinquants » politiques, ainsi que les nommait la dictature, pendant cette seconde moitié du Franquisme. Une fois derrière les barreaux, la lutte était-elle mise entre parenthèse ? Quelles étaient les conséquences concrètes de ces périodes d'incarcération sur les détenus, et de quelle façon N. Sartorius et ses camarades ont-ils réussi à retourner la principale arme du régime contre lui ?

### *5.1. L'ARSENAL LEGISLATIF DU REGIME CONTRE LE MOUVEMENT D'OPPOSITION.*

Dans les années 1960 et 1970, le temps des exécutions à l'aube aux abords des cimetières était révolu, certes. Mais la répression n'avait jamais cessé et ne cessa jamais tout au long des quarante années de Dictature, elle en était la clef de voûte. D'ailleurs, à ce titre le Ministère de l'Intérieur disposait d'un budget bien supérieur à celui de l'Education. En fait, la Dictature a dosé ou ajusté l'intensité de la répression en fonction du climat politico-social interne et de la pression internationale. Pour preuve, le 27 septembre 1975, quelques semaines avant l'hospitalisation définitive et le décès de F. Franco, cinq militants antifranquistes condamnés à la peine capitale étaient exécutés. C'est pourquoi la Dictature s'était progressivement dotée d'un arsenal juridique et institutionnel pour légitimer l'usage de la répression, l'objectif ultime étant de garantir le maintien

du régime à tout prix, comme le rappelle N. Sartorius : *«la législation était pensée pour légitimer et garantir sa propre survie, et absolument pas pour accorder des droits reconnus inaliénables dans les démocraties occidentales»<sup>798</sup>* ». Bien entendu, l'indépendance de la justice, la garantie d'un procès équitable, du respect des procédures, et la présomption d'innocence étaient exclues du système juridique franquiste.

Depuis 1963 et l'exécution de Julian Grimau, la Dictature ne condamnait plus pour des faits remontant à la Guerre Civile. C'était dorénavant ceux qui avaient repris le flambeau des idéaux et des valeurs défendues par les Vaincus qui devinrent la cible exclusive de l'appareil répressif franquiste : *« Ces délits, en raison de l'ampleur des desseins grossiers qu'ils visent, qui alarment et sèment le trouble dans la société, entraînent des conséquences si graves et si dangereuses qu'il est justifié et nécessaire de les combattre efficacement, d'établir des procédures sommaires et des juridictions spéciales»<sup>799</sup>* ». D'après la législation franquiste, donc, réclamer le droit de grève, la liberté d'expression, le droit d'association, ou celui de se syndiquer librement, aurait porté atteinte à l'ordre public et à la sécurité de l'Etat. Leurs auteurs étaient à ce titre, pour elle, légitimement passibles d'importantes sanctions financières et de lourdes peines d'emprisonnement.

### 5.1.1. L'arsenal juridique franquiste

La dictature était obsédée par ce qu'elle appelait la « subversion ». Cet axe majeur de l'arsenal juridique franquiste était défini dans les livres servant de support à l'Académie Générale Militaire ; la guerre subversive était *« une guerre que l'on livre au sein d'un territoire, conduite par une partie de ses habitants, appuyés ou non depuis l'extérieur, contre les autorités, avec pour objectif la conquête du pouvoir, ou tout du moins, la paralysation de celui qui était en place»<sup>800</sup>* ». Dans un autre manuel édité en 1977, autrement dit, après la mort de F. Franco mais avant l'instauration de la démocratie, il était dit : *«la subversion se présente aujourd'hui comme un ensemble harmonieux d'actions en tous*

---

<sup>798</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa, op.cit.,p.83* : *«una juricidad destinada a legitimar y garantizar su propia supervivencia y en absoluto interesada en reconocer derechos asumidos como inalienables en las democracias occidentales»*.

<sup>799</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa, op.cit., p.279*: *« La comisión de estos delitos, por el alcance de los torpes designios que pretenden y por el alarma y perturbación social que causan, llevan consigo la peligrosidad de tan gravísimas consecuencias que justifica, por la necesidad de atajarlos eficazmente, el establecimiento de procedimientos sumarios y jurisdicciones especiales, sin merma de las garantías que el justiciable requiere»*.

<sup>800</sup> Diego López Garrido, *El aparato policial en España: historia, sociología e ideología*, Barcelona, Ariel, 1987, p.162: *« es una guerra librada en el interior de un territorio llevada a cabo por una parte de sus habitantes, apoyadas o no desde el exterior contra la autoridad constituida, con objeto de conquistar el poder, o, al menos, paralizar la acción del mismo»*.

genres, à travers lesquelles une fraction d'un pays, depuis l'intérieur même, appuyée ou non depuis l'étranger, s'efforce de perturber la cohabitation civique pour faire s'effondrer la structure politique et sociale, et pouvoir la substituer par une autre lui étant plus favorable, qu'en règle générale la majorité de la population abhorre ou à laquelle elle est indifférente, au moins initialement<sup>801</sup> ». On observe que l'augmentation de l'utilisation de ce terme, « subversion », est parallèle à celle de la contestation sociale. Il occupait d'ailleurs une place prépondérante dans le cursus de formation des forces de l'ordre (militaires, gardes civils et policiers). En 1967 le programme d'enseignement du Corps Supérieur de Police était divisé en vingt chapitres, dont treize leçons étaient consacrées au Parti Communiste d'Espagne<sup>802</sup>. De même, le chapitre « subversion et terrorisme » augmenta considérablement à partir de l'année scolaire 1972-1973, occupant plus d'un quart du temps de formation des militaires et des Gardes Civils<sup>803</sup>. L'historien Diego López Garrido a étudié la nature et l'évolution des principes inculqués aux forces de l'ordre en Espagne. Il explique qu'à cette époque « elles étudiaient les doctrines subversives, le socialisme, l'anarchisme, le syndicalisme, le marxisme, le communisme, étant entendues comme telles [...] de même, en annexe étaient insérés : le Pacte pour la Liberté, les Commissions Ouvrières, les mouvements étrangers, ETA<sup>804</sup> ». Il commente également l'importance du temps consacré par l'école de Police à l'étude du Parti Communiste d'Espagne : « cela s'explique probablement par le fait que l'action du Parti Communiste et des Commissions Ouvrières, qui parviennent à homogénéiser l'opposition démocratique, est plutôt centrée dans l'espace urbain<sup>805</sup> », espace dont le contrôle incombe aux forces de Police. Sa conclusion est sans appel, « l'étude du terrorisme et de la subversion prédomine sur celle de la délinquance commune<sup>806</sup> ».

---

<sup>801</sup> Ejército De Tierra Estado Mayor, *Subversión y contrasubversión: orientaciones*, Madrid, El Estado Mayor, 1978, p.10. « La subversión se presenta hoy como una serie harmónica de acciones de todas clases, mediante las que una fracción de un país, desde el interior del mismo, apoyada o no desde el exterior, se esfuerza en perturbar la convivencia cívica para derrumbar su estructura política y social y sustituirla por otra que le es favorable, y que, en general, repugna o es indiferente a la mayoría de la población, al menos inicialmente ».

<sup>802</sup> Diego López Garrido, *El aparato policial en España*, op.cit., p.160.

<sup>803</sup> Diego López Garrido, *El aparato policial en España*, op.cit., p.152.

<sup>804</sup> Diego López Garrido, *El aparato policial en España*, op.cit., p.160: « Se estudian las doctrinas subversivas, entendiéndose por tales: socialismo, anarquismo, sindicalismo, marxismo, comunismo [...] asimismo se incluye como anexo: pacto por la libertad, Comisiones Obreras, movimientos extranjeros, ETA ».

<sup>805</sup> Diego López Garrido, *El aparato policial en España*, op.cit., p.164: « la explicación probablemente es que la acción del Partido Comunista y Comisiones Obreras, que hegemoniza la oposición democrática, está más centrada en los espacios urbanos ».

<sup>806</sup> Diego López Garrido, *El aparato policial en España*, op.cit., p.164: « Predomina desproporcionalmente el estudio del terrorismo y la subversión sobre la delincuencia común ».

Pour contrer ces mouvements subversifs, le régime déploya tout un arsenal de services de renseignement, de contrôle et de répression. Voici quelques extraits extrêmement révélateurs des grands axes de la politique contre-subversive de la Dictature :

*CONTRE-SUBVERSION. GENERALITES. [...] La subversion précède ; il n'y a pas de contre-subversion s'il n'y a pas de subversion, ce qui n'empêche pas, au moins dans une certaine mesure, que soient prises toutes sortes de dispositions gouvernementales et préventives en termes de sécurité, afin de priver la subversion de ses motivations, de ses raisons ou de son climax. [...] Le vieil aphorisme, « mieux vaut prévenir que guérir », est dans ce cas d'une valeur inégalable<sup>807</sup>.*

Et l'une des principales armes de la lutte contre « l'ennemi intérieur », c'est le déploiement et la coordination d'un réseau de renseignement efficace :

*PRINCIPES ET REGLES DE LA CONTRE-SUBVERSION. [...] Premier principe. La lutte contre la subversion est un combat mené pour la population et jamais contre elle. [...] Septième principe. Une bonne information est indispensable. Un Service d'Information bien développé et efficace doit être mis à disposition. Dans le cas contraire, la lutte contre la subversion n'aurait que peu de chances d'aboutir<sup>808</sup>.*

En 1962, le Bureau de liaison (*Gabinete de Enlace*) est créé par Manuel Fraga, en charge du Ministère de l'Information et du Tourisme. Il a pour mission de regrouper et de recouper tous les renseignements provenant de tous les départements ministériels à l'échelle nationale. Le *Gabinete* travaillait en étroite collaboration avec la Direction Générale de Sécurité qui se consacrait exclusivement à la répression politique, en lien avec les divers corps des forces armées et le parti unique. N. Sartorius explique que « sa mission était de récolter des informations sur toutes les personnes ou entités susceptibles de conspirer contre le régime, ou a minima de le déranger. Il renseignait sur les idées, les activités, la vie privée [...]»<sup>809</sup>. La Dictature pouvait également compter sur un réseau d'informateurs qui collaboraient avec les services de renseignements, contre rémunération ou à titre gracieux. Les agents du *Gabinete de Enlace* se chargeaient ensuite de créer

---

<sup>807</sup> Ejército De Tierra Estado Mayor, *Subversión y contrasubversión*, op.cit., P.61-64: « CONTRA SUBVERSIÓN. GENERALIDADES. [...] La subversión es acción anterior; no hay contrasubversión si no hay subversión, lo que no impide, al menos en alguna medida, que deban ser tomadas toda clase de disposiciones gubernativas y de seguridad, a fin de privar de sus motivaciones, razones o climax a la subversión. [...] El viejo aforismo, "más vale prevenir que curar" es aquí de inigualable valía».

<sup>808</sup> Ejército De Tierra Estado Mayor, *Subversión y contrasubversión*, op.cit., p.69: « PRINCIPIOS Y REGLAS DE LA CONTRASUBVERSIÓN. [...] Primer principio. La lucha contra la subversión es una lucha por la población y nunca contra ésta. [...] Séptimo principio. Una buena información es indispensable. Debe disponerse de un Servicio de Información bien desarrollado y eficaz. De otro modo, la lucha contra la subversión se conduciría con escasas probabilidades de éxito».

<sup>809</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op.cit., p.24: « Su misión era recabar información de todas las personas o entidades que pudieran conspirar contra el régimen o siquiera inquietarle. Informaba sobre Ideas, actividades, vida privada [...]».

des dossiers individuels ou thématiques qu'ils alimentaient avec les informations leur parvenant. Ils rédigeaient également des rapports qu'ils diffusaient auprès du secteur administratif ou militaire concerné.

*La quantité d'informations utilisées par le Gabinete est impressionnante. Il n'existait rien ni personne exerçant une activité dans le secteur de la culture, de la politique, du syndicalisme, ou membre du clergé, etc. qui n'ait sa fiche au Gabinete. [...] Son objectif était de réunir le plus grand nombre d'informations possible pour faire en sorte de contrôler, discréditer, et, dans certains cas, faire chanter, tout individu dissident<sup>810</sup>.*

Cependant, la surveillance seule ne pouvait rien, si elle n'était pas couplée à la répression. Le profil de « l'ennemi » ayant évolué depuis la fin de la Guerre Civile, la Dictature s'est vue contrainte d'adapter son arsenal juridique pour créer une « légalité » de façade pour sa politique répressive, et en vue de tenter de faire face au mécontentement social et à la protestation grandissante au début des années 1960. C'est pour cette raison que le 30 septembre 1959, une loi d'Ordre Public a été approuvée : elle proclamait l'illégalité de toute altération de « l'unité spirituelle, nationale, politique et sociale de l'Espagne<sup>811</sup> ». Toute grève, manifestation, ou tout rassemblement engendrant « désordres et violences<sup>812</sup> » étaient juridiquement proscrits. Il en allait de même pour les prises de parole ou les publications recommandant de « provoquer la subversion en faisant l'apologie de la violence », qui encourageaient à la désobéissance, et de tout ce qui pourrait « altérer l'ordre public et l'harmonie de la vie sociale<sup>813</sup> ». Cette loi encourageait également toute personne témoin de tels actes à les dénoncer auprès des autorités, sous peine d'amende pour complicité.

Quatre ans plus tard en 1964, la Dictature fêtait en grande pompe, rappelons-le, les « XXV années de paix » depuis la fin de la Guerre Civile, grande campagne de propagande promue par Manuel Fraga Iribarne. Au même moment, un an et demi après le mouvement de grève qui avait secoué les Asturies, le régime mettait en œuvre une nouvelle juridiction spécifique et un tribunal entièrement

---

<sup>810</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op.cit., p.322-324: « Es impresionante el material informativo utilizado por el Gabinete. No hay nada ni nadie que trabajara en el campo de la cultura, de la política, del sindicalismo, del clero, etc. Que no contara con una ficha en el Gabinete. [...] Su fin era reunir la mayor cantidad de información posible para tratar de controlar, de desacreditar y, en algún caso, de chantajear a cualquier disidente ».

<sup>811</sup> Cité par Pere Ysàs, *Disidencia y subversión.*, op.cit., p.124: « los que alteren a la unidad espiritual, nacional, política y social de España ».

<sup>812</sup> Cité par Pere Ysàs, *Disidencia y subversión.*, op.cit., p.124: « las manifestaciones y reuniones públicas ilegales o que produzcan desordenes y violencias ».

<sup>813</sup> Cité par Pere Ysàs, *Disidencia y subversión.*, op.cit., p.124-125 « “ por los cuales se propague, recomiende o provoque la subversión o se haga apología de la violencia”, “excitar al incumplimiento de las normas relativas al orden público y la desobediencia a las decisiones que la Autoridad o sus Agentes timaren para conservarlo o restablecerlo”, “ los que de cualquier otro modo no previsto en los párrafos anteriores faltaren a lo dispuesto en la presente Ley o alterasen la paz pública o la convivencia social ».

pensés pour s'occuper de ce nouveau type de délinquance, la subversion sociale : la Loi d'Ordre Public (LOP) et le Tribunal d'Ordre Public (TOP). Juan José del Águila, qui s'est penché sur le fonctionnement du TOP, ses acteurs et ses victimes, souligne le fait que ces instruments juridiques avaient été spécifiquement créés par le pouvoir politique, afin d'imposer le silence à ses adversaires par la coercition, par des procédures et des délits créés *ad hoc*<sup>814</sup>. Santiago Vega Sombría qui a étudié la politique de terreur menée par la Dictature, précise pour sa part que, dans les faits, le TOP était l'héritier direct du Tribunal Spécial contre la Franc-Maçonnerie et le Communisme, jusque-là chargé de la répression de la dissidence mais qui était par trop associé aux années noires de répression qui avaient marqué l'après-Guerre Civile. Jusqu'alors, la justice militaire avait eu la responsabilité exclusive des délits politique. Dorénavant, avec l'entrée en vigueur de la LOP, les tribunaux militaires ne s'occupaient plus que de ce que la Dictature considérait comme des actes de terrorisme, comme les sabotages, ou la fabrication et l'usage de bombes artisanales, ou de certains crimes politiques, l'injure contre l'Armée, l'atteinte à la sécurité de l'Etat ; ce fut le cas lors du procès de Burgos en 1970, ou de celui de Salvador Puig Antich en 1974, condamné à la peine capitale.

Le Tribunal d'Ordre Public a fonctionné à partir du mois de décembre 1963 jusqu'en janvier 1977. En un peu plus de 13 ans, ce sont 22 660 procédures qui ont été ouvertes, et 2 839 condamnations qui ont été prononcées<sup>815</sup>. 81 % des actes sanctionnés l'étaient pour avoir porté atteinte à la sécurité intérieure : cette qualification englobait notamment les délits d'association illicite ou de propagande illégale. Santiago Vega Sombría, dans son ouvrage *La política del miedo*, souligne pour sa part que 77% des procédures ont été ouvertes contre des faits en principe considérés comme relevant des libertés et des droits fondamentaux en Espagne -comme dans toute démocratie occidentale -<sup>816</sup>, mais c'était sans compter sur les nombreuses limites énoncées par le franquisme pour en contrecarrer les effets. En outre, plus de 60% des procédures furent entamées pendant les deux dernières années de la Dictature, ce qui était le reflet tout à la fois de l'explosion des actes d'opposition et de l'acharnement répressif du régime. Pour preuve, plusieurs dizaines de milliers d'Espagnols sont passés par les bancs du TOP : Juan José del Águila en recense 50 600<sup>817</sup>, quand N. Sartorius parle lui de 200 000<sup>818</sup>, étant donné que la majorité des procès étaient collectifs. Toute activité politique ou syndicale, toute manifestation de dissidence et, bien sûr, toute opposition frontale au régime, étaient passible de condamnation. C'est ainsi que le TOP se chargeait de sanctionner tous les délits

---

<sup>814</sup> Juan José del Águila, *El TOP: la represión de la libertad (1963-1977)*, op. cit., p.16.

<sup>815</sup> Juan José del Águila, *El TOP: la represión de la libertad (1963-1977)*, op. cit., p.17.

<sup>816</sup> Santiago Vega Sombría, *La política del miedo, El papel de la represión en el franquismo*, Barcelona, Crítica, 2011, p.303-304.

<sup>817</sup> Juan José del Águila, *El TOP: la represión de la libertad (1963-1977)*, op. cit, p.261

<sup>818</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op.cit., p. 278-280.

de subversion répertoriés par la loi : sédition, grève, opposition à la forme de gouvernement, délit de réunion, de manifestation, d'association, propagande illégale ou désordres publics.

Enfin, rappelons que la majorité des personnes ayant comparu devant le TOP étaient des travailleurs dont plus de la moitié avaient entre 16 et 30 ans<sup>819</sup>. Une proportion aussi élevée de travailleurs permet à Juan José del Águila d'avancer que :

*L'objectif ultime de la juridiction spéciale créée en 1962 par le Franquisme était principalement de réprimer les conduites dissidentes de la classe ouvrière. En effet, sept ans après son institutionnalisation, le nombre de travailleurs jugés avait été multiplié par dix. C'était principalement le résultat d'un activisme naissant qui commençait à réveiller, chez les représentants du régime, les fantômes de la puissante mobilisation ouvrière de l'époque de la Guerre Civile<sup>820</sup>.*

En effet, la dissidence allait croissant et les détentions préventives étaient toujours plus nombreuses : les délais d'instruction du TOP devinrent de plus en plus long. Débordée, la Dictature créa en 1973 un second tribunal<sup>821</sup>. Cet ajustement ne lui permit pas de venir à bout de l'agitation sociale, et quelques mois avant la mort de F. Franco, face à l'augmentation de la contestation, aux grèves et aux manifestations qui explosaient de toutes parts, le régime décréta une nouvelle loi anti-terroriste qui rétablissait les conseils de guerre sommaires en capacité de condamner à mort les prévenus « *ce qui, de l'avis de nombreux juristes, liquidait les derniers simulacres de garantie et d'indépendance du pouvoir judiciaire qui subsistaient encore* », et privait les détenus « *de toute possibilité de défense réelle* » selon le compte-rendu établi par un collectif de juristes démocrates après l'approbation de cette loi : « *sous couvert de prévenir les délits terroristes, la loi englobait des conduites qui n'avaient rien à voir avec ça, et qui n'avaient été introduites que pour poursuivre et sanctionner des groupes, des organisations et des personnes dont la seule caractéristique était leur désaccord avec le régime*<sup>822</sup> ». Avec l'approbation du Décret-Loi sur la Prévention du Terrorisme en 1975, la Dictature avait joué son va-tout avec un texte qui n'instaurait plus aucune limite à la

---

<sup>819</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras : ¿quién juzgó a quién ?*, Madrid, Fundación Primero de Mayo, 2013, p.7.

<sup>820</sup> Juan José del Águila, *El TOP: la represión de la libertad (1963-1977)*, op. cit., « *el objetivo último de la jurisdicción especial creada en 1962 por el franquismo fue represaliar principalmente las conductas disidentes de la clase obrera. En efecto, siete años después de su institucionalización, el número de trabajadores procesados se había duplicado, especialmente como resultado de un incipiente activismo que entre los representantes del régimen comenzaba a despertar los fantasmas de la vigorosa movilización obrera experimentada en la guerra civil* ».

<sup>821</sup> *El segundo juzgado de orden público*.

<sup>822</sup> Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo, Memoria de un compromiso político 1939-1977*, Barcelona, Crítica, 2013, p.24-25: « *lo que en opinión de no pocos juristas liquidaba las últimas apariencias formales que subsistían sobre garantías y sobre la independencia del poder judicial [...] de toda posibilidad de defensa real [...] bajo la prevención de delitos de terrorismo, abarcaba conductas que nada tenían que ver con éste y que únicamente habían sido introducidas para perseguir y sancionar grupos, organizaciones y personas cuya única característica era su discrepancia con el Régimen* ».

possibilité de sanction de personnes ou de groupes accusés du crime capital à ses yeux : la volonté de subversion du pouvoir en place.

### 5.1.2. Nicolás Sartorius sous le joug de la répression

Le profil atypique de N. Sartorius, un fils d'aristocrate, juriste converti au journalisme n'enlève rien à la sincérité et à la véhémence de son engagement au sein des Commissions Ouvrières, en témoigne sa lutte corps et âme pour le mouvement ouvrier. N. Sartorius fait partie des 4% de diplômés qui ont été condamnés par le TOP<sup>823</sup> car il appartenait à ce que le régime appelait « l'avant-garde révolutionnaire » :

*Elle est constituée d'hommes capables de promouvoir « la théorie » [...]. La constitution de ce noyau a une importance radicale. Son dévouement total à la « cause » importe plus que ses effectifs. Sa foi et ses rêves de triomphe constituent son bagage le plus apprécié. L'avant-garde révolutionnaire, ou « commando subversif » est constituée par un nombre minimal d'éléments subversifs et révolutionnaires capables de tirer profit avec succès d'une situation propice, [...] en faisant la promotion d'un processus insurrectionnel. L'avant-garde doit être formée au sein du pays. Les éléments qui la constituent sont de véritables professionnels de la subversion ; ils occupent la quasi-totalité des Comités responsables du secteur, mais, en outre, ils sont disséminés à dessein dans toute « l'organisation »<sup>824</sup>.*

Nous l'avons vu, N. Sartorius était un des dirigeants des Commissions Ouvrières, qui en avait intégré successivement ou simultanément plusieurs instances : la Commission de la branche des Arts Graphiques, l'Inter-commission provinciale, la *Coordinadora General* et son Secrétariat. De même, depuis qu'il s'était rapproché du PCE en 1964, son engagement au sein des Commissions, la position qu'il y occupait, sa connaissance de la société espagnole (contrairement à ceux qui avaient quitté l'Espagne en 1939 et n'y étaient depuis jamais revenus) faisaient de lui une personnalité qui comptait au sein du Parti. Pour mémoire, en 1970 il avait été élu au Comité Central, puis en 1972, il avait rejoint le Comité Exécutif, organe restreint de décision du Parti Communiste Espagnol. Les forces de l'ordre et de justice franquistes avaient mesuré l'engagement et le rôle clef de N. Sartorius au sein

---

<sup>823</sup> Juan José del Águila, *El TOP: la represión de la libertad (1963-1977)*, op. cit., p.278.

<sup>824</sup> Carlos Yuste, *Subversión y reversión*, op.cit. p.83: «*está constituida por hombres capaces de promover la "teoría" [...]. La constitución de este núcleo tiene una importancia radical. Su entrega total a la "Causa" importa más que su número. La fe e ilusión en su triunfo son su bagaje más apreciado. La vanguardia revolucionaria o "comando subversivo" está constituido por el número mínimo de elementos subversivos o revolucionarios capaces de aprovechar con éxito una situación propicia, [...] promoviendo un proceso insurreccional. La vanguardia ha de crearse en el país. Sus elementos constitutivos son verdaderos profesionales de la subversión; ocupan la casi totalidad de los Comités responsables del área, pero, además, están diseminados intencionadamente por toda la "organización"*».

des Commissions Ouvrières et du Parti Communiste, comme le prouvent des rapports rédigés par la DGS ou par le procureur du TOP à son propos :

*Bulletin d'information de la DGS n°24 de 1968 : « Il est considéré comme un communiste appartenant au groupe des jeunes journalistes<sup>825</sup> ».*

*Bulletin d'information de la DGS n°63, du 7 décembre 1970 : « Il peut aujourd'hui être considéré comme le dirigeant le plus actif des Commissions Ouvrières ; il fait partie de son organe suprême, connu sous le nom d'Inter et nous savons qu'il a développé une grande activité à l'occasion des récents conflits et des grèves dans le secteur de la construction madrilène, ainsi que dans les projets de manifestations publiques et d'altération de l'ordre public programmés pour le 3 novembre 1970<sup>826</sup>.*

Au moment de son dernier procès, en 1973, l'animosité du régime à son égard était exacerbée, comme le montrent ces quelques lignes rédigées par le commissaire en chef de la DGS, Saturnino Yagüe :

*Il est parti à l'étranger avant de rentrer une nouvelle fois en Espagne. Il s'est installé dans les Asturies pour y exercer la profession d'avocat, c'est là qu'il a commencé à s'écarter du « droit chemin », si on peut le dire ainsi. Son comportement s'est complètement dégradé, jusqu'à en arriver à sa situation d'aujourd'hui. C'est un individu de très mauvaise conduite, un rebelle obstiné et sans aucun respect pour les lois<sup>827</sup>.*

En conséquence, N. Sartorius a passé plus de six années dans la tristement célèbre prison madrilène de Carabanchel<sup>828</sup>. En réalité, dès ses premières années d'étude, il avait été repéré par les services de renseignements franquistes qui ne manquaient pas alors de relever son élection en tant que représentant étudiant et sa participation à l'agitation étudiante de 1956<sup>829</sup>. Sa première arrestation nous l'avons vu, date du mois de mai 1962, pendant le mouvement de grève des Asturies. Jugé coupable d'avoir encouragé verbalement et par écrit les ouvriers à la grève, ces délits qualifiés

---

<sup>825</sup> Boletín informativo de la DGS n° 24 de 1968, AGA, Gobernación, 44/13458, 0026: «Está considerado como comunista perteneciente al grupo de periodistas jóvenes».

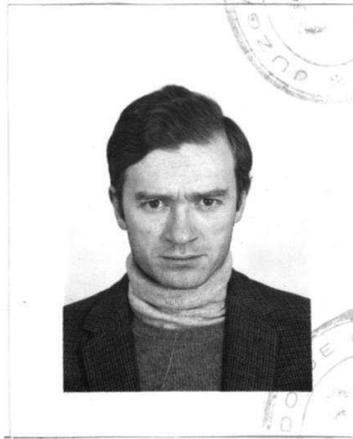
<sup>826</sup> Boletín informativo de la DGS n° 63 de 7 de diciembre de 1970, AGA, Gobernación, 44/1345: « Puede ser considerado hoy como el dirigente más activo de las CC.OO.; forma parte del organismo supremo de éstas, conocido como la Inter y se tienen noticias de que desarrollo gran actividad con motivo de los conflictos y paros laborales en el ramo de la construcción habido últimamente en Madrid, así como en los proyectos de manifestaciones públicas y alteraciones del orden programadas para el día 3 de noviembre del 70 ».

<sup>827</sup> Informe de la fiscalía del tribunal de orden público, 20 octubre 1972, Sumario del proceso 1001/1972, Archives Fondation Felipe González, Actividad profesional, p.85: «Estuvo en el extranjero y de nuevo regreso a España residiendo en Asturias para ejercer la abogacía comenzando a desviarse de lo que se puede llamar "buen camino", alterando por completo su comportamiento llegando a lo que es en la actualidad. Individuo de pésima conducta, rebelde contumaz y sin respecto alguno por las leyes».

<sup>828</sup> Dirección General de Instituciones Penitenciarias, Ministerio del Interior, Exp. 80.548.

<sup>829</sup> La synthèse qui suit est le résultat de la comparaison entre différents fonds d'archives, et notamment ceux-ci : Dirección General de Instituciones Penitenciarias, Ministerio del Interior, Exp. 80.548. Informe DGS, AGA, Gobernación, 44/1345.

d'actes de « banditisme et de terrorisme » par le Tribunal Militaire, lui ont valu de passer un an et trois mois en prison, sur les deux années auxquelles il avait été condamné initialement. A sa sortie de prison, il s'était à nouveau fait remarquer lors de son passage par la revue *Siglo XX*, dont le Ministère de l'Information et du Tourisme ordonna la fermeture quelques mois plus tard, en fin d'année 1964, puis lors de son élection au Centre Manuel Mateo à la responsabilité de membre de la Commission des travailleurs du secteur des Arts Graphiques dans le cadre de la négociation de la convention collective en 1965. Ensuite, lorsque *Triunfo* l'avait embauché à un poste de rédacteur en 1966, des sbires du régime avaient fait pression pour qu'on le licencie. En octobre 1967 il était à nouveau arrêté, accusé d'avoir conduit une réunion illégale dans les locaux de l'entreprise *Vilma*. Il était cette fois resté deux mois à Carabanchel avant d'être libéré. Puis il est à nouveau arrêté au mois d'avril 1968, au moment où, avec des dizaines d'autres délégués des Commissions, s'ensuit une nouvelle incarcération pendant deux mois, alors que deux années avaient été initialement requises contre lui, le défaut de preuves ayant joué en sa faveur. Un an plus tard, le premier mai 1969, il est une nouvelle fois arrêté, ce jour-là avec son épouse Natalia Calamai, pour avoir pris part à la manifestation convoquée par les Commissions Ouvrières. Il est condamné à une amende de 30 000 pesetas et passe à nouveau deux mois derrière les barreaux. Puis, au mois de novembre 1970, après avoir vécu plusieurs mois dans la clandestinité, les forces de l'ordre parviennent à l'arrêter pour avoir encouragé à la grève dans le secteur de la construction, mais surtout pour avoir participé activement à la campagne de protestation contre le « Procès de Burgos ». Les seize inculpés lors de ce procès étaient membres de l'organisation ETA, ils étaient accusés de l'assassinat de trois personnes, dont le sinistre chef de la police politique Melitón Manzanas. Les conditions dans lesquelles s'était déroulé le procès, que le régime voulait exemplaire, les 752 années de prison et les six peines de mort auxquelles les accusés furent condamnés avaient déclenché une vague de protestation sans précédent en Espagne et à l'étranger. N. Sartorius s'était fait prendre par les forces de police en pleine campagne contre ce procès. A défaut de preuves, le Tribunal d'Ordre Public n'avait eu cette fois qu'à piocher dans le passé du multirécidiviste pour trouver de quoi le neutraliser pendant plusieurs années : il fut condamné à deux ans et demi de prison pour association illicite et réunions clandestines, pour avoir participé aux réunions pour lesquelles il avait déjà été arrêté en 1967 et 1968, et pour son implication supposée lors de la quatrième assemblée générale des Commissions Ouvrières quelques mois plus tôt dans le couvent de la Moraleja, dans le village d'Alcobendas (Madrid) en 1970.



*Photographie prise par la DGS lors l'arrestation de N. Sartorius en 1970.*

Après sa remise en liberté au mois de janvier 1972, il a pendant quelques mois poursuivi ses activités syndicales et journalistiques, avant d'être une nouvelle fois pris sur le fait par la police qui intervint sur les lieux de la réunion de la *Coordinadora General* qui était en train de se tenir dans le couvent de Pozuelo de Alarcón (Madrid). La dictature croyait alors tenir un de ses plus grands succès, car elle avait réussi à prendre entre les mailles de ses filets les principaux dirigeants des Commissions Ouvrières. Toutefois, leur procès, connu sous le nom de « Proceso 1001 », déclencha une vague de contestation en Espagne et dans de nombreux pays, qui contribua à ternir un peu plus l'image de la Dictature Franquiste<sup>830</sup>. Nicolás Sartorius fut libéré par le premier décret d'amnistie édicté après la mort du Dictateur, le 28 novembre 1975. Il venait de passer trois ans et cinq mois entre les murs de la prison de Carabanchel.

## *5.2. L'EXPERIENCE COMBATTANTE : L'ENGAGEMENT ET SES CONSEQUENCES.*

Il existe plusieurs façons de lutter contre une dictature en place. Le chemin de la lutte armée a été emprunté par certains groupes en Espagne, comme ETA ou le FRAP. Nicolás Sartorius avait intégré, lui, avec d'autres étudiants, le Front de Libération Populaire. Les révolutions cubaines et algériennes ayant alimenté chez eux le mythe de la lutte armée comme seul moyen de venir à bout du

---

<sup>830</sup> Nous reviendrons plus en avant sur ce procès emblématique des dernières années de la Dictature.

Franquisme, nous le retrouvons quelques années plus tard entre Paris et Belgrade, où il était censé suivre une instruction militaire dans le but de participer à la formation d'une guérilla. N'ayant pas vu une arme au bout de huit mois là-bas, et finalement convaincu que la lutte armée n'était pas la solution adéquate au vu du contexte socioculturel de l'Espagne, bien différent de ceux de Cuba ou de l'Algérie, il finit par rejeter ce mode d'action et choisit de se consacrer à la lutte subversive contre le régime, autrement dit à entamer un travail de sape contre ses valeurs et ses institutions.

Cet affrontement de longue haleine a pris plusieurs formes, qui ont su évoluer et s'adapter tout au long de ces vingt années de militantisme clandestin. Après son expérience au sein des deux cabinets d'avocat ouverts au début des années 60, consacrés au conseil juridique et à la défense des ouvriers madrilène et des mineurs asturiens alors en grève, il a impulsé les Commissions Ouvrières, œuvré à leur développement et à leur coordination, ce qui a permis de mobiliser efficacement une classe ouvrière toujours plus nombreuses et plus vindicatives. En découlent les nombreuses manifestations et mouvements de grève qu'il a projetés, encouragés, organisés, et auxquels il a participé, qui jalonnent l'ensemble de son parcours, et qui, bien qu'interdites, au fil des ans, s'avéraient toujours plus massives. N. Sartorius a également pris part à une vaste entreprise de contre-information démocratique, nous l'avons vu. Il a très tôt engagé sa plume dans l'opposition démocratique : il n'a qu'une vingtaine d'année lorsqu'il a commencé à rédiger ses premiers articles. Mais contrer la propagande franquiste impliquait également de concevoir, de fabriquer puis de distribuer des tracts, d'introduire des ouvrages interdits par la censure sous diverses formes destinées à tromper la vigilance policière, jusqu'à la direction politique d'une revue d'information générale telle que *Triunfo*. Rappelons-nous que nous retrouvons sa signature dans le *Boletín de Legislación laboral*, dans la revue jésuite *Mundo social*, dans des revues d'information générale plus largement diffusées comme *Siglo 20* ou *Cuadernos para el Diálogo*, et aussi sous un pseudonyme lorsqu'il écrit dans le *Mundo obrero* édité par le Parti Communiste Espagnol.

Suivant la brèche ouverte par les historiens de la Grande Guerre depuis le début des années 1990<sup>831</sup>, c'est sur l'expérience combattante de Nicolás Sartorius que nous souhaitons nous pencher maintenant. L'étude de l'expérience combattante, c'est un recentrage sur l'individu dans l'Histoire qui invite à réfléchir sur la dimension de l'expérience vécue, corps et âme, dans ce cas de figure par le militant et l'opposant clandestin. L'étude du parcours combattant de N. Sartorius, un parmi tant

---

<sup>831</sup> A ce propos, il est intéressant de consulter Stéphane Audoin-Rouzeau, *La Documentation photographique* N° 8041 Volume 1, L'expérience combattante, Paris, Broché, 2004, qui fait un tour d'horizon historiographique de différents conflits étudiés sous l'angle de l'expérience combattante.

d'autres, est jalonné d'invariants, de constantes propres aux dictatures, qui permettent d'en saisir toute la brutalité ainsi que la dimension de l'engagement de ses opposants.

### 5.2.1. L'expérience physique de la lutte.

L'expérience combattante, c'est avant tout l'expérience d'un corps. N. Sartorius évoque dans *La memoria insumisa* la souffrance et la violence inhérentes à la lutte contre la dictature franquiste. Or cet aspect fondamental, caractéristique de ce régime, a un temps été mis de côté par l'historiographie contemporaine<sup>832</sup> :

*En lieu et place d'une histoire de résistance et de répression, de souffrance et de violence, c'est une version "light" de l'ère de Franco qui est apparue progressivement. Si on s'en tient à certains auteurs, si on écoute certains responsables et en regardant certains films, on pourrait croire que militer contre le Franquisme pouvait même être quelque chose de distrayant<sup>833</sup>.*

Notre propos dans les pages qui vont suivre, est de donner un aperçu concret des conditions de vie des opposants à la Dictature dans les années 1960 et 1970.

#### 5.2.1.1. Le corps traqué

L'Opposition était soumise à la surveillance d'un réseau d'espionnage d'État alimenté par des rapports de police et avec l'aide d'individus complices de la Dictature :

*Un réseau dense de délateurs, d'indics, de mouchards, d'agents provocateurs et d'informateurs en tous genres, que les services de sécurité, la Garde Civile ou la Police, avec l'aide de la Phalange, du Syndicat Vertical ou d'autres institutions, avaient tissé en long et en large de tout le pays. [...] (Dans certaines zones d'Espagne, l'Opposition devait faire face à) la réalité sordide du chauffeur de taxi, du veilleur de nuit, ou du portier d'un domaine, qui informaient la police de tout mouvement suspect ou de toute conversation qu'avec leur peu de jugeote ils jugeaient subversive<sup>834</sup>.*

---

<sup>832</sup> La répression est assez peu évoquée dans les premières monographies consacrées au Franquisme, comme par exemples celles rédigées par Raymond Carr et Juan Pablo Fusi, par Stanley G. Payne, ou par Paul Preston.

<sup>833</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op.cit., p.157-158: «*En lugar de una historia de resistencia y de represión, de sufrimiento y de violencia, se fue diseñando una versión light de la era de Franco. Leyendo a determinados escritores, oyendo a ciertos políticos y visionando a algunas películas, se diría que militar en el antifranquismo fue hasta divertido*».

<sup>834</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op.cit., p. 313-314: «*Una tupida red de confidentes, soplones, chivatos, agentes provocadores e informadores de toda laya que los servicios de seguridad, Guardia Civil o policía, con la ayuda de la Falange, los sindicatos verticales y otras instituciones, monto a lo largo y a lo ancho de todo el país. [...] la realidad sórdida del taxista, del sereno, del bedel o del portero de una finca que*

Les agents de la Brigade politico-sociale étaient à l'affût de toute réunion suspecte, s'y infiltraient, eux-mêmes ou des hommes à leur solde. N. Sartorius se souvient qu'aux premiers temps des Commissions Ouvrières, il avait été amené à côtoyer un informateur de façon tout à fait inattendue :

*Une fois, nous étions réunis en assemblée, pour débattre de l'ensemble des revendications qui devaient servir de base pour la négociation de la convention collective. C'est à cette époque qu'ils m'avaient élu en tant que délégué. Nous étions vingt ou trente à avoir été désignés pour défendre cet ensemble de revendications. Donc, nous nous sommes réunis lors d'une assemblée, et il fallait lire une liste de revendications. Etant donné que j'étais journaliste, ils m'ont désigné pour la lire. Je me suis mis à lire, et l'agent de la brigade politico-sociale qui était à côté de moi m'a demandé de lui montrer ce que j'allais lire. Il m'a dit : « je suis policier et je dois regarder ce que vous allez lire ». Je lui ai répondu : « Je vous explique, nous allons décider d'une liste de revendications pour la convention collective et nous allons demander ça et ça ». Nous discutons, le policier et moi. Lui était en civil. C'est lui qui m'a dit, je suis de la Direction Générale de Sécurité, et qui m'a dit « vous ne pouvez pas lire quelque chose qui n'est pas sous mon contrôle. Et je lui ai dit, écoutez, je vais le lire à voix haute, comme ça vous saurez. A ce moment-là, la situation était vraiment intéressante. Le régime ne savait pas encore quoi faire avec les Commissions<sup>835</sup>.*

Mais les relations entre la police politique et l'Opposition n'ont pas toujours été porteuses d'anecdotes prêtant à sourire, loin s'en faut. Pour mémoire, nous avons évoqué que deux agents de police avaient réussi à duper les militants du FLP en 1962. Dans l'effervescence accompagnant les grèves qui avaient débuté dans les Asturies, ils s'étaient fait passer pour des mineurs en fuite. En invoquant le nom de N. Sartorius qu'ils avaient rencontré, ils avaient gagné la confiance de militants basques qui leur avaient ouverts les portes de leur cellule et de celle basée à Paris. Une fois en France, les faux « mineurs du Felipe » avaient été accueillis avec les honneurs dus aux héros en fuite, et une fois qu'ils avaient obtenu un nombre suffisant d'informations, et avant de finir par se faire prendre, ils étaient rentrés en Espagne avec une liste de noms de membres de l'Opposition antifranquiste, tous courants confondus. La police était ainsi parvenue à démanteler la cellule basque

---

*informaban a la policía de cualquier movimiento sospechoso o de cualquier conversación que consideraran, con sus más bien escasas entendederas, subversivas ».*

<sup>835</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien du 20 juillet 2021 : «*Cuando ya hicimos en asamblea la plataforma reivindicativa, con lo que queríamos pedir en el convenio, ahí me eligen uno de los delegados. Éramos unos 20 o unos treinta delegados, para llevar adelante las reivindicaciones. Hicimos una gran asamblea y hubo que leer una tabla. Entonces me dijeron a mí que como era periodista, que la leyera. Yo me puse a leer y tenía un policía de la político social al lado, y que me dijo que a ver, qué iba a leer, me dijo yo soy policía y yo tengo que mirar qué vas a leer. Pues te digo vamos a hacer una tabla para el convenio colectivo y vamos a pedir tal. Estábamos yo y el policía. Iba de paisano. Pero me lo dijo él, que soy de la DGS y me han dicho que aquí no podéis leer una cosa que yo no controlo. Y le dije bueno lo voy a leer en voz alta. En ese momento era una situación muy interesante. El régimen no sabía qué hacer con comisiones».*

du FLP, l'ESBA, à arrêter de plusieurs militants du FLP à Madrid ainsi qu'un bon nombre de militants communistes<sup>836</sup>.

De même, quelques années plus tard, en 1968, les membres du Secrétariat des Commissions Ouvrières s'étonnaient de voir qu'à chaque fois qu'ils avaient prévu de se retrouver en un lieu, la police y était arrivée avant eux. Ils finirent par comprendre que la police avait réussi à infiltrer l'instance dirigeante madrilène :

*Il se trouve que chaque fois que la Commission Déléguée arrivait sur un lieu de rendez-vous, on remarquait que la police était déjà là, en train de surveiller discrètement. Une autre fois, alors que la réunion de l'Inter était prévue à Aranjuez, Antonio Gallifa a dû partir à toute vitesse de Madrid pour prévenir les autres que quelque chose n'allait pas : en arrivant à la gare d'Atocha pour prendre le train, la police était en train de surveiller. Quand il est arrivé à Aranjuez, il a dû se baisser dans la voiture où il était, pour que les véhicules garés à l'entrée de la ville ne le voient pas<sup>837</sup>.*

Ce n'est que bien plus tard que leurs soupçons ont été confirmés, lorsque l'épouse d'un des militants des Commissions fut licenciée de l'usine Fiat où elle travaillait, pour être remplacée par un ancien membre du Secrétariat de la *Coordinadora*, ouvrier dans une entreprise de construction de véhicules qui, à l'époque, avait été chargé de la distribution de la propagande. Le directeur s'était alors justifié auprès d'elle en lui disant qu'il agissait sous pression des forces de l'ordre, qui lui imposaient son licenciement et son remplacement par leur ancien collaborateur<sup>838</sup>.

Comme N. Sartorius l'explique, « *la clandestinité obéit à ses propres règles, bien précises, et les méconnaître ou les négliger pouvait avoir des conséquences très graves* <sup>839</sup> ». Il était régulièrement traqué, et devait se cacher, dans des appartements qui finissaient par être surveillés jour et nuit faute de précautions suffisantes<sup>840</sup> ; il allait aussi chez des personnes de confiance libres de tout soupçon, qui, contrairement à lui, n'étaient pas fichées par la Direction Générale de Sécurité. Car à

---

<sup>836</sup> Julio Antonio García Alcalá, *Un modelo de oposición al franquismo op.cit.*, p.296-297.

<sup>837</sup> Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.2, Barcelona, Argos Vergara, 1984, p.248.: « *El caso es que cada vez que la Comisión Delegada acudía al lugar donde pretendía reunirse, ya se observaba una discreta vigilancia de la policía. Y una vez que convocaron la reunión de la Inter en Aranjuez, Antonio Gallifa hubo de salir precipitadamente en coche desde Madrid para avisar a la gente de que algo iba mal: al llegar a la estación de Atocha para coger el tren, la policía estaba vigilando. Cuando llego a Aranjuez, tuvo que agacharse en el coche en el que iba, para que no lo viesen desde los vehículos policiales apostados a la entrada de la localidad*».

<sup>838</sup> Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.2, *op.cit.*, p.248.

<sup>839</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa, op.cit.*, p.304: « *La clandestinidad tiene sus reglas, bien precisas, y desconocerlas o descuidarlas podía traer graves consecuencias*».

<sup>840</sup> Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.1, Barcelona, Argos Vergara, 1983, p.288.

cette époque, il faut se souvenir, ainsi qu'il en témoigne, que « *la Brigade Politico-social et la Garde Civile avaient carte blanche, qu'ils arrêtaient qui ils voulaient quand ils le voulaient* », autrement dit sans besoin de fournir de mandat d'arrêt, « *faisant en sorte que leurs rapports d'accusations accèdent au rang de doctrine juridique grâce à la servilité d'une magistrature indigne* <sup>841</sup> ». Pour échapper aux griffes de la Dictature, il devait redoubler de prudence lorsqu'il passait des appels téléphoniques, communiquait par écrit, se rendait à un rendez-vous ou partait en déplacement à l'intérieur ou hors d'Espagne<sup>842</sup>. Les Commissions Ouvrières ne rédigeaient pas de procès-verbaux des réunions, elles ne gardaient pas de traces des sujets débattus lors des réunions de *l'Interramas* ni de la liste des présents, pour des raisons évidentes de sécurité. Au contraire, lorsque les membres du Comité Central (PCE) qui résidaient en Espagne se réunissaient, l'un d'entre eux, Romero Marín<sup>843</sup>, avait pour habitude de prendre des notes pour les envoyer ensuite à la direction du Parti installée à Paris : « *Nous nous réunissions pour discuter, nous entretenions des relations très étroites pendant la clandestinité. Romero Marín prenait des notes de tout. Et pour ne pas mettre de noms, il faisait des dessins, en fonction de la personne qui parlait. Quand c'était moi, il dessinait des lunettes*<sup>844</sup> ».

Afin de garantir sa sécurité, N. Sartorius pouvait également être amené à emprunter différentes identités, en fonction du contexte ou des besoins :

*Lorsque le Comité Central se réunissait en France, j'avais un faux nom, c'était Luis. Lorsqu'ils disaient "la parole est à Luis", je savais que c'était moi. C'était un des noms que j'avais. Ensuite, j'utilisais de faux documents pour passer la frontière. Nous avions des documents d'identité que nous faisait un maître de la falsification, qui s'appelait Domingo Malagón. C'était un as de la falsification. Comme nous disions toujours, le risque c'était qu'il les faisait mieux que la Direction Générale de Sécurité. Quand nous allions en France, on nous fournissait de faux documents. J'ai aussi été français. Je me souviens par exemple que j'ai été Georges Dupond. J'étais calqueur mécanique, chez Renault, et j'habitais Aubervilliers*<sup>845</sup>.

---

<sup>841</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa, op.cit.*, p.157-158: «*Los años en que la Brigada Político-Social y la Guardia Civil campaban por sus respetos, detenían a quién querían y cuándo querían, haciendo que sus informes acusatorios se convirtieran en doctrina jurídica gracias al servilismo de una magistratura sin dignidad*».

<sup>842</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa, op.cit.*, p.304.

<sup>843</sup> Romero Marín (1915-1998), surnommé « El tanque », était un travailleur agricole et mineur andalou, et qui à l'issue de la Guerre Civile avait trouvé refuge en URSS. Une fois là-bas, il est formé au sein de l'académie militaire Frounze, et obtint le grade de colonel dans l'Armée Rouge. Plus tard il y forma les futurs conducteurs de tanks qui allaient rejoindre le front soviétique. Au début des années 1960 il est rentré en Espagne, sous une fausse identité, et a continué à servir le PCE jusqu'à son arrestation en 1974.

<sup>844</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien du 20 juillet 2021 : « *Nos reuníamos para cambiar impresiones, teníamos unas relaciones muy estrechas durante la clandestinidad. Romero Marín tomaba notas de todo. Y para no poner nombres, hacía dibujos, de quien hablaba. Cuando yo hablaba, pintaba unas gafas* ».

<sup>845</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien du 20 juillet 2021 : « *En las reuniones del Comité Central que hicimos en Francia, yo tenía un nombre, que era Luis. Cuando decían "tiene la palabra Luis" sabía que era yo. Era uno de*

N. Sartorius dut effectivement à plusieurs reprises se déplacer en France, soit le temps que la traque policière s'essouffle, soit pour se rendre à des réunions du Comité Central dans les environs de Paris. Le passage d'un côté à l'autre de la frontière était le fruit d'une mécanique complexe, mais bien rodée :

*Le camarade de la direction du Parti qui travaillait ici avec Romero Marín me prenait en voiture et m'amenait jusqu'à Saint-Sébastien. Pendant le trajet, il récupérait mes documents d'identité, les vrais, et me donnait les faux. Une fois à Saint-Sébastien, je devais aller place de Guipuzcoa, parce qu'il y avait des autobus qui menaient à Hendaye. Ils faisaient le trajet Saint-Sébastien-Hendaye. Ils étaient bien connus, parce que c'étaient les bus qu'empruntaient les femmes qui faisaient des petits trafics, de la contrebande, entre l'Espagne et la France. La Garde Civile le savait mais elle laissait faire. La Garde Civile ne montait pas dans le bus, le conducteur prenait nos papiers d'identité et les leur donnait. La Garde Civile voyait un tas grand comme ça et elle disait « allez c'est bon ». Du coup ils ne m'ont jamais attrapé. Mais pour le retour c'était différent. Il fallait prendre un train station d'Austerlitz, et je descendais à Hendaye. Une fois là-bas avec mes papiers français, je montais dans un taxi. Les taxis d'Hendaye traversaient sans cesse la frontière parce qu'aucun train n'allait à Irun. Le taxi s'arrêtait au poste frontière, le conducteur montrait les papiers d'identité. Et la police me prenait pour un touriste. Ça marchait à chaque fois. En tous cas pour moi, ça a toujours fonctionné. Une fois à Saint-Sébastien, toujours avec mes papiers français, j'allais à la plage du Gros. Là-bas, la voiture de l'ami de Romero Marín m'attendait. Mais d'autres fois, ce n'était pas un taxi qui m'attendait à Hendaye, mais une voiture de camarades du PC français. C'était une tactique très sûre, le coup des français qui passaient les vacances ici. Ils m'amenaient jusqu'à Madrid. Je me souviens d'un couple, je n'ai aucune idée de comment ils s'appelaient, mais ils l'ont fait plusieurs fois<sup>846</sup>.*

---

*los nombres que yo tenía. Luego había una documentación para pasar la frontera. Había una documentación que hacía un maestro de la falsificación, que se llamaba Domingo Malagón, que era un genio de la falsificación. El peligro siempre decíamos, era que las hacía mejor que la Dirección General de Seguridad. Cuando íbamos a Francia nos daba una documentación. He sido también francés. Recuerdo que por ejemplo fui Georges Dupond. Y yo era "Calqueur mécanique" (en français dans l'entrevue), delineante, en la Renault, y vivía en Aubervilliers».*

<sup>846</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien du 20 juillet 2021 : «*El compañero del aparato de aquí que trabajaba con Romero Marín, me cogía en coche y me llevaba a San Sebastián. En el trayecto del coche, él retiraba mi documentación auténtica y me daba la falsa. Luego en San Sebastián me iba a la plaza de Guipúzcoa, había unos autobuses que pasaban a Hendaya. Hacían el trayecto San Sebastián-Hendaya. Eran muy conocidos porque eran los autobuses que cogían las mujeres que hacían pequeños tráfico, estraperlo, entre España y Francia. Lo sabía ya la Guardia Civil pero lo dejaba. La Guardia Civil no entraba en el autobús, sino que el conductor nos cogía toda la documentación y se la daba al Guardia Civil. Y la Guardia Civil veía un montón así de grande y decía "bueno ya". Así que nunca me cogieron. Y a la vuelta era distinto. Porque tenía que coger el tren en la estación de Austerlitz y me bajaba en Hendaya. Y en Hendaya con mi documentación francesa alquilaba un taxi. Los taxis de Hendaya continuamente pasaban la frontera porque no había tren que pasara a Irun. El taxi paraba delante de la ventanilla, el conductor enseñaba la documentación. Y la policía decía pum un turista. Eso nunca fallaba. A mí nunca me falló. Yo con la documentación francesa ya en San Sebastián, me iba a la playa del Gros. Y ahí me estaba esperando el coche el amigo de Romero Marín. Pero algunas veces, más de una vez, quien me estaba esperando en Hendaya no era un taxi, sino un coche del PC francés, de compañeros del PC francés. Eso era muy seguro, gente francesa que iban de vacaciones. Ellos me traían a Madrid. Me acuerdo de un matrimonio, del nombre no tengo ni idea, que lo hizo varias veces».*

Si les précautions à prendre étaient nombreuses, c'est bien évidemment parce que la lutte contre la Dictature impliquait le risque d'une arrestation, et l'exposition à des violences policières. S'opposer au Franquisme, mettre son corps à découvert, le laisser sans défenses. N. Sartorius, comme ses camarades des Commissions, évoluait dans un contexte urbain, la plupart du temps à Madrid. Il se déplaçait à découvert et sans arme.

Aussi prudent qu'il ait pu l'être, nous le savons, N. Sartorius a été arrêté à plusieurs reprises : il a dû alors faire l'expérience de la souffrance physique, violenté, torturé dans son corps il a ensuite connu l'enfermement. C'est en 1962 qu'il est arrêté pour la première fois. Les témoignages des détenus constituaient alors la principale source d'information policière, et la principale matière à charge contre l'inculpé lors de son procès. Pour les militants, ce passage par le commissariat était une sorte d'épreuve du feu, pendant laquelle ils devaient rester ferme et prouver leur fidélité, leur courage et la profondeur de leur engagement à leurs camarades. Les mauvais traitements étaient un des moyens les plus utilisés par les fonctionnaires de la BPS pour obtenir les informations dont ils avaient besoin. La torture pouvait aussi bien être physique (coups, privation de sommeil), que psychologique (menaces, insultes, humiliations, etc.), la police cherchant alors à démoraliser et casser le gardé à vue. Les premiers interrogatoires de N. Sartorius n'ont pas échappé à cette règle : « *J'ai été véritablement maltraité, de façon dure, en 1962. Lors de la première chute dans les Asturies*<sup>847</sup> ». Lors des entretiens, il préfère ne pas s'étendre sur le sujet, et on ne trouve pas d'autres témoignages de sa part à ce propos. C'est un rapport du PCE établi en 1974<sup>848</sup>, ainsi que la chronique de l'anti franquisme rassemblée par Fernando Jauregui et Pedro Vega, tous deux rédigés à partir d'autres témoignages, qui nous permettent de compléter le récit de N. Sartorius :

*Les policiers l'ont pris pour un « dur » et l'ont traité comme tel. A peine entré dans le bureau du commissaire, un individu de petite taille et bossu lui avait violemment écrasé les pieds et lui avait mis un grand coup de coude dans l'estomac. Ils ont fini par l'envoyer à Madrid, et à peine arrivé à la DGS ils lui ont montré un faux certificat médical notifiant son décès des suites d'une crise cardiaque. C'était une pratique relativement habituelle. Ensuite pendant presque quatre jours les interrogateurs lui ont « retourné les tripes », comme ils aimait dire. Puis ils l'ont libéré. Mais un autre interpellé, ignorant tout de son sort et le croyant réfugié en France, a fini par donner son nom en tant que dirigeant du « Felipe », et il a de nouveau été arrêté*<sup>849</sup>.

---

<sup>847</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Yo sufrí maltrato físico duro en el 62. En la primera caída, de Asturias* ».

<sup>848</sup> *Presos políticos internos en la prisión de Carabanchel*, Madrid, Novembre 1974, Archivo PCE, Informes, 39/8.6.

<sup>849</sup> Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.2, *op.cit.*, p.34-35: « *Los policías lo tomaron por un "duro" y como tal lo trataron. Nada más entrar en el despacho del comisario, un personaje*

Francisco Erice, qui a étudié le sort des militants communistes entre 1956 et 1963, relève que ces interrogatoires avaient très souvent lieu la nuit « sans doute pour couvrir des pratiques peu présentables à la lumière du jour<sup>850</sup> », entre 2 et 4 heures du matin. Alors bien sûr, les témoignages ne sont en rien comparables avec ceux des années 1940. L'intensité des mauvais traitements est allée en déclinant, certes, mais il n'empêche que les autorités avaient bien encore recours à la brutalité dans les années 1960. A ce propos, la cellule madrilène du PCE rapportait à l'automne 1963 la visite d'un juge dans la prison de Carabanchel afin que les mineurs asturiens qui y étaient encore enfermés contresignent leurs dépositions, dans les heures ou les jours suivants leur arrestation. Ils avaient alors refusé en bloc, et avaient en revanche raconté les tortures dont ils avaient été victimes par le menu. Le juge avait refusé de prendre en note leurs déclarations, les avait menacés d'en référer au Tribunal Militaire et s'en était allé furieux. Mais, quelques jours plus tard, il était revenu pour finalement prendre leurs dépositions<sup>851</sup>. Nous relevons également que le degré de violence des interrogatoires dépendait souvent de l'origine sociale, professionnelle, des antécédents, de l'appartenance politique ou du sexe du détenu. Selon F. Erice, « *Il est vrai qu'en général, les intellectuels ou les personnalités publiques proches du PCE bénéficiaient d'une certaine clémence. Dans le cas contraire, en cas de torture exercées sur des personnes publiques ou connues, le régime risquait de voir son image à l'intérieur et à l'extérieur du pays se dégrader*<sup>852</sup> ». C'est pourquoi lors des arrestations suivantes, la police n'alla jamais au-delà de bousculades ou de vulgarités proférées à l'égard de N. Sartorius.

Lors d'une arrestation, la durée de la détention provisoire était inconnue et les interrogatoires au poste de police s'enchaînaient jusqu'au transfert au centre d'incarcération. Les détenus ne pouvant

---

*enano y jorobado le había propinado un tremendo pisotón y un soberano codazo en el estómago. Acabaron enviándole a Madrid y nada más llegar a la DGS le mostraron un certificado médico ya falsificado, según el cual se declaraba el fallecimiento del detenido por un fallo cardíaco. Era una práctica relativamente habitual. Después lo tuvieron casi cuatro días “trabajándole el estómago”, como gustaban decir sus interrogadores. Le dejaron libre. Pero eso no lo sabía otro detenido, que, creyéndole huido en Francia, canto su nombre como dirigente del “Felipe” y le volvieron a detener».*

<sup>850</sup> Francisco Erice, *Militancia clandestina y represión: la dictadura franquista contra la subversión comunista (1956-1963)*, Gijón, Trea, 2017, p.133: « *sin duda para amparar practicas poco presentables a la luz del día* »

<sup>851</sup> Información de Madrid, 6/11/1963, AHPCE, Informes, 8.6: « *Días después el Juez se personó en la indicada prisión para comenzar a tomar declaración de los 41 mineros asturianos que hay allí. Les fue llamando uno por uno [...]. Pero el juez ya estaba cambiando de tono y de actitud [...]: “Bueno, ya sé que tienen ustedes abogados todos”. [...] Los mineros fueron uno a uno contando con todo detalle como los detuvieron, dónde, a qué hora, donde les llevaron, quienes les pegaron y torturaron, en qué consistieron las torturas [...]. El juez tomó nota detallada de todo lo que declararon todos y cada uno de los mineros. Estos leyeron sus respectivas declaraciones y encontrándolas conformes con lo que habían dicho, las firmaron».*

<sup>852</sup> Francisco Erice, *Militancia clandestina y represión*, op.cit., p.136: « *Es cierto, en general, que los intelectuales o personajes públicos próximos al PCE disfrutaban de una cierta benevolencia, derivada del riesgo para el régimen de deteriorar su reputación interna y externa con casos de represión sobre figuras públicas o conocidas* ».

pas communiquer entre eux, pour se protéger, ils devaient mettre en place en amont une stratégie de défense visant à dérouter les officiers de police, la plus sûre restant de nier l'évidence de leurs activités, éventuellement en invoquant des prétextes tout à fait farfelus. L'avocat Héctor Maravall explique que la principale stratégie de défense de ceux qui étaient accusés de délits mineurs, comme la distribution de propagande illégale, ou de réunions clandestines, se résumait à « *nier les faits, autrement dit, détruire les preuves en cherchant la moindre contradiction dans les rapports de police, ou dans la déposition* <sup>853</sup> ». Par exemple, lorsque N. Sartorius est arrêté au mois d'avril 1968, il était sur le point de se réunir avec environ cent cinquante autres militants des Commissions Ouvrières afin de préparer deux journées d'actions, les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai suivants. La direction des Commissions avait loué quatre autobus : par mesure de discrétion d'une part, afin qu'ils aient l'air de partir en excursion plutôt que de voir provoquer le rassemblement de dizaines d'automobiles qui auraient envahi les abords du couvent de Zarzalejo (Madrid) ; il fallait aussi que ceux qui n'avaient pas d'automobile, et ils étaient encore nombreux puissent s'y rendre. Les deux premiers autobus étaient arrivés la veille pour passer la nuit à Zarzalejo, tandis que les deux suivants devaient les rejoindre au petit matin. Mais quelle ne fut pas la surprise de leurs occupants lorsque la police monta dans le bus avec eux pour les conduire directement au poste de police. Les deux autres autobus furent à leur tour interceptés lorsqu'ils rentraient de Zarzalejo, pour être directement conduits au siège de la DGS, sur la *Puerta del Sol* :

*Pendant ce temps, les passagers de l'autobus reprenaient en cœur « Rosas al mar », rendue populaire à l'époque par Massiel, en insistant tout particulièrement, en haussant le ton, au moment du fameux « libertad, libertad, tesoro de la humanidad... ». La police, qui avait entre ses mains presque cent cinquante militants, faisant partie de la fine fleur du mouvement ouvrier madrilène, a fini par prendre ça avec humour, et un haut-fonctionnaire renomma même cet épisode « la blague de Zarzalejo ». Car il faut ajouter que les déclarations des suspects étaient toutes plus extravagantes les unes que les autres. En premier lieu, personne ne s'était réuni à Zarzalejo. Et bien entendu, ceux qui n'étaient pas partis de Madrid n'avaient pas la moindre intention de s'y rendre. Certains partaient en randonnée, quand d'autres allaient prendre un bol d'air frais hors de la capitale*<sup>854</sup>.

---

<sup>853</sup> Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo, Memoria de un compromiso político 1939-1977*, Barcelona, Crítica, 2013, p.147: « *negar los hechos, es decir, destruir la prueba buscando cualquier contradicción en los informes policiales, en la declaración* ».

<sup>854</sup> Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.2, *op.cit.*, p.249-250: « *Mientras sus ocupantes coreaban « Rosas al mar », una canción popularizada en aquella época por Massiel, poniendo un especial énfasis, sobre todo por el tono que le daban, en aquello de «...la libertad, la libertad tesoro de la humanidad...». La policía, con casi ciento cincuenta detenidos en sus manos, que eran la plana mayor del movimiento obrero de Madrid, acabó tomándose aquello con cierto sentido del humor, y hasta algún alto funcionario hablaría del «chiste de Zarzalejo». Y es que las declaraciones de los detenidos resultaron de lo más pintoresco. Lo primero, porque nadie había estado reunido en Zarzalejo. Por supuesto que, de los que no*

Ce jour-là, N. Sartorius avait sur lui une proposition de déclaration qu'il comptait soumettre en assemblée. Il en avala les pages tant bien que mal sur le trajet vers la DGS et en dicta quelques jours plus tard le contenu à son cousin et avocat, Jaime Sartorius, lorsque celui-ci vint le voir à la prison de Carabanchel. De même, lors de sa dernière interpellation en juin 1972, une partie de la stratégie de défense adoptée dans l'urgence lorsqu'il fut arrêté avec neuf autres camarades consistait à tout nier en bloc. Tous membres de la *Coordinadora General*, ils avaient été interpellés en pleine réunion dans un couvent situé à Pozuelo de Alarcón, aux abords de la capitale. Lors de sa déposition à la Brigade Politico Social, c'est le commissaire Conrado Delso, spécialement affecté à la traque des Commissions, qui interrogea N. Sartorius :

*Il déclare [...] qu'hier il s'est rendu au Couvent des Pères Oblates situé à Pozuelo de Alarcón, pour y trouver le père Giner, afin de discuter avec lui de plusieurs de ses contributions envoyées à Mundo Social, dont le déclarant est membre du conseil de rédaction, lorsqu'il a été arrêté par des fonctionnaire du Corps de Police Nationale, aux côtés de Marcelino Camacho Abad. [...] Lorsque nous lui avons demandé qui il connaissait de ce couvent, et parmi ceux qui ont été arrêté ce 24 juin dans ledit couvent, il a répondu : qu'il ne connaissait personne du couvent, et que Marcelino Camacho était le seul qu'il connaissait, qui comme nous l'avons déjà dit, a été arrêté à ses côtés. Quand nous lui avons demandé pourquoi et dans quel objectif Marcelino Camacho Abad se trouvait à ses côtés dans ledit couvent, il a répondu : qu'il l'ignorait. Quand nous lui avons demandé si ce n'était pas plutôt parce qu'ils étaient en train de participer à une assemblée interprovinciale des Commissions Ouvrières, comme le prouve le fait qu'en même temps que le déclarant des représentant des Commissions d'autres provinces ont été interpellés, et qu'ils étaient tous réunis, il a répondu : qu'il ne savait pas de quoi il s'agissait<sup>855</sup>.*

Toutefois les services de police n'étaient bien sûr pas dupes. C'est pourquoi, le TOP était bien décidé à maintenir ces agitateurs derrière les barreaux le plus longtemps possible.

---

*llegaron a salir de Madrid, nadie tenía la menor intención de acudir allí a reunirse. Unos iban al monte de excursión, los otros a tomar el aire fuera de la capital ».*

<sup>855</sup> *Sumario del proceso 1001, Archivo Fundación Felipe González, Actividad profesional, p.52: «Manifiesta [...] que el día de ayer se dirigió al Convento de los Padres Oblatos sito en Pozuelo de Alarcón, en busca del Padre Giner para preguntarle que había ocurrido con unas colaboraciones del declarante en la revista Mundo Social, de cuyo consejo de redacción es miembro el dicente, momento en el cual fue detenido por funcionarios del Cuerpo Nacional de Policía, juntamente con Marcelino Camacho Abad. [...] Preguntado para que diga a quién conoce del citado convento, así que también de los que fueron detenidos dicho día veinticuatro en el repetido convento, contesta: que no conoce a nadie del convento y únicamente conoce a Marcelino Camacho Abad que como ya se dice fue detenido con el dicente. Preguntado para que diga cual es la razón y motivo por el cual Marcelino Camacho Abad se encontraba juntamente con él declarante en el mencionado convento, dice: que la ignora. Para que diga si no es más cierto que en el citado convento se estaba celebrando una asamblea de Comisiones Obreras, a nivel interprovincial, como lo demuestra el hecho que fueron detenidos juntamente con el declarante, varios representantes de dichas Comisiones de diferentes provincias y que todos juntos se hallaban reunidos, dice: que ignora de qué se trata».*

### 5.2.1.2. Le corps enfermé. Carabanchel

Pendant la seconde moitié de la Dictature, la prison madrilène de Carabanchel a été le plus grand centre d'incarcération pour hommes d'Espagne, pouvant accueillir jusqu'à 3000 personnes<sup>856</sup>. Francisco Acosta, codétenu de N. Sartorius précise que «*la grande majorité des prisonniers de la troisième galerie, n'avaient pas dépassé trente ans*<sup>857</sup>». Nicolás Sartorius venait d'avoir 34 ans quand il est entré pour la dernière fois à Carabanchel. La prison accueillait des prisonniers de droit commun, mais bien que la Dictature n'ait jamais voulu reconnaître leur existence, de nombreux prisonniers politiques y purgeaient également leur peine. Tous ceux qui étaient en attente de jugement par le Tribunal d'Ordre Public, ou en procédure d'appel auprès du Tribunal Suprême y étaient envoyés. C'est la raison pour laquelle la troisième galerie qui accueillait cette catégorie de délinquants regorgeait de jeunes hommes, majoritairement Communistes, mais également de nombreux militants des Commissions Ouvrières, des étudiants, des membres de l'ETA, ou des militants de divers partis d'extrême gauche qui avaient pris leurs distances avec le PCE. Leur séjour ne durant que quelques mois, le brassage de population était assez important. Le centre de contrôle, bâtiment circulaire au centre de l'édifice à la disposition en étoile, permettait aux gardiens de dominer visuellement l'ensemble des galeries et des cellules de la prison.



*Prison de Carabanchel, 1968*<sup>858</sup>.

Francisco Acosta souligne le bruit caractéristique qui y régnait lorsqu'il y est entré EN 1972 : « *Sa disposition en étoile [...] et la hauteur de ses murs, en faisaient un lieu plein d'échos de voix humaines*

---

<sup>856</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras : ¿quién juzgó a quién ?*, Madrid, Fundación Primero de Mayo, 2013, p.198.

<sup>857</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras, op. cit.*p.198: « *La mayoría más numerosa de los presos de la tercera galería no habíamos superado los cuarenta años* ».

<sup>858</sup> Photo aérienne de la prison de Carabanchel prise en 1968. Source archives photographiques de l'ABC.

et de bruits de toutes sortes, d'un nouveau genre pour quelqu'un qui n'y avait jamais mis les pieds<sup>859</sup> ».

A leur arrivée, les détenus étaient fouillés, et à cet effet, ils devaient se déshabiller complètement pour que les gardiens s'assurent qu'aucun objet interdit ne soit introduit au sein de la prison. Ensuite, ils étaient envoyés à l'isolement pendant cinq jours, c'est ce qu'on appelait la « Période », sinistre passage obligé que décrit ce rapport envoyé au siège du PCE :

*« En théorie dans l'objectif d'un contrôle sanitaire, mais dans la pratique, le remède est pire que la maladie, et devient une période de sur-répression. 1°. La période pour les prisonniers politiques se déroule dans la galerie dite « des délits de sang ». 2°. La cellule, d'à peine 10m<sup>2</sup>, comprend deux lits superposés – quatre lits en tout – avec des sacs répugnants garnis d'étoffe en guise de matelas. [...] Ce à quoi s'ajoutent un lavabo et une cuvette, dont la chasse est généralement inutilisable. 3°. Dans ces cellules, quatre personnes (prisonniers communs et politiques) cohabitent et réalisent leurs besoins physiologiques pendant cinq jours. On ne peut sortir dans le patio, et seulement si le fonctionnaire en a envie, qu'une fois par jour, de 7h30 à 8h le matin. 4°. Le contrôle sanitaire se résume à vérifier qu'on n'ait pas de « misère » (de parasite en tout genre), et un vaccin, est trop fréquemment injecté à l'aide d'une aiguille successivement réutilisée<sup>860</sup>.*

Voici un autre témoignage décrivant les effroyables conditions d'accueil des nouveaux arrivants à Carabanchel, où la violence vient s'ajouter à la promiscuité et l'insalubrité :

*Voilà un moment que nous demandons avec insistance que la mal nommée « période sanitaire » (cinq jours d'isolement dans une cellule infecte avec trois ou quatre autres personnes) soit supprimée, ou puisse être réalisée dans la galerie où le prisonnier est affecté, comme c'est le cas pour les prisonniers de droit commun ; l'objectif est de pouvoir s'occuper du camarade qui vient d'arriver, au moment où il en a le plus besoin, et d'éviter les extorsions « habituelles » dont ils sont victimes, car les chefs de bande ou les baroudeurs, figures traditionnelles de ce genre d'endroit, peuvent y agir comme bon leur semble. [...] Ils passent un temps dans ce « déformateur », authentique cour des miracles, dans laquelle caïds et*

---

<sup>859</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.198 : Témoignage de Francisco Acosta, militant des CO incarcéré en même temps que N. Sartorius entre 1972 et 1975 : « *Su disposición en forma de rueda [...] y la altura de sus muros, la convertían en un lugar lleno de ecos de voces humanas y ruidos de todas clases de un nivel desconocido para quien nunca hubiera estado nunca allí* ».

<sup>860</sup> *Informe sobre la cárcel de Carabanchel, 1973*, AHPCE, Informes, 39/8.6: «*teóricamente tiene una función de control sanitario, aunque en la práctica es peor el remedio que la enfermedad, convirtiéndose en sobre-represión. 1°. el periodo para los presos políticos se pasa en una galería llamada de "delitos de sangre". 2°. La celda, de escasos 10m<sup>2</sup>, contiene dos literas – 4 camas—con unos sacos repugnantes rellenos de estopa a guisa de colchón. [...] Completa la celda un lavabo y un wáter, generalmente sin cisterna utilizable. 3° En estas celdas, 4 personas (comunes y políticos) viven y realizan todas sus necesidades físicas durante 5 días. Solo se sale al patio, y solo según le parezca al funcionario una vez al día de 7 y media a 8 de la mañana. 4°. El control sanitario se reduce a investigar si se tiene "miseria" (parásitos y otras especies) y a una vacuna, en que se da con demasiada frecuencia que una misma aguja se utilice sucesivamente* ».

*bagarreurs s'organisent en véritable bandes, et dans laquelle sont concentrés les derniers fonctionnaires fascistes qui restent*<sup>861</sup>.

Tout au long de leur séjour, les détenus étaient soumis à une étroite surveillance. Les courriers qu'ils échangeaient avec les membres les plus proches de leur famille, les seuls en dehors de leurs avocats avec lesquels ils étaient autorisés à correspondre, étaient ouverts, lus et censurés. Et « *lorsque le texte comporte une information qui aux yeux du directeur est susceptible d'intéresser la Brigada Político Social, la lettre lui est envoyée, tout comme on l'informe régulièrement de tout ce qui a trait au détenu* <sup>862</sup> ». Quant aux visites au parloir, elles étaient également contrôlées, les conversations écoutées par les gardiens, et les entretiens individuels enregistrés<sup>863</sup>. Par ailleurs, le respect de la discipline au sein de chaque galerie était en premier lieu assurée par des matons à la solde des fonctionnaires de prison. En 1967, un rapport rédigé depuis Carabanchel informe d'une grève de la faim pour « *rejeter la discipline imposée par le responsable de galerie, un prisonnier de droit commun auquel ils promettent une réduction de peine ou autres bakchichs pour qu'il remplisse avec enthousiasme son rôle de tyran, en imposant une discipline fasciste et faisant de la provocation pour que les détenus soient privés d'améliorations déjà obtenues. Et parce que de façon plus générale, les grévistes protestent contre la grossièreté de ces responsables, qui sont généralement des délinquants de droit communs [...]* <sup>864</sup> ». Ces mêmes sinistres individus sont aussi souvent à la tête de trafics illicites au sein de la prison : « *les prisonniers collaborateurs [...] sont la plupart du temps responsables de tout un marché noir de boissons et de drogues, introduites par un fonctionnaire.*

---

<sup>861</sup> *Carta de Carabanchel, 1975, AHPCE, Informes, 39/8.6: «Hace tiempo que venimos insistiendo en que el mal llamado "periodo sanitario" (5 días de aislamiento en una celda infecta con otras 3 o 4 personas) se elimine o se pase en la galería de destino, como sucede con los comunes; el objeto es poder atender al compañero que ingresa en el momento en el que más lo necesita y evitar las "normales" extorsiones de que son víctimas en un lugar en el que la tradicional figura del matón o del cabo de varas campan por sus respetos. [...] pasan el periodo en el "deformatorio", auténtico patio de los micos galdosiano, donde matones y cabos funcionan organizados en verdaderas bandas, y en el que se concentran, generalmente, los pocos funcionarios fascistas que quedan ».*

<sup>862</sup> *Formas en que se realizan las comunicaciones orales y escritas de los presos políticos, 1970, AHPCE, Informes, 39/8.6: «cuando el texto encierra un dato que a los ojos de los Directores interesa a la Brigada Político Social, la carta se remite a ésta, a la que también se informa periódicamente sobre todo lo relacionado con el preso».*

<sup>863</sup> *Informe sobre la cárcel de Carabanchel, 1973, AHPCE, Informes, 39/8.6: « Las comunicaciones orales con las familias [...] son controladas por micrófonos y pueden ser grabadas». Situación de los presos políticos en la prisión de Carabanchel, Noviembre 1975, AHT, Informes, 39/8.6: « locutorios con plástico de agujeros que sin duda están controlados por medio de micrófonos».*

<sup>864</sup> *Huelga de hambre en la prisión de Carabanchel, 1967, AHPCE, Informes, 39/8.6: « Rechazar la disciplina impuesta a través del encargado de la galería, que es un preso común al que prometen disminución de condena y otros sobornos, para que ejerza con entusiasmo su papel de tirano, imponiendo formas de disciplinas fascistas y provocando para que se les niegue algunas de las mejoras conseguidas. Y en general quieren rechazar el trato grosero de estos encargados, generalmente delincuentes habituales [...]*».

*Après les avoir vendues avec un bénéfice de 1000%, ils partagent avec ces derniers d'importants bénéfices<sup>865</sup> ».*

Par ailleurs, le découpage de la journée dans la prison était marqué par des appels au clairon. Ils étaient soumis à deux appels par jour minimum : le premier au lever après avoir été réveillés par la diane, et le second au coucher. Un fonctionnaire passait alors compter les prisonniers, tandis qu'un second ouvrait ou fermait les cellules. Le soir à 21h30, les détenus devaient avoir regagné leur cellule, à l'exception des samedis où ils pouvaient voir cet horaire prolongé d'une ou deux heures<sup>866</sup>. Les repas servis par le réfectoire de la prison étaient frugaux : *« Alimentation : bien qu'elle soit suffisante sur le plan calorique, grâce à une proportion importante de graisse et de féculents, elle est absolument déficiente en termes de protéines et de vitamines [...] provoquant à moyen terme l'apparition de nombreuses maladies<sup>867</sup> »*. C'est pourquoi le soutien des familles était précieux, celles-ci pouvant leur apporter des aliments en complément. Quant aux conditions d'hygiène, elles étaient tout aussi mauvaises, comme le décrit un autre rapport envoyé au PCE en 1973 : *« l'accès à l'eau est restreint : deux heures le matin, deux heures le midi, et deux heures de plus l'après-midi. Mais il se trouve que dans la majorité de la prison, la pression de l'eau est insuffisante. Résultat, dans trois étages sur les quatre que comptent galeries principales, le robinet est un objet de décoration, étant donné qu'il est nécessaire de transporter le liquide avec des seaux. Il faut souligner également que concernant les toilettes dans les cellules [...] AUCUNE citerne ou chasse dans les galeries NE FONCTIONNE, tout simplement. Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur les conséquences du manque d'eau en termes d'hygiène<sup>868</sup> »*. Il est ensuite signalé dans ce courrier que de nombreux détenus souffraient de maladies graves que l'hygiène désastreuse ne pouvait aider à combattre, comme la tuberculose, la syphilis ou des hépatites. Le froid et l'humidité quasi permanents aggravaient encore les choses : *« hormis dans l'aile réservée aux mineurs et à l'infirmerie, à Carabanchel il n'y a pas de chauffage. Pendant l'hiver 1971, la température dans les cellules a atteint les moins douze degrés »*.

---

<sup>865</sup> Informe sobre la cárcel de Carabanchel, 1973, AHPCE, Informes, 39/8.6: *« presos colaboradores [...] suelen llevar todo un mercado negro de bebidas alcohólicas y drogas, introducidas por algún funcionario, que después de vendidas con beneficios de un mil por cien, se reparten con ellos grandes dividendos »*.

<sup>866</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.205.

<sup>867</sup> Informe sobre la cárcel de Carabanchel, 1973, AHPCE, Informes, 39/8.6: *« Alimentación: aunque esta es suficiente en calorías, alcanzándolas gracias a mucha grasa y féculas, es totalmente deficiente en cuanto a proteínas y vitaminas [...] originando en un plazo medio de tiempo la aparición de numerosas enfermedades »*.

<sup>868</sup> Informe sobre la cárcel de Carabanchel, 1973, AHT, Informes, 39/8.6: *« el agua está restringida a dos horas por la mañana dos horas más a mediodía y otras dos horas por la tarde. Sucede que en la mayor parte de la cárcel la presión es insuficiente, por lo que en tres de las cuatro plantas de que constan las principales galerías, el grifo es un objeto de adorno, haciéndose necesario el transporte de líquido por medio de cubos. Es de destacar que por lo que se refiere a los wáteres de las celdas [...] simplemente NO FUNCIONA una sola cisterna o descargador en las galerías. Sobre lo que la falta de agua presenta en materia de higiene no es necesario extenderse »*.

Cette précision permet également d'envisager l'ampleur des conséquences sur la santé et la fatigue des détenus<sup>869</sup>.

A défaut de témoignage direct de N. Sartorius sur ces aspects, d'autres lettres et rapports permettent de comprendre la façon dont les détenus pouvaient occuper leurs journées dans les années 1970 dans la prison madrilène. En 1973, il est signalé que l'article 2 du règlement des prisons, proclamant l'instruction obligatoire, est ignoré. L'éducation est mise au second plan du « *travail en ateliers, plus rentable économiquement pour la direction de la prison. [...] Il y a environ 400 détenus qui travaillent, répartis dans divers ateliers : travail du bois, mécanique, électricité, imprimerie, confection de chaussures et fabrication de bennes et de bras de levages Dalbys* <sup>870</sup> ». Ils travaillaient huit heures par jour, sauf contrainte de délai, ce qui était souvent le cas à l'imprimerie, où ils restaient jusqu'à dix heures. Leur salaire en 1973 s'élevait à 2400 pesetas par mois. A titre de comparaison, le salaire mensuel minimum interprofessionnel au mois de juin 1972 s'élevait à 4680 pesetas<sup>871</sup>. Il faut également prendre en considération que le travail était le moyen le plus sûr de réduire le temps passé derrière les barreaux, à condition que le comportement du détenu reste irréprochable. Pour deux jours travaillés, on comptait trois jours de prison<sup>872</sup>. Chaque fois que cela a été possible, N. Sartorius a privilégié le travail à l'atelier de menuiserie afin de bénéficier d'une réduction de peine.

Pour occuper leur temps libre et/ou s'instruire, les prisonniers pouvaient lire, mais tous les ouvrages ne pouvaient franchir les portes de la prison, comme le montre une liste de revendications de prisonniers rédigée en 1967 : « *Depuis des mois nous réclamons [...] le droit d'accès à l'ensemble de la presse nationale. Actuellement, les journaux vendus dans la prison (ABC, Ya, Arriba), sont raccourcis par la « censure » de la prison (le prêtre et un des professeurs) ; le droit à la formation intellectuelle grâce aux livres et publications autorisées au sein du pays. Actuellement il existe des revues en vente libre qui sont expressément interdites ici, et des livres que ne peuvent être lus qu'après accord de la*

---

<sup>869</sup> *Idem*: « *excepto el reformatorio y la enfermería, la prisión de Carabanchel carece de calefacción. En el invierno de 1971, la temperatura en las celdas llego a ser de 12° bajo cero* ».

<sup>870</sup> *Idem* : Règlement des prisons du 8 février 1956 sur les aspects de surveillance et de répression, dont l'article 2 énonce : « *La obligatoriedad de un régimen intenso de instrucción y educación" est ignoré. "supeditado al trabajo en talleres, más rentable económicamente para la dirección de la cárcel". [...] El número de reclusos que trabajan es de 400, repartidos en varios talleres, carpintería, mecánica, electricidad, imprenta, zapatería y fabricación de Dalbys* ».

<sup>871</sup> Decreto del ministerio de trabajo y seguridad social cité dans José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., note 32 p.68.

<sup>872</sup> *Informe sobre la cárcel de Carabanchel, 1973*, AHPCE, Informes, 39/8.6.

« *censura* »<sup>873</sup>. La longue main des censeurs était également dénoncée dans une autre lettre, rédigée cette fois en 1975, et qui affirmait que « *si le régime traite les Espagnols comme des mineurs, nous les “ prisonniers politiques ” n’avons pas passé l’âge de la plus tendre enfance. Notre ambition, en outre, est bien modeste : que tout livre ou revue circulant librement dans le pays puisse entrer. Car des auteurs comme Voltaire ou des revues comme “ Cuadernos ” ou “ Mundo Social ” sont toujours dans la liste des œuvres maudites* »<sup>874</sup> ». Pour ces individus dotés d’une conscience politique forte, et d’une certaine curiosité intellectuelle, il était important de pouvoir rester informés de l’actualité nationale et internationale. L’accès à certains journaux partisans du régime - *ABC, Ya, ou Arriba-*, et le journal télévisé du soir avant le couvre-feu que les surveillants leur laissaient regarder, leur donnait l’occasion de lire entre les lignes et écouter les non-dits, ils pouvaient de cette façon se faire une idée de l’actualité, malgré le filtre imposé par le régime. Les familles et les avocats lors des visites complétaient ce panorama, tout en veillant à toujours bien choisir les termes employés et la teneur de leur propos, sous peine de se voir interrompus et sermonnés par le gardien chargé de leur surveillance.

Francisco Acosta rapporte également les longs échanges politiques que ses camarades et lui affectionnaient : « *La politique avait beaucoup d’importance pour nous, et en général, la majorité des groupes idéologiques nous nous réunissions toutes les semaines ou toutes les deux semaines, ce qui occupait quelques-unes des longues heures d’incarcération* »<sup>875</sup> ». Concernant l’activité physique, bien que cantonnés dans des « *cours en ciment minuscules* »<sup>876</sup>, des matchs de football, des parties de pelote basque ou de tennis de table étaient improvisés. D’autres se contentaient de parcourir une distance donnée, seuls ou en groupe, en allant et venant tout au long du périmètre de la cour<sup>877</sup>.

---

<sup>873</sup> *Huelga de hambre en la prisión de Carabanchel, 1967, AHPCE, Informes, 39/8.6: «Hace meses se venían planteando una serie de reivindicaciones, concretamente: - el derecho a la prensa nacional integra. Actualmente los periódicos que se venden en la prisión (ABC, YA, ARRIBA), son recortados por la “censura” de la cárcel (el sacerdote y un maestro). - el derecho a la formación intelectual mediante libros y publicaciones autorizadas en el país. Actualmente hay revistas de venta en la calle, expresamente prohibidas, y libros que solo pueden ser leídos según un criterio de la “censura”».*

<sup>874</sup> *Carta de Carabanchel, 1975, AHPCE, Informes, 39/8.6: « Si a los españoles el régimen les considera menores de edad, los “políticos” no pasamos de la más tierna infancia. Nuestra pretensión, por lo demás, es bien prudente: que entre todo libro o revista de curso legal en el país. Pues bien, autores como Voltaire o revistas como “Cuadernos” o “Mundo Social” siguen en el índice de las obras malditas ».*

<sup>875</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras, op. cit.*, p.202. « *La política tenía gran importancia entre nosotros y por lo general la mayoría de los colectivos ideológicos celebrábamos reuniones semanales o quincenales, que ocupaban solo algunas horas del largo horario carcelario* ».

<sup>876</sup> *La separación de los presos políticos en pequeños grupos, 1970, AHPCE, Informes, 39/8.6: « nuestros raquíuticos patios de cemento ».*

<sup>877</sup> Témoignage Francisco Acosta, José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras, op. cit.*, p.202.

Précisons qu'en cas de manquement, les prisonniers pouvaient être envoyés en cellule disciplinaire. Ils restaient alors pour une période indéterminée dans cette pièce de moins de quatre mètres carrés dont ils ne pouvaient sortir, dont on retirait le matelas dès le réveil, où ils ne pouvaient ni lire, ni fumer, et où la nourriture servie était bien pire qu'au réfectoire. Une lettre datée du mois de novembre 1975 raconte qu'alors que plusieurs camarades communistes avaient été sanctionnés après avoir entamé une grève de la faim, on leur avait même interdit de recevoir des vêtements propres ou du papier hygiénique, qu'ils ne pouvaient pas non plus parler, chanter ni même siffloter, et que tout contact avec l'extérieur était proscrit<sup>878</sup>.

Malgré les conditions d'incarcération désastreuses auxquelles étaient soumis les hommes enfermés à Carabanchel, la prison était considérée comme un modèle par le régime. En effet, la Dictature y amenait même des délégations étrangères, en vue de leur montrer un lieu qui « à défaut d'être digne, était au moins incomparable avec les dizaines de prisons inquisitoriales qui emplissaient la géographie péninsulaire <sup>879</sup> ». Toutefois, un rapport transmis au PCE en 1975 estimait que Carabanchel, « en plus d'être " ce lieu où toute incommodité trouve sa place ", en est en fait la sublimation <sup>880</sup> ».

### 5.2.2. Conséquences psychologiques de l'engagement.

On sait aujourd'hui qu'un individu exposé au danger pendant 200 à 240 jours est susceptible de développer un stress post-traumatique, qui se manifeste entre autres par une hypervigilance, ou des épisodes de reviviscence<sup>881</sup>. Il est clair que les conditions de la lutte ne sont pas les mêmes pour un soldat au front en 1917, pour un maquisard pendant la Seconde Guerre Mondiale, pour un soldat

---

<sup>878</sup> Situación de los presos políticos en la prisión de Carabanchel, Noviembre 1975, AHPCE, Informes, 39/8.6: « Hasta el quinceavo día no se les comunicó la sanción, no se autorizaron libros hasta pasados muchos días, en ningún momento tabaco ni otros útiles; el petate era retirado durante el día y la comida era insufrible. A dos compañeros se les impuso otra nueva sanción de 20 días; al primero por encontrársele en pijama en el primer recuento de la mañana – 7.30 – , al segundo porque un funcionario dio parte de que le había chillado [...]. Nuestros compañeros no pudieron salir en ningún momento al patio, en el paseo reglamentario; que no se les permite recibir muda, ni cualquier otra ropa o cosas de aseo (extremado es el caso de negarse a dejar pasar papel higiénico). No se puede hablar, ni cantar ni silbar. La celda tiene 1.70 por 2.20 metros de dimensiones. Fueron retiradas las cartas a los abogados y no permitidos telegramas ni al defensor ni a nadie ».

<sup>879</sup> Informe sobre la cárcel de Carabanchel, 1973, AHPCE, Informes, 39/8.6: « Es utilizada, en cierta medida, como escaparate con el que trata de cubrir la brutalidad y deshumanización del resto de las prisiones. Las diferentes visitas de delegaciones extranjeras en el año pasado encontraron, si no una cárcel digna, por lo menos incomparable con las decenas de prisiones inquisitoriales que llenan la geografía peninsular ».

<sup>880</sup> Carta de Carabanchel, 1975, AHPCE, Informes, 39/8.6: « [...] la cárcel, además de ser "aquel lugar donde toda incomodidad tiene su asiento", es la sublimación de todos ellos ».

<sup>881</sup> Troubles du Stress post-traumatique, INSERM [ En ligne : <https://www.inserm.fr/dossier/troubles-stress-post-traumatique/> ]. Consulté le 15/09/2020.

nord-américain revenant d'Afghanistan, ou pour un militant clandestin espagnol évoluant dans un environnement urbain dans un contexte de dictature. Néanmoins, l'engagement des opposants démocratiques sous le Franquisme a souvent été long et violent, c'est la raison pour laquelle il semble pertinent de se pencher sur son impact psychologique sur ces personnes, à court et long-terme. Comment imaginer qu'un individu puisse s'opposer aussi longtemps, aussi profondément, et de manière toujours renouvelée à une dictature sans merci ? On comprend aisément la peur d'être traqué, le choc et l'angoisse par solidarité lorsque N. Sartorius apprenait l'arrestation de camarades ou l'exécution d'autres opposants. On pense à ces années où tous devaient vivre dans un état de vigilance permanente. Marcelino Camacho explique qu'il était indispensable de garder à l'esprit trois points essentiels :

*Avant toute chose, il faut avoir conscience du fait que le combat est juste, que c'est un combat pour l'égalité, pour la liberté, pour la justice sociale, pour une cause juste et éminemment humaine. Puis il faut avoir conscience qu'on n'est pas seul, qu'il y a beaucoup de gens dans et hors d'Espagne qui sympathisent avec notre cause, qui coordonnent et d'une certaine façon unissent leurs efforts dans ce sens. Et troisièmement, puisque la cause est juste et que nous sommes nombreux, toujours plus nombreux à nous mobiliser pour cela, penser que notre cause allait triompher*<sup>882</sup>.

Quant à Nicolás Sartorius, il recense les qualités nécessaires pour réussir ce travail de sappe : « *il faut une patience infinie, avoir beaucoup de flair pour capter à tout moment d'où vient le danger. Et beaucoup d'audace* »<sup>883</sup>.

Tout d'abord, il faut se pencher sur l'aspect le plus évident : l'isolement familial et social qu'implique tout séjour en prison. Les détenus pouvaient envoyer une lettre par semaine. Mais celles-ci, nous l'avons vu, étaient postées ou distribuées déjà ouvertes et lues par les gardiens : « *la dignité du prisonnier est encore plus bafouée. Les lettres échangées avec les familles ne sont pas seulement lues par les chefs de service et les fonctionnaires qui les remplacent, mais il est prouvé que n'importe quel fonctionnaire peut le faire. Nous savons même qu'à l'occasion, ils discutent et commentent le contenu*

---

<sup>882</sup> *Proceso 1001*. Documentos RNE, diffusé le 13/08/2014, témoignage M. Camacho, 9'45: « *en primer lugar tiene que tener consciencia de que lucha por una cosa que es justa, lucha por la igualdad, por la libertad, por la justicia social, una causa justa eminentemente humana. Después tiene que tener consciencia de que no está solo de que mucha gente dentro y fuera del país simpatizan y coordinan y unen de alguna manera su esfuerzo con esta misma trayectoria. Y en tercer lugar que por ser justo y por ser muchos, cada vez más los que se movían en esa dirección, esa causa iba a triunfar* ».

<sup>883</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa*, op.cit., p.193, « *Para hacer un trabajo político eficaz en estas condiciones se requiere una paciencia infinita, un olfato muy desarrollado para captar en cada momento donde está el peligro. Y mucha audacia* ».

de la lettre qu'une épouse, qu'une mère ou qu'un autre membre de la famille envoie au détenu <sup>884</sup>». Par ailleurs, un échange épistolaire ne peut remplacer un échange de vive voix, le contact, ne serait-ce que visuel, avec les êtres chers. Les détenus ne pouvaient recevoir la visite que des membres les plus proches de leur famille, ceux dont ils partageaient au moins un nom de famille, et ce deux fois par semaine. Les épouses devaient présenter leur livret de famille à l'entrée de la prison. Les visites de collègues, camarades, amis, ou petites amies pour ceux qui n'étaient pas mariés, étaient absolument proscrites. Francisco Acosta précise que « *les visites ne duraient que vingt minutes, et se faisaient dans une grande pièce avec une double paroi de plastique sale et presque opaque, avec de petits trous. Il était donc presque impossible de communiquer au milieu du brouhaha dont nous étions tous responsables, ceux de dedans et ceux de dehors, s lorsque nous tentions d'échanger quelques mots* <sup>885</sup> ». N. Sartorius ne put recevoir la visite de son épouse que pendant les premières années, car, à partir de 1972, elle se réfugia en Italie, à la fois pour pouvoir être soutenue par sa famille et parce qu'elle se savait menacée par la police. Leurs échanges ne pouvaient donc être qu'épistolaires. Ainsi, pendant sa dernière période d'incarcération, il ne recevait la visite que de son avocat et de son cousin, Jaime Sartorius. En 1975, lorsque le nouveau directeur de Carabanchel décida de réduire le droit de visite des familles qui travaillaient en semaine et ne les autorisa plus qu'à une visite de vingt minutes le premier dimanche de chaque mois ; ceux qui manifestèrent leur mécontentement furent envoyés en cellule disciplinaire et, pendant les mois suivants, « *l'ambiance était très tendue parmi les prisonniers politiques, car cette restriction des visites affectait nombre d'entre eux* <sup>886</sup> ».

Par ailleurs, ces jeunes hommes étaient souvent également de jeunes pères, qui ne pouvaient recevoir la visite de leur progéniture que quelques fois par an. Absence et frustration ont remplacé les liens d'affection normaux et nécessaires. N. Sartorius a eu une fille, née en 1966 :

---

<sup>884</sup> *Formas en que se realizan las comunicaciones orales y escritas de los presos políticos, 1970*, AHPCE, Informes, 39/8.6: « *En las comunicaciones orales se pisotea aún más la dignidad del preso. Las cartas que se cruzan entre él y sus familiares no solo son leídas por los jefes de servicio y funcionarios que les sustituyen, sino que además está comprobado que cualquier otro funcionario puede hacerlo, conociéndose casos de entablar tertulia en torno al contenido de la carta que la esposa, la madre u otro familiar envía al preso* ».

<sup>885</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.203, témoignage de Francisco Acosta: « *la comunicación duraba solo 20 minutos y se hacía en un amplio salón a través de un doble panel de plástico sucio y casi opaco con unos pequeños agujeros por lo que era casi imposible comunicarse en medio del griterío que todos, los de dentro y los de fuera efectuaban para poder comunicarse algunas palabras* ».

<sup>886</sup> *Carabanchel, 12 de julio de 1975*, AHT, Informes, 39/8.6. Le directeur a pris la décision de supprimer les communications auxquelles ceux dont la famille travaille les lundis et jeudis, jours prévus normalement, avaient droit. Ce qui veut dire qu'ils ne pouvaient désormais voir leur proche que 20 minutes les premiers dimanches du mois auxquelles ont droit ceux de la 3<sup>ème</sup> galerie. Romero Marin (dont on a parlé plus haut, c'est celui qui transcrivait les réunions du CC madrilène), « *manifestó su disconformidad* » et a été envoyé à l'isolement : « *el ambiente es muy tenso entre los presos políticos, pues la medida de no comunicar afecta a varios de ellos* ».

*La période difficile, c'était entre 1966 et 1976. Elle n'en a eu vraiment conscience cinq années. Elle venait à la prison une ou deux fois par an. Le jour de la Merced (le 24 septembre), puis à Noël. Ce jour-là tous les enfants des prisonniers venaient. Nous organisions des choses, ils passaient un bon moment. Je ne crois pas qu'elle ait eu conscience de tout ça, de l'absence de son père, oui. Mais pas une conscience dramatique. Elle était trop jeune*<sup>887</sup>.

Par contre, les adultes, eux, ne franchissaient jamais les portes de la prison pour se rendre ailleurs qu'au parloir, au grand dam de tous ces proches séparés : « *comment concevoir que des hommes séparés depuis deux, trois, et jusqu'à dix ans de leur épouse, de leurs enfants, de leur mère, n'aient pu avoir une seule minute d'intimité avec elles ?*<sup>888</sup> ». Pour sa part, Francisco Acosta aborde des questions plus intimes :

*Le contact physique avec ton épouse, ne serait-ce qu'un baiser, était impossible pendant tout ce temps. [...] Un autre aspect qui pesait sur un collectif relativement jeune comme le nôtre, c'était le manque de relations sexuelles. Ceux qui étions les plus touchés par cette question, avons demandé à plusieurs reprises par écrit au Directeur qu'il nous soit permis de rencontrer nos épouses dans un espace dédié. Les gens comme nous ne manquaient pas de rêves utopiques*<sup>889</sup>.

Par ailleurs, au manque affectif venait s'ajouter l'inquiétude pour les familles : pour leur survie matérielle, leur santé psychologique, leur capacité à mener de front toutes seules la garde et l'éducation des enfants, sans compter la question des revenus pour subvenir aux besoins de la famille qui devait en outre alimenter aussi le détenu. Les époux Sartorius pouvaient effectivement compter sur leurs familles respectives pour les soutenir matériellement, mais elles ne pouvaient rien contre la machine répressive franquiste. Natalia Calamai, l'épouse de N. Sartorius, était militante comme lui :

*Jusqu'à ce qu'elle doive s'enfuir en Italie. Parce que la police était à ses trousses, elle allait l'arrêter. C'est le concierge du domaine qui l'a sauvée, c'était une personne progressiste, il l'a prévenue. Elle a réussi à s'enfuir. Dans le cas contraire ça aurait été un désastre, avec une enfant. [...] Mais les familles, et pas seulement*

---

<sup>887</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017: Si tengo una hija, nació el 6 de mayo de 1966. *Nunca tuvo miedo de las consecuencias sobre su hija, su mujer*. El periodo duro era del 66 hasta el 76. Años realmente consciente, paso solo 5. Ella entraba a la cárcel una vez al año, o dos. El día de la Merced, y luego en Navidad. Que entraban todos los hijos de los presos. Organizábamos cosas, lo pasaban bien. No creo que tuviera una conciencia... de la ausencia de su padre, sí. Pero no una conciencia dramática. Hay que tener en cuenta la edad.

<sup>888</sup> Carta de Carabanchel, 1975, AHT, Informes, 39/8.6: "se puede concebir que hombres que llevan 2, 3, y hasta 10 años separados de sus mujeres, hijos y madres, no hayan podido tener ni un solo minuto de intimidad con ellas?".

<sup>889</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.204. Francisco Acosta: « El contacto físico con tu esposa, ni siquiera un beso, fue imposible en este periodo de tiempo. [...] Otro de los hechos que pesaban sobre un colectivo relativamente joven como el nuestro era la falta de relaciones sexuales. En varias ocasiones, los más inquietos en este tema solicitamos al Director, por escrito, que se nos permitiera el encuentro con nuestras esposas en un espacio reservado. La utopía no podía faltar en gente como nosotros".

*en ce qui me concerne, le vivent encore plus mal que nous. Nous, nous avons la lutte, les camarades, etc. Mais elles, en revanche, elles devaient trouver du travail, la solidarité pendant les premières années n'était pas très importante, la solitude, les difficultés économiques, l'incompréhension des familles souvent. Elles souffrent beaucoup plus que nous*<sup>890</sup>.

Le témoignage de Natalia Calamai va également en ce sens. Elle se souvient d'une époque extrêmement difficile pour elle : « *Eux ils avaient un avenir, c'étaient des hommes qui allaient se consacrer à la politique, c'est d'ailleurs ce qu'ils ont tous fait ensuite. [...] Je ne peux pas parler pour les autres, mais pour moi c'était une vie aride, très dure, très solitaire, très inhumaine* <sup>891</sup> ». Toutefois, María del Carmen Muñoz qui a réfléchi à l'expérience et à l'engagement des épouses des inculpés du Procès 1001, souligne l'importance de l'action de l'épouse de N. Sartorius pendant la campagne de solidarité qui s'est étendue de 1972 à 1975, et elle résume ainsi le souvenir et le ressenti de N. Calamai pendant cette époque : « *L'expérience de ces années est synonyme pour elle de beaucoup de tristesse, de solitude. Elle se souvient d'une carrière professionnelle tronquée et de la conscience de son devoir moral envers son mari et ses camarades de prison à cause de la lutte antifranquiste* <sup>892</sup> ».

Hormis le manque de lien social et affectif, le manque de contact physique, et l'inquiétude pour les leurs, les détenus devaient également faire face aux humiliations constantes auxquelles les soumettait le personnel de prison. Pour sa part, F. Acosta considère que la « période d'isolement sanitaire » auquel il est soumis lors de son arrivée à Carabanchel est « *un des aspects les plus humiliants du régime carcéral franquiste* <sup>893</sup> ». De même, plusieurs courriers envoyés au PCE signalent la dégradation des conditions de vie des prisonniers politiques à partir de 1975, avec la nomination d'un nouveau directeur particulièrement zélé à la tête de la prison. Ces témoignages décrivent notamment :

---

<sup>890</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Sí claro era militante. Hasta que tuvo que marcharse a Italia. Porque la policía iba a por ella, iba a detenerla. La salvó el portero de la finca, que era una persona progresista, la avisó. Pudo marcharse. Que si no hubiera sido un desastre. Con una hija. [...] Pero las familias, no sólo en mi caso, lo pasan peor que nosotros. La lucha, las lecturas, los compañeros y tal, pero ellas en cambio buscan trabajo, la solidaridad en la primera fase tampoco era muy grande, gran soledad, dificultades económicas, incomprensión de la familia muchas veces. Sufren mucho más que nosotros* ».

<sup>891</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.145: « *Ellos tenían un futuro, ellos eran hombres que se iban a dedicar a la política, que fue lo que hicieron todos ellos [...] La mía, yo no puedo hablar de las demás, era una vida muy árida, muy dura, muy solitaria, muy inhumana* ».

<sup>892</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.149: « *Su vivencia de estos años es de mucha tristeza y soledad, del recuerdo de una carrera profesional truncada y de la consciencia del deber moral hacia su marido y sus compañeros en prisión por su lucha antifranquista* ».

<sup>893</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.200, témoignage Francisco Acosta: « *Debo decir que estos tres días de periodo los recuerdo como una de las cosas más humillantes del régimen carcelario franquista* ».

*Les vexations continues et les punitions, le régime disciplinaire strict ; la liquidation de la commune, le chef de service Mejuto ayant confisqué les 11000 pesetas que les camarades avaient mis en commun pour satisfaire aux besoins de la collectivité. [...] Il a cessé de respecter nos cellules respectives et a commencé à nous affecter où bon lui semblait. Au bout d'un certain temps, ils ont commencé à inspecter les barreaux et à réaliser des fouilles quotidiennes, au départ dans le but de nous humilier car il fallait nous déshabiller pour nous examiner, etc. Et ils emportaient des objets absurdes qui n'avaient rien à voir avec la sécurité et qui pendant des années avaient été autorisés (comme les dominos par exemple)<sup>894</sup>.*

Sans compter que la somme de ces frustrations et de ces vexations quotidiennes engendrait de nombreuses tensions parmi les prisonniers, quand ce n'était pas le personnel carcéral qui les provoquait : « *Nous pensons que la direction et certains fonctionnaires – une minorité – engendre une mauvaise ambiance entre les délinquants de droit commun et les prisonniers politiques, ils nous accusent d'être responsables du fait que nous n'ayons pas de remise de peine, à cause des actes de "terrorisme" permanents* <sup>895</sup> ». Mais les tensions pouvaient également exister au sein du groupe des prisonniers politiques, comme l'explique F. Acosta : « *Bien que des conditions de vie un peu meilleures aient rendu plus facile la cohabitation au sein de la prison, elles ne pouvaient compenser l'amertume de ne pas être libres. Il y avait des tensions parmi nous, des différends, et des échanges d'opinions qui étaient influencés par le fait de ne pas être libres* <sup>896</sup> ». Ces tensions entre camarades éclataient par exemple au moment de décider si le collectif devait entamer ou non une action comme une grève de la faim.

Par ailleurs, la peur était au cœur de la vie quotidienne de ces militants : la peur de l'arrestation tout d'abord, présente en permanence. Chaque jour pouvait être le dernier en liberté. Ils s'y préparaient, avaient anticipé ce moment, avaient imaginé de quelle façon ils finiraient par tomber entre les mains de la police et de la justice franquiste. Pour l'éviter, les précautions à prendre étaient nombreuses, bien que jamais suffisantes pour faire face à l'arsenal de surveillance et de répression de la Dictature.

N. Sartorius donne quelques exemples d'attitudes et de réflexes propres au militant clandestin :

---

<sup>894</sup> *Situación de los presos políticos en la prisión de Carabanchel, Noviembre 1975, AHT, Informes, 39/8.6: « [...] continuas vejaciones y castigo, régimen disciplinario estricto; liquidación de la comuna, llegando Mejuto (jefe de servicio) a retener 11 000 pesetas que los compañeros tenían para las necesidades colectivas. [...] dejó de respetar la celda de cada uno y comenzó a destinar a los mismos donde le venía en gana. Al tiempo comenzaron las requisas de barrotos y cacheos diarios, en un principio con criterios vejatorios intentando de desnudar para registrar, etc. Y llevándose objetos absurdos que no tienen nada que ver con la seguridad y que durante años han estado autorizados (como dominós, etc.) ».*

<sup>895</sup> *Carta de Carabanchel, 1975, AHT, Informes, 39/8.6: « creemos que la dirección y algunos funcionario – la minoría – están fomentando un mal ambiente entre los comunes cara a los políticos, acusándonos de ser los culpables de que no den el indulto, debido a los continuos actos de "terrorismo" ».*

<sup>896</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras, op. cit.*, p.203, témoignage de Francisco Acosta: « *La convivencia en la cárcel, a pesar de estar amortiguada por unas mínimas condiciones de vida, no podía ocultar las amarguras de estar sin libertad. Había tensiones entre nosotros, diferencias y cambios de criterios en el que influía el hecho de no ser libres [...]* ».

*Nous prenions énormément de précautions. Bien que je n'aie jamais souffert de délire de persécution. Mais il y avait un ensemble de règles que nous devions respecter. Certaines choses qui pourraient sembler étranges. Par exemple, je suis encore aujourd'hui quelqu'un de très ponctuel, je peux même arriver à l'avance pour vérifier qu'il n'y ait pas de personne suspecte. J'ai quelques tics comme ça qui me sont restés. Je ne me mets jamais dos à une porte. Il fallait également bien regarder qui montait au même moment dans les transports publics. J'en ai gardé une mémoire visuelle très développée, pas des noms, mais des visages et des traits, oui. Il fallait vérifier s'ils revenaient. De même, s'il fallait aller à un rendez-vous clandestin, avant ce rendez-vous je devais aller dans certains secteurs de Madrid, pour voir si j'étais suivi ou pas<sup>897</sup>.*

La peur est décuplée à l'approche du danger. On la retrouve dans le témoignage d'Eduardo Saborido, camarade sévillan de N. Sartorius, le premier jour du procès 1001. Ce jour-là, c'est toute la fine fleur des Commissions Ouvrières qui est jugée. Or, au matin du procès, un attentat de l'ETA fit exploser la voiture dans laquelle se déplaçait le Chef du Gouvernement de F. Franco, Luis Carrero Blanco, qui mourut peu après. Tous les regards se tournèrent alors vers les leaders des Commissions Ouvrières, sur le point de s'asseoir sur le banc des accusés :

*A peine installés dans les cellules au sous-sol, les avocats de Madrid ont appelé ceux qu'ils représentaient : M. Camacho, N. Sartorius..., qui, lorsqu'ils sont revenus, nous ont rapporté la nouvelle : le président du gouvernement franquiste avait été tué, et les ultras du régime, qui manifestaient dans la rue, nous désignaient responsables de l'attentat et réclamaient nos têtes. [...] Il est bien évident que malgré notre bonne humeur habituelle, une peur profonde s'empara de nous. Nous avons déplacé les deux lits superposés qu'il y avait dans la cellule contre la grille qui la fermait, et les matelas aussi. Nous nous sommes préparés à nous défendre becs et ongles, car c'était bien les seules armes dont nous disposions. Nous avons peur que les ultras assaillent nos cellules, car il y avait toujours des policiers ultras comme eux, qui auraient été disposés à leur faciliter la tâche. [...] Après plusieurs heures d'attente, ils nous ont à nouveau amenés dans la salle d'audience pour que le procès reprenne. [...] Des membres de la Brigade Politico-Sociale étaient assis entre (nos épouses), certains montraient ostensiblement leurs revolvers. Le procès a recommencé dans une tension extrême, la surveillance policière et notre isolement étaient démultipliés. De son côté, le président du Tribunal de temps à autre se mettait à crier dès qu'un mot ou un geste d'un des inculpés ne lui convenait pas. La terreur avait tout envahi<sup>898</sup>.*

---

<sup>897</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « Bueno tomábamos muchas precauciones. Pero nunca he tenido complejo de persecuciones. Había una serie de normas que teníamos que cumplir. Algunas cosas que pudieran resultar raras, por ejemplo. Sigo siendo una persona muy puntual, incluso llegar antes, para ver si no había persona sospechosa. Tengo algunos tics que se me han quedado. Nunca me pongo de espaldas a una puerta. Había que fijarse en quien entraba contigo en los transportes públicos. Memoria visual muy acentuada, de nombres no, pero de caras o de rostros sí. Si se repetían. Luego si ibas a una cita muy clandestina, pues previamente a la cita iba por ciertas zonas de Madrid, podía ver si me seguían o no ».

<sup>898</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.188-190: « Recién instalados en los calabozos, los abogados de Madrid llamaron a sus representados: Camacho, Sartorius..., que al volver,

Et même en prison, les détenus ne se sentaient pas à l'abri d'un éventuel débordement, comme lorsqu'en 1975, à la suite de l'assassinat de trois policiers :

*Quand les flics qui étaient de garde ont appris [...] la mort des trois policiers, ça a provoqué un moment de chaos. Une dizaine d'entre eux, les plus exaltés, ont essayé de rentrer à l'intérieur de la prison. Deux ou trois parmi les plus jeunes se sont mis à pleurer, un autre a eu les nerfs qui ont lâché ; [...] ils ont renvoyé les familles qui venaient pour les visites et ont interrompu toute communication. Il y a quelques jours, celui qui était de garde dans la guérite et qui surveillait notre cour, a dit à un de nos camarades qui jouait au fronton de "ne pas le regarder, qu'il était sur les nerfs, qu'il allait lui coller deux balles et le laisser sur le carreau". Ces derniers jours, nous avons observé que la majorité des policiers de garde ont constamment le doigt sur la gâchette de la mitrailleuse, et qu'en général ils la pointent vers la cour ; ce qui est dangereux, car le moindre trébuchement ou faux mouvement peuvent déclencher le tir<sup>899</sup>.*

La peur, les tensions, le manque, l'isolement, la frustration ou encore la colère, pouvaient à la longue conduire à une dégradation de la santé mentale des militants incarcérés. Si l'entraide, la camaraderie et la bonne humeur étaient la norme, nul n'était à l'abri du désespoir. Dans la prison, une des principales revendications des prisonniers politiques étaient leur regroupement dans une seule et même galerie. En 1970, ils étaient encore séparés par groupes de sept à dix opposants politiques. L'origine et les conséquences de cette mesure sont commentées dans cet autre rapport envoyé au Parti :

*L'objectif de la séparation des prisonniers est de nous créer des difficultés, de faire en sorte d'éviter toute action conjointe pour réclamer nos droits, afin de rendre encore plus difficiles les années d'incarcération ; en quelques mots, pour nous*

---

*nos trajeron la noticia: al presidente del gobierno franquista lo habían matado y los ultras del régimen, manifestándose por las calles, nos culpaban del atentado y pedían nuestras cabezas. [...] Como es de suponer, a pesar de nuestro habitual buen ánimo, nos entró un profundo miedo. Las dos camas literas que había en la celda las pusimos contra la puerta de rejas que cerraban el calabozo y los colchones también. Nos dispusimos a defendernos con uñas y dientes que eran las únicas armas que teníamos. Nos temíamos un asalto a los calabozos de los ultras, ya que formando parte de ellos siempre había destacados policías que les facilitarían la tarea. [...] Tras varias horas de espera, nos condujeron de nuevo a los procesados a la sala para continuar el juicio. [...] Miembros de la Brigada Político Social se sentaron entre (nuestras mujeres), algunos enseñando ostensiblemente las pistolas. El juicio se reanudó dentro de una elevada tensión, multiplicándose la vigilancia policial y nuestro aislamiento. A su vez, el presidente del Tribunal de vez en cuando, gritaba ante alguna palabra o gesto de cualquier procesado que no fuese de su agrado. El terror lo invadía todo» .*

<sup>899</sup> Carta de Carabanchel, 1975, AHT, Informes, 39/8.6, h.3-6: « el día uno por la mañana, en cuanto los grises que están de guardia en la prisión conocieron por la radio interna la muerte de los tres policías, se originó un momento de descontrol y una decena de ellos, más exaltados, intentó penetrar en la cárcel. Dos o tres de los más jóvenes se pusieron a llorar y otro a devolver los nervios; [...] expulsaron a los familiares que acudían a la visita y se cortaron las comunicaciones. Hace un par de días, el que estaba de guardia en la garita que vigila nuestro patio, le dijo a un compañero que jugaba al frontón que "no le mirara, que estaba nervioso y le iba a pegar dos tiros y dejarle seco". Los últimos días se observa que los policías de guardia, en su mayoría, están continuamente con el dedo en el gatillo de la metralleta y generalmente apuntando hacia el patio; cosa peligrosa, pues cualquier tropezón o falso movimiento puede dispararle el arma ».

*réprimer et pour que nous « sachions ce qu'était la prison », comme ils disent. [...] Le fait d'être isolé avec six à dix prisonniers pendant des mois et des mois, engendre des maladies psychiques en tout genre. Le taux de malades augmente de façon alarmante parmi nous. Les services d'infirmierie sont régis par cet esprit répressif et deux prisonniers affectés dans des galeries distinctes ne peuvent pas tomber malades en même temps, la séparation doit être maintenue avant tout. La taille restreinte de nos groupes nous empêche d'organiser une quelconque activité récréative. [...] Il est clair qu'avec cette mesure, la Direction Générale des Prisons atteint plusieurs objectifs : augmenter le nombre de prisonniers politiques malades, créer pour nous un nombre infini de difficultés, faire empirer notre situation dans de nombreux aspects, empêcher que les liens entre les prisonniers politiques de diverses tendances puissent s'affirmer un peu plus, diminuer notre capacité de réponse face à leurs mesures répressives, rendre notre cohabitation plus difficile, etc., etc...Mais malgré ces séparations, ils ne sont jamais parvenus à anéantir notre combativité, à diviser les prisonniers au-delà de cette division bureaucratique. Ça a engendré des difficultés, mais nous avons gardé le cap que les prisonniers politiques ont maintenu tout au long de ces trente-et-un an de Dictature, sans jamais nous mettre à genoux devant elle<sup>900</sup>.*

Il faut relever enfin, et pour nuancer un peu ce bilan sombre de la portée physique et des implications psychologiques de l'engagement contre le franquisme, que l'appartenance à un parti politique clandestin, ou au mouvement des Commissions Ouvrières, les expériences partagées et la cohabitation forcée étaient malgré tout des expériences de solidarité et de camaraderies intenses, fortes. Par exemple, la solidarité entre les prisonniers politiques de Carabanchel était telle que lorsque l'un d'entre eux recevait de l'argent, ils mettaient tout en commun, c'est ce qu'ils appelaient la « commune ». La direction échangeait l'argent reçu contre des bons qu'ils pouvaient dépenser à l'économat de la prison pour s'acheter des cigarettes, des boissons, des vêtements, des journaux, de la nourriture, etc. Les Communistes et les militants des Commissions partageaient une seule et même réserve d'argent communautaire. Par ailleurs, F. Acosta évoque la grande complicité, l'entente qui régnaient entre les « camarades ». Les *sobremesas*, ces discussions sans fins après le repas autour

---

<sup>900</sup> *La separación de los presos políticos en pequeños grupos, 1970, AHT, Informes, 39/8.6: « Las divisiones de los presos en pequeños grupos están hechas para crearlos dificultades, para tratar de evitar acciones conjuntas reivindicando nuestros derechos, para hacernos más penosos los años de cárcel; en pocas palabras, para reprimir y para que “sepamos lo que es la cárcel”, como ellos dicen. [...] El hecho de estar de 6 a 9 presos meses y meses aislados origina enfermedades psíquicas de todo tipo. El índice de enfermos crece alarmantemente entre nosotros. Los servicios de enfermería están regidos por un espíritu represivo y no es posible ponerse enfermos dos presos de distintos grupos al mismo tiempo, pues la separación hay que mantenerla por encima de todo. No es posible tener actividad recreativa de ningún tipo, la pequeñez de los grupos lo impide. [...] Es evidente que la Dirección General de Prisiones está consiguiendo con esta medida varias cosas: aumentar el número de presos políticos enfermos, crearlos infinidad de dificultades, empeorar nuestra situación en muchos aspectos, impedir que los lazos entre presos políticos de distintas ideologías se puedan afirmar más, disminuir nuestra capacidad de respuestas masivas a sus medidas represivas, dificultar nuestra convivencia, etc...etc... Pero lo que nunca conseguirá con estas divisiones será: eliminar nuestra combatividad, dividir a los presos al margen de esta división burocrática. Nos creara dificultades, pero mantendremos la trayectoria de presos políticos que ha habido a través de los 31 años de dictadura sin hincar nunca la rodilla ante la dictadura ».*

d'un café, d'un thé, en fumant des cigarettes, en jouant aux dominos, les querelles et les disputes qui en découlaient. Il garde un bon souvenir de ces « *intervalles de détente, de ces bons moments, d'humour, de discussions ou de jeu*<sup>901</sup> ». Pour sa part, Natalia Calamai commente à ce propos : « *Ils étaient très soudés, ils formaient une communauté, une commune, et ils se soutenaient beaucoup mutuellement. Ils avaient du temps pour lire. C'était une vie difficile, mais je crois que la vie à l'extérieur pouvait être encore plus dure* <sup>902</sup> ». Finalement, son parcours de militant antifranquiste impliquait pour N. Sartorius d'appartenir à ce qu'on définit comme un « groupe primaire » en psychologie sociale<sup>903</sup>. P. Gosling qui a étudié la nature des relations et des échanges sociaux, définit ces groupes primaires comme étant le résultat de l'interaction entre plusieurs individus liés par la poursuite d'un but commun. Les membres de ce groupe s'influencent mutuellement et sont interdépendants. Et une organisation avec un rôle et un statut bien défini pour chaque individu intégrant le groupe doit être mise en place, ce qui était effectivement le cas de Nicolás Sartorius qui coopérait et communiquait avec une poignée de personnes qui, comme lui, avaient pour but de nuire à la Dictature : ce furent d'abord ceux que l'on a surnommé les « Felipes », puis les autres militants, puis dirigeants, des Commissions Ouvrières, ainsi que les membres du Parti Communiste Espagnol, et notamment ceux qui, comme lui, intégrèrent le Comité Central puis le Comité Exécutif. Ils se réunissaient souvent et dormaient parfois dans le même appartement qui leur servait de couverture, ou dans les mêmes chambres. Leur interdépendance était extrême : ils comptaient tous les uns sur les autres pour ne pas éveiller les soupçons ou se faire arrêter par les forces de police. On imagine cette expérience de la solidarité forte et bouleversante. Tout cela laisse à penser que ces relations de considération, de confiance si ce n'est d'amitié, ont su résister aux années écoulées depuis l'avènement de la démocratie<sup>904</sup>.

---

<sup>901</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras, op. cit.*, p.208 : « *los periodos de relajación, de buenos ratos, de humor, de tertulias o de jugar* ».

<sup>902</sup> Entretien avec Natalia Calamai réalisé le 13 mai 2013 par la Fundación Primero de Mayo, cité dans José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras, op. cit.*, p.145: « *Ellos estaban muy unidos, formaban una comunidad, una comuna, y se apoyaban mucho mutuamente. Tenían tiempo para leer. Era una vida dura pero yo creo que la vida fuera podía ser más dura* ».

<sup>903</sup> Ouvrage dirigé par Patrick Gosling, *Psychologie sociale, Tome 1 : L'individu et le groupe.*, Pais, Bréal, 2009. *Passim*.

<sup>904</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *V. Sudre : ¿Conserva amistades de aquella época? N. Sartorius : Sí. No muchas, porque muchos se han ido muriendo. Incluso se hacen reuniones, con los de la época del FLP. Con los que más relaciones tengo es con los de CO. Con los que más me siento identificado* ».

### 5.3. CONTINUER A SE BATTRE MALGRE L'ENFERMEMENT.

Une fois incarcérés, les opposants à la Dictature ne mettaient pas leur engagement entre parenthèses. Ce sont plutôt les objectifs à atteindre et les modalités de leur combat qui évoluaient. En premier lieu, ils refusaient d'être assimilés à des délinquants de droit commun, et pendant des décennies, les détenus qui se sont succédés dans les geôles franquistes ont revendiqué la reconnaissance de leur statut de prisonnier politique. C'est à ce titre qu'ils réclamaient des améliorations de leurs conditions d'incarcération. D'autre part, leurs procès étaient l'occasion de placer la Dictature face à ses contradictions entre ses principes affirmés et leur interprétation législative. Et plus les chefs d'accusation étaient hautement politiques, plus les procès étaient médiatisés, et plus cela pouvait être l'occasion pour ces militants de retourner la situation et d'entreprendre un procès ouvert contre la Dictature.

#### 5.3.1. Pour l'amélioration des conditions d'incarcération.

Lorsqu'ils arrivaient en prison, les détenus étaient soumis à un test de connaissances et de valeurs religieuses et sociales, dont le résultat permettait de déterminer leur niveau de « dangerosité », sur une échelle allant de un, pour les « pires », à trois. Si les prisonniers faisaient preuve d'une conduite irréprochable et n'étaient pas sanctionnés, ils pouvaient progressivement atteindre le niveau trois, qui leur permettait de déposer une demande de liberté conditionnelle. Un rapport envoyé depuis Carabanchel indique ce qu'impliquait un tel système pour les prisonniers politiques :

*Le passage d'un niveau à l'autre immédiatement supérieur, comme nous le disions est conditionné à un bon comportement, ce qui suppose, dans les prisons de Franco, de rester impassible face à un grand nombre d'injustices. Le prisonnier politique doit choisir entre, d'une part, supporter des mesures répressives pour retrouver la liberté et continuer son combat pour renverser la Dictature, et d'autre part, réagir à ces mesures et repousser le jour du retour à la liberté<sup>905</sup>.*

Il est aisé de comprendre que ce dilemme était difficile à résoudre, et impliquait de trouver un équilibre subtil pour obtenir de substantielles améliorations des conditions d'incarcération, tout en ne provoquant pas la colère du personnel de prison qui avait le champ libre pour imposer des

---

<sup>905</sup> Informe sobre la cárcel de Carabanchel, 1973, AHT, Informes, 39/8.6: « El paso de un grado a otro, su inmediato posterior, está condicionado, como decíamos, al buen comportamiento, y esto supone en las cárceles de Franco, permanecer impassible ante un gran número de injusticias. El detenido político debe elegir, por una parte, en soportar medidas represivas para salir en libertad y continuar su lucha en favor del derrocamiento de la Dictadura, por otra parte, responder a estas medidas alejando el día de su libertad ».

sanctions. Le point le plus important pour les militants incarcérés, c'était la reconnaissance de leur statut particulier de prisonnier politique. En voici la définition proposée par N. Sartorius dans un de ses récents essais :

*Prisonnier politique : Historiquement, le concept de « prisonnier politique » désigne les personnes qui sont incarcérées pour leurs idées et/ou leurs activités politiques et sociales, reconnues et admises par les Constitutions démocratiques et par les codes internationaux des droits humains. Partant, il fait référence à toutes les personnes – des centaines de milliers d'hommes et de femmes – qui pendant la Dictature ont été jugées et ont purgé leur peine dans les prisons du pays. Ladite Dictature n'a jamais accepté cette terminologie et a tenté de soutenir face à l'opinion publique internationale qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques en Espagne. Prétention vaine de la part de cet abominable régime, étant donné qu'Amnesty International, tout comme les Nations Unies et l'opinion publique des pays démocratiques, ont toujours défini en ces termes les militants des partis ou des syndicats qui ont été condamnés, jusqu'en 1964 par le Tribunal pour la Répression de la Franc-Maçonnerie et du Communisme, et à partir de là, par le Tribunal d'Ordre Public ou le Tribunal Suprême<sup>906</sup>.*

En effet, la réglementation carcérale qui datait du 15 mars 1956 ne reconnaissait pas l'existence de prisonniers politiques. Et la dictature refusa obstinément de reconnaître à ses opposants incarcérés un tel statut. L'objectif des militants politiques ou syndicaux n'était pas de parvenir à former une élite « privilégiée » au sein des prisons, mais que soit établie une véritable différence entre un délinquant commun et une personne incarcérée pour des raisons politiques<sup>907</sup>. Malgré tout, en 1975, un courrier envoyé au PCE depuis Carabanchel reconnaissait qu' « *après des décennies de silence, dans la presse légale on commence à parler des prisonniers politiques. La lutte obstinée, dans et hors des prisons, a vaincu l'interdiction de toucher à un des thèmes tabous du régime*<sup>908</sup> ».

En attendant une reconnaissance de ce statut qui n'arriva qu'au moment de la Loi d'Amnistie en 1977, une des principales revendications des prisonniers politiques de Carabanchel était leur

---

<sup>906</sup> Nicolás Sartorius, *La manipulación del lenguaje*, Barcelona, Espasa, 2018, p.96 : « *Preso político: Históricamente se ha utilizado el concepto de "preso político" para designar a las personas que eran encarceladas por sus ideas y/o actividades políticas o sociales que estaban reconocidas y admitidas en las Constituciones democráticas o en los códigos internacionales de derechos humanos. En este sentido, la referencia a todas las personas – cientos de miles de hombres y mujeres – que durante la dictadura del general Franco fueron procesadas y penaron en las cárceles del país. La referida dictadura nunca aceptó tal terminología y pretendió sostener ante la opinión pública internacional que en España no había presos políticos. Inútil pretensión de aquel nefando régimen, pues tanto Amnistía Internacional, como las Naciones Unidas y la opinión pública de los países democráticos definieron siempre con ese concepto a los militantes de los partidos o sindicatos que fueron condenados, hasta 1964, por el Tribunal de la Represión de la Masonería y el Comunismo y, a partir de entonces, por el Tribunal de Orden Público o el Tribunal Supremo* ».

<sup>907</sup> *Informe sobre la cárcel de Carabanchel, 1973*, AHT, Informes, 39/8.6.

<sup>908</sup> *Carta de Carabanchel, 1975*, AHT, Informes, 39/8.6: « *Después de décadas de silencio, en la prensa legal se empieza a hablar de los presos políticos. La lucha tenaz fuera y dentro de las cárceles, ha roto la prohibición de tocar uno de los temas tabú del régimen* ».

regroupement dans une seule et même galerie, afin qu'ils ne soient plus isolés les uns des autres et mélangés aux délinquants de droit commun : « *la loi établit que les prisonniers doivent être séparés en fonction du type de délit commis. [...] Cette norme établie, non dérogée, n'est pas appliquée dans le cas des prisonniers politiques [...] le fait est qu'il y a des prisonniers politiques dans chacune des galeries de la prison*<sup>909</sup> ». Ce rapport rédigé par les prisonniers politiques de Carabanchel date de 1973. Deux ans plus tard, cet état de fait faisait toujours partie des principales revendications des « politiques » :

*Dans la prison de Madrid « Ville et Cour », puis dans la fameuse prison du « Paladero » au XIXème siècle, et ensuite dans la « Modelo », les « politiques » avaient leur propre galerie, ou une section spéciale et leur condition de prisonniers particuliers était reconnue. [...] A Carabanchel [...] qui a pour réputation d'être une des « meilleures », la majorité de ceux envoyés par le TOP cohabite dans la 3ème galerie avec des homosexuels, des miséreux, des sexagénaires et d'autres types de délinquants du même acabit. On suit au pied de la lettre le fameux « sodomites, pédérastes, francs-maçons et communistes » des annonces bibliographiques de l'ABC. Un autre petit groupe, du ressort de la justice militaire, cohabite purement et simplement avec les délinquants de droit commun de la 5ème galerie. La réunification est une exigence que la direction élude avec la promesse d'une nouvelle galerie qui n'arrive pas*<sup>910</sup>.

A Carabanchel et ailleurs en Espagne, les prisonniers politiques se sont battus pendant des années, à coup de demandes réitérées auprès des directeurs des centres d'incarcération, d'actes de protestations en tous genres, pouvant aller jusqu'à des grèves de la faim. Peu à peu, bien que la législation franquiste ne leur reconnaisse pas un tel statut, les prisonniers politiques de Carabanchel étaient parvenus à être rassemblés au premier étage de la troisième galerie de la prison. Ils pouvaient cuisiner eux-mêmes s'ils le souhaitaient, dans un coin qu'ils avaient aménagé dans une cellule. Ils avaient également droit à une carafe quotidienne de mauvais vin rouge, mais « *le seul fait de boire dans son propre verre, lentement, pendant le repas, ça nous semblait être du vin béni*<sup>911</sup> ».

---

<sup>909</sup> Informe sobre la cárcel de Carabanchel, 1973, AHT, Informes, 39/8.6: « *Es norma legal, establecida y no derogada, que los presos sean divididos con arreglo a su tipo de delito [...]. Esto no se cumple en el caso de los presos políticos [...] el hecho es que hay presos políticos en todas y cada una de las galerías de la prisión* ».

<sup>910</sup> Carta de Carabanchel, 1975, AHT, Informes, 39/8.6: « *En la cárcel de "Villa y Corte", después en la decimonónica y famosa del "Paladero", más tarde en la Modelo, los "políticos" contaban con una galería o departamento especial y se les reconocía una condición particular" [...] En Carabanchel [...] que goza la fama de ser una de las "mejores", el grueso de "Orden Público" convive en la 3ra galería con invertidos, miseria, sexagenarios y otro tipo de delincuentes por el estilo. Se imita fielmente a aquello de sodomitas, pederastas, masones y comunistas de los anuncios bibliográficos del "ABC". Otro pequeño grupo, sometido a la jurisdicción militar, cohabita mezclado, lisa y llanamente, con los comunes en la 5ta galería. La reunificación es una exigencia que la dirección capotea con promesas de una nueva galería que nunca llega* ».

<sup>911</sup> José Babiano Mora (coord.), Proceso 1001 contra comisiones obreras, op. cit., p.200: « *Al beber en tu propio vaso de cristal, sin prisas, durante la comida, nos parecía que fuese como vino de bendecir* ».

De même, ils s'étaient peu à peu organisés pour transformer certaines cellules en salle à manger, en lieu de réunion, et même en bibliothèque<sup>912</sup>, alimentée par leurs soins :

*Nous pouvions recevoir des livres de l'extérieur, après qu'ils aient été soumis au contrôle de la censure, qui émettait un petit reçu qui restait collé au dos du livre, sauf-conduit pour circuler dans la prison. [...] La censure était assez souple dans ce domaine : nous réussissions à faire entrer des livres sur le marxisme, sur la révolution soviétique, des philosophes marxistes contemporains, ainsi que des romans classiques ou modernes<sup>913</sup>.*

Une fois lus, ils faisaient dons de ces ouvrages à la bibliothèque. Les prisonniers politiques de la troisième galerie avaient réussi ainsi à avoir des centaines de livres à leur disposition – romans, essais, monographies, etc. Sans compter que nombre d'entre eux, d'origine modeste et n'ayant pas eu accès aux connaissances dont disposaient ceux qui avaient suivi un cursus universitaire, pouvaient approfondir leur instruction historique, littéraire, politique, ou philosophique. De plus, ils disposaient de leur propre cour et de sanitaires réservés à leur seul usage. F. Acosta témoigne également d'autres « privilèges » :

*Nous avions l'avantage par rapport aux délinquants de droit commun qu'ils tolèrent que nous laissions la lumière électrique allumée sans limite d'heure la nuit. C'est une des conquêtes que j'ai toujours le plus appréciée : pouvoir lire en silence et sans aucune limite. Nous étions autorisés à avoir des tables et des bancs rudimentaires, ce qui fait que nous pouvions lire mais aussi nous pouvions écrire, dessiner, etc. En hiver, le froid s'insinuait par les portes et les fenêtres. Nous étions parvenus à ce qu'ils tolèrent que nous fabriquions un système de chauffage rudimentaire : nous placions une résistance électrique sur une brique creuse qui arrivait jusqu'à nous au travers de conduits préparés à cet effet dans le parloir pendant les visites. C'est par ce même système qu'on nous faisait passer des feuilles, des communiqués, et des journaux clandestins<sup>914</sup>.*

Ceux qui le souhaitaient pouvaient ainsi occuper une grande partie de leur journée à étudier, à lire, ou, comme dans le cas de N. Sartorius, à écrire. C'est ainsi que pendant son dernier séjour en prison, environ deux ans et demi, il a pu rédiger deux essais – « à une époque où, du fait de circonstances

---

<sup>912</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.200.

<sup>913</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.205, « Podíamos recibir libros del exterior, previo control de la censura, que emitía un pequeño recibo que quedaba adherido a la contraportada del libro como salvoconducto para circular por la prisión. [...] La censura era bastante flexible en este terreno: podían entrar libros de marxismo, revolución soviética, filósofos modernos marxistas de la época, así como novelas clásicas y modernas ».

<sup>914</sup> *Idem*: « teníamos la ventaja respecto a los presos comunes de que nos tolerasen tener luz eléctrica todo el tiempo que quisiéramos en la noche. Esta era una de las conquistas que siempre valoré: poder leer en silencio y no tener límite para ello. Nos permitían tener unas rudimentarias mesas y bancos, por lo que además de leer podíamos escribir, dibujar, etcétera. En invierno el frío se colaba por puertas y ventanas. Conseguimos que nos tolerasen la instalación de un calentador rudimentario a base de un ladrillo de gafas al que colocábamos una resistencia eléctrica que llegaba a nuestras manos a través de conductos preparados en la sala de comunicación con las visitas. Por este sistema también nos llegaban hojas, comunicados y periódicos clandestinos [...] ».

*indépendantes de ma volonté je ne pouvais rien faire de mieux que de réfléchir*<sup>915</sup> » – essais qu’il a publiés à sa sortie de prison. Cependant, à partir de 1975, avec la nomination d’un nouveau directeur de prison, les conditions d’incarcération des délinquants politiques se sont dégradées. Plusieurs courriers de détenus ont alerté le PCE cette évolution de leur situation :

*Nos conditions de vie ici sont de plus en plus difficiles depuis la nomination de la nouvelle équipe de direction, avec à sa tête Antonio Rodríguez Alonso. [...] Selon certains fonctionnaires, c’est un véritable nazi, et son principal objectif est de « serrer la vis à ceux du TOP ». Il ne perd aucune occasion de nous retirer des avantages obtenus, la tension est constante et nous sommes sans cesse au bord de l’affrontement. [...] Il a changé les gardiens qu’il y avait jusqu’alors dans la 3<sup>ème</sup> galerie, y a laissé ceux qui ont le moins de sympathie pour nous et en a affecté d’autres du même genre, ou qui nous sont franchement hostiles. [...] Il a établi une « zone de prisonniers dangereux » et il change les prisonniers de cellule en fonction d’un plan de « mobilisation et d’encadrement des prisonniers d’ordre public de la 3<sup>ème</sup> », comme il l’appelle. Parfois cette opération a lieu pendant la nuit, alors que nous sommes couchés, ce qui provoque colère et tension*<sup>916</sup>.

De plus, ce nouveau directeur décréta que dorénavant les prisonniers de la 3<sup>ème</sup> galerie, comme tout prisonnier de droit commun, devaient être dans leurs cellules au moment du comptage. Il y en avait cinq par jours, et comme deux tombaient au moment des repas, ils demandèrent à ce que ceux-là se fassent directement au réfectoire pour ceux qui s’y trouveraient, ce que le directeur refusa. Les 106 prisonniers qui lors de l’appel suivant ne se trouvaient pas dans leur cellule, trouvèrent d’abord le réfectoire cadenassé, et furent ensuite envoyés à l’isolement pendant vingt jours<sup>917</sup>. Il restreignit enfin la « liberté » de circulation des prisonniers politiques, leur imposant de passer sept heures par jour dans la cour, exposés aux intempéries, ou de rester enfermés dans leurs cellules pendant tout ce temps<sup>918</sup>. Antonio Rodríguez Alonso alla même jusqu’à modifier l’installation électrique du centre afin d’empêcher les détenus d’utiliser l’électricité :

*Ils nous ont coupé l’électricité en journée, même pour les réchauds de cuisine, ce qui fait que nous ne mangeons pratiquement plus, étant donné que les repas*

---

<sup>915</sup>Nicolás Sartorius, *¿Qué son las Comisiones Obreras ?*, Barcelona, La Gaya Ciencia, 1976, p.5: « cuando por circunstancias ajenas a mi voluntad no podía hacer nada mejor que reflexionar ».

<sup>916</sup> *Carta de Carabanchel, 1975*, AHT, Informes, 39/8.6: « Nuestras condiciones aquí se han hecho cada vez más difíciles a partir del nombramiento del nuevo equipo de dirección, encabezado por Antonio Rodríguez Alonso. [...] En opinión de algunos funcionarios es un auténtico nazi y su primer objetivo al llegar aquí es “meter en cintura a los de orden público”. No pierde ocasión de quitarnos ventajas obtenidas, la tensión es constante y siempre estamos al borde del enfrentamiento. [...] Ha cambiado a las guardias anteriores de la 3ra, dejando a los funcionarios que nos tienen menos simpatía y trayendo a otros del mismo estilo o que nos tienen franca hostilidad. [...] Ha establecido una “zona de peligrosos” y cambia a los presos de celda en función de un plan de “movilización y encuadramiento de los presos de O.P. de la 3ra”, como lo llama. A veces esta operación la realiza por las noches, cuando estamos acostados, lo que crea tensión y disgusto ».

<sup>917</sup> *Situación de los presos políticos en la prisión de Carabanchel, Noviembre 1975*, AHT, Informes, 39/8.6.

<sup>918</sup> *Situación de los presos políticos en la prisión de Carabanchel, Noviembre 1975*, AHT, Informes, 39/8.6.

*servis par la prison sont le plus souvent infâmes. [...] L'explication qu'ils nous ont donnée, est que la ligne est surchargée et qu'elle grille, mais nous avons appris d'un fonctionnaire de prison que c'est faux, et qu'ils ont en fait monté une rallonge de ligne entre la galerie et le centre avec un câble plus fin, qui n'est pas en mesure de tenir la charge et qui provoque ces coupures d'électricité<sup>919</sup>.*

Si les prisonniers politiques avaient réussi grâce à leur ténacité et leur obstination à obtenir des conditions d'incarcérations un peu moins difficiles que celles de leurs codétenus, l'arrivée de ce nouveau directeur à la tête de Carabanchel impliqua un brutal retour en arrière pour eux, et ce, à quelques mois du décès de F. Franco, dont l'agonie, à l'image de celle du régime, semblait ne jamais vouloir s'achever.

### *5.3.2. Retourner les armes du régime contre lui : l'exemple du « procès 1001 ».*

Le matin du 24 juin 1972, N. Sartorius et M. Camacho arrivèrent ensemble au couvent des pères Oblates de Pozuelo de Alarcon, situé aux portes de la capitale. Tous deux avaient quitté Carabanchel quelques mois auparavant, au printemps, après plusieurs années passées derrière les barreaux<sup>920</sup>. Malgré leur éloignement physique, ils étaient toujours considérés comme des personnalités importantes du mouvement, qu'ils avaient continué à orienter et à encourager depuis leurs cellules. Ce jour-là, les membres de la *Coordinadora general* des Commissions Ouvrières devaient se retrouver au grand complet, pour la première fois depuis octobre 1971. Certains d'entre eux étaient déjà bien connus des services de police. C'était le cas de Nicolás Sartorius, de Marcelino Camacho, d'Eduardo Saborido, ouvrier métallurgique sévillan déjà condamné deux fois et alors en attente d'un troisième procès, et de Francisco Garcia Salve, ancien jésuite devenu prêtre ouvrier, qui travaillait dans une entreprise de construction madrilène déjà condamné pour son engagement politique également. Six autres délégués les rejoignirent à Pozuelo de Alarcon : Miguel Angel Zamora Anton, installateur de gaz et délégué des Commissions aragonaises, Luis Fernandez Costilla, électricien originaire de Valladolid, Francisco Acosta, mécanicien dans l'entreprise de transports publics de Séville, le basque Pedro Santiesteban, l'asturien Juan Muñiz Zapico et Fernando Soto Martin de Séville, tous trois

---

<sup>919</sup> *Carta de Carabanchel, 1975, AHT, Informes, 39/8.6: « (nos han) cortado la luz durante el día, incluidos infiernillos de las cocinas, con lo que nos dejaba prácticamente sin comer pues el rancho de la cárcel es generalmente, bazofia. [...] La disculpa que pone es que se carga mucho la línea y se funde, pero nosotros sabemos por algún funcionario que es falso y que la explicación radica en que han montado una prolongación de la línea desde la galería al centro con una sección más fina con el fin de que no aguante la carga y justificar el corte de luz ».*

<sup>920</sup> M. Camacho sort en mars après 5 ans de détention, Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.3, Barcelona, Argos Vergara, 1985, p.73. N. Sartorius sort au mois d'avril après un an et demi de détention, Archives Ministerio interior, *Dirección General de Instituciones Penitenciarias*.

ouvriers dans le secteur métallurgique<sup>921</sup>. Un représentant venant de Navarre, deux Valenciens et trois Barcelonais devaient également être présents ce jour-là à leurs côtés, mais les trois premiers avaient été retardés en route, tandis que les Catalans qui étaient arrivés à la gare routière à la mi-journée, s'étaient d'abord étonnés de ne voir personne venir les chercher et avaient fini par se rendre compte de la présence anormalement élevée de forces de police et de fonctionnaires de la BPS en civil, pour finalement rebrousser chemin à temps<sup>922</sup>. Cette réunion de la *Coordinadora* n'avait pas une vocation essentielle : ils avaient prévu d'y faire le point sur la situation économique, sociale et professionnelle du pays, de décider de la répartition d'une aide financière octroyée par la CGT, et d'approuver un texte prenant position sur l'avenir du mouvement qu'ils dirigeaient. Eduardo Saborido et N. Sartorius étaient chargés de sa rédaction. Selon ce dernier,

*Il s'agissait de prendre position face au futur et de répondre à la question : quelle sortie de dictature envisageons-nous ? Que faire pour que le mouvement ouvrier et les Commissions jouent un rôle décisif ? [...] Aux Commissions Ouvrières nous étions conscients d'avoir été la force sociale ayant joué un rôle de premier plan dans la lutte contre la Dictature, tout comme le PCE sur le terrain politique. Mais cette position de leader ne garantissait pas l'hégémonie pour l'après-franquisme [...]. Le titre de ce texte indiquait clairement son orientation centrale : « A propos de l'unité du mouvement de masse »<sup>923</sup>.*

A la suite d'une dénonciation<sup>924</sup>, la police se rendit sur les lieux de la réunion et arrêta les membres de la *Coordinadora General*. Le déploiement policier auxquels ils assistèrent ce jour-là montrait bien que les forces de l'ordre, tout comme eux, avaient bel et bien conscience de l'importance de ce coup de filet<sup>925</sup>. C'est Eduardo Saborido qui le premier s'aperçut de la présence policière :

*« Nous sommes cernés ! » Nicolás Sartorius est immédiatement allé vers la fenêtre la plus proche et a constaté que l'alarme était justifiée. Un cordon de Police armée et de membres de la BPS, beaucoup d'entre eux avec une mitrailleuse à la main, entouraient le bâtiment et en contrôlaient les issues. Ils ont donc décidé de se disperser à l'intérieur du bâtiment, dans l'espoir vain que l'un d'entre eux parviennent à s'en échapper. Ils ont commencé par détruire les documents compromettants.*

---

<sup>921</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.33. *Antecedentes de los procesados*, Archives AGA 44/1345. Dossier 9.

<sup>922</sup> Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.3, Barcelona, Argos Vergara, 1985, p.74-75.

<sup>923</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.165: «*Convenía tomar posición de cara al futuro y responder a la pregunta ¿Qué tipo de salida a la dictadura?, ¿qué hacer para que el movimiento obrero y las Comisiones jugaran un papel decisivo? [...] En CC.OO. se era consciente de que habíamos sido la fuerza social protagonista de la lucha contra la dictadura, lo mismo que el PCE lo había sido en el terreno político. Pero ese protagonismo no garantizaba la hegemonía en el postfranquismo [...] El título ya indicaba la dirección central del escrito: "Sobre la unidad del movimiento de masas"*».

<sup>924</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.48.

<sup>925</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., témoignage de F. Acosta, p.50.

*Il y a eu des moments d'incertitude. La police ne se décidait pas à entrer, ni les militants à sortir. Nicolás Sartorius et Marcelino Camacho ont été les premiers à se décider à se diriger vers la sortie, non sans que le dirigeant ouvrier vétérane ait demandé à son camarade s'il avait un quelconque document dangereux. « Non je n'ai rien, mais ne t'inquiètes pas ; si c'était le cas, je l'aurais déjà avalé »<sup>926</sup>.*

Nicolás Sartorius complète le récit de leur arrestation :

*Quand ils nous ont arrêtés à Pozuelo, nous étions en train de descendre par l'escalier ; nous avons vu des jeunes torses nus, avec des matraques et des pistolets à la main qui montaient vers nous en criant. Nous nous sommes demandés s'ils n'étaient pas des « Guerrilleros del Cristo Rey ». Ils m'ont poussé violemment contre le mur en disant : « Vous êtes en état d'arrestation ». Ils nous ont fait descendre jusqu'au jardin et nous avons vu des camarades allongés sur le sol, blessés à la tête<sup>927</sup>.*

Aux alentours de 16h, ils furent emmenés jusqu'à la *Puerta del Sol*, au siège de la DGS. Victorieux, plusieurs fonctionnaires de sinistre réputation les attendaient de pied ferme : parmi eux, le commissaire en chef Saturnino Yagüe, et le commissaire Antonio González Pacheco – plus connu sous le surnom de « Billy el Niño ». Les dix détenus avancèrent des raisons diverses et variées pour expliquer leur présence au couvent, reconnurent leur appartenance aux Commissions Ouvrières, mais nièrent en bloc leur appartenance à l'organe de direction du mouvement, car cela supposait bien évidemment une aggravation des charges pesant contre eux. Deux jours plus tard, Saturnino Yagüe signa un rapport de dix pages adressées au Juge du TOP, qui allait servir de base pour le procès, et qui reposait sur deux chefs d'accusation : le premier étant que les Commissions Ouvrières étaient des organismes illégaux, créés et financés par le PCE, le second, que les accusés appartenaient à l'organe dirigeant de ces Commissions<sup>928</sup>. Lors du procès, l'accusation suivit point par point l'argumentaire développé par le chef de la BPS, comme le souligne ce rapport rédigé par un groupe de juristes démocrates : « *L'accusation du procureur ne faisait rien d'autre qu'approuver l'hypothèse émise par la police. Le Tribunal semble plus être un organe guidé par la Police Politique,*

---

<sup>926</sup> Fernando Jáuregui et Pedro Vega, *Crónica del antifranquismo*, vol.3, Barcelona, Argos Vergara, 1985, p.75-76 : « *¡ Estamos rodeados !* » Nicolás Sartorius se fue inmediatamente hacia la ventana más próxima y pudo comprobar que la alarma era cierta. Un cordón de policías armados y miembros de la BPS, muchos de ellos con metralletas en la mano, tenían rodeado todo el edificio y controladas las salidas. Decidieron dispersarse por el edificio, con la vana esperanza de que alguno pudiera escapar. Primero procedieron a destruir los documentos comprometedores. Hubo momentos de incertidumbre. Ni la policía se decidía a entrar, ni los reunidos a salir. Nicolás Sartorius y Marcelino Camacho fueron los primeros que optaron por acceder a la calle. No sin que antes el veterano dirigente obrero preguntase a su acompañante si tenía algún papel que pudiese resultar peligroso. « *No tengo nada, pero no te preocupes; si lo tuviera, me lo comería* ».

<sup>927</sup> Sans titre, AGA, 44.1345 : « *Cuando nos detuvieron en Pozuelo, bajábamos por la escalera; vimos que unos jóvenes descamisados, con porras y pistolas en la mano subían dando gritos hacia nosotros. Pensamos si serían Guerrilleros de Cristo Rey. Me empujaron hacia la pared con violencia al tiempo que decían: "Queda detenido" ... Nos bajaron al jardín y vimos a algunos compañeros tirados en el suelo con heridas en la cabeza* ».

<sup>928</sup> Sumario del proceso 1001, Archivo Fundación Felipe González, op.cit. Sans titre, AGA, 44.1345.

qui lui montre la voie conduisant à une condamnation, qu'un Tribunal de Justice, auquel on soumet des faits, des preuves, qui sont examinées et permettent de juger <sup>929</sup>».

### 5.3.2.1. Un procès « boomerang » : du procès politique contre les dirigeants du mouvement ouvrier au réquisitoire contre la Dictature.

Presque toute la direction du mouvement ouvrier était ainsi tombée entre les mains de la dictature. Un procès extrêmement politique allait s'ouvrir, et les sentences requises contre les inculpés avaient vocation à marquer un coup d'arrêt pour l'Opposition ouvrière. Par conséquent, les « Dix de Carabanchel », comme la presse les surnommait, décidèrent d'assumer pleinement cet état de fait, et de tenter de dévier le tir pour ne plus être la seule cible, afin que ce procès politique devienne un procès ouvert contre la Dictature. C'est ce qu'explique Jaime Sartorius investi dans la défense des accusés du procès 1001 : « *(nous voulions) que ça se retourne contre eux. Autrement dit, que le régime paie le prix de ce qu'il était en train de faire en quelque sorte*<sup>930</sup> ». Le seul titre de l'ouvrage coordonné par José Babiano et consacré à ce procès emblématique, *Proceso 1001 contra Comisiones Obreras, ¿Quién juzgó a quién ?*<sup>931</sup> souligne également ce renversement de situation. C'est aussi le cas des auteurs de la monographie centrée sur les avocats démocrates sous le Franquisme, *Abogados contra el Franquismo*<sup>932</sup>, à laquelle contribuent plusieurs avocats membres du groupe de défense lors de ce procès : « *Au moment du Procès 1001, dès le départ les inculpés ont exprimé leur intention de transformer ce procès en un réquisitoire contre le régime. Ce réquisitoire émanait d'une opposition antifranquiste dont l'unité devait être reflétée dans la provenance multipartite des avocats choisis*<sup>933</sup> ». En effet, puisque les accusés étaient des dirigeants des Commissions Ouvrières, elles-mêmes accusées d'être à la solde du PCE, et que plusieurs d'entre eux étaient effectivement des dirigeants du Parti, les inculpés décidèrent de recourir à des avocats issus de l'ensemble des tendances politiques qui composaient alors l'opposition démocratique espagnole, de la droite

---

<sup>929</sup> Informe sobre el Proceso 1001/72, Grupo de Juristas Demócratas, 1973, AHT, Fondo documental de la DECO (Delegación Exterior de Comisiones Obreras): « [...] la acusación fiscal era solamente la aceptación de una hipótesis policial. Más parece que el Tribunal fuera un órgano al que la Policía Política pretende llevar de la mano, señalando los caminos que conducen a una condena, que no un Tribunal de Justicia, al que se aportan hechos, pruebas, para que les examine y enjuicie ».

<sup>930</sup> José Babiano Mora (coord.), Proceso 1001 contra comisiones obreras, op. cit., p.244 : « que se volviese en contra de ellos. O sea, que de alguna forma el régimen pagase un precio por lo que estaba haciendo ».

<sup>931</sup> José Babiano Mora (coord.), Proceso 1001 contra comisiones obreras, op. cit.

<sup>932</sup> Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, Abogados contra el franquismo, op.cit.

<sup>933</sup> Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, Abogados contra el franquismo, op.cit. p. 238: « En el Proceso 1001, desde el primer momento los detenidos manifestaron su intención de convertir el juicio en una acusación contra el Régimen. Una acusación que procedía de una oposición antifranquista cuya unidad debía reflejarse en la composición plural de los abogados de los elegidos ».

démocrate jusqu'à l'extrême gauche. Jaime Sartorius se chargea de contacter les spécialistes du droit les plus aguerris, les plus prestigieux, d'obédience politique diverses et originaires de toute l'Espagne. Parmi eux, on retrouvait l'ancien ministre de l'éducation Joaquín Ruiz Giménez – celui-là même qui avait été démis de ses fonctions après les événements de 1956 – qui avait rallié depuis des mouvements chrétiens de centre-gauche, et qui avait fréquenté Marcelino Camacho à l'époque où il était président du Conseil d'administration de l'entreprise Perkins, où travaillait ce dernier. José María Gil Robles, ancien chef de la CEDA<sup>934</sup> pendant la Seconde République, dorénavant chef de la *Democracia Social Cristiana* accepta également d'assurer la défense de Francisco García Salve, surnommé « el cura Paco ». La défense de N. Sartorius était assurée par Marcial Fernández Montes, ancien procureur du Tribunal Suprême, qui avait démissionné pour devenir avocat et qui était une personnalité très respectée au sein de la profession : « *Pour lui ça a été un peu plus compliqué parce que nous avons dû le convaincre. Nous étions très intéressés par lui parce que c'était un homme qui avait un grand prestige juridique. Il fallait actionner un peu tous les leviers t. Et ne pas recourir seulement à des personnalités politiques. Les magistrats devaient voir qu'ils faisaient face à des professionnels de haut rang*<sup>935</sup> ». Mais aller du désaccord ou d'une attitude critique vis à vis du régime, à la dissidence, fut pour Marcial Fernández Montes un passage important qu'il franchit au moment de la préparation de ce procès : « *C'était celui qui avait le plus de prestige auprès des procureurs. Il avait un niveau de connaissances juridiques extraordinaire, au-delà du fait qu'il défendait Nicolás. De plus il s'est beaucoup investi dans la préparation du procès*<sup>936</sup> ». La défense était complétée par Cristina Almeida et Manuel López, deux avocats communistes – groupe proportionnellement le plus important parmi les avocats démocrates<sup>937</sup> – un membre de *Convergencia Socialista* censé représenter l'aile socialiste de l'opposition, et une avocate membre de l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs (ORT), parti marxiste-léniniste et maoïste, Francisca Sauquillo. Les membres du PSOE sollicités avaient tous refusé de prendre part à ce procès, jusqu'à ce qu'à la veille de son ouverture, le sévillan et futur président du gouvernement Felipe González se

---

<sup>934</sup> CEDA: Confédération espagnole des droites autonomes. En 1932, J-M. Gil Robles est le cofondateur de ce parti, qui rassemble les partis de droite catholiques et conservateurs opposés à Manuel Azaña. Il s'exile à la fin de la Guerre Civile et rentre en Espagne quinze ans plus tard. Il fait partie des participants arrêtés à leur retour de la réunion anti-franquiste de Munich en 1962.

<sup>935</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.246 : « *Fue un poco más complicado porque hubo que convencerle. Nos interesó mucho porque era un hombre de gran prestigio jurídico. Había que tocar un poco todos los palos. No sólo los políticos, sino que la judicatura viera que había personas de categoría profesional* ».

<sup>936</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.245 : « *Era el hombre más prestigioso entre los fiscales. Tenía una categoría jurídica extraordinaria, mas allá de defender a Nicolás. Además, se involucró mucho en el proceso* ».

<sup>937</sup> Jaime Sartorius précise qu'au moment de la légalisation du PCE, en 1977, ils étaient 153 avocats membres du Parti. José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.249.

propose pour participer à la défense des inculpés du Procès 1001. Il fut finalement nommé co-défenseur<sup>938</sup>. Au total, ce sont dix avocats et dix co-défenseurs incarnant l'ensemble de l'éventail de l'opposition au Franquisme qui s'engagèrent dans ce procès hors du commun<sup>939</sup>.

Les charges qui pesaient sur les « Dix de Carabanchel » étaient lourdes, et l'issue du procès connue d'avance. Les inculpés étaient des opposants politiques à la Dictature, et le régime, satisfait de sa prise, qui mettait à mal la coordination du mouvement ouvrier, espérait bien que le jugement rendu ait caractère d'exemplarité aux yeux de l'Opposition : le procureur sollicita donc des peines allant de douze à vingt ans de prison pour les dix inculpés. J. José del Águila fait remarquer que les peines encourues « rappelaient celles que la Justice Militaire infligeait après la Guerre Civile<sup>940</sup> ». La correspondance de l'un des « Dix », Juan Muñiz Zapico, permet de mieux connaître l'orientation qu'ils souhaitaient donner au procès. Pour eux, l'instruction du délit était collective, par conséquent la défense devait l'être également. Tous les accusés étaient des membres connus et respectés<sup>941</sup> du mouvement ouvrier dans leurs secteurs et provinces respectives (Madrid, Séville, Oviedo, Saragosse, Biscaye et Valladolid). Il fallait désormais les faire apparaître au niveau national comme l'incarnation collective d'un mouvement unitaire. On devait insister sur le fait que ce procès était « *en réalité, le procès de la classe ouvrière*<sup>942</sup> » s'opposant au Franquisme. Enfin, le contenu des rapports de police transmis et reproduits presque à l'identique par le procureur du TOP, prouvait que le régime était bien décidé à les faire passer pour des agitateurs professionnels, faisant usage de procédés violents. Ils souhaitaient donc contrer ces attaques en répondant « *de façon très simple aux questions des défenseurs, en accord avec (leurs) personnalités ouvrières, lorsqu'ils demanderont d'expliquer (leur) personnalité. Il s'agit de fuir toute grandiloquence, d'éviter de se lancer dans un sermon, car cela ne (les) conduirait qu'à être expulsés de la salle sans avoir pu exposer la problématique qui, bien présentée, sera plus frappante que la mention de quatre vérités déjà bien connues*<sup>943</sup> ». Voici donc comment N. Sartorius présenta les prémices de son engagement au moment du procès :

---

<sup>938</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.249-250.

<sup>939</sup> Pour un panorama exhaustif des antécédents et de l'obédience politique des avocats engagés dans la défense des « Dix de Carabanchel », voir également Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, Madrid, Fundación 1° de Mayo, 2012, p.365-376.

<sup>940</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.82: « *recordaban las que solían aplicarse tras la Guerra Civil por la Jurisdicción Militar* ».

<sup>941</sup> *El proceso 1001 y su conflictividad potencial*, AGA, DGS, 44.1345.

<sup>942</sup> Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo*, op.cit., p.157: « *en realidad es, el proceso a la clase obrera* ».

<sup>943</sup> Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo*, op.cit., p.157 : « *preguntas de nuestros defensores de una forma sencilla, muy ligada a nuestra personalidad obrera, a la exposición del porqué de esa personalidad, huyendo de altisonancias, alejándonos del mitin por el mitin, que lo*

*Les mineurs avaient beaucoup de revendications, puisque nous sortions à peine du Plan de Stabilisation qui s'était fait sur le dos des travailleurs. C'étaient des problèmes que ni un avocat ni cent ne pouvaient résoudre ; seule l'action des travailleurs pouvait les résoudre. Alors j'ai contribué comme j'ai pu à cette grève, en rédigeant et en distribuant de la propagande. J'ai été condamné par un Conseil de Guerre<sup>944</sup>.*

Les chefs d'inculpations invoqués par le TOP n'étaient pas nombreux, mais ils étaient d'une gravité extrême au regard de la Dictature. Lors de la réunion du 24 juin, l'objectif principal de la *Coordinadora* était d'analyser et de débattre d'un texte sur lequel la police avait mis la main, « *sur l'unité du mouvement ouvrier de masse* ». Dans ce document corédigé par N. Sartorius, « *nous exposons les façons d'absorber les autres groupes clandestins présents dans le monde du travail, en vue de conférer une plus grande unité et une plus grande force aux Commissions Ouvrières<sup>945</sup>* ». Les dix inculpés étaient accusés d'intégrer une Commission Coordinatrice Nationale, ou Commission Permanente, organe de direction du mouvement ouvrier, et N. Sartorius se voyait reprocher d'être responsable en tant qu'auteur du délit d'association illicite<sup>946</sup>. Sans reconnaître qu'il faisait partie du groupe de dirigeants du mouvement, lui nuançait en reconnaissant que les actions des Commissions devaient effectivement être coordonnées : « *Nous ne pouvons affirmer que les Commissions soient acéphales, puisque que rien n'existe sans tête ; elles sont coordonnées au niveau opportun au moment approprié<sup>947</sup>* ». En outre, les Commissions étaient accusées d'avoir attaqué l'Organisation Syndicale de l'intérieur, en infiltrant les postes proposés à l'élection, et en encourageant les ouvriers à organiser des assemblées et à se mettre en grève<sup>948</sup> ; ce à quoi les accusés répondirent que les instances syndicales « *étaient impuissantes à résoudre un quelconque problème, et d'autre part, au sein même du Syndicat œuvrait le corps des chefs d'entreprise (interruption du Président qui exhorte l'accusé à cesser de parler). [...] Les représentants syndicaux qui en faisaient partie étaient totalement*

---

*único que nos conducirá es a salir de la sala sin exponer la problemática que bien expuesta resultara más punzante que la mención de cuatro verdades conocidas ».*

<sup>944</sup> *Sans Titre*, AGA, DGS, 44.1345: « *Los mineros tenían muchas cosas que reivindicar pues se salía del Plan de Estabilización, que se había hecho sobre las espaldas de los trabajadores. Eran problemas que no podían resolver ni un abogado, ni cien abogados; solo los trabajadores con su acción podían resolverlos. Entonces colaboré como pude en la huelga, redactando y tirando propaganda. Fui condenado por un Consejo de Guerra* ».

<sup>945</sup> *El proceso 1001 y su conflictividad potencial*, AGA, Interior, 44/1345: « *planteaba los medios para absorber a otros grupos clandestinos que operan en el mundo laboral, tratando de dar mayor unidad y fuerza a las Comisiones Obreras* ».

<sup>946</sup> *Sentencia Juicio 1001*, Archivo Ministerio Interior: « *Que del delito de asociación ilícita son responsables, en concepto de autores, los procesados Camacho Abad, Sartorius Álvarez de Bohórquez [...]* ».

<sup>947</sup> *Sans Titre*, AGA, DGS, 44.1345 : « *No se puede decir que las Comisiones Obreras sean acéfalas, pues no hay nada sin cabeza; se coordinan a nivel conveniente en cada momento* ».

<sup>948</sup> *Sentencia Juicio 1001*, Archivo Ministerio Interior.

*inaptes, et par lâcheté ou par manque de sensibilité, ils étaient incapables de mener à bien leur mission de représentants syndicaux<sup>949</sup>».*

Par ailleurs, le juge du TOP estimait, lui, que les Commissions étaient organisées, encouragées et financées par le PCE. C'est pourquoi N. Sartorius insista pour défendre l'indépendance de leur mouvement : « *Les Commissions, telles que je les conçois et comme le montrent les articles que j'ai écrits, c'est un mouvement organisé, indépendant, unitaire et démocratique, qui ne dépend d'aucun parti ou idéologie<sup>950</sup> ».* Un autre précisait que « *les Communistes n'ont aucun privilège au sein des Commissions ; ce sont des travailleurs comme les autres qui se battent pour l'émancipation de notre classe<sup>951</sup> ».* Un autre encore précisait : « *j'appartiens aux Commissions Ouvrières, mais pas aux Commissions telles que définies par le procureur, qui seraient une filiale du Parti Communiste, mais telles que nous, les travailleurs les définissons<sup>952</sup>».* En revanche, la Dictature avait une tout autre appréciation de la nature des Commissions, et selon elle, tout comme le PCE elles poursuivaient un seul et même objectif : « *la transformation par la force de la structure étatique actuelle (tout comme le journal Vanguardia le réaffirme [...], face à la situation politique actuelle les Communistes aspirent à la liquidation de la Dictature), en accord avec le deuxième point de la résolution approuvée lors du VIIIe Congrès<sup>953</sup> ».* Le juge s'appuya sur cet article publié dans le journal communiste Vanguardia, et sur le texte que la police avait saisi au moment du coup de filet (« *Sobre la unidad del movimiento obrero* »), pour affirmer sans conteste que l'objectif des Commissions était de s'implanter dans toute l'Espagne, de créer des ramifications par secteur industriel et zone géographique, afin de parvenir à organiser une grève générale qui provoquerait la chute violente du régime<sup>954</sup>. Le TOP insistait également beaucoup sur la violence intrinsèque du Parti Communiste et, par conséquent, des Commissions Ouvrières : « *la violence circonstancielle du mouvement communiste est absolument vraie, motivée et inhérente à son expérience notoire de violence indélébile, essentielle, potentielle et*

---

<sup>949</sup> Sans Titre, AGA, DGS, 44.1345 : « *eran impotentes para resolver ningún problema y, por otro lado, en el mismo Sindicato funcionaban los órganos de los empresarios (interrupción del Presidente que conmina al acusado a que no siga hablando)» [...] Los enlaces sindicales existentes eran totalmente ineptos y ya por cobardía, o falta de conciencia, no eran capaces de llevar a cabo su labor como representantes sindicales ».*

<sup>950</sup> Sans Titre, AGA, DGS, 44.1345 : « *Las Comisiones, tal como las he entendido y reflejado en los artículos que he escrito, son un movimiento organizado, independiente, unitario y democrático, no dependen de ningún partido e ideología ».*

<sup>951</sup> Sans Titre, AGA, DGS, 44.1345 : « *los comunistas no tienen ningún privilegio en Comisiones ; son unos trabajadores más que luchan por la emancipación de nuestra clase ».*

<sup>952</sup> Sans Titre, AGA, DGS, 44.1345 : « *Pertenezco a las Comisiones Obreras pero no a las Comisiones que entiende el fiscal, como filiales del Partido Comunista, sino como tal las entendemos los trabajadores ».*

<sup>953</sup> Sumario del proceso 1001, Archivo Fundación Felipe González, op.cit : « *la mutación por la fuerza de la vigente estructura estatal (así se reafirma en Vanguardia [...], que ante la situación política actual los comunistas aspiran a la liquidación de la dictadura) de acuerdo con el punto segundo de la resolución aprobada en el VIII Congreso».*

<sup>954</sup> Sentencia Juicio 1001, Archivo Ministerio Interior.

actuelle, propre au communisme militant, autant pour la conquête et l'exercice autoritaire du pouvoir, que pour sa conservation inconditionnelle une fois conquis [...]»<sup>955</sup>. C'est pourquoi les accusés récusèrent massivement les accusations de violence à leur égard : « *Je rejette la violence, je suis partisan du dialogue et de la justice sociale, et je suis contre la persécution. Je me consacre et me consacrerai toujours au sacerdoce* »<sup>956</sup> affirmait Francisco García Calve. A cela s'ajoutait le fait que quatre d'entre eux, dont N. Sartorius, étaient accusés d'avoir « *un comportement social exécrationnel* »<sup>957</sup>. Cette qualification n'était absolument pas requise lors d'un procès et elle était révélatrice de la hargne de la BPS et du procureur du TOP à leur encontre. Au sujet de N. Sartorius il est tout particulièrement précisé qu'il était :

*Réellement dangereux, depuis des années, il ne fait usage de la liberté que pour commettre des délits. Cet individu est ami d'autres aussi pernicieux que lui. C'est un dirigeant de premier plan d'organisations clandestines d'opposition au régime et qui a été arrêté, comme nous l'avons dit plus haut, à de nombreuses occasions pour ces activités illicites* »<sup>958</sup>.

Car l'objectif du TOP était également, comme le souligne Juan José del Águila, de diaboliser ses opposants, en les présentant à l'opinion publique comme des délinquants multirécidivistes, dangereux pour la paix et la stabilité politique de l'Espagne. Le 20 décembre 1973 débutait le procès des « Dix de Carabanchel ». Pedro Santiesteban se souvient du « *déploiement policier si spectaculaire*. Il y avait sept voitures de police au total, certains policiers portaient des fusils à lunettes télescopiques, ce qui confirmait l'intention du régime de nous faire apparaître comme de dangereux criminels face à une opinion publique dans l'attente du procès »<sup>959</sup>. Or ce matin-là, alors que les accusés étaient déjà dans les cellules au sous-sol du Tribunal, le président du gouvernement et homme de confiance de F. Franco, Luis Carrero Blanco, était victime, rappelons-le, d'un attentat à la bombe perpétré par l'organisation indépendantiste basque ETA, dont il mourut quelques heures plus tard. Lorsque la nouvelle de l'attentat arriva au tribunal, le procès fut momentanément

---

<sup>955</sup> *Sumario del proceso 1001*, Archivo Fundación Felipe González, *op.cit.*: « *la circunstancial violencia del movimiento comunista es plenamente correcta y razonable atendida en todo, a la notoria experiencia, acerca de esta indeleble violencia, esencial, potencial y actual propia del comunismo militante, tanto como para la conquista del Poder como para su dictatorial ejercicio e incondicional conservación una vez alcanzado [...]* ».

<sup>956</sup> *Sans Titre*, AGA, DGS, 44.1345: « *Rechazo la violencia, soy partidario del dialogo y de la justicia social, contra la persecución. Yo soy y siempre seré sacerdote* ».

<sup>957</sup> *Sumario del proceso 1001*, Archivo Fundación Felipe González, *op.cit.*, p.7: « *una pésima conducta social* ».

<sup>958</sup> *Sumario del proceso 1001*, Archivo Fundación Felipe González, *op.cit.*, p.85. « *Realmente peligroso, y que, desde hace varios años, la libertad solo la emplea para delinquir. Es un individuo amigo de otros tan perniciosos como él mismo. Dirigente destacado de organizaciones clandestinas contra el Régimen y que ha sido detenido, como se dice anteriormente en numerosas ocasiones por estas ilícitas actividades* ».

<sup>959</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, *op. cit.*, p.233: « *despliegue policial tan espectacular. En total siete coches de policías, algunos con rifles de mira telescópica, lo que confirmaba el carácter del régimen de presentarnos como criminales peligrosos ante una opinión publica expectante ante el juicio* ».

suspendu. Il finit par reprendre quelques heures plus tard, mais le juge du TOP n'était plus disposé à être clément envers ces membres de l'Opposition dont il avait l'avenir entre les mains. J. José del Águila commente à ce propos :

*« Le déni de toutes les preuves apportées par la défense, dans un climat de crispation ouverte ; la volonté du Tribunal – aux ordres du Ministère de la Justice – d'aller au bout de ce procès, après l'attentat ; le maintien des conclusions provisoires, sans modification des condamnations sollicitées par le parquet. Avec ce cumul de circonstances, il était plus que prévisible que la sentence incarne à ce moment précis les derniers instants de vie du Franquisme, c'était un véritable règlement de compte. Un règlement de compte de la part des instruments répressifs du régime, de la Brigade Politico-Sociale et du Top, en tant qu'organes créés par la Dictature pour réprimer politiquement l'opposition ouvrière, étudiante et nationaliste basque. En outre, la sentence aspirait à servir d'exemple, à ce que le régime projette une image d'exemplarité et de force à l'intérieur, et de fermeté vis-à-vis de l'extérieur<sup>960</sup>.*

Si quelques jours plus tôt on avait rassuré les familles des accusés en leur prédisant la révision à la baisse des peines sollicitées par le parquet<sup>961</sup>, le 27 décembre 1973, ils furent finalement condamnés à un total de 162 ans de prison, les peines allant de douze ans et un jour pour les « novices », et jusqu'à vingt ans pour les plus téméraires d'entre eux. N. Sartorius fut pour sa part condamné à 19 ans de prison, juste après M. Camacho qui fut condamné à vingt ans de réclusion. Ces condamnations furent les plus importantes jamais prononcées par le TOP, tout au long de ses quatorze années d'existence. Les « Dix de Carabanchel » firent donc appel de cette décision.

### 5.3.2.2. La campagne de solidarité.

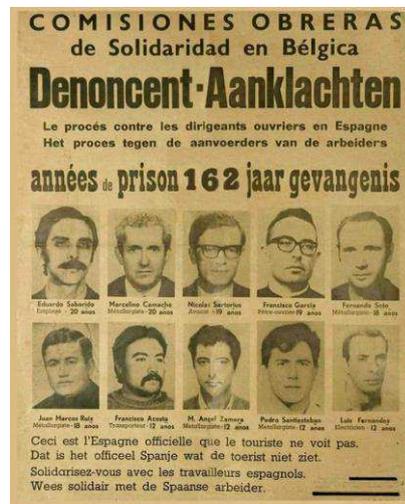
A partir du moment où ils furent arrêtés et jusqu'à la révision du Procès 1001 au mois de février 1975, les Commissions Ouvrières, les proches, les épouses et soutiens des détenus déployèrent une grande campagne d'information et de solidarité avec les « Dix de Carabanchel ». L'expérience du procès de Burgos en 1970 avait montré que ce type de campagne pouvait influencer la Dictature,

---

<sup>960</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras, op. cit.*, p.79-80: « *La denegación de todas las pruebas propuestas por las defensas, en un clima de abierta crispación; la voluntad del propio Tribunal – por indicación del Ministerio de Justicia – de seguir adelante hasta el final, después del atentado; el mantenimiento de las conclusiones provisionales, sin modificación de las altas condenas solicitadas por el Ministerio Fiscal. Con todo este cumulo de circunstancias, resultaba más que previsible que la sentencia fuese y representase en aquellos precisos momentos en los que vivía el ultimo franquismo, un verdadero ajuste de cuentas. Un ajuste de cuentas de los aparatos punitivos del régimen, la Brigada Político Social y el Top, en tanto que órganos instituidos por la dictadura para reprimir políticamente a la oposición obrera, estudiantil y nacionalista vasca. La sentencia buscaba, además, dar un escarmiento, proyectar, por parte del régimen, una sensación de ejemplaridad y de fuerza hacia el interior y de entereza hacia el exterior* ».

<sup>961</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras, op. cit.*, p.76.

étant donné qu'aucun des inculpés, pourtant accusés du meurtre de trois personnes dont deux agents de police, n'avait finalement pas été exécutés. Les axes de cette campagne étaient multiples. Premièrement, le Procès 1001 devait être considéré comme un procès fait non pas à Marcelino Camacho (le plus connu d'entre eux) et ses camarades, mais au groupe des représentants des Commissions, et donc, à l'ensemble du mouvement ouvrier.



*Tract de soutien aux accusés du Procès 1001 distribué en Belgique.<sup>962</sup>*

L'attaque faite à N. Sartorius et ses camarades était la conséquence et le symbole de l'absence de libertés fondamentales en Espagne, et la sanction exemplaire dictée par le juge du TOP avait pour intention également de museler l'ensemble de l'opposition démocratique<sup>963</sup>. C'est pourquoi le soutien et la défense des « Dix » incombait à tous.

Bien que confinés derrière les murs de Carabanchel, N. Sartorius et ses camarades poursuivirent autant que possible la lutte : ils tâchèrent d'entretenir la campagne de solidarité avec de nombreuses lettres ouvertes envoyées à divers journaux et personnalités espagnoles et étrangères. Parmi les documents conservés par Jaime Sartorius et confiés aux archives des Commissions ouvrières, on retrouve des courriers adressés par les « Dix » au directeur du *New York Times*<sup>964</sup>, au Congrès de la Confédération Générale Italienne du Travail<sup>965</sup>, à la Fédération Syndicale Mondiale<sup>966</sup>, au Congrès des

<sup>962</sup> AHT.02/030. Fondo fotográfico.

<sup>963</sup> Laura Rozalén, « La campaña de solidaridad : sus protagonistas, su dimensión y repercusiones », in Babiano, José (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras : ¿quién juzgó a quién ?*, Madrid, Fundación Primero de Mayo, 2013, p.97.

<sup>964</sup> Sr. Director del *New York Times*, mai 1973, Archivo Histórico del Trabajo, Fonds Jaime Sartorius 08/031.

<sup>965</sup> Al Congreso de la CGIL, juin 1973, Archivo Histórico del Trabajo, Fonds Jaime Sartorius 08/031.

<sup>966</sup> Carta a la FSM, mars 1973, Archivo Histórico del Trabajo, Fonds Jaime Sartorius 08/031.

Syndicats britanniques<sup>967</sup>, ou encore au Congrès Mondial de la Paix<sup>968</sup>. Il y a également plusieurs lettres envoyées aux journaux étrangers et diffusées clandestinement en Espagne avant le début de l'audience en novembre 1973<sup>969</sup>, au lendemain du jugement en février 1974<sup>970</sup>, et à la veille du procès en appel en février 1975<sup>971</sup>. Dans les archives du PCE on garde un exemplaire également d'un courrier rédigé et signé par les neuf inculpés du procès 1001 présents à Carabanchel (pour mémoire Francisco García Calve avait été envoyé au centre de détention de Zamora, réservé aux prêtres) et envoyé à la Conférence épiscopale au mois de novembre 1974<sup>972</sup>. Dans leurs courriers, ils appelaient à la prise de position publique pour leur défense, remerciaient leurs destinataires pour leur soutien, informaient d'actions menées ailleurs en Espagne ou dans le monde, et contribuaient ainsi à entretenir la publicité de leur procès et la mobilisation en leur faveur. Ils adressèrent également différents courriers aux autorités espagnole pour protester contre leur incarcération et le procès qui leur était fait<sup>973</sup>. Enfin, on trouve plusieurs lettres s'adressant aux militants communistes et envoyées avec régularité par les militants incarcérés, dans lesquelles ils expliquaient certaines prises de position : comme par exemple lorsqu'ils décidèrent d'entamer une grève de la faim pour soutenir une action entreprise à l'extérieur<sup>974</sup>, ou pour leur signifier l'envoi de leur contribution financière lors d'une levée de fonds réalisée par *Mundo Obrero*, organe officiel du PCE<sup>975</sup>, pour commenter la création en 1974 de la *Junta Democrática*, alliance de l'opposition démocratique emmenée par le PCE<sup>976</sup>, ou pour présenter leurs condoléances au PCF lors du décès de l'ancien secrétaire général Jacques Duclos<sup>977</sup>. De cette façon, N. Sartorius et ses camarades gardaient le contact avec l'extérieur et poursuivaient leur engagement contre la Dictature malgré tout.

Natalia Calamai déploya également beaucoup d'énergie et mobilisa tout son réseau de connaissances pour rassembler un maximum de soutien en faveur des Dix inculpés du 1001. Déjà, en 1970, la DGS avait ouvert un dossier la concernant, estimant qu'« elle a sans aucun doute épousé les idées

---

<sup>967</sup> *A los delegados y asistentes al congreso de las Trade Unions (TUC) Inglaterra*, septembre 1973, Archivo Histórico del Trabajo, Fonds Jaime Sartorius 08/031.

<sup>968</sup> *Desde la prisión de Carabanchel al consejo Mundial de la Paz*, octobre 1973, Archivo Histórico del Trabajo, Fonds Jaime Sartorius 08/031.

<sup>969</sup> *A la opinión pública*, novembre 1973, Archivo Histórico del Trabajo, Fonds Jaime Sartorius 08/031.

<sup>970</sup> *Carta abierta de los procesados del 1001*, 02/1974, Archivo Histórico del Trabajo, Fonds Jaime Sartorius 08/031.

<sup>971</sup> *A los trabajadores, a la opinión pública, nacional e internacional*, 11/02/1975, Fonds TOP. Jaime Sartorius, Archivo Histórico del Trabajo, 08/031.

<sup>972</sup> *A la conferencia episcopal*, février 1975, AHPCE, Llamamientos, 39/8.5.

<sup>973</sup> *A la sala segunda del Tribunal Supremo*, 30/01/1975, Archivo Histórico del Trabajo, Fonds Jaime Sartorius 08/031.

<sup>974</sup> *Carta de los presos de la 3ra galería de Carabanchel*, octobre 1974, AHPCE, Correspondencia, 39/8.3.

<sup>975</sup> *Ref 406/19*, novembre 1974, AHPCE, Correspondencia, 39/8.3.

<sup>976</sup> *Ref. 275/7*, août 1974, AHPCE, Llamamientos, 39/8.5.

<sup>977</sup> *Al PCF desde la cárcel de Carabanchel*, avril 1974, AHPCE, Llamamientos, 39/8.5.

*politiques de son mari, elle fréquente avec régularité les épouses d'individus ayant été en prison, et elle a été utilisée, du fait de sa préparation culturelle et son statut de fille par alliance du Comte de San Luis*<sup>978</sup> ». Après l'arrestation de son mari en juin 1972, elle s'est retrouvée seule à Madrid avec leur fille alors âgée de sept ans, sans autre famille pour la soutenir. C'est pourquoi elle a décidé de partir pour Rome où une partie des siens résidait. Là-bas elle a ensuite pris part à des actions de soutien. Après être revenue en Espagne pour Noël, sachant que la police était sur ses traces et risquait l'arrestation à son tour, elle est repartie aussitôt et n'est revenue à Madrid qu'au mois de juillet 1974. Pendant cette période, le PCE lui a proposé de se rendre aux Etats-Unis afin d'y poursuivre et d'élargir la campagne d'information et de solidarité envers « Les Dix de Carabanchel ». Ayant accepté cette proposition, elle alla y rencontrer différents ambassadeurs, des personnalités politiques, des associations ou autres organisations qui apportèrent leur soutien à la cause du mouvement ouvrier réprimé en Espagne<sup>979</sup>.

La médiatisation de cette affaire entre l'été 1972 et l'hiver 1973 n'empêcha pas le TOP de sanctionner démesurément les dirigeants des Commissions. Toutefois, cette campagne contribua à détériorer un peu plus l'image déjà sinistre du régime Franquiste. Cristina Almeida, avocate d'Eduardo Saborido, se souvient de la mobilisation au matin du procès, avant que ne tombe la nouvelle de l'assassinat de L. Carrero Blanco :

*C'est l'avenir des syndicalistes qui se jouait, il faut bien se rendre compte qu'il y avait Nicolás Sartorius, M. Camacho, E. Saborido, F. Soto, les leaders des Commissions du pays tout entier étaient sur le banc des accusés. Et la presse du monde entier était là, les Australiens et tous les autres. Il y avait des centaines de journalistes accrédités et il y avait une de ces files d'attente le jour du procès je ne l'oublierai jamais, longue de plusieurs kilomètres, qui allait jusqu'à la place Colon, tellement il y avait de gens qui venaient*<sup>980</sup>.

Après leur condamnation et jusqu'à la révision en appel du procès, les Commissions Ouvrières décidèrent de poursuivre la campagne de solidarité : la sentence du 27 décembre 1973 n'était que la première étape de ce procès hors norme. Les épouses des détenus ont également poursuivi leurs actions, se rendant dans des universités, prenant rendez-vous avec divers dignitaires politiques ou

---

<sup>978</sup> Informe Natalia Calamai, AGA: « *Sin duda alguna, ha asimilado las ideas políticas de su marido y mantiene frecuente relación con las esposas de individuos que han estado en prisión, habiendo sido utilizada, por su preparación cultural y por su condición de hija política del Conde de San Luis* ».

<sup>979</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.148.

<sup>980</sup> Témoignage de C. Almeida cité dans Claudia Cabrero, Irene Díaz, José G. Alén, Rubén Vega, *Abogados contra el franquismo*, op.cit., p.158 : « *Nos jugábamos el porvenir de los sindicalistas, date cuenta de que estaban Nicolás Sartorius, estaba Camacho, estaba Saborido, estaba Soto, estaban los que eran los jefes de las Comisiones de toda la nación. Y estaba la prensa de todo el mundo aquí, desde los australianos a todos los demás. Había cientos de acreditados y había unas colas el día de ese juicio, que nunca se me olvidara, de kilómetros, que iban hasta la plaza de Colon, del público que venía* ».

religieux. A ce propos, il est important de rappeler qu'à l'occasion elles ont pu être mal reçues<sup>981</sup>, mais globalement, chacune de leurs visites était suivie d'un témoignage de solidarité, d'une marque de respect, ou d'une manifestation de soutien. Pedro Santiesteban présente cette première étape comme :

*[...] une victoire à la Pyrrhus pour le régime. En moins de trois mois, la vague de solidarité, au lieu de décroître, a augmenté jusqu'à asphyxier le régime. Notre enthousiasme et notre espoir grandissaient en parallèle, et nous pensions justement que notre sacrifice n'avait pas été vain. Le mouvement ouvrier gagnait en prestige et acquérait droit de citer à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Les actes de solidarité se multipliaient de façon inimaginable, et leur écho arrivait jusqu'à la prison. Il est difficile de décrire l'ambiance de ces jours-là, où l'espoir revenait<sup>982</sup>.*



*Photographie d'une manifestation à Paris en 1973<sup>983</sup>.*

---

<sup>981</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.192: « algún cardenal o rector de universidad les contestó de mala manera o amenazo con llamar a la policía si se atrevían a volver otra vez ».

<sup>982</sup> José Babiano Mora (coord.), *Proceso 1001 contra comisiones obreras*, op. cit., p.233: « fue una victoria pírrica para el régimen. En menos de tres meses la ola solidaria en vez de decrecer, aumento hasta convertirse en algo asfixiante para el régimen. A la vez crecían nuestro entusiasmo e ilusiones, en la justa valoración de que nuestro sacrificio no había sido en vano. El movimiento obrero se prestigiaba y adquiría carta de naturaleza dentro y fuera del país. Los actos solidarios sufrían una multiplicación impensable, cuyos ecos nos llegaban a la prisión. No es fácil describir aquellos días en que la esperanza se reafirmaba ».

<sup>983</sup> Fundación Juan Muñiz Zapico, CC.OO. de Asturias. [En ligne: [https://www.fundacionjuanmunizzapico.org/img/actividades/2013/2013\\_proceso1001/201312\\_proceso1001\\_04.jpg](https://www.fundacionjuanmunizzapico.org/img/actividades/2013/2013_proceso1001/201312_proceso1001_04.jpg)]. Consulté le 07 octobre 2021.

Une semaine avant le début du procès en appel au mois de février 1975, les « Dix de Carabanchel » entamèrent une grève de la faim. Une fois encore, l'affluence aux abords du Tribunal Suprême était importante. Quelques jours plus tard, les peines de l'ensemble des accusés furent revues à la baisse. Quatre d'entre eux purent même sortir de prison le soir même. La peine de N. Sartorius fut réduite à cinq ans de prison. En bref, le Tribunal Suprême revint sur les conclusions du TOP, et admit que rien ne démontrait que les condamnés étaient des membres dirigeants des Commissions, et partant, que leur rencontre au couvent de Pozuelo n'avait pas lieu d'être qualifiée de réunion de coordination du mouvement. C'était la première fois que le Tribunal Suprême diminuait autant les condamnations prononcées par le TOP. Le déclin du régime franquiste était flagrant, la santé du Dictateur se dégradait semaine après semaine, et l'issue finale de ce procès était le symbole en quelque sorte de l'agonie de la Dictature.

CHAPITRE 6 : LE BRAS DE FER CONTRE  
LA DICTATURE : SE BATTRE JUSQU'À  
L'AVENEMENT DE LA DEMOCRATIE  
(1976-1978).

# CHAPITRE 6. LE BRAS DE FER CONTRE LA

## Dictature : se battre jusqu'à

### L'AVENEMENT DE LA DEMOCRATIE (1976-

#### 1978).

À l'automne 1975, N. Sartorius était, depuis juin 1972, entre les murs de la prison de Carabanchel. À quelques kilomètres de là, F. Franco était hospitalisé depuis plusieurs semaines et les Espagnols étaient informés jour après jour de sa lente agonie, jusqu'à cette nuit du 20 novembre 1975, où N. Sartorius est réveillé :

*C'était la nuit, bien entendu, il y en avait qui écoutaient la radio, il était trois ou quatre heures du matin, quand soudain nous avons entendu une voix dans le silence de la nuit de Carabanchel : « Il est mort ! Il est mort ! Il est mort ! », et le silence à nouveau. C'est comme ça que nous l'avons appris. Rafael Pillado et moi avons sauté du lit, nous nous sommes embrassés, et je reconnais, même si ce n'est pas très humain, je reconnais que je me suis beaucoup réjoui qu'il meure. Au petit matin, Dieu sait comment, lorsque les portes des cellules se sont ouvertes, tout le monde est sorti un cigare entre les dents. Mais oui, avec un cigare, pour marquer le coup !<sup>984</sup>*

Dès lors, les prisonniers politiques guettaient avec impatience l'annonce d'un décret de grâce :

*Nous étions convaincus que lorsque le chef d'Etat changerait, que le roi arriverait, qu'avec le rétablissement de la monarchie, il y aurait un décret de grâce. A l'époque de F. Franco, des grâces étaient décrétées chaque fois qu'un Pape mourait. Nous souhaitons tous qu'ils meurent, les pauvres. Nous n'y pouvions rien si à chaque fois que l'un d'entre eux mourait, il y avait des réductions de peine, partielles, mais tout de même. En ce qui me concerne plus d'un Pape m'a fait sortir de prison. C'est pourquoi, lorsque F. Franco est mort, nous étions convaincus*

---

<sup>984</sup> *Proceso 1001. Documentos RNE, diffusé le 13/08/2014, 45'35: « Por la noche, claro que escuchaban la radio, eran las tres o las cuatro de la mañana, y de repente se oye una voz en el silencio de la noche de Carabanchel, se oye "ha muerto!, ha muerto!, ha muerto!" y silencio. Y es como nos enteramos. Rafael Pillado y yo nos abrazamos, saltamos de la cama, nos abrazamos, y lo reconozco no es muy humanitario, pero reconozco que me alegré mucho de que muriera. A la mañana siguiente, no se sabe por qué fenómeno, se abrieron todas las puertas de las celdas y todo el mundo apareció con un puro en la boca. ¡Con un puro sí, fue un detalle! »*

*qu'il y aurait au minimum une remise de peine décrétée par Juan Carlos, et nous pensions qu'il aurait même pu décréter une amnistie*<sup>985</sup>.

L'amnistie ne devait arriver que deux ans plus tard<sup>986</sup>. En attendant, deux jours après son accession au trône, le roi Juan Carlos I signa un décret de grâce<sup>987</sup> qui permit aux six condamnés du Procès 1001 toujours incarcérés, de sortir de prison le 30 novembre suivant :

*Je me souviens que quand nous sommes sortis, il faisait nuit, il pleuvait, le sol était détrempé. Il n'y avait personne parce qu'ils avaient repoussé les gens loin des portes de Carabanchel. Je me souviens que Marcelino, Juanín et moi sommes sortis ensemble. Quand nous avons commencé à marcher, nous ne voyions personne. Nous avons continué à marcher. Quand soudain, nous avons vu des flashes de journalistes, puis nous avons vu une petite fille qui venait vers nous en courant*<sup>988</sup>.

De la mort du dictateur jusqu'à la nomination d'Adolfo Suárez à la tête du gouvernement le 3 juillet 1976, l'appareil franquiste avec à sa tête Carlos Arias Navarro se divisait entre immobilistes et partisans d'un réformisme dans la continuité du régime. Ces derniers envisageaient au mieux d'instaurer une sorte de démocratie restreinte : les partis politiques auraient pu déposer une demande de légalisation, les syndicats également, la liberté d'expression aurait été quelque peu élargie, etc. L'opposition démocratique quant à elle, appelait de ses vœux une rupture franche avec la Dictature, une remise à plat des institutions et de la législation, ainsi que l'amnistie pour tous les prisonniers politiques. Aucun des deux camps n'était pour le moment prêt à faire de concessions, mais c'est le pouvoir en place qui détenait l'avantage de la force, l'armée ne l'ayant pas désavoué et n'ayant pas non plus de projet démocratique à la boutonnière, comme cela avait été le cas au Portugal quelques mois auparavant. Le contexte économique désastreux ainsi que l'organisation du mouvement ouvrier entraînèrent la montée de mouvements sociaux d'une ampleur inédite. Il fallait

---

<sup>985</sup> *Proceso 1001*. Documentos RNE, *op.cit.*, 46,50: « [...] *estábamos convencidos de que cuando cambia el jefe de estado, y viene el rey, se restablece la monarquía, como mínimo un indulto tenía que haber. En la época de Franco se daban indultos cuando se moría un papa, cada vez que se moría un papa había un indulto, estábamos deseando que se murieran los papas los pobres. Pero qué le íbamos a hacer, siempre había indultos, parciales, pero siempre había un indulto. A mí me sacaron de la cárcel un par de papas. Entonces cuando muere Franco estábamos convencidos de que si llegaba Juan Carlos tenía que dar como mínimo un indulto, nosotros pensábamos que a lo mejor podía ser una amnistía*».

<sup>986</sup> *Ley de Amnistía*, B.O.E n°248 du 17 octobre 1977, [En ligne : <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-1977-24937> ]. Consulté le 21 octobre 2021.

<sup>987</sup> *Indulto general*, B.O.E n°284 du 26 novembre 1975, [En ligne : <https://www.boe.es/boe/dias/1975/11/26/> ] Consulté le 21 octobre 2021.

<sup>988</sup> *Proceso 1001*. Documentos RNE, *op.cit.*, 49,26 : « [...] *me acuerdo que salimos de noche, lloviendo, con un barrizal tremendo, no había nadie porque habían desalojado la gente hacia lejos de la puerta de Carabanchel. Y cuando ya empezamos a caminar, me acuerdo que salimos juntos Marcelino, Juanín y yo y no veíamos a nadie. Íbamos caminando. Y de repente empezaron a dar focos de periodistas, y luego vimos a una niña que vino corriendo*».

pousser le régime à prendre les mesures nécessaires pour, d'une part apporter des solutions à la crise économique, et d'autre part promulguer les libertés tant attendues :

*Les ouvriers qui ont pris des risques pour l'avènement de la démocratie ont été nombreux ; l'historiographie n'a pas toujours reconnu le rôle des mobilisations sociales dans le processus de Transition, et tout particulièrement leur contribution politique, et pas seulement dans le cadre du monde du travail. Ces ouvriers organisés ont été capables de canaliser leurs problèmes dans un contexte de transition pacifique, et de gagner la démocratie grâce à leur mobilisation<sup>989</sup>.*

## 6.1. A L'ASSAUT DES ULTRA-CONSERVATEURS (21 NOVEMBRE 1975- 3 JUILLET 1976)

La crise des prix du pétrole n'avait pas épargné l'Espagne. Le déséquilibre de sa balance commerciale s'accroissait. Le pays dépendait toujours de l'étranger, notamment pour son approvisionnement en énergie, dès le premier trimestre 1974, les prix de l'énergie explosèrent, en même temps que le niveau des exportations continuait à diminuer<sup>990</sup>. La récession économique, le chômage et l'inflation frappaient de plein fouet le pays qui n'avait pas profité de années de prospérité pour mettre en place des réformes structurelles susceptibles d'atténuer les effets de cette crise qui frappait toute l'Europe occidentale ; les émigrés espagnols « hirondelles » qui y travaillaient et y vivaient saisonnièrement rentrèrent au pays, et ceux qui subvenaient aux besoins de leur famille réduisirent drastiquement les montants envoyés<sup>991</sup>. L'Etat prit alors certaines mesures pour tenter d'enrayer l'inflation galopante : subvention du prix du baril, dévaluation la peseta, gel des salaires et mesures d'austérité gouvernementales. Cependant, ces mesures n'eurent d'autre effet pour les Espagnols que de voir réduire un peu plus leur pouvoir d'achat.

Après plusieurs années de prospérité économique et d'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière, depuis 1973 et le début de la récession, son quotidien était devenu toujours plus difficile.

---

<sup>989</sup> Alberto Sabio, Nicolás Sartorius, *El final de la dictadura*, Madrid, Temas de hoy, 2007, p. 51 : « Fueron muchos los obreros que asumieron riesgos para el advenimiento de la democracia; aunque no siempre se haya reconocido en la historiografía el papel de las movilizaciones sociales en el proceso de transición, singularmente la contribución política, y no solo la laboral, de los obreros organizados, capaces de encauzar sus problemas dentro de unas coordenadas de transición pacífica y, a partir de ellas, ganar la democracia ».

<sup>990</sup> Alberto Sabio, Nicolás Sartorius, *op. cit.*, p. 61.

<sup>991</sup> Alberto Sabio, Nicolás Sartorius, *ibidem.*, p. 76.

La nécessité de réformes salariales et structurelles que les ouvriers revendiquaient depuis plusieurs années déjà, se fit encore plus pressante : revalorisation salariale, de l'assurance chômage, du montant des pensions en cas d'accident de travail, d'invalidité et de la pension de retraite, mais encore hausse du taux d'imposition des entreprises au financement de la Sécurité Sociale. Et si la volonté d'atteindre ces améliorations s'était faite plus pressante, l'aspiration aux libertés nécessaires pour pouvoir les revendiquer le devint encore plus : les libertés de réunion, d'expression et de grève étaient indispensables pour que les travailleurs puissent défendre le maigre butin budgétaire qu'il restait désormais à se partager. A cela s'ajoutait le fait que l'épilogue des dernières dictatures occidentales, la Portugal salazariste en avril 1974 et la Grèce des colonels au mois de juillet, était venu donner de l'espoir à l'opposition démocratique qui avait foi désormais en la fin prochaine de la dictature franquiste<sup>992</sup>.

A la mort de F. Franco, le roi confirma Carlos Arias Navarro à son poste de chef du gouvernement. Il avait été nommé à ce poste par le dictateur après l'assassinat de L. Carrero Blanco<sup>993</sup>. N. Sartorius évoque son ressenti lors de la nomination de celui qui était selon lui « *le plus dur, le plus ultra, c'était un de ceux qui avaient dirigé la répression de Malaga, c'était une personne extrêmement dure, qui avait toujours été en poste soit à la DGS, soit au Ministère de l'Intérieur, bref, c'était un répresseur absolu*<sup>994</sup> ». L'historien Santos Julia explique que Juan Carlos pensait que le Franquisme jouissait d'une certaine légitimité au sein des classes moyennes issues du processus de modernisation des années 1960, et qu'il valait mieux, dans un premier temps, ne pas froisser les « ultras » en destituant un des leurs. Le roi tenta de s'appuyer sur le chef du gouvernement et son équipe ministérielle pour réformer le système, mais il devint difficile de coordonner des tendances divergentes et des personnalités parfois opposées, par exemple : le monarchiste libéral José María de Areilza dirigeait le Ministère des Affaires Etrangères, le poids lourd du régime Manuel Fraga, avait été nommé au Ministère de l'Intérieur, tandis que le phalangiste José Solís Ruiz était à la tête du Ministère du Travail. En outre, le programme de C. Arias Navarro n'avait en fait rien de réformiste. La ligne politique qu'il souhaitait suivre n'avait pour but que le maintien en vie du régime, préconisant une simple adéquation du système politique dictatorial à la nouvelle réalité sociale de l'Espagne. Son projet : parvenir à une sorte de démocratie limitée combinant certaines de ses institutions politiques

---

<sup>992</sup> Álvaro Soto Carmona, Javier Tusell, *¿Atado y bien atado? Institucionalización y crisis del franquismo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2005, p. 276.

<sup>993</sup> Décision qui par ailleurs avait pu surprendre étant donné que C. Arias était Ministre de l'Intérieur, et qu'il avait donc failli à protéger le chef du gouvernement

<sup>994</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 20 juillet 2021 : « *Arias era el mas duro, el ultra, había sido el represor de Málaga, lo llamaban el carnicero de Málaga, y éste sujeto que era un tipo durísimo, que había tenido cargos siempre en la DGS, en el Ministerio del Interior, bueno, un represor absoluto* ».

à d'autres héritées de la dictature. N. Sartorius explique qu'ils avaient à l'esprit le modèle politique de la Turquie :

*En Turquie c'était un régime où certains partis avaient été légalisés, et d'autres non. Ils voulaient ainsi légaliser certains partis, mais bien entendu pas les Commissions Ouvrières ni le Parti Communiste, certainement pas. Ils voulaient arriver à une sorte de démocratie artificielle, aspirant à un certain pluralisme vis-à-vis de l'Europe, mais tout cela n'avait rien de pluraliste. C'était un projet extrêmement dangereux pour l'Espagne<sup>995</sup>.*

La crise économique avait commencé avant la mort de F. Franco, mais son aggravation et le mélange d'incertitude au sein du régime et d'euphorie dans l'Opposition, encouragèrent cette dernière à accentuer la lutte, certaine que l'issue politique, bien que pleine d'inconnues, ne pouvait qu'être proche. En somme, la mobilisation sociale a permis pendant l'année 1976, d'ouvrir un espace métapolitique depuis lequel se faire entendre dans cette Espagne encore sous le joug d'une Dictature, cependant à bout de souffle<sup>996</sup>.

### *6.1.1. Une tempête de grèves.*

Pendant les mois qui ont suivi la mort du Dictateur, les forces de l'ordre ne savaient plus où donner de la tête, impuissantes à réduire et à canaliser à elles seules l'expression de ce mécontentement. En 1976, le ministère de l'intérieur recensait un nombre de grèves d'une ampleur inédite : 17 731, pour 150 millions d'heures de travail perdues<sup>997</sup>. L'ancien directeur du SECED, J. I. San Martín parle d'une « galerne de grèves » qui s'abattit sur l'Espagne pendant ces premiers mois de l'année 1976<sup>998</sup>. Comment expliquer cette hausse spectaculaire des protestations ? En premier lieu, les ouvriers aspiraient à renégocier les conventions collectives afin de briser le gel des salaires qu'avait décrété le gouvernement quelques mois auparavant. D'autre part, ils réclamaient l'augmentation de l'assurance chômage : le nombre de chômeurs avait explosé, sans compter que c'était un des moyens utilisés par le patronat pour sanctionner les militants les plus véhéments, ou alors il les

---

<sup>995</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 20 juillet 2021 : « *En Turquía era un régimen donde se legalizaron ciertos partidos y otros no. Querían legalizar ciertos partidos y otros no, por supuesto Comisiones Obreras no, el Partido Comunista, fuera de la ley. Llegar a una cierta social democracia artificial, buscando cierto pluralismo para Europa, pero de pluralismo nada. Esto fue un intento peligrosísimo para España* ».

<sup>996</sup> Alberto Sabio Alcutén, *Peligrosos demócratas: antifranquistas vistos por la policía política (1958-1977)*, Madrid, Cátedra, 2011, p. 308.

<sup>997</sup> Alberto Sabio, Nicolás Sartorius, *op. cit.*, p. 74.

Alberto Sabio Alcutén, *op. cit.*, p. 308.

<sup>998</sup> Alberto Sabio, Nicolás Sartorius, *ibidem.*, p. 73: « [...] una galerna de huelgas ».

licenciait ou encore ne renouvelaient pas leur contrat de travail<sup>999</sup>. Par conséquent, les grévistes réclamaient la réadmission de tous ceux qui avaient été licenciés pour faute. Les protestataires savaient par expérience que s'ils s'étaient mis d'accord sur une liste de revendications précise, tandis que leur grève était soutenue par une caisse de résistance et de solidarité leur permettant de tenir sur la durée, les chefs d'entreprises se retrouveraient obligés de négocier avec ceux que les ouvriers considéraient comme leurs véritables représentants<sup>1000</sup>. Mais à tout cela s'ajoutait désormais un ensemble de revendications politiques, avec en premier lieu la liberté syndicale : depuis longtemps l'organisation syndicale de l'Etat n'avait plus aucune crédibilité auprès des ouvriers, et alors qu'on pouvait percevoir la proximité du changement politique, ils aspiraient à ce que la démocratisation soit effective aussi sur ce terrain-là. C'est pourquoi, face à l'immobilisme de C. Arias Navarro, ils finirent par réclamer massivement sa démission et la formation d'un gouvernement provisoire qui garantisse l'élaboration d'une constitution démocratique. Il était devenu évident que, comme le leur avait expliqué le PCE, sans changement politique ils ne pourraient obtenir les améliorations économiques ambitionnées<sup>1001</sup>.

Le 14 janvier 1976 une première grande grève éclata. Rien qu'à Madrid, ce sont 350 000 grévistes qui se mobilisèrent ce jour-là<sup>1002</sup>. L'épicentre du mouvement se situait dans les secteurs traditionnellement combatifs, comme la métallurgie et la construction, mais plusieurs entreprises publiques de transport et de communication se joignirent également au mouvement, paralysant ainsi la capitale. Le gouvernement de C. Arias Navarro annonçait la création d'un nouveau parlement bicaméral, dont il ne précisait ni la composition, ni l'étendue de ses pouvoirs, ni les modalités d'élection de ses membres. Les mobilisations se poursuivirent. Au mois de mars, le gouvernement décréta une revalorisation du salaire minimum interprofessionnel, ainsi qu'une timide augmentation du montant des pensions. Toutefois, les promesses de réforme et les améliorations effectives restaient trop modestes pour parvenir à apaiser le mécontentement populaire. A la fin du mois d'avril, une nouvelle grève nationale était convoquée. A l'approche du premier mai, alors que le projet de réforme de la loi de réunion et de manifestation était débattu au Parlement, les gouverneurs civils reçurent l'ordre de ne pas autoriser de manifestations ce jour-là, afin d'éviter toute démonstration de force supplémentaire du mouvement ouvrier<sup>1003</sup>. Quelques semaines plus tard, un nouveau texte censé réguler les relations professionnelles promettait de mettre en œuvre

---

<sup>999</sup> Alberto Sabio, Nicolás Sartorius, *ibidem*, p. 89.

<sup>1000</sup> Alberto Sabio Alcutén, *ibidem.*, p.313.

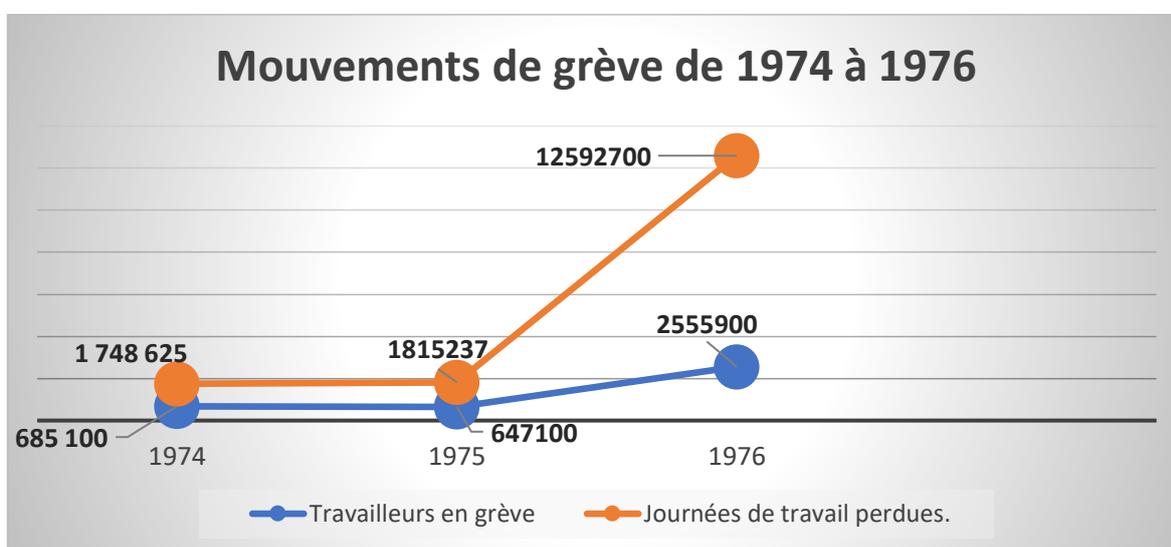
<sup>1001</sup> Alberto Sabio, Nicolás Sartorius, *op. cit*, p. 95

<sup>1002</sup> Alberto Sabio, Nicolás Sartorius, *ibidem.*, p. 79.

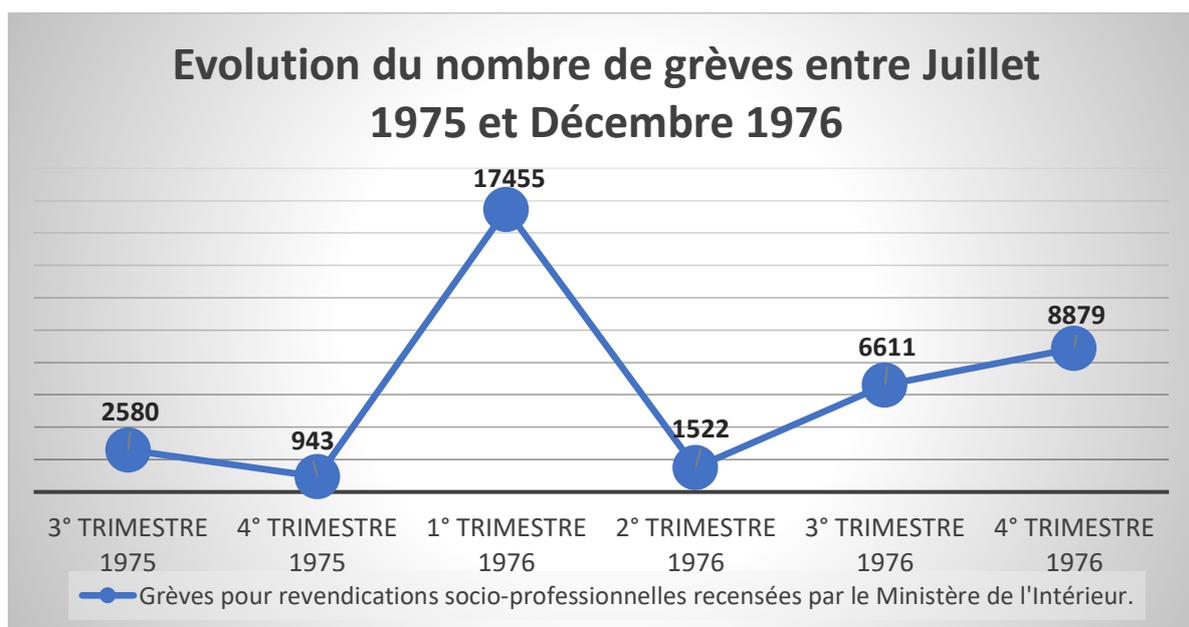
<sup>1003</sup> Alberto Sabio Alcutén, *op. cit*, p.319.

Alberto Sabio, Nicolás Sartorius, *ibidem.*, p. 107.

plusieurs améliorations des conditions de travail importantes, comme les vingt-cinq jours de congés payés annuels, la semaine de 44h, le samedi après-midi chômé, et des modalités de licenciement rendues plus difficiles. Le texte proposait également de sortir le Syndicat Vertical de la tutelle de l'Etat et de l'influence des chefs d'entreprises, mais il n'était toujours fait aucune mention à la liberté syndicale. Les ouvriers s'opposèrent au texte et se mobilisèrent une fois encore pour exprimer leur insatisfaction<sup>1004</sup>.



Données publiées dans *El movimiento obrero y el sindicalismo de clase*, Julio Setién<sup>1005</sup>.



Données publiées dans Alfonso Sabio, Nicolás Sartorius, *El final de la dictadura* (2007)<sup>1006</sup>.

<sup>1004</sup> Alberto Sabio Alcutén, *ibidem.*, p. 308.

<sup>1005</sup> Julio Setién, *El movimiento obrero y el sindicalismo en España (1939-1981)*, Madrid, De la Torre, 1982, Fundación 1º de mayo, p. 38.

### 6.1.2. La politique de la tache d'huile se teinte d'encre.

La direction du PCE, au vu des circonstances politiques et de la mobilisation sociale croissante, analysait que l'Espagne était entrée dans une période de pré-rupture politique. Elle encouragea les Commissions Ouvrières à renforcer encore la mobilisation des travailleurs, à favoriser l'unité syndicale, et les incitait à renforcer leur organisation et leur coordination<sup>1007</sup>. Selon Alberto Sabio Alcutén, « *le Parti Communiste estimait qu'il était historiquement et inévitablement responsable de galvaniser et de catalyser le mécontentement populaire à l'encontre du régime franquiste, un régime en état de décrépitude, et désormais même répudié par certains secteurs de la droite et de l'Eglise*<sup>1008</sup> ». Ainsi, il fallait étendre au maximum le nombre de grèves et de grévistes pour que la grève générale tant désirée par les Commissions Ouvrières (et le PCE) pour faire chuter le régime devienne une réalité :

*La Coordinadora General a fait le bilan et tiré les leçons de l'offensive massive de ces derniers mois. Les Commissions Ouvrières ont joué un rôle central en se tenant au centre de tous les combats de la classe ouvrière, les délégués syndicaux, la majorité d'entre eux issus de candidatures unitaires et démocratiques, ont incité à la lutte et l'ont organisée. Les Commissions Ouvrières estiment nécessaire de continuer à utiliser au maximum ces élus syndicaux [...]*<sup>1009</sup>.

Les Commissions recourraient à ses modalités de mobilisations habituelles, rôdées pendant la dernière décennie de dictature : distribution de propagande, et organisation d'assemblées pour informer, sensibiliser et convoquer grèves et manifestations. N. Sartorius, en tant que membre de la *Coordinadora General* et de son Secrétariat, participa à la définition de la ligne d'action des Commissions pendant ces six mois charnières. Le siège de *Gaceta de Derecho Social* devint le quartier général du Secrétariat. Pour mémoire, la revue fondée en 1970 par un groupe d'avocats démocrates était une référence en termes d'actualité sociale et juridique du monde ouvrier, et devint pendant cette période un sanctuaire pour les dirigeants du mouvement ouvrier. En outre, à partir du mois de janvier 1976, N. Sartorius fut chargé de représenter la direction des Commissions aux conseils de

---

<sup>1006</sup> Alberto Sabio, Nicolás Sartorius, *op. cit.*, p. 79.

<sup>1007</sup> *Resumen del informe del secretariado*, mai 1976, AHT, Subfondo Secretariado confederal, 001/002.

<sup>1008</sup> Álvaro Soto Carmona, Javier Tusell, *op. cit.*, p. 278 : « *El Partido Comunista percibía como responsabilidad histórica irrenunciable la de convertirse en impulsor y catalizador del descontento del pueblo contra el régimen franquista. Un régimen contemplado como en estado decrepito, que incluso estaba siendo repudiado desde dentro por ciertos sectores de la derecha y de la Iglesia* ».

<sup>1009</sup> *Resumen del informe del secretariado*, mai 1976, AHT, Subfondo Secretariado confederal, 001/002 : « *La CG ha deducido los aspectos y experiencias esenciales de la gran ofensiva masiva de los últimos meses. El papel principal que en ellas ha jugado Comisiones Obreras que ha estado en el centro de todos los combates de la clase obrera, la importancia de los cargos sindicales como elementos impulsores y organizadores de la lucha, la mayoría de ellos elegidos en candidaturas unitarias y democráticas. CC.OO. considera que es necesario seguir utilizando estos cargos sindicales a fondo [...]* ».

rédaction<sup>1010</sup>. Mais sa mission allait en réalité bien au-delà, car il devint de fait le responsable politique de la publication.

*Il y avait une revue à laquelle nous contribuions, rue Atocha, dont je m'occupais. En fait, j'étais le membre de la direction des Commissions Ouvrières qui en était chargé. Nous faisons la chronique de tous les conflits et de toutes les luttes. [...] C'était en quelque sorte l'organe officieux des Commissions Ouvrières. [...] J'étais le « commissaire politique » de la revue. Il y avait un directeur, un journaliste, etc., mais c'est moi qui étais avec eux et qui faisais le tri entre ce qui était intéressant et ce qui ne l'était pas<sup>1011</sup>.*

Selon Juan Moreno, militant des Commissions et prédécesseur de N. Sartorius au sein du conseil de rédaction, *La Gaceta de Derecho Social* « a joué un rôle de premier plan dans la diffusion de la lutte et de ses protagonistes, et a conféré une image et une voix à des centaines de leaders de toutes les entreprises du pays<sup>1012</sup> ».

#### 6.1.2.1. Etendre la mobilisation citoyenne : *Triunfo*, tribune du mouvement ouvrier.

En parallèle, N. Sartorius rejoignit également la rédaction de la revue *Triunfo*<sup>1013</sup>, une des références en termes d'information et d'analyse de l'actualité :

*La revue Triunfo a été un des jalons du journalisme espagnol contemporain. Son empreinte en tant que référence du journalisme engagé reste marquée dans l'Histoire de cette époque. Et son influence n'a pas été moindre sur les journalistes et sur les moyens de communication qui ont contribué aux changements d'alors, et ce malgré les difficultés du contexte sociopolitique. Elle est parvenue au fil des ans à devenir une icône du meilleur journalisme espagnol de l'époque contemporaine<sup>1014</sup>.*

---

<sup>1010</sup> Juan Moreno, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, Fundación 1º de Mayo, Madrid, 2011, p. 600.

<sup>1011</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 29 octobre 2019 : « *Había una revista que hacíamos en la calle de Atocha que la llevaba, que de la dirección de CC.OO. era el encargado, que hacíamos todas las crónicas de todos los conflictos y de todas las luchas. [...] Era un poco el órgano oficioso de CC.OO.. [...] Era "el comisario político". Había un director, un periodista y tal, pero era él que estaba con ellos y seleccionábamos lo que tenía más interés, lo que no* ».

<sup>1012</sup> Juan Moreno, *op. cit.*, p. 601 : « *ejerció un papel muy destacado en la difusión de las luchas y de sus protagonistas, poniendo voz e imagen a centenares de líderes de todas las empresas del país.* »

<sup>1013</sup> On se souvient qu'à l'origine, *Triunfo* était une revue de critique cinématographique. Avec le temps et à l'aune de la réforme de la législation de presse promulguée en 1966, elle devient une revue d'information générale, centrée sur l'actualité sociale et politique espagnole et internationale.

<sup>1014</sup> García Galindo, José Antonio, 2012. "El contexto periodístico de *Triunfo*", in Romero Portillo, J. (éd.), *Triunfo, una revista abierta al sur*, Sevilla, Fundación Andaluza Centro de Estudios Andaluces, p.42: « *La revista Triunfo ha sido uno de los grandes hitos del periodismo español contemporáneo. Su impronta ha quedado sellada en esa historia como un referente del periodismo comprometido con su tiempo. No ha sido menor su influencia sobre los periodistas y sobre los medios de comunicación que contribuyeron a forjar el cambio de época, a pesar de las dificultades de su contexto sociopolítico, logrando convertirse con el tiempo en uno de los iconos del mejor periodismo español contemporáneo* ».

Pour mémoire, déjà en 1966, il avait été journaliste salarié dans l'entreprise, et prenait part aux conseils de rédaction de l'équipe, jusqu'à ce que quelques mois plus tard, José Ángel Ezcurra le licencie par crainte de représailles administratives et économiques, après avoir reçu la visite de deux agents de la police politique. A la mort du dictateur la publication était suspendue, sous le coup d'une sanction administrative, et contrairement aux prisonniers politiques qui bénéficièrent de la grâce décrétée par le roi Juan Carlos, la revue dut rester silencieuse jusqu'au terme de la sanction, au mois de janvier. « *Après ma sortie de prison, la dernière fois, ils devaient regretter de m'avoir licencié – se souvient N. Sartorius d'un air amusé – et comme ils voyaient la démocratie arriver, et qu'ils pouvaient probablement y contribuer... Ils m'ont rappelé, pas pour y travailler bien évidemment, mais pour rédiger ces chroniques*<sup>1015</sup> ». Chaque semaine, du mois de janvier 1976 jusqu'à l'automne 1977, N. Sartorius se voit confier la rubrique « Travail » (*Laboral*), qui occupait entre deux et quatre pages composées de brèves du monde ouvrier et de chroniques d'opinion :

*Ils m'ont demandé de faire la chronique du monde du travail, des luttes, parce qu'il y en avait beaucoup. J'ai donc passé un moment un peu privilégié là-bas. J'organisais les grèves et après je les relatais. Je faisais partie de la direction des Commissions, alors les conflits du monde ouvrier je les connaissais très bien. Je ne les organisais pas tous. Mais j'appelais des camarades qui y étaient, ce qui me permettait d'avoir une information de première main. C'est pour ça que ça intéressait Triunfo. C'était également une façon d'organiser les mobilisations dans le monde du travail, et en même temps d'avoir une plateforme depuis laquelle les faire connaître*<sup>1016</sup>.

Ainsi N. Sartorius rendait compte chaque semaine de l'évolution et des soubresauts du mouvement d'opposition à la dictature dans le monde ouvrier. Dans ces pages sont précisés le nombre de grévistes, la liste de leurs revendications et l'évolution des pourparlers avec les chefs d'entreprises. On y trouve également certaines anecdotes qui pourraient même prêter à sourire si elles ne reflétaient pas l'acharnement répressif de la dictature envers le mouvement ouvrier. Comme par exemple, lorsqu'une incise laissait entendre au lecteur attentif que des agents infiltrés avaient pris part au vote contre la prolongation d'une grève : « *Voici le résultat du vote : 800 voix (à main levée)* »

---

<sup>1015</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017: « *Luego cuando yo salí de cárcel la última vez, ellos estaban arrepentidos por haberme echado (risas), y como veían que llegaba la democracia y que a lo mejor podían hacer algo...Me volvieron a llamar no para trabajar allí evidentemente, pero si para hacer las crónicas esas...* »

<sup>1016</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017: « *Ellos me dijeron que hiciera la crónica laboral, de las luchas, que había muchísimas. Entonces yo tuve un periodo allí que era un poco privilegiado. Yo organizaba las huelgas y luego las escribía. Yo estaba en la dirección de Comisiones, entonces todos los conflictos laborales los conocía muy bien. No los organizaba todos. Pero llamaba compañeros que estaban metidos en el asunto, y entonces claro tenía información de primera mano. Por eso a ellos les interesaba tanto. Era una manera de organizar movilizaciones en el mundo del trabajo, pero al mismo tiempo tener una plataforma que se conocieran* ».

contre 20 (18 en réalité), pour la reprise du travail lundi<sup>1017</sup> ». Ou comme lorsqu'une photographie montre une file de mineurs délogés du lieu où ils s'étaient réunis, se dirigeant vers un nouvel endroit où tenir leur assemblée<sup>1018</sup>. « On a interdit aux mineurs asturiens d'organiser des assemblées dans les locaux syndicaux ou les Eglises. Pour pouvoir se réunir, ils doivent aller sur les terrils ou les collines les plus proches des villages alentours<sup>1019</sup> », peut-on lire en légende de celle-ci :



A los mineros asturianos les han sido prohibidas las asambleas en Sindicatos o en las iglesias. Para poderse reunir tienen que hacerlo en las escombreras o montes más cercanos a los pueblos de las cuencas. En la que refleja la foto, suben por un atajo cercano a El Entrego para decidir sobre la vuelta o no al trabajo. Acordaron volver el lunes 15 y esto explica, en parte, la amplia votación en el "referéndum". De no haber votado o haberlo hecho negativamente, los pozos habrían continuado cerrados.

Photographie accompagnant l'article de Nicolás Sartorius, « Asturias y las urnas », *Triunfo*, Madrid, n°686, 20-III-1976, p. 16-17.

Ces comptes-rendus d'assemblées, de manifestations, de réunions, de débats, de votes, et de l'évolution des négociations avec les responsables d'entreprise ou le gouvernement, brossaient un portrait très concret des conditions et de l'évolution de la lutte dans le monde ouvrier. Ils offraient une information très complète aux Espagnols, ce qui était sans précédent, étant donné que les autres journaux, majoritairement proches du régime, entre omission, mépris et mensonge, ne divulguaient qu'une vision partielle et déformée du mouvement d'opposition ouvrier. A ce propos, la différence de traitement de ce qu'on a appelé « Les événements de Vitoria » est évocatrice. Le 2 mars 1976, alors que les travailleurs de l'entreprise métallurgique *Forjas Alavesas* étaient en grève depuis plusieurs jours, des centaines étaient réunis dans l'église Saint-François d'Assise, lorsque la police entreprit de les déloger en lançant des gaz lacrymogènes à l'intérieur de l'édifice. Lorsque les

<sup>1017</sup> Nicolás Sartorius, « El movimiento de la construcción », *Triunfo*, Madrid, n°682, 21-II-1976, p. 15 : « El resultado de las votaciones fue el siguiente: 800 votos (a mano alzada) contra 20 (que en realidad fueron 18) por reanudar el trabajo el lunes ».

<sup>1018</sup> Nicolás Sartorius, « Asturias y las urnas », *Triunfo*, Madrid, n°686, 20-III-1976, p. 16 -17.

<sup>1019</sup> Nicolás Sartorius, « Asturias y las urnas », *Triunfo*, Madrid, n°686, 20-III-1976, p. 16 -17.

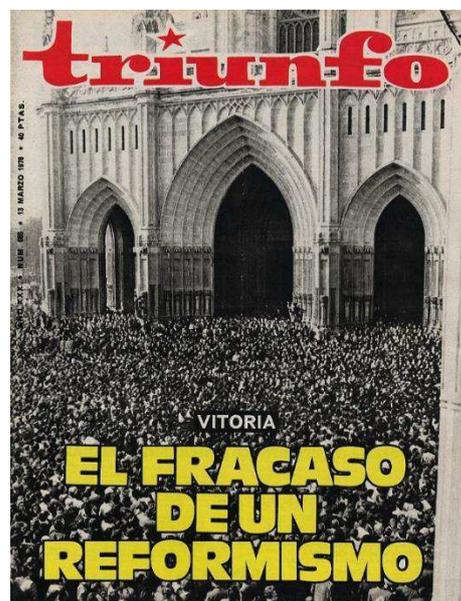
ouvriers en sortirent précipitamment et indignés, les forces de l'ordre les accueillirent à coup de matraque, ouvrirent le feu et blessèrent des dizaines d'entre eux, donc cinq décédèrent des suites de leurs blessures. D'après N. Sartorius le déroulement de ce conflit est caractéristique de l'époque :

*Les évènements de Vitoria, hormis leur fin tragique, sont assez représentatifs de ce que pouvaient être un conflit pendant ces mois-là : occupation d'églises après que la direction ou le gouvernement aient ordonné la fermeture d'une usine, l'assemblée comme seule entité représentative et légitime à l'heure de négocier, soutien des femmes en solidarité avec leurs maris. Mais c'était surtout une pluie de conflits dans le monde du travail dans lesquels les revendications politiques pesaient autant sinon plus que les revendications économiques<sup>1020</sup>.*

Le lendemain du drame, la couverture de l'ABC, proche, on le sait, du régime, faisait un gros titre du « sensationnel match nul » entre le Real Madrid et l'équipe de football de Düsseldorf, reléguant les « graves incidents » de Vitoria au second plan. A l'intérieur du journal, le récit des affrontements insistait sur la présence et la responsabilité « d'agitateurs expérimentés » qui auraient volontairement provoqué la tragédie. De plus, on enlevait toute crédibilité aux revendications ouvrières et on y présentait la charge policière contre les manifestants comme un acte de légitime défense.



Couverture du journal ABC du 4 mars 1976.



Couverture de Triunfo, n°685, publié le 13 mars 1976.

<sup>1020</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *El final de la dictadura*, op. cit., p. 96: « Los sucesos de Vitoria, salvo por su trágico final, reflejan bastante bien lo que era un conflicto típico de aquellos meses: encierro en iglesias ante la clausura de fábricas por decisión patronal o por orden gubernativa, asamblea como único ente representativo y con capacidad de negociación, apoyo de las mujeres en solidaridad con sus maridos y, sobre todo, tempestad de conflictos laborales en los que las cuestiones políticas pesaban tanto o más que las económicas».

En revanche, la semaine suivante, la couverture de la revue *Triunfo* titrait « *L'échec d'un réformisme* », que symbolisaient les victimes de la répression policière et la photographie de l'hommage massif qui leur avait été rendu. Cette semaine-là, N. Sartorius dans sa chronique, détaillait les revendications des grévistes de Vitoria, les raisons de leur exaspération, l'échec des négociations, et le refus obstiné du patronat qui refusait toute tentative de dialogue et continuait à licencier les grévistes<sup>1021</sup>. Après la dramatique échauffourée du 3 mars, les grèves et les mobilisations en solidarité avec les victimes de Vitoria se multiplièrent, et de nombreux ouvriers se rendirent au travail avec un brassard noir en signe de deuil. On voit que le réformisme promis par le gouvernement d'Arias Navarro n'était pas suivi de mesures, que les manifestations de colère, d'impatience et d'agacement de nombreux secteurs allaient crescendo, et qu'enfin l'Etat adoptait toujours la même réponse : la répression, qui une fois de plus s'était soldée par plusieurs morts.

D'autre part, les articles de N. Sartorius dans cette chronique étaient régulièrement accompagnés d'une chronique, politico-sociale, il va de soi. Souvent, il y commente les déclarations de membres du gouvernement, ou de journalistes philo-franquistes :

*La première injure apparue dans la presse – dans ABC ou Ya si je me souviens bien – [...] a été de qualifier la grève de « sauvage ». En parlant ainsi, ils pensaient peut-être utiliser un langage moderne, un langage à l'européenne, reprenant le terme utilisé en Europe pour qualifier les grèves que les ouvriers convoquent sans le soutien de leurs syndicats. Mais pour cela il faudrait en premier lieu que nous ayons des syndicats à l'européenne, et en second lieu, si par là on se réfère au fait que les procédures n'avaient pas été respectées [...] : les employés du métro, quoi qu'ils fassent, agissent toujours illégalement<sup>1022</sup>.*

Dans ces chroniques, N. Sartorius discrédite l'adversaire en faisant montre d'une grande maîtrise des concepts, combinée à un humour incisif. Ainsi, il commence souvent en introduisant sur un ton moqueur les déclarations qu'il s'apprête à réfuter. Il poursuit en définissant de façon très précise les termes qui sont la cible de ses attaques, pour ensuite les analyser et les condamner enfin un à un.

De cette façon la rubrique *Laboral* était un espace de divulgation de ses idées et de ses principes syndicaux. Elle devient par la suite une véritable tribune de diffusion d'idées, de clarification de concepts par laquelle il pouvait communiquer des directives d'organisation ou d'action au monde

---

<sup>1021</sup> Nicolás Sartorius, « Vitoria », *Triunfo*, Madrid, n°685, 13-III-1976, p. 13-17.

<sup>1022</sup> Nicolás Sartorius, « Una prueba de madurez », *Triunfo*, Madrid, n°677, 17-I-1976, p. 15-18: « *La primera palabra gruesa que saltó a la prensa -en el « ABC » y « Ya » si no recuerdo mal- [...] fue la de huelga "salvaje". Con ello quizá se pretendía utilizar un lenguaje moderno, a la europea, recogiendo el término con que en Europa se definen las huelgas que los obreros realizan sin contar con sus sindicatos. Pero para eso, en primer lugar, tendríamos que tener sindicatos a la europea, y, en segundo lugar, si lo que se pretende decir es otra cosa, por ejemplo, que no se han cubierto los cauces legales [...]: los trabajadores del Metro, hagan las cosas como las hagan, siempre actúan ilegalmente*».

ouvrier. Dans un article publié dans le premier numéro de janvier 1976, il réalise, par exemple, un bilan socio-professionnel de l'Espagne, reprenant ainsi certains des axes développés dans les essais qu'il venait de rédiger en prison – *El resurgir del movimiento obrero*, et *¿Qué son las Comisiones Obreras ?* – pour analyser les évolutions récentes du monde du travail et détailler les conséquences de la crise économique sur les travailleurs. Souvent, il enjoint le gouvernement de promulguer un ensemble de libertés fondamentales, le droit de grève, de manifestation, de réunion ou d'expression<sup>1023</sup>. Entre janvier et juillet 1976, dans l'ensemble de ses chroniques, il s'emploie à critiquer le gouvernement de C. Arias Navarro, pointant du doigt son immobilisme et son autoritarisme. Il condamne également le refus obstiné de certains chefs d'entreprise d'entendre les revendications des ouvriers, leur refus ne serait-ce que de s'entretenir avec leurs représentants élus en assemblées. Enfin, il interpelle tantôt les ouvriers, les employés, les fonctionnaires, tantôt le patronat. En somme, dans cette rubrique, N. Sartorius se fait guide et porte-parole du monde ouvrier, il alimente le débat et fournit un argumentaire solide à l'opinion publique progressiste, en quelque sorte, il lutte pour l'avènement de la démocratie depuis ce « Parlement de Papier <sup>1024</sup> ».

#### 6.1.2.2. Du répertoire d'actions pour la mobilisation collective au guide des pratiques démocratiques.

On sait que la voix des journalistes et des spécialistes qui écrivaient dans *Triunfo* représentait l'opinion publique progressiste de l'Espagne. Leur culture, leurs analyses, leurs opinions, tout comme le ton employé, ont en grande partie contribué au succès et au prestige de la revue. Mais qui étaient les lecteurs de *Triunfo* ? I. Renaudet en a établi un profil type : un homme, trentenaire, vivant en ville, exerçant une profession libérale, professeur ou journaliste, ayant fait ses études à l'université. Mais pas seulement : les ouvriers aussi lisaient le magazine<sup>1025</sup>. C'étaient tous des lecteurs qui s'informaient de façon régulière, qui maîtrisaient les sujets développés, et savaient qu'en se procurant *Triunfo*, ils y trouveraient des voix et des informations alternatives à celles du régime, se plongeraient dans des analyses réalisées par des professionnels en la matière, des intellectuels ou des personnalités de l'opposition démocratique. Ainsi la lecture de ces articles les aidait à forger leur opinion, à s'orienter politiquement dans des circonstances politiques mouvantes. De fait, une simple

---

<sup>1023</sup> Nicolás Sartorius, « El mundo socio-laboral », *Triunfo*, Madrid, n°676, 10-I-1976, p. 34-36.

<sup>1024</sup> Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier : la presse d'opposition au franquisme durant la dernière décennie de la dictature et la transition démocratique*, Madrid, Casa de Velázquez, 2003.

<sup>1025</sup> Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier op.cit.*, p.74-78.

souscription à la revue était une déclaration d'affinité avec l'opposition démocratique. Manuel Vicent se souvient que :

*Porter Triunfo sous le bras était un signe de rébellion, un clin d'œil idéologique. Nous savions que si quelqu'un feuilletait la revue dans un bar, c'était un des nôtres. Nous nous disions : il lit Haro Tecglen pour savoir quoi penser. [...] Personne ne se risquait à donner son avis avant d'avoir lu les éditoriaux d'Haro Tecglen. Triunfo donnait le ton de la modernité esthétique et idéologique de la gauche. [...] Nous lisions les journalistes de Triunfo avec admiration et envie. Ils fixaient les règles de l'opinion depuis les cercles les plus élitistes de l'université jusqu'au plus profond de la société espagnole<sup>1026</sup>.*

C'était la revue d'opposition démocratique la plus lue entre 1976 et 1977<sup>1027</sup>. Toutefois, bien qu'élevée, son audience restait inférieure à celle de certains journaux proches du régime. Ce que déplore N. Sartorius : « *(La presse d'opposition) ne pouvait pas grand-chose, si ce n'est atteindre un public très minoritaire, et ce en vivant la contradiction d'être souvent utilisée par les services de propagande du Ministère des Affaires Etrangères comme preuve de l'existence de la liberté d'expression* <sup>1028</sup> ». Néanmoins, la seule observation du tirage de ces revues ne suffit pas à mesurer la portée de la presse démocratique. En effet, pendant cette seconde étape de collaboration chez *Triunfo*, N. Sartorius avait recours à une stratégie de communication que nous qualifierions aujourd'hui de stratégie d'influence dans le milieu de l'entrepreneuriat. François Zerbib en définit les exigences et les objectifs<sup>1029</sup> : une stratégie d'influence est en premier lieu déployée en vue d'atteindre un objectif bien défini. Dans notre cas, il s'agissait de la stratégie politique de la « tache d'huile <sup>1030</sup> » pensée pour accélérer la chute de la dictature. Par ailleurs, pour que l'influence soit réelle, la communication doit faire preuve de régularité, ce qui permet de créer ou d'entretenir un lien fort avec les lecteurs, et d'en augmenter le nombre. C'était également le cas de la rubrique

---

<sup>1026</sup> Manuel Vicent, «En el sótano de Triunfo», dans P. Aubert, A. Alted Vigil, *Triunfo en su época*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 271 : « *Se llevaba Triunfo bajo el brazo como un signo de rebeldía, como un guiño ideológico. Sabías que era uno de los tuyos cuando veías a alguien hojeando la revista en un bar y uno pensaba: está leyendo a Haro Tecglen para saber qué debe opinar. [...] Nadie se atrevía a opinar sin haber leído antes a Haro Tecglen. Triunfo marcaba las pautas de la modernidad estética e ideológica de izquierdas. [...] Leíamos a los periodistas de Triunfo con admiración y envidia. Ellos marcaban las reglas de la opinión en los círculos más selectos de la universidad y en el trasiego de la alcantarilla* ».

<sup>1027</sup> Isabelle Renaudet, *op. cit.*, p. 492.

<sup>1028</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, *La memoria insumisa: sobre la dictadura de Franco*, Barcelona, Crítica, 2002, p. 312 : « *Poco podían hacer salvo llegar a un público muy minoritario y en más de un caso viviendo en la contradicción de ser utilizadas propagandísticamente de cara al exterior por los servicios del Ministerio de Asuntos Exteriores, como exponentes de la supuesta libertad de expresión que existían en España* ».

<sup>1029</sup> Ludovic François, Romain Zerbib, *Influentia*, Limoges, Lavauzelle, 2015, p.17-24.

<sup>1030</sup> La stratégie de la tache d'huile est le terme utilisé pour faire référence au développement sectoriel, géographique, puis politique des conflits. Il s'agit de s'employer à étendre progressivement et de façon indélébile le conflit au sein de la société.

*Laboral* de N. Sartorius, publiée chaque semaine dans la revue. Un troisième point important est le large spectre que doit cibler pareille stratégie de communication. Une fois encore, N. Sartorius évoquait tous types de conflits, qu'ils aient éclatés dans le secteur privé ou public, qu'ils se déroulent à Madrid ou ailleurs en Espagne. Par ailleurs, la précision de l'information ainsi que ses prises de position, dans une Espagne où l'information manquait et où rares étaient ceux à oser ou pouvoir prendre la parole librement, faisaient que la voix de N. Sartorius bénéficiait d'une haute valeur ajoutée par rapport au reste de l'offre journalistique. Elle n'était pas qu'un simple relais d'information, elle en était un révélateur, ce que la direction de *Triunfo* n'était pas sans ignorer, car elle savait que grâce à lui elle disposerait d'une information de première main en proposant à un des dirigeants des Commissions Ouvrières de collaborer au sein de leur rédaction. De plus, une stratégie d'influence efficace s'adresse à un public bien défini. Ici, il s'agissait de l'opinion progressiste en général, mais plus particulièrement de ceux qui étaient des relais d'opinion ou d'influence : dirigeants syndicaux, intellectuels, journalistes, etc. Sans compter que les ouvriers devaient très certainement se sentir soutenus, encouragés et valorisés par ces articles qui se focalisaient sur leur combat. L'objectif ultime pour N. Sartorius devait être également de parvenir à ce que des dirigeants économiques et politiques encore indécis ou en retrait finissent eux aussi par s'opposer à l'immobilisme du régime, et que les partisans du régime (ceux qu'on surnommait le *bunker*) cessent de s'opposer au changement politique.

Pourtant, bien que le nombre de lecteurs des publications démocratiques comme *Triunfo* ou *Cuadernos para el Diálogo* ait augmenté, et bien que les grèves et les manifestations, importantes, se soient étendues à de nombreux secteurs de la société civile, la grève générale que N. Sartorius et ses camarades appelaient de leurs vœux n'eut pas lieu. Ce constat de la modération des Espagnols, tout comme de leur non-adhésion, si ce n'est de leur méfiance, vis-à-vis du PCE, alors qu'il était celui-là même qui avait constitué l'avant-garde de la conquête de la démocratie, allait se refléter également lors des premières élections démocratiques. Le Parti, dont les militants avaient été ceux qui avaient couru le plus de risques et qui s'étaient le plus sacrifiés pendant tout le Franquisme, ne recueillit que 9% des votes.

Mais l'essentiel est qu'avec ses chroniques et ses articles, pendant les vingt-et-un mois qu'a duré la collaboration de N. Sartorius au sein de *Triunfo*<sup>1031</sup>, les regards du lectorat étaient tournés vers le monde ouvrier. Il lui a conféré une existence publique, à ses revendications aussi et à ses représentants. C'est ainsi également qu'il a contribué à donner corps, à animer ce mouvement

---

<sup>1031</sup> N. Sartorius a tenu la rubrique « *Laboral* » du n° 676 publié le 16 janvier 1976, au n° 768 du 15 octobre 1977.

d'opposition. Hormis le fait que les comptes-rendus qu'il réalisait constituaient une sorte de guide ou de répertoire d'actions pour la mobilisation collective. En outre, il était possible de lire entre les lignes la voix du dirigeant des Commissions lorsqu'il encourageait les grévistes à poursuivre ou à cesser la grève, ou comme lorsqu'il expliquait les bénéfices du « repli ordonné et unitaire » pour garantir le maintien de l'unité des travailleurs tout comme l'avantage de l'initiative face au patronat et aux autorités. Par conséquent, même si le secteur ouvrier ne représentait qu'une fraction limitée du lectorat de *Triunfo*, nous pouvons affirmer que la voix de N. Sartorius a contribué pendant cette période charnière que représente le premier semestre de l'année 1976, à promouvoir et à consolider la dissidence ouvrière dans cet espace de temps qu'il considère lui-même non pas comme le début de la transition, mais bien comme la fin de la dictature.

### 6.1.3. Victoire de la rue, destitution d'Arias Navarro.

*La rupture sur plusieurs fronts de la politique de gel des salaires, les masses qui sont sorties dans la rue lors de manifestations ou de rassemblements – même si le réformisme y a réagi en déclenchant une répression féroce –, les travailleurs ont fait face aux problèmes politiques – les libertés politiques et l'amnistie –, la destruction de la politique faussement réformiste sur le plan politique et syndical, l'accélération de l'unité des forces d'opposition [...] sont des conquêtes que l'on doit aux travailleurs et au peuple grâce à leur mobilisation incessante et de tout type<sup>1032</sup>.*

Voilà le bilan du Secrétariat de la *Coordinadora* des Commissions Ouvrières (dont N. Sartorius faisait partie) au mois de mai 1976. En effet, le 26 mars 1976, quelques semaines après les événements de Vitoria, les partis d'opposition laissaient leurs différends de côté et parvenaient à un accord pour s'unir sous la bannière de la Coordination Démocratique. C'est un des jalons essentiels de cette période, car il a permis d'arriver à un équilibre de forces essentiel pour que s'ouvre l'étape suivante de conquête de la démocratie. Les Commissions Ouvrières prônant l'unité et les ouvriers suivant cette ligne politique, ils ont rendu possibles des alliances inenvisageables quelques mois

---

<sup>1032</sup> *Resumen del informe del secretariado, mayo 1976, AHT, Subfondo Secretariado confederal, 001/002: « La rotura en múltiples frentes de la política de congelación salarial, la salida a la calle de las masas en manifestaciones y concentraciones – aunque en esta dirección el reformismo ha desatado una represión feroz –, la aparición de los problemas políticos al primer plano ante los trabajadores – las libertades políticas y la amnistía–, el destroz de la política falsamente reformista en el plano político y sindical, la aceleración hacia la unidad de las fuerzas de oposición [...] han sido conquistas de los trabajadores y el pueblo con sus continuas movilizaciones de todo tipo ».*

auparavant<sup>1033</sup>. En outre, N. Sartorius précise que ce qui se passait dans la capitale avait un impact sur tout le territoire :

*Les mobilisations madrilènes ont nuit de façon conséquente à la crédibilité des tentatives continuistes de C. Arias Navarro et ont placé au premier plan la nécessité d'un changement démocratique. Qui plus est, ce qui se produisait à Madrid avait « valeur d'exemple » pour les autres provinces et a contribué à déclencher des initiatives similaires [...]. La majeure partie des provinces espagnoles ont connu des grèves sans précédents<sup>1034</sup>.*

Les travailleurs conscients de leur rôle de premier plan pendant ces mois de bras de fer politique, se mobilisaient de façon inédite, et ce jusqu'à ce que la contestation ouvrière devienne citoyenne, à mesure que la vague de conflits s'étendait dans différents secteurs de la société civile et dans toute l'Espagne<sup>1035</sup>. Les Commissions estimaient que :

*Ces grandes actions de masse ont eu des répercussions à tous les niveaux, et ont stimulé la lutte d'autres classes et d'autres couches de la société : la mobilisation citoyenne ressurgit de façon spectaculaire dans les quartiers et les villages, les paysans se mobilisent massivement contre l'abandon des campagnes par le gouvernement [...]; les secteurs professionnels et intellectuels participent activement à la lutte pour la démocratie et pour que leurs revendications économiques et sociales soient satisfaites ; on observe de façon de plus en plus nette le réveil politique des classes moyennes, de la petite et moyenne bourgeoisie. [...] Un des nouveaux effets de cette importante pression populaire est certainement la prise de position d'un secteur important de l'entreprenariat industriel qui se résume en deux points : la création de leur propre organisation patronale en marge de l'organisation syndicale, et le dialogue avec les forces syndicales d'opposition qu'elles reconnaissent en tant qu'interlocuteurs valables<sup>1036</sup>.*

---

<sup>1033</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *ibidem.*, p. 98.

<sup>1034</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *ibidem.*, p. 80: « *Las movilizaciones en Madrid desgastaron muy seriamente la credibilidad de los intentos continuistas de Arias y colocaron en primer plano la necesidad de un cambio democrático. Además, lo sucedido en Madrid tuvo un carácter "ejemplificador" para otras provincias y ayudo a desencadenar iniciativas similares [...] la mayor parte de las provincias españolas conocieron unas huelgas sin precedentes* ».

<sup>1035</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *op. cit.*, p. 78.

<sup>1036</sup> *Resumen del informe del secretariado*, mai 1976, AHT, Subfondo Secretariado confederal, 001/002 : « *Estas grandes acciones de masas han repercutido a todos los niveles y han sido el estímulo para la lucha de otras clases y capas de la sociedad: el movimiento ciudadano conoce un resurgir espectacular en los barrios y pueblos, los campesinos se movilizan masivamente contra el abandono del campo por parte del gobierno [...]; los sectores profesionales e intelectuales participan activamente en la lucha democrática y por sus reivindicaciones económicas y sociales; el despertar político de las capas medias de la pequeña y media burguesía es un hecho que se manifiesta cada vez con mayor claridad. [...] Un resultado ciertamente nuevo de esta gran presión popular es las tomas de posición que un sector importante del empresariado industrial está tomando en dos direcciones: la creación de sus propias patronales al margen de la organización sindical y el diálogo con fuerzas sindicales de la oposición a las que reconocen como interlocutores válidos* ».

En effet, avec la pression des grèves, de nombreux chefs d'entreprises comprirent la nécessité de négocier avec des interlocuteurs reconnus par leurs employés. Dans leur intérêt et celui de leur société, les règles de la négociation collective devaient évoluer, étant donné que les ressorts utilisés par le passé pour étouffer les grèves étaient devenus inopérants, et si malgré cela ils y avaient recours, cela ne faisait que radicaliser le conflit, au détriment du chiffre d'affaires de leur entreprise<sup>1037</sup>. C'est dans cet esprit, en vue de commencer à établir ces nouvelles règles du jeu, qu'au courant du mois de mai 1976, un *Euroforum* réunissait à l'Escorial des représentants de chefs d'entreprises, avec des délégués des trois principaux syndicats (Commissions Ouvrières, UGT et USO). N. Sartorius en précise les circonstances et la portée :

*La première réunion qui a eu lieu entre des chefs d'entreprises d'envergure et les Commissions Ouvrières c'était à l'Escorial, lors d'un forum : Euroforum. Nous n'étions pas encore légalisés, ni eux, ni nous. Les deux parties nous étions mises d'accord pour qu'un chef d'entreprise et un représentant syndical étrangers y assistent également – un patron français et un syndicaliste italien sont venus. Nous souhaitions normaliser nos relations. C'est un épisode qui prouve qu'il était compliqué que la dictature survive à la mort de F. Franco<sup>1038</sup>.*

Malgré cela, C. Arias Navarro refusa d'infléchir sa ligne politique. Pour sa part, le roi Juan Carlos savait qu'il devait agir s'il souhaitait sauver la monarchie. N. Sartorius a commenté à plusieurs reprises cet épisode clef de la transition :

*Je pense que le roi, probablement du fait de l'influence de son père, savait que la démocratie devait advenir, sans quoi nous ne pouvions intégrer la CEE, etc... Mais ce qui fait que le roi s'est décidé à un moment donné, ce sont les mouvements sociaux. Parce que lorsque le roi a été nommé Chef d'Etat, il a confirmé C. Arias à son poste de chef du gouvernement. A ce moment-là, il aurait pu l'enlever et mettre quelqu'un d'autre. Néanmoins il a pensé qu'il ne pouvait pas se passer de C. Arias. Et ce n'est pas tout : quelques mois plus tard C. Arias a présenté sa démission et le roi a accouru pour qu'il ne démissionne pas<sup>1039</sup>.*

---

<sup>1037</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *ibidem.*, p. 92.

<sup>1038</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien du 29 octobre 2019 : « *La primera reunión que hicimos importantes empresarios y Comisiones Obreras en el Escorial, era un foro. Todavía no éramos legales, ni ellos ni nosotros. Las dos partes acordamos que vinieran un empresario extranjero, y un sindicalista extranjero. Vino un dirigente empresarial francés, y por parte de los sindicalistas vino un italiano. Para normalizar las relaciones laborales. Fue un episodio que demostraba que seguir con la dictadura después de muerto franco era complicado* ».

<sup>1039</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Yo creo que el rey, probablemente por la influencia de su padre, probablemente sabía que la democracia tenía que llegar, sino no podíamos entrar en Europa, etc. Pero lo que decide al rey en un momento determinado, es el movimiento social. Porque cuando el rey llega a la jefatura del Estado ratifica a Arias Navarro como presidente del gobierno. En ese momento podía haberlo quitado y poner a otro. Sin embargo, pensó que no podía quitar a Arias. Pero no solo eso, sino que al cabo de unos meses Arias le presenta la dimisión y él va corriendo por favor que no dimita* ».

*C'est un épisode dont ils n'aiment pas parler. Le roi s'était entretenu avec les militaires, mais sans le dire à C. Arias. Mais C. Arias a fini par le savoir. Il s'est mis dans une colère noire et il lui a présenté sa démission. Mais le roi ne l'a pas acceptée, car il n'avait pas la force nécessaire pour se passer de C. Arias qui contenait le secteur le plus radical. Le roi craignait que l'armée ne lui pose des problèmes. C'est pourquoi, jusqu'à ce que les mobilisations remettent tout en jeu, il n'a pas accepté sa démission. Il l'a acceptée parce que l'équilibre des forces entre la mobilisation et le bunker était favorable à la mobilisation, ce qui n'avait pas été le cas jusqu'alors<sup>1040</sup>.*

*C'est pourquoi il l'a ratifiée deux fois. Qu'est-ce qui empêchait le roi d'exiger la démission de C. Arias et de former un autre gouvernement ? Soit le roi faisait preuve de courage et stoppait de l'intérieur la dynamique continuiste, soit il continuait à être l'otage du bunker qui l'entraînerait dans sa chute. Bien évidemment, ce geste impliquait des risques, mais seul un roi capable de les assumer pouvait être en mesure d'aspirer à la légitimation démocratique. Si le chemin qui conduisait aux libertés faisait courir des risques à l'institution, l'autre alternative, celle de la continuité et de la docilité face aux plus autoritaires, pouvait conduire Juan Carlos vers la même issue que celle du roi Constantin de Grèce (son beau-frère)<sup>1041</sup>.*

Une anecdote bien connue indique que le roi au printemps 1976, après un trimestre de mobilisations sociales sans précédent, finit par se démarquer de C. Arias Navarro et pencher pour le rejet ouvert de la politique du chef du gouvernement : au mois d'avril l'hebdomadaire nord-américain *Newsweek* lors d'un entretien avec Juan Carlos, avait exprimé sa préoccupation au sujet de la lenteur du rythme des réformes. Juan Carlos avait alors qualifié l'absence d'entente avec C. Arias Navarro de « désastre total ». Finalement, le 1<sup>er</sup> juillet 1976, Juan Carlos convoqua le chef du gouvernement afin d'exiger sa démission.

*Lorsque le roi a décidé de se défaire de C. Arias, qui était un désastre, comme il l'a dit aux Etats-Unis, c'est quand les mouvements sociaux étaient tellement forts qu'il a compris que soit il se défaisait de C. Arias, soit il allait devoir partir avec lui. Autrement dit, la mobilisation a été décisive dans le retrait de C. Arias, dont le*

---

<sup>1040</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien du 20 juillet 2021: « *Hubo un episodio que no quieren contar mucho, es que el rey tuvo una reunión con los militares, y no se lo dijo a Arias, pero Arias se enteró. Arias se agarró un enfado terrible y le presentó la dimisión. Y el rey no se la acepto, porque se encontró sin fuerza para prescindir de Arias que contenía al sector más radical. Tuvo miedo de que en el ejército hubiera problemas. Con lo cual el rey hasta que no hubo esas movilizaciones que pusieron en riesgo todo, el no aceptó la dimisión de Arias. La aceptó porque la relación de fuerzas entre la movilización y el bunker era favorable a la movilización, cosa que hasta ahora no había sido así* ».

<sup>1041</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *O sea que le ratifica dos veces. ¿Quién impedía al Rey hacer dimitir a Arias y formar otro Gobierno? O el Monarca tenía un gesto de valor y rompía desde dentro la dinámica continuista o seguiría prisionero del bunker y correría su misma suerte. Ciertamente, ese gesto podía implicar riesgos, pero sólo un rey capaz de asumírselos estaría facultado para aspirar a la legitimación democrática. Si la opción por las libertades hacía correr riesgos a la institución, la otra alternativa, la del continuismo y la docilidad ante los más autoritarios, podía conducir a Juan Carlos al mismo fin que tuvo Constantino en Grecia* ».

Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *op. cit.*, p. 109-110.

*projet n'était pas d'instaurer une démocratie, mais plutôt une espèce de dictature au rabais, dans laquelle certains partis seraient légaux, d'autres non, certains syndicats oui, d'autre non, bref une situation dans ce genre-là. Et c'est cela que la mobilisation sociale, et surtout le mouvement ouvrier, parvient à empêcher. Il oblige le roi à prendre une décision étant donné que le risque en n'en prenant pas était plus grand que s'il en prenait une. Alors que ce n'était pas le cas avant<sup>1042</sup>.*

Cependant, de nombreux historiens ont longtemps ignoré, voire remis en cause l'engagement politique du monde ouvrier, avançant que c'étaient avant tout les revendications économiques qui les avaient poussés dans la rue. On a mis du temps avant que soit majoritairement accepté le parallèle entre l'explosion de la mobilisation sociale et le basculement politique qui s'est opéré entre les mois de décembre 1975 et juillet 1976, avec la nomination d'Adolfo Suárez au poste de chef du gouvernement. D'ailleurs, cette lecture de l'Histoire ne fait toujours pas consensus au sein de la société espagnole, qui pense encore majoritairement que la transition a été réalisée d'une main de maître certes, mais par une poignée d'hommes à la tête du pouvoir Franquiste. En guise d'illustration, nous pouvons prendre l'exemple de cette bande-dessinée réalisée par Paco Roca en 2018 :



La Constitución, Paco Roca, 2018<sup>1043</sup>.

<sup>1042</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « Cuando el rey decide quitar a Arias que era un desastre como dijo a Estados Unidos. Cuando el movimiento es tan fuerte que comprende que o quita a Arias o él se va también con Arias. Es decir, el movimiento fue decisivo para quitar a Arias cuyo proyecto no era traer a la democracia sino ver cómo establecer una especie de dictablanda, con unos partidos legales y otros no, unos sindicatos legales y otros no, es decir una situación de ese tipo. Y eso es lo que el movimiento social, sobre todo obrero impide. Obliga al rey a tomar una decisión puesto que el riesgo de no tomarla era mayor que tomarla. Cosa que antes no».

<sup>1043</sup> Bande-dessinée réalisée par Paco Roca pour le journal El País, à l'occasion du 40<sup>ème</sup> anniversaire de la Constitution espagnole, [En ligne : <https://elpais.com/especiales/2018/paco-roca-la-constitucion/> ]. Consulté le 13 juillet 2021. Traduction de la première vignette : « À la mort de Franco le gouvernement passe entre les mains de Juan Carlos I ». « Avant de t'installer au Pardo à ère un peu, après 40 ans ça doit sentir le rance ».

Ici, Paco Roca qui a par ailleurs réalisé d'autres œuvres ancrées dans le passé récent du pays<sup>1044</sup> et qui semble avoir à cœur de contribuer à ce qu'il soit mieux connu, fait malgré ce l'ellipse la première étape de la conquête de la démocratie par la société civile. Une telle omission de la part d'une personnalité progressiste et sensible à l'histoire récente de l'Espagne et à la récupération de la mémoire historique, nous semble être le reflet, bien que ce soit un exemple parmi de nombreux 'autres, de cet état d'ignorance ou d'absence de consensus autour de cette période.

#### 6.1.4. De l'apprentissage de la démocratie.

On a beaucoup insisté sur le contexte économique de crise pendant ces années de transition. Pour mémoire, la crise économique avait débuté avant la mort du dictateur, et bien que les années de croissance aient permis à nombre d'Espagnols de s'extraire de la misère, ils étaient encore bien loin des standards européens. Par conséquent, si les premières manifestations convoquées l'étaient pour réclamer une amélioration des conditions de travail, aspiration indéniable et légitime de la part du monde ouvrier, il faut se rappeler que toute manifestation d'opposition ouverte à la dictature était qualifiée par le système judiciaire franquiste d'atteinte à l'Etat, et que tout contrevenant était passible de lourdes peines. Il faut souligner également qu'au début de l'année 1976, les Commissions Ouvrières appelaient régulièrement leurs militants à sortir au grand jour et à assumer publiquement leur adhésion à cet organisme<sup>1045</sup>. Le nombre impressionnant de grèves et de manifestations pendant ce premier semestre 1976 n'est-il pas aussi le signe de cette attente dans de nombreux secteurs sociaux, de cet espoir de changement politique, qui ont fait qu'ils sont descendus dans la rue aussi parce qu'ils savaient l'issue dictatoriale proche, et qu'ils sentaient que leur implication à niveau individuel pouvait contribuer cette fois à faire céder le *bunker* ? S'il est convenu que les premières revendications politiques du nouveau mouvement ouvrier découlaient majoritairement de revendications économiques insatisfaites, dix ans plus tard, n'était-il pas plus facile pour la frange de la société civile qui n'avait pas encore pris part à des manifestations de dissidence ou d'opposition, et surtout n'était-il pas bien moins risqué, d'avancer des revendications économiques, plutôt qu'ouvertement politiques, celles-ci restant implicites ? Il est intéressant de constater que l'on retrouve cette même évolution dans les chroniques de N. Sartorius publiées dans *Triunfo* à cette époque. Les premières semaines, alors que le franquisme n'était pas encore mort et que son action

---

Traduction de la deuxième vignette : « Le roi nomme Adolfo Suárez président du gouvernement, et celui-ci convoque les premières élections démocratiques depuis la fin de la dictature ».

<sup>1044</sup> Paco Roca, *El ángel de la retirada* (2010), *El invierno del dibujante* (2010), *Los surcos del azar* (2013).

<sup>1045</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *op. cit.*, p. 92.

*Resumen del informe del secretariado*, mai 1976, AHT, Subfondo Secretariado confederal, 001/003.

répressive ne s'était pas encore éteinte, les revendications rapportées sont majoritairement économiques ou professionnelles, et ses commentaires l'étaient également. Ce n'est qu'au fil des semaines que les chroniques et les comptes-rendus des conflits ont pris une couleur de plus en plus politique, jusqu'à ce que le slogan « Amnistie et Liberté » arrive au premier plan. Et pourtant, N. Sartorius n'était pas novice en la matière, c'était un militant endurci, mais peut-être avançait-il à tâtons également, testant les limites de cette nouvelle configuration politique, attendant avant d'attaquer ouvertement le régime, pour ne pas se retrouver une fois de plus arrêté et contraint au silence. Car en effet, pendant ce premier semestre de conquête de la démocratie, l'administration continuait à poursuivre pénalement la presse, bien que progressivement les plaintes ne soient plus exclusivement politiques<sup>1046</sup>. C'est ainsi que peu à peu, les journalistes démocrates prenaient part au passionnant débat politique naissant, s'octroyant de plus en plus de libertés à l'heure de s'exprimer. Mais comment connaître les motivations réelles et profondes des grévistes, tous secteurs confondus ? Pour sa part, N. Sartorius estime que la position consistant à nier le rôle clef des Commissions et du mouvement ouvrier pendant la Transition n'est absolument pas recevable : « *C'est une minorité certes, mais une très grande minorité qui a lutté pour la démocratie. Est-ce que la révolution française a été menée par une majorité de la population ? Non, et personne ne la critique pour cela* <sup>1047</sup> ».

Un exemple de cette volonté de changement politique dans le monde ouvrier pourrait être le rejet massif de la loi régissant les relations professionnelles<sup>1048</sup> parce ce que le texte en question ne faisait pas mention de la liberté syndicale. N. Sartorius insiste sur ce point : « *Les travailleurs ne se résignaient pas à la politique gouvernementale qui prévoyait sur le long terme d'arriver on ne sait où, et ils n'étaient pas disposés non plus à ce que l'on règle leurs problèmes à leur insu* <sup>1049</sup> ». Pour leur part, les autorités franquistes n'étaient pas dupes concernant les motivations profondes des protestataires. Le gouverneur de Navarre affirmait au cours de ce premier semestre 1976, qu'il fallait « *déployer l'énergie nécessaire pour couper court à cette série d'actions qui, parfaitement organisées*

---

<sup>1046</sup> Extrait traduit par l'auteur : « La presse antifranquiste avait donc cessé d'être une des victimes désignées des représailles administratives. À cela, une raison : la poursuite des délits politiques n'était plus l'objectif principal des services du Ministère », Isabelle Renaudet, *op. cit.*, p. 372.

<sup>1047</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien du 29 octobre 2019 : « *La gente que se movilizó fue una minoría, sí pero una minoría muy grande, se puede hablar de millones, que luchó por la democracia. ¿La revolución francesa la hizo la mayoría de la población? No, sino una minoría. Y nadie la critica por ello* ».

<sup>1048</sup> Ley 16/1976, du 8 avril 1976, publiée dans le BOE n°96 du 21 avril 1976, [En ligne : <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1976-8373>]. Consulté le 16 octobre 2021.

<sup>1049</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *op. cit.*, p. 103 : « *Los trabajadores no se resignaban a la política gubernamental de poner plazos para llegar no se sabía dónde y no estaban dispuestos a dejar que sus problemas se decidiesen a sus espaldas* ».

*par la subversion, préparent peu à peu la grève générale tant convoitée qui provoquerait la rupture faisant chuter le régime et toutes ses institutions avec lui*<sup>1050</sup> ».

Quelles que soient les raisons premières qui ont poussé la société civile à descendre dans la rue après la mort du dictateur, il est certain que ceux qui militaient au sein des Commissions Ouvrières ont dû participer à des débats suivis de votes avant de passer à l'action. N. Sartorius explique qu'en général, la décision de se déclarer en grève était prise en assemblée :

*Authentique école de débat et de formation pour beaucoup de travailleurs. C'est pourquoi le conflit n'était pas le fait d'une seule « minorité subversive », comme certains rapports des gouverneurs civils l'affirment. Les protestations étaient appuyées par de larges contingents de travailleurs : au moment du vote, secret dans certaines entreprises, il n'y avait que quelques voix qui s'y opposaient. Ces assemblées sont plutôt la preuve de l'horizontalité des revendications et du fonctionnement participatif des Commissions. Ces assemblées étaient une sorte de « plébiscite quotidien » en bonne et due forme qui rendaient légitimes les décisions prises, et qui permettaient d'impliquer le plus de personnes possibles à un moment où il était nécessaire de « sortir au grand jour » et de démontrer publiquement la puissance acquise »<sup>1051</sup>.*

En outre, dans ces assemblées, on parlait politique, on utilisait une terminologie spécifique, démocratique, on se familiarisait avec les éléments clefs du débat, tout comme le montre cet appel de la direction des Commissions qui va en ce sens :

*La Coordinadora general appelle toutes les Commissions Ouvrières à présenter aux travailleurs les limites de la rupture démocratique [...] car la rupture pacifique et démocratique ne sera possible à court terme que si les travailleurs et de larges secteurs populaires assument massivement ses termes et ses objectifs*<sup>1052</sup>.

D'ailleurs, les forces de l'ordre ne s'y trompaient pas. Alberto Sabio Alcutén précise que la police s'efforçait de détecter les assemblées clandestines de travailleurs, et mettait un point d'honneur à

---

<sup>1050</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *ibidem*, p. 83 : « *aplicar la energía máxima para cortar esta serie de acciones que, perfectamente organizadas por la subversión, van preparando poco a poco la tan ansiada huelga general que dé al traste con el Régimen con todas sus instituciones por la vía de la ruptura* ».

<sup>1051</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *op. cit.*, : « [...] *auténtica escuela de debate y formación para muchos trabajadores. Así pues, el conflicto no era consecuencia sólo de "minorías subversivas", como relatan algunas memorias de los gobiernos civiles, sino que la protesta venía secundada por amplios contingentes de trabajadores, como demuestra el hecho de que, con votaciones secretas en algunas empresas, apenas salían votos en contra. Más bien estas formas asamblearias subrayaban la horizontalidad democrática de la protesta y el carácter participativo, una especie de "plebiscito diario" en toda regla que servía para legitimar las decisiones y comprometer al mayor número posible de personas en momentos donde resultaba imprescindible "salir a la luz" y dejar constancia pública de la fortaleza adquirida* ».

<sup>1052</sup> *Resumen del informe del secretariado*, mai 1976, AHT, Subfondo Secretariado confederal, 001/002: « *(La CG) hace un llamamiento a todas las CC.OO. para que planteen entre los trabajadores los problemas de la ruptura democrática [...] pues solamente si los trabajadores y los amplios sectores populares asumen masivamente su contenido y objetivos la ruptura pacífica y democrática será posible a corto plazo.* »

surveiller le climat social dans les polygones industriels<sup>1053</sup>. De son côté, N. Sartorius rappelle que « *personne ne naît démocrate, la prise de conscience vient peu à peu* <sup>1054</sup> ». Et c'est en cela que les Commissions Ouvrières, tout comme la presse démocratique en général, et les articles de N. Sartorius en particulier, hormis le fait qu'ils ont influencé l'agenda politique de la transition, ont contribué à familiariser l'Espagne avec les règles du jeu démocratiques, et notamment celles de la discussion, du débat et de la prise de décision collective, dans une société où elles étaient encore inexistantes.

## 6.2. POSER LES CONDITIONS DE L'AVENEMENT DE LA DEMOCRATIE (JUILLET 1976- DECEMBRE 1978).

Le 3 juillet 1976, après avoir exigé la démission de C. Arias Navarro, Juan Carlos I nommait Adolfo Suárez chef du gouvernement. Ce choix surprit et fit polémique. L'ancien Secrétaire Général du Mouvement était peu connu en dehors des cercles politiques madrilènes, et son ancien poste pouvait laisser croire qu'il n'infléchirait pas la ligne politique gouvernementale de son prédécesseur. Or, dès sa nomination, A. Suárez était conscient de ce qu'on attendait de lui. Il devait rattraper le temps perdu et donner une impulsion définitive à la réforme politique pour arriver à un régime démocratique. S'il manquait initialement d'un projet politique personnel, il était conscient qu'il fallait agir sur deux terrains : il devait d'une part désarticuler l'opposition des ultra-conservateurs, et d'autre part s'attirer la confiance de l'opposition antifranquiste. Pour sa part, N. Sartorius, initialement surpris, comprend rapidement le choix du roi :

*C'est alors qu'est arrivé A. Suárez. Pourquoi lui ? Je pense que ça a été une décision assez intelligente. Parce que ça devait être quelqu'un de l'intérieur (il était Secrétaire Général du Mouvement, rien que ça), qui défasse toute cette pagaille. Parce que s'il nommait quelqu'un d'extérieur (comme J.M. de Areilza comte de Motrico, homme libéral, conseiller de Don Juan, etc.) il n'aurait pas été accepté par les soutiens du régime qui étaient encore forts : l'armée, la police, la magistrature, etc. Il a choisi quelqu'un qui connaissait suffisamment la machinerie*

---

<sup>1053</sup> Alberto Sabio Alcutén, *Peligrosos demócratas: antifranquistas vistos por la policía política (1958-1977)*, Madrid, Cátedra, 2011, p. 307.

<sup>1054</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien du 29 octobre 2019 : « *La gente no nace demócrata, va tomando consciencia* ».

*pour pouvoir la défaire. Et dès qu'A. Suárez est arrivé, il a commencé à négocier avec l'opposition*<sup>1055</sup>.

### 6.2.1. La légalisation des Commissions Ouvrières

#### 6.2.1.1. Sortir au grand jour, s'organiser et parvenir à l'unité syndicale

Le 16 décembre 1975, deux semaines après sa sortie de prison, N. Sartorius se rendit à Barcelone pour la présentation officielle de son essai *El resurgir del movimiento obrero*, édité par maison d'édition catalane Laïa dirigée par Alfonso Carlos Comín<sup>1056</sup>. L'ouvrage est préfacé par le dirigeant communiste Simón Sánchez Montero, tout juste libéré lui aussi. Les articles qui composent cet essai s'articulent autour de plusieurs idées phares : la critique de ce qu'il désigne comme «le syndicalisme à l'ancienne» qui a connu ses heures de gloire pendant la guerre civile ; les principes qui sustentent le « nouveau syndicalisme », la forme que doit adopter le syndicat du futur, son organisation, ses principes et ses objectifs ; les causes de l'apparition de ce nouveau syndicalisme, économiques et sociétales, qui découlent des nouvelles conditions de travail et de vie engendrées par le capitalisme de ce milieu de XXème siècle, et la nécessité de construire une nouvelle stratégie de défense. En somme, cet essai reprenait les raisons d'être et le projet proposé par les Commissions Ouvrières, et cette présentation était l'occasion de le porter à connaissance du public.

---

<sup>1055</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Entonces viene Suárez. ¿ Por qué Suárez? Creo que fue una decisión bastante inteligente. Porque tenía que ser alguien de dentro (que era secretario general del movimiento, nada menos), que desmonte todo ese tinglado que tenía. Porque si nombraba a alguien de fuera (como Areilza, conde de Motrico, hombre liberal, del consejo de Don Juan, etc.) no hubiera sido aceptado por las fuerzas adictas al régimen que estaban todavía fuertes: el ejército, la policía, la magistratura, etc. Coge a alguien que conoce las cañerías, para quitarlas. Y cuando Suárez llega es cuando empieza a negociar con la oposición* ».

<sup>1056</sup> Alfonso Carlos Comín (1933-1980) était un industriel qui s'est très tôt engagé en politique. D'abord au sein du FLP, puis au PSUC à partir des années 1970. Catholique progressiste, il s'investit pour aider les émigrés andalous qui vivent dans des conditions misérables à Barcelone et alentours. Également essayiste, il a publié plusieurs ouvrages sur le syndicalisme et sur l'humanisme catholique. En 1980 il est élu député sur les listes du PSUC.



*M. Camacho et N. Sartorius à leur arrivée à l'aéroport de Barcelone  
à l'occasion de la présentation du livre *El resurgir del movimiento obrero* (décembre 1975)<sup>1057</sup>.*

L'important désormais était que le mouvement ouvrier sorte de l'illégalité, sans attendre que la loi les y autorise. C'était un véritable bras de fer amorcé par des militants qui allaient assumer ce qu'ils devaient cacher ou minimiser jusqu'alors. Dès le mois de janvier 1976, cent militants des Commissions Ouvrières sortirent au grand jour, avec leurs noms sous leurs photographies. Joaquín Bozal, représentant aragonais des Commissions, explique qu'ils le faisaient « *pour conquérir la légalité. Nous sommes des Commissions Ouvrières. Et alors ? C'était un secret de polichinelle que nous ne devons plus cacher*<sup>1058</sup> ».



*Photographie publiée dans l'essai rédigé par N. Sartorius (le troisième en partant de gauche), « ¿Que son las CC. OO ? »<sup>1059</sup>.*

---

<sup>1057</sup> *Cuadernos primero de mayo : Marcelino Camacho y el debate de Comisiones Obreras*, Barcelona, Laia, 1976, p. 30-31.

<sup>1058</sup> Témoignage de Joaquín Bozal cité dans Alberto Sabio Alcutén, *Peligrosos demócratas: antifranquistas vistos por la policía política (1958-1977)*, op. cit., p. 313 : « *Lo hicimos para ir ganando la legalidad. Somos de CC.OO.. Y ¿qué pasa ? Era una evidencia que ya no se podía ocultar* ».

<sup>1059</sup> Nicolás Sartorius, *¿Qué son las Comisiones Obreras?*, Barcelona, La Gaya Ciencia, 1976, p. 17.

Immédiatement après, au mois de février 1976, N. Sartorius publia dans *Triunfo* un entretien avec quatre dirigeants syndicaux madrilènes<sup>1060</sup>. Plusieurs photographies prises lors de l'interview illustraient l'article, et les légendes permettaient d'identifier les participants. Une fois encore, cela permettait d'accorder une existence publique à ceux qui se battaient dans l'ombre contre le Franquisme depuis des années, et qu'ils considéraient comme leurs représentants légitimes. En outre, ce genre de publicité avait vocation à banaliser la publication d'un entretien avec des militants ouvriers toujours hors-la-loi.



Los participantes en la mesa redonda: de izquierda a derecha, Cabrejas, Royo, Vallsuena, García, Sartorius, Pinedo y, casi fuera del marco de la fotografía, Fidel Alonso.

Photographie illustrant l'article "Balance de unas huelgas", de N. Sartorius, *Triunfo*, n°683, 28 février 1976.

Quelques semaines plus tard, N. Sartorius publia l'essai qu'il avait rédigé en prison et dont son avocat recueillait les pages au fur et à mesure de ses visites à Carabanchel. *¿Qué son las Comisiones Obreras?*<sup>1061</sup> était édité par une maison, *Gaya Ciencia*, qui s'inspirait de la collection française *Que sais-je?* et avait entrepris de publier une série d'ouvrages de vulgarisation politique. Cependant, inquiète de voir les Commissions prendre de l'assurance, l'administration saisit l'ouvrage, qui ne put réapparaître sur les étals des libraires que de nombreux mois plus tard, comme le rappelle Alfonso Carlos Comín en dédicace de l'essai sur le syndicalisme qu'il publie dans la même collection :

<sup>1060</sup> N. Sartorius, «Balance de unas huelgas», *Triunfo*, n°683, 28 février 1976.

<sup>1061</sup> Nicolás Sartorius, *¿Qué son las Comisiones Obreras?*, *op.cit.*

A Nicolás Sartorius,  
autor de *¿Qué son las Comisiones Obreras?*,  
único «secuestrado» de la colección.

*Dédicace du livre d'Alfonso Carlos Comín, ¿Qué es el sindicalismo?, édité en fin d'année 1976<sup>1062</sup>.*

Mais c'était sans compter sur la ténacité de N. Sartorius et de ses camarades qui poursuivaient sans relâche leur entreprise de publicité des Commissions et de leurs membres. Au mois de mai, le Secrétariat – qui était toujours l'instance dirigeante *de facto* pendant cette période – publiait une note de presse annonçant la tenue de la réunion de la *Coordinadora General*, « à laquelle ont assisté 79 délégués issus des nations, régions et provinces suivantes : Catalogne, Euskadi, Galice, Pays Valencien, Aragon, Asturies, Andalousie, Léon, Navarre, les îles Canaries et les deux Castilles <sup>1063</sup> ». Quelques mois auparavant, cet acte aurait immédiatement provoqué une vague d'arrestations.

Par ailleurs, pour que l'influence des Commissions continue à progresser dans la société espagnole, il était essentiel de faire évoluer l'image des militants communistes, auxquels était associé le mouvement. Il fallait contrer la représentation diabolique que le Franquisme n'avait cessé de véhiculer depuis la fin de la guerre civile. Marcelino Camacho commente à ce sujet :

*Le Communisme, c'était le péril venant d'ailleurs, alors les Communistes ont peuplé les prisons car ils luttèrent pour la démocratie. Et ce sont majoritairement les Communistes qui ont souffert de la répression parce qu'ils étaient toujours en première ligne face à la dictature ; [...] Ils ont tous utilisé le « Sambenito » pour nous isoler, et se servir de cette peur séculaire que le Franquisme avait communiquée à notre peuple<sup>1064</sup>.*

Les Communistes étaient selon la propagande du régime des ennemis envoyés par Moscou et financés par le complot judéo-maçonnique, qui avaient pour seul but de renverser le Franquisme par la violence pour instaurer un Etat socialiste autoritaire qui entraînerait l'Espagne dans la souffrance, la misère et le chaos. C'est pourquoi dans les rues on retrouvait des tracts sur lesquels il était écrit :

---

<sup>1062</sup> Alfonso Carlos Comín, *¿Qué es el sindicalismo?*, Barcelona, La Gaya Ciencia, 1976.

<sup>1063</sup> *Nota de prensa*, mai 1976, AHT, Subfondo Secretariado confederal, 001/002: « Con asistencia de 79 delegados de las nacionalidades, regiones y provincias siguientes: Cataluña, Euskadi, Galicia, País Valenciano, Aragón, Asturias, Andalucía, León, Navarra, Canarias y ambas Castillas, se ha reunido la Coordinadora General de CC.OO.. »

<sup>1064</sup> Marcelino Camacho, *Confieso que he luchado*, Barcelona, Temas de hoy, 1990, p. 447 : « El comunismo era el peligro extranjero, cuando los comunistas habían sido los que pagaron con cárceles la lucha por la democracia. Y fueron mayoritariamente los comunistas porque estuvieron siempre en primera línea frente a la dictadura; [...] Unos y otros usaron el "sambenito" "buscando nuestro aislamiento y amparándose en el miedo histórico que el franquismo había introducido en nuestro pueblo" ».

*Nous, les Communistes, sommes des hommes et des femmes tout ce qu'il y a de plus normaux. Parmi tes voisins, des collègues de travail ou tes camarades étudiants, il y a certainement des Communistes qui vivent les mêmes problèmes que toi et qui luttent pour les résoudre. Tous pensent que le Socialisme sera démocratique ou ne sera pas*<sup>1065</sup>.

L'autre grand projet des Commissions pendant ce premier semestre 1966, était de réussir à fédérer tous les travailleurs en lutte, tous courants syndicaux confondus :

*La perspective de rupture politique et syndicale impose aux Commissions Ouvrières de renforcer son organisation, sans toutefois cesser d'être un mouvement, et de transmettre aux masses la consigne d'unité qui nous guide depuis notre apparition dans la société espagnole. [...] C'est dans ce but, sur lequel est basé notre action immédiate, que le Secrétariat de la Coordinadora General des Commissions Ouvrières propose : 1) Dans tout l'Etat, de la plus petite entreprise jusqu'au plus grand complexe industriel, il faut encourager les assemblées, les réunions, les contacts, les publications, les conférences, les colloques et tout autre moyen de rencontre, de discussion et de diffusion qui puisse servir à expliquer ce que sont, ce que représentent et quel est le syndicalisme proposé par les Commissions Ouvrières*<sup>1066</sup>.

L'union syndicale devait parvenir à être assez forte pour faire plier le gouvernement. C'est pourquoi au mois de mars 1976 les syndicats, à l'instar des partis politiques d'opposition, et portés par la mobilisation sociale, entreprirent de s'unir sous la bannière de la *Coordinadora de Organizaciones Sindicales* (COS). L'union était basée sur un accord *a minima* entre les Commissions Ouvrières et l'Union Générale des Travailleurs (UGT, socialiste), ce dernier refusant la création d'une organisation syndicale unique comme le proposaient les Commissions, à l'image de ce qui s'était fait au Portugal après la révolution des Œillets. Néanmoins, les deux syndicats s'étaient mis d'accord pour s'unir ponctuellement en vue de mener des actions pour parvenir à faire chuter le syndicat vertical<sup>1067</sup>. La COS fut finalement ratifiée le 22 juillet 1976<sup>1068</sup>.

---

<sup>1065</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *op. cit.*, p. 108: « [...] *los comunistas somos hombres y mujeres normales y corrientes. Entre tus vecinos, compañeros de trabajo o estudio, seguro que hay comunistas que viven tus mismos problemas y que luchan por resolverlos. Todos ellos piensan que el socialismo será democrático o no será* ».

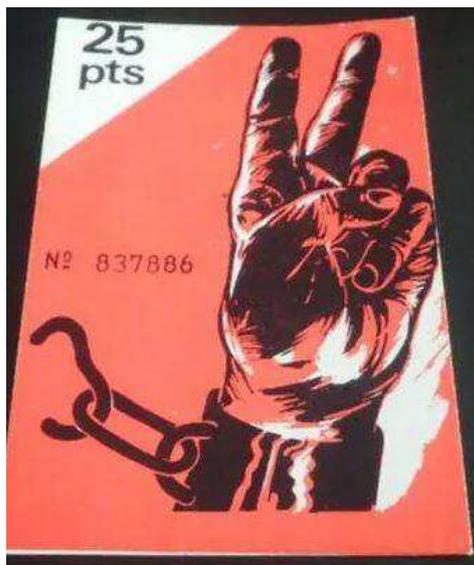
<sup>1066</sup> *Sobre el reforzamiento de CC.OO.*, mai 1976, AHT, Subfondo Secretariado confederal, 001/002 : « *La perspectiva de la ruptura política y sindical plantea a CC.OO. la urgente necesidad de reforzar su parte organizada, sin dejar de ser movimiento, y llevar a las masas la consigna unitaria que nos ha servido de guía desde nuestra aparición en la vida española. [...] Para esta tarea, que debe ser el eje de nuestra acción inmediata, el Secretariado de la Coordinadora General de CC.OO. propone: 1º) En todo el Estado, desde la más pequeña empresa hasta los grandes complejos industriales, se promoverán asambleas, reuniones, contactos, escritos, conferencias, coloquios y cuantos otros medios de encuentro, discusión y difusión que puedan servir para explicar qué son, qué representan y cuál es el sindicalismo que proponen CC.OO.* ».

<sup>1067</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *op. cit.*, p. 106.

<sup>1068</sup> L. Alvares, « Nace la C.O.S. », *Triunfo* n°705, 31 juillet 1976, p. 10.

Toutefois, alors que les autres syndicats avaient commencé à faire cotiser leurs militants et à distribuer des cartes d'adhérents, les Commissions ne s'étaient pas encore décidées à passer du stade du mouvement socio-politique à celui de syndicat. Finalement, afin de ne pas se laisser dépasser dans la course aux adhérents, et en vue d'améliorer sa trésorerie qui dépendait jusqu'alors de dons des militants, de syndicats étrangers, ou d'aides versées par les partis auxquels les militants appartenaient, les Commissions décidèrent d'émettre un million de bons :

*Nous inviterons les travailleurs à s'unir à i nous. Nous demanderons aux travailleurs de faire l'acquisition d'un bon des Commissions Ouvrières, gage de leur appartenance, via lequel leur soutien à nos principes sera manifeste. [...] L'objectif étant qu'un million de travailleurs aient en main un bon des Commissions Ouvrières<sup>1069</sup>.*



*Bon édité par les Commissions Ouvrières en 1976 en Catalogne<sup>1070</sup>.*

Publicité est faite de l'édition du million de bons par voie de presse. Dans le texte du bon, le caractère unitaire et le souhait de parvenir à une unité syndicale et légale sont très clairement explicités :

*Pour les Commissions Ouvrières, pour la liberté et l'unité syndicale, pour le Congrès Syndical Constituant, pour un syndicat de classe, démocratique, unitaire et indépendant ». Le montant du bon, fixé à 25 pesetas, contribuera au*

<sup>1069</sup> *Sobre el reforzamiento de CC.OO.*, mai 1976, AHT, Subfondo Secretariado confederal, 001/002 : « *Se invitará abiertamente a los trabajadores a que se vinculen de forma estable en CC.OO. Se pedirá a los trabajadores que como expresión de su vinculación adquieran un bono en el que quede de manifiesto su apoyo a los principios de CC.OO.. [...] El objeto es que un millón de trabajadores tengan un bono* ».

<sup>1070</sup> Source: photographie d'un particulier publiée sur [www.todocoleccion.net](http://www.todocoleccion.net)

*développement de l'organisation, sans pour autant que cela signifie que l'objectif de ce projet soit exclusivement financier ou économique*<sup>1071</sup>.

Rien qu'à Madrid, 200 000 bons des Commissions avaient été édités pour être vendus<sup>1072</sup>, notamment à l'occasion des multiples assemblées organisées pour préparer les actions collectives. Toutefois, les militants pressentaient que les Commissions Ouvrières avaient vocation à devenir un syndicat, raison pour laquelle les bons reçurent rapidement le surnom de « pré-carte » de militant syndical<sup>1073</sup>. N. Sartorius évoque cet épisode : « *Ce n'étaient pas des cartes d'adhérents, mais juste une façon de récolter un peu d'argent et surtout fixer un peu les gens* <sup>1074</sup> ». Car il n'y avait en ces temps de clandestinité pas de carte d'adhérent ni de registre, qui permettaient de comptabiliser le nombre de militants soutenant le mouvement. La vente de ces bons représenta ainsi une première étape dans la transformation des Commissions Ouvrières en une véritable organisation syndicale.

### *6.3.2. La mobilisation sociale en faveur de la légalisation du PCE*

Le Pacte pour la Liberté : c'est ainsi que le PCE avait intitulé sa stratégie politique pour faire que l'opposition réussisse à fléchir le Franquisme. La création de la *Junta Democrática*, premier organisme unitaire d'opposition, avait été la première étape pour tenter de concrétiser cette ligne politique. Cette alliance politique entre le *Partido Socialista Popular*, le Parti Carliste, et diverses personnalités politiques progressistes avait dû faire face au rejet du PSOE, du Parti Nationaliste Basque et des Démocrates-Chrétiens. Alors que la mort du dictateur était proche, les divisions au sein de l'opposition persistaient. La *Junta Democrática* fut officiellement présentée en conférence de presse à Paris le 30 juillet 1974 : la fin du Franquisme devrait être amorcée par la formation d'un gouvernement provisoire, qui en premier lieu décrèterait une amnistie pour tous les prisonniers politiques. En parallèle, les droits considérés comme fondamentaux en Europe occidentale devraient être introduits en Espagne : liberté syndicale, droits de grève, de réunion et de manifestation, liberté d'information. La Justice devrait être indépendante du pouvoir législatif et exécutif, la séparation

---

<sup>1071</sup> *Nota de prensa*, mai 1976, AHT, Subfondo Secretariado confederal, 001/002: « *En el texto del bono queda explicitado el carácter unitario y el deseo de alcanzar la unidad sindical en la libertad con la mayor claridad posible. "Con CC.OO. por la libertad y la unidad sindical, por el Congreso Sindical Constituyente por un Sindicato de Clase, democrático, unitario e independiente". El valor de 25 pesetas fijado para el mismo estará destinado a dicho desarrollo organizativo, sin que ellos quiera decir que el fin de la misión sea financiero o económico* ».

<sup>1072</sup> NS, « El bono falso », *Triunfo*, n°704, 24 juillet 1976, p. 8.

<sup>1073</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *op. cit.*, p. 93.

<sup>1074</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 20 juillet 2021 : « *Primero repartimos unos bonos, pero no era un carnet sindical, sino bonos para sacar un poco de dinero, y sobre todo para fijar a la gente* ».

entre l'Église et l'État instaurée, l'armée devrait respecter une neutralité politique stricte, et les particularismes basques, catalans et galiciens devraient être officiellement et politiquement reconnus. Par ailleurs, deux référendums entérineraient la fin de la Dictature : un premier pour déterminer le système politique (monarchie parlementaire ou république), un second pour que les Espagnols décident souverainement de l'intégration ou non à la CEE<sup>1075</sup>. En réponse à cela, un an plus tard, au mois de juin 1975, le PSOE renforcé structurellement et politiquement conduisit la création d'une autre union de l'opposition, la *Plataforma de Convergencia Democrática*, qui intégrait tous ceux qui avaient refusé de s'unir à l'initiative du PCE : au PSOE s'étaient donc joints l'UGT, *Izquierda Democrática*, *Unión Socialdemócrata Española*, le Parti Nationaliste Basque, ainsi que d'autres groupes régionalistes et de gauche. À l'origine de la *Plataforma* se trouvait entre autres l'inquiétude du PSOE et des autres groupes de se voir absorbés et dilués par l'initiative politique du PCE. En somme, entre querelles pour la conquête d'un espace politique et rancœurs héritées du passé, trouver un terrain d'entente entre les différents partis était un chemin long et difficile. Toutefois, au lendemain des événements de Vitoria au mois de mars 1976, l'opposition démocratique finit par trouver un accord en créant la *Coordinación Democrática*, instance unitaire regroupant tous les partis d'opposition démocratique que la presse s'empressa de surnommer *Platajunta*.

Selon Alberto Sabio, cette alliance définitive « fut un des événements les plus importants dans l'histoire de l'opposition au Franquisme, car elle ouvrait la possibilité de créer la corrélation de forces nécessaire pour faire chuter le Franquisme. [...] La mobilisation des travailleurs permit en grande partie de cimenter l'unité de toute l'opposition, à partir du moment où elle favorisa des alliances et des ententes peu envisageables quelques mois auparavant<sup>1076</sup> ». Dès lors, la *Coordinación Democrática* lança partout en Espagne des appels successifs à manifester en faveur de l'amnistie. Le recours à la rue restant la seule façon pour les Espagnols qui souhaitaient se mobiliser de manifester leur appui aux propositions de l'Opposition.

La volonté de réforme du gouvernement formé par C. Arias resta cependant au point mort, et la ligne politique réformiste d'A. Suárez se concentra sur un seul et unique texte : la Loi pour la Réforme Politique approuvée par référendum le 15 décembre 1976. Ce n'est qu'une fois cette première étape franchie que le premier gouvernement d'A. Suárez entreprit de convoquer la *Comisión de los Nueve*,

---

<sup>1075</sup> Álvaro Soto Carmona et Javier Tusell, *¿Atado y bien atado? Institucionalización y crisis del franquismo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2005, p. 281.

<sup>1076</sup> Alberto Sabio Alcutén, *op. cit.*, p. 320: « Fue uno de los acontecimientos más relevantes en la historia de la oposición al Franquismo, en tanto abría la posibilidad de crear la correlación de fuerzas precisa [...]. La conflictividad laboral resultó una ayuda poderosa para cimenter la unidad de toda la oposición, desde el momento en que favoreció alianzas y soldaduras poco probables meses atrás ».

une délégation de représentants de l'opposition, afin de négocier avec eux les conditions de la légalisation des partis politiques et l'organisation d'élections démocratiques. Néanmoins, le Parti Communiste d'Espagne n'ayant pas été convié à la table des négociations, plusieurs dirigeants communistes dont Santiago Carrillo, qui tous vivaient dans la clandestinité, avaient fini par réapparaître en plein jour, provoquant ainsi leur arrestation le 22 décembre 1976. A. Suárez, craignant une recrudescence de la mobilisation sociale qui réagit dès l'annonce de l'arrestation, ordonna la libération des dirigeants communistes qui sortirent des cellules de la DGS le 1<sup>er</sup> janvier 1977. S. Carrillo put alors intégrer la *Comisión de los Nueve*. Cette fois, selon N. Sartorius, c'était bien « la force des Commissions Ouvrières qui avait aidé le PCE à participer aux réunions de l'opposition démocratique, à l'inverse de ce qui s'était passé, en 1962, lors du " Complot de Munich " », ainsi que le nommait la Dictature<sup>1077</sup>.

Toutefois, la nuit du 24 janvier 1977, un événement tragique vint bouleverser l'Espagne d'abord, et le calendrier du gouvernement par la suite. Cette nuit-là, un groupe d'hommes armés faisait irruption dans un cabinet d'avocats démocrates associés situé en plein centre de Madrid, et ouvrait le feu sur tous ceux qui s'y trouvaient. Quatre jeunes avocats et un employé administratif perdirent la vie, et les attaquants blessèrent grièvement quatre autres juristes. Gregorio Morán évoque l'impact de ce que l'on a appelé « la tuerie de la rue d'Atocha » :

*L'assassinat des avocats de la rue Atocha a ému tout le monde et a permis que les Communistes soient objectivement considérés comme des victimes. La barbarie de ce meurtre collectif partait probablement d'une sorte d'analyse, caractéristique de l'extrême-droite hispanique et des services d'information de l'Etat : les Communistes se distinguaient du reste des mortels car c'étaient des individus assoiffés de sang, qui se déguisaient en agneaux pour tromper les dupes. Mais leurs intentions véritables étaient de sortir les couteaux pour se lancer dans la rébellion. Si on les provoquait, leur nature violente et insurrectionnelle apparaîtrait en plein jour, l'armée interviendrait et l'on reviendrait à ce qui n'aurait jamais dû être abandonné : une dictature militaire<sup>1078</sup>.*

---

<sup>1077</sup> Nicolás Sartorius, Alberto Sabio, *op. cit.*, p. 65 : « La fortaleza de Comisiones Obreras ayudó al PCE a poder participar en las asambleas de la oposición democrática, a diferencia de lo que había sucedido en el llamado por la Dictadura "Contubernio de Munich" ».

<sup>1078</sup> Gregorio Morán, *Miseria y grandeza del Partido Comunista de España, 1939-1985*, Planeta, Barcelona, 1986, p. 536: « La matanza de los abogados de Atocha conmovió a todos y puso como víctimas objetivas a los comunistas. El carácter bárbaro del múltiple crimen partía quizá de una especie de análisis, muy propio de la extrema derecha hispana y de los servicios de información del Estado; los comunistas se distinguían del resto de los mortales por ser individuos sedientos de sangre, que se vestían de corderos para engañar a los incautos pero que sus genuinas intenciones eran sacar los cuchillos y lanzarse a la rebelión. Si se les provocaba saldría su naturaleza violenta e insurreccional, el Ejército intervendría y se volvería a lo que no se debió abandonar nunca: la dictadura militar ».

Cet assassinat fut un des moments les plus délicats du processus de transition. Le Parti Communiste dont les avocats assassinés étaient membres, exigea que l'enterrement soit public. Les Commissions Ouvrières et le PCE organisèrent des assemblées dans les entreprises, des manifestations furent convoquées et des centaines de milliers de travailleurs se mirent en grève. « Notre parti est en deuil. L'Espagne est également en deuil », écrivait S. Carrillo dans *Mundo Obrero*<sup>1079</sup>. Pour sa part, la Commission Permanente des Commissions Ouvrières (à laquelle appartenait N. Sartorius) publiait un communiqué appelant à une mobilisation massive dans le calme : « La Commission Permanente de la Confédération Syndicale des Commissions Ouvrières demande aux travailleurs, face à ces événements graves, de garder une sérénité maximale, tout en protestant avec fermeté. C'est dans cet objectif qu'elle leur recommande d'adhérer au mouvement de grève générale et pacifique, mais en empêchant tout type d'actions qui pourraient conduire à des provocations et des affrontements<sup>1080</sup> ». C'est ainsi que le jour des obsèques, le cortège funèbre se transforma en manifestation massive, pacifique et silencieuse de dizaines de milliers de personnes dans le centre de Madrid. Alors que les Communistes peinaient à se défaire de l'image négative véhiculée pendant les quarante années de dictature, la sérénité démontrée par les manifestants, et le silence absolu du cortège impressionna la société espagnole. A. Suárez comprit alors qu'il ne pourrait pas éluder la présence du PCE lors des premières élections législatives qu'il s'appêtait à organiser.



Mardi 26 novembre 1977. Manifestation pour protester contre l'assassinat des avocats de la rue Atocha<sup>1081</sup>.

---

<sup>1079</sup> *Mundo Obrero*, 31 janvier 1977, cité dans Gregorio Morán, *op. cit.*, p. 536 : « Nuestro partido está de luto. También está de luto España ».

<sup>1080</sup> *Comunicado de la C.P. del S. de la C.S. CC.OO.*, 25/01/1977, Secretariado Confederal, 001/023 : « La C.P. del S. de la C.S. CC.OO., plantea a los trabajadores, ante estos graves acontecimientos, que mantengan la máxima serenidad y al mismo tiempo la mayor firmeza en expresar su protesta. Para ello recomienda que se observe un paro generalizado y pacífico, impidiendo todo tipo de acciones que puedan conducir a provocaciones y enfrentamientos ».

<sup>1081</sup> *Memoria gráfica de la historia y la sociedad españolas del siglo XX*, vol.7, *La Transición*, Madrid, *El País*, 2006, p. 82.

En somme, si l'extrême droite avait tenté de faire échouer le processus de transition politique en déclenchant la furie communiste, son crime n'eut pas les effets escomptés. Au contraire, il provoqua une accélération du processus démocratique. Le 8 février 1977, le gouvernement légalisait un grand nombre de partis politiques. A. Suárez proposa alors à S. Carrillo de se présenter aux élections législatives convoquées au mois de juin, mais de ne pas le faire sous la bannière du PCE. Santiago Carrillo refusa l'hypocrisie de cette légalisation à demi-mot. Le 11 février, le PCE déposa sa demande d'inscription au registre des associations politiques du Ministère de l'Intérieur, qui suspendit la demande et transféra le dossier au service des contentieux administratifs du Tribunal Suprême. Le 2 mars suivant, le PCE organisa, avec l'accord d'A. Suárez, un sommet eurocommuniste dans un grand hôtel madrilène<sup>1082</sup>, une façon pour le Parti de défier les autorités en se montrant en plein jour et faire ainsi pression sur le Tribunal Suprême. Or la légalisation des Communistes faisait craindre une réaction violente de l'armée, à laquelle A. Suárez avait promis lors des pourparlers pour l'approbation de la Loi pour la Réforme Politique, de ne pas légaliser le PCE. Finalement, après avoir reçu la réponse d'une instance d'arbitrage juridique affirmant ne pas déceler d'indices d'illégalité pénale dans les statuts du parti, le Ministère de l'Intérieur légalisa le PCE le samedi 9 avril 1977, en pleins congés de Semaine Sainte. Le choix de cette date n'était pas anodin, il avait pour but d'amortir les réactions de nombreux responsables de l'armée. Seul l'un d'entre eux, l'amiral Pita de Veiga, ministre de la Marine, présenta sa démission. Les forces armées rédigèrent plusieurs textes et communiqués exprimant leur malaise profond, mais la réaction redoutée de l'armée n'eut pas lieu. La presse espagnole exprima son enthousiasme pour saluer la fin de l'héritage discriminatoire et anticommuniste de la Dictature. Le quotidien *El País*, titrait « Le Parti Communiste est enfin légal », ce qui était en soi « *une bonne nouvelle, [...] car cela contribuera à démythifier le sujet du Communisme, et à connaître leur véritable importance, leur véritable ancrage dans le panorama politique espagnol* <sup>1083</sup> ». Tandis que dans les pages du journal phalangiste *Arriba*, on pouvait lire dans le numéro du 10 avril 1977 les lignes suivantes :

*Par conséquent, ce jour peut et doit être le symbole de l'étendue de la réforme. Il ne s'agit pas seulement de changer quelques règles du jeu, mais de permettre que tout le monde puisse y participer. La Monarchie s'est ouverte aux Espagnols avec une législation élargie. Les divisions créées par le conflit civil sont derrière nous,*

---

<sup>1082</sup> Laureano López Rodó, *Memorias*, Barcelona, Plaza y James, 1990, p. 308.

<sup>1083</sup> Cité dans Francisco Sevillano, « Nuestros auténticos enemigos », *Nosotros los comunistas: memoria, identidad e historia social*, M. Bueno Lluch, Sergio Gálvez Biesca dir., Madrid, Fundación de Investigaciones Marxistas, 2009, p. 184: « *Esta es una buena noticia, [...] también porque ayudará a desmitificar el tema del comunismo, situar su verdadera importancia y arraigo en el espectro español* ».

*loin derrière nous, tout comme les divisions entre citoyens couverts par la loi et ceux que la législation marginalisait. Avec cette décision gouvernementale, s'ouvre à nous un horizon de concorde, de normalisation sous la protection de la Couronne, et de dépassement des exclusions qui*<sup>1084</sup>.

C'est pourquoi la légalisation du PCE, qui au départ risquait de faire échouer le processus de transition politique, contribua finalement à lui conférer une légitimité démocratique accrue. Pour sa part, le Parti, à partir de ce moment, se montra toujours modérée dans ses prises de position, il reconnut l'institution monarchique sans condition, abandonnant la revendication républicaine. Quant au mouvement ouvrier qui depuis plus d'un an maintenait la pression et s'exprimait via l'espace métapolitique de la rue qu'il avait conquis, il avait permis d'imposer une autre image des Communistes, et avait montré l'ampleur du soutien populaire. Et il avait fait comprendre à A. Suárez qu'il n'avait d'autre choix que d'intégrer le PCE dans le jeu démocratique s'il voulait que la démocratie qu'il était en train de construire soit légitime aux yeux des Espagnols.

### 6.3.3. Les Pactes de la Moncloa

Le 15 juin 1977, les Espagnols participèrent massivement (bien que moins que lors du référendum de décembre 1976), au premier scrutin des premières élections législatives depuis celles de 1936. 78,8% des électeurs déposèrent un bulletin dans les urnes : 34% votèrent pour le parti de centre-droit d'A. Suárez, ce qui permettait à l'*Unión del Centro Democrático* (UCD) de disposer de 165 sièges au Parlement, et le PSOE remporta 28% des suffrages pour 118 députés élus. Ces résultats firent de ces deux partis, les piliers fondamentaux de cette législature constituante. Toutefois, l'*Alianza Popular* (AP) intégrée par les héritiers « progressistes » du Franquisme, dont C. Arias, et dirigé par Manuel Fraga, qui avait cru pouvoir tirer profit de cette fraction de la société espagnole qui avait bénéficié du processus d'industrialisation et de croissance des années 1960, ne rassembla que 8 % des votes pour 16 députés. N. Sartorius, à propos des résultats de ces premières élections démocratiques, relève que les Espagnols « *allèrent voter comme s'ils l'avaient fait toute leur vie, comme si c'était quelque chose de naturel. Je pense que si les socialistes ont gagné, c'est grâce à l'image qu'ils avaient hérité*

---

<sup>1084</sup> Cité dans Francisco Sevillano, «Nuestros auténticos enemigos», *Nosotros los comunistas op.cit.*, p. 185: « *Es el día de hoy, por tanto, una jornada que puede y debe simbolizar todo el amplio significado de la reforma. No se trata solamente de cambiar algunas reglas del juego, sino de permitir que ese juego pueda ser realizado por todos. La Monarquía se ha abierto a todos los españoles con una legalidad amplia. Quedan atrás, ya muy atrás, las divisiones creadas por un conflicto civil, las dialécticas entre ciudadanos amparados por las leyes y ciudadanos marginados por ellas. Se abre, con la resolución del Gobierno, un horizonte de concordia, de normalización bajo la Corona, de superación de exclusiones*».

de la Seconde République »<sup>1085</sup>. Si N. Sartorius évoque la victoire du PSOE, c'est en comparaison avec le faible score que le PCE réalisa : il n'obtint que 9% des votes et 20 sièges, alors que c'était le parti qui s'était le plus engagé contre la dictature franquiste. Certains considèrent que ce résultat si éloigné des attentes initiales peut être imputé à l'incapacité de la direction communiste, très identifiées symboliquement à la guerre civile, de favoriser un renouvellement générationnel de ses dirigeants. En effet, bien que les membres du Comité Central aient été renouvelés et leur nombre augmenté au début des années 1970, S. Carrillo et D. Ibarri étaient toujours les grandes figures du Communisme espagnol. Lors de ces élections, les barons du Parti furent envoyés dans des provinces où leur victoire était assurée : D. Ibarri dans les Asturies, E. Romero Marín à Huelva, Rafael Alberti à Cadix. Selon Gregorio Morán, le PCE fit en sorte de maintenir un certain équilibre entre jeunes militants de l'intérieur, et vétérans qui avaient vécu les années de Dictature exilés « *après s'être assuré que la vieille garde soit placée dans des fiefs communistes. [...] Mais il y eut aussi des cas incontestables de népotisme [...] mais aussi certaines vengeances personnelles, comme dans le cas de Nicolás Sartorius qui avait été envoyé à Santander, circonscription quasiment impossible à remporter* »<sup>1086</sup>. Santander était une province extrêmement conservatrice<sup>1087</sup>. A cette époque, bien que dirigeant du PCE, N. Sartorius se consacrait plus aux Commissions Ouvrières qu'au Parti :

*Au moment des élections de juin 1977, je faisais partie des Commissions Ouvrières. J'étais membre de la direction du PCE, mais mon travail, c'était les Commissions Ouvrières. [...] Et nous qui travaillions pour les Commissions Ouvrières ne voyions pas trop d'intérêt à entrer au Parlement. Non pas que ce soit incompatible, mais c'était deux missions différentes*<sup>1088</sup>.

On remarque que bien que ne manifestant qu'un intérêt limité pour être élu député, S. Carrillo s'assura de le neutraliser en l'envoyant dans la province dont il était originaire, mais qu'il n'avait aucune chance de remporter : « *C'est parce qu'avec S. Carrillo nous avons eu quelques différends* »<sup>1089</sup>. N. Sartorius apprit plus tard que la cellule communiste de la province d'Alicante avait

---

<sup>1085</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 29 octobre 2019 : « *En las elecciones democráticas, las primeras, fueron a votar como si lo hubieran hecho de toda la vida, como si fuera una cosa natural. Creo que los socialistas ganaron por la memoria histórica que tenían de la República* ».

<sup>1086</sup> Gregorio Morán, *op. cit.*, p. 544: « *se mantuvo cierto un cierto equilibrio tras asegurarse que la vieja guardia estaba mantenida en feudos comunistas [...] Hubo también casos de indiscutible nepotismo [...] también algunas venganzas como la de mandar a Nicolás Sartorius a Santander, lugar imposible donde los haya* ».

<sup>1087</sup> Le PCE y récolta 13 971 voix, l'AP 36 598, le PSOE 67 611, et l'UCD 102 719, [Résultats en ligne : <http://www.infoelectoral.mir.es/min/home.html>]. Consulté le 25 septembre 2021.

<sup>1088</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Las primeras elecciones, junio del 77. Yo estaba en CC.OO. Estaba en la dirección del PC, pero mi trabajo era en las CC.OO.. [...] Los que estábamos trabajando en CC.OO., nuestro objetivo no era llegar al parlamento. No es que fuera incompatible, pero era distinto* ».

<sup>1089</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Y luego además había tenido algunas diferencias con Santiago Carrillo.* »

proposé d'accueillir sa candidature, mais que S. Carrillo avait préféré confier ce poste à une personne en qui il avait toute confiance :

*Je pense que S. Carrillo ne me faisait pas confiance parce qu'à la direction des Commissions Ouvrières j'ai toujours vigoureusement défendu l'indépendance du syndicat vis-à-vis du parti. Je n'étais pas le seul, d'autres dirigeants du mouvement ouvrier furent mandatés dans des circonscriptions difficiles à gagner, car S. Carrillo avait préféré confier les sièges sûrs aux vétérans communistes avec qui il avait vécu en exil<sup>1090</sup>.*

C'est ainsi que lors de ces élections, N. Sartorius qui ne fut pas élu et put continuer à se consacrer entièrement à la transformation des Commissions Ouvrières et à la construction de ce nouveau syndicat.

Le nouveau Parlement élu devait se charger d'élaborer une constitution, mais il devait également aborder de toute urgence les problèmes économiques dont souffrait le pays. Le processus de construction démocratique était désormais bien enclenché, et les forces en présence pouvaient s'asseoir pour discuter et négocier d'égal à égal concernant ces deux axes de ce premier mandat législatif. En effet, pendant les derniers mois de bras de fer politique, la crise économique n'avait pas cessé, bien au contraire. L'inflation atteignait 20% en 1978, les chiffres du chômage continuaient à augmenter et la peseta était constamment dévaluée<sup>1091</sup>. Cette situation économique désastreuse devait absolument être assainie afin de parvenir à un certain apaisement social et consolider la démocratie naissante. Le Gouvernement de Suárez appela alors à un « sacrifice collectif »<sup>1092</sup> pour sortir de cette spirale infernale. Trois représentants des Commissions Ouvrières dont N. Sartorius furent invités à se rendre à la Moncloa afin de discuter des questions relatives aux salaires, à l'emploi, et aux syndicats, le 23 août 1977. Leur objectif était de « proposer au gouvernement une négociation globale, et non pas par tronçon comme il le souhaiterait »<sup>1093</sup>. Lors de cet entretien entre représentants du gouvernement et des Commissions, ces derniers demandèrent à ce que les jalons manquants pour atteindre une véritable liberté syndicale soient prioritairement abordés par le

---

<sup>1090</sup> N. Sartorius, entretien réalisé le 22 octobre 2021 : « *Creo que Carrillo no me veía persona de su confianza, porque en la dirección de CC.OO. siempre defendí con fuerza la independencia del sindicato respecto del partido. No fui el único caso, también otros dirigentes del movimiento obrero fueron colocados en lugares de muy difícil elección, pues Carrillo prefirió colocar en puestos de salida a veteranos comunistas que habían compartido con él el exilio* ».

<sup>1091</sup> Santos Julia, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez, Juan Pablo Fusi, *La España del siglo XX*, Madrid, Marcial Pons Historia, Bolsillo, 2007, p. 484-486.

<sup>1092</sup> Alberto Sabio Alcutén, *op. cit.*, p. 379.

<sup>1093</sup> *Acta de la reunión celebrada el día 22 de agosto de 1977, por el lleno del Secretariado de la Confederación Sindical de Comisiones Obreras*, AHT, Comisión ejecutiva confederal, 001/017: « *Plantear al gobierno una discusión global y no por parcelas como él pretende.* »

gouvernement, autrement dit : l'amnistie des travailleurs militants, licenciés ou sous le coup d'une sanction pénale, l'annulation des décrets contre le droit de grève et le licenciement libre, la tenue d'élections syndicales, la promulgation de droits syndicaux dans les entreprises, et la restitution du patrimoine syndical aux nouveaux syndicats démocratiques<sup>1094</sup>. N. Sartorius, qui était le responsable au sein des Commissions Ouvrières des relations politiques et institutionnelles, commente le bilan de cet entretien :

*Nous avons compris lors de ces conversations que le gouvernement souhaitait avant tout que nous arrivions à un pacte social, à un accord salarial en échange de quelques contreparties pour les travailleurs. Les syndicats, et surtout les Commissions, ne voulaient pas d'un pacte social. Parce qu'en cas de pacte social, A. Suárez n'aurait plus eu besoin de négocier avec les partis politiques. Qui avait une grande capacité de mobilisation ? Les syndicats. Autrement dit, A. Suárez aurait pu se passer des partis politiques, parce qu'il aurait contrôlé la mobilisation ouvrière grâce à un accord, conclu également avec les représentants du patronat bien entendu. Par conséquent, le processus conduisant à l'élaboration de la Constitution aurait été radicalement différent<sup>1095</sup>.*

Ainsi, un an après les premiers échanges que les Commissions avaient eus avec A. Suárez d'abord et le ministre compétent ensuite, ces derniers avaient toujours en tête de neutraliser la mobilisation sociale avant d'entamer de quelconques négociations. Mais une fois encore, les Commissions décelèrent la stratégie politique consistant à faire taire la rue pour que l'opposition ait moins de poids, et elles rejetèrent la proposition du gouvernement lors d'un autre entretien avec un représentant du gouvernement, M. Agustello, le 1<sup>er</sup> septembre 1977 :

*A un moment donné nous leur avons dit que nous n'allions signer aucun pacte social. Et que ce dont l'Espagne avait besoin, c'était d'un grand pacte politique, qui permettent de construire une constitution démocratique. C'est ce que les partis politiques de notre pays doivent aux syndicats. [...] (Le représentant du gouvernement) M. Agustello nous dit alors : « je vais en informer le président ». C'est ainsi que ces conversations s'achevèrent. Et donc, au mois d'octobre A. Suárez a convoqué les partis politiques à la Moncloa. Nous avons participé à la négociation de ces accords, mais pas assis autour de la table, nous, nous étions derrière. C'étaient les partis politiques qui étaient assis autour de la table, mais nous aussi nous avons des choses à dire. Par exemple, le PCE et le PSOE se*

---

<sup>1094</sup> Comunicado de la C.S., 24/08/1977, AHT, Secretariado confederal, 001/040.

<sup>1095</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « Entonces nos dimos cuenta en esas conversaciones de que el gobierno tenía mucho interés en hacer un pacto social, un pacto de rentas, con algunas contrapartidas. Nosotros, sobre todo Comisiones, no queríamos pacto social. Porque si hubiéramos hecho un pacto social con el gobierno, Suárez ya no tiene necesidad de negociar con los partidos políticos. Porque los que teníamos capacidad de movilización eran los sindicatos. O sea que él hubiera prescindido de los partidos políticos, él hubiera tenido a los trabajadores con un acuerdo, por supuesto también con la patronal. Con lo cual todo el proceso de elaboración de la constitución hubiera sido muy diferente ».

*réunissaient avec nous pour connaître notre opinion concernant ce qu'ils étaient en train de négocier<sup>1096</sup>.*

Cette fois, alors que les partis politiques pouvaient effectivement négocier d'égal à égal sans que le gouvernement tente de museler l'opposition, N. Sartorius accepta d'entamer les négociations. Il fallait parvenir à un équilibre entre restrictions nécessaires pour assainir la situation économique du pays, et contreparties honorables pour les travailleurs qui seraient les premiers à subir les conséquences des mesures d'austérité qu'allait devoir prendre le gouvernement :

*Les Pactes de la Moncloa sont très importants, ce sont eux qui ont rendu possible l'élaboration de la Constitution ensuite. L'inflation atteignait 30%. La situation économique était absolument catastrophique. Le chômage augmentait, nous disions que l'inflation était digne d'un coup d'Etat, elle était insupportable, et il fallait faire quelque chose. Toutefois, pendant la négociation des Pactes de la Moncloa, il y a eu un tournant. Nous avons dit (à l'UCD) : moi je contrôle les salaires, mais vous vous payez des impôts. Autrement dit, nous réduirions l'inflation en contrôlant le niveau des salaires, en échange d'une réforme des taux d'imposition. Pourquoi ? Parce que dans l'Espagne de F. Franco, la pression fiscale n'avait jamais dépassé les 16%. Il faut se rendre compte : en France actuellement elle se situe aux alentours des 47%, en Espagne à environ 35 ou 36%. Les Pactes de la Moncloa comprennent de nombreux points, mais l'essentiel c'était cela : je t'aide à contrôler l'inflation à l'aide d'un mécanisme très important. Le taux d'augmentation des salaires était toujours d'un ou deux points au-dessus de celui de l'inflation. Par conséquent l'inflation ne cessait jamais. L'idée était donc la suivante : les salaires n'augmenteraient dorénavant qu'en fonction du taux d'inflation prévu pour l'année à venir, et non plus en fonction de l'inflation réelle. Par exemple, nous avons décidé que la masse salariale n'augmenterait que de 22%. Et en effet, l'année suivante, l'inflation chuta à 22%. C'est ainsi que nous avons réussi à faire en sorte que l'inflation diminue. Mais cela signifiait également que les salaires allaient stagner. C'est pourquoi en échange, pour la première fois en Espagne, l'impôt sur le revenu des particuliers fut instauré. Cela fit énormément augmenter le taux d'imposition du pays, ce qui permit notamment des investissements conséquents dans le domaine de l'éducation. Nous avons expliqué tout cela aux travailleurs. Un autre exemple, pour les retraités, l'inflation est une catastrophe. Alors qu'est-il préférable ? De contrôler l'inflation et obtenir en parallèle d'autres choses, comme l'accès au système de soins ou l'éducation gratuite. Les Espagnols ont compris tout ça. Une minorité au sein des Commissions nous traitaient de traîtres. Mais nous avons expliqué les termes des négociations,*

---

<sup>1096</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017: « *Nosotros le dijimos en un momento determinado que no íbamos a firmar ningún pacto social. Que lo que España necesitaba era un gran pacto político, que permitiera hacer una constitución democrática. Eso se lo deben los partidos de este país a los sindicatos. [...] Se llamaba Agustello. Él dijo "voy a informar al presidente". Las conversaciones aquellas terminaron. Entonces en el mes de octubre Suárez llama a la Moncloa los partidos políticos. De allí salen los Pactos de la Moncloa. Pactos en los que participamos, pero no en la mesa sino detrás. Los que estaban en la mesa eran los partidos políticos, pero evidentemente nosotros teníamos algo que decir. El PCE por ejemplo o el PSOE se reunían con nosotros para ver que opinábamos, sobre lo que estaban negociando*».

*les élections syndicales se sont tenues peu après et c'est nous qui les avons gagnées. Ce qui veut bien dire que les gens avaient compris*<sup>1097</sup>.

Ce qui signifie que cette fois, ce n'étaient plus les conséquences sur l'économie et le climat social dues aux mobilisations des travailleurs qui pesèrent dans les négociations avec le gouvernement. C'était la maîtrise des mécanismes macroéconomiques par N. Sartorius et certains de ses camarades dirigeants, qui leur permit de proposer un accord qui satisfasse autant les travailleurs que le gouvernement, et qui permette à l'Espagne, non seulement de devenir une démocratie, mais aussi d'instaurer un système d'Etat Providence.

Les Pactes de la Moncloa furent signés par tous les partis politiques présents au Parlement le 25 octobre 1977. Ces accords impliquaient entre autres la disparition de la censure préalable, l'introduction de la liberté de presse et d'expression, du droit de réunion, de la liberté d'association politique, mais également la dépénalisation de l'adultère, ou la limitation de la juridiction pénale militaire. Ils introduisaient également des mécanismes de contrôle parlementaire des initiatives du gouvernement, afin de couper court à tout accès d'autoritarisme du pouvoir exécutif. Dans le domaine professionnel, la participation assidue des travailleurs au sein des organes de gestion des entreprises publiques était prévue, et les associations syndicales seraient reconnues. Sur le plan économique, les pactes prévoyaient la création de mesures de contrôle financier pour éviter toute faillite bancaire et la fuite de capitaux, ainsi que la dévaluation de la peseta pour l'adapter à la valeur réelle du marché. Enfin, l'austérité salariale concertée afin de limiter l'inflation, se verrait compensée par une réforme fiscale, des prestations sociales élargies, qui se traduiraient également par plus d'investissements publics.

---

<sup>1097</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 20 juillet 2021 : « *El tema de los pactos de la Moncloa es muy importante porque fue lo que hizo posible después la elaboración de la constitución. Teníamos una inflación casi del 30%. Teníamos una situación económica absolutamente catastrófica. El desempleo creciendo, una inflación que llamábamos de golpe de estado, insostenible, había que hacer algo. En los pactos de la Moncloa hicimos un giro: yo controlo los salarios, tu pagas impuestos. Voy reduciendo la inflación controlando los salarios, a cambio de que tú pagues impuestos. O sea que la presión fiscal en la España de Franco nunca pasó del 16%. Imagínate, en Francia estáis en el 47 por allí, aquí en el 35-36%. Los pactos de la Moncloa son muchas cosas, pero la esencia fue eso: yo te controlo la inflación, con un mecanismo muy importante. Los salarios crecían según crecía la inflación más un punto, dos puntos, con lo cual siempre había inflación. La idea fue ésta, los salarios van a subir según la inflación prevista, no la inflación real. Con lo cual, la masa salarial sólo puede subir un 22%, y en efecto, al año siguiente, la inflación cae al 22%. Conseguimos que la inflación fuera bajando. Significaba que los salarios se estancaban. A cambio de que por primera vez en España se estableció el impuesto a la renta a las personas físicas, subió muchísimo, se hicieron unas inversiones muy importantes en educación. Se lo explicamos a los trabajadores. Para los pensionistas la inflación es un desastre. ¿Qué prefieres? Controlamos la inflación y conseguimos otras cosas, una salud gratuita, una educación gratuita. La gente lo entendió. Había minoría dentro de comisiones que nos llamaban traidores. Pero explicamos el asunto, se hicieron las elecciones sindicales justo después y salimos ganando, o sea que la gente lo entendió*».

C'est avec cette attitude consensuelle et cette capacité à négocier avec bon sens et fermeté que les Commissions Ouvrières ont contribué au retour de la croissance économique en Espagne. D'aucuns les accusèrent d'être à la solde du pouvoir, ou de ne pas être capable de résister face au nouveau pouvoir démocratique<sup>1098</sup>. Mais de fait, la décision des Commissions permit que la Constitution soit élaborée dans un climat social plus apaisé. Ainsi, après avoir forcé au changement politique, forcé au pacte politique tout au long de 1976, puis avoir appuyé de tout son poids pour contraindre le gouvernement à intégrer le PCE dans le jeu politique, à partir de l'automne 1977, elles ont finalement accepté le pacte social via les accords de la Moncloa. Et bien que les Commissions Ouvrières aient ensuite dû insister pour que soient respectés et mis en application certains accords, notamment celui sur la représentation des travailleurs au sein des entreprises,<sup>1099</sup> les Pactes de la Moncloa restent une référence en termes de négociation et de consensus politique.

A l'aube de l'année 1978, les premières élections syndicales démocratiques étaient organisées. Entre le 16 janvier et le 6 février 1978, un total de 124 579 représentants des travailleurs furent élus. Les Commissions Ouvrières obtinrent 47 111 délégués, soit 37,8% du total, et l'UGT 38 671, soit 31% du total<sup>1100</sup>. Les Commissions virent alors leur position de leader syndical confirmée, et firent le constat que les électeurs ne les avaient pas désavouées, suite à la position qu'elles avaient défendue pendant la négociation des Accords de la Moncloa trois mois auparavant.

### *Epilogue : les élections constituintes et le référendum*

Les élections de juin 1977 n'avaient pas été présentées comme constituintes. Pourtant il était clair que les députés allaient s'atteler à cette tâche, car la transition politique ne pouvait se réaliser sur la seule réforme de la législation franquiste votée quelques mois plus tôt. Une commission de 36 élus au Parlement fut désignée au mois d'août 1977, qui désigna à son tour sept députés, issus de tous les partis représentés au Parlement ; ils furent chargés de rédiger un avant-projet de Constitution. La *Comisión de los siete* commença à élaborer le texte constitutionnel, au moment même où leurs collègues négociaient de leur côté les Pactes de la Moncloa. L'avant-projet ouvert par les « Sept » fut

---

<sup>1098</sup> Alberto Sabio Alcutén, *op. cit.*, p. 380.

<sup>1099</sup> *Resolución del secretariado de la C.S. de CC.OO.*, AHT, Comisión Ejecutiva Confederal, 002/003.

<sup>1100</sup> Alberto Sabio Alcutén, *op. cit.*, p. 384.

ensuite présenté pour être débattu au Parlement, puis au Sénat, avant d'être soumis au référendum le 6 décembre 1978. Finalement, il est vrai que la Dictature ne s'effondra pas brutalement après la mort de F. Franco. Mais pour reprendre la métaphore d'Alvaro Soto Carmona :

*Ses héritiers l'ont démontée pièce par pièce, progressivement, jusqu'à la rendre méconnaissable. Peut-être qu'au départ ils ne savaient pas de combien de pièces ils allaient devoir se défaire pour lui donner une apparence acceptable, mais, une fois le processus enclenché, il arriva un moment où ils ne purent plus faire marche arrière*<sup>1101</sup>.

Toutefois, et malgré cette victoire de fait de l'Opposition démocratique qui était parvenue à peser dans le mécanisme et le rythme de la transition politique jusqu'à l'avènement d'un régime démocratique à part entière, N. Sartorius évoquait au début des années 1980 le sentiment de frustration de certains de ses membres :

*Il y a eu une sorte de frustration générale. Comment expliquer ce sentiment de frustration ? Nous nous étions fait une idée de ce à quoi allait ressembler la fin de la Dictature. [...] Nous avons peu ou prou une vision de la révolution, de ce que devait être la révolution politique : le peuple dans la rue et les agents de la brigade politico-sociale le pantalon en bas des chevilles, comme au Portugal, voire même en prison. [...] Ça n'a pas été une révolution politique comme celles que nous avons connues jusqu'alors, mais une rupture « éclatée », comme nous l'avons surnommée. C'est un processus qui dans certains pays n'a duré que quelques jours, alors que chez nous cela a pris plusieurs années. Ça a été une sorte de chute beaucoup plus lente, dans laquelle il y a eu des éléments de réforme, et des éléments de rupture. Certains aspects sont restés intouchés, comme par exemple des secteurs de base de l'appareil d'Etat, alors que d'autres n'ont plus rien à voir avec ce qu'ils étaient auparavant. C'est le cas de la Constitution, des Statuts d'Autonomie, des Municipalités, des élections municipales, des syndicats légaux, enfin, beaucoup de choses. Il y a donc eu un mélange de réforme et de rupture qui prouvait l'existence d'un équilibre de forces ne permettant pas de mettre un terme rapide à la situation politique antérieure, tout comme eux ne pouvaient pas se maintenir comme ils l'avaient fait jusqu'alors*<sup>1102</sup>.

---

<sup>1101</sup> Álvaro Soto Carmona et Javier Tusell, *op. cit.*, p. 277: « El régimen no se derrumbó estrepitosamente; más bien sus herederos fueron desmontándolo progresivamente hasta hacerlo irreconocible. Tal vez al principio no estaban muy seguros de cuántas piezas estarían obligados a desechar hasta darle una apariencia aceptable, pero, una vez comenzado el proceso, llegó un momento en que no pudieron dar marcha atrás ».

<sup>1102</sup> Nicolás Sartorius, « Crisis de los intelectuales », *Los intelectuales y la sociedad actual*, Actes du colloque éponyme, Madrid, *Fundación de Investigaciones Marxistas*, 1980, p.30: « Se ha producido una cierta frustración general. ¿Por qué se ha producido esa frustración? Teníamos una visión de lo que iba a ser el final de la Dictadura [...] El que más y el que menos, tenía una visión de una revolución política; las masas en la calle, los miembros de la policía político-social con los pantalones bajados, como en Portugal; incluso metidos dentro de las cárceles [...]. No ha sido una revolución política como las que se habían conocido hasta ese momento, sino que ha sido una ruptura que nosotros hemos llamado "astillada", un proceso en donde lo que en otros países ha durado días, en el nuestro ha durado años; ha sido una especie de caída mucho más lenta, en donde ha habido elementos de reforma y elementos de ruptura; elementos que no se han tocado, como son sectores básicos del aparato del Estado y otras cuestiones que sin embargo nada tienen que ver con la situación anterior, como

Pour combattre ce sentiment de frustration pouvant persister dans l'Espagne progressiste quarante ans après ces événements majeurs dans l'histoire de l'Espagne contemporaine, et face aux critiques qui se font de plus en plus entendre, N. Sartorius essaie désormais de mettre en avant les points forts et les victoires de cette transition politique d'une dictature à une démocratie :

*La Constitution de 1978 est le fruit du plus grand consensus qu'a connu l'Histoire de l'Espagne, entre l'ensemble des forces politiques et sociales, et qui a été ratifié par 88,54% des électeurs et 67,1% de la population en âge de voter. Par ailleurs, elle n'a pas résulté d'une concession octroyée par « le haut », comme avait pu l'être le Statut Royal de 1834 ou les diverses tentatives constitutionnelles du XIXème siècle. Ça a été une conquête réalisée par les mobilisations réitérées de la société espagnole. Dans cette lutte pour la démocratie, une partie de la société – principalement les travailleurs – a subi de lourdes représailles : exécutions, prison, exils et licenciements. Mais ils ont fini par parvenir à un accord entre les différents partis politiques élus par les citoyens lors d'élections libres<sup>1103</sup>.*

---

*puede ser la Constitución, los Estatutos, los Municipios, las elecciones municipales, los Sindicatos legales, en fin, muchas cosas; ha habido una mezcla de elementos de reforma y de ruptura que demostraba ni más ni menos que la existencia de equilibrio de fuerzas, no permitía acabar de golpe con la situación anterior; ni a ellos mantener las cosas como las habían mantenido hasta entonces».*

<sup>1103</sup> Nicolás Sartorius, *La manipulación del lenguaje*, Barcelona, Espasa, 2018, p. 217: «La constitución de 1978 fue el producto del más amplio consenso, nunca conocido en la Historia de España, entre todas las fuerzas políticas y sociales, y que fue ratificada por el 88,54% de los votantes y el 67,1% del censo electoral. Por otra parte, no fue el resultado de una concesión “desde arriba” como pudo ser el Estatuto Real de 1834 o los diversos apañes constitucionales del siglo XIX, sino una conquista de las movilizaciones reiteradas de la sociedad española; lucha por la democracia en la que una parte de la sociedad – principalmente trabajadora – sufrió fuertes represalias en términos de fusilamientos, cárceles, exilios y despidos, y que culminó en un acuerdo entre los diferentes partidos políticos elegidos por los ciudadanos en elecciones libres ».

CHAPITRE 7: N. SARTORIUS,  
INTELLECTUEL ORGANIQUE OU  
PENSEUR DU NOUVEAU MOUVEMENT  
OUVRIER ESPAGNOL ?

# CHAPITRE 7: N. Sartorius: intellectuel

## organique ou penseur du nouveau

### mouvement ouvrier espagnol ?

#### *7.1. De l'intellectuel universel a l'intellectuel organique*

Qu'est-ce qu'un intellectuel ? Ce terme est apparu au grand public en France au début XXème siècle avec l'affaire Dreyfus, lorsque Georges Clémenceau publia son article « La protestation des intellectuels » dans le journal *L'Aurore*<sup>1104</sup>. L'intellectuel est selon Louis Bodin celui qui se sert plutôt de ses cellules nerveuses que de ses fibres musculaires. C'est un travailleur, tout autant que le mineur, le forgeron, ou le maçon, mais un travailleur intellectuel. Mais au-delà, l'intellectuel du XXème siècle est selon J.P. Sartre celui qui se mêle de ce qui ne le regarde pas<sup>1105</sup>, tandis qu'A. Camus complétait cette définition en affirmant que c'était surtout celui qui se mettait au service de ceux souffrent et subissent l'Histoire<sup>1106</sup>. Dans le même ordre d'idée, l'économiste et théoricien Joseph Schumpeter voyait dans les intellectuels le groupe « *qui brasse et organise les ressentiments, les alimente, s'en fait l'interprète et les dirige* »<sup>1107</sup>.

En Espagne, la Guerre Civile et la répression acharnée des années qui ont suivi condamnèrent les intellectuels progressistes à l'exil ou s'ils n'avaient pas d'antécédents politiques, à l'*insil*. Ce n'est qu'à partir des années 1950 que les intellectuels espagnols entreprirent une récupération timide de leurs espaces d'expression. Ils commencèrent par publier dans des publications étudiantes, la plupart du temps éditées sous couvert de la Phalange. Puis, certains entreprirent des initiatives un peu plus ambitieuses, et se lancèrent dans la création de revues d'information, se rapprochant peu à peu des

---

<sup>1104</sup> Lorsque G. Clémenceau publie « La protestation des intellectuels » dans le journal *L'Aurore*, article prenant la défense de l'ex-capitaine Dreyfus, Louis Bodin, *Les intellectuels*, Que sais-je?, Paris, PUF, 1962, p.5.

<sup>1105</sup> Jean-Paul Sartre, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, Gallimard, 1972, p. 12 : « L'intellectuel est quelqu'un qui se mêle de ce qui ne le regarde pas ».

<sup>1106</sup> Louis Bodin, *op. cit.*, p.19.

<sup>1107</sup> Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1954, p.246-259, cité dans Louis Bodin p.71.

voix (re)naissantes de l'opposition au Franquisme. Les revues *Cuadernos para el Diálogo* ou *Triunfo*, participèrent ainsi à la reconstruction de ces plateformes de soutien de l'intelligentsia, dévastées pendant la Guerre Civile et avec l'instauration du franquisme<sup>1108</sup>. Ces revues se différenciaient de la presse généraliste, contrôlée par l'administration franquiste, comme pouvaient l'être les quotidiens *ABC*, ou *Pueblo*, qui s'adressaient au grand public. A l'inverse, les revues d'opposition démocratique aspiraient à accueillir des débats socio-culturels afin qu'ils dépassent la sphère académique, ou au moins celle des *tertulias* de l'élite intellectuelle, pour atteindre un public plus large. Leur tirage était bien moins élevé que celui des quotidiens fidèles au régime, et dépassait rarement les 60 000 exemplaires<sup>1109</sup>. Mais leur influence sur certains secteurs « diplômés » de la société espagnole fut importante, dans le monde universitaire, ou les professions libérales. Pour leur part, les partis politiques clandestins surent mettre à profit ces tribunes afin de diffuser leurs idées au-delà du cercle restreint de leurs militants, ou de leurs revues internes, clandestines. C'était donc une façon pour eux de parvenir à élargir leur public<sup>1110</sup>. Toutefois, dans cette Espagne soumise au joug de la Dictature franquiste, l'engagement de l'intellectuel progressiste ne pouvait connaître de demi-mesure : du moment qu'il élevait la voix contre le régime, c'est son intégrité matérielle et physique qui était en péril. C'est pourquoi, afin d'éviter d'être repris par la censure ou poursuivi, l'intellectuel devait veiller à ne s'exprimer que sur des sujets apparemment éloignés de l'actualité nationale, à faire un usage régulier de la métaphore, afin de pouvoir être lu par un public habitué à lire entre les lignes. Nicolás Sartorius, nous l'avons vu tout au long de ce travail, est une de ces personnes qui ont su mettre leur plume, leurs compétences et leur notoriété au service de la conquête des libertés fondamentales et d'une société plus solidaire.

### 7.1.1. *Un leg politique...*

Lorsqu'on l'interroge sur ses origines familiales, Nicolás Sartorius reste vague. Au mieux, il affirme être issu de la classe moyenne, objectant que son ascendance aristocratique est insignifiante, sans importance :

---

<sup>1108</sup> Juan Pecourt, « Del papel a la pantalla. El recorrido mediático de la inteligencia antifranquista », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, 50 (2/2015), p. 111-125.

<sup>1109</sup> Isabelle Renaudet, *op.cit.*, p. 66-69.

<sup>1110</sup> Juan Pecourt, *op. cit.*, p.117.

*Je ne me considère absolument pas comme un aristocrate. Je sais bien que les journalistes, la presse, sont souvent pernecieux. Mais j'ai toujours eu cette impression. Je pense que tout cela n'est que fantaisie, que ça n'existe pas*<sup>1111</sup>.

Cette réponse visait sans doute à se défendre des attaques de certains journalistes, qui se plaisent à railler l'écart entre les représentations que l'on se fait des opinions politiques que peuvent avoir les personnes de son ascendance sociale, et son engagement au sein du Parti Communiste et d'un syndicat ouvrier. A titre d'exemple, cet extrait d'un article publié dans l'ABC, exclusivement consacré à ses antécédents généalogiques :

*Arbre généalogique d'un député communiste : [...] Nicolás Sartorius y Álvarez de las Asturias Bohórquez, député du Parti Communiste d'Espagne et dirigeant des Commissions Ouvrières, est membre d'une des plus vieilles familles de l'aristocratie espagnole, au point que par ligne maternelle, il pourrait être descendant de Fruela II, roi des Asturies et du Léon*<sup>1112</sup>.

C'est pourquoi Nicolás Sartorius accuse les journalistes qui le surnomment « l'aristocrate rouge »<sup>1113</sup> d'utiliser à tort une formule raccrocheuse, comme lors de cet échange avec le journaliste Lluís Amiget, connu pour ses entretiens publiés en quatrième de couverture du journal de centre-droit *La Vanguardia*.

*Lluís Amiguet : Êtes-vous un fils de bonne famille ?*

*Nicolás Sartorius : De la classe moyenne.*

*L.A. : Vous n'étiez pas un aristocrate ?*

*N.S. : Pour moi, c'est sans importance.*

*L.A. : Pour ceux qui pensaient que vous l'étiez, ça avait son importance.*

*N.S. : Et bien pour moi non*<sup>1114</sup>.

---

<sup>1111</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « No me considero aristócrata para nada. Yo sé que los periodistas, la prensa, suelen tener morbo. Pero he tenido esa sensación. Yo creo que todo eso es fantasía. No existe. »

<sup>1112</sup> «Árbol genealógico de un diputado comunista», ABC, Séville, 22/02/1981 : «Árbol genealógico de un diputado comunista: [...] Nicolás Sartorius y Álvarez de las Asturias Bohórquez, diputado del Partido Comunista de España y dirigente de Comisiones Obreras, es miembro de una de las más rancias familias de la aristocracia española, hasta el punto de que por línea materna pudiera ser descendiente de Fruela II, Rey de Asturias y León. »

<sup>1113</sup> Cristina Barbarroja, « Nicolás Sartorius, el aristócrata rojo », *Público*, 29/09/2015, [En ligne : <https://www.público.es/politica/nicolas-sartorius-aristocrata-rojo.html> ]. Consulté le 08 avril 2020.

<sup>1114</sup> Extrait de l'entretien réalisé par Lluís Amiguet : « Sufrí seis años de cárcel para tener constitución : léanla », *La Vanguardia*, 22/01/2019, [En ligne : <https://www.lavanguardia.com/...> ]

Par conséquent, si Nicolás Sartorius se plaît à considérer que son ascendance familiale est secondaire, c'est un aspect que tous les observateurs semblent prendre en compte et que l'on ne peut ignorer. D'autant plus qu'il existe une lecture « classiste » de la Guerre Civile et de la répression qui a suivi. Des écrivains comme Georges Orwell et Gérald Brenan, ou encore l'historien Manuel Tuñón de Lara notamment, tous acteurs ou témoins de la Guerre Civile, ont défini la Guerre d'Espagne comme étant une guerre de classe<sup>1115</sup>. Soixante-dix ans plus tard, d'autres historiens comme Santiago Vega Sombría n'hésitaient pas à caractériser les années noires de la répression franquiste de « répression de classe » exercée par la classe des propriétaires sur celle des ouvriers et des travailleurs agricoles<sup>1116</sup> – et nous pourrions rajouter : et de ceux qui les avaient soutenus. Il citait à ce propos Manuel Azaña<sup>1117</sup> qui avait commenté l'étendue et la cruauté de la répression franquiste en incriminant « *la haine des arrogants peu disposés à supporter l'insolence des humbles* »<sup>1118</sup>. Plus tard, l'historien du Marxisme et politologue Leszek Kolakowskin, affirmait que la « nouvelle gauche » née au milieu du XXème siècle était notamment le fait de « *rejetons turbulents et capricieux de la classe moyenne* »<sup>1119</sup>. C'est pourquoi, partant de cette analyse classiste de l'histoire espagnole contemporaine, on peut légitimement se poser la question de l'engagement d'une personne qui n'est pas issue de cette frange de la société espagnole qui n'a pas connu la peur, les privations, la résignation et la haine envers le régime franquiste.

Comme bien des fils des familles dotées d'un capital matériel et social de l'époque, N. Sartorius poursuivit une scolarité sans encombre jusqu'à intégrer l'université à partir de 1955, à une époque où seule une minorité de jeunes gens, les plus aisés en général, fréquentaient ses bancs. Il y a rencontré une certaine élite intellectuelle, progressiste et émulative. Au sujet des événements universitaires de 1956, Miguel-Angel Ruiz Carnicer, qui, comme on le sait, a étudié le milieu étudiant

---

<https://www.lavanguardia.com/lacontra/20190122/454245901839/sufri-seis-anos-de-carcel-para-tener-constitucion-leanla.html>]. Consulté le 19 février 2020: « L.A. :¿Era usted de buena familia? N.S. : Clase media. L.A. :¿No era un aristócrata? N.S. : Para mí eso era irrelevante. L.A. : Para quienes lo creían sí era relevante. N.S. :Pero para mí, no. ».

<sup>1115</sup> Santiago Vega Sombría, *La política del miedo: el papel de la represión en el franquismo*, Barcelona, Crítica, 2011, p.40-42.

<sup>1116</sup> *Idem*.

<sup>1117</sup> Manuel Azaña (1880-1940), fondateur de la Gauche Républicaine (*Izquierda Republicana*), est le président emblématique de la II République espagnole (en 1931, puis entre 1936 et 1939).

<sup>1118</sup> Santiago Vega Sombría, *op. cit.*, p.42 : « *Azaña escribía sobre la crueldad de la represión franquista aduciendo que era el "odio de los soberbios poco dispuestos a soportar la "insolencia" de los humildes"* ».

<sup>1119</sup> « *Caprichos de niños inquietos de la clase media* », cité dans J-A García Alcalá, *Historia del "Felipe": de Julio Cerón a la Liga Comunista Revolucionaria*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y constitucionales, 2001, p.46.

sous le Franquisme, appelle à prendre en compte l'extraction sociale des premiers chefs de file du mouvement étudiant : « *L'apparition d'un mouvement étudiant alternatif a été fortement conditionné par l'origine sociale, le contexte familial, le type d'éducation, les expériences, etc., de ses membres* »<sup>1120</sup>. En outre, si l'on s'en tient à la terminologie de P. Bourdieu, Nicolás Sartorius est doté d'un capital relationnel et symbolique, qui lui confère une reconnaissance sociale certaine<sup>1121</sup>. Son nom et sa « lignée » ont sans aucun doute contribué à lui ouvrir des portes, à lui apporter considération et soutien, mais également à atténuer les violences policières à son encontre lorsqu'il est passé par les prisons franquistes : en 1962 il a été victime de maltraitance, mais les nombreux témoignages de militants de l'époque rapportent souvent des agissements bien pires que ce dont il fut victime alors. Quelques années plus tard, c'est une jeune Italienne progressiste issue de la haute société comme lui qu'il rencontre et qu'il épouse en 1965 : Natalia Calamai de Mesa. Ensemble, ils sont parvenus à plusieurs reprises à mobiliser un réseau de connaissances haut-placées qui les ont aidés à relayer des campagnes de protestation, comme lors du Procès 1001. Enfin, on peut également penser que le fait d'être issu d'une lignée d'hommes investis de responsabilités, qu'elles soient politiques ou militaires, lui a ouvert une sorte de champ des possibles, l'autorisant et l'encourageant, consciemment ou non, à s'intéresser à la politique et à occuper lui aussi, un rôle important dans l'Histoire de l'Espagne. Si les comtes de San Luis avaient des convictions politiques tantôt libérales, tantôt conservatrices, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre de ce travail, Nicolás Sartorius finit par rompre idéologiquement avec ses ascendants en s'engageant à partir de 1964 au sein du Parti Communiste d'Espagne. Il marqua ainsi une prise de distance brutale avec cet héritage familial. Florence Calicis, chercheuse en psychologie et psychothérapeute, s'est notamment penchée sur cette tension pouvant exister entre désir de loyauté envers l'héritage familial et besoin d'être fidèle à soi-même :

*Les membres d'une famille sont reliés par un pacte implicite qui permet d'assurer la continuité de la chaîne et de transmettre le modèle familial. [...] Grâce à lui, l'enfant reçoit ainsi une place dans une famille, un nom, une identité, une éducation, une appartenance et la protection qui l'accompagne [...] En échange de quoi il reprend à son compte les idéaux familiaux et se prépare à les transmettre, assurant ainsi la perpétuation du modèle familial. [...] L'appropriation d'une transmission transgénérationnelle implique aussi de s'octroyer le droit de*

---

<sup>1120</sup> Miguel Ángel Ruiz Carnicer, « Actitudes políticas, sociales y sindicales de los estudiantes universitarios españoles (1939-1960) », dans *L'Université en Espagne et en Amérique Latine du Moyen Âge à nos jours. I : Structures et acteurs*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 1991, p. 415 : « *Hay que tener en cuenta que el surgimiento de los líderes del movimiento estudiantil alternativo estuvo fuertemente condicionado por su procedencia social, contexto familiar, tipo de educación, experiencias recibidas, etc., especialmente en los momentos iniciales* ».

<sup>1121</sup> Pierre Bourdieu, « Le capital social », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 31, 1980, p. 2-3.

*transgresser [...] et de chercher son chemin entre loyauté aux origines et fidélité à soi-même*<sup>1122</sup>.

### 7.1.2. ...ou une aristocratie intellectuelle ?

*Pour moi, le concept d'aristocratie de sang n'existe pas. Par contre l'aristocratie intellectuelle existe bien, elle. [...] Nous sommes tous des intellectuels. Mais moi je n'ai jamais été un intellectuel professionnel, je n'ai jamais gagné ma vie grâce à ça*<sup>1123</sup>.

Malgré ces affirmations de N. Sartorius, tout au long de son parcours de journaliste, on retrouve sa signature dans presque toutes les publications progressistes ou d'opposition démocrate de l'époque : *Siglo XX*, *Mundo Social*, *Cuadernos para el Diálogo*, *Triunfo*, mais aussi dans des revues juridiques comme *Boletín de Legislación Laboral* ou *Gaceta de Derecho Social* dont il finit par diriger le conseil de rédaction pendant la Transition. Isabelle Renaudet rappelle que cette presse d'opposition démocratique a joué un rôle essentiel pour les intellectuels luttant contre le Franquisme :

*L'histoire de la presse d'opposition sous le Franquisme n'est pas une simple histoire de la presse. [...] Les forces antifranquistes ont utilisé la presse – la presse officiellement reconnue par le régime – comme un des rares moyens d'expression dont ils disposaient à l'intérieur de l'Espagne pour remplir la mission qu'ils s'étaient confiés à eux-mêmes : lutter contre la dictature, en faveur de la démocratie. Ainsi, l'histoire de la presse sous le Franquisme est avant tout l'histoire d'une lutte basée sur la plume face à l'impossibilité de la mener dans les urnes*<sup>1124</sup>.

---

<sup>1122</sup> Florence Calicis, « Les héritages familiaux : comment faire avec nos loyautés ? », *Cahiers de psychologie clinique*, vol. 43, no. 2, 2014, p. 81-96.

<sup>1123</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Para mí el concepto de aristocracia de sangre no existe. Pero sí la aristocracia intelectual. [...] Todos somos intelectuales. Nunca he sido un intelectual profesional, nunca me he ganado la vida con eso* ».

<sup>1124</sup> Isabelle Renaudet, *op.cit.*, p.537 : « *La de la oposición al franquismo no es una simple historia de la prensa. [...] las fuerzas antifranquistas utilizaron la prensa – es decir, la prensa legalmente reconocida – como uno de los pocos medios de expresión disponible en el interior de España para acometer la misión que se habían propuesto: luchar contra la dictadura a favor de la democracia. Así pues, su historia fue, ante todo, la historia de una lucha sustentada en la pluma ante la imposibilidad de sustentarla en las urnas.* »

Sous le Franquisme, le journaliste est placé dans la catégorie des intellectuels dangereux. D'ailleurs, les services de renseignement franquistes avaient placé N. Sartorius dans leur liste d'« intellectuels conflictuels » à surveiller, dans un rapport établi en 1972<sup>1125</sup>. Voici ce qu'on peut lire à propos de l'arme psychologique employée par l'opposition dans l'opuscule *Subversión y contrasubversión* :

*L'arme psychologique est un ingrédient essentiel de la lutte (subversive). C'est la seule qui peut conduire à une victoire totale [...]. Les actions psychologiques sont un processus de communication ou de création d'idées, de sentiments, d'attitudes à induire, de besoins ou de motivations à créer, ou de réflexes à conditionner, qui finalement déclenchent des actions visant à atteindre l'objectif défini. Les actions psychologiques ont trois objectifs généraux : 1. Capter l'attention des masses, en les éloignant de l'influence du pouvoir politique [...]; 2. Paralyser l'action et démoraliser les moyens politiques et de défense de l'Etat, en plus de faire s'effondrer l'édifice juridique. 3. Augmenter le potentiel de lutte des masses<sup>1126</sup>.*

Le PCE lui-même, conscient du rôle primordial des intellectuels dans la conquête de la démocratie, promouvait une stratégie d'Alliance des Forces du Travail et de la Culture (AFTC)<sup>1127</sup>. L'objectif de cette alliance de l'*intelligentsia* avec la lutte ouvrière était la transformation du monde. K. Marx en son temps avait soutenu que si les philosophes s'étaient contentés d'interpréter le fonctionnement des sociétés, les forces de la culture devaient œuvrer non seulement à l'analyser, mais également à la transformer<sup>1128</sup>. Pour sa part, N. Sartorius souligne le rôle majeur des intellectuels, et non pas seulement pour former des alliances politiques et remporter des sièges, mais surtout pour que les idées défendues deviennent majoritairement acceptées au sein de la société :

*On peut considérer les intellectuels d'un point de vue utilitaire, et les considérer du point de vue de l'hégémonie. On peut juger les secteurs professionnels et intellectuels utiles au mouvement ouvrier et révolutionnaires pour remporter des majorités, pour réaliser des alliances, etc. Et on peut considérer que c'est seulement s'ils sont capables de pénétrer des secteurs professionnels et*

---

<sup>1125</sup> Pere Ysàs, *op.cit.*, p.237-247.

<sup>1126</sup> Carlos Yuste, *Subversión y reversión en la España actual*, Madrid, Ed.San Martín, 1974, p.30-31 : « *El arma psicológica es el ingrediente esencial de este tipo de lucha. Es ella la única que puede proporcionar una victoria integral [...] Las acciones psicológicas constituyen un proceso sistemático de comunicar o crear ideas o sentimientos, inducir actitudes, crear necesidades, motivaciones y condicionar reflejos que influyan en la conducta de grupos específicos, y que, en definitiva, provoquen actos para conseguir objetivos determinados. Las acciones psicológicas contemplan tres fines generales: 1. Captar la atención de las masas, desvinculándolas de la influencia del Poder político [...]; 2. Paralizar la acción y desmoralizar a los medios políticos y de defensa del Estado, desmoronando el ordenamiento jurídico. 3. Elevar la capacidad de lucha de las masas encuadradas.*»

<sup>1127</sup> *Nuevas características y tareas en el frente teórico y cultural. Informe al VIII Congreso*, AHPCE, Informes.

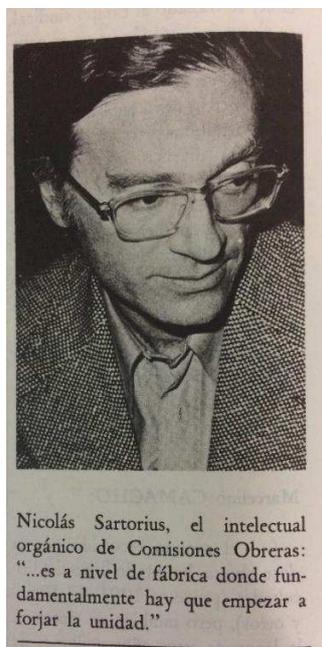
Juan Antonio Andrade, *El PCE y el PSOE en (la) Transición: la evolución ideológica de la izquierda durante el proceso de cambio político*, Tres Cantos, Madrid, 2012, p. 160.

<sup>1128</sup> Louis Bodin, *op. cit.*, p. 77.

*intellectuels, en les convainquant qu'eux aussi doivent lutter pour leur libération, que nous obtiendrons l'hégémonie idéologique dans la société*<sup>1129</sup>.

Les intellectuels selon N. Sartorius doivent être estimés à leur juste valeur, et leur capacité à convaincre par l'argumentation et par l'esprit ne doit pas être utilisée à des fins comptables. Les intellectuels sont selon lui un des jalons nécessaires pour parvenir à l'hégémonie culturelle du Communisme. Son analyse lors de cette conférence donnée dans les années 1980 laisse à penser que son approche théorique du rôle de l'intellectuel reflète la mission que lui-même, en tant qu'intellectuel, s'était donnée sous le Franquisme.

N. Sartorius ne s'est jamais défini ou autoproclamé « intellectuel ». Pourtant, lors de la présentation de son essai *El resurgir del movimiento obrero* en janvier 1976, son éditeur le présentait lui comme étant « *l'intellectuel organique des Commissions Ouvrières* »<sup>1130</sup>.



Photographie illustrant un article sur une de ses interventions à propos de l'unité syndicale en janvier 1976. En légende : « Nicolás Sartorius, l'intellectuel organique des Commissions Ouvrières [...] ».

<sup>1129</sup> Nicolás Sartorius, « Crisis de los intelectuales », *Los intelectuales y la sociedad actual*, Actes du colloque éponyme, Madrid, *Fundación de Investigaciones Marxistas*, 1980, p.22: « No es lo mismo tener una visión de los intelectuales desde el punto de vista utilitario, que tener una visión de los intelectuales desde el punto de vista de la hegemonía. No es lo mismo contemplar a los sectores profesionales e intelectuales como sectores que son útiles al movimiento obrero y revolucionario para ganar unas mayorías, para tener unos aliados, etc., que verlos desde el punto de vista de que solamente si nosotros somos capaces de penetrar en los sectores profesionales e intelectuales por los intereses propios que ellos tienen de liberarse también, lograremos la hegemonía en la sociedad. »

<sup>1130</sup> *Cuadernos primero de mayo : Marcelino Camacho y el debate de Comisiones Obreras*, Barcelona, Laia, 1976, p.22.

Mais qu'est-ce qu'un intellectuel « organique » ? La réponse se trouve dans les théories d'Antonio Gramsci, ancien secrétaire du Parti Communiste d'Italie qui pendant son long séjour en prison avait lui-même rédigé plusieurs essais, que N. Sartorius avait lu et qui ont très tôt laissé leur empreinte dans la construction de sa pensée et l'adoption des principes et des valeurs qu'il allait défendre tout au long de son parcours politique :

*Antonio Gramsci est celui qui m'a le plus influencé intellectuellement, sans aucun doute. Il a écrit un essai sur les intellectuels très intéressant, intitulé « L'intellectuel et la culture » ou « L'intellectuel et la politique ». Toute la théorie qui y est développée tourne autour de la culture, et d'un concept que j'ai énormément repris, qui est celui de l'hégémonie. Le concept d'hégémonie est un concept d'A. Gramsci, selon lequel l'important ce n'est pas seulement de conquérir le pouvoir, mais aussi l'hégémonie au sein de la société, que les idées défendues finissent par faire partie du sens commun. Par conséquent, tout cela est très lié au concept d'intellectuel organique, autrement dit ceux qui ne sont pas « organiques », qui ne font pas partie d'une classe à part. L'idée est de comprendre de quelle façon les idées dominantes pénètrent la société et finissent par faire partie du sens commun<sup>1131</sup>.*

A. Gramsci utilise également le concept de métapolitique, de ce qui accompagne et approfondit la conquête de l'hégémonie politique. Selon le penseur italien, la conquête du pouvoir passait nécessairement par la conquête de l'hégémonie culturelle. La subversion des esprits était la pré-condition *sine qua non*, le préalable nécessaire à la conquête du pouvoir politique. C'est pourquoi l'intellectuel organique doit s'engager au cœur de la société, et doit traduire les solutions qu'il propose en actions. Il doit absolument dépasser le paradigme entre intellectuel et homme d'action, en sortant de la sphère unique de la pensée pour embrasser le champ de l'action et prendre part à la dynamique de l'Histoire par son engagement au sein de la société. Son engagement pouvait bien entendu adopter différentes formes. Ce sont ces intellectuels-là que A. Gramsci définit comme des « intellectuels organiques ». C'est en cela que le penseur italien divergeait fondamentalement du marxisme classique qui réduisait finalement la société civile à l'état de simple infrastructure économique. Pour A. Gramsci, la société formait un ensemble dont l'économie n'était qu'un secteur,

---

<sup>1131</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017: « *La influencia más fuerte que he tenido intelectualmente es la de Antonio Gramsci sin duda, él tiene un libro sobre los intelectuales, muy interesante "el intelectual y la cultura" o "la política". Toda su teorización es sobre la cultura, sobre el concepto que he utilizado muchísimo, lo de la hegemonía. El concepto de hegemonía es un concepto gramsciano. Lo importante no es sólo el poder, sino la hegemonía en la sociedad, aquellas ideas que acaban siendo sentido común. Y por lo tanto esto está muy ligado a lo de los intelectuales orgánicos, los que no son orgánicos, de una clase. Como las ideas dominantes van penetrando la gente, y se hacen sentido común de la gente* ».

et la culture était donc également au centre de la lutte pour le pouvoir. Ainsi, la culture constituait selon lui l'infrastructure qu'il fallait investir, ou subvertir, comme diraient les partisans de la Dictature<sup>1132</sup>. Ce concept de métapolitique a fait ses preuves depuis et il est toujours d'actualité, si ce n'est qu'on parlerait plutôt aujourd'hui d'entreprise de *soft power*<sup>1133</sup>.

La formation universitaire et intellectuelle de N. Sartorius, au fil de ses lectures interdites par la censure mais qui circulaient malgré tout, lui conférait une certaine aptitude à analyser et aborder les problèmes socio-économiques auxquels était confrontée l'Espagne. En outre, son origine sociale et familiale, loin de l'éloigner des réalités, lui avait permis de réaliser ce double parcours initiatique, à la fois intellectuel et immersif aux côtés du monde ouvrier et des classes populaires, comme lorsqu'il avait participé aux initiatives développées par le Service Universitaire du Travail, en allant travailler dans une usine de Vitoria, ou en passant ses dimanches à apporter son aide aux habitants de Vallecas. Ou encore comme lorsqu'il avait entrepris de monter, à perte, deux cabinets de conseil juridique. N. Sartorius était une personnalité à part dans le mouvement ouvrier, étant donné que c'était le seul parmi ses promoteurs à ne pas être d'extraction ouvrière ou modeste. Par ailleurs, comme le préconisait A. Gramsci, l'engagement de N. Sartorius sous le Franquisme avait de multiples facettes, nous l'avons vu : il allait de l'impulsion et l'organisation de la plus grande organisation d'opposition démocratique, à la rédaction d'articles et de chroniques dans des publications démocratiques, en passant par la direction de revues, ou la participation à la définition de la ligne politique du PCE. En conclusion, le parcours et l'engagement sincère et sans faille, corps et âme, de N. Sartorius aux côtés du mouvement ouvrier, font bel et bien de lui un intellectuel organique tel que l'avait théorisé A. Gramsci.

---

<sup>1132</sup> Jean-Marc Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, Editions Parti Pris, 1970. *Passim*.

<sup>1133</sup> Alain Badiou, *Abrégé de métapolitique*, Paris, Seuil, 1998.

Antonio Gramsci, *Pourquoi je hais l'indifférence*, Cahiers de prison, Payot, 2012.

Edward W. Said, *Des intellectuels et du pouvoir*, Paris, Seuil, 1996.

## 7.2. N. Sartorius, penseur du nouveau mouvement ouvrier et du syndicat d'un nouveau genre en Espagne ?

*Le mouvement ouvrier et le mouvement révolutionnaire de notre pays ont toujours souffert d'une certaine pauvreté théorique. Nous faisons en sorte d'y remédier, de sauter des étapes, c'est nécessaire mais ce n'est pas simple*<sup>1134</sup>.

Comme l'affirmait N. Sartorius lors d'une conférence traitant de la crise des intellectuels, les historiens s'accordent également à penser que peu d'intellectuels ont milité dans le mouvement ouvrier espagnol, et que ceux qui l'ont fait n'ont pas contribué de façon majeure à la construction d'une pensée ouvrière espagnole<sup>1135</sup>. Une explication à cela serait que le PCE lors de sa fondation aurait hérité de la pauvreté intellectuelle du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol et du mouvement ouvrier espagnol en général. Pour mémoire, pendant la Seconde République le Parti Communiste d'Espagne était faible, « *notablement ouvriériste, refermé sur lui-même et par conséquent peu enclin à la théorisation* <sup>1136</sup> ». N. Sartorius insiste également sur ce point :

*A l'époque de la République il y avait un dicton vraiment curieux, mais très parlant ; il se disait que le mouvement ouvrier espagnol ressemblait à un maire – il me semble qu'il était socialiste – de Madrid à l'époque de la République. Il s'appelait Pedro Rico, il avait un corps très volumineux et une toute petite tête. [...] Le mouvement ouvrier espagnol a été un grand mouvement ouvrier, très combatif, extrêmement massif, et qui a mené de grandes luttes avant et après la République. Cependant, sa capacité à théoriser était vraiment très réduite*<sup>1137</sup>.

Et une fois la Guerre Civile perdue, le PCE avait conduit une résistance armée âpre, avec en arrière-plan les années de plomb du Stalinisme qui avait accueilli nombre d'entre eux, et dont le Parti dépendait financièrement. Selon J. Andrade Blanco, spécialiste de la gauche espagnole au XXème

---

<sup>1134</sup> Nicolás Sartorius, « Crisis de los intelectuales », *op. cit.*, p.29: «Ha habido siempre pobreza teórica seria en el movimiento obrero y en el movimiento revolucionario de nuestro país. Que intentamos recuperar, que intentamos quemar etapas, es necesario, pero no es fácil».

<sup>1135</sup> Juan Antonio Andrade Blanco, *op. cit.*, p. 155.

<sup>1136</sup> Juan Antonio Andrade Blanco, *ibidem.*, p.158: « marcadamente obrerista, cerrada sobre sí misma y poco dada consecuentemente al estudio».

<sup>1137</sup> Nicolás Sartorius, « Crisis de los intelectuales », *op. cit.*, p. 29 : « *durante la época de la República había un dicho muy curioso, pero que demuestra muy bien lo que pretendo explicar; se decía que el movimiento obrero español se parecía a un alcalde – creo que era socialista – que había en Madrid durante la época de la República, que se llamaba Pedro Rico, que tenía un cuerpo muy voluminoso y una cabeza muy pequeña. [...] el movimiento obrero español ha sido un gran movimiento obrero, muy combativo, muy masivo, y que ha llevado adelante luchas enormes antes, en la República y después de la República, pero sin embargo tenía unas posibilidades de teorización muy pequeñas*».

siècle, c'est ce qui peut contribuer à expliquer que la production de pensée du PCE se réduisait alors à la glose ou à la reproduction de manuels de catéchèse de l'Académie des Sciences de l'URSS<sup>1138</sup>. Toutefois, lorsque la gauche intellectuelle a refait son apparition en Espagne pendant la Dictature, ses membres étaient majoritairement proches du PCE : « *Le PCE pouvait se vanter d'être le parti le plus influent de l'intelligentsia démocratique* <sup>1139</sup> ». Pour sa part, N. Sartorius nuance quelque peu la filiation idéologique des intellectuels progressistes espagnols :

*En Espagne il y a toujours eu plus d'intellectuels communistes que d'intellectuels marxistes, [...] et ce n'est pas exactement la même chose. Autrement dit, il existe des intellectuels qui ont adhéré au Parti Communiste, parce que le PCE à l'époque de la Dictature était le parti qui luttait contre la Dictature, c'était l'instrument le plus efficace, celui qui était présent sur place et qui luttait concrètement pour les libertés*<sup>1140</sup>.

N. Sartorius soutenait également que dans l'histoire du mouvement communiste, il existait trois types de relations entre développement pratique et élaboration théorique : soit le déséquilibre se faisait au bénéfice de l'élaboration théorique, comme ça avait été le cas de la Grande-Bretagne, soit la décompensation se faisait en faveur du mouvement ouvrier, comme dans le cas du Parti Communiste d'Espagne pendant la Guerre Civile et pendant la période d'opposition au Franquisme. Les seuls à être parvenus à un certain équilibre étaient selon lui les Italiens du PCI : « *ce sont eux qui ont le mieux conjugué une certaine capacité à intervenir politiquement, avec un niveau élevé d'élaboration théorique* <sup>1141</sup> ». Néanmoins, concluait-il, « *nous ne sommes pas encore parvenus à trouver un équilibre entre les deux, entre la théorie et l'action* <sup>1142</sup> ».

C'est donc sur le terrain de l'élaboration théorique propre au mouvement ouvrier espagnol que N. Sartorius a tâché d'œuvrer. A ce titre, Francisco Erice considère qu'il est « *un des idéologues et des*

---

<sup>1138</sup>Juan Antonio Andrade Blanco, *ibidem.*, p. 158.

<sup>1139</sup> Pedro Vega et Peru Errotea, *Los herejes del PCE*, Barcelona, Planeta, 1982, p.123.

<sup>1140</sup> Nicolás Sartorius, « Crisis de los intelectuales », *op. cit.*, p. 28 : « *En España siempre han habido más intelectuales comunistas que intelectuales marxistas, [...] que no es exactamente lo mismo. Es decir, existen los intelectuales que se han ligado a un partido comunista, porque el Partido Comunista era en la época de la Dictadura el que luchaba contra la Dictadura y era el instrumento más eficaz, el que estaba ahí dando la batalla por las libertades* ».

<sup>1141</sup>Nicolás Sartorius, « Crisis de los intelectuales », *ibidem.*,p.28-29: « *quienes mejor conjugaron una notable capacidad de intervención política con un elevado nivel de elaboración teórica* ».

<sup>1142</sup>Nicolás Sartorius, « Crisis de los intelectuales », *ibidem.*, p. 29: « *el equilibrio entre esas dos cosas, teoría y acción, nosotros no lo hemos conseguido todavía* ».

organizadores los más importantes de las Comisiones Obreras<sup>1143</sup> ». Sa contribution était d'ailleurs régulièrement reconnue par ses pairs. A titre d'exemple, voici ce qu'avait déclaré M. Camacho aux journalistes présents lors de la présentation à Barcelone le 16 décembre 1975 de l'essai *El resurgir del movimiento obrero*<sup>1144</sup>:

*Nous sommes tous d'accord sur le fait que nous avons dû vivre, pendant ces dernières quarante années, la situation la plus difficile, la plus complexe de toute l'histoire de l'Etat espagnol, et bien entendu de la classe ouvrière. Nous avons introduit de nouveaux éléments dans les pratiques sociales de cette classe, qui ont mille fois été répétés pendant son combat. Les Commissions Ouvrières, le nouveau mouvement ouvrier, étaient une nécessité de classe pour qu'elle ne meure pas, pour qu'elle ne meure pas en tant que classe consciente d'elle-même, pour qu'elle continue à jouer son rôle, pour que la classe ouvrière continue d'être une classe d'avant-garde. [...] Par conséquent, il est clair qu'il était temps pour nous d'essayer d'élaborer théoriquement ces pratiques sociales si riches. Selon moi le livre de Nico est la première tentative sérieuse d'un homme de grande valeur, extrêmement compétent, à même d'élaborer cela<sup>1145</sup>.*

Si Marcelino Camacho affirmait que N. Sartorius était le premier à se lancer dans la théorisation du nouveau mouvement ouvrier espagnol, le dirigeant communiste Simón Sánchez Montero fait de même dans la préface qu'il rédige pour le livre *El resurgir del movimiento obrero*:

*Ce livre est intéressant, enfin, du fait de la personnalité de son auteur : Nicolás Sartorius est un dirigeant ouvrier, bien que son appartenance sociale ne soit pas ouvrière. C'est un dirigeant ouvrier d'un nouveau genre, tout comme le syndicalisme qu'il propose qu'il contribue à créer à travers ses actions concrètes et son travail de théorisation<sup>1146</sup>.*

---

<sup>1143</sup>José Babiano (coord.), *Proceso 1001 contra las comisiones obreras: ¿quién juzgó a quién?*, Madrid, Fundación Primero de Mayo, 2013, p. 33: « N. Sartorius, uno de los más importantes ideólogos y organizadores de Comisiones Obreras ».

<sup>1144</sup>Nicolás Sartorius, *El resurgir del movimiento obrero*, Barcelona, Laia, 1975, passim.

*Cuadernos primero de mayo: Marcelino Camacho y el debate de Comisiones Obreras, op.cit.*, p.16:« Todos estamos de acuerdo en que nos ha tocado vivir, durante estos cuarenta años, la situación más difícil, más compleja de toda la historia del Estado español, y por supuesto, de la clase obrera. En la práctica social de esa clase, repetida miles de veces por su lucha, hemos creado elementos nuevos. Comisiones Obreras, el nuevo movimiento obrero, era una necesidad de esa clase para no perecer, para no perecer como clase consciente, para seguir jugando su papel, para que la clase obrera siguiera una clase de vanguardia. [...] para nosotros, pues, está claro que ya estaba llegando el momento de que esta práctica social tan rica se tratara de elaborar teóricamente. A mí me parece que el libro de Nico es un primer esfuerzo serio, de un hombre de gran valor, de gran capacidad, para elaborar eso.»

<sup>1146</sup>Nicolás Sartorius, *op. cit.*, p.9: «Libro interesante, en fin, por la personalidad de su autor: Nicolas Sartorius es un dirigente obrero, aunque su origen social no sea obrero. Un dirigente obrero de nuevo tipo, como el sindicalismo que él propone y que con su esfuerzo práctico y teórico está contribuyendo a crear.»

Et lorsqu'on l'interroge à ce propos, N. Sartorius reconnaît également : « *oui, je pense que mes livres, mon travail au sein du syndicat, ont eu beaucoup d'influence sur les Commissions Ouvrières* <sup>1147</sup> ». C'est pendant son dernier séjour en prison que N. Sartorius rédigea ses deux premiers essais, dont il faisait passer les feuilles à son avocat au fil de ses visites au parloir, et qui furent édités par la suite : *¿Qué son las Comisiones Obreras ?* relatait le fonctionnement et les succès du mouvement, tandis que dans *El resurgir del movimiento obrero* il se centrait sur les changements qu'annonçait ce nouveau mouvement ouvrier. Et pour saisir la portée de sa contribution théorique, il est essentiel de définir les axes principaux de sa pensée, des principes qui les sous-tendent et de la ligne stratégique qu'il défendait.

### *7.2.1. De l'indépendance du syndicat au mouvement socio-politique.*

Aux origines du mouvement ouvrier, les syndicats étaient traditionnellement rattachés idéologiquement à un parti politique, ouvertement ou pas. Les partis politiques voyaient quant à eux les syndicats comme un levier pouvant leur permettre de s'attirer le soutien des masses populaires. C'est la raison pour laquelle on encourageait la fine fleur du militantisme partisan à intégrer les organisations syndicales, leur mission étant de convaincre les masses ouvrières et de les influencer de telle sorte qu'elles puissent peser de tout leur poids dans la société. Le mouvement ouvrier constituait la réserve électorale des partis réformistes, et l'avant-garde combattante des partis révolutionnaires. C'est ainsi que les syndicats devinrent dans la pratique un nouveau terrain d'affrontement entre les différentes tendances politiques. Cependant, les diverses appartenances idéologiques divisaient le mouvement ouvrier en autant d'organisations syndicales qu'il y avait de tendances politiques, auxquelles venaient s'ajouter les syndicats réellement autonomes dans leurs prises de position. En toute logique, cette division partisane revenait également à limiter le nombre d'adhérents respectifs de tous ces syndicats. Par conséquent, les prises de position mettaient régulièrement l'accent non pas sur les problèmes communs au milieu ouvrier, mais plutôt sur les aspects autour desquels il se divisait. Certes, les syndicats avaient vocation à défendre les intérêts de la classe ouvrière dans sa globalité, mais de fait, les divisions dans lesquelles ils se perdaient les empêchaient d'atteindre leurs objectifs. C'est la raison pour laquelle N. Sartorius a toujours défendu l'unité du mouvement syndical et son indépendance partisane :

---

<sup>1147</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017: «*Yo creo que sí, mis libros, mi trabajo sindical, han influido mucho en CC.OO.* »

*Autrement dit, les idées politiques du syndicat ne doivent pas venir de l'extérieur, d'un parti, mais elles doivent être élaborées par lui. [...] Ils doivent prendre en compte leur homogénéité, la concordance d'intérêts à court terme, ou bien indirects, mais sans mettre de côté leur grande diversité politique, leur conscience de classe et leur combativité. Il est possible de parvenir à une cohésion basique autour d'objectifs concrets également*<sup>1148</sup>.

Alors bien sûr, de nombreux dirigeants des Commissions Ouvrières militaient également au Parti Communiste, mais pas exclusivement. De plus ces militants politisés, à l'image de N. Sartorius, ont toujours eu à cœur de préserver l'indépendance de la ligne du mouvement, qu'elle concorde ou non avec celle de leurs partis respectifs.

D'autre part, le contexte dictatorial ainsi que l'évolution économique, culturelle et sociale de la société espagnole entre les années 1950 et 1970 ont fait que les revendications économiques, sociales et politiques étaient plus liées entre elles que jamais. C'est, selon N. Sartorius, le développement de l'économie capitaliste en Espagne, et sa transformation en capitalisme de monopole d'Etat, qui ont provoqué la naissance du nouveau mouvement ouvrier. Il n'était plus exclusivement revendicatif, mais sociopolitique également. Autrement dit, le mouvement ouvrier ne portait plus strictement les revendications économiques immédiates des travailleurs, mais il avait pour vocation d'encourager l'avènement de progrès sociaux durables : « *J'ai beaucoup écrit sur le syndicat en tant que sujet socio-politique. Pas uniquement social, mais social et politique, ce qui est lié au principe d'indépendance partisane* <sup>1149</sup> ».

### *7.2.2. Pratiques démocratiques.*

Au sein des Commissions Ouvrières, N. Sartorius encourageait l'implication la plus large possible des travailleurs, et souhaitait à terme que tous les salariés – ouvriers, techniciens, administratifs et dirigeants – prennent part à l'organisation du fonctionnement de leur lieu de travail, au contrôle de la production, et à la direction économique de l'entreprise :

---

<sup>1148</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017: « *Es decir que las ideas políticas del sindicato no tiene que venir de fuera, de un partido, sino que tienen que ser elaboraciones propias. [...] tienen que considerar la homogeneidad y la coincidencia de intereses inmediatos y mediatos, pero también con su enorme diversidad política, de su conciencia de clase y combatividad. Es posible lograr una cohesión básica en torno a objetivos también concretos* ».

<sup>1149</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017: « *He teorizado todavía más el sindicato como sujeto sociopolítico, no solo social, sino social y político, que está ligado a la independencia* ».

*Concernant la relation entre le mouvement et son articulation, j'ai toujours été un grand défenseur des comités d'entreprise. Il s'agissait selon moi de mettre en relation l'expression des ouvriers dans ces comités avec la partie organisée du mouvement, la cellule syndicale. Il y a toujours eu une polémique dans le syndicalisme espagnol de la part de ceux qui voulaient éliminer ces comités, et qui souhaitaient que le rôle de leader revienne aux cellules syndicales. C'est d'ailleurs la position de l'UGT. Pour ma part, au sein des Commissions j'ai toujours défendu qu'il était fondamental que des organes syndicaux soient élus par tous les travailleurs. Les syndicats feraient partie de ces comités bien évidemment. Mais l'ensemble des travailleurs doit prendre part à ces comités<sup>1150</sup>.*

Selon lui, les travailleurs devaient avoir la possibilité de participer à tout ce qui était lié à la défense de leurs intérêts : salaires, conditions de travail, durée de la journée de travail, cotisations sociales pour la retraite, le chômage et en cas de maladie. Mais ils devaient également défendre leurs conditions de logement et l'éducation de leurs enfants notamment. C'est de là que venait l'importance pour les travailleurs de s'organiser dans un mouvement qui porte l'ensemble des revendications du mouvement ouvrier :

*Il s'agit en résumé d'organiser les travailleurs, en partant de leur réalité concrète. Le travail est organisé dans l'usine de telle sorte que le capitaliste exploite le plus scientifiquement possible leur force de travail. Cette réalité et leurs revendications concrètes doivent devenir un levier de la libération, plus scientifique également, pour les travailleurs<sup>1151</sup>.*

En outre, il était nécessaire selon lui que l'organisation encadrant le mouvement ouvrier fonctionne de manière véritablement démocratique. Dans le mouvement ouvrier originel, la démocratie interne était plus formelle que réelle. Les dirigeants étaient certes élus par les militants, mais de fait, les candidats étaient toujours issus des rangs des partis qui influençaient les syndicats respectifs, et se chargeaient d'y imprimer leur ligne politique, sans consultation supplémentaire de la base. Cependant, les prises de décisions « par le haut » peuvent conduire à une certaine frustration, à une

---

<sup>1150</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *La relación entre movimiento y organización, por ejemplo, yo he sido un gran defensor de los comités de empresa. Era ligar lo que es la expresión de los trabajadores en el comité con la parte organizada que sería la sección sindical. Siempre ha habido una polémica en el sindicalismo español, para eliminar a los comités. Dar todo el protagonismo a las secciones sindicales. En UGT es más bien esto. Yo en Comisiones siempre he defendido que era fundamental que haya órganos que elijan todos los trabajadores. Y dentro de este comité, están los sindicatos evidentemente. Pero dentro de este comité debe haber una participación de los trabajadores* ».

<sup>1151</sup> Nicolás Sartorius, *El resurgir del movimiento obrero*, op. cit., p. 14 : « *Se trata, en una palabra, de organizar a los trabajadores partiendo de la realidad concreta de cómo está organizado el trabajo en una fábrica, para que lo que está pensado por el capitalista con el fin de explotar más científicamente la fuerza de trabajo se convierta en palanca de liberación, también más científica, de los trabajadores* ».

certaine inhibition de secteurs de la société. C'est la raison pour laquelle il encourage à la plus grande participation dans le débat et à la prise de décision au sein de l'organisation du mouvement ouvrier. Toutefois, pour que les travailleurs participent passivement, il faut en amont qu'ils soient bien informés. S'ils ne sont pas informés, ils n'ont pas les éléments pour comprendre et décider, et peuvent renoncer à participer aux prises de décisions les concernant. C'est pourquoi « *un des éléments basiques pour faire de la politique de façon différente, est d'informer différemment* <sup>1152</sup> ». On se souvient que N. Sartorius tout au long de son travail de journaliste, que ce soit à *Siglo 20*, *Gaceta de Derecho Social* dans les années 1970 ou *Triunfo* pendant les mois de transition politique, a eu à cœur d'informer ses lecteurs sur des aspects très concrets de l'actualité touchant à leur quotidien : logement, éducation, protection sociale, revendications salariales, etc.

### 7.3. La cohérence des idées, l'expérience en héritage.

Selon Louis Bodin : « *la notion d'intellectuel suppose de la part de l'individu à qui elle s'applique une conscience de sa situation et de son rôle. L'Histoire ne consacre les intellectuels que dans cette mesure* <sup>1153</sup> ». Dans le cas de N. Sartorius, s'il est plutôt réticent à se définir lui-même comme un intellectuel, il finit malgré tout par reconnaître que les essais qu'il a publiés et son action à la tête des Commissions Ouvrières justifient l'utilisation de ce terme à son égard :

*Je peux dire que oui, avec tout ça j'ai contribué (à construire la théorie du nouveau mouvement ouvrier en Espagne). Du moins j'ai tenté d'y contribuer. Tous ceux qui font usage de leur intellect et qui écrivent sont des intellectuels. Alors dans ce sens oui, on peut considérer que je suis un intellectuel. Par exemple, A. Gramsci considère que les travailleurs qui se consacrent à la direction des syndicats ou des partis sont également des intellectuels*<sup>1154</sup>.

---

<sup>1152</sup> Nicolás Sartorius, « Crisis de los intelectuales », *op.cit.*, p.36 : « *Uno de los elementos básicos de una manera distinta de hacer política es una manera distinta de informar* ».

<sup>1153</sup> Louis Bodin, *op. cit.*, p.19.

<sup>1154</sup> Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Con todas esas cosas entiendo que sí he contribuido algo. Al menos intenté contribuir. Todo el que usa el intelecto y escribe es un intelectual. Pues sí, se puede considerar que soy un intelectual. Por ejemplo, Gramsci considera que los trabajadores que se dedican a la dirección de los sindicatos, o de los partidos también son intelectuales* ».

A l'aube de la démocratie, les revues démocratiques qui accueillait la voix des intellectuels progressistes en Espagne, comme *Cuadernos para el Diálogo* et *Triunfo* n'ont pas survécu à l'avènement de la démocratie, qui s'est soldée également par l'arrivée d'un nouveau modèle de presse basé sur d'autres principes, comme la culture du divertissement, et avec des objectifs en termes d'audience et de bénéfices. De même, l'époque où l'on portait l'un de ces titres sous le bras pour manifester ses affinités démocratiques, son appartenance à l'opposition antifranquiste, était révolu. N. Sartorius parle d'une « *sublimation de la lutte antifranquiste* », connotée positivement dans les milieux progressistes, qui fait qu'à l'issue de la Dictature « *la reconversion des intellectuels et des professionnels de l'opposition dans le nouveau contexte démocratique a été assez traumatisante* <sup>1155</sup> ». En 1978, il quitte la rédaction de *Triunfo* pour fonder avec d'autres collaborateurs une nouvelle revue d'information générale, *La Calle*, mais l'initiative ne remporta pas le succès escompté dans cette Espagne où les attentes en termes d'information et de divertissement avaient évolué.

Le 11 février 1981, la démission de Marcelino Camacho du Parlement (qui répondait ainsi au vote du PCE en faveur d'une réforme des conditions de travail) amena N. Sartorius à prendre sa place en tant que député. Il fut ensuite élu à ce siège à trois reprises, en 1982, 1986 et 1989. Cette même année 1981 signifia également son accession à la tête du PCE : en pleine crise du Parti Communiste qui voyait le nombre de ses adhérents plonger, à l'occasion de son Xème Congrès Santiago Carrillo créa un poste de vice-secrétaire général et y nomma Nicolás Sartorius. Ce dernier faisait partie du courant « *renovateur* » du Parti, qui prônait une plus grande démocratisation du fonctionnement interne du PCE, ce à quoi S. Carrillo s'opposait, pensant qu'une meilleure information suffirait à regagner le cœur de l'électorat<sup>1156</sup>. En 1986, à l'issue de la campagne pour le référendum au sujet du maintien de l'Espagne dans l'OTAN, N. Sartorius qui siégeait au Parlement depuis quatre années, co-fonda avec d'autres la coalition *Izquierda Unida* (IU). IU était née de l'alliance de cette gauche qui, contrairement au PSOE, avait défendu la sortie de son pays de l'alliance atlantique. La coalition défendait la mise en place d'un socialisme démocratique (ce qui sous-entendait que le PSOE alors au pouvoir n'avait de socialiste que le nom), l'introduction de politiques sociales plus justes, plus égalitaires et plus

---

<sup>1155</sup> Nicolás Sartorius, « *Crisis de los intelectuales* », *op.cit.*, p.27-28: « *sublimación de la lucha antifranquista. [...] de ahí que la reconversión de los intelectuales y profesionales de la época de la dictadura a la época de la democracia siempre tenga un carácter bastante traumático* ».

<sup>1156</sup> Gregorio Morán, *Miseria y grandeza del Partido Comunista de España, 1939-1985*, Planeta, Barcelona, 1986, p. 587-591.

solidaires, ainsi que l'avènement d'un Etat laïque et fédéral<sup>1157</sup>. De sa fondation jusqu'en 1992, N. Sartorius fut le porte-parole de la coalition au Parlement espagnol. Il quitta ce poste, suite au différend irrésoluble avec le président d'IU, Julio Anguita, qui s'opposait à la signature du Traité de Maastricht alors que N. Sartorius lui, y était favorable, ce qui lui valut des attaques virulentes de la part de certains de ses anciens camarades. L'année suivante, il décida de se retirer de la vie parlementaire en ne se représentant pas lors des élections législatives de 1994. Cependant, ce retrait de la vie publique ne signifiait pas pour autant l'abandon définitif de tout engagement politique. Depuis les années 1990, il rédige des chroniques politiques dans différents journaux, dont *El País*. Puis, en 1997 il a participé à la fondation du «thinktank» *Fundación Alternativa*, laboratoire d'idées progressistes qui réalise depuis des bilans politiques, économiques et sociaux et élabore des propositions qu'il soumet aux différents gouvernements. Par ailleurs, les essais historiques qu'il a publiés dans les années 2000, *La memoria insumisa*<sup>1158</sup> et *El final de la dictadura*, sont bien connus des historiens de l'Espagne contemporaine. Enfin ses deux derniers essais politiques et sociétaux, *La manipulación del lenguaje*<sup>1159</sup> et *La nueva anormalidad*<sup>1160</sup>, qui datent de 2018 et 2020 respectivement, sont consacrés à l'analyse de l'actualité politique, économique et sociale, nationale et européenne.

Il nous semble essentiel de nous pencher sur les idées qu'il défend désormais au sujet de ce que doit être à ses yeux le syndicalisme du XXIème siècle, et qui nous semble être le prolongement des idées qu'il portait à l'époque où il dirigeait les Commissions Ouvrières. Toujours dans la perspective de réformer la société et de palier les conséquences du capitalisme et de ses convulsions, il revendique le dialogue social comme moyen primordial de faire de la politique. Une fois de plus, c'est bien le dialogue, le rapprochement entre les élus et leur base, ainsi que la démocratisation de la vie politique qu'il appelle de ses vœux. C'est pourquoi il considère que les syndicats, au-delà de représenter les intérêts des travailleurs, doivent être un élément constitutif, voire central, des systèmes démocratiques. Mais les syndicats buttent sur deux problèmes qui les empêcheraient, s'ils le souhaitent, d'occuper cette position. Le premier, c'est que ce sont le plus souvent des mouvements alternatifs ou extrémistes qui revendiquent une telle participation de la base dans la vie

---

<sup>1157</sup> *Constitución de Izquierda Unida como fuerza política alternativa*, 1986, [En ligne: <http://izquierda-unida.es/sites/default/files/1169749430050.pdf>]. Consulté le 5 septembre 2019.

<sup>1158</sup> Nicolás Sartorius, Javier Alfaya, Javier, *La memoria insumisa: sobre la dictadura de Franco*, Barcelona, Crítica, 2002.

<sup>1159</sup> Nicolás Sartorius, *La manipulación del lenguaje*, Barcelona, Espasa, 2018.

<sup>1160</sup> Nicolás Sartorius, *La nueva anormalidad*, Barcelona, Espasa, 2020.

politique, ce qui limite l'adhésion d'autres courants politiques, même progressistes, à ce qui selon N. Sartorius améliorerait le fonctionnement démocratique de nos sociétés. La deuxième limite à la démocratisation de la prise de décision politique, c'est que la voix des syndicats n'est pas entendue en Espagne, et encore moins au niveau mondial. D'après N. Sartorius, cela est dû aux positions exclusivement défensives que les syndicats adoptent, quand celles-ci ne sont pas carrément hors-jeu ; ce à quoi s'ajoutent les difficultés qu'ils rencontrent pour concevoir une stratégie de défense efficace au niveau mondial : « On ne peut plus se contenter d'un internationalisme à l'ancienne, rhétorique. Les gens ne peuvent plus croire qu'ils sont internationalistes parce qu'ils chantent *L'Internationale* en levant le poing. Il s'agit de comprendre ce que représente la mondialisation, ce qu'elle transforme, ce qu'elle influence <sup>1161</sup> ». Alors que l'Espagne et l'Europe sont plusieurs fois entrées en récession économique, d'abord après la crise des *subprimes* en 2008, ensuite avec la crise du Covid ces deux dernières années, deux périodes qui se sont traduites chez les plus modestes par une détérioration importante de leurs conditions de vie, il fait remarquer que la voix des syndicats n'est absolument pas entendue, ni en Espagne, ni en Europe, et encore moins à l'échelle mondiale. Par conséquent, N. Sartorius appelle tous les syndicats, et pas seulement ceux d'Espagne, à unir leur énergie, leur volonté de changement et leur pouvoir de mobilisation pour contraindre les Etats à conduire un processus de mondialisation différent, et afin d'obtenir une Union Européenne plus sociale. Il les encourage à dépasser leurs différends idéologiques pour mener une grande offensive qui soit à la fois protestataire et force de proposition. Ainsi, les syndicats ne doivent pas selon lui se limiter à conduire un mouvement de protestation contre la mondialisation. Ils doivent avant tout participer à la direction d'un processus différent de mondialisation, tout en prenant en compte et en intégrant les questions qui préoccupent les travailleurs. En outre, les syndicats devraient, à son avis, former une grande alliance mondiale avec les associations et les mouvements altermondialistes, pour qu'ensemble ils soient à même de conduire une initiative globale visant à améliorer, pacifiquement et démocratiquement, le système économique, politique et social actuel. Il y a plus de trente ans, il défendait déjà :

*Une Europe de paix, de justice sociale, de démocratie avancée, d'accès à la culture généralisée, de participation réelle des citoyens à la vie politique, [...] et qui*

---

<sup>1161</sup>Nicolás Sartorius, extrait de l'entretien réalisé le 3 novembre 2017 : « *Ya no puede ser el internacionalismo antiguo, retórico. La gente ya no puede creer que es internacionalista porque canta la internacional o levanta el puño. Por ejemplo, eso es entender qué es la globalización (es lo que últimamente más trabajo) está transformando, influyendo* ».

*garantisse effectivement les libertés fondamentales. Autrement dit, un grand projet populaire et réformateur*<sup>1162</sup>.

La cohérence de sa pensée et la fermeté de son idéologie sautent aux yeux lorsqu'en 2020, on lit ces lignes publiées dans son dernier ouvrage, *La nueva anormalidad*:

*Il existe encore des organisations internationales regroupant des partis ou des syndicats. C'est le cas par exemple de l'Internationale Socialiste, de la Confédération Internationale des Travailleurs, ou de la Confédération Européenne des Syndicats. La vérité, c'est que leur pratique « internationaliste » n'est pas excessivement efficace. Les partis autant que les syndicats, à l'heure de vérité, ont pour habitude de s'aligner, sauf exception, sur la ligne défendue par leurs gouvernements respectifs, à tort ou à raison. [...] Et nous n'avons pas besoin d'aller chercher des exemples bien loin. Sans aller jusqu'à penser aux interminables conflits au Moyen-Orient, aujourd'hui enterrés par la Covid-19, dans notre chère Europe, l'internationalisme brille par son absence. Lors de la crise des années 2008 et 2009, les gouvernements dominants ont imposé une ligne politique d'austérité dure, et personne ne s'est mobilisé pour les en empêcher. Les travailleurs de Grèce et d'Espagne se sont retrouvés seuls face à leur sort. Au moment-même où j'écris ces lignes, et où les conséquences terribles de la pandémie s'abattent sur les secteurs de la société et sur les pays les plus vulnérables, il n'existe aucun type de mobilisation emmenée par des organisations politiques ou sociales qui défendent la recherche d'une issue solidaire, pour sortir du désastre provoqué par cette crise. Au contraire, toutes les organisations s'accrochent à leurs gouvernements respectifs, dans un sauve-qui-peut généralisé. [...] De nos jours, nous nous trouvons face à une tendance opposée à l'internationalisme. Nous faisons face à l'avancée des nationalismes, alors que dans un contexte de mondialisation rampante et des défis que celle-ci suppose, un « nouvel internationalisme » serait plus nécessaire que jamais, un internationalisme capable d'aborder tous ces défis communs, avec des solutions communautaires et solidaires*<sup>1163</sup>.

---

<sup>1162</sup>Apuesta por Europa, 03/04/1985, *El País*: « Una Europa de paz, de justicia social, de democracia avanzada, de cultura generalizada, de participación real de los ciudadanos, [...] y de garantía efectiva de las libertades. Es decir un gran proyecto popular y reformador ».

<sup>1163</sup> Nicolás Sartorius, *La nueva anormalidad*, op.cit., p.251-252: « desde luego siguen subsistiendo organizaciones internacionales, tanto de naturaleza partidaria como sindical. Ahí están, sin ir más lejos, la Internacional Socialista, la Confederación Internacional de Trabajadores o la Confederación Europea de Sindicatos. La verdad es que, en la práctica, su actividad no es excesivamente eficaz. Tanto los partidos como los sindicatos, a la hora de la verdad, suelen alinearse, salvo excepciones, con los intereses de sus respectivos gobiernos nacionales, tengan razón o no la tengan. [...] Tenemos bastantes ejemplos en la actualidad. Sin necesidad de irse a las interminables guerras del Oriente Medio, hoy sepultadas por la Covid-19, en nuestra querida Europa el internacionalismo brilla por su ausencia. Cuando en la crisis de 2008-2009, desde los gobiernos de las naciones dominantes, se impuso una dura política de austeridad, nadie se movilizó para impedirlo y se dejó abandonados a los trabajadores de Grecia o de España. Ahora mismo, cuando escribo estas líneas, las terribles consecuencias económico-sociales de la pandemia se abaten sobre los sectores sociales y países más vulnerables, no existe ningún tipo de movilización por parte de las organizaciones políticas o sociales en favor de una salida solidaria de los destrozos. Cada organización, por el contrario, se arrima a sus gobiernos en un sálvese quien pueda lo mejor que pueda. [...] Hoy por hoy, estamos ante una tendencia opuesta al

C'est cette nouvelle conception de l'internationalisme qu'il appelle de ses vœux qui nous semble être l'évolution des principes du « nouveau syndicalisme », en somme la continuité de son projet d'unité et d'indépendance, ainsi que du syndicat comme mouvement politico-social, qu'il développait il y a plus de quarante ans. Si sous le Franquisme et pendant la Transition Nicolás Sartorius faisait la promotion d'un « nouveau syndicalisme », désormais c'est une nouvelle remise en question des pratiques et des objectifs des syndicats, tout comme ce « nouvel internationalisme », qu'il pense être clefs pour sortir du scepticisme politique généralisé et pour réussir à construire une Europe plus seulement tournée vers la croissance économique, mais également sur les aspects sociaux des Etats qui la composent, le but ultime étant de mondialiser non plus seulement l'économie, mais aussi et surtout la démocratie et le système d'Etat-Providence.

---

*internacionalismo. Nos encontramos ante el avance de posturas nacionalistas, cuando en la rampante mundialización y los retos que plantea, sería más necesario que nunca un "nuevo internacionalismo" que fuese capaz de abordar esos desafíos comunes con soluciones comunitarias y solidarias».*

# CONCLUSION

## CONCLUSION

C'est dans une perspective wébérienne, qui replace l'individu au centre de l'analyse historique à l'heure d'expliquer les causes et les conséquences de phénomènes collectifs, que notre travail s'est proposé de retracer et d'analyser le parcours personnel et politique de Nicolás Sartorius, à partir de l'hypothèse d'une trajectoire militante tout à la fois singulière et représentative, voire emblématique, de l'opposition démocratique entre 1956 et 1978. La mise au jour de ce parcours pouvait, selon nous, contribuer à l'approfondissement d'un champ d'investigation plus vaste sur l'opposition, et à élargir la connaissance des secteurs qui conduisirent la réforme politique et permirent le succès d'une transition dite pacifique vers la démocratie. Cette étude, à son terme, nous semble avoir effectué la démonstration que la société espagnole a eu un rôle plus important dans la déstabilisation, puis dans la chute du Franquisme, que ce que le récit historique consensuel existant en Espagne laisse entendre.

Nicolás Sartorius est né et a grandi dans un cadre social et familial d'autant plus privilégié qu'il est contemporain des années noires du Franquisme, pendant lesquelles la répression et la situation économique de l'Espagne maintenaient le pays dans une situation de paralysie sociale et de pauvreté extrême. Il a été assez tôt sensibilisé à la dissidence monarchiste, à laquelle il s'identifia dans un premier temps. Mais après quelques mois passés à l'université, il a été au contact d'une autre réalité, celle de l'intolérance, de l'injustice sociale et de la répression politique. Lors de sa troisième année universitaire, âgé de dix-neuf ans, il a saisi l'occasion qui se présentait à lui de s'engager en se faisant élire délégué de ses camarades de classe. Ses lectures, ses fréquentations au sein de la *Nueva Izquierda Universitaria*, ses échanges, ont participé à sa formation intellectuelle. S'ouvrir à des auteurs et des théories censurées par la Dictature était en soi déjà un acte subversif. Mais répondre à l'appel de la lutte pour changer en profondeur l'Espagne, ou participer à la mission de

conscientisation des travailleurs que V. I. Lenine avait confiée à l'élite éclairée, supposait pour Nicolás Sartorius de franchir un cap supplémentaire, et de donner une autre dimension à son engagement. Au fil de ses lectures d'inspiration marxistes, de l'expérience de l'intolérance et de l'arbitraire franquiste, N. Sartorius est devenu sensible au sort des plus humbles, qui souffraient dans un silence imposé par la dictature qui les délaissait. Le SUT lui a donné la possibilité de vivre en immersion dans le monde ouvrier et, tout au long de son parcours universitaire, il a apporté son aide dans des zones populaires qui vivaient dans des conditions misérables aux abords de la capitale.

A sa sortie d'études, il a rejoint le *Frente de Liberación Popular*. Bien que s'inscrivant en faux vis-à-vis du Parti Communiste d'Espagne, les deux organisations se rejoignaient régulièrement sur le plan tactique et idéologique. C'est pendant ces années que son charisme et ses talents d'organisation et de mobilisation s'épanouissent, il s'impose alors à la tête du FLP lorsque le parti est décapité. Précurseur dans son domaine, il s'associe à la création des premiers cabinets de conseil en droit du travail destinés au monde ouvrier, ce qui l'amène à se rendre dans les Asturies et à se retrouver au milieu de l'orage lorsqu'il éclate en 1962. Il est alors un des moteurs des actions de protestation des mineurs, ce qui lui vaut d'être arrêté et jugé en conseil de guerre. Lorsqu'il sort de prison il entame une carrière de journaliste. Tout au long des articles qu'il publie dans des revues d'opposition démocratique, N. Sartorius brosse un portrait de la société espagnole souvent proche de ceux des romans du réalisme social<sup>1164</sup> et des romans « objectifs »<sup>1165</sup> ; héritiers du réalisme du XIXe et du journalisme de reportage, les personnages y sont une synthèse de la classe sociale à laquelle ils appartiennent, et leurs difficultés économiques, familiales et sociétales sont mises en avant. N. Sartorius, avec ses brèves de société souvent pathétiques, parfois sordides, donne à voir une Espagne qui contraste avec celle que le Régime tend à promouvoir, celle d'un pays de victoires économiques et sociales, prospère et entré de plein pied dans la modernité. Pour lui, il s'agit de pointer du doigt les dysfonctionnements et les nombreuses failles de la « réussite » du régime franquiste. Il s'agit également d'encourager ses lecteurs, silencieux certes, mais bien présents, à prendre conscience qu'ils sont nombreux à partager les mêmes difficultés, qu'ils ne sont pas isolés ; il

---

<sup>1164</sup> *El Jarama* de Rafael Sánchez Ferlosio<sup>1164</sup>, *La Noria* de Luis Romero ou *Últimas tardes con Teresa* de Juan Marsé, sont des exemples de romans du réalisme social qui remportent à l'époque un vif succès.

<sup>1165</sup> Juan Pablo Fusi, dans Santos Julia, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez et Juan Pablo Fusi, *La España del siglo XX*, Marcial Pons, Madrid, 2007, p.648-649: « Aunque los conceptos de generación y de realismo harían muy poca justicia a la diversidad y riqueza [...] se trató en principio de una literatura en la que [...] abundaron obras sobre la clase obrera y los braceros del campo, y en general sobre la sordidez de la vida de las clases populares, historias del trabajo en minas y en factorías, y temas como el conflicto generacional y la crítica del conformismo político de la burguesía, y que, como estilo, buscó una objetividad casi fotográfica, la narración dialogada y sin artificios, los lenguajes cotidianos; buscó más, si se quiere, el análisis de clases y grupos sociales que la creación de personajes singulares».

œuvre à les pousser à s'unir et à se mobiliser. Et si le lecteur dès lors qu'il se procurait un numéro de *Triunfo* ou de *Siglo 20* accueillait positivement les messages et les opinions véhiculées tant bien que mal dans ces revues, une argumentation construite et solide lui était proposée dans ses pages afin de nourrir le débat. C'est pourquoi il est possible de considérer la lecture de ces rubriques comme une sorte d'initiation à la culture démocratique, d'introduction à la pratique du débat, chez un lectorat minoritaire à l'époque, certes, mais qui, pour autant, n'en comptait pas moins. Cette prise de parole, défi relevé chaque semaine n'est qu'un fragment de l'écriture journalistique de N. Sartorius, mais il donne le ton et s'avère assez représentatif de son style et de ses choix d'écriture, qui sont marqués par un engagement patient, constant et profond.

En parallèle, fort de son expérience au FLP, des grèves dans les Asturies, et nourri de la stratégie politique du PCE auquel il adhère à sa sortie de prison, N. Sartorius retourne auprès de ce qui n'est alors que les prémisses de la contestation sociale. Il intègre l'avant-garde militante des Commissions Ouvrières et y travaille à étendre, accroître, organiser et lancer le renouveau du mouvement ouvrier. Entre flux et reflux, l'ampleur de la mobilisation sociale est croissante. A l'origine du mécontentement populaire se trouve le refus des autorités d'accéder à des demandes d'interventions « concrètes » pour améliorer les conditions de vie ou de travail. Au fil du temps et des arrestations, ces revendications deviennent essentiellement politiques, incarnées par le slogan « amnistie et liberté ». N. Sartorius poursuit sa construction et devient peu à peu, l'un des principaux dirigeants des Commissions Ouvrières, qui encouragent et organisent la dissidence, s'assoient à la table des négociations des conventions collectives, et appellent à des centaines de grèves et de manifestations pour défendre les droits des travailleurs. Son engagement lui vaut la reconnaissance du Parti Communiste d'Espagne, au sein duquel il grimpe progressivement les échelons. Les Commissions Ouvrières sont un temps tolérées par une Dictature interloquée, qui ne sait comment réagir face à ce mouvement légal et aux intentions clairement affichées ; mais elle leur déclare une guerre sans merci à partir de 1966, lorsqu'elle prend toute la mesure de leur capacité de mobilisation et de nuisance pour le régime. Le perfectionnement de l'appareil répressif avec la création et le renforcement du Tribunal d'Ordre Public, ou la centralisation des renseignements via le SECED, révèlent tout à la fois le refus du franquisme de satisfaire ces demandes, mais aussi son opiniâtreté et son impuissance pour faire taire ces voix contraires. En témoigne, en 1973, le très médiatisé Procès 1001, qui se solde par la condamnation de dix dirigeants des Commissions dont N. Sartorius, et représente le point culminant de cet acharnement répressif. Pendant cette période, il passe de nombreuses années derrière les barreaux de la prison de Carabanchel. L'expérience de l'enfermement et ses répercussions intimes permettent à nouveau de mesurer sa détermination et

sa résilience à l'heure de poursuivre la lutte. Car dans ces circonstances adverses, son combat contre la Dictature se poursuit sous d'autres formes : la demande de reconnaissance, bien qu'officiuse, du statut de prisonnier politique des militants enfermés par le régime qui pense ainsi pouvoir les neutraliser ; la médiatisation des procès qui montre le vrai visage d'une dictature toujours bien présente mais qui se fissure de toutes parts.

A la mort de F. Franco, le régime se crispe sous le coup des mobilisations sociales qui explosent. L'opposition démocratique, Commissions Ouvrières comprises, enclenche un bras de fer véhément contre l'administration franquiste qui s'accroche au pouvoir. Lorsque le gouvernement finit par ouvrir la voie à une politique réformatrice pouvant conduire à une démocratie, on assiste à plusieurs tentatives de neutralisation de la pression sociale, ce qui vient démontrer aussi le poids de la rue dans la dynamique du calendrier de la transition et de ses modalités.

C'est pourquoi il nous semble qu'on ne peut se ranger derrière l'hypothèse que le contexte économique ait pu être le principal facteur déterminant de l'attitude des Espagnols pendant ces années d'incertitude. L'apathie politique dominante décrite par de nombreux observateurs ne peut être expliquée par la seule amélioration de leurs conditions de vie, déjà, on ne peut sous-estimer le rôle dissuasif du dispositif répressif déployé par le régime à la moindre velléité dissidente. De même, le nombre de mobilisations qui augmenta au fil des années jusqu'à la nomination d'A. Suárez au gouvernement, ne peut être strictement relié à la crise économique qui éclata à partir du choc pétrolier de 1973. Par ailleurs, le faible score du PCE lors des premières élections législatives de juin 1977 – où il obtint 9% des sièges – ne semble pas autoriser à minorer le rôle de cette organisation et de ses militants pendant la deuxième moitié de la dictature.

Le parcours combattant de N. Sartorius est jalonné d'invariants qui permettent de saisir toute la brutalité du régime ainsi que la dimension de l'engagement de certains secteurs de la société civile. De même, sa trajectoire personnelle et politique semble accompagner les avancées et les soubresauts de l'histoire récente de l'Espagne. Elle illustre l'engagement et la capacité de mobilisation d'une partie de la société espagnole, et plus spécifiquement des secteurs juridiques, des journalistes et du mouvement ouvrier, dans la conquête et la construction de la démocratie espagnole. Si son histoire n'illustre qu'une des nombreuses modalités d'engagement contre un régime autoritaire et tentaculaire, elle nous semble néanmoins exemplaire : tout d'abord du fait de la multiplicité des angles d'attaques retenus, ensuite parce qu'elle est emblématique d'un dévouement total à la lutte pour la démocratie, et enfin, son influence porte sur le long terme. N. Sartorius

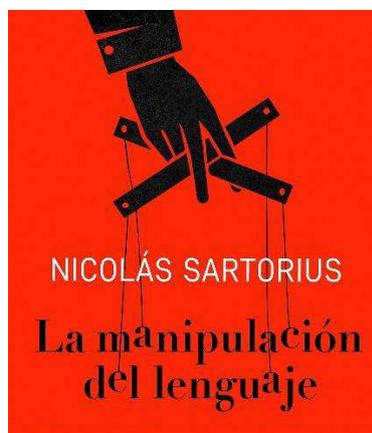
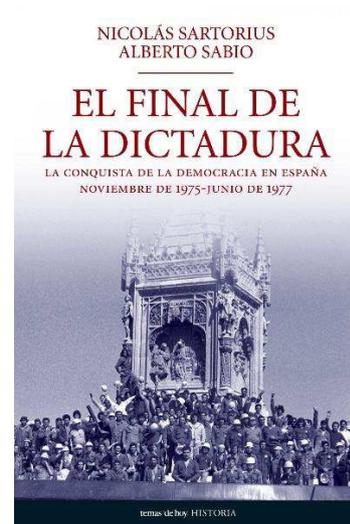
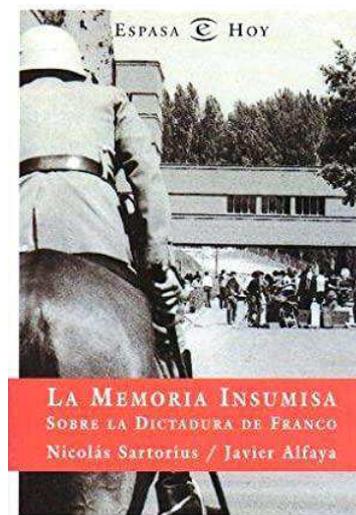
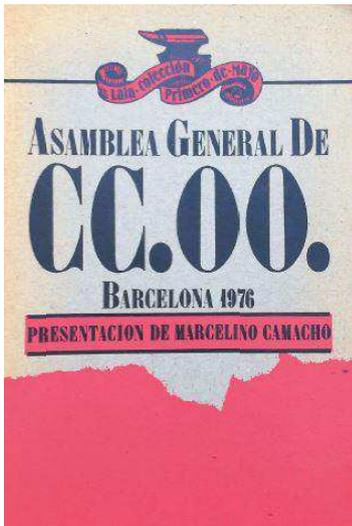
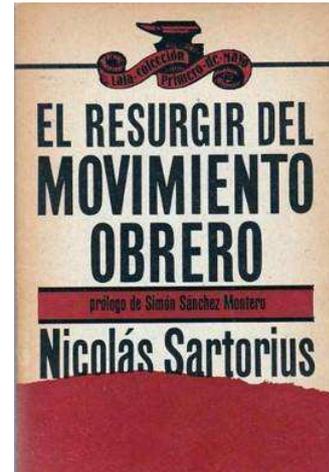
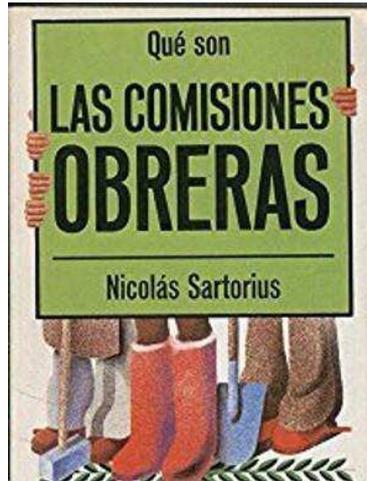
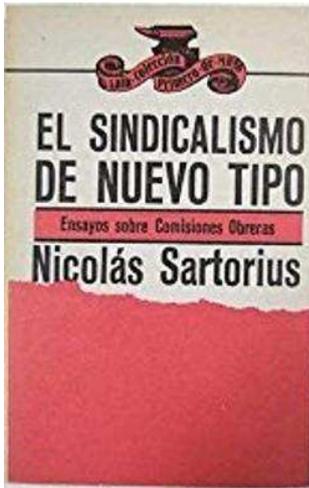
correspond selon nous à la définition de l'intellectuel révolutionnaire proposée par Louis Bodin : « *L'intellectuel révolutionnaire, c'est-à-dire celui qui ne se contente pas de catalyser les mécontentements et les revendications, mais prévoit et met en œuvre les moyens d'une transformation radicale, est une espèce rare*<sup>1166</sup> ». N. Sartorius fait indéniablement partie d'une élite. Son parcours au sein des Commissions Ouvrières, du Parti Communiste d'Espagne, et son implication dans l'impulsion ainsi que dans la théorisation du renouveau du mouvement ouvrier font qu'il aurait sans doute pu être qualifié d'intellectuel organique par A. Gramsci. Sa persévérance, sa droiture et la cohérence de ses idées, encore aujourd'hui, font de lui une personnalité remarquable, et un intellectuel dont l'apport semble digne d'être reconnu à une plus juste mesure. A l'heure où semble s'imposer l'écriture d'une histoire collective représentative -et à leur juste valeur- de toutes les composantes sociales et politiques qui ont été au cœur de l'étape franquiste et de la transition démocratique, il a, ainsi que ses compagnons de lutte, sa juste place au nombre de ces « héros » de la Transition qui n'en ont pas intégré le Panthéon, méconnus du grand public, à l'image de bien des milliers d'hommes et de femmes restés anonymes malgré leur sacrifice pour le rétablissement de la démocratie.

---

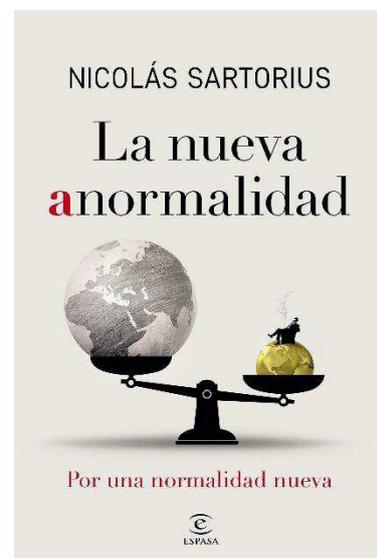
<sup>1166</sup> Louis Bodin, *Les intellectuels*, Que sais-je?, Paris, PUF, 1962, p.77.

# ANNEXES

1. N. Sartorius : un essayiste prolifique.



Breve diccionario de los engaños



Por una normalidad nueva



1. Programme du stage du SUT organisé à Matapozuelos, Semaine Sainte 1960.

1716 1960  
DESARROLLO DEL CURSILLO

Llegada Dia 10 de abril

Citacion estacion Matapozuelos a las 9 de la noche.

Llegada a la finca: Han de estar ya previstos los alojamientos. Depositen las maletas y tal.

Seguidamente se hace una presentacion breve de cada uno Como se llama. qué distrito. Qué estudia. Cómo conoció el SUT. qué experiencias ha tenido. A qué viene.

Cena.

Instrucciones para el dia siguiente: Hora de levantarse Forma de trabajar y dónde. Fijacion de Horario.

Hay que tener a la gente ya distribuida por puestos de trabajo y pensar quienes van a ser los enlaces de confianza que ligan con cada grupo para conocerlos. Con- vendría que estos se turnaran durante los tres dias de trabajo para tener una opinión mas objetiva, en las reu- niones que se celebren de noche para ir catalogando a los tios,

Reunion de mandos despues de las instrucciones y cuando la gente ha ido a dormir. Objetivos: 1. Planear bien el dia siguiente, si hay clases, si se dará alguna charla, si se busca algun modo de convivencia.... 2. Cambiar im- presiones sobre la gente asistente. Informacion de las encuestas a los tipos de cada grupo de trabajo. 3. Suge- rencias.

Dia 11 lunes

Levantarse. Misa voluntaria. Desayuno. Trabajo. Comida. Trabajo. Clases o convivencias. Cena. Experiencias...

Dia 12 martes

id.

Dia 13 miercoles

id. Despues de la cena se anuncia el plan para el Dia siguiente.

Dia 14 jueves santo

9. Plan general del SUT y fin del cursillo. Entrega de resumen. Coloquio. 10 mañana. Haciendo historia y exigen- cias a los sutistas. Resumen. Coloquio. 11.30 mañana Las cualidades y calidades de un Jefe de Campo. 12.30 La transcendencia del Jefe de Campo. 2 Comida. 4. La asistencia al SUT. 5.30 El primer encuentro del Jefe de Campo. 6.30 entrega de encuestas y que las rellenen. 8. El segundo encuentro del Jefe de Campo. 9.30 Cena. Convivencia. 12 dormir.

Get. 6

Set

Examen de aptitud para designar un campo.

Dia 15. viernes santos

9. Resúmenes. 11. Lo técnico del Campo. 12. Lo cultural en el Campo. 1. Los peligros del Campo. 2.30 Comida. 4. Sut Femenino. 5 Estudio ambiente Campo. 6 Equipos de amistad. 7 Lo religioso y lo político. 8. Plan del albergue. 9 Cena. A continuación los que lo deseen pueden marchar a la procesión.

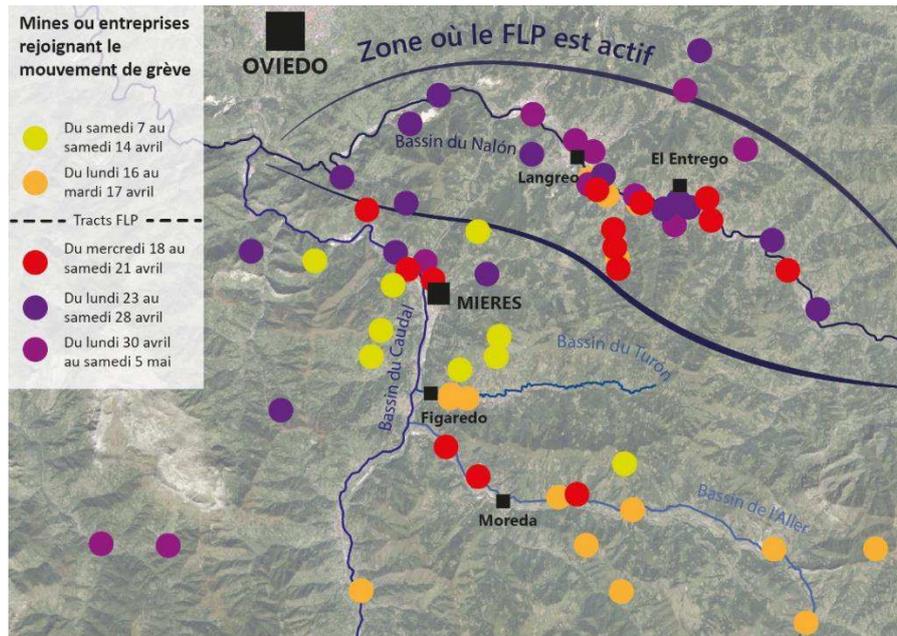
Dia 16. sábado santo.

10. mañana. Resúmenes. 12 m Comentario a las encuestas. 12.30 Entrega de nombramientos. Clausura (palabras finales de Carlos Ballesteros y algún jefe si hay). 1.30 Comida. 3.30 Salida para Madrid y demás.

-----

sábado

2. Chronologie des grèves du printemps 1962 dans les Asturies, mis en parallèle avec l'action du FLP.



Date	n°	Ville/ Puits/ Entreprise le cas échéant.	Bassin minier
Samedi 7 avril	1	Mieres (Nicolasa)	Caudal
Lundi 9 avril	2	Polio (Nicolasa)	Caudal
	3	Centella (Nicolasa)	Caudal
	4	Baltasara (Nicolasa)	Caudal
Mardi 10 avril	5	Pozo Barredo (Grupo Mariana)	Caudal
	6	Mina Corujas (Grupo Mariana)	Caudal
Mercredi 11 avril	7	Pozo Peñon, (Mina tres amigos), Vegadotos.	Caudal
	8	Pozo San José (Hulleras de Turon)	Caudal
Samedi 14 avril	9	Mina El Casar, Tres Amigos	Caudal
	10	Pozo Santa Bárbara (Hulleras de Turón)	Caudal
Lundi 16 avril	11	La Cobertoria (Hulleras de Turón)	Caudal
	12	Pozo San Vicente (Minas de Figaredo)	Caudal
	13	Pozo San Inocencio (Minas de Figaredo)	Caudal
	14	Pozo Modesta	Nalón
	15	Pozo María Luisa	Nalón
	16	Pozo San Luis, Langreo.	Nalón
	17	Pozo Fondón	Nalón
Mardi 17 avril	18	Pozo Riquela	Aller
	19	Pozo Escribana	Aller
	20	Ortiz y Sobrinos	Aller
	21	Novia y Morena	Aller
	22	Dominica	Aller
	23	Llori	Aller
	24	Macizos Cortina	Aller

	25	Quili y Reservada	Aller
Mercredi 18 avril	26	Sociedad Hullera Española	Aller
	27	Sociedad Industrial Asturiana	Aller
	28	Llamas	Caudal
	29	Piñeres	Caudal
	30	Sueros	Caudal
Jeudi 19 avril	31	Mina San Luis	Nalón
	32	Samuño	Nalón
Samedi 21 avril	33	San Fernando	Caudal
	34	Grupo Carinsa	Caudal
	35	Sierro Niegro	Caudal
	36	San Luis	Nalón
	37	Sotón	Nalón
	38	San Mamés	Nalón
	39	María Luisa	Nalón
	40	Carrio	Nalón
	41	Baredos	Nalón
Lundi 23 avril	42	Duro Felguera	Nalón
	43	Nespral	Nalón
	44	Mosquitera	Nalón
	45	La Camocha	Nalón
	Mardi 24 avril	46	Escobio
47		Zorera	Nalón
48		Encarnada	Nalón
49		Carbones de Langreo	Nalón
Mercredi 25 avril	50	Santa Ana (entreprise metallurgique)	
Lundi 30 avril	51	Antracita de Pajares (Grupo Cruces) Quirós	
	52	Mina Villabona (Grupo Cruces) Quirós	
Mercredi 2 mai	53	Grov (métal), El Entrego	Nalón
	54	Guarin (Construction), El Entrego	Nalón
	55	Rubiera (Carrelage), El Entrego.	Nalón
	56	Solvay	Nalón
	57	Candín	Nalón
	58	María del Pilar	Nalón
	59	Aramil	Nalón
	60	Regueral, Candás	Nalón
Jeudi 3 mai	61	Pozo Monsacro	
	62	Pozo San José (Hulleras de Veguin)	
	63	Pozo Vicentina	
	64	Pozo Artemisa (Olloniego)	
	65	Grupso CIMSA (Construction)	
Vendredi 4 mai	66	Duro Felguera (Métallurgie)	
	67	Carbones de Quirós	
	68	Mina Astur-Belga	
	69	Antracitas de Viñón, Cabranes	

# NUESTRA REALIDAD

UNA SECCION DE NICOLAS SARTORIUS

## GIRONELLA

José María Gironella tiene un público muy amplio. Sus dos libros, «Los cipreses creen en Dios» y «Un millón de muertos», han alcanzado una difusión record. El atrevimiento alcanzó su premio. «Sí, sí, me he hecho rico con la literatura». El objetivismo subjetivo que gustó a todos y no convenció a nadie, por razones opuestas.

—¿El escritor, debe comprometerse políticamente?

—Creo que el escritor puede hacer lo que quiera. Hay escritores que se han comprometido políticamente — por ejemplo, Sartre — y no por eso dejan de ser grandes escritores. Ahora bien: en mi caso, mi actitud es la contraria: situarme como en un palco.

El señor Gironella quiere seguir siendo objetivo. Lleva dos años preparando su próximo libro, «Ha estallado la paz», fin de la trilogía sobre la guerra civil española. Por lo menos, el título y la época para publicarlo ha estado bien escogido.

## ANTICLERICALES

El R. P. José Luis Martín Descalzo — autor de «La muerte le sienta bien a Villalobos» — afirma en la revista «Vida Nueva» que estamos asistiendo al nacimiento de un nuevo anticlericalismo cuyas características son: «que quienes siempre encontraron normal el que un sacerdote castrense vistiera de oficial del ejército, se aterren ahora de ver a un sacerdote vestir de mono... que quienes van con normalidad a un sacerdote en desfiles o en manifestaciones de «derecha», sientan temblor el mundo si le ven sosteniendo los derechos o aspiraciones obreras. Que quienes excitaban a los sacerdotes a hablar de política en los pulpitos allá por el año 30, ahora sólo quieren que en los pulpitos se hable de Cristo. Que quienes nunca consideraron clasista al capellán del señor Marqués, consideren clasista al consolidario de la «Joc» o de la «Haac».

## PALABRAS, PALABRAS

El ministro isabelino Bravo Murillo era un hombre bastante reaccionario. Este político se permitió decir en una ocasión: «¿Ustedes desean que yo autorice una escuela a la cual asistan 600 trabajadores. No, en mis días. Aquí no necesitamos hombres que piensen; lo que necesitamos son bueyes que trabajen».



Comentando esta «luminosa frase», «La Voz de Galicia» señala que los «Bravos Murillos de hoy no se atreven a decir estas cosas, pero en la práctica hacen lo mismo».

Todos los políticos — también los Bravo Murillos de hoy — afirman rotundamente la defensa de la libertad, de la igualdad y de la democracia, aunque luego, en la práctica, las profanen sin pudor. El mismo periódico «Arriba» se ha dado cuenta de esto y dice: «La palabra "libertad", en estos días de mixtificación, está corriendo los más diversos países y abanderando las más encontradas doctrinas. Y quien no coloque la palabra libertad en el frontispicio de su doctrina está condenado al fracaso...». Los pueblos quieren la libertad, la igualdad, la democracia, pero cada vez se fían menos de las palabras, de los discursos y de las promesas que hablan de estas cosas sin voluntad de llevarlas a la vida diaria de cada uno y de todos. La gente quiere hechos, realidades que le resuelvan sus problemas concretos colectivo-individuales.

## ¡AGUA! ¡AGUA!

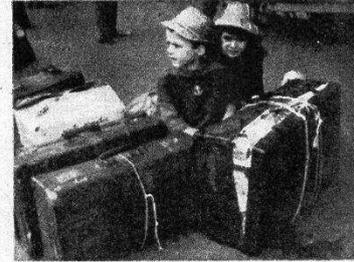
Las inauguraciones de pantanos han llenado nuestros «Nados» de manera insistente. Los españoles pensábamos que ya nunca más el agua sería un bien escaso, pero nos hemos equivocado. El agua cada vez abunda menos y las noticias son alarmantes. Madrid sufre de restricciones, cuando no de existencia en los barrios extremos. El problema tardará varios años en resolverse según una encuesta realizada por el diario «Pueblo». Segovia amenazada por la sed. Cuenta con agua potable para ochenta días. Desde hace unas semanas, sólo se da agua durante doce horas al día, de seis de la mañana a seis de la tarde. En Guadalupe y por retrasos en cierto proyecto, «se padece la angustia de estar cada día trece horas sin agua corriente. Sabemos que esta situación no durará más de dos años...».

A pesar de todas estas carestías de líquido elemento, nos queda el consuelo de que a Nueva York le ocurre lo mismo.

## DOCENCIA SIN SUELDOS DOCENTES

El «Escuela y Despensa» de Costa sigue con todo su vigor en nuestro país. La industria, el turismo, los Bancos, el comercio no hay duda que se han desarrollado. La alimentación tanto física como intelectual continúa arrastrando raquitismos injustificados para los tiempos que corren. Veamos lo que dice el presidente del Consejo Nacional de Doctores y Licenciados en Filosofía y Letras y en Ciencias, Dr. D. Eugenio Lostau Román, en carta dirigida a la prensa: «Una sociedad que no logra que por el Estado o por ella misma se retribuya dignamente al personal docente, podemos decir que es una sociedad analfabeta... Encargados de cátedra que cobran menos del salario mínimo interprofesional; adjuntos sin estabilidad con sueldo mensual de 3.000 pesetas; ayudantes que por cobrar menos de 3.000 pesetas tienen que poner dinero de su bolsillo para pagar la se-

guridad social... Un titulado universitario con jornada completa gana hoy 2.850 al mes en un centro de 4.ª categoría y 4.410 en uno de categoría especial». Con estos miserables sueldos se pide dedicación especial, cuando



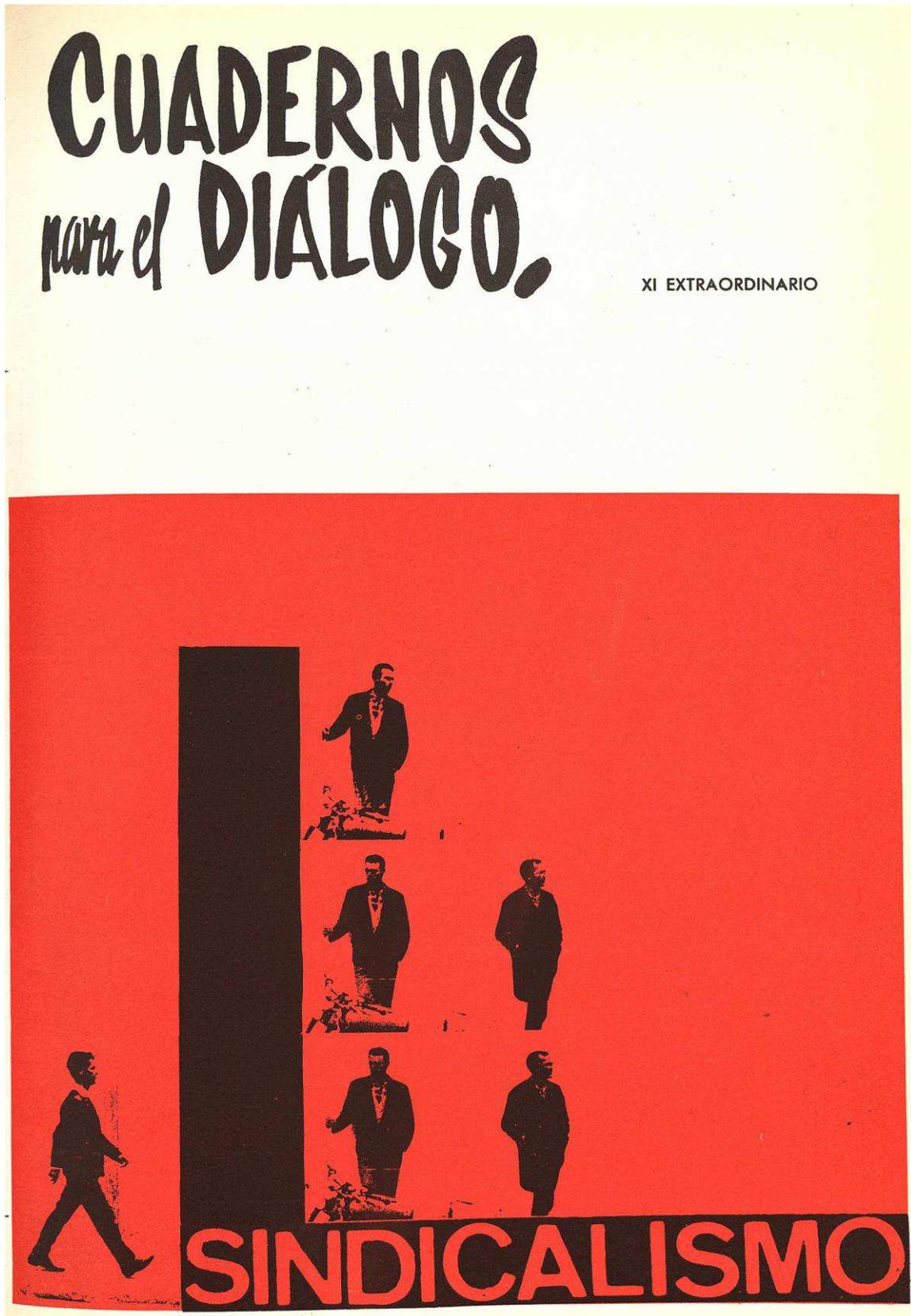
en la realidad si no fuera por el pluriempleo chapucero o la jornada de 12 horas muchos lo iban a pasar muy mal. En estas condiciones, todo el sistema de enseñanza se resiente: los trabajos de investigación, el estudio, el cuidado de los alumnos, etc., brillan, en la mayoría de los casos, por su ausencia.

## MATIZACIONES

Comentábamos el otro día sobre la disparidad de criterios ante los «sucesos de Grecia». Hoy se trata de las elecciones alemanas. El diario «Pueblo» defiende el programa socialdemócrata alemán de Brandt diciendo: «La socialdemocracia ha puesto el dedo en la llaga al hablar de «descuido en las empresas nacionales», que tras la fabulosa acumulación de capital en pocas manos conviene comenzar a repartir más equitativamente. Hacer más por la enseñanza, por las carreteras, por la salud general, por la creación del capital del trabajo, sin violentar las normas de una economía libre y una democracia parlamentaria».



4. Cuadernos para el Diálogo. Exemple de contribution de N. Sartorius.



# SINDICATO Y GRUPOS POLITICOS

Nicolás Sartorius

**T**AREA ardua sería explicar en unas breves y precisadas líneas la complejidad —no solamente teórica— de las cuestiones que plantea al movimiento obrero las relaciones entre sindicalismo y política, entre sindicato y grupos políticos. Pero, precisamente ahora, con el tema sindical al rojo vivo, cuando los trabajadores, en la práctica, intentamos dar un enfoque nuevo a la solución de este problema, no creo sea inútil aproximarse al tema, con unas cuantas afirmaciones de tanto rotundas que tengan por lo menos la virtud de levantar la tan necesaria polémica.

Aunque sea un atrevimiento el decirlo, sobre todo sin demostrarlo con abundantes explicaciones, estamos convencidos de que el movimiento obrero español no ha tenido resuelto este problema en ningún momento de su historia y, también, de que es precisamente ahora, de hace cuatro o cinco años a esta parte, cuando se está avanzando seriamente —que no quiere decir sin dificultades— hacia un planteamiento correcto, tanto en la teoría como en la práctica de las relaciones entre Sindicato y grupos políticos, clave para enfocar justamente la tarea sindical y resolver el problema central de esta acción: la unidad sindical, pues como se ha repetido tantas veces, y no nos cansaremos de hacerlo, la división sindical en la época de los monopolios es un suicidio de clase.

En síntesis, las posiciones adoptadas históricamente por el sindicalismo español han sido dos (omitimos la referencia a la primera, pues para mí no es estrictamente sindicalismo, sino, en todo caso, otra cosa). La otra es la de los que consideran que el sindicalismo es instrumento idóneo y suficiente para alcanzar los objetivos totales, a corto y largo plazo, de la clase obrera. Es decir, desde esta perspectiva, se le asigna al Sindicato, como organización de masas, de manera exclusiva, tanto la acción diaria —económica— como la final —política. Precisamente, por esta confusión en una misma organización entre Sindicato y grupo político, entre momento sindical y momento político en el proceso de la acción de los trabajadores, se cae en dos errores, a mi modo de ver, graves. Por un lado, se *politiza* (falsamente) la tarea eminentemente sindical, que es la reivindicativa, al asignar en exclusiva a la organización sindical la consecución del programa máximo —conquista del poder, cambio de estructuras—, y por otro, como contrapartida lógica, se *despolitiza* (falsamente) la función eminentemente política, que es la de cambio radical, ante la dificultad de que una máquina sindical —con su carácter masivo, heterogéneo, etc.— cumpla eficazmente los objetivos políticos de los trabajadores en sus distintas fases (pensemos en las abstenciones electorales, negativa a alianzas con otras fuerzas a que ha conducido esta posición). El resultado es que, por una parte, la unidad sindical de los trabajadores se hace extremadamente difícil, pues al politizar de manera extrema y unilateral la tarea del Sindicato, excluye de su seno a todos los que no tengan esa misma concepción de la solución política, y, por otro, hace quimérica la conquista de los objetivos finales al no establecer un cauce eficaz a la tarea política de los trabajadores en todas y cada una de sus fases.

Los orígenes de esta posición son históricos (hacemos este breve paréntesis para que se vea mejor de qué se trata). En el movimiento obrero, la conciencia sindical —reivindicativa— es anterior a la política —de cambio radical— y como es lógico también las organizaciones respectivas. Cuarenta años de lucha sindical (1840: Sociedad Mutua de Obreros de Fábricas de Algodón) llevaba la clase obrera española antes de que naciera el primer partido obrero (PDSOE: 1879). Durante todo

este tiempo, por lo menos, los trabajadores fueron, políticamente, una masa de maniobra, electoral y callejera de los partidos burgueses más o menos liberales. Hasta finales de siglo nunca formularon los trabajadores una alternativa global a la sociedad en que vivían. Secundaban todo lo más los planes de progresistas, demócratas o republicanos. Este seguidismo de clase —por lo demás inevitable en la época— tuvo serias consecuencias. El obrero salió asqueado de la política y de los partidos políticos: «Reprobando la conducta observada por los directores del alzamiento federal de octubre de 1869, quiero que los internacionalistas lo sepan (los demás no me importan) que desde aquella humillación (desarme de Cornudella) no pertenezco a ningún partido político... Algunos obreros no ven que los políticos prefieren simpatizar con ladrones de levita, antes que con trabajadores honrados, que somos los robados y que vamos en mangas de camisa y con alpagatas» (1), escribía José Fernando y Borrás, dirigente de la Sociedad de Tejedores a mano, reflejando fielmente el estado de ánimo de los trabajadores. No era extraño, pues, que un importante sector de la clase obrera española se inclinara hacia un sindicalismo puro, con una desconfianza radical en la lucha política parlamentaria.

La segunda posición es la de los que si bien distinguen orgánicamente entre sindicato y grupos políticos, hacen jugar al primero un papel subordinado y dependiente de la política de los segundos, convirtiendo al sindicato en un apéndice de los mismos. Si el grupo político de que se trate es reformista, el sindicato se limita a la defensa de los intereses cotidianos de los trabajadores dentro de las reglas del juego burguesas; y si es partidario de cambios radicales, aun cuando ello abra unas mayores perspectivas a la tarea sindical, sus posiciones políticas suelen ser un mero trasplante. Tanto en un caso como en otro la unidad se hace imposible, pues se crean inevitablemente tantas centrales sindicales cuantos grupos políticos obreros existan.

Sobre esta rica experiencia se está labrando el presente sindicalismo español.

Hoy partimos de que el sindicalismo no puede ser obra de una minoría más o menos revolucionaria, superpolitizada, dispuesta a los mayores sacrificios. Por el contrario, el sindicato tiene que estar formado por las más amplias masas de trabajadores de todas clases, con o sin conciencia política. Tiene, por ello, que plantear su quehacer en una dirección fundamentalmente reivindicativa, pues ése es el terreno real en el que nos movemos diariamente los trabajadores en las empresas, pues es ahí —y no en otra parte!— donde comprendemos nuestra situación de explotados, tomamos conciencia de nuestros derechos, elevamos nuestros objetivos y forjamos esa unidad, basada en la identidad de intereses y en la solidaridad de clase; expresión, también, de una experiencia vivida día a día, que va elevándose de escalón en escalón hasta la cúspide de la organización de masas. Es un proceso lento, algunas veces más rápido, pero en todo caso el más seguro y firme. En estas condiciones, quien haga unos planteamientos anti-unitarios no se enfrenta con este o el otro grupo rival, sino directamente con los compañeros de trabajo, y en ese caso que cada cual cargue con sus responsabilidades. Si negativo puede resultar marcharse airado de una «mesa redonda» mucho estómago hay que tener para romper la unidad en una asamblea obrera.

**P**ERO decir «fundamentalmente reivindicativa» no quiere decir «exclusivamente reivindicativa». El sindicato moderno debe de tener una clara perspectiva de los objetivos finales de emancipación de los trabajado-

67

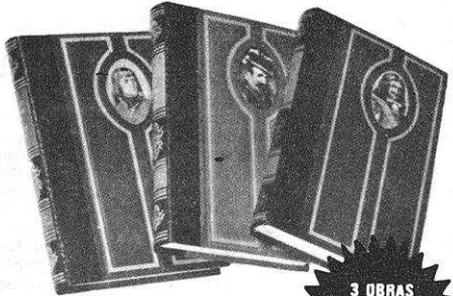
ESTOS 3 VOLUMENES ENCUADERNADOS EN

oferta singular

**PIEL** POR SOLO **195** PTS. LOS TRES

**LEGITIMA**

SIN INSCRIBIRSE EN NINGUN CLUB. • SIN OTRA OBLIGACION DE COMPRA



TRES OBRAS LUJOSAMENTE PRESENTADAS AL PRECIO DE LIBROS EN RUSTICA

3 OBRAS ESPLENDIDAS PARA SU BIBLIOTECA

PARA LA ENCUADERNACION DE LUJO, NADA SUPERA A LA PIEL

**EL PORQUE**

**DE ESTA OFERTA SINGULAR**

3 libros encuadernados en piel auténtica, profusamente ilustrados, en las condiciones ofrecidas por nosotros, es algo que antes jamás se vio. Aproveche cuanto antes la ocasión. Al brindarle este auténtico regalo, los Amigos de la Historia, la más extendida asociación de aficionados a las obras históricas, espera llamar su atención tanto sobre el valor literario de sus ediciones como sobre la calidad de su presentación. Le tendremos al corriente de todas nuestras actividades, pero Vd. no contrae ninguna obligación al aprovechar esta oferta, única en la historia del libro. Dada la entusiasta acogida que esperamos merecerá nuestro ofrecimiento, contamos recibir un enorme volumen de peticiones. Las primeras respuestas serán, naturalmente, las que primero sirvamos. Envíenos cuanto antes su cupón de respuesta (uno solo por familia) para asegurarse de que va a recibir sus ejemplares con la mínima demora.

TITULOS EN ORO FINO DE 24 QUILATES  
 PROFUSA ILUSTRACION FUERA DE TEXTO  
 IMPRESION ESMERADA SOBRE PAPEL DE LUJO.

OFERTA LIMITADA A UN SOLO ENVIO FAMILIAR

\* CIRCULO DE AMIGOS DE LA HISTORIA  
 CASTELLO, 38-2.<sup>o</sup>  
 MADRID-1

**1.er VOLUMEN:**

**LOS GRANDES ENIGMAS HISTORICOS DE ANTAÑO**

**LA MASCARA DE HIERRO**-Un profundo análisis histórico que levanta una punta del velo que envuelve este apasionante misterio. **LOS FILIBUSTEROS** - ¿Qué se hicieron con los fabulosos tesoros robados por los piratas al imperio español? **TUTANKAMON** - Una terrible maldición amenazaba a los que osaran turbar el sueño del faraón. Los que descubrieron la tumba murieron trágicamente.

**2.º VOLUMEN:**

**LA MUJERTE DEL IMPERIO AZTECA**

¿Quiénes eran aquellos cuatrocientos locos que osaban afrontar los inmensos ejércitos de un imperio que se extendía de uno a otro océano? Hernán Cortés realiza la conquista, pierde y vuelve a reconquistar el más viejo imperio del Nuevo Mundo.

**3.er VOLUMEN:**

**VEINTE AÑOS DE GLORIA CON EL EMPERADOR**

La epopeya napoleónica contada por uno de sus "grognaards", por uno de los que conocieron los arenales de Egipto, las sierras de España, las nevadas estepas de Rusia, el barro de Polonia... y lloraron en los Adioses de Fontainebleau.

RELATOS MAS APASIONANTES que la mejor novela policíaca: porque nos cuentan hechos reales

68

**CUPON RESPUESTA**

A rellenar en LETRAS DE IMPRENTA y remitir al Servicio ECA CIRCULO DE AMIGOS DE LA HISTORIA, Castelló, 38, Madrid-1.

Mándenme por correo certificado, contra reembolso, sus 3 volúmenes encuadernados en piel. Les pagaré 195,- Ptas. + 15,- Ptas. de gastos de envío después de examinarlos delante del Cartero. Posteriormente tendrá OCHO días para devolverlos en su embalaje de origen, en el caso de que no me satisficieran totalmente y me reembolsarán su importe íntegro. No me comprometo a nada más.

Nombre y apellidos..... FIRMA,  
 Dirección completa.....  
 Población.....  
 Provincia.....  
 ECA - CR

**GRUPOS POLITICOS**

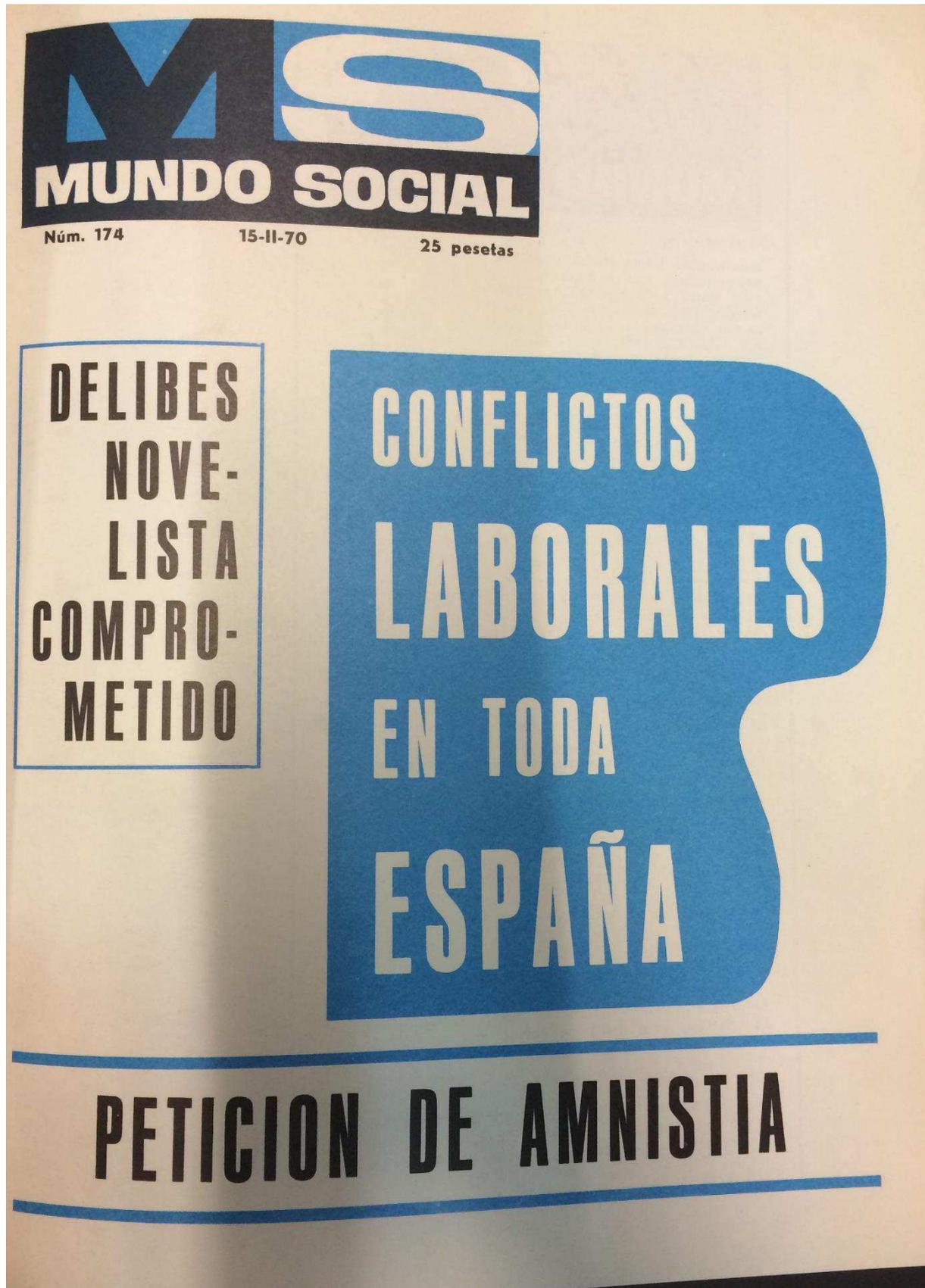
res y tomar posición y actuar ante los problemas políticos que se le vayan presentando al país, principalmente los que más afectan a la clase obrera —que realmente son casi todos—. Ahora bien, si se quiere conservar realmente la unidad de los trabajadores, estas posiciones deben de surgir de la discusión democrática en su propio seno, evitando cualquier trasplante de posturas, teniendo siempre en cuenta el carácter masivo de su base —en la que un gran sector no tiene una conciencia política desarrollada— y la pluralidad ideológica de sus miembros, cuya unidad se rompería si se intentase imponer una determinada concepción particular. De aquí, el peculiar talante, ajeno a todo sectarismo, de gran espíritu de clase, pegado a las masas, que debe de exigirse al militante sindical y el flaco servicio que hacen a este movimiento los que van a él con ideas fijas preconcebidas y no son capaces de someterse a la disciplina más entrañable que darse pueda: la que imponen las decisiones mayoritarias tomadas democráticamente por los compañeros de trabajo a todos los niveles.

Es cierto que la independencia total del sindicato con respecto a los grupos políticos que se postula plantea en la práctica sindical diaria, de todos los países, agudos problemas y tensiones que, a fin de cuentas, sólo en la práctica pueden resolverse. Es un hecho que a los sindicatos pertenecen miembros de grupos políticos que hasta pueden llegar a ocupar cargos de responsabilidad en ambas esferas. La independencia sindical no pelagra por ello si ese hombre ha sido elegido y cuenta con la confianza de los trabajadores. Podrá aducirse que una vez en el cargo puede desarrollar una labor partidista dentro del sindicato y ello es cierto en los sindicalismos burocráticos, en los que no exista un control de la base. Pero allí donde funcione una auténtica democracia interna obrera —y para mí la asamblea obrera, desde la fábrica hasta los más altos niveles, es la pieza maestra de esa democracia— será muy difícil hacer una política sindical partidista, pues si un dirigente sindical prescindiera, en sus planteamientos y decisiones, de la variedad ideológica y de los intereses reales está violando el mandato recibido, será fácilmente desenmascarado y revocado de su puesto. Además, si partimos de que la unidad sindical es una cuestión de vida o muerte para alcanzar los objetivos históricos de la clase obrera, poco consecuente sería un grupo político obrero que pusiera en peligro esa unidad, intentando imponer sus particulares puntos de vista sin tener en cuenta el carácter heterogéneo de la base sindical.

Si tuviera que sintetizar en unas líneas, para terminar, cuáles son las funciones del sindicato y de los grupos políticos y su relación recíproca para mantener la unidad de los trabajadores, diría que la misión del sindicato debe de ser fundamentalmente reivindicativa, pero integrada en una perspectiva general de cambio, elaborada democráticamente en su propio seno y que tiende a coincidir en sus líneas fundamentales con la de los grupos políticos obreros. Así, reivindicación y cambio, como dos momentos inseparables de un mismo proceso de la acción obrera, se ligan en su desarrollo sin confusiones y manteniendo su independencia, tanto en el plan ideológico como organizativo.

N. S

(1) Tomado del libro «El movimiento obrero en España: La Primera Internacional (1864-1881)», de José Tormes Ardévol.



# El resurgir del movimiento obrero

MUNDO LABORAL

## 1940-1970

SEGUNDA ETAPA:  
De 1960 a 1970

### Apretarse el cinturón

La década de los años 60 empezó negra para los trabajadores. El brusco tirón de la «estabilización económica» había llegado hasta el último ojal del elástico cinturón de los obreros. El trabajo escaseaba, las fábricas marchaban a ritmo lento, las horas extraordinarias, los destajos y las primas —que en España siempre han supuesto más del 50 % del salario— eran un recuerdo del pasado. Para muchos no quedaba más alternativa que la emigración o el paro y aprovechando la favorable coyuntura económica de la Europa del Mercado Común, de 1959 a 1962, emigraron cerca de 700.000 españoles, más o menos el 7 % de la población activa de 1958. Paradójicamente, o menos paradójicamente, aquel año la sección financiera de los diarios y revistas anunciaron sin tapujos que los bancos habían obtenido los resultados más brillantes de su historia y los Consejos de Administración aplaudidos clamorosamente por los señores accionistas asistentes.

En estas condiciones era difícil prever un inmediato despliegue del movimiento huelguístico, pues eran años de reflujo, de desorganización de la clase obrera y las medidas tomadas por la administración para asegurar el orden se perfeccionaron. Aparte del art. 222 del Código Penal —la huelga es un delito de sedición—, en 1959 se había dictado una nueva ley de Orden Público y en septiembre de 1960 se promulgó el decreto ley de Bandidaje y Terrorismo, que hacía intervenir a la jurisdicción militar en este tipo de delitos. En enero se podrá leer en el capítulo de sucesos que en un

tiroteo en la comarca de Bañolas (Gerona), entre la Guardia Civil y un comando anarquista ha sido herido Francisco Sabater, que será rematado al día siguiente en San Celoni por un somatén. Es la muerte del último guerrillero y el cierre definitivo de una época. En febrero de ese mismo año, la prensa reseñará escuetamente que cerca de un centenar de personas han sido detenidas en toda España acusadas de haber asistido al IV Congreso del Partido Comunista de España. En el verano se producirán numerosas detenciones en los pueblos de Córdoba y Sevilla y, al final, alrededor de 20 serán juzgados. Según datos de la organización internacional de Juristas en 1960 fueron juzgadas 246 personas por delitos contra la seguridad interior del Estado, a las que se les impuso 1.007 años de condena.

Al mismo tiempo, nuevas voces se empiezan a levantar en el país. El 1.º de mayo se celebra una concentración de obreros católicos en el Teatro Arriaga de Bilbao. Los oradores denuncian abiertamente la falta de eficacia y de actividad de la organización sindical, sumándose así a las posiciones adoptadas hace tiempo por el movimiento obrero histórico. La reacción oficial obliga a una puntualización por parte del entonces Cardenal Primado, en la que éste defiende la postura de las HOAC y pone en tela de juicio la validez plena de la estructura sindical vigente. Poco después, la carta de 339 sacerdotes vascos criticando abiertamente la falta de libertad, señalará el comienzo de una nueva etapa en las posiciones de una parte de la Iglesia, actitud que se verá estimulada por la promulgación de la encíclica Mater et Ma-

gistra (mayo 1961) y, más tarde, por las conclusiones del Concilio Vaticano II. En la periferia, la muerte de José Antonio Aguirre dará motivo a que las iglesias del País Vasco se llenen de fieles y que meses más tarde empiece a sonar el nombre de la ETA. En el Teatro Liceo de Barcelona se entonará el cant de la senyera y habrá detenciones.

### La transición

Pronto se empezará a notar una tímida tendencia a la reactivación de la economía y, en la primavera de 1961, la tensión en los ambientes obreros es muy seria. Los trabajadores tienen muchas cosas que reivindicar, los convenios colectivos comienzan a ser discutidos y la experiencia de las luchas de 1956-1959 no han caído en saco roto. En marzo y abril los obreros de la empresa de autobuses de Barcelona y de la Cía. de Tranvías de Granada inician un paro por aumento de salarios. En el otoño el malestar por los bajos salarios aumenta y se producen diversos movimientos reivindicativos en Barcelona, Madrid —donde los obreros de Pegaso se niegan a utilizar los transportes y los comedores de la empresa— y Valencia. A finales de año, en la CAF de Beasaín, se origina una semana de plantes y manifestaciones de descontento ante la lentitud del convenio colectivo y la ineficacia del sindicato en la tramitación del mismo. Los trabajadores designan una comisión para tratar directamente con la patronal. Estamos todavía en la época en que estas comisiones —que son muy viejas en el movimiento obrero— aparecían

y desaparecían con la propia acción.

La patronal, por su parte, se resiste a descongelar los salarios e intenta que los convenios sólo sirvan para aumentar la productividad del obrero. La propia organización sindical, en el IV Pleno del Congreso Sindical, reconoce que: «La contratación colectiva a nivel de empresa ha permitido en la metalurgia, la industria química, la construcción y otros sectores, la reestructuración de numerosas plantas industriales, con el resultado de unas mejoras sensacionales de la productividad del trabajo. Lamentablemente, el aumento de los precios al detalle que componen el presupuesto familiar no han permitido obtener todo el fruto deseable de esas mejoras, en beneficio del nivel de vida de los trabajadores». Estamos en los inicios de la experiencia de los convenios, la clase obrera no está aún suficientemente organizada y su resistencia, la mayoría de las veces, es puramente espontánea. Pero lo cierto es que al terminar el año no hay una empresa importante donde no esté planteado un conflicto o presentada una reclamación colectiva y en la lucha por las mejoras salariales se está pasando a una fase aguda. En febrero entra en huelga la Basconia, con 3.000 obreros, y hay paros en Materiales y Construcciones de Valencia, en la Bazán de Cartagena, en Carbones Verga de Barcelona y las acciones de Beasáin se corren a Villafranca de Oria. En marzo serán los jornaleros del marco de Jerez los que se pondrán en movimiento y harán una huelga que afectará a 10.000 trabajadores.

En este ambiente de tensión y de inicio de la ofensiva obrera se va a celebrar el II Congreso Sindical. Por primera vez se detectarán dos tendencias en su seno. Una de ellas, más aperturista, presentará un proyecto con el que se pretende cambiar la estructura y aumentar la representatividad de la base. Encontrará en el transcurso de los debates pre-congresuales una fuerte oposición de los elementos más tradicionales, afincados en el inmovilismo que volverá a triunfar, más tarde, en el Congreso de Tarragona, y 15 días antes de la reunión dimitirá el secretario general de la C. N. S. El hecho demuestra que el aparato sindical se resiste a perder posiciones o a permitir fisuras por la que pueda colarse en tromba la representatividad a todos los niveles. Para los obreros, la efica-

cia de tan ingente máquina deja mucho que desear. El salario mínimo sigue siendo de 36 pesetas diarias, cuando según la Acción Social Patronal el presupuesto mínimo diario para una familia con dos hijos es de 110 a 120 pesetas diarias. La revista «Ecclesia», por su parte, dirá: «Estadísticas recientes demuestran que España se encuentra entre los países de Europa con una renta nacional más baja. Sin embargo ocupa el tercer lugar en la clasificación mundial por los gastos supérfluos. El lujo de las clases ricas es una provocación hacia aquellos a los que les falta lo mínimo necesario para llevar una vida digna y humana y ello crea un estado patológico en el cuerpo social».

### Primavera asturiana

El día 7 de abril de 1962 empezará la gran batalla con el paro de los 2.000 mineros del pozo «Nicolas», de Mieres. Seguirán días después, en un largo rosario, el «Baltasara», Polio, Barredo, etc.; saltarán a Turón, el 24 se sumarán los del Nalón y las fábricas metalúrgicas de Mieres y la Felguera. A finales de mes, en Asturias el número de huelguistas sobrepasará los 60.000 y en mayo, se llegará con los paros de Gijón prácticamente a la huelga general. La huelga se extenderá a numerosos puntos del país. 30.000 metalúrgicos de Vizcaya, más de 10.000 en Guipúzcoa, 5.500 mineros de León; miles de parados en Jaén, Córdoba, Puertollano, la Bazán de Cádiz, la refinería de Escombreras en Cartagena, fábricas de conservas en Murcia, Sierra Menera de Valencia; en Riotinto, Vigo, El Ferrol, Valencia, Zaragoza —donde en el transporte se obtienen 1.000 pesetas de aumento—.

El 6 de mayo empiezan los paros en Barcelona. Miles de octavillas aparecen por todas partes. Salta primero la Macosa y la secundan Hispano-Suiza, Enasa, Maquinista, Hispano Olivetti. En el cinturón industrial que rodea la capital se suceden los conflictos: Badalona, Sabadell, Tarrasa, Berga, Manresa, etc. El 22 de mayo para la Euskalduna de Villaverde. Los obreros piden 140 pesetas de salario y forman una comisión de 30. Los patronos responden con el lock-out y el resto de las fábricas de Villaverde y Madrid no secundan la acción. La huelga duró 10 días y al final 19 hombres quedaron despedidos. En

Getafe las cosas fueron un poco mejor. En Lanz Ibérica la dirección recibió a una comisión y hubo un 25 % de aumento. Se produjeron paros parciales en Ericsson, Iliad, Vidaurreta, Casa, Electroplástica y hubo brazos caídos en los talleres de Renfe de Cerro Negro.

En general, un rasgo característico de este período en Madrid fue que no se penetraba suficientemente en las masas y algunas comisiones que se crearon entonces seguían utilizando los inoperantes métodos clandestinos de siempre. Sin embargo son las primeras huelgas que se producen en Madrid y la experiencia es muy valiosa. Mientras tanto, la policía armada mientrullará por los pueblos de las cuencas mineras y, sobre todo, a partir de la Declaración del Estado de Excepción en Asturias, Vizcaya y Guipúzcoa (7 de mayo), las detenciones serán numerosas. Más tarde sucesivos expedientes de Asturias, Vizcaya, Madrid, Cataluña, Valencia, Zaragoza, etc., pasarán por la prisión de Carabanchel y terminarán la mayoría de ellos en el penal de Burgos.

### El interlocutor

A mediados de mayo llega Solís a Oviedo. El día 16, en el salón de actos de la Casa Sindical de Oviedo recibe a una comisión de mineros y éstos le exponen sus reivindicaciones: salario mínimo vital de 160 pesetas y escala móvil, convenio colectivo con representación genuina, control de los rendimientos, libertad de los detenidos y sindicatos auténticos. En el diario «Arriba» de aquellas fechas se puede leer: «José Solís, a lo largo de esta semana, ha recibido a los enlaces sindicales y a los jurados de empresa, con las comisiones de mineros; centenares de mineros formaban cada una de estas comisiones, llenando todas las salas de junta de la Casa Sindical de Oviedo».

También en Guipúzcoa una comisión constituida por obreros de la CAF, fue recibida en el Gobierno Civil.

Las huelgas de abril y mayo tuvieron una importancia trascendental y abrieron un nuevo período en la historia del país. La congelación de salarios quedó rota y los obreros consiguieron sustanciales mejoras, aunque de un valor desigual y siempre en situación de precario ante el continuo alza de los precios. Se produjo un desbordamiento

to de las estructuras sindicales vigentes y en muchos sitios los trabajadores crearon sus propios órganos de representación —comisiones de obreros— que discutían directamente con la empresa y las jerarquías del sindicato.

Por otra parte, se logró movilizar a otros sectores sociales y así hubo manifestaciones estudiantiles de solidaridad; los intelectuales encabezados por Menéndez Pidal, enviaron una carta al Gobierno pidiendo «lealtad informativa» y la «normalización del sistema de negociación de las reivindicaciones económicas por los medios generalmente practicados en el mundo occidental. En general, los sacerdotes de las zonas en conflicto ayudaron a los trabajadores. También por entonces se produjo la reunión de Munich en la que participaron varias fuerzas de la oposición y a finales de mayo el Cardenal Primado, en una carta, aprobaba el documento de las HOAC y la JOC sobre los conflictos, en el que se reclamaba, en síntesis, un aumento salarial, la libertad sindical y el derecho de huelga, por ser todo ello conforme con la «Mater et Magistra».

Otras consecuencias inmediatas o mediatas de estas huelgas solo se percibirían más adelante: apertura de la prensa, modificación de la legislación sobre la huelga, constitución de los consejos de trabajadores y de empresarios, elevación del salario mínimo de 30 a 60 pesetas; constitución del Tribunal de Orden Público, etc. Pero en realidad lo importante fue que todo el mundo se dio cuenta que aquello no había hecho más que empezar. Los trabajadores masivamente habían levantado la cabeza, manifestándose como una de las fuerzas esenciales del país. Se perfilaban claramente las reivindicaciones que a partir de entonces serían una constante en el mundo del trabajo: aumento de los salarios, amnistía, sindicato representativo, libertades democráticas. La participación masiva de las jóvenes generaciones perfilaban originalmente al nuevo movimiento obrero que había actuado abiertamente en asambleas, pacíficamente, pero con firmeza, con reivindicaciones claras y concretas.

### El conflicto colectivo

La noción de huelga hasta aquí casi impensable, entra en las costumbres y a partir de entonces será

una constante de nuestra vida nacional. Los paros y las huelgas se sucederán en los años sucesivos con mayor o menor intensidad, ininterrumpidamente.

1963 ... ..	595 huelgas
1964 ... ..	126 »
1965 ... ..	150 »
1966 ... ..	108 »
1967 ... ..	513 »
1968 ... ..	22 »

Para darnos una idea de la importancia de este fenómeno, podemos señalar que en 1967 hubo más huelguistas (366.228) que en los años 1931 y 1932 (con 236.177 y 269.104 respectivamente) y en las motivaciones también podemos observar una evolución importante. Mientras hasta 1966 casi en un 40 % las huelgas eran por mejoras salariales, en 1967 ocupa el primer lugar las motivaciones político-sociales, con un 38,4 % y sólo un 9,3 % las salariales. La solidaridad con despedidos o represaliados es otro importante motivo de conflicto.

A este respecto el informe de la OIT señala: «Del cuadro anterior se desprende que la evolución registrada en las conductas conflictivas marca un fuerte aumento de aquéllos que presentan un carácter más extremo, es decir, los paros totales o parciales. Frente a este aumento de los conflictos abiertos, las situaciones de mera tensión han disminuido notablemente y las conductas de desacuerdo pacífico desaparecen a partir de 1965», y en el párrafo 1.183 de dicho estudio se dice: «Las estadísticas revelan que las huelgas, a pesar de ser ilegales, señalan una marcada curva ascendente».

De esta forma, los trabajadores, con sus continuas acciones huelguísticas, van imponiendo el criterio de que la huelga es una realidad en el campo de las relaciones laborales en España y se empieza a pensar, por las autoridades, si no sería mejor reconocerla. Sin embargo, la resistencia es fuerte, y, a la postre, la reforma será muy tímida. El decreto de 1965, modificando el artículo 222 del Código Penal, aun cuando reconoce que «la anomalía de las relaciones de trabajo... es un fenómeno con que el ordenamiento jurídico tiene que contar y ha de regular», sólo aceptará las huelgas económicas y siempre que estén declaradas por la organización sindical.

Más tarde, la sentencia del Tribunal Supremo sobre el asunto de la huelga de «Laminación de Bandas en Frío de Echívarri», acabará

con cualquier ilusión a este respecto. Vendrá a decir que toda huelga es ilegal y motivo de rescisión del contrato laboral. A pesar de todo, la realidad creciente de la huelga es tan palpable que la ley de 1969 sobre el II Plan de Desarrollo Económico y Social parece apuntar a una nueva orientación en este terreno cuando dice en el artículo II: «Se establecerán bases coherentes para la adecuada ordenación de los conflictos laborales colectivos, incluidos los paros producidos como consecuencia de los mismos, dentro del marco del Ministerio de Trabajo y de la CNS». Esta timidez legislativa viene a dar la razón a los que afirman que, dado el retraso de la ley con respecto a la vida, la mejor forma de que se reconozca este derecho es ejercitándolo ampliamente en la práctica.

### Elecciones sindicales

Así, en la primavera de 1963, volverán a producirse nuevos conflictos en la minería asturiana, en la Seat de Barcelona, entre los campesinos de Jerez, de Villa de Don Fadrique y Mora de Toledo, entre los mineros de León, en Andoain, La Felguera y Puertollano. A finales de mayo el Vicesecretario de Ordenación Social se reunirá en Vizcaya con una comisión de obreros, que le entregarán un escrito con la siguiente petición: «Que sean reintegrados en sus puestos de trabajo todos los despedidos de las huelgas del año pasado... Que los próximos enlaces y jurados tengan mayor garantía en su responsabilidad». En Asturias se celebra una gran asamblea y los mineros plantean claramente su posición: o vuelven los desterrados, o no se vota.

En este tenso clima se celebran las elecciones sindicales de 1963. La abstención en Asturias y País Vasco fue muy grande: en fábrica de Mieres sólo votaron quince obreros, veinte en la Euskalduna de Bilbao, un 5 % en la Naval de Sestao. Por el contrario, se dio una mayor afluencia de votantes en Cataluña y Madrid, donde fue posible elegir a hombres de confianza de los trabajadores. Por otra parte, las medidas de excepción sobre la huelga en Asturias habían sido muy severas. Ello movió a que en octubre de ese año otro documento de intelectuales manifestara sus temores sobre posibles malos tratos a los mineros. Por su parte, Dom Escarré —haciéndose eco de

amplios sectores de la Iglesia— declaraba en el diario «Le Monde»: **«El porvenir depende de la manera como se revuelva el problema de hoy, que es un problema social, un problema de democracia y de libertad, y, por lo tanto, de justicia».** Ese mismo año se fusilará a Julián Grimau y se renovarán los acuerdos hispano-americanos.

Estamos en una época de reflujó del movimiento obrero. El capitalismo español, que algunos empiezan a apellidar de «neo», se ha lanzado con gran aparato propagandístico a la campaña del desarrollo, de los planes, de los polos, del milagro español, del Seat y de los electrodomésticos. Los turistas afluyen en masa y la prensa dedica grandes espacios al Córdoba. Surgen nuevos focos industriales y otros se desarrollan (Pamplona, Coruña, Huelva, Valladolid, Sevilla).

Sin embargo, en estos años 1964-1965, se irán gestando los elementos que darán un nuevo impulso al movimiento obrero. En Madrid se irán produciendo los primeros contactos entre metalúrgicos de Pegaso, Standard, Marconi, Perkins, Casa, ante la necesidad de presionar para obtener un mejor convenio colectivo del metal. Así surgirá de esta necesidad, espontáneamente, la Comisión Provincial de la Metalurgia madrileña, en una reunión de cerca de 600 obreros. Ello sería el germen de un amplio movimiento de base que se irá generalizando a otras ramas, con la celebración de amplias asambleas de metalúrgicos y albañiles, de gráficos y bancarios, en el Círculo Social Manuel Mateo de Madrid. Allí se elaboraría a principios de 1966 un importante documento firmado y enviado a las autoridades, en que se señalaban los objetivos fundamentales de la clase obrera y la concepción del nuevo movimiento obrero. A finales de junio de ese mismo año, antes de las elecciones sindicales, los trabajadores de Madrid envían un escrito con más de 30.000 firmas, en que plantean sus reivindicaciones: salario de 250 pesetas, escala móvil, derecho de huelga, obligación de las empresas a ceder locales para que se puedan celebrar asambleas, sindicatos representativos y una auténtica campaña electoral.

Presionados por el ambiente, las jerarquías sindicales lanzan la consigna de «votar al mejor». A pesar de que las organizaciones sindicales históricas se muestran partidarias de la abstención, el nuevo movimiento obrero se lanza a la cam-

paña electoral, crea candidaturas, e intenta controlar la pureza del voto en los centros de trabajo. Las elecciones son un éxito para los trabajadores. Participa el 83,6 % del censo electoral y de los 206.296 enlaces elegidos, sólo 46.433 son reelegidos y más de 50.000 están comprendidos entre los 21 y los 30 años. Se produce, pues, una amplia renovación y la juventud entra en tromba en los puestos de responsabilidad del movimiento obrero. El éxito de las elecciones supone un paso adelante en la legalización del nuevo movimiento obrero; la posibilidad de actuar abiertamente, de fundirse con las amplias masas, de poder plantear la lucha económica y política a un nivel completamente nuevo. En marzo se publica la nueva Ley de Prensa y el año termina con la heroica huelga de «Laminación de Echegarri», que suscitó una amplia campaña de solidaridad en todo el país.

A pesar de los avances y de la clara recuperación del movimiento obrero, los problemas de los trabajadores seguían allí sin resolverse. Es cierto que los topes salariales no son totalmente respetados (el 8 % impuesto en 1966 fue rebasado por 130 convenios que afectaban a 386.000 trabajadores y en Madrid los metalúrgicos consiguieron casi un 20 %. Las continuas subidas de precios limitan el alcance de estas conquistas; hay que hacer muchas horas extras para poder vivir. Los puestos decisivos del sindicato siguen siendo elegidos a dedo y el derecho de huelga y reunión no están reconocidos. Al mismo tiempo, y sobre todo a partir de las elecciones de 1966, el movimiento obrero ha ido entretejiendo una serie de relaciones a distintos niveles. Y así el 27 de enero de 1967 se producirán importantes manifestaciones y huelgas en distintos puntos de la Península. En los días sucesivos 40.000 metalúrgicos madrileños en paro exigirán la libertad de los detenidos y el 1 de febrero se producirá una huelga general en la minería asturiana. Los principales centros industriales y localidades del país participarán en la acción y esta se realizará por primera vez con los mismos objetivos y formas de lucha: boicot a los transportes, marchas y manifestaciones, paros.

En abril de ese año la prensa dará cuenta de una asamblea de trabajadores en la que habrán participado centenares de delegados de las empresas madrileñas. En ellas se habrá aprobado un documento firmado y enviado a las auto-

ridades en que se establecían las bases de un nuevo sindicalismo. Posteriormente, este documento será firmado por miles de trabajadores y enviado al Presidente de las Cortes. Sin embargo, las peticiones no fueron tenidas en cuenta y en el verano se produjo un fuerte aumento de los precios. En el mes de octubre, y después que se realizaron múltiples asambleas de trabajadores, vuelven a producirse grandes acciones en todo el país, sobre todo en Madrid, Barcelona, Sevilla, Bilbao, Pamplona, Valencia, Asturias, Málaga y Zaragoza, que volverán a repetirse con mayor o menor intensidad el 1 de mayo del año siguiente. Los objetivos económicos y políticos se enfrentaban en estas acciones y el período de cierta tolerancia gozada anteriormente había terminado definitivamente.

En noviembre de 1967 se pondrá en marcha un nuevo plan de estabilización y nuevas medidas de orden se sumarán a las anteriores: ley de bandidaje y terrorismo, sentencia del Tribunal Supremo declarando ilegales a las Comisiones Obreras, desposesión de cargos sindicales, despidos y así sucesivamente. A pesar de ello, los trabajadores, a diferencia de lo que había sucedido en 1959, manifestaron una real capacidad de respuesta. En abril y mayo de 1968 vuelve a haber importantes acciones en todo el país contra la congelación salarial, y los juicios por asociación ilícita, reunión y manifestación, se sucederán ininterrumpidamente ante el Tribunal de Orden Público (alrededor del millar de sumarios en 1968 y otro tanto en 1969).

El Gobierno aplaza un año más la descongelación y a finales de enero de 1969 se declara el estado de excepción. Esta medida extrema no evitará que se produzcan amplios movimientos huelguísticos en Vizcaya, Cataluña y algunas empresas de Sevilla y Asturias. A finales de año los trabajadores habrán superado las consecuencias de esta medida y durante los meses de noviembre y diciembre se lanzarán a una amplia campaña de denuncia contra el proyecto de ley sindical, por un sindicato democrático y exigiendo la libertad de los compañeros encarcelados. El año y la década terminarán con una nueva ofensiva de la clase obrera, cuyas más importantes manifestaciones serán las huelgas de Orbegozo, jornaleros de Jerez y mineros de Asturias y León, etc.

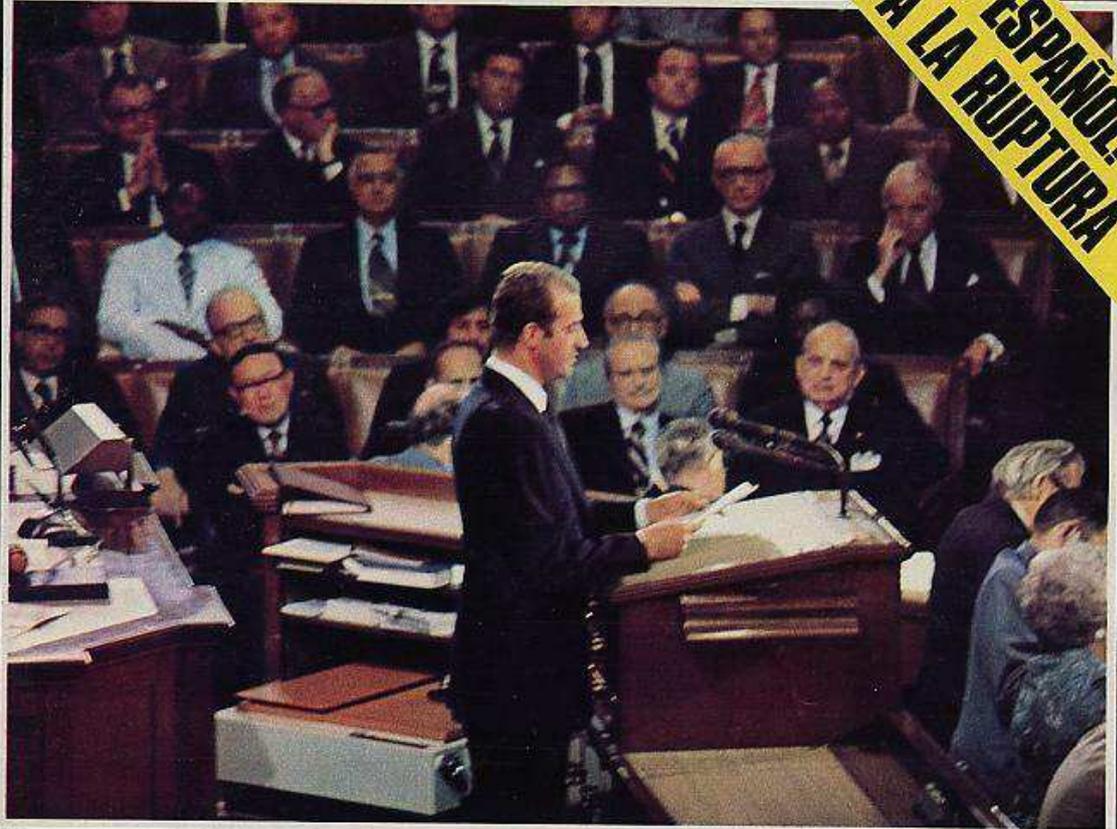
Nicolás Sartorius.

6. *Triunfo*. Rubrique « Laboral ». Exemple de contribution de N. Sartorius.

**triunfo**

AÑO XXX \* NUM. 698 \* 12 JUNIO 1976 \* 40 PTAS.

**CAPITALISMO ESPAÑOL:  
DEL CAMBIO A LA RUPTURA**



**PALABRAS A OTRO CONGRESO**

**LA CORONA  
Y EL PACTO CON  
LA OPOSICION**

## DESPUES DE 40 AÑOS

Se puede afirmar que fue en septiembre de 1975 cuando resurgió en la zona minera de Riotinto el nuevo movimiento obrero. Se sabe bien que al finalizar la guerra civil fue un territorio muy castigado; hubo pueblos de 1.000 habitantes en que fueron fusiladas 300 personas. No se puede extrañar que el terror se enseñoreara de aquella clase obrera, de notable tradición combativa. No obstante, en 1958 los mineros saltan a la huelga y de nuevo la represión, esta vez no tan cruenta, logra su objetivo de atemorizar a los trabajadores; 87 de entre ellos fueron despedidos. Hasta las últimas elecciones sindicales, los cargos legales estaban en manos generalmente de gente adicta a la empresa o a la CNS, pero la situación ha cambiado con la entrada de gente nueva que salió elegida en las últimas elecciones en la candidatura democrática.

En septiembre de 1975 "comenzó el movimiento obrero de nuevo cuño a consecuencia de la muerte de un compañero en accidente sin asistencia médica, pues el traumatólogo se encontraba de vacaciones y no había sustituto", nos dice un miembro del Jurado de Empresa. El entierro se convirtió en una concentración de mineros en la que se habló ante el cadáver del muerto y el acto terminó en desalojo. Pero a partir de ese día se empezaron a celebrar asambleas y se acordó luchar por dos reivindicaciones fundamentales: una residencia comarcal de la Seguridad Social y por el problema de los incentivos, ya que los mineros piensan que se les quita dinero en los destajos. En los meses posteriores se suceden hasta cinco manifestaciones. La primera, realizada en Riotinto, "parecía un entierro de tercera —a juicio de uno de los participantes—, la gente caminaba en silencio, con la cabeza baja, temerosa". En enero del 76 se convoca otra en el Campillo, un pueblo de gran solera. El ambiente fue completamente distinto: participaron alrededor de 5.000 personas. Un mes después el gobernador civil autorizó otra manifestación, esta vez en Huelva, la capital, y en un principio llegó a decir que se podría hablar desde los balcones del Ayuntamiento y sindicatos. De doce a catorce mil personas participaron en la manifestación, pero cuando vieron tanta gente las autoridades se echaron para atrás de su primitiva promesa. El "slogan" que coreaban los manifestantes era: "Justicia a los incentivos"; poco

después la Magistratura fallaba a favor de los trabajadoras y el Tribunal Central de Trabajo, al que había recurrido la empresa, confirmaba en todos sus extremos la sentencia del Tribunal inferior. Esta sentencia considera que para el cálculo de los incentivos uno de los multiplicadores debe de ser el salario mínimo interprofesional, que está situado actualmente en 345 pesetas; la empresa, por el contrario, considera que tiene que ser el vigente en 1974, que era de 225 pesetas. La diferencia, como se ve, es notable y solamente en atrasos son 80 millones los que están en juego, si bien lo más importante es lo que esto significa cara al futuro, pues de cumplirse lo sentenciado habría obreras que ganarían de ocho a doce mil pesetas al mes. La empresa se resiste a aceptar el fallo de los Tribunales y sigue buscando una salida que atenúe las consecuencias del veredicto. Todos los pueblos de la comarca, como Riotinto, Nerva, Zalamea la Real y Campillo, viven pendientes del litigio, y los trabajadores, por aquello de que Explosivos es la novena provincia de Andalucía, se concentran todos los días ante la dirección de la empresa con el fin de hacer valer sus derechos.

## ASAMBLEA U. T. T. DEL TRANSPORTE

Convocada por la UTT del sindicato del Transporte, se celebró la semana pasada una asamblea de 400 enlaces de la rama, con el fin de discutir los problemas que plantea la reforma sindical. Comenzó la asamblea con una información del presidente de la UTT, que oficialmente dijo que con casi absoluta seguridad no se haría la encuesta a la base como se

tenía proyectado; en cambio, parece que sí habrá congreso sindical posiblemente este verano. Según ese señor, la reforma sindical consistiría en lo siguiente: pluralidad por la base; separación patronos-obreros, con un organismo que relacione a ambos; dos tipos de cuota, una libre para las organizaciones y otra obligatoria para el organismo oficial.

A continuación se abrió el turno de palabras e intervino Laureano Cuervo (Aviaco), miembro de la UTT, que planteó cómo el sindicato oficial no ha dado nunca nada a la clase obrera, pues ha sido un obstáculo para las luchas; a título de ejemplo citó el caso de los despedidos de Telefónica, ante los que la Organización Sindical no se habla movido. Igualmente señaló el carácter burocrático de los organismos del sindicato, pues en el sector transporte se han dado en estos últimos tiempos tres huelgas importantes —transporte por carretera, Renfe y Telefónica— y, sin embargo, la UTT no se ha reunido para tratar de ello. Después afirmó que no se podía aceptar una reforma impuesta desde arriba por unos organismos que no son representativos y no defienden los intereses de los trabajadores; lo que desean los trabajadores, dijo más adelante el representante de Aviaco, es la libertad sindical, "para poder decidir qué tipo de sindicato queremos". A continuación hizo un ataque a los intentos de la gran burguesía y del imperialismo de establecer la división mediante la pluralidad sindical, y afirmó que la alternativa del sindicato unitario es la que plantea CC. OO. a través de un Congreso Constituyente en las libertades con delegados elegidos desde las fábricas. En esta misma línea también se manifestaron otros 22 oradores, como el se-

cretario del Jurado del Metro, Aranda y Risco, Maite, Acevedo, Isidro, Menchero, de Telefónica; Navarro, de Juliá; Bartolomé, de Iberia, etcétera. Todos se manifestaron por la unidad, la ruptura, la amnistía, contra los despedidos de la Telefónica y por un Congreso Constituyente en la libertad. Las conclusiones, que leyó el secretario de la UTT, fueron aprobadas por aclamación, y son las siguientes: 1.º No a la reforma. 2.º Ruptura sindical. 3.º No a la pluralidad. 4.º Unidad sindical. 5.º Congreso Constituyente en las libertades. 6.º Que se elijan para el Congreso los delegados en las asambleas. 7.º Amnistía y protesta por los despedidos de la Telefónica.

## OTRA MULTINACIONAL

Las consecuencias del conflicto de Motor Ibérica dominan la escena laboral catalana. La huelga de la multinacional canadiense, unos 4.300 trabajadores en las factorías catalanas de Pueblo Nuevo, Moncada y la Zona Franca, había comenzado el día 28 de mayo. Los motivos no eran diferentes al de tantas otras huelgas de estos últimos tiempos: la revisión del convenio colectivo, la petición de 4.000 pesetas de aumento para todos, la readmisión de los 17 despedidos por los conflictos del año pasado y la enulación de las sanciones. La empresa se niega a negociar esos dos puntos; los trabajadores realizan asambleas todos los días de 9 a 10 de la mañana en la sede del sindicato del Metal de Barcelona y viene el paro. La empresa despide a tres y sanciona a 30. Los de Motor Ibérica se entrevistan con el delegado de sindicatos y el gobernador civil, sin resultado práctico alguno: la empresa, por lo visto, "no puede perder". Hay sentadas ante el palacio del Gobierno Civil para protestar por la detención de un trabajador, y el día 4 hay paros parciales de solidaridad en la Seat. La entrevista con el ministro de Relaciones Sindicales tampoco resuelve el problema: no hay quien levante los tres despidos y las 30 sanciones. Desde el martes 1 están encerradas unas 150 mujeres de trabajadores con sus hijos en la iglesia de San Andrés del Palomar; al mismo tiempo, la casi totalidad de la plantilla se concentra en la calle Orfila, cerca del campo de fútbol de San Andrés. El domingo se organiza una Misa y un bautizo en



solidaridad con los de Motor Ibérica: el acto acaba con cánticos revolucionarios; dirige la palabra a los reunidos un trabajador de la local de CC. OO. de Barcelona y se lee una carta de los grupos cristianos del barrio, en solidaridad con los huelguistas y tomando posición por el socialismo. En la actualidad trabajan en la empresa unos 1.500 empleados, principalmente técnicos y administrativos. El resto de los trabajadores ha hecho un llamamiento para una acción general en solidaridad con Motor Ibérica para el día 9 en toda Cataluña. A este llamamiento se han sumado las CC. OO., los centros cristianos y prácticamente toda la oposición, pues en estos momentos Motor Ibérica es a Cataluña lo que la Michelin es al País Vasco.

## LOS ALBAÑILES DE CÁDIZ, EN HUELGA

Los trabajadores de la construcción de la provincia de Cádiz conti-

núan en huelga después de más de veinte días. 25.000 obreros del sector reivindican un aumento salarial de 8.000 pesetas al margen del Convenio, que, como se sabe, está vigente hasta finales de año. Hay que remontarse al 10 de mayo, cuando en una asamblea de trabajadores de la construcción de Jerez de la Frontera se ratifica el llamamiento de la UTT local, para rastrear el origen de una huelga que rápidamente se extiende a otras localidades: Cádiz capital, pueblos de los alrededores y del campo de Gibraltar. Todo ello por un motivo común: salarios insuficientes teniendo en cuenta la carestía de la vida. Esta extensión del conflicto en una provincia como Cádiz, con cerca de 50.000 parados forzados, ha sido posible gracias, por un lado, a la profusión con que se han dado las asambleas y el control real de los trabajadores del sector, que aseguraban su representatividad por medio de comisiones elegidas por ellos mismos, en todos los pueblos, tajos y zonas de la provincia. De esta manera se da-

ba a la Comisión que parlamentaba en Jerez con los patronos la fuerza y capacidad negociadora suficiente. Negociación llena de dificultades, pues la Comisión la tiene que llevar adelante de manera indirecta, a través de algunos miembros representativos de la UTT y con la oposición de la Administración, Delegación del Trabajo, que considera no aceptables las peticiones de los trabajadores, pues se saltan los topes salariales y las normas actuales sobre contratación colectiva. Estas trabas impuestas a las partes inciden en el conflicto y convierten una huelga claramente reivindicativa en una confrontación que se va politizando como consecuencia de las multas y detenciones que van cayendo sobre los trabajadores gaditanos, por otra parte, la huelga se veía venir desde hace tiempo y descubre a muchos una serie de cuestiones. Ante todo, que el convenio vigente sólo garantiza 12.500 pesetas al mes para el peón, totalmente insuficiente para hacer frente a los gastos de una familia; después que a pesar de los

parados y la atomización del sector, los trabajadores han logrado un alto grado de unidad e imponer su fuerza sobre la mesa de negociaciones.

## UNOS BOTES DE TOMATE

La cadena de almacenes Simago ha saltado a las páginas de lo laboral en la prensa diaria. El conflicto empezó como consecuencia de los expedientes por faltas muy graves incoados contra una trabajadora, enlace sindical. El motivo que adujo la empresa para tomar esta medida fue que la empleada había dado unos precios de costo de los botes de tomate y esto perjudicaba a Simago, pues la persona que recibió la información, por lo visto, había trabajado anteriormente en aquellos almacenes. Veinticuatro trabajadores de la sucursal de Aluche se declararon en paro y se reunieron en la parroquia de Santo Domingo de Guzmán de Aluche. La reacción de la empresa fue suspender de empleo y sueldo durante 60 días a 40 empleadas e iniciar expediente a dos enlaces, con posibilidad de despido. El Jurado de Empresa intenta conseguir garantías de que no habrá despidos, pero la empresa no da seguridades sobre este extremo. Los paros parciales se extienden a las sucursales de Vallecas y Embajadores, al tiempo que 52 trabajadores se declaran en asamblea permanente en los locales del sindicato. A partir de este momento las Asociaciones de Vecinos de Puerto Chico y Aluche y de Amas de Hogar de esta última barriada al conocer los hechos se solidarizan con los trabajadores y por medio de una campaña informativa promueven un boicot a Simago-Aluche. Cuando repartían estas hojas informativas siete mujeres, amas de casa, fueron detenidas y, posteriormente, los tres presidentes de las asociaciones de vecinos que se interesaban por ellas. Treinta mujeres se encerraron en la parroquia del barrio y una manifestación de 1.000 personas recorrió sus calles. Al día siguiente la Federación de Amas de Casa de Madrid declaraba un boicot total a los almacenes Simago. Lo que empezó siendo una información sobre el precio de los tomates acabó convirtiéndose en un conflicto con proyección en todo Madrid. ■ NICOLAS SARTORIUS.



## LA ÚLTIMA FOTOGRAFIA DE CALVO SERER

Organizado por el CISE (Comité d'Information et Solidarité avec l'Espagne) se celebró el pasado día 2 en París un encuentro-debate entre representantes de las distintas fuerzas políticas integradas en Coordinación Democrática y los antiguos resistentes franceses, entre los que se contaban numerosas personalidades de la política gala, tanto de la izquierda como de la derecha. Por parte española, en la tribuna presidencial, en primera fila, de izquierda a derecha, Del Río, del MC; Juan González Encinar, del PSP; la princesa María Teresa de Borbón, del Partido Carlista; Nicole Thevenin, secretaria nacional del CISE; Jean Cassau, Aguilhaume, del PSD; Santiago Carrillo, del PCE; Enrique Mújica, del PSOE, y Nazerio Aguedo, del PTE. Detrás, en segunda fila, de derecha a izquierda, Julián Ariza, de Comisiones Obreras; Manso, de UGT, y Rafael Calvo Serer, del Grupo Independiente.

Esta sería la última fotografía del señor Calvo Serer antes de su detención, que ocurriría dos días más tarde a su llegada a España y en las mismas escaleras del avión. Calvo Serer sería trasladado a la Dirección General de Seguridad, y de allí directamente a Carabanchel, en donde junto con Antonio García Trevijano, el otro dirigente máximo del Grupo Independiente, espera una resolución judicial. Como es sabido, sobre el señor Calvo Serer pesa una petición fiscal de siete años de prisión por la publicación del artículo "Moi aussi, j'accuse" en el diario francés "Le Monde". ■

# triumfo

AÑO XXX \* NUM. 697 \* 5 JUNIO 1976 \* 40 PTAS.

EL NUEVO VIETNAM  
JEAN LAGOUTURE



# LOS PARTIDOS POLITICOS

## CONFERENCIA DE LA O. I. T.

El miércoles día 2 se abrió en Ginebra la Conferencia General anual de la Organización Internacional del Trabajo. Como tantas otras veces, el tema de España estará sobre la mesa de las distintas delegaciones. Este año, tanto la CIOSL como la CMT, la FSM y la CES, en representación de la casi totalidad de los trabajadores sindicales del mundo, han planteado formalmente el reconocimiento, con plenitud de representación, de los delegados de las CC. OO., UGT y USO. Quizá con el fin de evitar un desplazamiento de la Organización Sindical y de explicar el alcance de la "reforma" sindical, el ministro de Relaciones Sindicales se desplazó la semana pasada a Ginebra para mantener conversaciones con el director general de dicho organismo internacional, señor Blanchard. Por parte de las fuerzas sindicales de oposición, y en el marco de sus encuentros para llegar a formas de unidad de acción, se ha planteado

la posibilidad de adoptar una postura común cara a este encuentro de la OIT. Ante la imposibilidad de presentar un informe único de las tres formaciones, se acordó el que cada una lo presentaría por su cuenta y una vez en la Conferencia se redactaría una declaración común de denuncia de la reforma sindical y de los aspectos más graves de violaciones de derechos sindicales. Los informes presentados, con diferentes variantes, hacen un resumen de las últimas luchas de los trabajadores, señalan los aspectos más notables de la represión, realizan un análisis de la reforma sindical en el marco de la política, contemplan la marcha del proceso unitario de la oposición sindical y plantean lo que podría ser una alternativa democrática sindical en nuestro país. El reconocimiento oficial de las fuerzas sindicales españolas por parte de la OIT sería una decisión de gran repercusión y alcance, pues contribuiría a acelerar al camino hacia la libertad sindical, hacia la legalización del movimiento obrero real. ■ NICOLAS SARTORIUS.

## Sanidad valenciana

### LA FE

EL conflicto de la Ciudad Sanitaria La Fe, con una plantilla de más de 6.000 trabajadores y 2.000 enfermos, atendidos en cuatro grandes edificios (Infantil, Maternidad, Clínica General y Rehabilitación-Traumatología), ocupa el centro de la atención laboral valenciana durante tres largas semanas. Y no existen justificadas esperanzas de soluciones urgentes. Todos los centros sanitarios han permanecido y permanecen en paro, respetando urgencias, para pedir la readmisión de 41 despedidos que ahora son 11, quienes suspendidos de empleo, han recuperado el sueldo, según resolución de Magistratura. La Fe, Psiquiátrico y Clínico han mantenido una postura de paro más unitaria. José Antonio, Provincial y Centro de Rehabilitación de Levante celebran últimamente sólo asambleas y actuaciones de solidaridad.

El origen se remonta a la inexistente relación laboral y humana entre una dirección de poder omnímodo y los trabajadores, que plan-

tean una plataforma reivindicativa, aprobada en Asamblea en enero último. En ella se pedía la constitución de un Jurado de Empresa, completar plantillas para paliar el abrumador trabajo del personal, servicio médico de empresa, vacaciones en período estival, eliminación de contratos eventuales y otros puntos hasta diez.

Las visitas del delegado general del INP, López Barranco, originan el nombramiento de un director de Personal y Asuntos Sociales para La Fe. Gobierno Civil, con representante recién estrenado, es lugar de entrevistas de mediación y revisión a fondo del conflicto sanitario. En el ambiente está que no es sólo unos despedidos arbitrarios, sino la imagen externa ejemplar y estructura interna tensa lo que está en el meollo del conflicto. Valencia nunca tuvo un paro sanitario similar. Pero éste puede ser el desencadenante de una puesta al día de entidades sanitarias estructuradas antidemocráticamente. ■ JAIME MILLAS.

## EL "PACTO SOCIAL"

EN el marco del Club Siglo XXI el ministro de Relaciones Sindicales propone una vez más el tan traído y llevado "pacto social". Parece una toma de posición, pública y oficial, contra el bombardeo que desde las organizaciones sindicales de oposición se viene haciendo contra dicho pacto. Después de leer detenidamente la amplia referencia de prensa sobre el discurso a uno le viene a las mentes aquella anécdota que escuchó un día de un amigo entrañable sobre cierto pueblo de la provincia de Toledo. Al instaurarse la Segunda República y convocarse las primeras elecciones libres en nuestro país, los campesinos de un pueblo de la serranía toledana, la mayoría semi o analfabetos del todo, se encontraban en un auténtico mar de confusiones, pues no sabían realmente a quién votar; su formación política era escasa y nulo el conocimiento que tenían de los partidos políticos. Unos días antes de los comicios se reunieron a la sombra de unos olivares y uno de ellos propuso que para salir de dudas tenían que enterarse y saber a quién votaría "El Chaqueta" —rico propietario, así llamado por ser el único del pueblo que utilizaba chaqueta—, y entonces hacerlo ellos en sentido completamente opuesto. Como es lógico "El Chaqueta" votó a las derechas y los campesinos a las izquierdas, con lo que, en mi modesta opinión, no se equivocaron en aquella ocasión. Con lo del "pacto social" ocurre un poco lo propio; cuando el sector menos dúctil del empresariado y las autoridades sindicales del régimen insisten tanto en la necesidad del pacto social, en sus posibilidades y bondades, los trabajadores y fuer-

zas democráticas en general no tienen por menos de contemplarlo con suma desconfianza cuando no con explícito repudio. Sobre todo cuando como es el caso que nos ocupa, la presentación del nuevo producto "ideológico" no se caracteriza por la sutileza de los planteamientos ni la fortaleza de los argumentos. ¿Acaso no da qué pensar el hecho que señala la prensa de que "lo más significativo fue el aplauso cerrado de lo que se ha venido en llamar "bunker" sindical al discurso del ministro de Relaciones Sindicales? Hay formas y formas de presentar el "pacto social"; acaso un teórico del neocapitalismo europeo lo hubiera realizado con más fortuna y si bien los oyentes ultras lo habrían acogido con frialdad, por lo menos quizá consiguiere introducir la duda en algún sector de los asalariados.

El ministro de Relaciones Sindicales parte de una vieja idea acuñada durante el largo período corporativista-autárquico y que creíamos enterrada para siempre: "La lucha de clases es una perniciosa". Si hubiera afirmado que hay que superar la lucha de clases, por ejemplo, podríamos estar de acuerdo, siempre y cuando se sea consecuente con los medios para lograr dicha superación. Pero insistir en que la lucha de clases no existe es reincidir en el ancestral vicio de la política ficción y partir de supuestos que sólo pueden conducir a falsas soluciones. Luego se pasa al estudio de las condiciones del pacto social: representatividad de los interlocutores y libertades sindicales. Bien, ¿y cómo es posible reconocer la libertad sindical sin automáticamente legalizar a CC. OO., UGT, USO, etcétera, y liquidar la estructura de la CNS?, ¿cómo



El ministro Martín Villa con el director general de la Organización Mundial del Trabajo, M. Francis Blanchard, en Ginebra.

es posible una libertad sindical sin libertades plenas de reunión, asociación política, sufragio universal y todos los derechos democráticos? Si todo esto se diera, ¿qué quedaría del régimen que ha presidido la vida de este país durante cuarenta años? ¿Cómo se puede decir entonces que el pacto social se puede dar ya "sin otros condicionamientos previos como el pacto político"? Hace unos días un articulista de "ABC" cala en semejante contrasentido al decir que proponer un "pacto político" y hablar al mismo tiempo de "ruptura" no era coherente. Precisamente el pacto político que se propone, como ha ocurrido siempre en la Historia, es para realizar un determinado tipo de ruptura, pues se pacta expresamente para traer otro régimen, otras instituciones, en este caso democráticas que sustituyan a otras que no lo son. Y esta operación es siempre una operación de ruptura que puede ir precedida o no de un cierto período de "reformas" más o menos formales, pero a la postre siempre llega el momento

del trance, del salto, de la nueva realidad que no tiene nada que ver con lo anterior.

El ministro de Relaciones Sindicales, por último, es claro al hablar de las consecuencias del pacto social; el empresario consigue la paz social y los trabajadores "renuncian a una acción reivindicativa continuada", a cambio de compensaciones directas e indirectas que no se explicitan. En las actuales condiciones esto quiere decir llanamente: los trabajadores dejan de hacer huelgas, renuncian a la conquista de la libertad sindical y, por lo tanto, al pacto político y a la ruptura. Las consecuencias de todo ello, a nivel político y económico serían muy graves. Por esa tiene razón el ministro al señalar al final de su parlamento que en la negociación del pacto social pueden surgir dificultades: que alguna organización sindical se niegue al pacto. Me temo que en el actual contexto no va a tratarse de alguna, sino de todas, con lo cual no se sabe bien con quién se podrá pactar. ■ N. S.

7. Coupure de presse archivée à la DGS au sujet de la rencontre entre N. Sartorius, représentant des Commissions Ouvrières, et E. De la Mata, Ministre des Relations Syndicales, Pueblo, 8/09/1976.

CL 70

Dirección General de la Guardia Civil  
ESTADO MAYOR  
2.ª SECCION

## INFORMACION DE PRENSA

TEMA: El ministro de Sindicatos, se entrevista con  
"COMISIONES OBRERAS".-  
PERIODICO: Diario PUEBLO de Madrid.  
FECHA: 8 de septiembre de 1976.

Ayer, en Madrid,  
durante tres horas

# DE LA MATA SE ENTREVISTO CON COMISIONES OBRERAS

MADRID. (PUEBLO, por C. L.)—Poco después de las siete y media de la tarde de ayer dio comienzo, en el despacho del abogado Jaime Sartorius (en la calle de El Viso, de Madrid), la entrevista que el ministro de Relaciones Sindicales mantuvo con dirigentes de Comisiones Obreras.

El ministro fue recibido por Nicolás Sartorius, quien le acompañó al interior del inmueble, donde le esperaban los restantes miembros del secretariado de CC. OO. que participaron en el encuentro. Además de Nicolás Sartorius, la delegación del secretariado de CC. OO., aun ilegal, estaba compuesta por José Torres, José Alonso, Cipriano García y Luis Royo.

La reunión concluyó minutos antes de las once de la noche. El ministro, que salió antes que sus interlocutores, declaró —a preguntas de los periodistas que le esperaba— que la reunión, además de interesante, se había desarrollado en un clima de sinceridad por ambas partes. Añadió también que ratificaba manifestaciones propias hechas con anterioridad en el sentido de que «estas reuniones con las diversas organizaciones sindicales eran a título personal», pero añadió que «esto no debe ser interpretado como desacuerdo en el seno del Gobierno. El Gobierno está de acuerdo en todo». El ministro se negó cortésmente a hacer más declaraciones.

Minutos más tarde los miembros de CC. OO. que habían asistido a la entrevista respondieron a diversas preguntas de los informadores. La rueda de Prensa tuvo lugar en un domicilio privado de las cercanías del despacho de abogados.

Los cinco miembros del Secretariado de CC. OO. precisaron, de entrada, que la reunión no tenía más finalidad que la de «un cambio de impresiones entre fuerzas antagonicas, y no una negociación». Dijeron también que tenía un significado positivo el hecho de que se haya entablado un diálogo, que a su juicio no es más que el resultado de las movilizaciones de los

un marco de representatividad de las instituciones por medio de la ruptura democrática, tal como el concepto se entiende en el seno de C. D.

Los dirigentes de CC. OO. expresaron ante el ministro su disconformidad con respecto al hecho de que el patrimonio sindical pase al Estado, por cuanto pertenece al conjunto de los trabajadores. Consideraron igual-



ciones colectivas del otano, expresando su preocupación por la incidencia que ello puede tener en diversos ordenes de la vida nacional. Comisiones Obreras hizo ante su interlocutor una exposición de casi hora y media de duración. Analizó, entre otros temas, la situación por la que atraviesa el país, situación que calificaron de «extrema gravedad» en el plano económico, político y social, y que solo,

mente inasportable la anunciada ley de Asociación Sindical en los términos allí planteados; creen que ese paso no permite hablar de libertad sindical. Comisiones informó igualmente que había puesto en conocimiento del señor De la Mata el rechazo del «pacto social», y que únicamente podría negociar con un gobierno democrático la solución de la crisis económica por la que atraviesa el país.

# SOURCES

## ECRITS DE N. SARTORIUS

### **Essais**

1975: *Clase obrera y multinacionales: una denuncia de los metalúrgicos de Madrid*, Madrid, Cuadernos para el Diálogo.

1975: *El resurgir del movimiento obrero*, Barcelona, Laia.

1976: *¿Qué son las Comisiones Obreras?*, Barcelona, La Gaya Ciencia.

1977: *El sindicalismo de nuevo tipo: ensayos sobre Comisiones Obreras*, Barcelona, Laia.

1992: *Un nuevo proyecto político: contribución al debate en la izquierda*, Madrid, Aguilar, El País.

1996: *Carta abierta a los escépticos sobre los partidos políticos*, Barcelona, Península.

2002: *La memoria insumisa: sobre la dictadura de Franco*, (co-auteur: ALFAYA, Javier) Barcelona, Crítica.

2007: *El final de la dictadura*, (co-auteur: SABIO, Alberto) Madrid, Temas de Hoy, Historia.

2010: *Una nueva gobernanza global: propuestas para el debate*, Madrid, Fundación Alternativas, Marcial Pons.

2013: *Siempre en la izquierda*, Madrid, Fundación 1º de Mayo.

2018: *La manipulación del lenguaje*, Barcelona, Espasa.

2020: *La nueva anormalidad*, Barcelona, Espasa.

### **Boletín de Información de Legislación Laboral**

«Coacción y horas extraordinarias», n°4, junio-julio 1966, p.14.

«La mesa electoral», n°6, septiembre 1966, p.12.

### **Cuadernos para el Diálogo**

«Sindicato y grupos políticos», Extraordinario XI, noviembre 1968, p.67-68.

«Los trabajadores españoles y el mercado común», n°103, abril 1972, p.21-23.

«Desarrollo económico y sindicatos», Extraordinario XXXVI, julio 1973, p. 39-42.

### **Mundo Social**

«El resurgir del movimiento obrero: primera etapa 1940-1960», *Mundo Social*, enero 1970, n°173, p.21-25.

«El resurgir del movimiento obrero: segunda etapa 1960-1970», *Mundo Social*, enero 1970, n°174, p.17-20.

## Triunfo:

*Première période (1967), articles signés.*

- «Encuesta -1: El bachillerato. Francia, Italia y Gran Bretaña», *Triunfo*, n°243, 28/01/1967, p.22-29.
- «Encuesta-2: Historia del bachillerato en España», *Triunfo*, n°244, 04/02/1967, p.46-53.
- «Encuesta -3: Nuestro Bachillerato, hoy», *Triunfo*, n°246, 18/02/1967, p.12-17.

*Deuxième période (n°676 janvier 1976 – n° 768 octobre 1977). (Liste des articles cités).*

- «El movimiento de la construcción», *Triunfo*, Madrid, n°682, 21/02/1976, p. 15.
- «Asturias y las urnas», *Triunfo*, Madrid, n°686, 20/03/1976, p. 16 -17.
- «Vitoria», *Triunfo*, Madrid, n°685, 13/03/1976, p. 13-17.
- «Una prueba de madurez», *Triunfo*, Madrid, n°677, 17/01/1976, p. 15-18.
- «El mundo socio-laboral», *Triunfo*, Madrid, n°676, 10/01/1976, p. 34-36.
- «Balance de unas huelgas», *Triunfo*, n°683, 28/02/1976.
- «Nace la C.O.S.», *Triunfo* n°705, 31/07/1976, p. 10.
- « El bono falso », *Triunfo*, n°704, 24/07/1976, p. 8.
- «Primer mitin autorizado a CC.OO», *Triunfo* n°705, 31/07/1976, p. 10.
- «Conversación con un ministro», *Triunfo* n°712, 18/09/1976, p. 16.

## Siglo 20

*Juillet – décembre 1965. N°13-23. (Liste non exhaustive).*

- «¿Vuelta al capitalismo?», *Siglo 20*, n°25, 16/10/1965, p.58.
- «Albañiles millonarios», *Siglo 20*, n°13, 24/07/65, p.65
- «Asociación», *Siglo 20*, n°14, 31/07/1965, p.54-55.
- «Auto-discrepancia», *Siglo 20*, n°17, 21/08/1965, p.58.
- «Belleza maltratada», *Siglo 20*, n°22, 25/09/1965, p.58.
- «Calabazas», *Siglo 20*, n°16, 14/08/1965, p.54.
- «Contestación a “Pueblo”: a propósito de la enseñanza gratuita», *Siglo 20*, n°24, 9/10/65, p.57.
- «Enseñanza gratuita», *Siglo 20*, n°19, 04/09/65, p.35.
- «España insólita», *Siglo 20*, n°17, 21/08/1965, p.58
- «Especulación», *Siglo 20*, n°24, 9/10/1965, p.56.
- «Evaporación», *Siglo 20*, n°28, 11/12/1965, p.57.
- «Exclusivamente agrícola», *Siglo 20*, n°14, 31/07/1965.
- «Historias de otro siglo», *Siglo 20*, n°24, 9/10/1965, p.56.
- «Inauguraciones», *Siglo 20*, n°17, 21/08/1965, p.58.
- «La leche», *Siglo 20*, n°28, 11/12/1965, p.57.
- «Misterio», *Siglo 20*, n°19, 04/09/1965, p.35.
- «Misterio», *Siglo 20*, n°19, 4/09/1965, p.35.
- «Opinión pública», *Siglo 20*, n°16, 14/08/65, p.55.

«Palabras, palabras», Siglo 20, n°18, 28/08/1965, p.58.  
«Profundidad», *Siglo 20*, n°14, 31/07/1965, p.54.  
«Sardinas en lata», Siglo 20, n°21, 18/09/1965, p.58.  
«Sevilla», *Siglo 20*, n°29, 18/12/1965, p.52.  
«Solo Viejos», Siglo 20, n°21, 18/09/1965, p.58.  
«Tiempo libre», Siglo 20, n°29, 18/12/1965, p. 53.  
«Usura moderna», Siglo 20, n°23, 2/10/1965, p.55.

### **Divers**

«Crisis de los intelectuales», *Los intelectuales y la sociedad actual*, Madrid, *Fundación de Investigaciones Marxistas*, 1980, p.27-37.  
«Poder y oposición», *Argumentos* n°24, junio 1979, p.18-20.  
«Sindicatos, partidos, masas y poder», *Revista mexicana de sociología*, n°43, septiembre 1981, p.1055-1063.  
«Suárez fue la persona adecuada en el momento adecuado», *El País*, 29 marzo 2014.

### **Entretiens:**

AMIGUET, L., «Sufrí seis años de cárcel para tener constitución: léanla», *La Vanguardia*, 22/01/2019.  
BARBARROJA, C., «Nicolás Sartorius, el aristócrata rojo», *Público*, 29/09/2015.  
LANDABURU, L., «Entrevista a Nicolás Sartorius», *El País*, 20/06/2011.

### **Entretiens réalisés lors d'interview accordées par N. Sartorius:**

Le 3 novembre 2017.  
Le 29 octobre 2019.  
Le 20 juillet 2021.

## FONDS D'ARCHIVES

### **Archivo de Fuentes Orales para la Historia Social de Asturias (AFOHSA).**

- Marino Artos Fernández.
- José Antonio García Casal, *Piti*.
- Luis Nora Álvarez.

### **Archivo del Ministerio del Interior:**

#### *Dirección General de Instituciones Penitenciarias;*

- Expediente penitenciario de tiempo efectivo pasado en prisión.
- Fichas penitenciarias.

#### *Prisión Provincial de Madrid;*

- Reseña de identificación penitenciaria.

#### *Dirección General de Policía.*

- Documents divers, copies des procès de 1962, 1967, 1970 et 1972.
- Reseñas de identificación policial (alfabética y decadactilar) practicadas en Oviedo.

### **Archivo Fundación Felipe González:**

#### *Actividad profesional.*

- Sumario del proceso 1001/1972.
- Informe de la fiscalía del tribunal de orden público.

### **Archivo General de la Administración (AGA):**

#### *Gabinete de enlace*

- Análisis del «Cuadernos para la formación de Comisiones Obreras».
- Antecedentes de los procesados (Proceso 1001), 1973.
- Campaña en favor de los procesados en el sumario 1001/72, 1973.
- Comisiones Obreras, 1971.
- Declaraciones del Secretario General del PCE sobre el Proceso 1001 y las CC.OO., 1973.
- Documentos aprehendidos.

- El proceso 1001 y su conflictividad potencial, 1973.
- Informes Natalia Calamai, julio 1970, junio 1975.
- Informes N. Sartorius, 1967-1976.
- La represión del régimen, 1973.

#### *Gobernación*

- Boletín informativo DGS nº24, 50, 63.
- Informe «Nicolás Sartorius».
- Memoria gobernador civil de Madrid, 1964.
- Memoria gobernador civil de Madrid, 1966.
- Memoria gobernador civil de Madrid, 1968.
- Memoria gobernador civil de Madrid, 1969.
- Memoria gobernador civil de Madrid, 1970.
- Memoria gobernador civil de Madrid, 1971.
- Nota informativa DGS nº80, Revisión del proceso 1001 por el Tribunal Supremo, 10/01/1975.
- Nota informativa DGS, no numerado, Novedades surgidas con motivo de la celebración del proceso 1001 hasta las 14:00 horas.

#### *Sindicatos*

- Carta de Juan José Bilbao Arriaga, secretario nacional del sindicato de industria del papel y de prensa a Rodolfo Argamenteria Garcia, vicesecretario de organización administrativa, 6/03/70.

### **Archivo General Militar de Madrid (AGMM)**

#### *Fondo moderno.*

Procès 52/1962. Documents cités dans la thèse :

- Declaración de N. Sartorius, el 01/06/1962, en la sede de la BPS, Madrid.
- Informe de la Policía de San Sebastián.
- Informe de la BPS tras consulta de los archivos de la DGS.
- Octavilla del FLP.

### **Archivo Histórico del Partido Comunista de España (AHPCE):**

#### *Cárcel de Carabanchel.*

*Lista de presos:*

- Lista de presos políticos [...] FLP, 27/11/1962.

*Correspondencia:*

- Carta de los presos de la 3ra galería de Carabanchel, 10/1974
- Carta de Juanín, 19/11/1973.
- Carta del colectivo de camaradas de Carabanchel, 10/1974.

*Llamamientos:*

- A la conferencia episcopal, 16/11/1974.
- A la conferencia episcopal, 02/1975.
- A la Junta Democrática, 08/1974.
- A la juventud de Madrid (Sin fecha).
- A los trabajadores, a la opinión pública, 08/1975.
- A nuestros hermanos vietnamitas (Sin fecha)
- Al PCF desde la cárcel de Carabanchel, 27/04/1974.
- Al PCF desde la cárcel de Carabanchel, 04/1974.
- Al Secretario general de la ONU, 19/06/1974.
- Carta al Colegio de médicos de Madrid, 5/11/1974.

*Informes:*

- Al secretariado de CC. OO. (sin fecha).
- Carabanchel, 12/07/1975.
- Carabanchel, 3ra galería, 1/03/1970.
- Carta a los presos políticos de Segovia, 10/1974.
- Carta de Carabanchel, 1975.
- Carta de Carabanchel (2), 1975.
- Carta de Carabanchel (3), 12/07/1975.
- Carta de Valeriano, 1973.
- Carta de Valeriano, 01/1975.
- Formas en que se realizan las comunicaciones orales y escritas de los presos políticos, 1970.
- Huelga de hambre en la prisión de Carabanchel, 05/1967.
- Información de Madrid, 6/11/1973.
- Informe sobre la cárcel de Carabanchel, 1973.
- La separación de los presos políticos en pequeños grupos, 06/1970.
- Nuevas características y tareas en el frente teórico y cultural. Informe al VIII Congreso.
- Presos políticos internos en la prisión de Carabanchel, Madrid, 11/1974.
- Situación de los presos políticos en la prisión de Carabanchel, 11/1975.

*Fondo sonoro*

- Pleno Comité Central de Roma, 27-28/07/1976.

*CC. OO. De Madrid*

*Artes gráficas:*

- A las compañeras y compañeros obreros, administrativos y técnicos, 03/1968.
- A todos los trabajadores de Artes Gráficas de Madrid, 23/11/1971.
- Compañeros gráficos, 24/11/1971.
- Compañeros gráficos, Viva el 1º de mayo, 27/04/1974.
- Compañeros y compañeras de Artes Gráficas (sin fecha).
- Convenio interprovincial (sin fecha)
- Octavilla de CC. OO. De Artes Gráficas.

**Archivo Histórico del trabajo. Fundación Primero de Mayo (AHT):**

*Fondo Jaime Sartorius*

- A la opinión pública, 11/1973.
- A la sala segunda del Tribunal Supremo, 30/01/1975.
- A los delegados y asistentes al congreso de las Trade Unions (TUC) Inglaterra, 09/1973.
- A los trabajadores, a la opinión pública, nacional e internacional, 11/02/1975.
- Al Congreso de la CGIL, 06/1973.
- Carta a la FSM, 03/1973.
- Carta abierta de los procesados del 1001, 02/1974.
- Desde la prisión de Carabanchel al consejo Mundial de la Paz, 10/1973.
- Sr. Director del New York Times, 5/1973.

*Fondo fotográfico*

- Asamblea de Barcelona, AHT 01/002.
- Reunión del secretariado general, 1976, N-AHT 01/019.

*Comisión ejecutiva confederal*

Documents cités dans la thèse :

- Acta de la reunión celebrada el día 22 de agosto de 1977, por el lleno del Secretariado de la Confederación Sindical de Comisiones Obreras.
- Resolución del secretariado de la C.S. de CC.OO.

#### *Secretariado Confederal*

Rapports des réunions du Secrétariat du mois de 05/1976, 9/10/1976, 17/10/1976, 2/11/1976, 16/11/1976, 30/11/1976, 7/12/1976, 23/01/1977, 7/02/1977, 7/03/1977, 15/03/1977, 4/04/1977, 10/05/1977, 19/07/1977, 22/08/1977.

Documents cités dans la thèse :

- Circular de la Comisión permanente del Secretariado, 30/11/1976.
- Comunicado de la C.S., 24/08/1977.
- Las tareas de organización, 17/10/1976.
- Nota de prensa de la Comisión Permanente del Secretariado de la Confederación Sindical de Comisiones Obreras, 7/2/77.
- Nota de prensa, 05/1976.
- Resumen del informe del secretariado, 05/1976.
- Sobre el reforzamiento de CC.OO., 05/1976.

#### **Archivos del Servicio Universitario del Trabajo:**

##### *Cursos y Seminarios.*

- Desarrollo del cursillo, 1960.
- Programa del cursillo de Matapozuelos, 1960.
- Relación de asistentes al cursillo de Valladolid, Semana Santa 1960.

##### *Fotografías*

- Cursillo de Matapozuelos, 1960.

#### **Arxiu Historic de CC. OO. De Catalunya:**

##### *Fonts Orals i Biografies Obreras.*

- Ángel Abad y Silvestre.

## Centro Documental de la Memoria Histórica:

TOP.

- Causa 443/1967.
- Causa 680/1970.
- Causa 1001/1973.

### ● TEXTES DE LOI

- Decreto 1504/1963, de 24 de junio, por el que se concede indulto, con motivo de la exaltación al Solio Pontificio de Su Santidad el Papa Paulo VI», BOE nº157, 2/07/1963.
- Decreto 2930/1966, de 23 de noviembre, por el que se somete a referéndum de la Nación el proyecto de Ley Orgánica de Estado, BOE nº281, 24/11/1966.
- Decreto 720/1966, de 26 de marzo, por el que se convocan elecciones sindicales. BOE nº76, 30/03/1966
- Fuero de los Españoles, BOE nº199, 17/07/1945.
- Ley 14/1966, de Prensa e Imprenta, BOE nº67, 19/03/1966.
- Ley de 24 de abril de 1958 sobre Convenios Colectivos Sindicales, BOE nº99, 25/04/1958.
- Ley de Sucesión a la Jefatura del Estado, BOE nº160, du 9/06/1947.
- Ley Sindical 2/1971, BOE nº43, 19/02/1971.
- Propuesta de Ley 16/1976, de 8 de abril, de Relaciones Laborales, BOE nº96, 21/04/1976.
- Reglamentaciones de Trabajo, BOE nº124, 24/05/1962.

# BIBLIOGRAPHIE DES OUVRAGES CITES

- GUERRE CIVILE ET DICTATURE FRANQUISTE. OUVRAGES GENERAUX.

BACHOUD, Andrée, *Franco*, Fayard, Paris, 1997.

CARR, Raymond, *España 1808-1975*. Barcelona, Ariel, 1992.

DOMPER LASUS, Carlos, «Ni liberales ni comunistas. La “democracia orgánica” y la integración del Franquismo y el Estado Novo en la Europa posterior a 1945.», *Espacio, tiempo y forma*, nº31, UNED, Madrid, 2019, p.151-172.

FUSI, Juan Pablo, PALAFOX, Jordi, *España 1808-1996, El desafío de la modernidad*, Espasa Calpe, Madrid, 1997.

GARCÍA, Jordi, RUIZ CARNICER, Miguel Ángel, *La España de Franco (1939-1975), Cultura y vida cotidiana*, Madrid, Editorial Síntesis, 2003.

JULIÁ, Santos, GARCÍA DELGADO, José Luis, JIMÉNEZ, Juan Carlos, FUSI, Juan Pablo, *La España del siglo XX*, Madrid, Marcial Pons Historia, 2007.

JULIÁ, Santos, *Historias de las dos Españas*. Madrid, Taurus, 2004.

MORADIELLOS, Enrique, *La España de Franco (1939-1975), Política y sociedad*, Madrid, Editorial Síntesis, 2003.

PRESTON, Paul, *Un pueblo traicionado*, Barcelona, Penguin Random House, 2019.

PRESTON, Paul, *Franco: caudillo de España*, Barcelona, Círculo de Lectores, 1994.

SOTO CARMONA, Álvaro et TUSELL, Javier, *¿Atado y bien atado?: institucionalización y crisis del franquismo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2005.

TUSELL, Javier, *Dictadura franquista y democracia, 1939-2004*, Barcelona, Crítica, 2005.

- TRANSITION. OUVRAGES GENERAUX.

ANDRADE BLANCO, Juan Antonio, *El PCE y el PSOE en (la) Transición: la evolución ideológica de la izquierda durante el proceso de cambio político*, Madrid, Siglo XXI, 2012.

CAMPUZANO, Francisco, *L'élite franquiste et la sortie de la dictature*, Paris, L'Harmattan, 1997.

GALLEGO, Ferrán, *El mito de la Transición, La crisis del franquismo y los orígenes de la democracia (1973-1977)*, Crítica, Barcelona, 2008.

GENIEYS, William, *Las élites españolas ante el cambio de régimen político*, Monografías nº209, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 2004.

JULIÁ, Santos, GARCÍA DELGADO, José Luis, JIMÉNEZ, Juan Carlos, FUSI, Juan Pablo, *La España del siglo XX*, Madrid, Marcial Pons Historia, 2007.

MARTÍNEZ CUADRADO, Miguel, « Les sources espagnoles de la Constitution », in *Pouvoirs* n°8, L'Espagne démocratique, Paris, Seuil, 1979, p.85-95.

SARTORIUS Nicolás, SABIO Alberto, *El final de la dictadura*, Temas de Hoy, Historia, Madrid, 2007.

SOLE TURA, Jordi, AJA Elíseo, « Une élaboration consensuelle », in *Pouvoirs* n°8, L'Espagne démocratique, Paris, Seuil, 1979, p.79-84.

- **OPPOSITION AU FRANQUISME ET ACTIVISME POLITIQUE. OUVRAGES GENERAUX.**

ANONYME, *Normas para el trabajo en la clandestinidad*, 1973.

JAUREGUI, Fernando et VEGA, Pedro, *Crónica del antifranquismo*, vol.2, Barcelona, Argos Vergara, 1984.

JAUREGUI, Fernando et VEGA, Pedro, *Crónica del antifranquismo* vol. 1, Barcelona, Argos Vergara, 1983.

MALERBE, Pierre, *La oposición al franquismo: 1939-1975*, Oviedo, Ediciones Naranco, 1977.

MOLINERO, Carme, *La anatomía del franquismo : de la supervivencia a la agonía, 1945-1977*, Barcelona, Crítica, 2008.

SABIO ALCUTÉN, Alberto, *Peligrosos demócratas: antifranquistas vistos por la policía política (1958-1977)*, Madrid, Cátedra, 2011.

SÁNCHEZ SOLER, Mariano, *La transición sangrienta: una historia violenta del proceso democrático en España (1975-1983)*, Barcelona, Península, 2010.

SARTORIUS, Nicolás et ALFAYA, Javier, *La memoria insumisa: sobre la dictadura de Franco*, Barcelona, Crítica, 2002.

TUSELL, Javier, *La oposición democrática al franquismo. 1939-1962*, Barcelona, Planeta, 1977.

VILAR, Sergio, *Historia del antifranquismo: 1939-1975*, Esplugues de Llobregat, Barcelona, Plaza & Janés, 1984.

YSAS, Pere, *Disidencia y subversión: la lucha del régimen franquista por su supervivencia, 1960-1975*, Barcelona, Crítica, 2004.

YUSTE Carlos, *Subversión y reversión en la España actual*, Madrid, Ed. San Martín, 1974.

- OPPOSITION AU FRANQUISME DANS LE MILIEU ETUDIANT. FRENTE DE LIBERACIÓN POPULAR. SERVICIO UNIVERSITARIO DEL TRABAJO.

ÁLVAREZ COBELAS, José, «Puntualizaciones sobre la FUE clandestina», *VI Encuentro de Investigadores sobre el Franquismo*, 2006, p.100-106.

ARINO VILLARROYA, Antonio, «La investigación sociológica sobre los estudiantes universitarios en España», *Revista de Estudios de Juventud*, n°110, 2015, p.132-133.

BELMONTE Florence, *Madrid, février 1965. Une ligne de partage?*, Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée, 2008.

FERNANDEZ BUEY, Paco, ARGULLOL, Rafael y PEREZ, Alejandro, «El Movimiento universitario bajo el franquismo. Una cronología.», *Materiales*, n°2, Mars-Avril 1977.

FERNANDEZ-MONTESINOS GURRUCHAGA, Andrea, *Hijos de vencedores y vencidos: los sucesos de febrero de 1956 en la Universidad Central, Madrid, Universidad Complutense de Madrid*, 2008.

GARCÍA ALCALÁ, Juan Antonio, *Historia del «Felipe»: de Julio Cerón a la Liga Comunista Revolucionaria*. Madrid, Centro de Estudios Políticos y constitucionales, 2001.

LIZCANO, Pablo, *La Generación del 56: La Universidad contra Franco*, Barcelona, Grijalbo, 1981.

MESA, Roberto, *Jaraneros y alborotadores: documentos sobre los sucesos estudiantiles de Febrero de 1956 en la Universidad Complutense de Madrid*, Madrid, Universidad Complutense, 1982.

MUNOZ SORO, Javier, «La disidencia universitaria e intelectual en los años 50», in Abdón Mateos y M. Redero, *La España de los años 50*, Madrid, Eneida, 2008, p.211.

RICO, Eduardo G., *Queríamos la revolución: crónicas del Felipe*, Barcelona, Flor del viento, 1998.

RUIZ CARNICER Miguel Ángel, *El Sindicato Español Universitario (SEU), 1939-1965*. Madrid, Siglo XXI de España, 1996.

RUIZ CARNICER, Miguel Ángel «Actitudes políticas, sociales y sindicales de los estudiantes universitarios españoles (1939-1960)», in *L'Université en Espagne et en Amérique Latine du Moyen Âge à nos jours.I: structures et acteurs*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 1991, p.397-422.

TUNON DE LARA, Manuel, « Le procès des catholiques de Madrid », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, n° 52, 201.

- OPPOSITION AU FRANQUISME DANS LE MILIEU JURIDIQUE.

CABRERO BLANCO, Claudia, *Abogados contra el franquismo: memoria de un compromiso político, 1939-1977*, Barcelona, Crítica, 2013.

DEL ÁGUILA TORRES, Juan José, «El boletín de información de legislación laboral», *Memoria antifranquista del Baix Llobregat*, Associació per a la Memòria Històrica i Democràtica del Baix Llobregat, N°10, 2010.

GÓMEZ ALÉN, José et VEGA GARCIA, Rubén, *Materiales para el estudio de la abogacía antifranquista*, Vol.2, Madrid, Ediciones GPS, 2011.

GÓMEZ ALÉN, José et VEGA GARCÍA, Rubén, *Materiales para el estudio de la abogacía antifranquista*, Vol.1, Madrid, Ediciones GPS, 2010.

PEREZ BUSTAMANTE, Rogelio, *La abogacía española a través de sus congresos, 1917-2003*, Madrid, Consejo General de la Abogacía Española, 2004.

TORRES, Juan José del Águila, « “Voceros de la libertad” y “parteros de la democracia”: los abogados comunistas de Madrid en el final del franquismo (1969-1977) », *Comunicaciones del II Congreso de historia del PCE, de la resistencia antifranquista a la creación de IU. Un enfoque social*, 2007.

- [OPPOSITION AU FRANQUISME DANS LE MILIEU OUVRIER, COMMISSIONS OUVRIERES, ET CONFLICTIVITE SOCIALE.](#)

ANTÓN ZAMORA, Miguel Ángel, *CC.OO.: diez años de lucha (1966-1976)*, Zaragoza, U.S. de CC.OO. de Aragón, 1987.

ARIZA, Julián, *La confederación sindical de Comisiones Obreras*, Madrid, Avance, 1977.

*Asamblea General de Comisiones Obreras, Barcelona 1976*, Laia, Colección primero de mayo, Barcelona, Laia, 1976

BABIANO, José, *Emigrantes, cronómetros y huelga: un estudio sobre el trabajo y los trabajadores durante el franquismo (Madrid, 1951-1977)*, Madrid, Fundación 1º de mayo, 1995.

BABIANO, José, *Proceso 1001 contra Comisiones Obreras: ¿quién juzgó a quién?*, Madrid, Fundación 1º de Mayo, 2013.

BENITO DEL POZO, Carlos, *La clase obrera asturiana durante el franquismo*, Madrid, Siglo XXI, 1993.

*Clase obrera, conflicto laboral y representación sindical (Evolución socio laboral de Madrid, 1939-1991)*, SOTO CARMONA, Álvaro (Dir.), Madrid, GPS Madrid, U.S. de CC.OO., 1994.

COMIN, Alfonso Carlos, *¿Qué es el sindicalismo?*. Barcelona, La Gaya Ciencia, 1976.

*Cuadernos primero de mayo: Marcelino Camacho y el debate de Comisiones Obreras*, Barcelona, Laia, 1976.

DOMENECH i SAMPERE, Xavier, *Clase obrera, antifranquismo y cambio político*, Barcelona, Catarata, 2008.

GARCÍA PIÑEIRO, Ramón, «La huelga del silencio: hojas del calendario», dans VEGA GARCÍA, Rubén, *Las huelgas de 1962: hay una luz en Asturias*, Oviedo, Trea, Fundación Juan Muñiz Zapico, 2002, p.63-91.

*Historia de Comisiones Obreras (1958-1988)*, RUIZ, David (Dir.), Madrid, Siglo XXI, 1993.

MOLINERO, Carme et YSAS, Pere, *Productores disciplinados y minorías subversivas*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, S.A., 1998.

MORENO, Juan, *Comisiones Obreras en la Dictadura*, Madrid, Fundación 1º de Mayo, 2011.

SETIÉN, Julio, *El movimiento obrero y el sindicalismo en España (1939-1981)*, Madrid, De la Torre, Fundación 1º de mayo, 1982.

SETIÉN, Julio, *El movimiento obrero y el sindicalismo en España (1939-1981)*, Madrid, De la Torre, 1982.

SARTORIUS Nicolás, *El resurgir del movimiento obrero*, Barcelona, Laia, 1975.

SOTO CARMONA, Álvaro, «Conflictividad social y transición sindical» dans TUSELL, Javier, y SOTO CARMONA, Álvaro, *Historia de la Transición (1975-1986)*. Madrid, Alianza, 1996.

- HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE.

« La política de reconciliación nacional. Su contenido en el franquismo, su lectura en la Transición”, *Ayer*, n°66, 2007, p.201-225.

ANDRADE BLANCO, Juan Antonio, *El PCE y el PSOE en (la) Transición: la evolución ideológica de la izquierda durante el proceso de cambio político*, Madrid, Tres Cantos, 2012.

AZCÁRATE, Manuel, ALONSO ZALDÍVAR, Carlos, *La política de reconciliación nacional*, Fundación de Investigaciones Marxistas, Madrid, 1980.

BUENO LLUCH, Manuel, GÁLVEZ BIESCA, Sergio, GINARD I FÉRON, David, *Nosotros los comunistas: memoria, identidad e historia social*, Fundación de Investigaciones Marxistas, Madrid, Sevilla, Atrapasueños, 2009.

DOMENECH SAMPERE, Xavier, *Lucha de clases, dictadura y democracia*, Barcelona, Icaria, 2012.

HERMET, Guy, *Les communistes en Espagne*, Paris, Colin, 1971.

GUIXE, Jordi, « La répression des républicains espagnols en France (1937-1951) », *Relations Internationales*, n°142, 2010, p.71-86.

MENDEZONA ROLDAN, Ramón, *La Pirenaica. Historia de una emisora clandestina*, Madrid, Edición del autor, 1981.

MORÁN, Gregorio, *Miseria y grandeza del Partido Comunista de España, 1939-1985*, Barcelona, Planeta, 1986.

- INTELLECTUELS ET MEDIAS. LA DISSIDENCE JOURNALISTIQUE.

ALTED VIGIL, Alicia, AUBERT, Paul, «*Triunfo*» en su época, Madrid, Casa de Velázquez, 1995.

EZCURRA, José Ángel, «Crónica de un empeño dificultoso», *Triunfo en su época*, Madrid, Casa de Velázquez, 1995, p. 365-690.

GRACIA, Jordi, *Estado y Cultura. El despertar de una consciencia critica bajo el Franquismo (1940-1962)*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1998.

MUÑOZ SORO, Javier, *Cuadernos para el Diálogo (1963-1976), Una historia cultural del segundo franquismo*, Barcelona, Marcial Pons, 2006.

MARQUEZ REVIRIEGO, Víctor, «Nómina de discrepantes», *Triunfo en su época*, Madrid, Casa de Velázquez, 1995, p.63-74.

RENAUDET, Isabelle, *Un parlement de papier : la presse d'opposition au franquisme durant la dernière décennie de la dictature et la transition démocratique*, Madrid, Casa de Velázquez, 2003.

ROMERO PORTILLO, José, «*Triunfo*»: una revista abierta al sur, Sevilla, Fundación Andaluza Centro de Estudios Andaluces, 2012.

SINOVA, Justino, *La censura de prensa durante el franquismo*. Barcelona, Debolsillo, 2006.

- REPRESSION FRANQUISTE.

ÁGUILA, Juan José del, *El TOP: la represión de la libertad (1963-1977)*, Barcelona, Planeta, 2001.

BALLBE, Manuel, *Orden público y militarismo en la España constitucional (1812-1983)*, Madrid, Alianza Editorial, 1983.

CASANOVA Julián, ESPINOSA Francisco, MIR Conxita, MORENO GOMEZ Francisco, *Morir, matar, sobrevivir. La violencia en la dictadura de Franco*, Barcelona, Critica, 2004.

CASTELLS ARTECHE, Miguel, *Los procesos políticos: de la cárcel a la amnistía*, Madrid, Fundamentos, 1977.

COMISIÓN INTERNACIONAL DE JURISTAS, *El imperio de la ley en España*, Ginebra, Comisión Internacional de Juristas, 1962.

EJÉRCITO DE TIERRA ESTADO MAYOR, *Subversión y contrasubversión: orientaciones*, Madrid, El Estado Mayor, 1978.

ERICE, Francisco, *Militancia clandestina y represión: la dictadura franquista contra la subversión comunista (1956-1963)*, Gijón, Trea, 2017.

FERNANDEZ CREHUET LOPEZ, Federico et GARCIA LOPEZ, Daniel J., *Derecho, memoria histórica y dictaduras*, Granada, Comares, 2009.

JULIÁ, Santos, *Víctimas de la Guerra Civil*. Madrid, Booket, 2006.

LOPEZ GARRIDO, Diego, *El aparato policial en España: historia, sociología e ideología*, Barcelona, Ariel, 1987.

MOLINERO, Carme, SALA, Margarida, *Una inmensa prisión: los campos de concentración y las prisiones durante la Guerra Civil y el franquismo*, Barcelona, Planeta, 2006.

OLMEDA GOMEZ, José Antonio, *Las Fuerzas Armadas en el estado franquista: participación política, influencia presupuestaria y profesionalización, 1939-1975*, Madrid, El Arquero, 1988.

PRESTON, Paul, *El holocausto español*, Barcelona, Penguin Random House, 2011.

VEGA SOMBRÍA, Santiago, *La política del miedo, El papel de la represión en el franquismo*, Barcelona, Crítica, 2011.

- **SOCIOLOGIE ET SCIENCES POLITIQUES. OUVRAGES THEORIQUES.**

AUBERT, Paul, *La frustration de l'intellectuel libéral : Espagne, 1898-1939*, Cabris, Alpes-Maritimes, 2010.

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, *La Documentation photographique N° 8041 Volume 1, L'expérience combattante*, Paris, Broché, 2004.

BADIOU, Alain, *Abrégé de métapolitique*, Paris, Seuil, 1998.

BESNIER, Jean-Michel, *La politique de l'impossible : l'intellectuel entre révolte et engagement*, Paris, La Découverte, 1988.

BODIN, Louis, *Les intellectuels, Que sais-je?*, Paris, PUF, 1962

BOUDON, Raymond, « Théorie du choix rationnel ou individualisme méthodologique ? », *Revue du MAUSS*, n°24, 2004, p.281-309.

BOURCIER Danièle et Pek van Andel, « Le Courrier du Livre. C'est quoi la sérendipité ? », *Revue française de gestion*, avril 2017, n°267, p. 149-152.

BOURDIEU, Pierre « Le capital social », in *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 31, 1980, p.2-3.

CALVEZ, Jean-Yves, *La pensée de Karl Marx*. Paris, Seuil, 1956.

CHOMSKY, Noam, *Comprendre le pouvoir*, Lux Editeur, Montréal, 2016.

COLAS, Dominique, *Sociologie politique*. Paris, PUF, 1994.

DUMÉNIL Anne, *La Documentation photographique N° 8043, La guerre au XXe siècle. Volume 2, L'expérience des civils*, Paris, Broché, 2004.

FRANÇOIS, Ludovic, ZERBIB, Romain, *Influentia*, Limoges, Lavauzelle, 2015.

GRAMSCI, Antonio, *Pourquoi je hais l'indifférence*, Cahiers de prison, Payot, 2012.

LAURENT, Alain, *L'individualisme méthodologique*, Paris, Que-sais-je, 1994.

LEFEBVRE, Henri, *El marxismo*, Buenos Aires, Editorial Universitaria, 1959.

LHOMEAU, Christine, LECLAIR, Bertrand, *L'intellectuel engagé*, Paris, Gallimard, 2011.

MARÍA SANTOS-SAINZ, *Elite journalistique et son pouvoir*, Apogée, Rennes, 2005.

PIOTTE, Jean-Marc, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, Editions Parti Pris, 1970.

RAPHAEL, Max, *La théorie marxiste de la connaissance*, Paris, Gallimard, 1937.

SAID, Edward W., *Des intellectuels et du pouvoir*, Paris, Seuil, 1996.

SARTRE, Jean-Paul, *Plaidoyer pour les intellectuels*. Paris, Gallimard, 1972.

SCHUMPETER, Joseph, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1954.

- MEMOIRES ET AUTOBIOGRAPHIES DE MILITANTS OU DE PERSONNALITES POLITIQUES DU FRANQUISME.

CAMACHO Marcelino, COMÍN Alfonso C., *Charlas en la prisión, El movimiento obrero sindical*, Barcelona, Laia, 1976.

CAMACHO, Marcelino, *Memorias: confieso que he luchado*, Madrid, Temas hoy, 1990.

LOPEZ RODO, Laureano, *Memorias*, Barcelona, Plaza y James, 1990.

SAN MARTIN, José Ignacio, *Servicio Especial*, Barcelona, Planeta, 1984.

- JOURNAUX

ABC  
Boletín De Información De Legislación Laboral  
Cuadernos Para El Diálogo  
El País  
Gaceta De Derecho Social  
Le Monde  
Mundo Obrero  
Mundo Social  
Público  
Siglo 20  
Sut Gaceta  
Triunfo

- MEDIAGRAPHIE

*1956. La Universidad desafía a Franco.* Documentos RNE. Diffusion le 26/07/2014.

*La Transición silenciada.* Andrés Armas et Miguel Ángel Nieto, réalisé par Carlos G. Ayudo, Diagrama producciones, 2017

*La memoria rebelde.* Réalisé par Julio Diamante, 2012.

*La huelga del silencio.* Manuel Sánchez Pereira, Documentos RTVE, diffusé le 6/05/2012

*Proceso 1001.* Documentos RNE, diffusé le 13/08/2014.

## RESUMÉ : NICOLÁS SARTORIUS : UN EXEMPLE DES MODALITES DE L'ACTION ANTIFRANQUISTE ENTRE AGONIE DU REGIME ET CONSTRUCTION DEMOCRATIQUE (1956-1978)

Avocat, journaliste et dirigeant emblématique du syndicat Commissions Ouvrières et du PCE, l'engagement de N. Sartorius témoigne de la capacité de mobilisation de secteurs amples de la société espagnole et de l'élite sociale et intellectuelle dans la conquête et la construction de la démocratie. Il impulsa, coordonna et dirigea les Commissions Ouvrières, et devint un des dirigeants du PCE. Il publia également au sein de prestigieuses revues en confrontation permanente avec la Dictature, fournissant d'une part un arsenal rhétorique à l'opposition démocratique, en plus d'entretenir et encourager l'engagement de la société civile. Pendant ses années d'incarcération, son combat prit de nouvelles formes. A la mort de F. Franco l'opposition parvint à ouvrir la voie vers une transition démocratique. Restait à en définir le calendrier et à en négocier les termes, la légalisation des CO et du PCE, bêtes noires de la Dictature en étant des jalons essentiels. N. Sartorius, conceptualisant et orientant l'opposition ouvrière pour lui permettre une véritable amélioration de leur condition, est de fait l'intellectuel organique du « nouveau mouvement ouvrier » espagnol.

### MOTS-CLEFS :

Antifranquisme – Mouvement ouvrier – Parti Communiste d'Espagne – Commissions Ouvrières – Transition démocratique – Journalisme d'opposition démocratique – Répression – FLP – SUT – Intellectuel organique.

---

## ABSTRACT : NICOLÁS SARTORIUS, AN EXEMPLE OF THE ANTI-FRANCO ACTION BETWEEN THE END OF THE REGIME AND THE DEMOCRATIC CONSTRUCTION (1956-1978)..

Lawyer, journalist and Comisiones Obreras trade union and Communist Party of Spain leader, N. Sartorius commitment shows the commitment capacity of large areas of the spanish society, and of the social and intellectual elite in the democracy conquest and building. He boosted, organised and leaded this trade union and also became of the leaders of the PCE. He published besides in prestigious magazines always opposite against the dictatorship, giving rhetorical weapons to the democratic opposition, maintaining and boosting the society commitment. During the 6 years he passed in jail, his fight took new forms. To Franco's death, the opposition reach to open the way to political transition. The calendar and terms remained, and the "Comisiones Obreras" and PCE legalization were essentials steps. N. Sartorius conceptualized and leaded workers opposition, giving them the power of overcome the regime and enable better life conditions, which make him the organic intellectual of the Spanish "new workers movement".

KEYWORDS: Antifranquism – Worker's opposition – Communist Party of Spain – Worker's commissions – Transition to democracy – Journalists opposition – Repression – FLP – SUT – Organic intellectual.